

# Annuaire Eurostat 2004

Le guide statistique de l'Europe

**Données 1992-2002**



COMMISSION  
EUROPÉENNE



THEME 1  
Statistiques  
générales

1

*Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.*

**Un nouveau numéro unique gratuit:  
00 800 6 7 8 9 10 11**

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur suivant: <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/>

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2004

ISBN 92-894-4964-0

ISSN 1560-490X

© Communautés européennes, 2004

## REMERCIEMENTS

Les auteurs de *l'Annuaire Eurostat 2004* adressent leurs remerciements à tous ceux qui ont contribué à sa réalisation. L'annuaire a pu être publié grâce à l'assistance et au soutien des collègues suivants:

### EUROSTAT, OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

#### Unité A5 — Information et diffusion

*M. Copers, V. Guillemet, A. Johansson-Augier, G. Kyj, M. Radulescu,*  
avec l'assistance et le soutien des directions suivantes d'Eurostat:

#### Direction B — Méthodologies et outils statistiques

B1 Coordination méthodologique (*M. Hahn, M. Léonard, M. Mietzner, L. Sproge, H. Strandell*)  
 B2 Gestion informatique — Systèmes d'information (*V. Dreux*)  
 B4 Bases de données de référence (*D. Groenez, M. Loos, S. Paganoni, A. Pasqui, O. Stembert*)  
 B5 Recherche (*S. Frank, G. Strack*)

#### Direction C — Statistiques économiques et monétaires

C2 Comptes économiques (*J.-P. Arnotte, R. Barcellan, I. Kuhnert*)  
 C3 Finances publiques et fiscalité (*G. Amerini, P. Borges, G. Thouvenin*)  
 C4 Balance des paiements (*L. Biedma, D. Comini, P. Passerini*)  
 C5 Prix (*L. Viglino*)

#### Direction D — Statistiques du marché intérieur, emploi et affaires sociales

D1 Marché du travail (*A. Franco Lopez, W. Grünwald, A. Paternoster, A. Persenaire*)  
 D2 Conditions de vie et protection sociale (*G. Abramovici, I. Dennis, A. Melis, J. Piirto*)  
 D3 Entreprises (*P. Feuvrier, M. Hult*)  
 D4 Énergie et transports (*A. Gikas, H. Strelow*)  
 D5 Éducation et culture (*B. Andrén, E. Kailis, K. Nestler*)  
 D6 Santé et sécurité alimentaire (*B. De Norre, D. Dupré, A. Karjalainen*)  
 D7 Société de l'information et services (*M. Lumio, H.-W. Schmidt*)

#### Direction E — Statistiques sur l'agriculture, la pêche, les Fonds structurels et l'environnement

E1 Statistiques structurelles, agriculture (*K. Duchateau*)  
 E2 Statistiques sur les produits agricoles (*G. Mahon*)  
 E3 Pêche, développement rural et forêt (*P. Boday, D. Cross*)  
 E4 Fonds structurels (*T. Carlquist*)  
 E5 Environnement et développement durable (*C. Garland, J. Klein, P. Wolff*)

#### Direction F — Statistiques des relations extérieures

F1 Démographie, migration (*F. Bovagnet, D. Thorogood*)  
 F2 Commerce international (*A. Berthomieu, C. Corsini*)

**AELE** (*R. Ragnarson*)

**Géonomenclature** (*E. Jouangrand*)

#### TRADUCTION

Direction générale de la traduction de la Commission européenne, Luxembourg

#### OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

## Les statisticiens au service de l'Europe

Le service d'Eurostat . . . . .	9
L'Union européenne dans le contexte global . . . . .	15

Au-devant de la scène: le développement durable . . . . .	25
---	----

1

## Les Européens

La population . . . . .	39
La santé . . . . .	57
L'éducation et la formation . . . . .	73

Le marché du travail . . . . .	85
Les ménages et l'aide sociale . . . . .	93

2

## L'économie

Les comptes nationaux . . . . .	117
Les prix et les salaires . . . . .	137

La balance des paiements . . . . .	149
Le commerce international de biens . . . . .	161

3

## L'environnement

L'environnement . . . . .	167
---------------------------	-----

4

## Les sciences et les technologies

La recherche et le développement . . . . .	181
La société de l'information . . . . .	189

5

## Les secteurs d'activité et les entreprises

Les structures des entreprises en un coup d'œil . . . . .	199
L'industrie et le bâtiment . . . . .	203
Le commerce . . . . .	205

Les marchés financiers . . . . .	207
Les transports . . . . .	211
Le tourisme . . . . .	219
L'énergie . . . . .	223

6

## L'agriculture, la sylviculture et la pêche

L'agriculture . . . . .	233
La sylviculture . . . . .	245

La pêche . . . . .	247
--------------------	-----

7

## Annexes

Glossaire . . . . .	253
Géonomenclature 2004 . . . . .	268
Nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne, NACE rév. 1.1 . . . . .	270

Nomenclature des marchandises, CTCI rév. 3 . . . . .	271
Abréviations et acronymes . . . . .	273
Instructions pour l'utilisation du CD-ROM . . . . .	280

8



## L'annuaire Eurostat est un produit combiné

L'annuaire Eurostat 2004 est un produit combiné composé d'un livre et d'un CD-ROM. Le CD-ROM contient l'ensemble des informations statistiques de l'annuaire Eurostat 2004, dont une sélection est présentée dans le livre.

Le CD-ROM est trilingue (allemand, anglais, français). Il contient:

- les fichiers PDF de la version papier;
- plus de 1 000 tableaux statistiques et graphiques. Toutes les données peuvent être aisément extraites des tableaux. Les graphiques peuvent être générés de façon dynamique selon les souhaits du lecteur;
- toutes les informations statistiques générales concernant «Sur le devant de la scène: le développement durable»;
- des liens vers le site internet d'Eurostat pour trouver davantage d'informations, par exemple sur d'autres publications, ou des données plus récentes. Sur son site web, Eurostat fournit un éventail d'informations statistiques qui peuvent être consultées en ligne ou téléchargées gratuitement.

## L'annuaire Eurostat est facile à utiliser

- Les textes introductifs des différentes sections expliquent les principales caractéristiques et la pertinence des informations présentées et donnent une idée des autres données sur le sujet disponibles à Eurostat.
- Le glossaire clarifie les termes et concepts statistiques utilisés.
- Les abréviations et acronymes utilisés sont explicités dans l'encart inséré dans l'annuaire.

## Date d'extraction des données

Les données statistiques présentées dans cet annuaire ont été extraites le 10 mai 2004 et représentent toutes celles qui étaient disponibles à ce moment.

## Ordre et codes des pays

Dans l'annuaire Eurostat, les États membres de l'UE sont classés dans l'ordre protocolaire. Il s'agit de l'ordre alphabétique des noms des pays dans leurs langues respectives.

Dans l'annuaire, les pays sont généralement identifiés par la désignation officielle la plus courte. Si des codes sont utilisés, ce sont les codes ISO à deux chiffres; dans le cas de la Grèce et du Royaume-Uni, ces codes sont, respectivement, EL et UK.

Une liste complète des codes ISO peut être consultée à l'adresse suivante:

<http://www.iso.org/iso/en/prods-services/iso3166ma/index.html>

## Symboles et codes

- non applicable ou zéro réel ou zéro par défaut
- 0 moins de la moitié de l'unité utilisée
- : non disponible
- p valeur provisoire
- e valeur estimée
- s estimation d'Eurostat
- r valeur révisée
- f prévision
- u donnée peu fiable ou incertaine (voir textes explicatifs)
- :u donnée extrêmement peu fiable
- :c confidentiel
- :n non significatif
- b rupture de série (voir textes explicatifs)
- i voir note en bas de page

€ zone représente zone euro. «€ zone», qui n'est pas un symbole officiel, est utilisé ici pour des raisons pratiques.



## Les statisticiens au service de l'Europe

Le service d'Eurostat 9-14

L'Union européenne dans le contexte global 15-24

Au-devant de la scène: le développement durable 25-36

# 1

# Eurostat, clé d'accès à la statistique européenne

1

## La mise à disposition d'informations comparables concernant l'Europe porte un nom: Eurostat

«Eurostat» est synonyme de service d'information de grande qualité fournissant des données statistiques sur et pour l'Union européenne (UE). Utiliser nos données revient à prendre le pouls de la conjoncture actuelle en Europe: nous communiquons les chiffres et faits pertinents nécessaires à la compréhension de cette situation.

## L'annuaire Eurostat: élaboré à l'intention de quiconque s'intéresse à l'Europe

L'annuaire Eurostat permet d'accéder au service d'information d'Eurostat en donnant un aperçu général de l'éventail des données que nous offrons. Il montre comment les chiffres de référence ont évolué au cours des dix dernières années dans l'Union européenne, la zone euro et les États membres. Pour faciliter les comparaisons internationales, certains tableaux contiennent des données comparables pour d'autres pays, notamment les États-Unis d'Amérique.

Les textes d'introduction de chaque section donnent une idée des données dont dispose Eurostat sur le sujet traité et de la pertinence de ces informations. Pour nous, l'annuaire ne se limite pas à une simple collection de tableaux, mais constitue une «porte d'accès» aux statistiques européennes. Nous espérons qu'il suscitera votre curiosité quant aux données offertes par Eurostat.

## Comment obtenir les données voulues?

Une adresse à ajouter à vos liens préférés:  
<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

Eurostat offre sur son site web un large éventail d'informations statistiques que vous pou-



vez consulter en ligne ou télécharger gratuitement:

- des données, accessibles dès qu'elles sont disponibles;
- tous les communiqués de presse d'Eurostat;
- la série *Statistiques en bref*, qui fournit des résumés à jour des principaux résultats d'enquêtes, d'études et d'analyses statistiques;
- toutes les publications d'Eurostat en format PDF. Des informations générales concernant certains sujets sont fournies dans nos publications *Panorama* qui proposent des analyses, des tableaux, des graphiques et des cartes soigneusement élaborés;
- des catalogues;







riques des médias et qui portent sur une sélection de données couvrant l'Union européenne, la zone euro, les États membres et leurs partenaires. Environ 150 communiqués de presse sont publiés chaque année, dont près de 120 concernent les euro-indicateurs mensuels ou trimestriels. Le service «Presse» coordonne également les interviews et les conférences de presse sur les résultats et événements statistiques importants. Eurostat Media Support aide les journalistes professionnels à trouver des données sur toutes sortes de sujets.

Tous les communiqués de presse d'Eurostat sont disponibles gratuitement sur le web le jour de leur diffusion à 11 heures.

Pour de plus amples informations sur les communiqués de presse ou les données d'Eurostat, les journalistes sont invités à contacter Eurostat Media Support [tél. (352) 43 01-33408, fax (352) 43 01-35349, e-mail: eurostat-mediasupport@cec.eu.int].

## Pourquoi des données d'Eurostat?

### Égalité de l'information pour une société démocratique

Pour participer activement à une Europe démocratique, il faut avant tout être informé. Les Européens exigent un service d'information de bonne qualité fournissant des données statistiques impartiales, fiables et comparables. Ils veulent pouvoir y accéder facilement et sans exception: aucune information pertinente ne doit être refusée; tous les citoyens et toutes les entreprises doivent pouvoir accéder à l'ensemble des données dans les mêmes conditions. Eurostat et ses partenaires du système statistique européen garantissent la liberté et l'égalité d'accès à des informations complètes sur la situation sociale, économique et environnementale en Europe. À vous d'en tirer parti!

### Impartialité et objectivité: deux piliers de la confiance

L'accès à des statistiques fiables et de bonne qualité revêt une importance croissante dans la société de l'information où nous vivons, et la confiance dans la source des données prend une valeur considérable. La fiabilité des statistiques d'Eurostat est inscrite dans la loi. L'article 285, paragraphe 2, du traité CE stipule que «l'établissement des statistiques communautaires se fait dans le respect de l'impartialité, de la fiabilité, de l'objectivité, de l'indépendance scientifique, de l'efficacité au regard du coût et de la

confidentialité des informations statistiques; il ne doit pas entraîner de charges excessives pour les opérateurs économiques». Ce texte n'a rien d'abstrait pour nous, il constitue le principe fondamental de nos activités quotidiennes.

### Comparabilité grâce à l'harmonisation

Il est plus facile de se comprendre lorsqu'on connaît les conditions de vie et de travail de l'autre. Ce qui est vrai pour les relations entre individus l'est également pour la société dans son ensemble. Pour faire des comparaisons, il faut toutefois disposer de statistiques comparables dont l'élaboration exige l'utilisation d'un «langage statistique» commun.

Ce dernier doit englober les concepts, méthodes et définitions ainsi que les normes et infrastructures techniques. C'est ce que les statisticiens appellent harmonisation et qui constitue la base du système statistique européen. Et c'est la véritable raison d'être d'Eurostat.

1



## Le système statistique européen

Le système statistique européen est constitué par Eurostat et les instituts de statistique, ministères, organismes et banques centrales qui collectent des statistiques officielles dans les États membres de l'UE, en Islande, au Liechtenstein et en Norvège. Les instituts de statistique des États membres collectent, vérifient et analysent les données nationales, puis les envoient à Eurostat qui les regroupe et s'assure de leur comparabilité. Les travaux du système statistique européen portent principalement sur les secteurs relevant des politiques communautaires, mais, avec le développement de ces dernières, l'harmonisation a été étendue à presque tous les domaines statistiques.

Le système statistique européen est un réseau dans lequel Eurostat est chargé de promouvoir l'harmonisation des statistiques, en étroite coopération avec les autorités statistiques nationales. Le comité du programme statistique (CPS) est au cœur du système statistique européen. Il rassemble les responsables des instituts nationaux de statistique des États membres et est présidé par Eurostat. Il examine les actions et programmes concertés à réaliser pour répondre aux besoins d'information de l'UE. Il établit un programme quinquennal qui est mis en œuvre par les autorités nationales et est suivi par Eurostat.

## Une question de disponibilité: un assortiment de données intéressantes et pertinentes

Les données se transforment en éléments d'information dès lors qu'elles sont intéressantes. En matière de disponibilité, Eurostat est à l'écoute de ce qui peut intéresser les gens.

Le programme du système statistique européen n'est pas né du jour au lendemain. Ce dont nous rendons compte a été décidé dans le cadre d'un processus politique bien défini au niveau européen, processus auquel les États membres participent activement. La plupart des enquêtes et collectes de données sont fondées sur des règlements européens qui sont légalement contraignants au niveau national. Lors des discussions politiques et juridiques qui ont abouti aux règlements statistiques européens, une des questions centrales a été la suivante: «Pour qui et pourquoi les données présentent-elles un intérêt?» Chaque règlement statistique doit passer un test critique.

Par ailleurs, le programme statistique européen est constamment révisé. Compte tenu du principe de rentabilité, la production de données devenues moins pertinentes en raison de nouveaux développements est modifiée, voire abandonnée. C'est ce qui fait que le programme statistique ne prend pas des proportions trop importantes et reste moderne.

Nos données valent la peine qu'on les examine.



# Les indicateurs structurels d'Eurostat

## Les indicateurs structurels d'Eurostat: des statistiques d'excellente qualité pour une gouvernance efficace en Europe

Au Conseil européen de Lisbonne, au printemps 2000, l'Union européenne s'est fixé l'objectif stratégique suivant pour la prochaine décennie: devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale.

Le Conseil a reconnu la nécessité de discuter régulièrement des progrès réalisés dans ce domaine et de les évaluer sur la base d'indicateurs structurels adoptés d'un commun accord. À cette fin, il a invité la Commission européenne à préparer un rapport annuel de printemps sur les progrès réalisés en se fondant sur les indicateurs structurels concernant l'emploi, l'innovation, la recherche, la réforme économique, la cohésion sociale et le contexte économique général ainsi que, depuis 2002, l'environnement.


Pour la première fois en 2004, la Commission a présenté une sélection de quatorze indicateurs structurels à couvrir dans l'annexe statistique de son rapport de printemps 2004 au Conseil européen. Cette liste restreinte a été convenue avec le Conseil. Sa présentation concise permet d'adresser plus facilement des messages politiques et d'exposer les positions des États membres par rapport aux objectifs essentiels de Lisbonne. Conformément à la récente rationalisation des procédures dans le contexte plus large de la stratégie de Lisbonne, il est prévu de maintenir cette liste stable pendant trois ans.

Pour assurer que le public ait accès à la base de données détaillée des indicateurs structurels,



qui continue de jouer un rôle important dans le processus politique de l'UE, Eurostat diffuse l'ensemble complet des indicateurs sur son site web consacré aux indicateurs structurels (<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/structuralindicators>). Des séries chronologiques sont présentées pour l'EU-25 et l'EU-15, l'EU-12, les États membres de l'UE, les pays de l'EEE/AELE, le Japon, les États-Unis et les pays candidats.

La liste complète des indicateurs structurels pour 2004 est donnée ci-après. Les indicateurs de la liste restreinte sont marqués en gras. Tous les indicateurs structurels sont présentés

dans l'annuaire Eurostat. Ils sont identifiés par l'icône suivante [  ] qui figure après l'intitulé des tableaux concernés.

## Liste des indicateurs structurels

### Contexte économique général

#### PIB par habitant en SPA

Taux de croissance du PIB réel

#### Productivité de la main-d'œuvre par personne occupée

Productivité de la main-d'œuvre par heure de travail

Croissance de l'emploi (\*)

Taux d'inflation

Croissance du coût unitaire du travail

Solde public

Dettes publiques

### Emploi

#### Taux d'emploi (\*)

#### Taux d'emploi des travailleurs âgés (\*)

Âge moyen de sortie du marché du travail (\*)

Écart de rémunération entre hommes et femmes (non corrigé)

Taux de prélèvement sur les bas salaires: poids de la fiscalité sur le coût de la main-d'œuvre

Taux de prélèvement sur les bas salaires: piège du chômage

Formation permanente (\*)

Accidents de travail — Accidents graves (\*)

Accidents de travail — Accidents mortels (\*)

Taux de chômage (\*)

### Innovation et recherche

Dépenses consacrées aux ressources humaines

#### Dépenses totales de R & D

Dépenses de R & D par source de financement: industrie, pouvoirs publics, étranger

Niveau d'accès à l'internet: ménages et entreprises

Diplômés en sciences et technologies (\*)

Brevets OEB

Brevets USPTO

Investissement en capital-risque: phase préliminaire, expansion et remplacement

Dépenses consacrées aux TIC: dépenses de TI

Dépenses consacrées aux TIC: dépenses de télécommunications

Commerce électronique: pourcentage du chiffre d'affaires des entreprises provenant du commerce électronique

#### Niveau d'éducation des jeunes (\*)

### Réforme économique

#### Niveaux de prix comparés

Convergence des prix entre les États membres

Prix des télécommunications: appels locaux, appels nationaux et appels vers les États-Unis

Prix de l'électricité: utilisateurs industriels et ménages

Prix du gaz: utilisateurs industriels et ménages

Part de marché du plus grand producteur d'électricité

Part de marché de l'opérateur historique dans les télécommunications fixes: appels locaux, appels longue distance et appels internationaux

Part de marché de l'opérateur principal dans les télécommunications mobiles

Marchés publics

Aides d'État sectorielles et ad hoc

Convergence des taux des prêts bancaires: crédits immobiliers aux ménages, crédits aux sociétés non financières d'une durée allant jusqu'à un an et crédits aux sociétés non financières d'une durée supérieure à un an

Intégration du commerce des biens et des services

Intensité des investissements directs à l'étranger

#### Investissements dans les entreprises

Démographie des entreprises: taux de créations d'entreprise

Démographie des entreprises: taux de survie des entreprises

Démographie des entreprises: taux de cessations d'entreprise

### Cohésion sociale

Inégalité de répartition des revenus (ratio des quintiles de revenus)

Taux de risque de pauvreté avant transferts sociaux (\*)

#### Taux de risque de pauvreté après transferts sociaux (\*)

Taux de risque de persistance de la pauvreté (\*)

#### Dispersion des taux d'emploi régionaux (\*)

Jeunes ayant quitté prématurément l'école (\*)

#### Taux de chômage de longue durée (\*)

Enfants âgés de 0 à 17 ans dans les ménages sans emploi

Personnes âgées de 18 à 59 ans dans les ménages sans emploi (\*)

### Environnement

#### Émissions de gaz à effet de serre

#### Intensité énergétique de l'économie

#### Volume du transport de fret par rapport au PIB

Volume du transport de voyageurs par rapport au PIB

Répartition par mode de transport du transport de fret

Répartition par mode de transport du transport de voyageurs: part en pourcentage de la voiture

Population exposée à la pollution de l'air par l'ozone et par les particules

Déchets municipaux collectés, mis en décharge ou incinérés

Part des énergies renouvelables (comprenant les objectifs indicatifs)

Stocks de poissons dans les eaux marines européennes

Zones protégées pour la biodiversité: la directive «Habitats»

Zones protégées pour la biodiversité: la directive «Oiseaux»

(\*) Indicateurs désagrégés par sexe.



# L'Union européenne dans le contexte global

## Se faire une idée de la position de l'UE dans le monde

Les données d'Eurostat permettent de faire des comparaisons entre l'Union et d'autres parties du monde. Elles aident à analyser ses rapports avec d'autres pays et zones économiques. Pour situer la position de l'UE dans le monde, cette section présente une sélection de statistiques concernant les domaines suivants:

- la population de l'UE et son évolution par rapport à la population mondiale;
- quelques indicateurs économiques;
- les dépenses pour les technologies de l'information et les télécommunications, ainsi que le pourcentage de citoyens qui ont accès à l'internet à domicile;
- combien d'énergie est utilisée pour produire le produit intérieur brut (PIB) dans les différents pays? L'indicateur «Intensité énergétique de l'économie» fournit la réponse. D'autres indicateurs environnementaux sont disponibles.



## La population mondiale de 1960 à 2002

Population en milieu d'année, en millions de personnes

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002
Monde	3 039,7	3 346,2	3 708,1	4 087,3	4 454,3	4 850,4	5 275,9	5 686,0	6 079,0	6 154,3	6 228,6
Pays développés, dont											
EU-25	910,4	961,6	1 003,2	1 044,9	1 080,8	1 111,5	1 143,0	1 171,8	1 192,0	1 195,7	1 199,1
Japon	378,0	395,1	406,9	418,4	427,0	432,6	439,5	447,1	452,0	452,4	453,1
États-Unis	94,1	98,9	104,3	111,6	116,8	120,8	123,5	125,3	126,7	126,9	127,1
Fédération de Russie	180,7	194,3	205,1	216,0	227,7	238,5	250,1	266,6	282,3	285,0	287,7
119,6	126,5	130,2	134,3	139,0	144,0	148,1	148,1	146,0	145,5	145,0	
Pays moins développés, dont											
Chine	2 129,3	2 384,6	2 704,4	3 042,5	3 373,5	3 739,0	4 132,9	4 514,2	4 887,0	4 958,7	5 029,5
Inde	650,7	715,5	820,4	917,9	984,7	1 054,7	1 138,9	1 206,0	1 262,5	1 271,1	1 279,2
Niger	445,9	495,7	555,0	620,5	687,0	762,4	841,7	922,1	1 002,7	1 018,5	1 034,2
Brésil	39,9	45,0	51,1	58,9	69,6	79,9	92,6	107,4	123,4	127,1	130,5
	71,7	83,1	95,7	108,8	123,0	137,3	151,1	163,5	175,6	177,8	179,9

Source (sauf EU-25): US Bureau of the Census, base de données internationale.

**Parts de la population mondiale de 1960 à 2002**

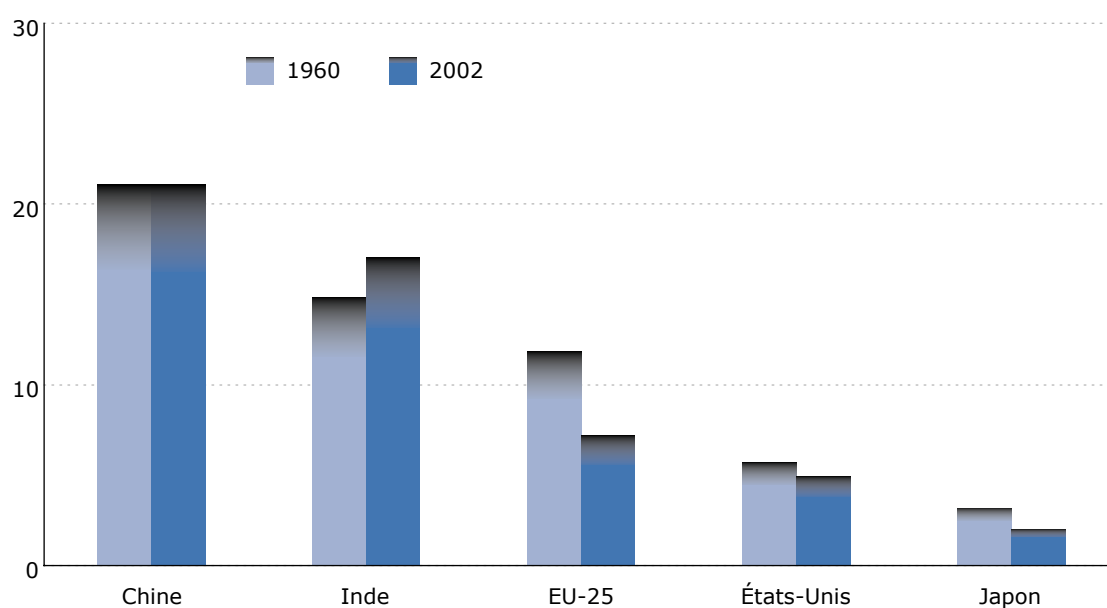
Population en milieu d'année, en %

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002
Monde	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Pays développés, dont	30	29	27	26	24	23	22	21	20	19	19
EU-25	12	12	11	10	10	9	8	8	7	7	7
Japon	3	3	3	3	3	2	2	2	2	2	2
États-Unis	6	6	6	5	5	5	5	5	5	5	5
Fédération de Russie	4	4	4	3	3	3	3	3	2	2	2
Pays moins développés, dont	70	71	73	74	76	77	78	79	80	81	81
Chine	21	21	22	22	22	22	22	21	21	21	21
Inde	15	15	15	15	15	16	16	16	16	17	17
Niger	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2
Brésil	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3

Source (sauf EU-25): US Bureau of the Census, base de données internationale.

**Part dans la population mondiale**

En %

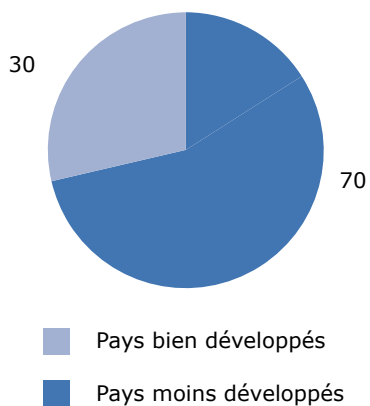


Source (sauf EU-25): US Bureau of the Census, International database.



**Part dans la population mondiale en 1960**

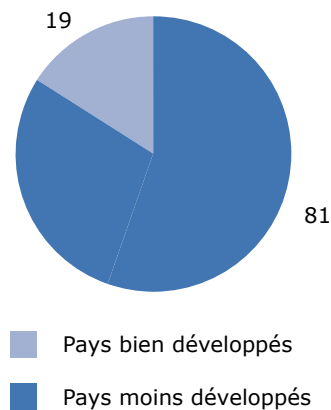
En %



Source (sauf EU-25): US Bureau of the Census, International database.

**Part dans la population mondiale en 2002**

En %

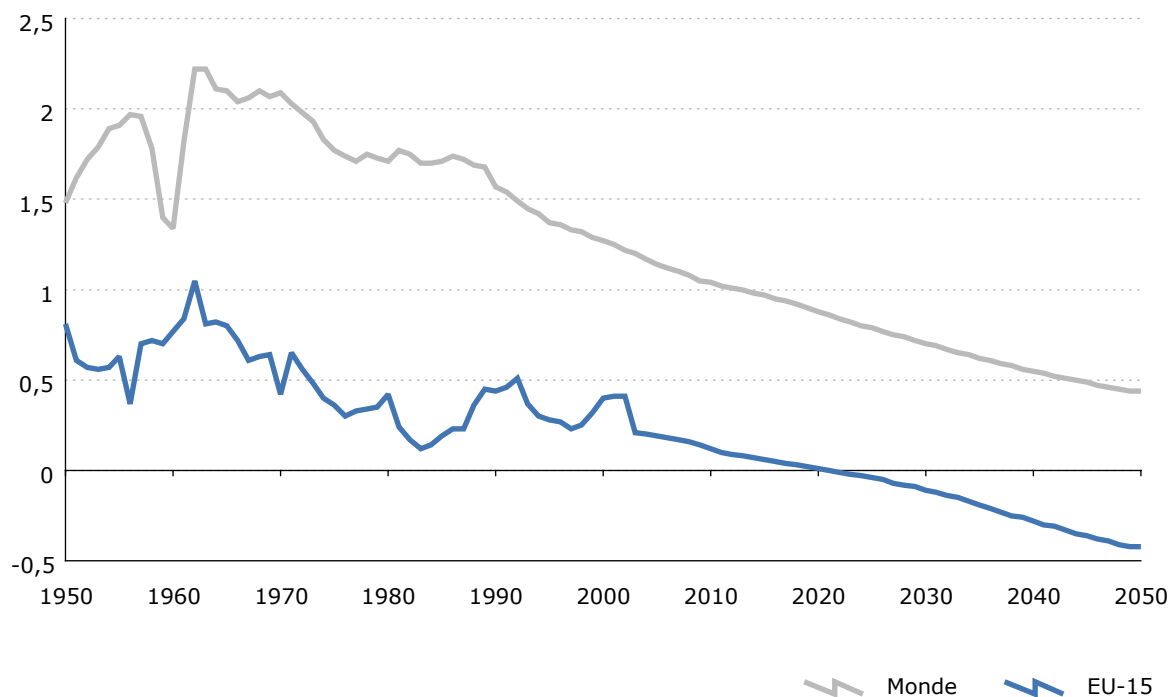


Source (sauf EU-25): US Bureau of the Census, International database.

1

**Évolution démographique totale dans le monde et dans l'EU-15**

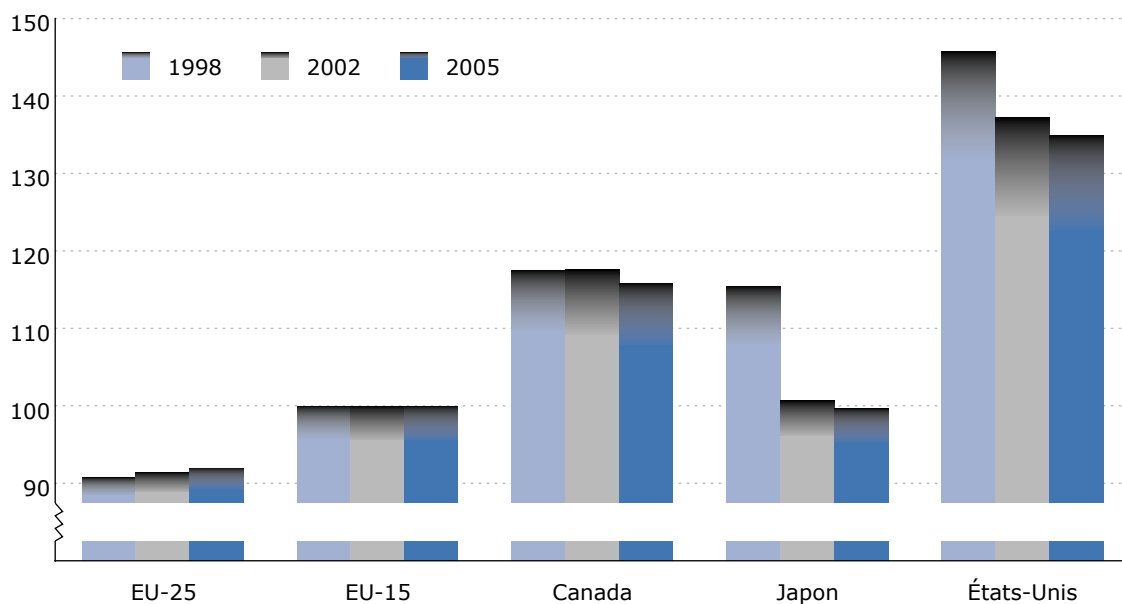
Variation par rapport à l'année précédente, en %



Comprend la prévision.

**Produit intérieur brut par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA)**

EU-15 = 100

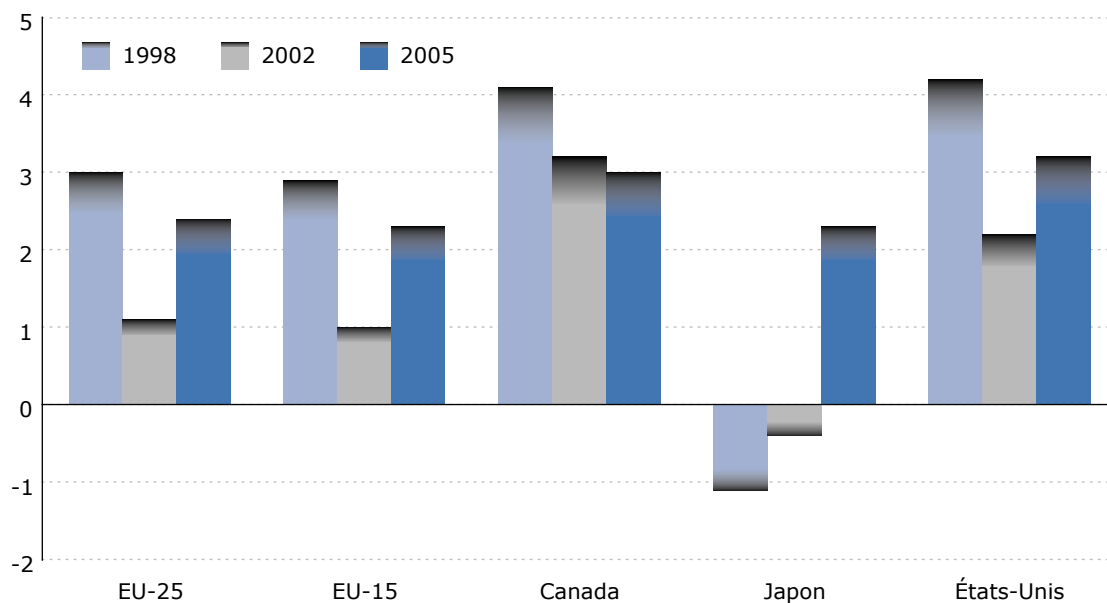


2005: prévisions; 2002 pour le Canada, le Japon et les États-Unis: prévisions.

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur de la situation économique d'une nation. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminuée de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en standards de pouvoir d'achat (SPA), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, et les calculs par tête permettent de comparer des économies présentant d'importantes différences en taille absolue.

**Taux de croissance du produit intérieur brut**

Variation en % par rapport à l'année précédente; PIB à prix constants (1995)



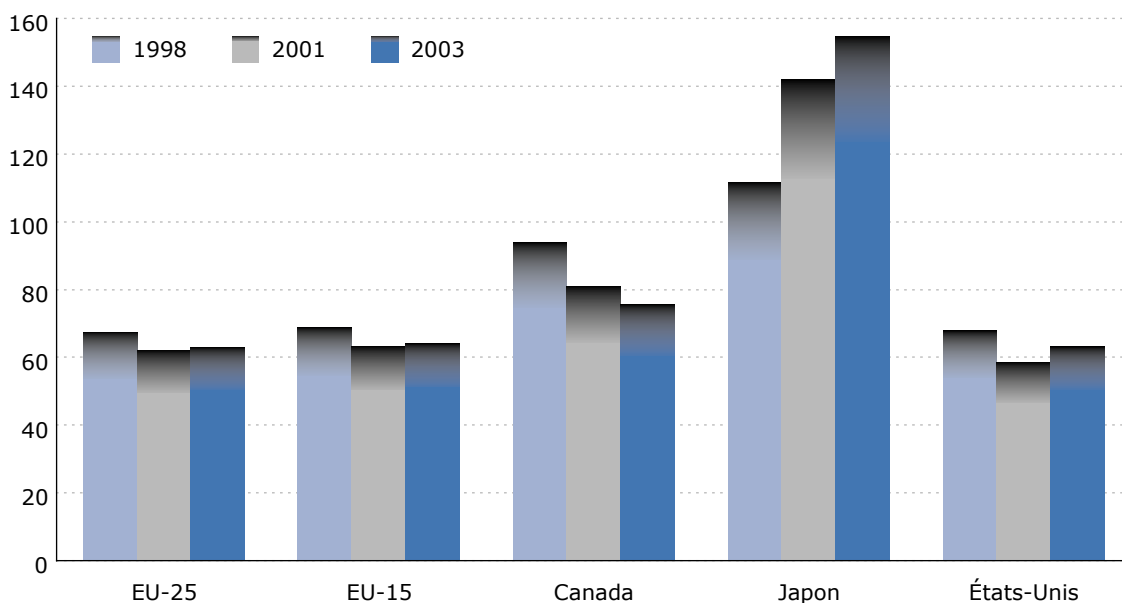
2005: prévisions.

Le PIB est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. Le calcul du taux de croissance annuel du PIB à prix constants est destiné à permettre les comparaisons des dynamiques du développement économique à la fois à travers le temps et entre des économies de différentes tailles. Le taux de croissance est calculé à partir de chiffres à prix constants, puisque ceux-ci donnent les mouvements en volume uniquement, c'est-à-dire que les mouvements des prix ne feront pas monter les taux de croissance.



### Dette brute consolidée des administrations publiques

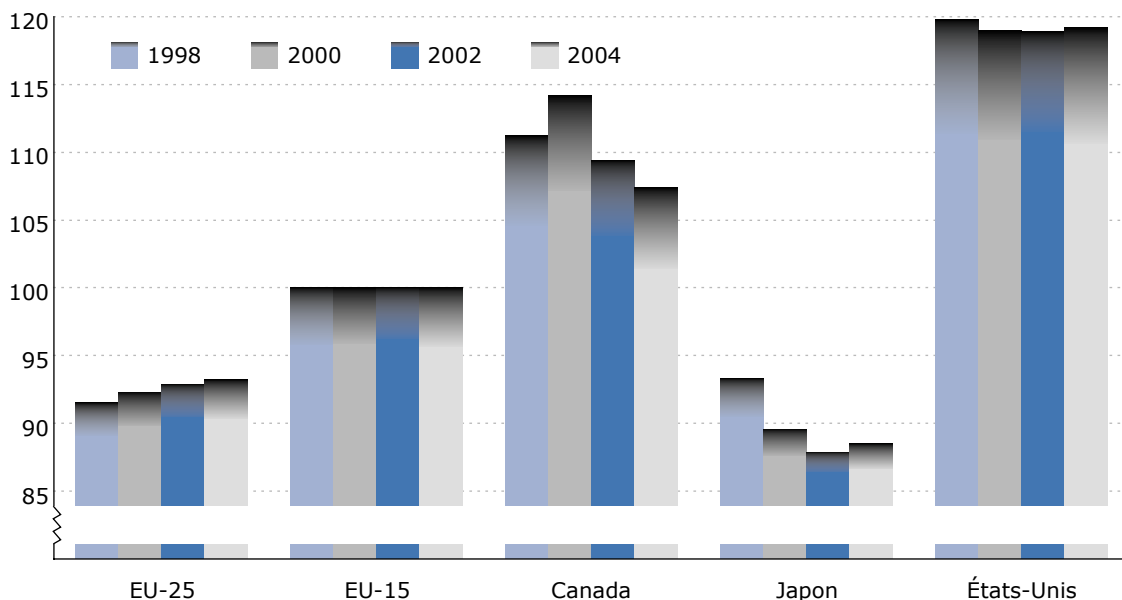
En % du PIB



Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le PIB aux prix courants du marché. La dette est évaluée en valeur nominale (faciale), et la dette en monnaie étrangère est convertie en monnaie nationale en utilisant les taux de change commerciaux en fin d'année (bien que des règles spéciales s'appliquent aux contrats). Les données nationales pour le secteur des administrations publiques sont consolidées entre les sous-secteurs. Les données de base sont en monnaie nationale, converties en euros en utilisant les taux de change de l'euro en fin d'année fournis par la Banque centrale européenne. Les données sont établies sur la base des droits constatés.

### Productivité de la main-d'œuvre

PIB en SPA par personne occupée par rapport à l'EU-15 (= 100)

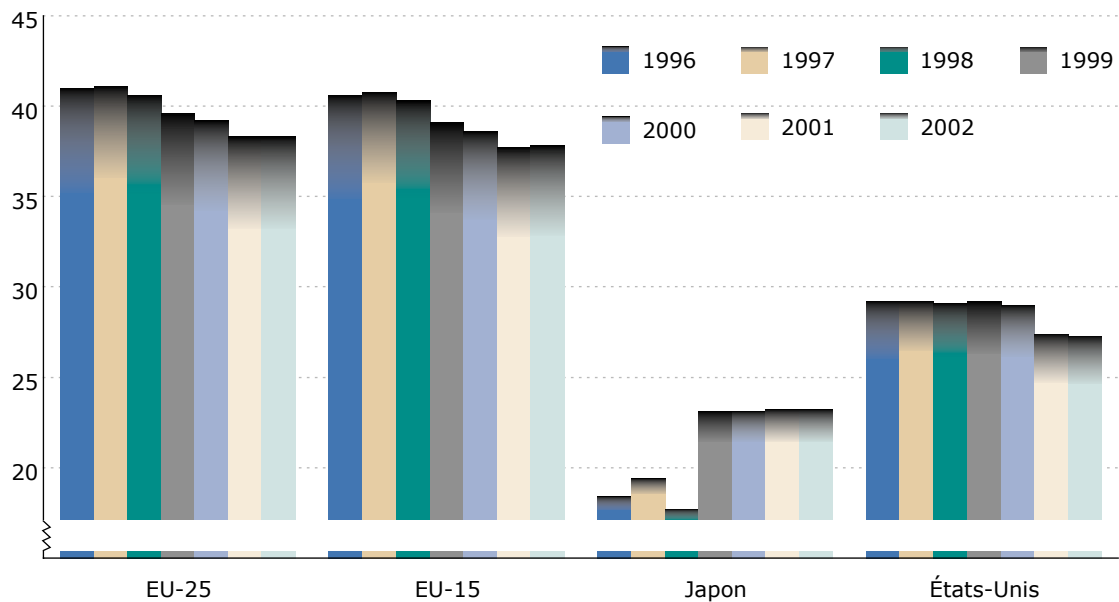


Comprend les données estimées.

Le PIB est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur production. Le PIB par emploi, exprimé par rapport à la moyenne de l'UE (EU-15), donne une impression d'ensemble de la productivité des économies nationales. Si l'indice d'un pays est supérieur à 100, le niveau du PIB par personne occupée pour ce pays est supérieur à la moyenne de l'UE et vice versa. Les chiffres de base sont exprimés en SPA, c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Il est à noter que la notion de «personnes occupées» ne fait pas de distinction entre emploi à temps complet et emploi à temps partiel.

**Taux de prélèvement sur les bas salaires**

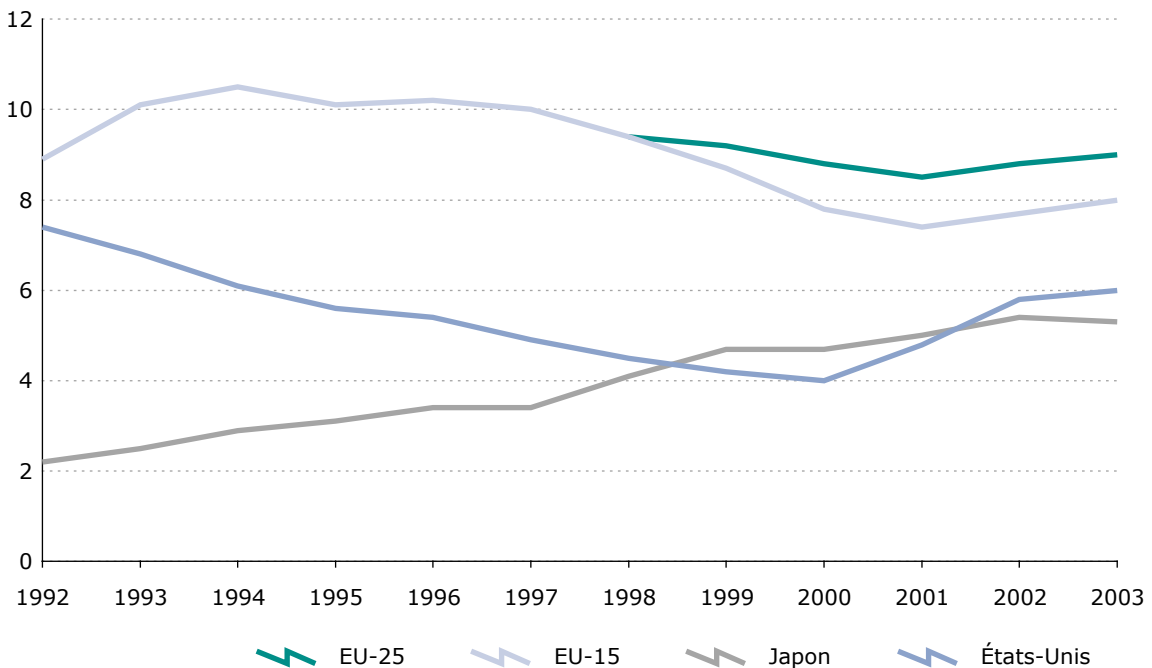
Poids de la fiscalité sur le coût de la main-d'œuvre en %



Le poids de la fiscalité sur le coût de la main-d'œuvre calcule le taux d'imposition de la rémunération brute plus les cotisations de sécurité sociale à la charge du salarié et de l'employeur, puis exprime cette somme en pourcentage du coût salarial total pour ce bas salaire.

**Taux de chômage total**

En %

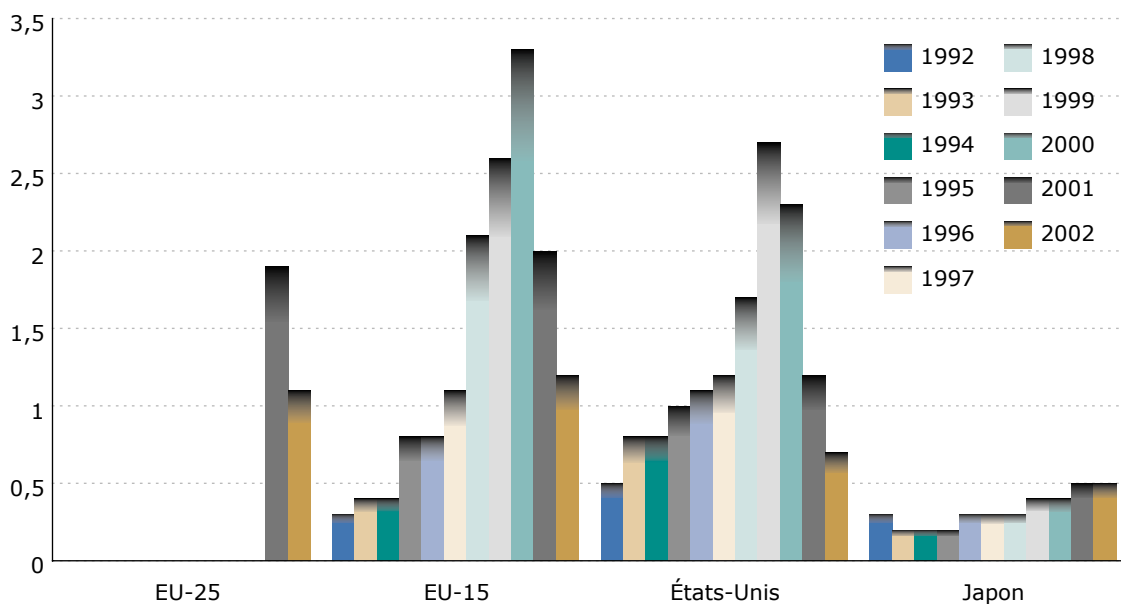


Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs par rapport à l'ensemble des forces de travail. Les forces de travail sont composées des personnes occupées et des chômeurs. Les chômeurs sont les personnes âgées de 15 à 74 ans qui étaient: a) sans travail pendant la semaine de référence; b) disponibles pour travailler, c'est-à-dire pour commencer une activité en tant que salarié ou non-salarié dans un délai de deux semaines suivant la semaine de référence; c) à la recherche active d'un travail, c'est-à-dire qui avaient entrepris des démarches spécifiques en vue de trouver un emploi salarié ou non salarié pendant une période de quatre semaines se terminant à la fin de la semaine de référence, ou qui avaient trouvé un travail à commencer plus tard, c'est-à-dire dans une période maximale de trois mois.



### Intensité des investissements directs étrangers

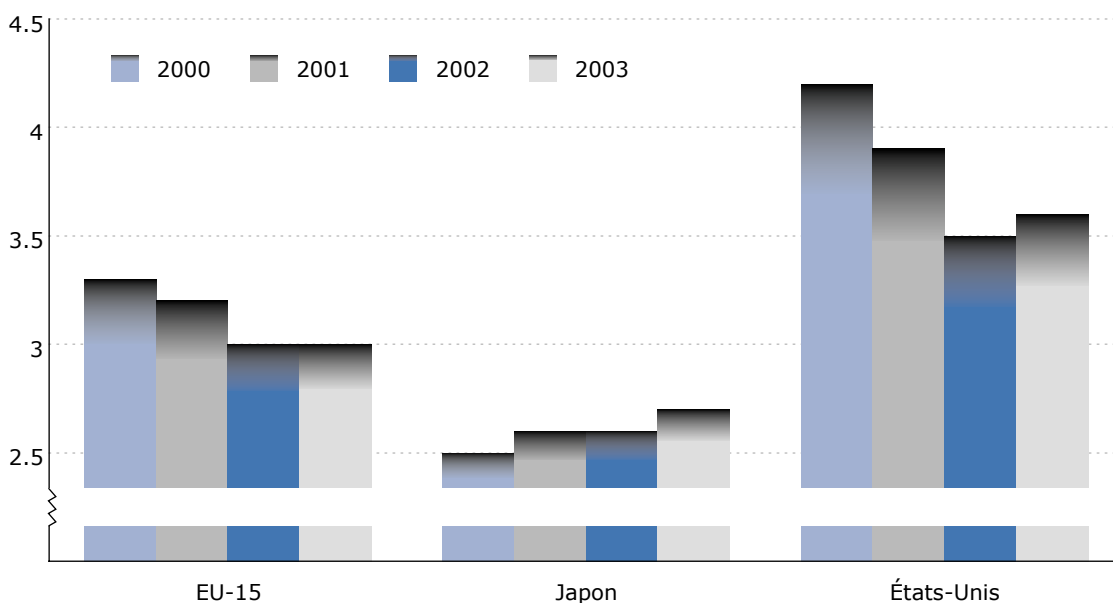
En %



Moyenne des investissements directs étrangers (IDE) entrants et sortants divisée par le PIB. L'indice mesure l'intensité de l'intégration des investissements dans l'économie internationale. On entend par «investissements directs» les investissements internationaux réalisés par une entité résidente (investisseur direct) dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entité opérant dans une économie autre que celle de l'investisseur (entreprise d'investissement direct). Les investissements directs comprennent non seulement les transactions initiales entre les deux entités, mais également toutes les opérations en capital ultérieures ayant lieu entre elles et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient dotées ou non de la personnalité morale.

### Dépenses pour les technologies de l'information

En % du PIB

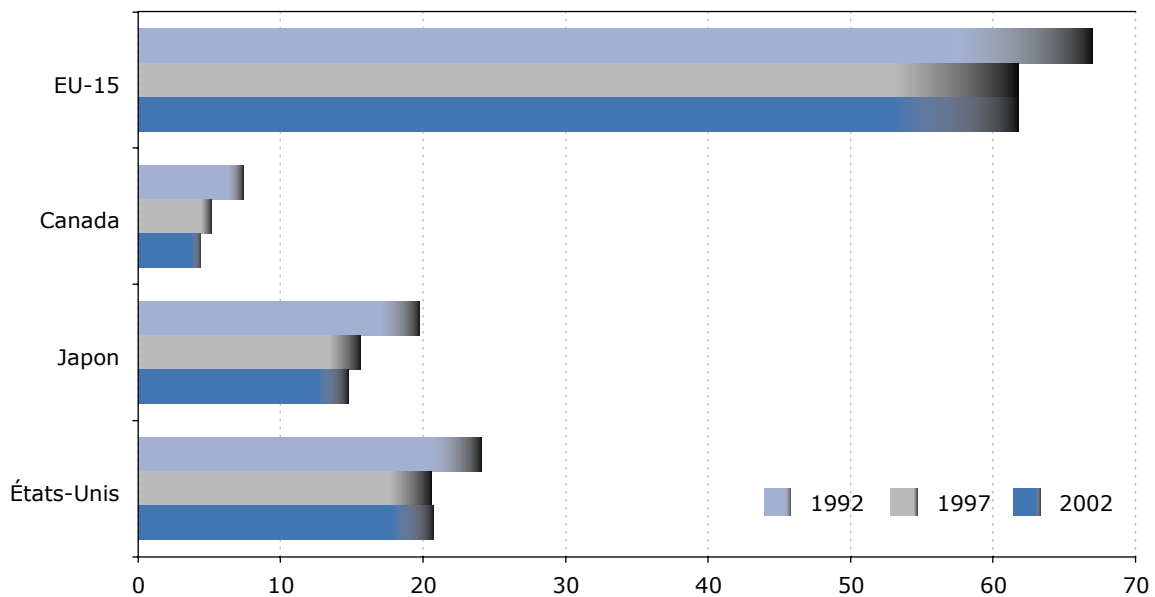


Dépenses pour du matériel, de l'équipement, des logiciels et d'autres services relevant des technologies de l'information (TI) en pourcentage du PIB.

1

**Exportations vers les pays de l'UE**

Part des exportations nationales totales (fob), en %

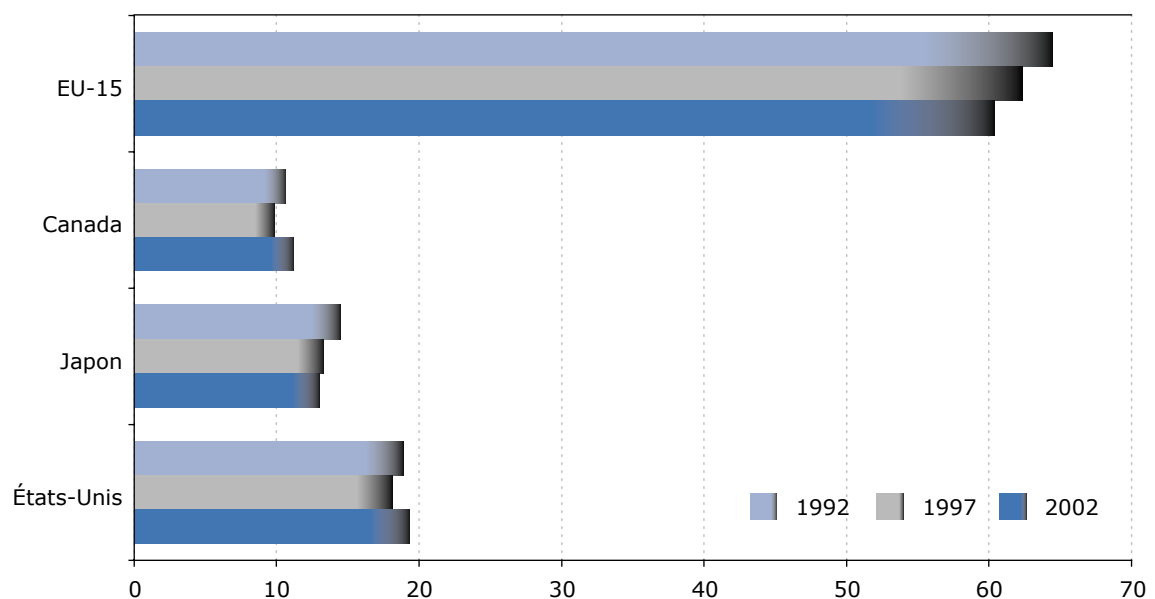


Source: Eurostat, sources nationales, Organisation des Nations unies.

Le graphique montre la part des exportations intra-UE des pays déclarants exprimées en valeur par rapport à leurs exportations totales.

**Importations des pays de l'UE**

Part des importations nationales totales (caf), en %



Source: Eurostat, sources nationales, Organisation des Nations unies.

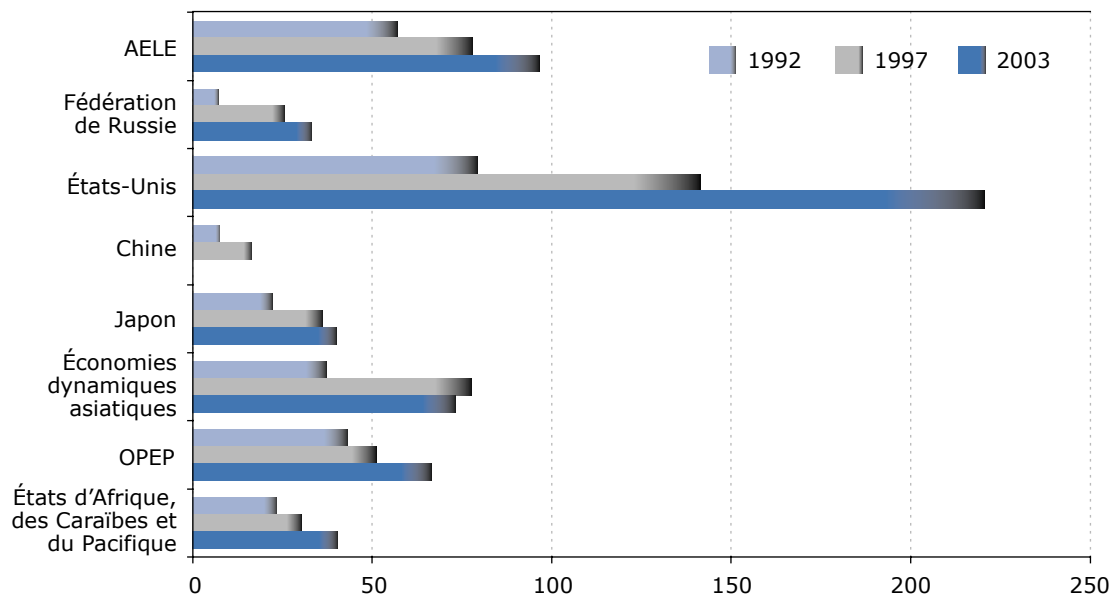
Le graphique montre la part des importations intra-UE des pays déclarants exprimées en valeur par rapport à leurs importations totales.





### Exportations extra-UE — Principaux partenaires commerciaux

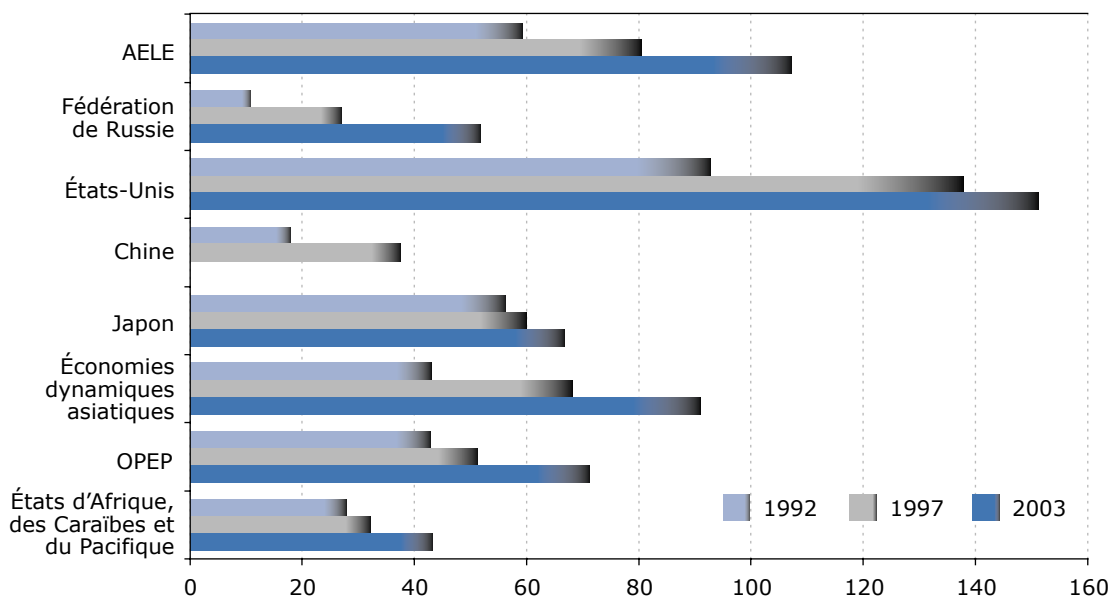
1 000 Mio ECU/EUR



Les exportations extra-UE représentent la valeur des exportations de l'Union vers les principaux pays tiers. Les valeurs sont fob (franco à bord), c'est-à-dire que les coûts de transport et d'assurance en dehors du pays déclarant ne sont pas pris en compte.

### Importations extra-UE — Principaux partenaires commerciaux

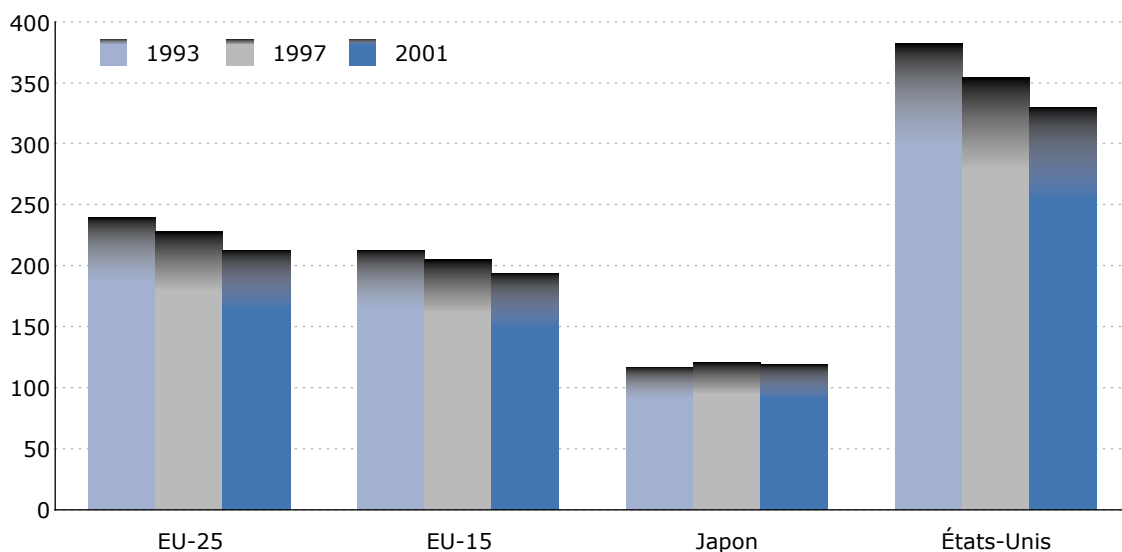
1 000 Mio ECU/EUR



Les importations extra-UE représentent la valeur des importations de l'Union en provenance des principaux pays tiers. Les valeurs sont caf (coût, assurance et fret), c'est-à-dire que les coûts de transport et d'assurance à l'intérieur des frontières du pays déclarant sont inclus.

**Intensité énergétique de l'économie**

En kgep pour 1 000 EUR

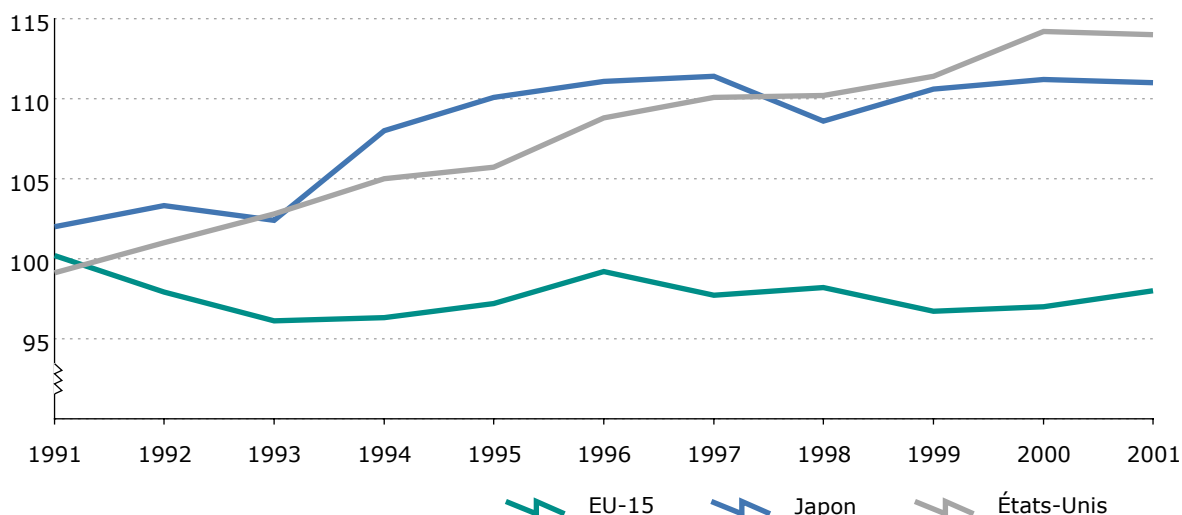


2001 pour l'EU-25 et l'EU-15: valeurs provisoires.

Cet indicateur est le ratio entre la consommation intérieure brute d'énergie et le PIB calculé pour une année civile. Il mesure la consommation d'énergie d'une économie et son efficacité énergétique globale. La consommation intérieure brute d'énergie est calculée comme la somme de la consommation intérieure brute de cinq types d'énergie: charbon, électricité, pétrole, gaz naturel et sources d'énergies renouvelables. Les chiffres du PIB sont considérés à prix constants pour éviter l'impact de l'inflation, l'année de base étant 1995 (SEC 1995). Le taux d'intensité énergétique est le résultat de la division de la consommation intérieure brute par le PIB. Comme la consommation intérieure brute est mesurée en kilogrammes-équivalent pétrole (kgep) et le PIB en milliers d'euros, ce taux est mesuré en kilogrammes-équivalent pétrole par millier d'euros.

**Total des émissions de gaz à effet de serre**

1990 = 100



En vertu du protocole de Kyoto, l'UE a accepté une réduction de 8 % de ses émissions de gaz à effet de serre entre l'année de référence 1990 et la période 2008-2012. Les réductions pour chacun des quinze pays de l'UE ont été convenues au sein de l'accord de partage de la charge, qui permet à certains pays d'augmenter leurs émissions, à condition que celles-ci soient compensées par des réductions dans d'autres États membres. Les pays en voie d'adhésion ont choisi d'autres objectifs de réduction et d'autres années de référence, comme cela était permis au sein du protocole. Ceux-ci et les objectifs de l'accord de partage de charge pour 2008-2012 sont indiqués comme chiffres pour 2010 dans le tableau. Les émissions des six gaz à effet de serre couverts par le protocole sont pondérées par leurs potentiels de réchauffement global (GWP) et agrégées pour donner des émissions totales en équivalent CO<sub>2</sub>. Les émissions totales sont présentées comme indices, avec l'année de référence = 100.

## Au-devant de la scène: le développement durable

1

Le «développement durable» est un concept complexe qui met l'accent sur le besoin de «mieux», plutôt que juste de «plus». Depuis que Gro Harlem Brundtland l'a défini, le premier, comme un développement qui «répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins» <sup>(1)</sup>, il a été critiqué pour son imprécision. Le développement durable n'est cependant pas un objectif fixe, mais plutôt un processus d'évolution qui nous orientera dans la «bonne» direction. Le défi consiste à rendre le concept opérationnel.

Si nous ne connaissons pas précisément la recette pour atteindre un développement durable, nous savons ce qui n'est pas durable. La poursuite du développement durable est donc moins un rapprochement de ce qui est durable qu'un éloignement de ce qui ne l'est pas. Des organisations supranationales comme l'Union européenne ont un rôle important à jouer dans la mise en place d'un cadre politique propice au développement durable.

C'est dans cet esprit que le Conseil européen a adopté, à Göteborg en 2001 <sup>(2)</sup>, une stratégie pour un développement durable, qui a été complétée ultérieurement par l'adoption d'une dimension extérieure — le rôle que l'UE entend jouer pour promouvoir le développement durable à l'échelle planétaire — au Conseil euro-

péen de Séville <sup>(3)</sup>. Cette stratégie a été encore étendue par les engagements de l'UE au sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, en automne 2002. La stratégie de l'UE adopte une approche intégrée et holistique qui vise à trouver un juste équilibre entre les dimensions économique, sociale et environnementale. Afin de ne pas perdre le cap, la stratégie se limite à un certain nombre de tendances essentielles qui représentent une menace sérieuse pour notre bien-être futur.

Si le développement durable est perçu comme ayant trois dimensions — économique, sociale et environnementale —, nous pouvons également identifier un certain nombre d'aspects ou de thèmes qui recouvrent ces trois dimensions. Ce sont en fait ces thèmes que les indicateurs de développement durable (IDD) visent à mesurer. L'avantage d'une telle approche est que, plutôt que de mesurer individuellement des aspects économiques, sociaux ou environnementaux, les indicateurs capturent souvent des éléments de deux ou trois des dimensions.

Cette stratégie a été divisée en dix thèmes politiques: le développement économique, la pauvreté et l'exclusion sociale, le vieillissement de la société, la santé publique, les changements climatiques et l'énergie, les modes de production et de consommation, la gestion des ressources naturelles, les transports, la bonne



<sup>(1)</sup> Rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement (rapport Brundtland, 1987).

<sup>(2)</sup> Communication COM(2001) 264 final de la Commission.

<sup>(3)</sup> Communication COM(2002) 82 final de la Commission.

gouvernance et le partenariat planétaire. Pour chaque thème, un ou, parfois, deux indicateurs de développement durable ont été identifiés pour couvrir l'essence ou l'aspect le plus important du thème. Cette section «Au-devant de la scène» présente seulement les tendances des indicateurs principaux, tout en basant l'analyse de ces tendances sur les indicateurs eux-mêmes et sur d'autres indicateurs complémentaires. Cet ensemble plus large d'indicateurs plus détaillés est présenté dans d'autres sections de l'annuaire ou inclus sur le CD-ROM qui accompagne l'annuaire (4).

Bien que bon nombre des indicateurs de développement durable aient été construits à partir de collections de données ou d'indicateurs existants, les statistiques du développement durable constitueront un défi pour les statistiques officielles, car elles nécessitent d'examiner, voire de collecter, de nouvelles données, mais aussi de combiner celles-ci d'une manière différente afin de mesurer les échanges et les liaisons entre les différentes dimensions du développement durable.

### Développement économique — Réformes structurelles et nouveau dynamisme

Le processus de Lisbonne traduit l'ambition de faire de l'UE l'économie fondée sur la connaissance la plus compétitive au monde d'ici à 2010. L'agenda souligne la nécessité de la

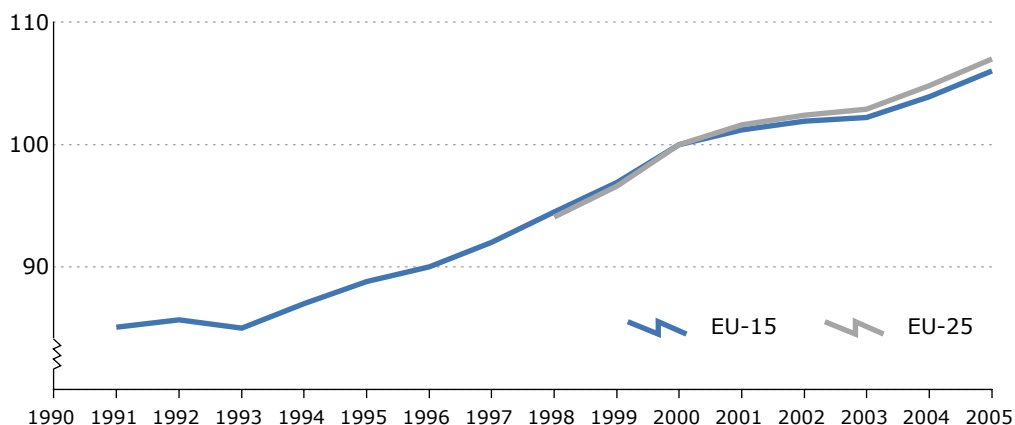
croissance économique, de l'innovation et de la poursuite des réformes structurelles pour maximiser le potentiel de croissance de l'Europe. Simultanément, il reconnaît les besoins de cohésion sociale et de protection de l'environnement.

Le principal indicateur, la croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant (5), mesure le dynamisme de l'économie et sa capacité à assurer le bien-être général de la population. Il représente l'élément socio-économique de base dans l'ensemble des indicateurs de développement durable, influant également sur les thèmes sur la pauvreté et l'exclusion sociale, sur le vieillissement de la société, sur la santé publique et sur les modes de production et de consommation. L'accroissement du PIB par habitant augmente généralement la consommation, ce qui a des répercussions sur les changements climatiques et l'énergie, la gestion des ressources naturelles et les transports ainsi que le partenariat planétaire.

Dans l'UE-15, le PIB par habitant a augmenté progressivement au cours des dix dernières années, même si, ces derniers temps, la croissance économique a été inférieure à l'objectif des 3 % (6). Dans les nouveaux États membres, la croissance du PIB par habitant a été considérablement plus élevée que dans l'UE-15, mais à partir d'un niveau plus bas.

L'évaluation du caractère durable du développement macroéconomique examine en outre les investissements, la compétitivité et l'em-

**PIB par habitant à prix constants**  
2000 = 100



(4) La liste des IDD et les travaux de la task-force IDD sont disponibles à l'adresse suivante: <http://forum.europa.eu.int/Public/irc/dsis/susdevind/home>

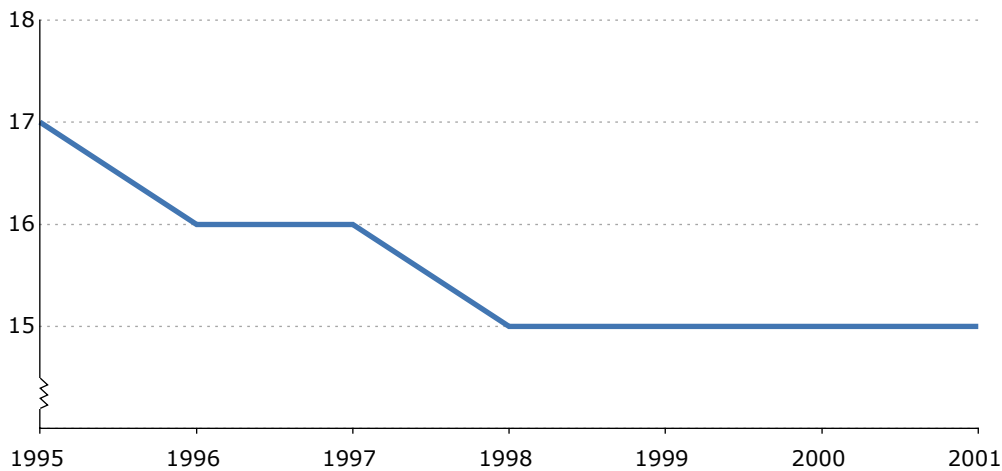
(5) Le PIB est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. L'indicateur se réfère au taux de croissance du PIB par habitant à prix constants (du marché).

(6) Voir la croissance du PIB dans l'UE sur le CD-ROM d'accompagnement.



## Population exposée au risque de pauvreté dans l'UE-15

En %



ploi. Ces thèmes influent également sur l'évolution à long terme des conditions socio-économiques, sur le développement technologique et sur l'orientation vers une production et une consommation plus durables.

### Pauvreté et exclusion sociale — Vers une cohésion plus forte

La pauvreté et l'exclusion sociale ont des coûts sociaux élevés et conduisent à un gaspillage de potentiel humain. Régler ces problèmes est essentiel pour le développement durable des générations présentes et futures. L'un des objectifs de la stratégie de développement durable est donc d'avoir un impact décisif sur l'éradication de la pauvreté.

L'indicateur principal, la population exposée au risque de pauvreté <sup>(7)</sup>, suit cet objectif et contribue également à l'évaluation de la situation en ce qui concerne le vieillissement de la société, la santé publique et les modes de production et de consommation. Le pourcentage de la population exposée au risque de pauvreté dans l'UE-15 a légèrement baissé au cours des années 90, mais depuis 1998 il se maintient à environ 15 %.

L'évaluation de la pauvreté et de l'exclusion sociale examine en outre la pauvreté monétaire, l'accès au marché du travail et d'autres aspects de l'exclusion sociale. Ceux-ci affectent égale-

ment l'état de santé général, les revenus des personnes de plus de 65 ans et les niveaux de consommation.

### Vieillesse de la société — Mise en évidence de besoins pour le renouvellement de l'économie

Le vieillissement de la société est un phénomène socio-économique complexe qui affecte non seulement les retraités, mais également l'ensemble de la population active et toute l'économie. L'objectif de la stratégie de développement durable est d'affronter le défi démographique et d'assurer l'adéquation des systèmes de pension ainsi que des systèmes de santé et de prise en charge de la petite enfance, tout en maintenant le caractère durable des finances publiques et la solidarité entre les générations.

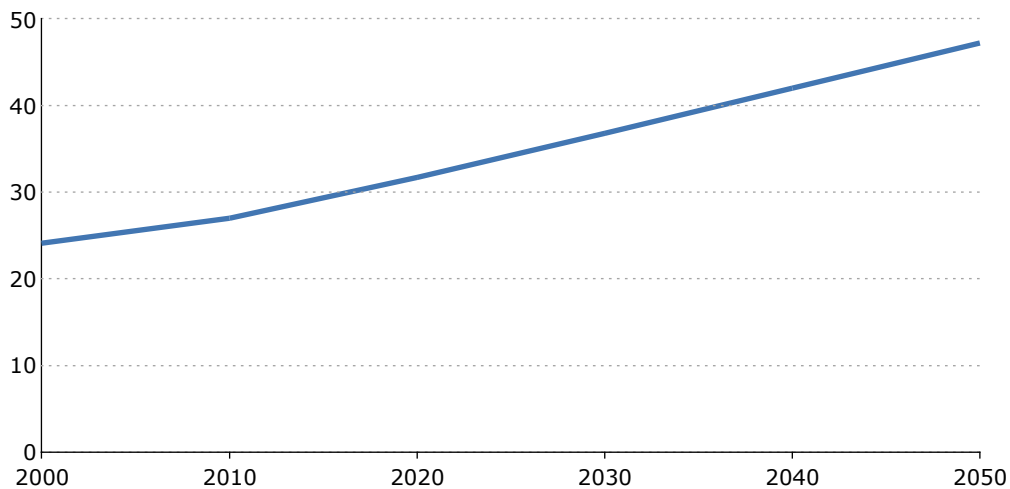
L'indicateur principal, le taux de dépendance «vieillesse» actuel et projeté <sup>(8)</sup>, renseigne sur l'accroissement potentiel de la charge financière liée aux pensions et aux coûts des systèmes de prise en charge des personnes âgées, si des mesures telles que la réforme structurelle des régimes de retraite, l'allongement de la durée du travail, la flexibilité de l'emploi, l'immigration, l'amélioration de la productivité et la promotion du développement technologique ne sont pas prises. Cet indicateur est également étroitement lié aux évolutions dans les thèmes

<sup>(7)</sup> L'indicateur est défini comme la part des personnes ayant un revenu net équivalent total (après transferts sociaux) inférieur à 60 % du revenu médian national.

<sup>(8)</sup> Le taux de dépendance «vieillesse» est le rapport entre le nombre de personnes ayant atteint un âge où l'on est généralement économiquement inactif (65 ans et plus ou 60 ans et plus, selon le contexte) et le nombre de personnes en âge de travailler (de 15 à 64 ans ou de 20 à 59 ans, selon le contexte).

### Taux de dépendance «vieillesse» actuel et projeté dans l'UE-15

En %



sur le développement économique, sur la pauvreté et l'exclusion sociale, sur la santé publique ainsi que sur les modes de production et de consommation.

Selon les tendances actuelles, le taux de dépendance dans l'UE va presque doubler au cours des cinquante prochaines années, passant de 24,1 à 47,2 %. Le changement le plus radical aura lieu en Irlande, où le taux pourrait être multiplié par 2,5 — de 17,4 à 43,6 % —, suivie par l'Italie et l'Espagne, où ce taux pourrait être multiplié par 2,3 et 2,1, respectivement, d'ici à 2050.

Une analyse complémentaire examine l'adéquation des pensions, les changements démographiques et la stabilité financière, qui décrivent les conditions de vie, mais influent également sur la production et la consommation de biens et services.

### Santé publique — Facteur de bien-être mal connu

Une population en bonne santé est généralement considérée comme un élément essentiel du bien-être de la société ainsi que comme un moteur important de la prospérité économique. Les principales préoccupations de la stratégie de développement durable de l'UE et de la stratégie de l'UE en matière de santé ont trait à l'état de santé général des citoyens, aux éruptions de maladies infectieuses et à la résistance aux antibiotiques, au maintien de la sécurité et de la qualité des produits alimentaires, à la gestion des substances chimiques ainsi qu'à la santé et à l'environnement (notamment pour ce qui concerne les enfants), aux inégalités et

à l'efficacité des systèmes de santé, à la santé mentale et aux maladies transmissibles.

L'indicateur principal de remplacement, l'espérance de vie à la naissance, montre le nombre d'années qu'une personne peut espérer vivre si elle est soumise tout au long de sa vie aux mêmes conditions de mortalité qu'actuellement. Cet indicateur sera remplacé par un indicateur sur l'espérance de vie sans incapacité, qui est en cours d'élaboration. Ces deux indicateurs reflètent des conditions socio-économiques et environnementales à long terme qui sont décrites avant tout dans les thèmes sur le développement économique, sur la pauvreté et l'exclusion sociale, sur le vieillissement de la société et sur la gestion des ressources naturelles.

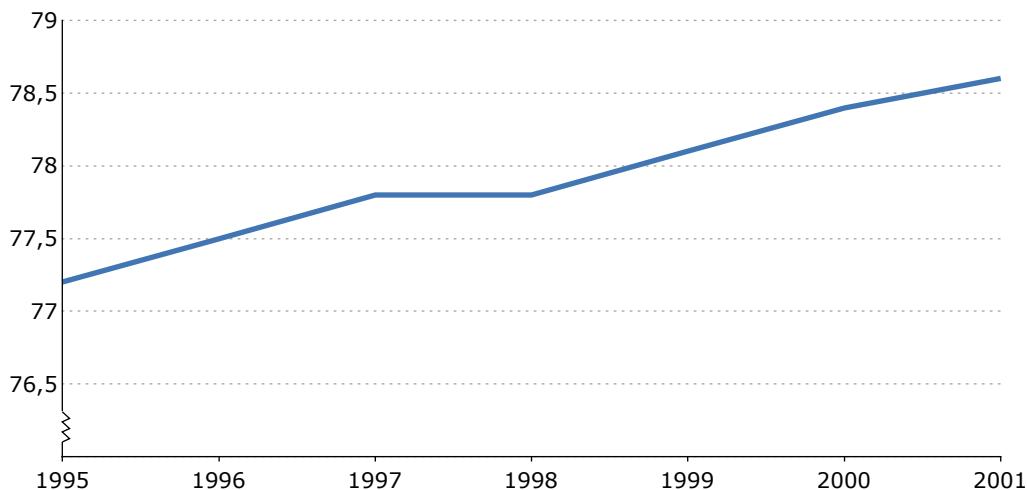
L'espérance de vie à la naissance a augmenté de presque deux ans au cours des sept dernières années. Les situations des hommes et des femmes diffèrent cependant de près de dix ans, et l'écart est encore plus grand dans les nouveaux États membres.

Les évaluations portent en outre sur la protection de la santé humaine et les modes de vie, la sécurité et la qualité des produits alimentaires, la gestion des substances chimiques et les risques pour la santé dus aux conditions environnementales. Ces aspects tendent à refléter l'évolution des conditions socio-économiques, mais également les conditions environnementales et la manière dont la nature est utilisée.



## Espérance de vie à la naissance dans l'UE-15

Années



## Changements climatiques et énergie – Limiter le réchauffement planétaire

L'impact des activités humaines sur le climat est principalement lié aux émissions des six principaux gaz à effet de serre, qui sont essentiellement le fait de l'industrie et de l'énergie, mais également des transports, de l'agriculture et de la gestion des déchets. Les objectifs de la stratégie de développement durable sont de respecter les engagements de Kyoto<sup>(9)</sup> et d'accroître l'utilisation d'énergies propres.

L'indicateur mesurant les émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'objectif de Kyoto<sup>(10)</sup> montre que les réductions faites par l'UE-15 au début des années 90 sont érodées par une augmentation des émissions depuis 2000. La tendance actuelle à l'augmentation des émissions menace la réalisation de l'objectif de Kyoto ainsi que le rythme de réduction continue de 1 % par an. Les objectifs et les années de référence pour les nouveaux États membres diffèrent largement d'un pays à l'autre et ne faci-

lit pas une évaluation similaire de la distance par rapport à l'objectif pour l'UE-25.

Le deuxième indicateur principal concernant la consommation intérieure brute d'énergie<sup>(11)</sup> démontre que la tendance ascendante dans la consommation d'énergie est dominée par une augmentation de l'utilisation de combustibles fossiles<sup>(12)</sup>. Le recours aux énergies renouvelables n'a guère progressé: elles ne représentent toujours que 6 % de l'énergie primaire et 15,7 % de l'électricité, tandis que les objectifs fixés pour 2010 sont de 12 et 22 % respectivement<sup>(13)</sup>.

Plusieurs des autres thèmes comme le développement économique, les modes de production et de consommation, les transports, la gestion des ressources naturelles et le partenariat planétaire contribuent aux changements climatiques. Le réchauffement de la planète peut imposer des changements coûteux dans les infrastructures, les pratiques agricoles, la protection de la santé humaine et les fonctions de l'écosystème.

<sup>(9)</sup> L'UE a ratifié le protocole de Kyoto en 2002. L'objectif de l'UE de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 8 % par rapport aux niveaux de 1990 devrait être atteint pour 2008/2012. Le développement durable de l'UE s'est fixé comme objectif complémentaire une réduction moyenne de 1 % par an par rapport aux niveaux de 1990, jusqu'en 2020.

<sup>(10)</sup> Les émissions des six gaz à effet de serre couverts par le protocole sont pondérées par leur potentiel de réchauffement de la planète et agrégées pour donner les émissions totales en équivalents CO<sub>2</sub>. Les émissions totales sont présentées sous forme d'indices, avec 1990 = 100.

<sup>(11)</sup> La consommation intérieure brute est la quantité d'énergie consommée à l'intérieur des frontières d'un pays ou d'une zone.

<sup>(12)</sup> Voir les données sur le CD-ROM.

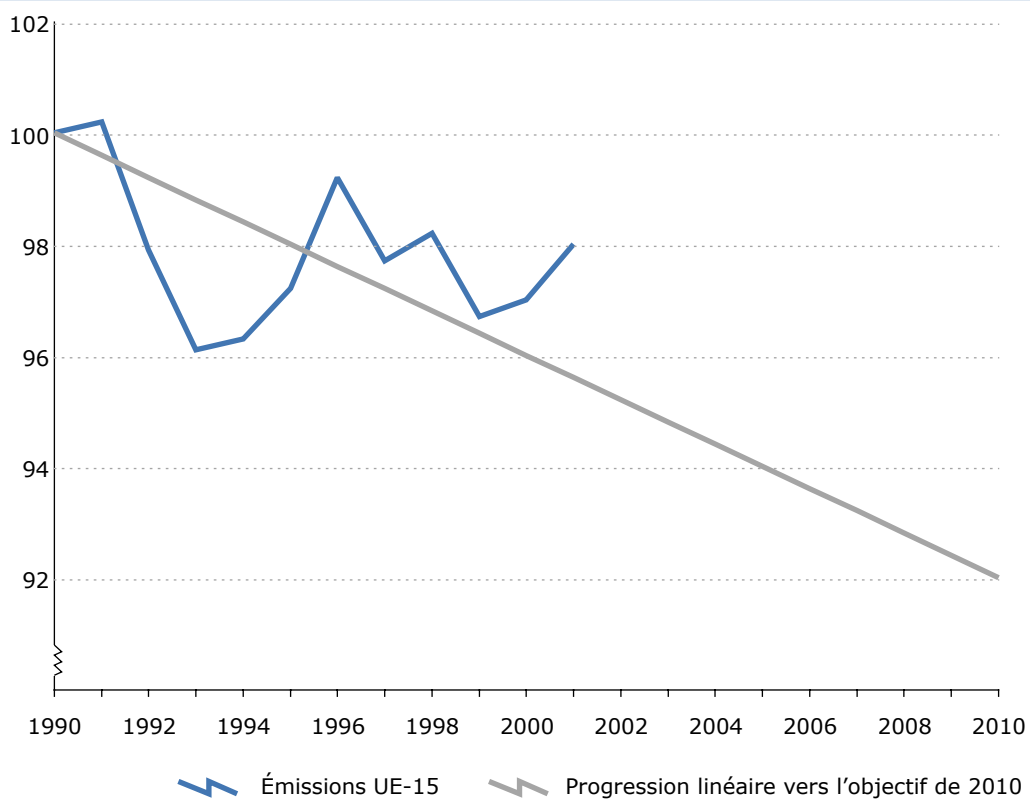
<sup>(13)</sup> Voir les données sur le CD-ROM.

**Les émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'objectif de Kyoto, pour l'UE-15**

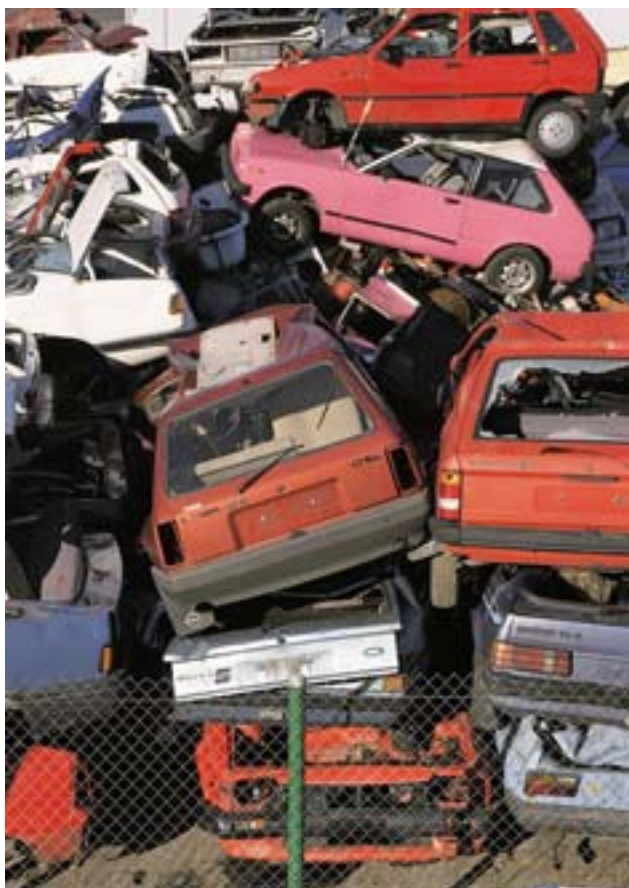
1990 = 100



1





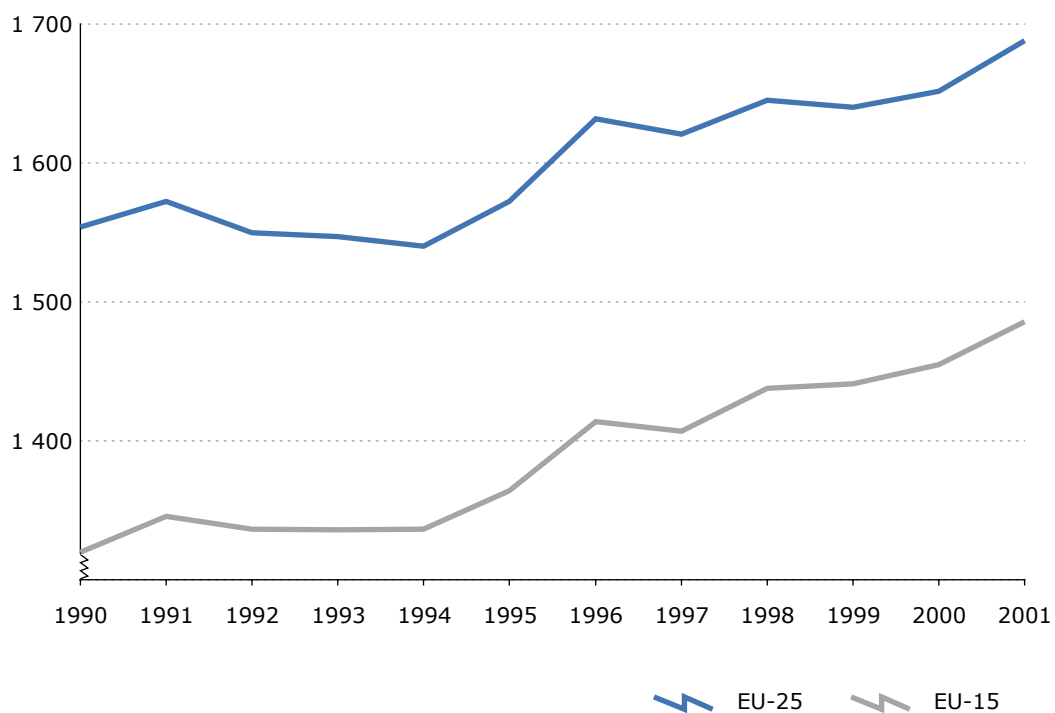


Un exemple pour la consommation de matières (voir au verso).

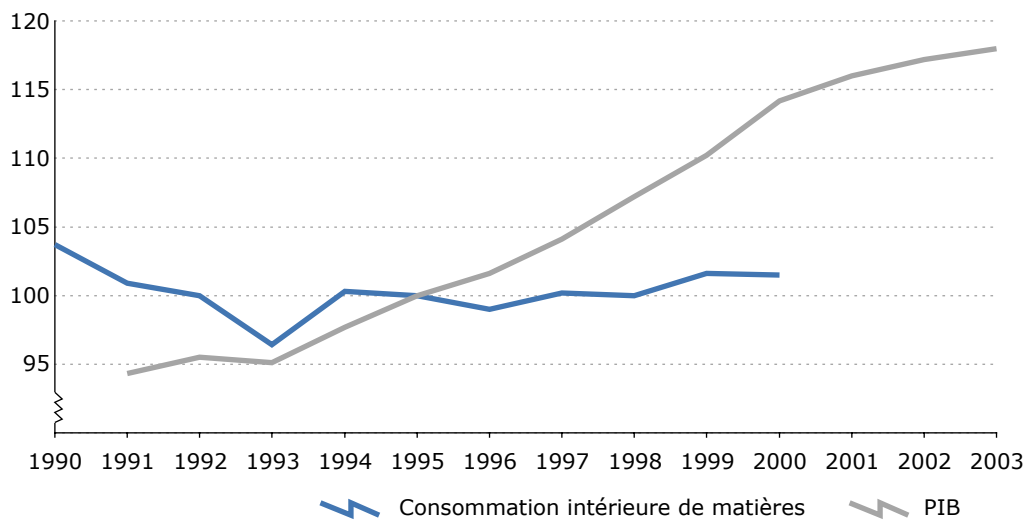
1

**Consommation intérieure brute d'énergie**

En Mio tep



**Consommation intérieure de matières et PIB à prix constants dans l'UE-15**  
1995 = 100



**Modes de production et de consommation — Une nouvelle voie vers une économie éco-efficace**

L'objectif d'une production et d'une consommation durables est de découpler l'exploitation des ressources et la pollution de l'environnement de la croissance du PIB. C'est possible en utilisant plus efficacement les ressources naturelles, de façon à créer plus avec moins, et en demandant aux principaux acteurs comme les entreprises, les pouvoirs publics et les consommateurs de contribuer aux changements.

L'indicateur principal actuel, la consommation intérieure de matières <sup>(14)</sup> par rapport au PIB, vise à représenter les quantités de matières consommées par les pays de l'UE, mais montre cependant quelques défauts d'ordre méthodologique. Cet indicateur est étroitement lié aux évolutions dans les thèmes sur le développement économique, sur les changements climatiques et l'énergie, sur la gestion des ressources naturelles, sur les transports et sur le partenariat planétaire.

La consommation intérieure de matières a diminué durant les années 1990-1993 en raison de la faiblesse de la croissance économique dans l'UE et de la restructuration des industries d'Allemagne de l'Est, mais depuis elle s'est stabilisée, tandis que le PIB a augmenté régulièrement. Cet indicateur révèle un découplage re-

latif, mais pas absolu, des pressions environnementales et de la croissance économique, reflétant le déclin relatif de l'activité manufacturière et l'essor des services dans l'économie de l'UE. L'indicateur ne comprend cependant pas la consommation de ressources naturelles utilisées pour produire les biens importés de pays hors UE.

L'analyse de l'éco-efficacité, des modes de consommation, de l'agriculture et de la responsabilité sociale des entreprises décrit en outre les contributions des différents secteurs et acteurs, mais souligne également les interactions entre les dimensions internes et externes du développement durable.

**Gestion des ressources naturelles — Endiguer le déclin de la biodiversité**

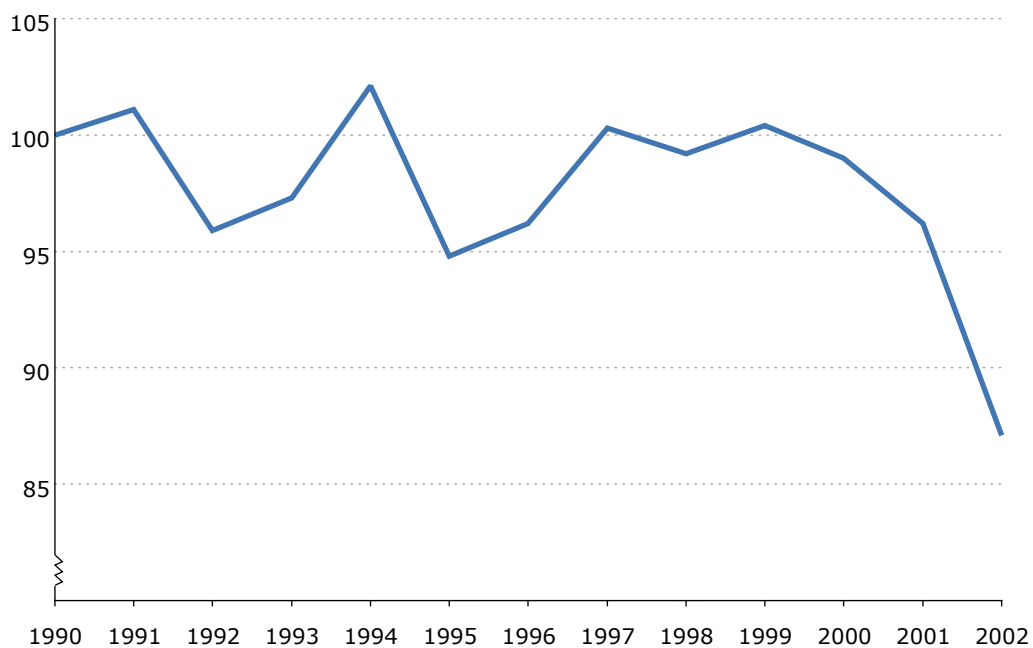
La destruction et la fragmentation des écosystèmes résultent généralement de changements dans l'utilisation des sols, de l'activité agricole ou forestière, du développement des infrastructures de transport et de l'urbanisation. D'autres menaces sont dues au changement des conditions environnementales, à la surexploitation des ressources et à la pollution. Ces facteurs affaiblissent ou excèdent la capacité de résistance des écosystèmes et peuvent conduire à des pertes économiques et sociales

<sup>(14)</sup> L'indicateur «Consommation intérieure de matières» présente la quantité de matières consommée par les pays de l'UE. La consommation intérieure de matières équivaut à l'apport intérieur de matières (AIM, c'est-à-dire les extractions intérieures plus les importations extra-UE) moins les exportations extra-UE.



### Population d'oiseaux sauvages dans l'UE – Espèces agricoles

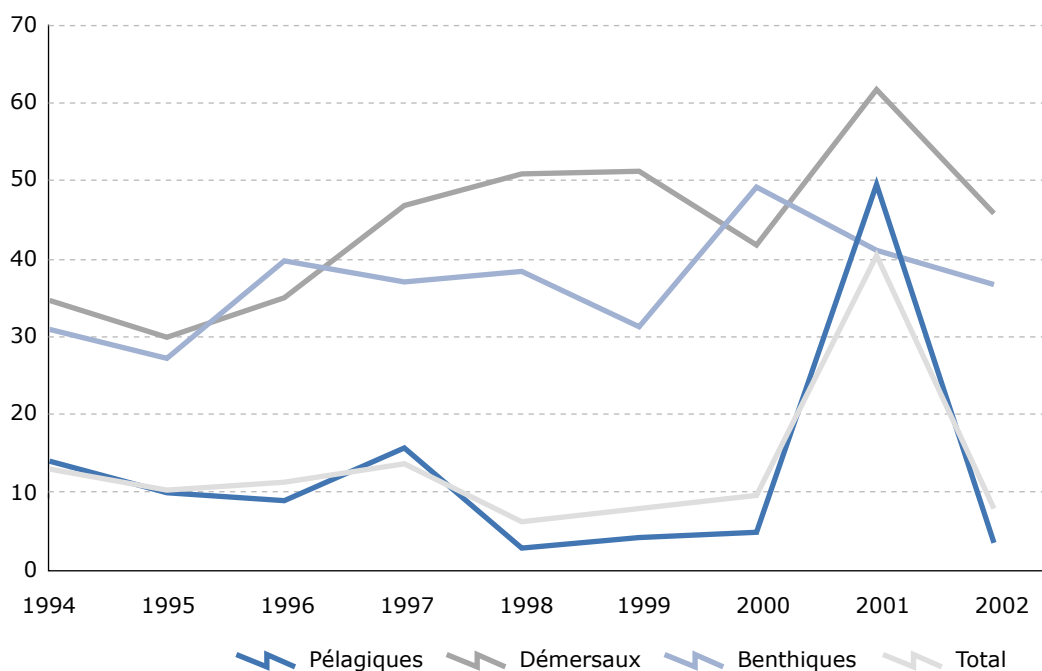
1990 = 100



Sources: Royal Society for the Protection of Birds, European Bird Census Council et Birdlife International.

### Captures de poissons en dehors des LSB dans l'Atlantique du Nord-Est

En %



La valeur pour «Industriels» égale 0 pour toutes les années.

Source: DG Pêche de la Commission européenne.

1

considérables en raison de possibilités réduites de profiter de la nature.

L'objectif de développement durable de l'UE est d'endiguer le déclin dans la perte de biodiversité d'ici à 2010. Comme il est difficile de mesurer la biodiversité à l'aide d'un seul indicateur, les statisticiens ont suggéré d'utiliser la « population d'oiseaux sauvages» <sup>(15)</sup> comme indicateur principal pour l'environnement terrestre. L'idée de base qui a dicté ce choix est que la population des oiseaux peut contribuer à mesurer l'état de santé de l'environnement et le caractère durable des activités humaines. Cet indicateur montre une détérioration des conditions écologiques pour les oiseaux nicheurs.

L'UE s'est également fixé un objectif pour la protection des ressources piscicoles: endiguer le déclin des stocks de poissons d'ici à 2015. Le deuxième indicateur principal pour la gestion des ressources naturelles, les captures de poissons prélevés des stocks qui sont considérés comme étant hors des limites de sécurité biologique (LSB) <sup>(16)</sup>, montre que, en 2002, 8 % des

captures dans l'Atlantique du Nord-Est ont été hors des LSB et ne sont donc pas durables.

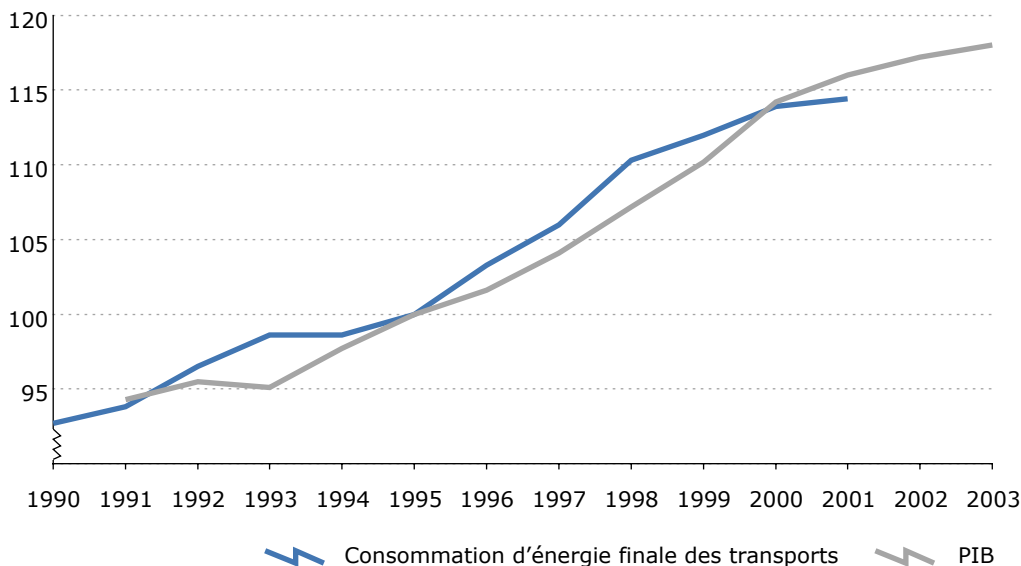
Les changements intervenus dans les écosystèmes terrestres et aquatiques sont dus à des développements socio-économiques et environnementaux complexes et sont donc étroitement liés aux thèmes sur le développement économique, sur les changements climatiques et l'énergie, sur les modes de production et de consommation, sur les transports et sur le partenariat planétaire.

## Transports – Découpler et restructurer

Les transports jouent un rôle important dans l'accès aux services communautaires et au développement économique sain, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. La croissance des transports est néanmoins l'un des principaux facteurs qui contribuent à la congestion, à la pollution de l'air, au bruit et à la fragmentation de l'écosystème, qui sont néfastes pour la santé humaine et l'état de l'environnement.

### Consommation d'énergie finale des transports dans l'UE-15 par rapport au PIB en prix constants

1995 = 100



<sup>(15)</sup> L'indicateur est défini comme l'indice de la population des oiseaux sauvages pour 23 espèces des champs mesuré dans 11 pays de l'UE (Belgique, Danemark, Allemagne, Espagne, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Autriche, Suède et Royaume-Uni). Cet indicateur a été préparé par la Royal Society for the Protection of Birds, l'European Bird Census Council et Birdlife International et est actuellement examiné par Eurostat. Les séries chronologiques sur les populations d'oiseaux des bois et des zones humides sont également maintenues, mais nécessitent encore des améliorations méthodologiques.

<sup>(16)</sup> Cet indicateur a trait aux captures d'un certain nombre de stocks qui ont été évalués comme étant hors des LSB. D'une manière générale, on considère qu'un stock est à l'intérieur des LSB si sa biomasse actuelle est supérieure à la valeur correspondant à une approche prudente préconisée par le Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM).



Le découplage de la croissance des transports et de celle du PIB est un objectif essentiel de la stratégie de développement durable. En raison de ses implications économiques et matérielles, il est lié au développement économique, aux changements climatiques et à l'énergie, aux modes de production et de consommation et à la gestion des ressources naturelles.

Il est actuellement difficile de construire un indicateur robuste montrant la croissance des transports qui, idéalement, présenterait l'évolution du nombre de kilomètres-véhicules par rapport au PIB. L'indicateur de remplacement, la consommation d'énergie des transports <sup>(17)</sup> par rapport au PIB, montre indirectement l'augmentation du volume des transports et illustre que, en dépit de l'accroissement de l'efficacité des nouveaux véhicules sur le plan de la consommation de carburant, l'utilisation d'énergie par les transports a augmenté de 14,4 % dans l'UE-15 depuis 1995, tandis que, dans le même temps, le PIB augmentait de 16,0 %. Ces chiffres montrent qu'aucun découplage significatif n'a été réalisé.

D'autres analyses ont trait à la croissance des transports et à l'impact des transports sur l'en-

vironnement, qui sont liés à l'amélioration de la mobilité et à l'évolution des conditions socio-économiques, environnementales et de santé.

### Bonne gouvernance – L'accent sur les citoyens et la cohérence des politiques

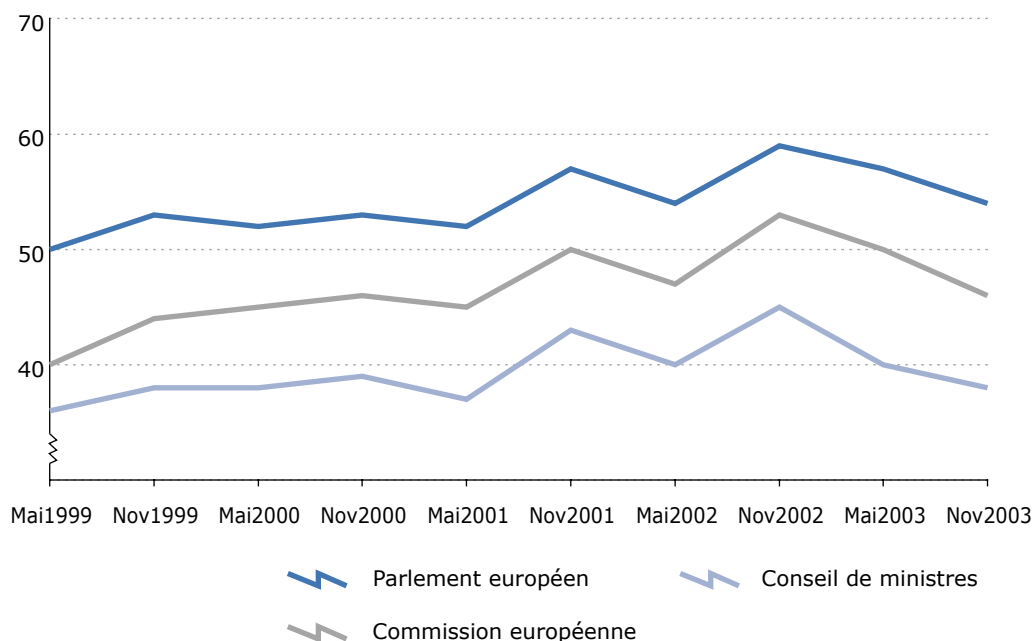
Des institutions modernes, ouvertes et orientées vers le citoyen sont considérées comme essentielles pour l'Union européenne. L'amélioration de la cohérence des politiques, une meilleure information, une large participation et un leadership fort sont les propositions pour le développement durable de l'UE.

L'indicateur principal, la confiance des citoyens dans les institutions de l'UE <sup>(18)</sup>, est tiré du sondage d'opinion Eurobaromètre organisé deux fois par an par la Commission européenne. Au cours des cinq dernières années, la confiance des citoyens dans les institutions de l'UE a augmenté de 5 à 10 %.

La cohérence des politiques et la participation sont des conditions préalables essentielles pour la promotion du développement durable dans l'UE.

#### La confiance des citoyens dans les institutions de l'UE

En %



<sup>(17)</sup> L'indicateur est exprimé comme la consommation d'énergie par l'ensemble des modes de transport, c'est-à-dire les transports ferroviaire, routier, aérien et par voies navigables intérieures (consommation d'énergie finale) et les soutes marines.

<sup>(18)</sup> L'indicateur est défini comme la part de la population qui tend à faire confiance au Parlement européen, à la Commission européenne et au Conseil des ministres.

## Partenariat planétaire — Vers de nouveaux modes de coopération

Les interdépendances et interactions entre les pays ont considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies. En 2000, au sommet du millénaire, l'Union, comme d'autres nations, a reconnu sa responsabilité planétaire pour des actions concertées conduisant à un monde meilleur. L'UE s'est engagée à jouer un rôle directeur dans la poursuite d'un développement planétaire durable.

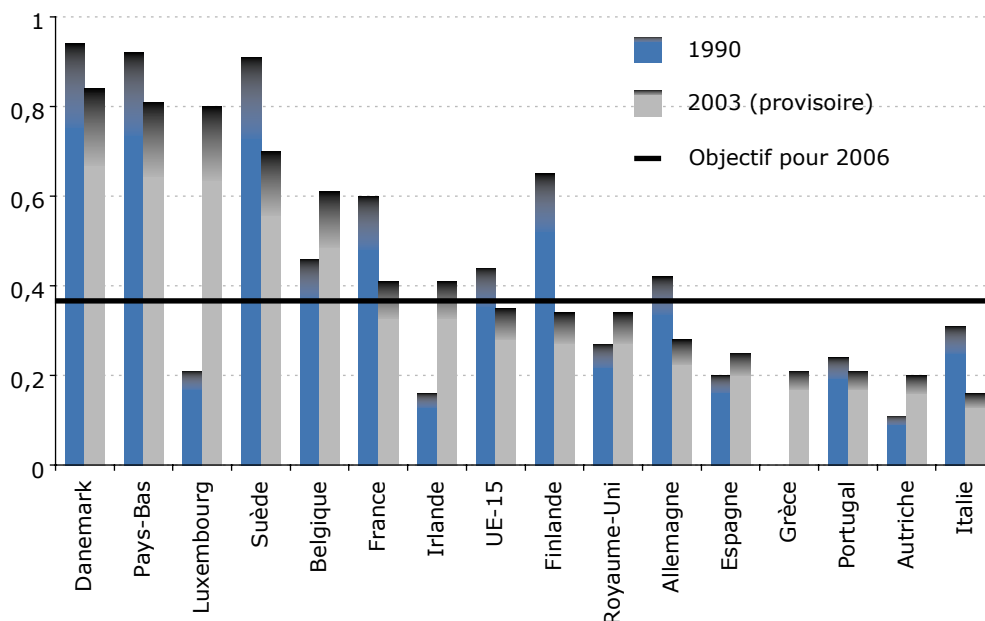
Ce thème se réfère à six priorités <sup>(19)</sup>, dont l'objectif principal pour la priorité «Financement du développement durable» est d'aider les pays en développement à recevoir le financement nécessaire pour atteindre les cibles de développement du millénaire. L'objectif de l'UE est d'atteindre la cible des Nations unies de 0,7 % du revenu national brut (RNB) pour l'aide au développement officielle (ADO). Les États membres qui ont pris du retard par rap-

port à cet objectif sont invités à accroître leur ADO à 0,33 % au moins d'ici à 2006, de sorte que, collectivement, l'UE atteigne une moyenne de 0,39 % pour 2006. En 2002, la moyenne de l'UE était de 0,35 % et bien au-dessus de la moyenne de 0,23 % dans les pays donateurs. Néanmoins, la majorité des pays de l'UE étaient encore en dessous de l'objectif de 0,39 %.

D'autres analyses se concentrent sur la mondialisation du commerce, le financement du développement et la gestion des ressources. Ces domaines sont imbriqués, en particulier, avec le développement économique et les modes de production et de consommation. En outre, les interdépendances étroites entre l'UE et les pays en développement imposent également de nouvelles exigences pour assurer que les tendances actuelles en ce qui concerne la perte de ressources environnementales soient effectivement inversées aux niveaux national et mondial d'ici à 2015.

### Aide officielle au développement rapportée au revenu national brut

En %



<sup>(19)</sup> Les six priorités sont: la maîtrise de la mondialisation, la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement social, la gestion durable des ressources naturelles et environnementales, la cohérence des politiques de l'UE, l'amélioration de la gouvernance à tous les niveaux et le financement du développement durable.





## Les Européens

La population 39-56

La santé 57-71

L'éducation et la formation 73-83

Le marché du travail 85-92

Les ménages et l'aide sociale 93-114

2

# La population de l'UE

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Population par sexe et par âge au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année
- Population par statut matrimonial
- Indicateurs de structure de la population au 1<sup>er</sup> janvier
- Mouvements de la population (chiffres absolus et taux bruts)
- Population au niveau régional (niveaux NUTS 2 et NUTS 3)
- Projections

## Données démographiques

Eurostat produit un large éventail de données démographiques aux niveaux national et régional. Les informations sur la population, les naissances, les décès et la nuptialité sont collectées chaque année dans trente-sept pays européens et permettent la production d'un grand nombre d'indicateurs démographiques calculés par Eurostat sur une base comparable. Tous les trois ans, des projections démographiques (pour les années jusqu'à 2070) sont également produites par Eurostat.

Ces informations sont utilisées par les institutions européennes et les administrations nationales pour un certain nombre de politiques importantes, notamment dans le domaine socio-économique. Par exemple, les évolutions passées et futures de la structure de la population, les tendances en matière de fécondité et l'augmentation de l'espérance de vie sont particulièrement nécessaires pour gérer et planifier les politiques sociales, notamment les régimes de retraite. Un autre exemple est l'utilisation de données démographiques régionales pour calculer le PIB par habitant pour l'allocation des Fonds structurels. Ces données sont également utilisées par le monde de l'éducation, les instituts de recherche et les médias.



suite, il a fallu dix, treize et vingt-deux ans, respectivement, pour qu'elle augmente de 25 millions d'habitants. La croissance démographique a donc commencé à ralentir au cours des deux à trois dernières décennies.

2002 s'inscrit assez bien dans le prolongement de la tendance générale de ces dernières années. Bien que des niveaux plus faibles aient été enregistrés durant la seconde moitié des années 90, la récente augmentation est bien plus modeste que celle observée dans les années 60 (2,5 millions par an en moyenne).

## La population de l'UE-15

Au cours des cinquante dernières années, la population de l'UE-15 est passée de 295 à près de 380 millions de personnes. En 1953, elle a dépassé les 300 millions de personnes. Par la

## La population de l'UE-25

Au cours des quarante dernières années, la population des vingt-cinq pays de l'UE actuelle est passée de 378 millions (1960) à plus de 453 millions (2002). Les trois dernières décennies ont été marquées par un ralentissement de la



**Population totale**Au 1<sup>er</sup> janvier, en milliers

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-25	445 624,2	446 808,1	447 862,7	448 894,5	449 759,1	450 677,5	451 841,2	453 316,2(b)	453 023,7(b)	454 552,3(b)
EU-15	370 421,1	371 605,4	372 715,2	373 799,7	374 719,9	375 719,5	376 956,3	378 529,1	378 354,2(b)	380 351,4(e)
Zone euro	298 186,4	299 073,1	299 923,1	300 775	301 487,8	302 160,5	303 141,5	304 434,3	304 936,8(b)	306 698,2(e)
Belgique	10 100,6	10 130,6	10 143	10 170,2	10 192,3	10 213,8	10 239,1	10 263,4	10 309,7	10 355,8
République tchèque	10 334	10 333,2	10 321,3	10 309,1	10 299,1	10 289,6	10 278,1	10 266,5	10 206,4(b)	10 203,3
Danemark	5 196,6	5 215,7	5 251	5 275,1	5 294,9	5 313,6	5 330	5 349,2	5 368,4	5 383,5
Allemagne	81 338,1	81 538,6	81 817,5	82 012,2	82 057,4	82 037	82 163,5	82 259,5	82 440,3	82 536,7(e)
Estonie	1477	1 448,1	1 425,2	1 406	1 393,1	1 379,2	1 372,1	1 367	1 361,2	1356
Grèce	10 511	10 595,1	10 673,7	10 744,6	10 808,3	10 861,4	10 903,7	10 931,1	10 988,0(b)	11 018,4(e)
Espagne	39 218,8	39 305,4	39 383,1	39 467,8	39 570,9	39 724,4	39 960,7	40 376,4	4 0850,5	41 550,6(p)
France	57 565	57 752,5	57 936	58 116	58 299	58 496,6	58 748,7	59 042,7	5 9342,1	59 630,1(p)
Irlande	3 583,2	3 597,6	3 620,1	3 652,2	3 694	3 734,9	3 776,6	3826,2	3 899,9(b)	3 963,6
Italie	57 138,5	57 268,6	57 333	57 461	57 563,4	57 612,6	57 679,9	57 844	56 993,7(b)	57 321,0(e)
Chypre	632,9	645,4	656,3	666,3	675,2	682,9	690,5	697,5	705,5	715,1
Lettonie	2 540,9	2 500,6	2 469,5	2 444,9	2 420,8	2 399,2	2 381,7	2 364,3	2 345,8	2 331,5
Lituanie	3 671,3	3643	3 615,2	3 588	3 562,3	3 536,4	3 512,1	3 487	3 475,6	3 462,6
Luxembourg	400,2	405,7	411,6	416,9	422,1	427,4	433,6	439	444,1	448,3
Hongrie	10 350	10 336,7	10 321,2	10 301,2	10 279,7	10 253,4	10 221,6	10 200,3	10 174,9	10 142,4
Malte	366,4	369,5	371,2	374	376,5	378,5	388,8	391,4	394,6	397,3
Pays-Bas	15 341,6	15 424,1	15 493,9	15 567,1	15 654,2	15 760,2	1 5864	15 987,1	16 105,3	16 192,6
Autriche	7 928,7	7 943,5	7953,1	7 965	7 971,1	7 982,5	8 002,2	8 020,9	8 038,9	8 067,3
Pologne	38 504,7	38 580,6	38 609,4	38 639,3	38 660	38 667	38 653,6	38 644,2	38 632,5	38 218,5(b)
Portugal	9 982,8	10 012,8	10 041,4	10 069,8	10 107,9	10 150,1	10 198,2	10 262,9	10 329,3	10 407,5
Slovénie	1 989,4	1 989,5	1 990,3	1 987	1 984,9	1 978,3	1 987,8	1 990,1	1 994	1 995
Slovaquie	5 336,5	5 356,2	5 367,8	5 378,9	5 387,7	5 393,4	5 398,7	5 378,8(b)	5 379	5 379,2
Finlande	5 077,9	5 098,8	5 116,8	5 132,3	5 147,3	5 159,6	5 171,3	5 181,1	5 194,9	5 206,3
Suède	8 745,1	8 816,4	8 837,5	8 844,5	8 847,6	8 854,3	8 861,4	8 882,8	8 909,1	8 940,8
Royaume-Uni	58 292,9	58 500,2	58 703,7	58 905,1	59 089,6	59 391,1	59 623,4	59 862,8	59 139,9(b)	59 328,9(e)
Islande	265,1	267	268	269,9	272,4	275,7	279	283,4	286,6	288,5
Liechtenstein	30,3	30,6	30,9	31,1	31,3	32	32,4	32,9	33,5	33,9
Norvège	4 324,8	4 348,4	4370	4 392,7	4 417,6	4 445,3	4 478,5	4 503,4	4 524,1	4 552,3
Canada	29 076,9	29 437	29 789	30 110,7	30 425,3	:	:	:	:	:
Japon	125 033,5	125 570	125 503,8	124 645,2	126 109,7	126 056,8	126 550	126 771,7	:	:
États-Unis	259 159	261 687	264 162,2	266 490,1	269 106,3	271 626	275 562,7	278 058,9	:	:

Ensemble des habitants d'une zone donnée au 1<sup>er</sup> janvier d'une année donnée (ou, dans certains cas, au 31 décembre de l'année précédente). Cette population est calculée soit à partir des données obtenues du dernier recensement, ajustées par les données sur les composantes de l'accroissement de population depuis ce dernier recensement, soit à partir des registres de population.

croissance de la population. La population de l'EU-25 devrait augmenter de 0,3 % en 2003, une hausse qui reste modeste.

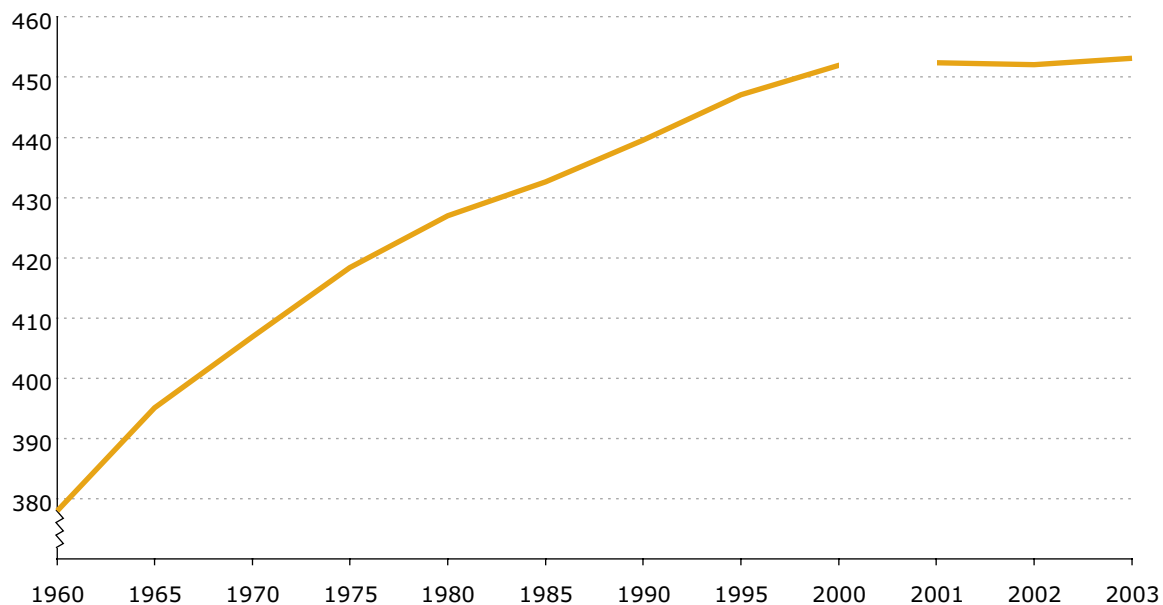
Avec plus de 18 % de la population totale, l'Allemagne était en 2003 le plus peuplé des vingt-cinq pays qui composent l'Union d'aujourd'hui;

elle était suivie de la France, du Royaume-Uni et de l'Italie, avec 13 % environ chacun. Ces quatre pays forment ensemble 57 % de la population totale de l'UE actuelle. Les nouveaux États membres représentent près de 16 % de la population totale (74,2 millions).



**La population de l'EU-25**

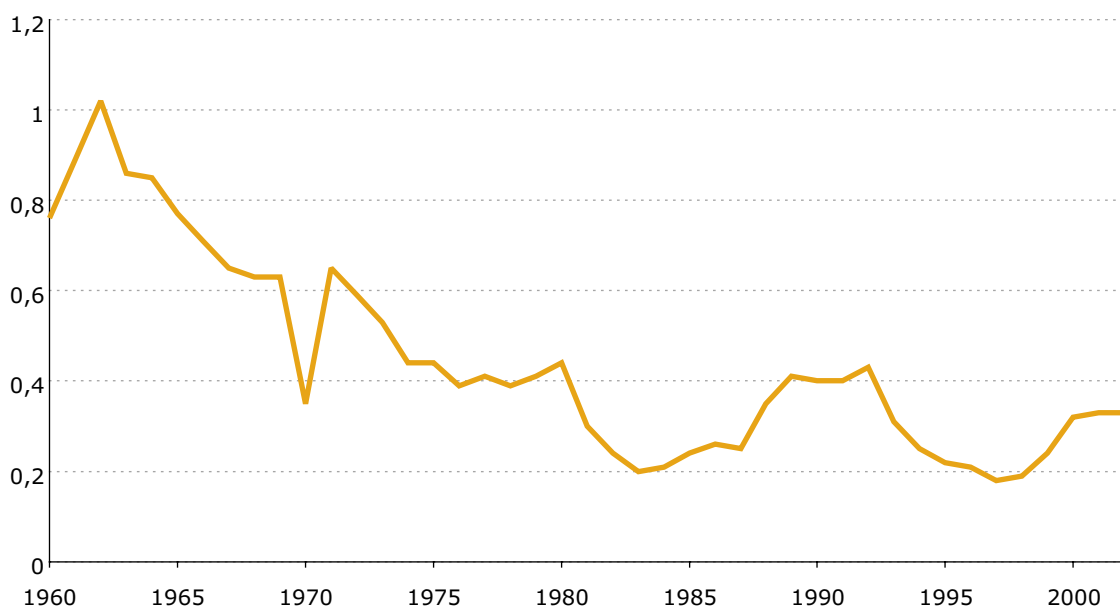
En millions de personnes



2

**Croissance de la population de l'EU-25**

Pour 1 000 habitants

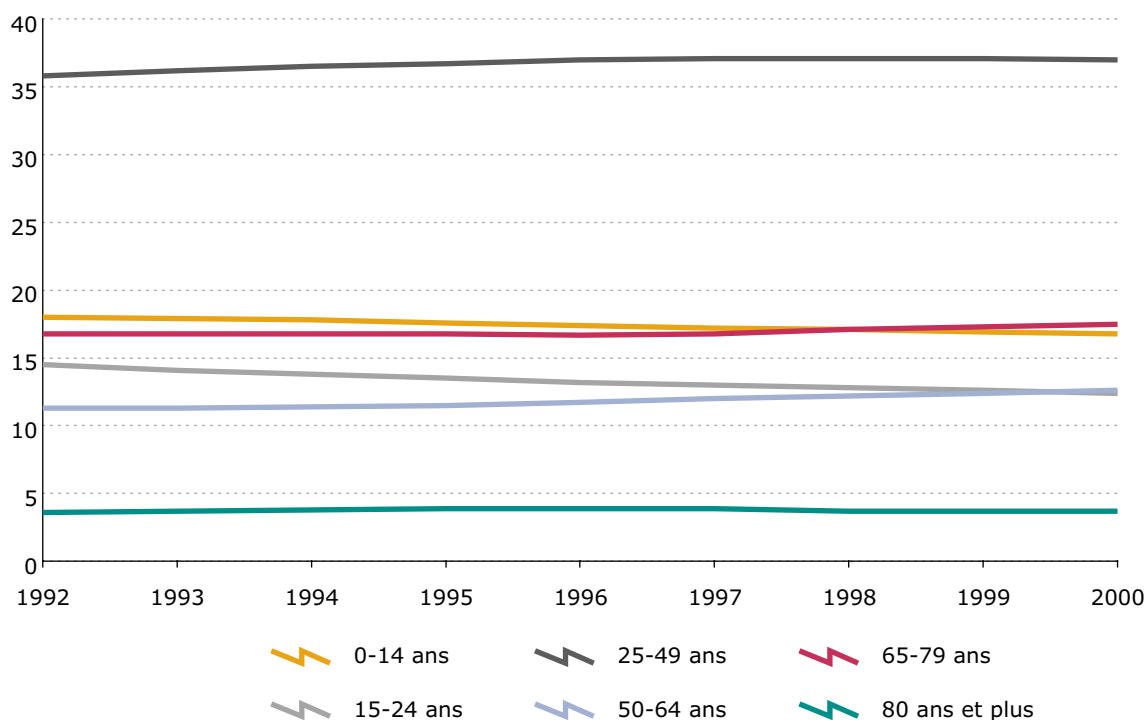




2

### Population dans l'EU-15 par classe d'âge

Part de la population totale en %



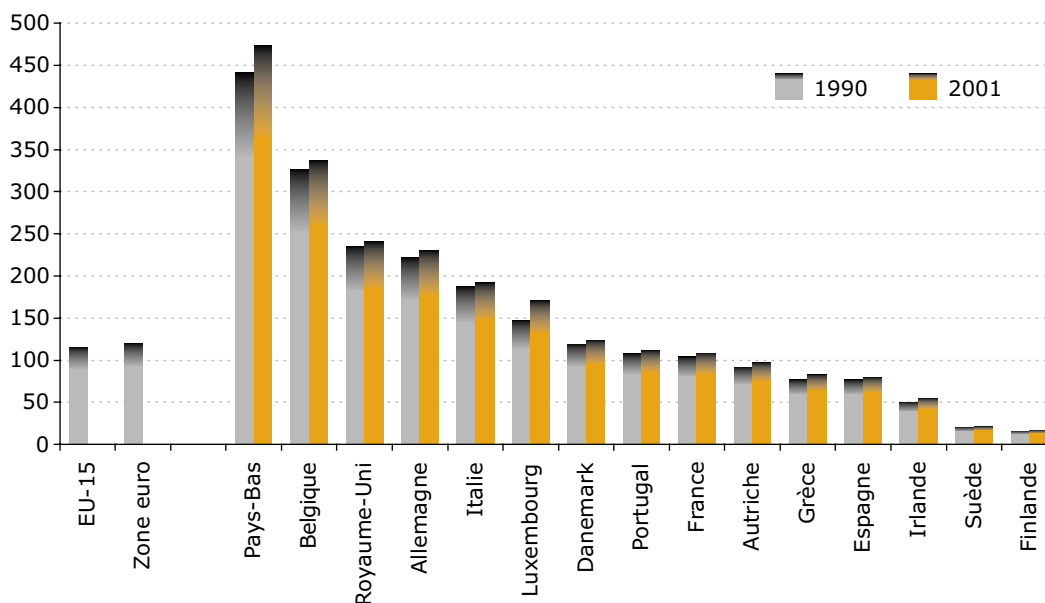
La proportion de jeunes dans la population diminue. En 2000, les jeunes de 0 à 14 ans représentaient 16,8 % de la population totale, contre 18,0 % en 1992. En 2000, les jeunes de 15 à 24 ans représentaient une part de 12,4 %, contre 14,5 % en 1992.

Les adultes de 25 à 49 ans représentent plus d'un tiers de la population totale de l'UE (2000: 37,0 %). De 1992 à 2000, la proportion de personnes de plus de 50 ans a augmenté dans toute l'UE. Le groupe d'âge des 65-79 ans est passé de 11,3 % de la population totale en 1992 à 12,6 % en 2000. On observe des différences marquées entre les pays concernant ce groupe d'âge.



### Densité de la population

En habitants par km<sup>2</sup>

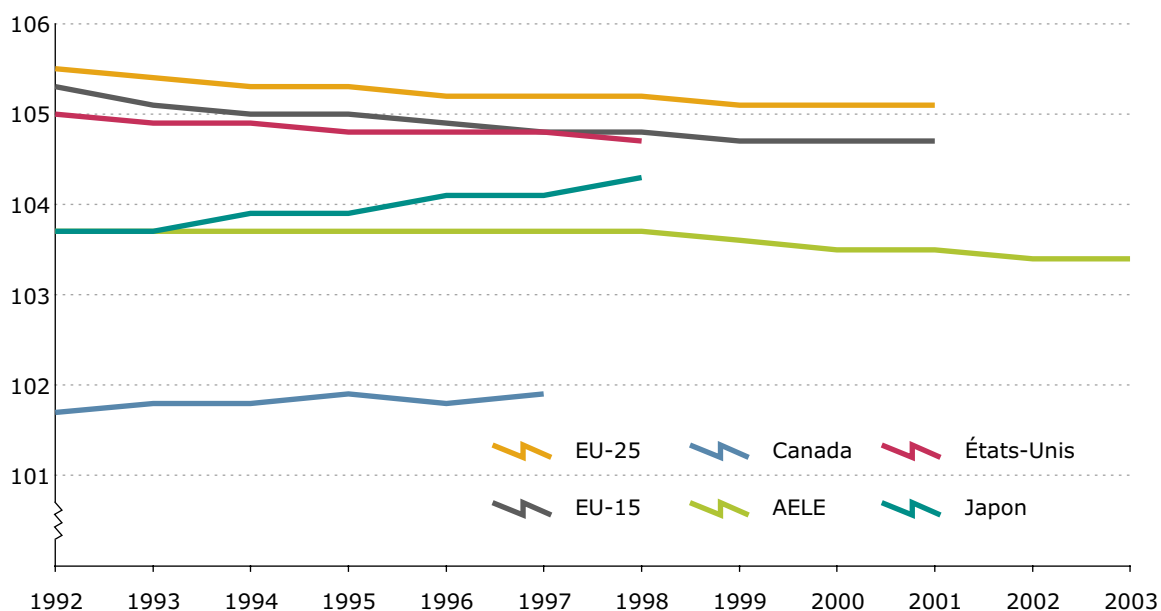


Rapport entre la population en milieu d'année d'un territoire à une date donnée et la taille du territoire.

On observe des différences considérables de densité de la population: elle est beaucoup plus forte aux Pays-Bas (474 habitants par kilo-

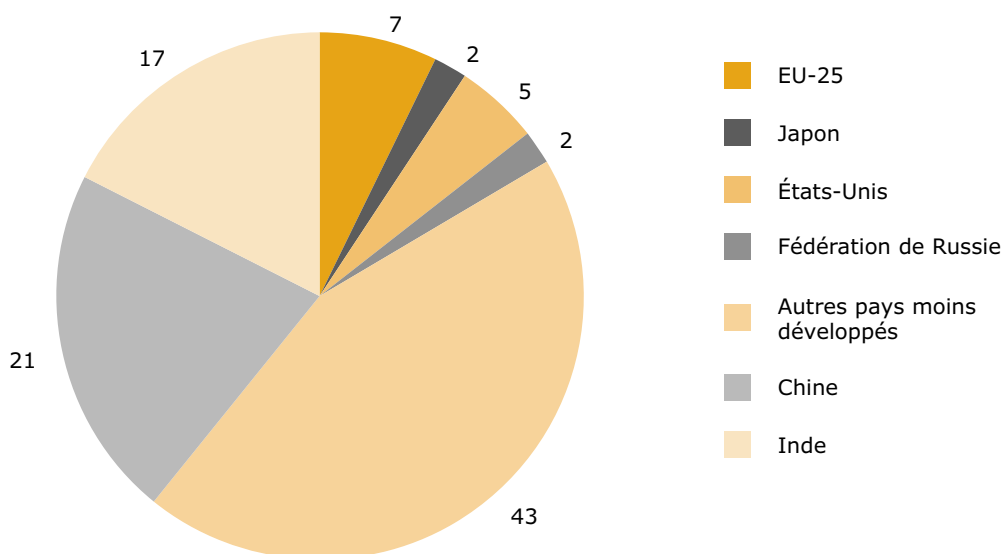
mètre carré) et en Belgique (337) que dans certains pays nordiques comme la Finlande (17) et la Suède (22).

### Nombre de femmes pour 100 hommes



**Population mondiale en 2002**

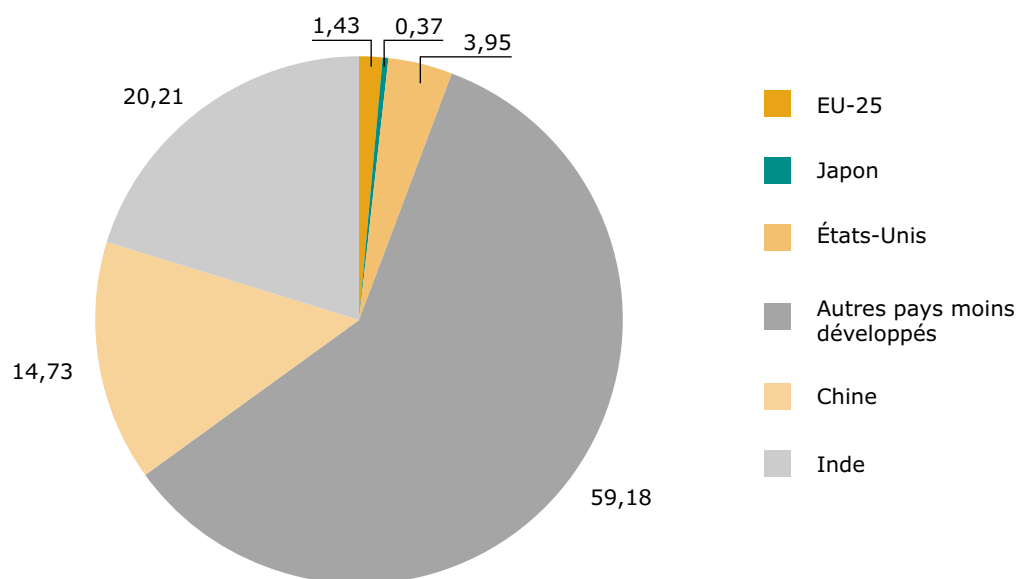
En %



2

**Part de l'accroissement de la population mondiale, 2002 par rapport à 1990**

En %



La Fédération de Russie a contribué pour - 0,32 % au développement de la population mondiale.

## Les familles et les naissances

### Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Premiers mariages par sexe et par âge
- Mariages par statut matrimonial antérieur et par sexe
- Divorces par durée du mariage
- Indicateurs de nuptialité et de divorcialité
- Mariages et naissances vivantes par mois
- Naissances vivantes par statut matrimonial et âge de la mère
- Naissances vivantes par ordre de naissance
- Taux de fécondité par âge
- Indicateurs de fécondité
- Avortements

### Moins de mariages et plus tardifs; plus de séparations

En 2002, il n'y a eu dans l'UE que cinq mariages pour 1 000 habitants contre presque huit en 1970. L'âge moyen auquel les gens se marient pour la première fois a augmenté: pour les hommes, il est passé de 26 ans en 1980 à plus de 30 ans aujourd'hui et pour les femmes, de 23 à 28 ans. La proportion de divorces est estimée à 15 % pour les mariages contractés en 1960 et à environ 30 % pour ceux contractés en 1985.

### Moins d'enfants et plus tard dans la vie

La descendance finale des générations d'après-guerre a constamment décliné depuis la moitié des années 60, mais le taux de fécondité total reste relativement stable à presque 1,5. La descendance finale change beaucoup moins abruptement dans le temps et est actuellement d'environ 1,7, toujours bien en dessous du niveau de renouvellement (2,1 enfants par femme).

### Une hausse des naissances hors mariage

La proportion des naissances hors mariage continue d'augmenter, reflétant fondamentalement la popularité croissante de la cohabitation: de 6 % de toutes les naissances en 1970 à plus de 30 % en 2002. En Suède, plus de la moitié (56 %) des enfants nés en 2002 avaient des parents non mariés.



**Mariages**

Pour 1 000 personnes

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
EU-25	5,77	5,63	5,38	5,24	5,17	5,08	5,09	:	5,15	5,14	:	:
EU-15	5,64	5,54	5,33	5,2	5,14	5,07	5,08	:	5,12	5,13	:	:
Zone euro	5,59	5,45	5,25	5,12	5,08	5,03	5,06	:	5,13	5,11	4,85	:
Belgique	6,07	5,79	5,37	5,14	5,07	4,98	4,69	4,35	4,32	4,4	4,09	:
République tchèque	6,96	7,18	6,39	5,66	5,32	5,22	5,61	5,35	5,2	5,39	5,12	:
Danemark	6,03	6,22	6,1	6,78	6,64	6,83	6,48	6,55	6,66	7,19	6,82	:
Allemagne	5,68	5,62	5,45	5,41	5,27	5,22	5,15	5,09	5,25	5,09	4,72	:
Estonie	6,59	5,79	5,18	5,04	4,88	3,9	3,99	3,92	4,06	4,01	4,14	:
Grèce	6,39	4,69	5,94	5,38	6,02	4,24	5,62	5,12	5,62	4,48	5,2	:
Espagne	5,6	5,57	5,14	5,09	5,1	4,92	4,97	5,22	5,22	5,39	5,08	:
France	4,92	4,74	4,44	4,4	4,4	4,83	4,88	4,65	4,88	5,18	5,13	:
Irlande	4,93	4,68	4,7	4,63	4,32	4,45	4,26	:	4,93	5,04	4,98	:
Italie	5,5	5,49	5,3	5,1	5,06	4,85	4,83	4,86	4,86	4,86	4,54	:
Chypre	10,46	8,04	9,71	9,7	10,25	8,71	10,71	11,4	13,22	13,37	15,07	14,48
Lettonie	8,43	7,23	5,69	4,59	4,46	3,92	3,98	4	3,93	3,88	3,93	:
Lituanie	9,24	8,14	6,44	6,38	6,1	5,67	5,26	5,21	5,07	4,83	4,53	:
Luxembourg	6,7	6,4	5,98	5,84	5,08	5,08	4,78	4,8	4,85	4,92	4,49	:
Hongrie	5,9	5,5	5,22	5,23	5,18	4,75	4,56	4,37	4,44	4,71	4,28	:
Malte	7,1	6,58	6,79	6,75	6,26	6,36	6,43	6,51	6,28	6,52	5,58	:
Pays-Bas	6,3	6,17	5,77	5,39	5,27	5,48	5,45	5,54	5,66	5,53	4,97	:
Autriche	5,69	5,83	5,69	5,45	5,4	5,31	5,2	4,91	4,94	4,9	4,26	:
Pologne	6,1	5,66	5,4	5,39	5,37	5,27	5,3	5,42	5,68	5,46	5,05	:
Portugal	7,24	7,01	6,84	6,6	6,56	6,33	6,52	6,57	6,75	6,23	5,67	:
Slovénie	4,09	4,57	4,53	4,18	4,14	3,8	3,78	3,8	3,89	3,62	3,48	:
Slovaquie	6,19	6,39	5,78	5,27	5,13	5,11	5,19	5,1	5,07	4,81	4,42	:
Finlande	4,93	4,67	4,87	4,89	4,65	4,77	4,56	4,66	4,7	5,05	4,79	:
Suède	4,27	4,29	3,9	3,9	3,81	3,79	3,65	3,57	4,03	4,5	4,02	:
Royaume-Uni	6,05	6,14	5,87	5,67	5,5	5,33	5,26	5,15	5,06	5,12	:	:
Islande	4,79	4,75	4,62	4,92	4,63	5,02	5,46	5,58	5,62	6,32	5,21	:
Liechtenstein	6,27	14,19	7,48	12,98	13,18	14,16	12,56	:	:	:	:	:
Norvège	4,66	4,49	4,51	4,75	4,97	5,29	5,41	5,27	5,26	5,65	5,09	:
États-Unis	:	:	:	:	:	:	:	:	8,38	:	:	:

Source: Eurostat/US Bureau of the Census.

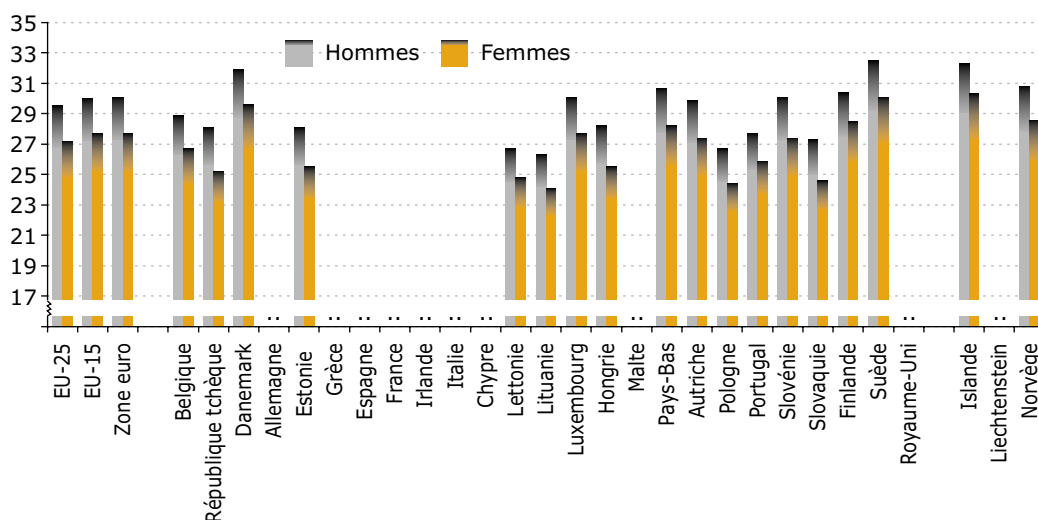
Au cours des dernières décennies, le taux de nuptialité dans l'EU-15 est tombé de près de 8 pour 1 000 habitants au début des années 80 à environ 6 pour 1 000 à la fin de cette décennie, pour approcher de 5 pour 1 000 en 2001. Cela serait dû, en partie, à la popularité croissante de la cohabitation. La Slovénie, la Lettonie, la Suède et la Belgique enregistrent de faibles taux de nuptialité (4 pour 1 000 environ). Par contre, Chypre affiche un taux de 15 pour 1 000.

Outre le déclin du taux de nuptialité, les changements démographiques concernent aussi l'augmentation de l'âge moyen auquel les gens se marient pour la première fois. En 2002, les hommes comme les femmes dans l'EU-15 se sont mariés environ deux années plus tard au cours de leur vie qu'en 1991.



## Âge moyen au premier mariage en 2002

Années



## Divorces

Pour 1 000 personnes

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
EU-25	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	1,9	:
Zone euro	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	1,7	:
Belgique	2,1	2,2	2,1	2,2	3,5	2,8	2,6	2,6	2,6	2,6	2,8	3
République tchèque	2,8	2,8	2,9	3	3	3,2	3,2	3,1	2,3	2,9	3,1	3,1
Danemark	2,5	2,5	2,5	2,6	2,5	2,4	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,8
Allemagne	1,7	1,7	1,9	2	2,1	2,1	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	:
Estonie	3,7	4,3	3,9	3,8	5,2	4	3,8	3,2	3,3	3,1	3,2	3
Grèce	0,6	0,6	0,7	0,7	1	1	1,1	0,7	0,9	1	1	1,1
Espagne	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	:	:	1	0,9	:
France	1,9	1,9	1,9	2	2,1	2	2	2	2	:	1,9	:
Irlande	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,7	0,7	:
Italie	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Chypre	0,5	0,7	0,8	0,9	1,2	1,1	1,3	1,3	1,7	1,7	1,7	1,9
Lettonie	4,2	5,6	4	3,3	3,1	2,5	2,5	2,6	2,5	2,6	2,4	2,5
Lituanie	4,1	3,8	3,8	3	2,8	3,1	3,2	3,3	3,2	3,1	3,2	3
Luxembourg	2	1,8	1,9	1,7	1,8	2	2,4	2,4	2,4	2,4	2,3	2,4
Hongrie	2,4	2,1	2,2	2,3	2,4	2,2	2,4	2,5	2,5	2,3	2,4	2,5
Malte	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Pays-Bas	1,9	2	2	2,4	2,2	2,2	2,2	2,1	2,1	2,2	2,3	2,1
Autriche	2,1	2,1	2,1	2,1	2,3	2,3	2,3	2,2	2,3	2,4	2,6	2,4
Pologne	0,9	0,8	0,7	0,8	1	1	1,1	1,2	1,1	1,1	1,2	1,2
Portugal	1,1	1,2	1,2	1,4	1,2	1,3	1,4	1,5	1,7	1,9	1,8	2,6
Slovénie	0,9	1	1	1	0,8	1	1	1	1	1,1	1,1	1,2
Slovaquie	1,5	1,5	1,5	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8	2
Finlande	2,6	2,6	2,5	2,7	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,6	2,6
Suède	2,3	2,5	2,5	2,5	2,6	2,4	2,4	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4
Royaume-Uni	3	3	3,1	3	2,9	2,9	2,7	2,7	2,7	2,6	2,6	:
Islande	2,1	2	2	1,8	1,8	2	1,9	1,8	1,7	1,9	1,9	1,8
Liechtenstein	1,2	1,1	1,3	1,3	1,2	1,4	2,1	:	:	:	2,8	3
Norvège	2,4	2,4	2,5	2,5	2,4	2,3	2,3	2,1	2	2,2	2,3	:
Japon	:	:	:	:	1,6	1,6	:	:	:	:	:	:
États-Unis	:	:	:	:	:	:	:	:	4,2	:	:	:



**Descendance finale**  
 Par génération

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
EU-15	1,77	1,74	1,7	:	:	:	:	:	:	:	:
Zone euro	1,73	1,7	1,66	:	:	:	:	:	:	:	:
Belgique	1,85	1,82	1,81	1,79	:	:	:	:	:	:	:
République tchèque	2,01	1,99	1,96	1,94	1,93	1,91	1,88	1,86	1,82	1,78	1,73
Danemark	1,91	1,92	1,92	1,93	1,92	1,92	1,92	:	:	:	:
Allemagne	1,63	1,61	1,58	1,56	1,53	1,49	1,46	:	:	:	:
Estonie	1,98	1,94	1,91	1,9	1,87	1,84	1,83	1,8	1,76	:	:
Grèce	1,89	1,83	1,8	1,76	1,72	1,7	:	:	:	:	:
Espagne	1,71	1,66	1,66	1,64	1,59	:	:	:	:	:	:
France	2,1	2,08	2,06	2,04	2,02	2	:	:	:	:	:
Irlande	2,35	2,31	2,27	2,23	2,18	2,14	:	:	:	:	:
Italie	1,63	1,6	1,57	1,52	1,49	:	:	:	:	:	:
Lettonie	1,92	1,88	1,83	1,79	1,77	1,77	1,76	1,73	1,69	1,62	:
Lituanie	1,83	1,78	1,74	1,72	1,72	1,71	1,71	1,72	1,72	1,69	1,64
Luxembourg	1,77	1,79	1,81	1,81	1,82	1,85	1,82	:	:	:	:
Hongrie	2,03	2,02	2	1,98	1,97	1,96	1,93	1,89	1,84	1,8	:
Malte	2,08	2,07	2,06	2,03	2	1,95	1,89	1,81	:	:	:
Pays-Bas	1,84	1,82	1,81	1,79	1,77	1,76	1,75	:	:	:	:
Autriche	1,68	1,67	1,66	1,65	1,64	1,62	1,6	1,57	:	:	:
Pologne	2,14	2,11	2,07	2,03	2	1,98	1,96	1,91	1,85	1,79	:
Portugal	1,87	1,86	1,84	1,82	1,82	1,81	1,78	1,74	:	:	:
Slovénie	1,85	1,84	1,81	1,79	1,77	1,75	1,73	1,7	1,67	:	:
Slovaquie	2,17	2,14	2,11	2,07	2,04	2,01	1,99	1,95	1,91	1,85	1,79
Finlande	1,95	1,94	1,93	1,92	1,91	1,89	1,87	:	:	:	:
Suède	2,03	2,02	2,01	2	1,98	1,96	1,94	:	:	:	:
Royaume-Uni	1,94	1,92	1,9	1,89	1,87	1,86	:	:	:	:	:
Islande	2,43	2,4	2,38	2,4	2,36	2,34	2,32	:	:	:	:
Norvège	2,1	2,09	2,08	2,07	2,06	2,05	2,04	2,02	:	:	:
Japon	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
États-Unis	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:

Source: Eurostat/US Bureau of the Census,

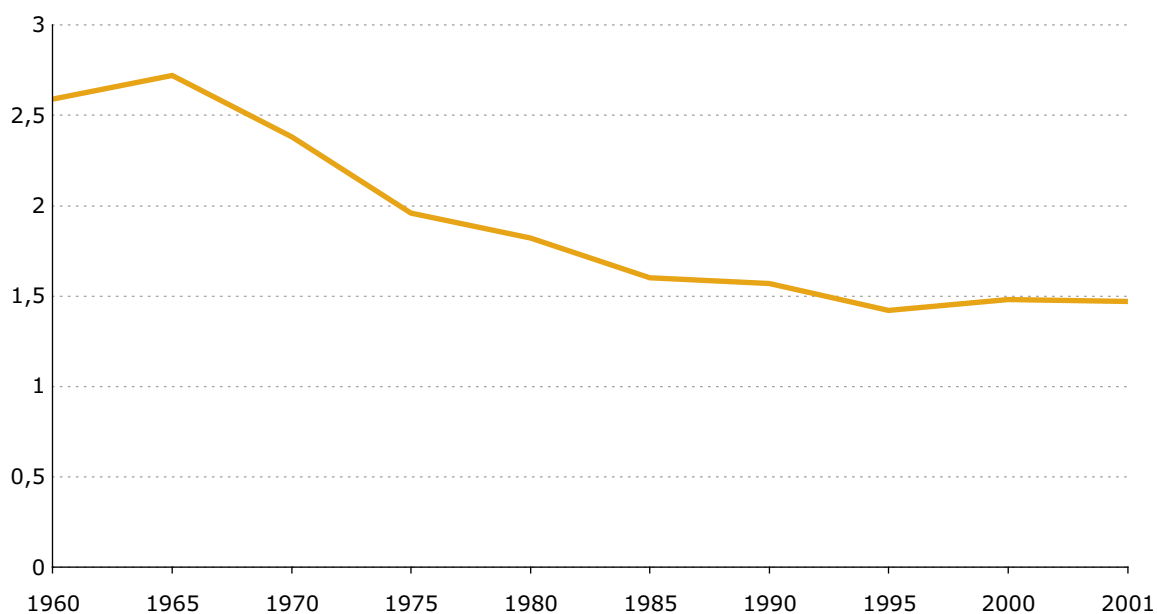
Nombre moyen d'enfants nés de femmes d'une génération donnée à la fin de leurs années de fécondité. Ce chiffre est calculé en ajoutant les taux de fécondité par âge de la mère observés pendant plusieurs années, jusqu'à ce que la cohorte ait atteint l'âge en question (en général, on ne tient compte que des années comprises entre 15 et 49 ans). En pratique, les taux de fécondité des femmes plus âgées peuvent être estimés à l'aide des taux observés chez les générations précédentes, sans attendre que la cohorte ait atteint la fin de la période de reproduction.



Dans l'EU-15, le taux de descendance finale des femmes nées au début des années 60 se situait à 1,8, c'est-à-dire bien au-dessous du niveau de reproduction. L'indice synthétique de fécondité, qui permet de comparer les taux de fécondité d'une population à différentes années considérées, a diminué, passant de 2,7 en 1965 à moins de 1,5 en 1995, niveau où il s'est maintenu depuis.



### Indicateur conjoncturel de fécondité dans l'EU-15



L'indicateur conjoncturel de fécondité est le nombre moyen d'enfants nés vivants qu'une femme pourrait mettre au monde durant sa vie si, pendant ses années de fécondité, elle avait eu le nombre d'enfants correspondant aux taux de fécondité par âge d'une année donnée. Il s'agit donc de la descendance finale d'une génération fictive, calculée en cumulant les taux de fécondité par âge des femmes pour l'année considérée (les effectifs de femmes à chaque âge étant supposés égaux). L'indicateur conjoncturel de fécondité est également utilisé pour indiquer la fécondité de remplacement; dans les pays les plus développés, le taux de 2,1 est considéré comme étant ce niveau de remplacement.



## Âge moyen des femmes à la maternité

Années

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
EU-25	:	:	:	:	:	:	:	:	:	29	29,1	29,2
EU-15	28,3	28,46	28,59	28,75	28,9	28,98	:	:	:	29,4	29,4	29,4
Zone euro	28,46	28,63	28,76	28,92	29,09	29,16	:	:	:	29,5	29,5	29,6
Belgique	27,95	28,09	28,2	28,34	28,47(e)	28,50(e)	28,6	:	:	:	:	:
République tchèque	24,72	24,82	25,05	25,4	25,77	26,1	26,38	26,64	26,9	27,2	27,6	27,8
Danemark	28,63	28,77	28,94	29,08	29,21	29,28	29,42p	29,52	29,62	29,7	29,7	29,9
Allemagne	27,79	27,93	28,07	28,19	28,31	28,37	28,52	28,58	28,7	28,7	28,8	:
Estonie	25,3	25,3	25,3	25,4	25,6	25,9	26,2	26,4	26,6	27	27,2	27,5
Grèce	27,38	27,55	27,84	28,01	28,19	28,37	28,58	28,7	28,9	:	:	:
Espagne	29,04	29,25	29,47	29,74	29,98	30,2	30,4	30,55	30,7	30,7	:	:
France	28,4	28,55	28,67	28,83	28,99	29,12	29,21	29,32	29,3	29,4	29,4	29,5
Irlande	29,88	30,01	30,05	30,12	30,24	30,20(p)	30,40(p)	30,3	30,3	30,4	30,5	30,6
Italie	29,01	29,21	29,29	29,48	29,72	30	:	:	30,3	30,3	30,3	:
Chypre	27,3	27,5	27,8	28	28,2	28,2	28,4	28,4	28,6	28,7	28,9	29,1
Lettonie	25,5	25,4	25,4	25,8	25,8	26	26,4	26,6	26,8	27,2	27,4	27,6
Lituanie	25,7	25,6	25,6	25,5	25,6	25,7	25,9	26,2	26,4	26,6	26,8	26,9
Luxembourg	28,43	28,58	28,6	28,73	28,93	29,16	29,18	29,25	29,36	29,3	29,3	29,5
Hongrie	25,68	25,8	26	26,22	26,35	26,51	26,69	26,86	27,07	27,3	27,6	27,8
Malte	28,8	28,83	28,81	28,9	29,06	28,8	28,68	28,87	29	28,6	28,9	29,2
Pays-Bas	29,47	29,67	29,82	29,9	30,04	30,15	30,18	30,25	30,27	30,3	30,3	30,4
Autriche	27,2	27,3	27,3	27,5	27,7	27,8	27,9	28	28,1	28,2	28,4	28,6
Pologne	26,25	26,38	26,61	26,82	26,89	27,02	27,12	27,19	27,31	27,4	27,6	27,8
Portugal	27,5	27,6	27,7	27,8	28	28,1	28,3	28,4	28,5	28,6	28,7	28,8
Slovénie	26,12	26,18	26,55	26,78	27,04	27,27	27,53	27,81	27,97	28,2	28,5	28,8
Slovaquie	24,99	25,13	25,26	25,45	25,63	25,82	:	:	26,39	26,6	26,8	27
Finlande	28,87	28,95	29,02	29,13	29,3	29,35	29,45	29,55	29,58	29,6	29,7	29,7
Suède	28,74	28,87	28,99	29,15	29,24	29,38	29,48	29,73	29,81	29,9	30	30,1
Royaume-Uni	27,72	27,84	27,94	28,11	28,16	28,17	28,26	28,32	28,4	28,5	28,6	28,7
Islande	27,98	28,52	28,62	28,61	28,66	28,8	28,61	28,77	28,72	28,9	29,1	29,3
Liechtenstein	29,8	28,6	29,3	29,8	30	30	30	:	:	30,1	29,9	30
Norvège	28,3	28,43	28,6	28,74	28,85	28,95	29,08	29,16	29,26	29,3	29,4	29,5
Canada	28,2	28,4	28,5	28,7	28,8	29	:	:	:	:	:	:
Japon	28,9	28,9	29	29	:	:	:	:	:	29,7	29,7	:
États-Unis	27	:	:	:	:	:	:	:	:	27,4	:	:

Âge moyen des mères à la naissance de leurs enfants. Pour une année civile donnée, on calcule l'âge moyen des femmes à la maternité à partir des taux de fécondité par âge (l'âge variant en général de 15 à 49 ans, période de vie féconde). Ainsi calculé, cet âge moyen n'est pas influencé par une structure de population spécifique (effectifs des mères à chaque âge) et se prête plus facilement à des comparaisons aux niveaux géographique et historique.

# La migration et l'asile

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Flux de migrants vers et depuis l'UE
- Citoyens non européens résidant dans l'UE
- Citoyens européens résidant dans un autre État membre de l'UE
- Personnes acquérant la nationalité d'un État membre de l'UE
- Demandes d'asile
- Octroi du statut de réfugié et protection internationale similaire

## La migration: une composante importante du mouvement démographique

La migration et l'asile sont des thèmes qui revêtent une très grande importance politique. Ces statistiques sont utilisées par la Commission dans l'élaboration et le suivi d'une politique d'asile commune et de politiques d'immigration harmonisées pour l'UE.

Les informations sont également pertinentes pour plusieurs autres domaines importants de la politique sociale et économique. Dans plusieurs États membres, la migration est la composante principale du mouvement démographique. Il est important de prendre en considération les effets d'une population vieillissante sur, par exemple, la pérennité des systèmes de santé et de sécurité sociale. Ces statistiques sont également exploitées dans les travaux visant à évaluer l'intégration socio-économique des populations migrantes et le succès des mesures de lutte contre la discrimination.

## Mesure de la migration

Eurostat produit des statistiques sur une série de thèmes en rapport avec la migration internationale et l'asile. Les données permettant de produire ces statistiques sont fournies sur une base mensuelle, trimestrielle et annuelle par les instituts nationaux de statistique et par les ministères de la justice et de l'intérieur. Bon nombre de ces statistiques sont communiquées à Eurostat dans le cadre d'une collecte conjointe de données sur la migration organisée par Eurostat en coopération avec la division statistique des Nations unies, la Commission économique pour l'Europe des Nations unies, le Conseil de l'Europe et le Bureau international du travail.

Le mode de production des statistiques sur la migration et la définition du migrant diffèrent

d'un pays à l'autre. Dans certains d'entre eux, les statistiques de migration sont fondées sur des données administratives fournies, par exemple, par les systèmes de délivrance des titres de séjour ou par un registre de la population. D'autres pays utilisent des données d'enquête. Ces différences dans les sources de données et les définitions créent des problèmes lorsqu'il s'agit de comparer les chiffres sur la migration dans différents pays.

## L'UE continue d'attirer les immigrants

La migration est influencée par une combinaison de facteurs économiques, politiques et sociaux. Ces derniers peuvent agir dans le pays d'origine du migrant (causes de départ) ou dans son pays de destination (effets d'attraction). La relative prospérité économique et la stabilité politique de l'UE ont un effet d'attraction considérable. Par ailleurs, dans de nombreuses parties du monde, diverses causes de départ continuent d'avoir une forte incidence sur les flux migratoires.

## Nationalité

L'acquisition de la nationalité est parfois considérée comme un indicateur de l'intégration formelle des migrants dans leur pays d'accueil, et elle est souvent assujettie à une période de résidence légale ainsi qu'à d'autres critères tels que la maîtrise de la langue.

## Contexte politique

Le traité d'Amsterdam a introduit un nouveau titre IV («Visas, asile, immigration et autres politiques liées à la libre circulation des personnes»)

**Solde migratoire, corrections comprises**

Pour 1 000 personnes

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
EU-25	2,5	2,9	2,2	1,7	1,8	1,7	1,2	1,5	2,1	2,6	3,0(p)	3,7(e)
EU-15	3,2	3,7	2,9	2,2	2,2	2,1	1,5	1,9	2,5	3,1	3,6(p)	4,4(e)
Zone euro	3,6	4,4	3,1	2,2	2,3	2,2	1,5	1,6	2,5	3,2	3,8(p)	5,0(e)
Belgique	1,3	2,6	1,8	1,7	0,2	1,5	1	1,1	1,6	1,3	3,5	3,9
République tchèque	-5,5	1,1	0,5	1	1	1	1,2	0,9	0,9	0,6	-0,8	1,2
Danemark	2,1	2,2	2,2	2	5,5	3,3	2,3	2,1	1,8	1,9	2,2	1,8
Allemagne	7,5	9,6	5,7	3,9	4,9	3,4	1,1	0,6	2,5	2	3,3	2,7(p)
Estonie	-8,1	-27,1	-19	-14,3	-10,8	-9,5	-4,9	-4,7	-0,8	0,2	0,1	0,1
Grèce	11,7	9,1	8,3	7,4	7,3	6,6	5,7	5,1	4,1	2,7	3,1	2,9(e)
Espagne	1,6	1,4	1,5	1,4	1,5	1,9	2,1	3,8	5,7	9,4	10,6(p)	15,8(e)
France	0,6	0,6	0,3	-0,1	-0,3	-0,3	-0,2	-0,1	0,8	0,8	1	1,1(e)
Irlande	1,4	0,5	-0,9	-0,8	1,6	3,6	5,6	5	5,4	6,9	11,8	8,3(p)
Italie	0,1	3,2	3,2	2,7	1,7	2,7	2,2	1,9	1,7	3,1	2,2	6,1(e)
Chypre	19,1	17,7	13,9	11	10,3	9,1	8,2	6,2	6,1	5,7	6,6	9,7
Lettonie	-5,7	-20,5	-12,6	-9,1	-5,5	-4,1	-3,9	-2,4	-1,7	-2,3	-2,2	-0,8
Lituanie	-2,9	-6,6	-6,5	-6,6	-6,5	-6,5	-6,3	-6,2	-5,9	-5,8	-0,7	-0,6
Luxembourg	10,2	10,3	10,1	9,4	10,6	8,3	8,6	9	10,4	7,9	7,5	5,9
Hongrie	1,7	1,8	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,6	1,6	1	0,3
Malte	3,4	2,4	2,7	2,4	-0,5	1,6	1,6	1,1	23,7	3,4	5,9	4,7(p)
Pays-Bas	3,3	2,8	2,9	1,3	1	1,4	1,9	2,8	2,8	3,6	3,5	1,7
Autriche	9,9	9,1	4,2	0,4	0,3	0,5	0,2	1,1	2,5	2,2	2,2	3,2
Pologne	-0,4	-0,3	-0,4	-0,5	-0,5	-0,3	-0,3	-0,3	-0,4	-0,5	-0,4	-0,3
Portugal	7,2	-1	1	2	2,5	2,5	3	3,5	3,9	4,9	5,7	6,8
Slovénie	-1,6	-2,7	-2,2	0	0,4	-1,7	-0,7	-2,7	5,4	1,4	2,5	1,1
Slovaquie	0	-0,6	0,3	0,9	0,5	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2
Finlande	2,9	1,8	1,8	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,7	0,5	1,2	1
Suède	2,9	2,3	3,7	5,8	1,3	0,7	0,7	1,2	1,5	2,7	3,2	3,5
Royaume-Uni	1,3	0,8	1,5	1,4	2	1,8	1,5	3,6	2,8	2,8	3,1	2,1
Islande	4,4	-0,9	-0,7	-3	-5,1	-2	0,7	3,6	4,1	6,7	3	-1,2
Liechtenstein	4,3	9,7	6,8	5,5	3,1	1,5	-0,9	15,9	6,5	7,3	14,4	4,7
Norvège	1,9	2,4	2,9	1,7	1,5	1,3	2,2	3	4,3	2,2	1,8	3,8
Japon	:	:	:	:	-2,6	-9,3	9,4	:	0	-0,1	:	:
États-Unis	:	:	:	:	:	:	:	:	3,5	3,5	:	:

Des estimations d'Eurostat sujettes au changement.

Différence entre l'immigration et l'émigration survenue dans une zone géographique pendant une année donnée (le solde migratoire est donc négatif lorsque les émigrants sont plus nombreux que les immigrants). Comme, dans la plupart des pays, les flux d'immigration et d'émigration sont connus avec peu de précision, ou même parfois totalement inconnus, le solde migratoire est estimé en calculant la différence entre l'accroissement de population et l'accroissement naturel entre deux dates. Les statistiques sur le solde migratoire sont donc affectées par toutes les imprécisions statistiques portant sur les deux termes de cette équation, et en particulier l'accroissement de la population.

dans le traité CE. Il couvre les domaines suivants: libre circulation des personnes; contrôles aux frontières extérieures, asile, immigration et protection des droits des ressortissants de pays tiers; coopération judiciaire en matière civile et pénale et coopération administrative.

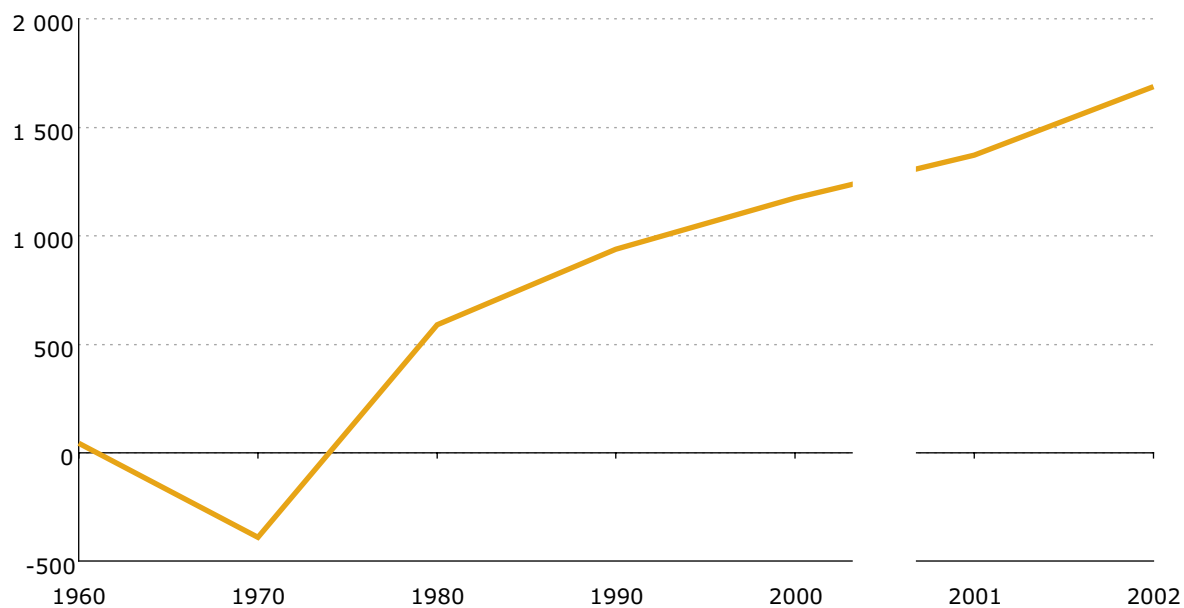
Les entrées nettes de migrants étrangers dans l'EU-15 ont augmenté pour atteindre le chiffre de 1 688 000 environ en 2002.

L'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont à eux quatre reçu 71 % des entrées nettes de migrants dans les États membres de l'UE en 2003.



### Solde migratoire <sup>(1)</sup> de l'EU-15

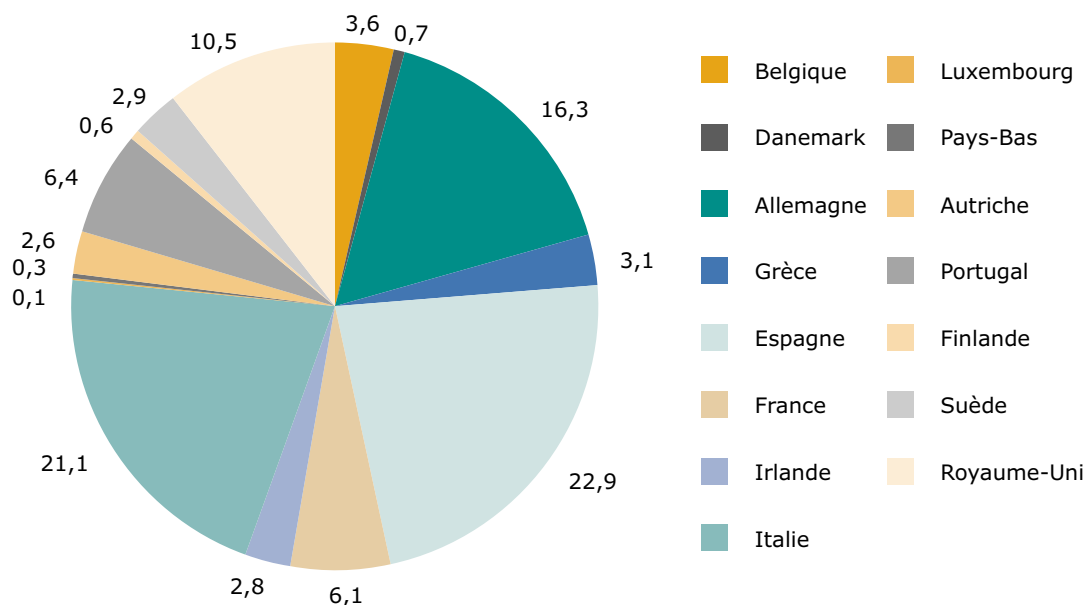
En milliers



(1) Y compris les corrections dues aux redressements censitaires, aux vérifications de registres, etc., qui ne peuvent être classées comme naissances, décès ou migrations.

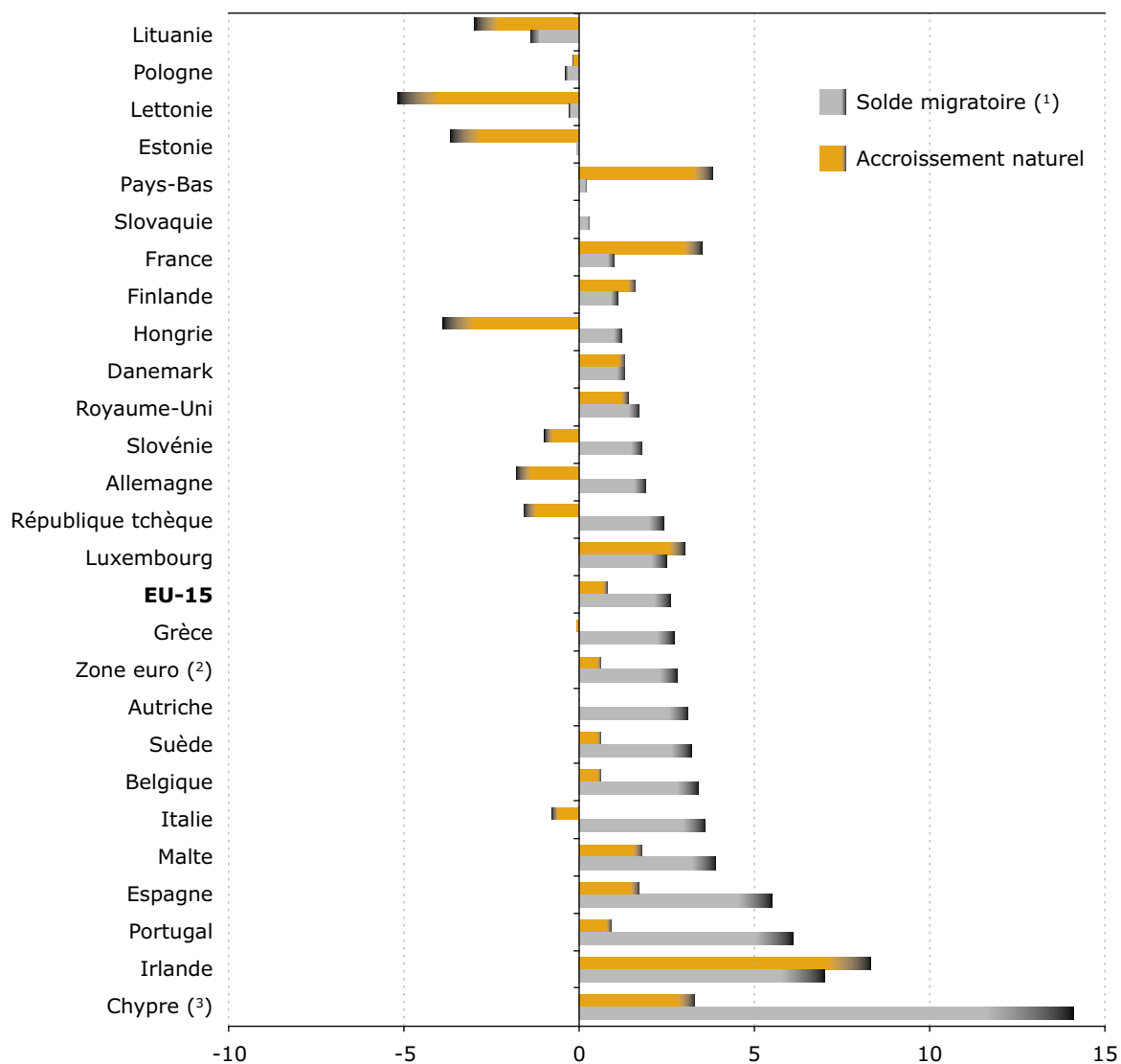
### Solde migratoire par État membre de l'UE en 2003

En %



2

Taux de croissance brut de la population totale en 2003



(1) Y compris les corrections dues aux redressements censitaires, aux vérifications de registres, etc., qui ne peuvent être classées comme naissances, décès ou migrations.

(2) Total des douze pays de l'UE qui font partie de la zone euro depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (Belgique, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal et Finlande).

(3) Zone contrôlée par le gouvernement.

En 2003, les taux de croissance démographique dans l'UE étaient très variables d'un État membre à l'autre. La population de l'Irlande a continué à croître fortement, tandis que le taux de croissance démographique était plus faible en Allemagne. Dans de nombreux pays,

les migrations internationales représentent une composante importante du changement démographique. Sans l'immigration, l'Allemagne, la Grèce et l'Italie auraient enregistré une diminution de leur population.



## Acquisitions de nationalité

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-15	192 706	234 556	276 217	290 491	329 946	:	:	:	:	:	:	:
Zone euro	114 547	141 881	198 277	195 199	244 729	252 999	:	:	:	:	:	:
Belgique	8 658	8 470	46 485	16 379	25808	26 149	:	:	:	24 196	:	62 160
République tchèque	:	:	:	:	:	:	:	:	:	7 309	:	:
Danemark	3 028	5 484	5 104	5 037	5736	5 260	7 283	5482	10 262	12 416	18 811	11 902
Allemagne	20 078	27 162	37 000	45 016	61625	31 797	86 356	83 027	106 790	143 120	186 688	180 349
Estonie	:	:	:	:	:	:	:	:	9 969	4 534	3 425	3 090
Grèce	1 090	886	1 204	1 803	383	1 258	716	930	807	:	:	:
Espagne	7 033	3 752	5 226	8 348	7802	6 756	8 433	9 801	12 550	16 384	16 743	16 743
France	54 381	59 684	59 252	60 013	77515	92 410	63 055	83 676	81 449	94 002	:	:
Irlande	179	188	150	133	175	355	:	:	1 474	1 433	1 143	2 817
Italie	555	349	539	6 469	5993	7 442	:	:	:	:	:	:
Chypre	:	:	:	:	:	:	:	:	:	97	296	:
Lettonie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	12 914	13 482	9 947
Lituanie	:	:	:	:	:	:	825	:	562	567	490	507
Luxembourg	893	748	739	800	293	270	305	761	631	549	684	496
Hongrie	:	:	:	:	:	:	12 126	:	6 203	6 066	5 393	8 430
Pays-Bas	12 794	29 112	36 237	43 069	49448	71 445	82 690	59 831	59 173	62 090	49 968	46 667
Autriche	8 980	11 137	11 656	14 131	15275	15 627	15 627	15 792	17 786	:	24 320	31 731
Pologne	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	1 070
Portugal	97	43	117	2	144	80	1 154	1 364	519	584	1 143	1 419p
Slovénie	:	:	:	:	1451	1 973	981	:	3 321	2 337	2 102	1 346
Slovaquie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	2 886
Finlande	899	1 236	876	839	651	668	981	1 439	4 017	4 730	2 977	2 720
Suède	16 770	27 663	29 389	42 659	35065	:	25 549	28 875	46 520	37 777	43 474	36 399
Royaume-Uni	57 271	58 642	42 243	45 793	44033	40 516	43 069	37 010	53 934	54 902	82 210	89 785
Islande	105	165	155	177	205	229	308	289	352	288	328	:
Liechtenstein	82	64	55	65	69	:	:	:	:	567	:	:
Norvège	4 757	5 055	5 132	5 538	8 778	11 778	12 237	12 037	9 244	7 988	9474	10 838

Ces chiffres font référence aux octrois de citoyenneté du pays interrogé à des personnes qui ont déjà été des résidents d'un autre pays ou qui ont été apatrides.

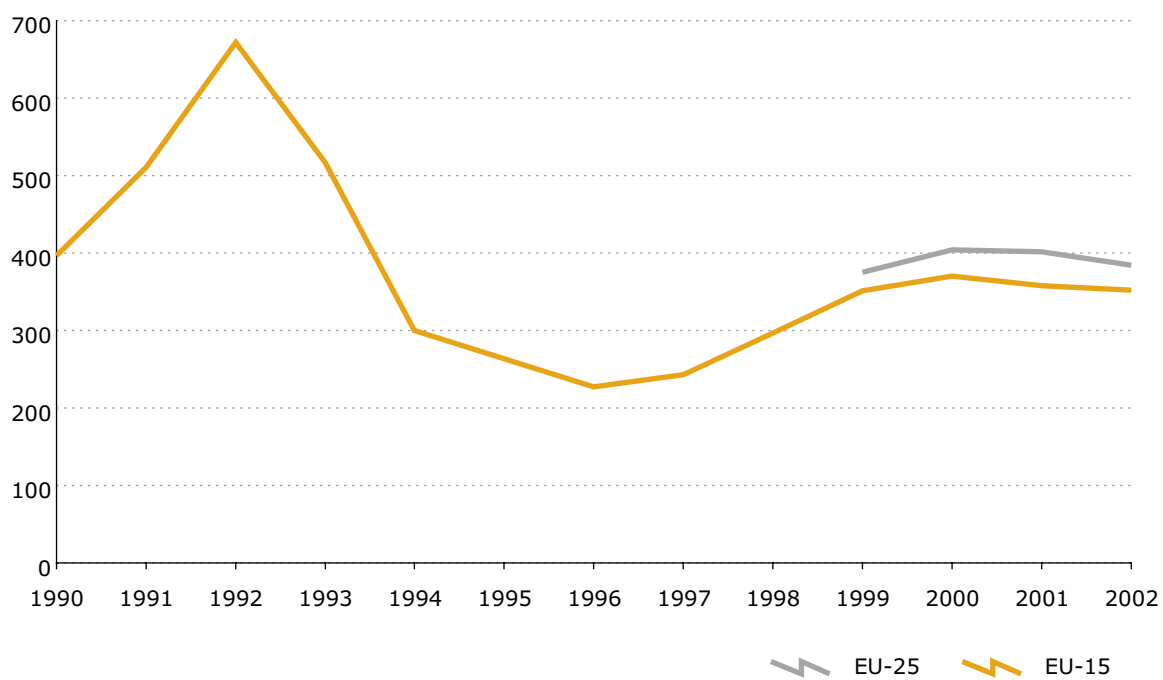






### Demandes d'asile dans l'EU-15 et l'EU-25

En milliers



2

## L'espérance de vie et la mortalité

### Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

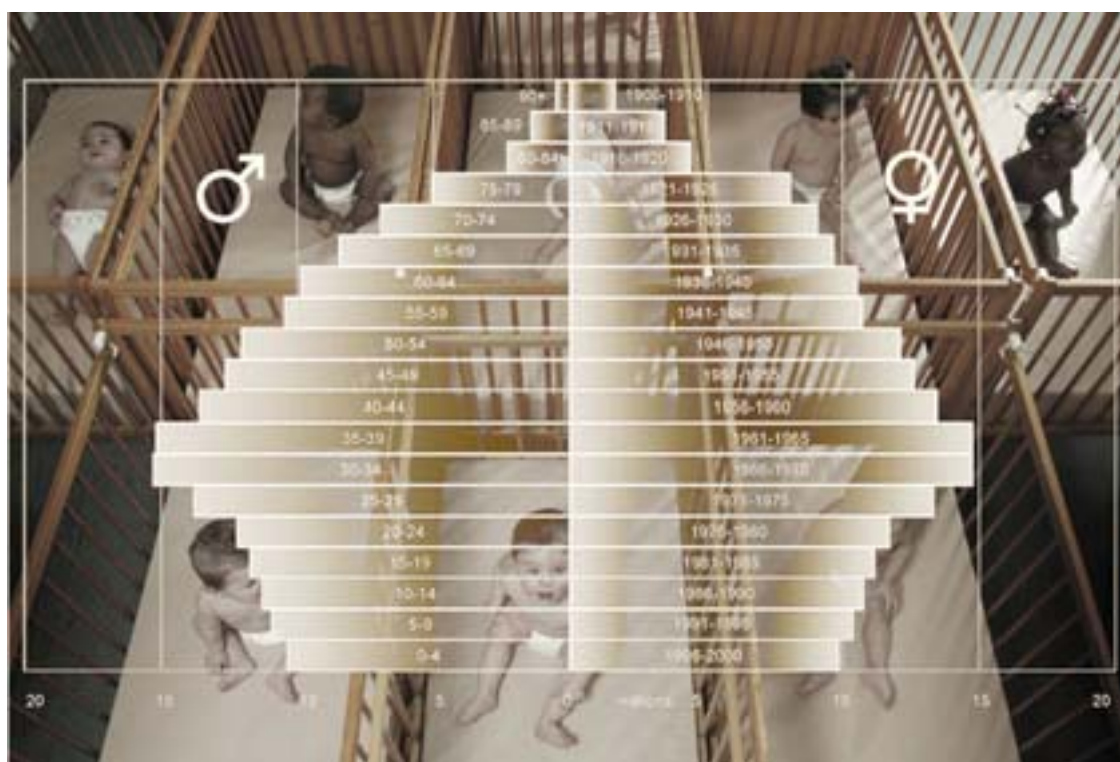
- Espérance de vie par sexe et par âge
- Décès par sexe et par âge
- Décès par mois
- Mortalité infantile (chiffres absolus et taux)

### Mortalité plus faible et espérance de vie plus élevée

La population de l'UE se caractérise par une espérance de vie élevée à la naissance, qui a augmenté de huit ans pour les deux sexes au cours des quarante dernières années. Bien que l'espérance de vie soit de six ans plus élevée pour les femmes que pour les hommes, en raison d'une mortalité masculine constamment plus élevée tout au long du cycle de vie, l'écart commence à se réduire: au cours de la dernière décennie, l'espérance de vie a augmenté davantage pour les hommes que pour les femmes dans la majorité des États membres.

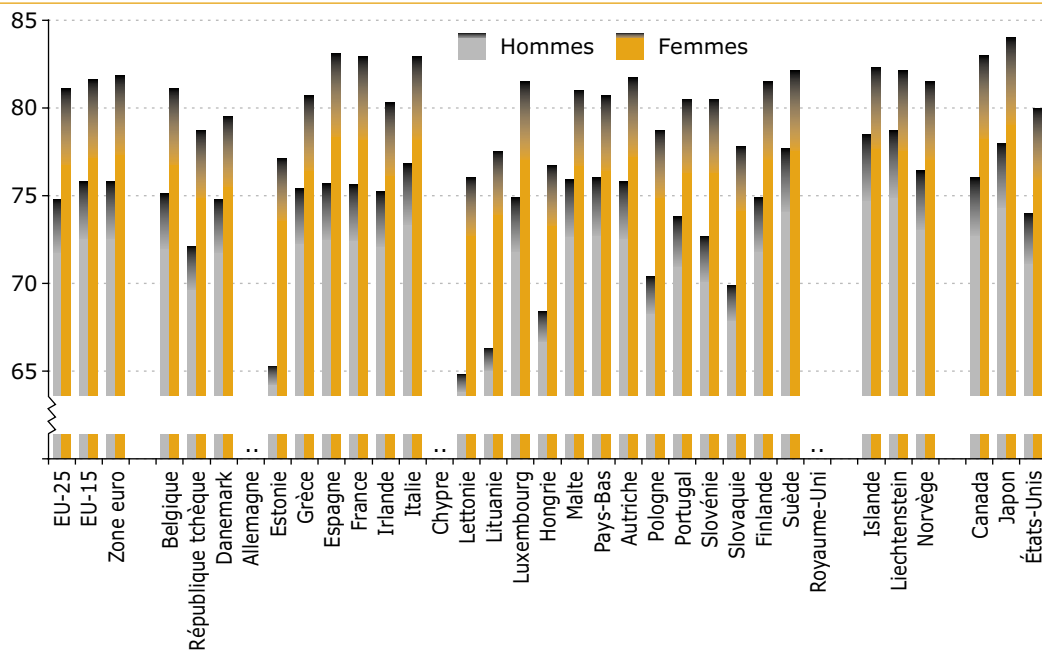
Les espérances de vie convergent, reflétant l'adaptation de la mortalité des hommes et des femmes à tous les âges. Cela pourrait être la conséquence de conditions de vie des hommes et des femmes plus similaires que dans le passé.

L'augmentation de l'espérance de vie, combinée à l'évolution de la fécondité, a pour résultat une population européenne qui devient de plus en plus vieille. Ce vieillissement démographique signifie que le nombre de personnes âgées augmente tandis que la part de celles en âge de travailler (15-64 ans) diminue. Ces tendances démographiques auront des conséquences économiques et sociales dans plusieurs domaines, notamment les systèmes de santé.



### Espérance de vie à la naissance en 2002

Années



Source: Eurostat/US Bureau of the Census.

EU-25, EU-15, zone euro, Espagne et Italie: valeurs estimées; Grèce, France et Islande: valeurs provisoires. Canada, Japon, États-Unis: 2001.

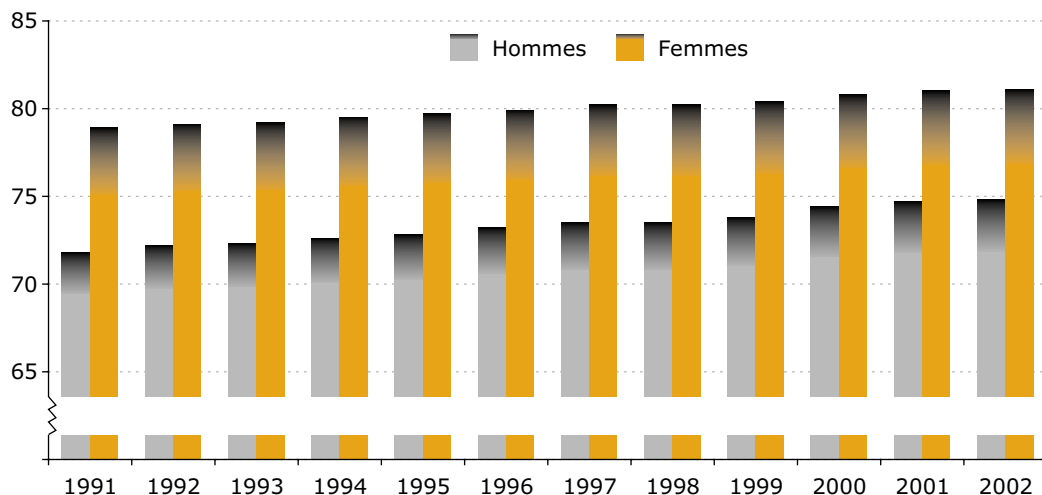
Nombre moyen d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre s'il se trouve tout au long de sa vie dans les conditions de mortalité du moment (quotients de mortalité par âge).

Au cours de la dernière décennie, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de près de trois ans dans les vingt-cinq pays de l'UE actuelle. En 2002, elle était de 75 ans pour les hommes et de 81 ans pour les femmes. Elle était plus élevée qu'aux États-Unis (2001:

74 ans pour les hommes et 80 ans pour les femmes), mais plus faible qu'au Japon (2001: 78 ans pour les hommes et 84 ans pour les femmes) et au Canada (2001: 76 ans pour les hommes et 83 ans pour les femmes).

### Espérance de vie à la naissance dans l'EU-25

Années

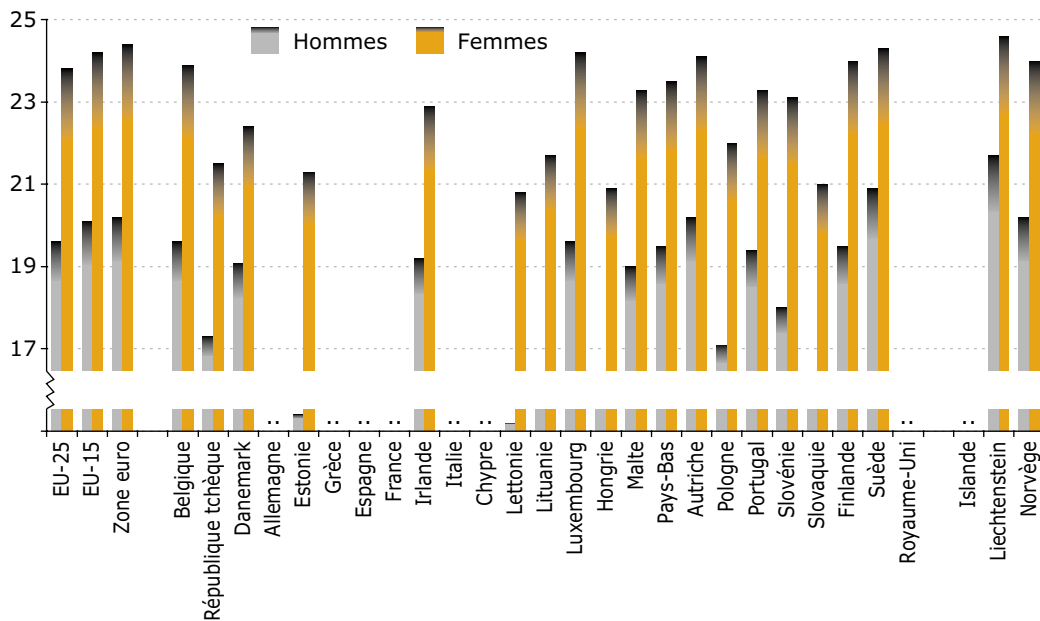


Valeurs estimées.



### Espérance de vie à 60 ans en 2002

Années



EU-25, EU-15 et zone euro: valeurs estimées.

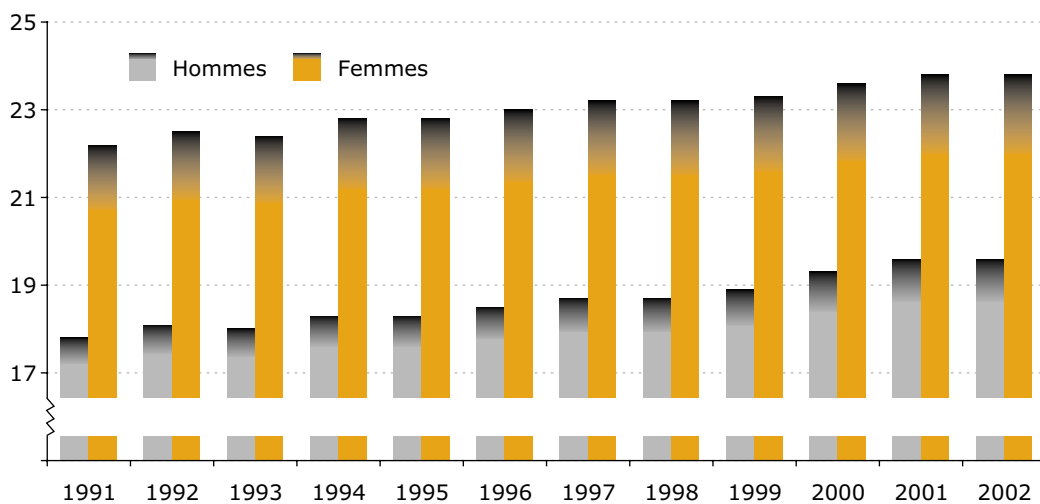
Nombre moyen d'années qu'il reste à vivre à un individu de 60 ans, s'il se trouve tout au long du restant de sa vie dans les conditions de mortalité du moment (quotients de mortalité par âge).

En 2002, l'espérance de vie à 60 ans dans les vingt-cinq pays de l'UE actuelle était plus élevée qu'en 1991 de près de deux ans, pour les deux sexes. La différence d'espérance de vie entre les hommes et les femmes âgés de

60 ans est plus faible (quatre ans de plus pour les femmes), si on la compare à la différence d'espérance de vie entre les garçons et les filles à la naissance (six ans de plus pour les filles).

### Espérance de vie à 60 ans dans l'EU-25

Années



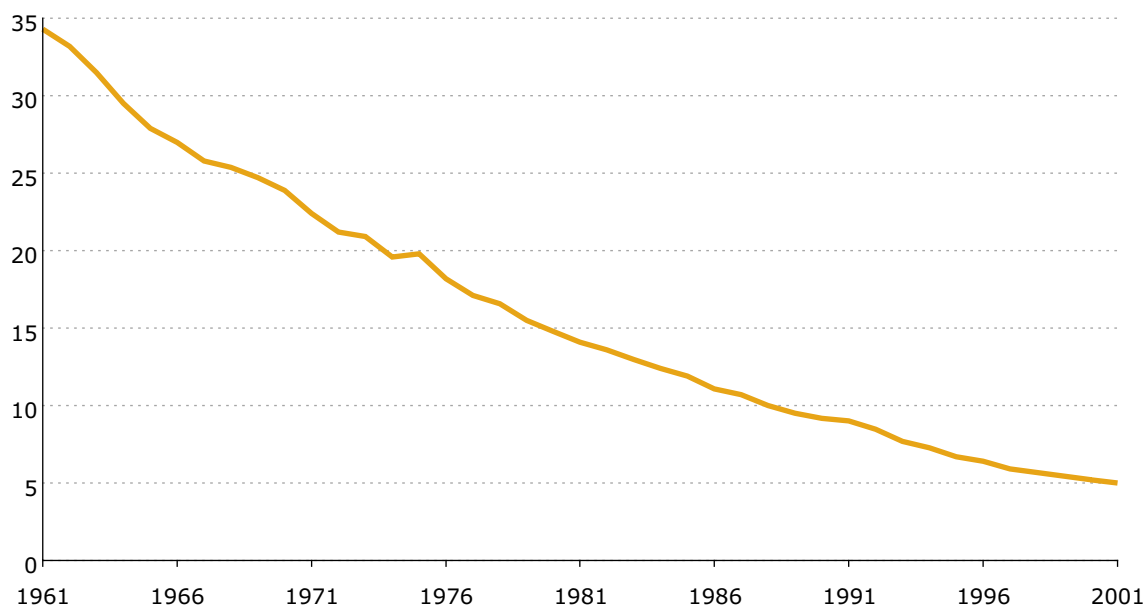
Valeurs estimées.



2

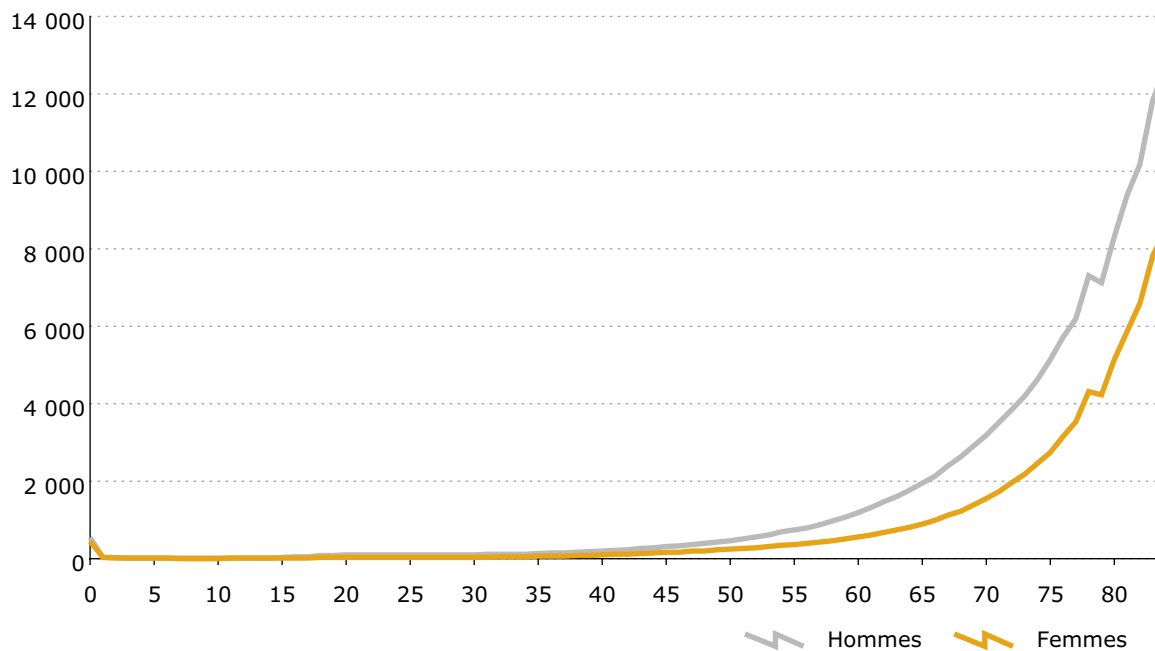
### Taux de mortalité infantile dans l'EU-15

Pour 1 000 naissances vivantes



### Décès pour 100 000 personnes dans l'EU-15 en 1998

Par âge



Quotient de mortalité par âge: la probabilité pour une personne d'un âge donné de décéder au cours de la période considérée. Dans le cas de quotients annuels, on considère comme dénominateur l'effectif de la génération de femmes (ou d'hommes) qui atteint l'âge n au cours de l'année considérée et comme numérateur le nombre de décès de femmes (ou d'hommes) de cette génération entre l'âge n et l'âge n + 1. Une partie de ces décès intervient pendant l'année considérée, une autre l'année suivante. Un quotient annuel de mortalité par âge est donc différent d'un taux de mortalité annuel par âge, pour lequel le dénominateur est la population moyenne de cet âge et le numérateur le nombre de décès au cours de l'année d'individus de cet âge (l'âge pouvant être, selon les cas, l'âge atteint au cours de l'année ou l'âge au dernier anniversaire).



### Taux de mortalité infantile

Pour 1 000 naissances vivantes

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
EU-25	8,5	7,7	7,3	6,7	6,4	5,9	5,7	:	5,2	5	:
EU-15	6,9	6,4	6	5,6	5,5	5,2	5,1	:	4,7	4,6	:
Zone euro	7	6,5	6,1	5,6	5,4	5,1	5	:	4,5	4,5	:
Belgique	8,2	6,7	6,3	5,9	5	5,4	5,2	4,9	4,8	4,5	5
République tchèque	9,9	8,5	7,9	7,7	6,1	5,9	5,2	4,6	4,1	4	4,1
Danemark	6,6	5,4	5,5	5,1	5,6	5,2	4,7	:	5,3	4,9	4,4
Allemagne	6,2	5,8	5,6	5,3	5	4,9	4,7	4,5	4,4	4,3	4,3
Estonie	15,7	15,6	14,4	14,9	10,5	10	9,3	9,6	8,4	8,8	5,7
Grèce	8,4	8,5	7,9	8,1	7,2	6,4	6,7	6,2	5,9	5,1	5,9
Espagne	7,1	6,7	6	5,5	5,5	5	4,9	4,5	3,9	3,5	:
France	6,8	6,5	5,9	4,9	4,8	4,7	4,6	4,3	4,4	4,5	:
Irlande	6,5	6,1	5,7	6,4	6	6,1	5,9	5,9	6,2	5,8	5,1
Italie	7,9	7,1	6,6	6,2	6,2	5,6	5,5	:	4,5	4,7	:
Chypre	11,1	9,9	9,8	9,7	9,5	9	7	:	5,6	4,9	4,7
Lettonie	17,6	16,2	15,7	18,8	15,9	15,4	15	11,3	10,4	11	9,9
Lituanie	16,5	15,7	14,2	12,5	10,1	10,3	9,3	8,7	8,6	7,9	7,9
Luxembourg	8,6	5,9	5,3	5,6	4,9	4,2	5	4,6	5,1	5,8	5,1
Hongrie	14,1	12,5	11,5	10,7	10,9	9,9	9,7	8,4	9,2	8,1	7,2
Malte	10,7	8,2	9,2	8,9	10,8	6,5	5,2	7,2	6	4,4	6,1
Pays-Bas	6,3	6,3	5,6	5,5	5,7	5	5,2	5,2	5,1	5,4	5,1
Autriche	7,5	6,5	6,3	5,4	5,1	4,7	4,9	4,4	4,8	4,8	4,1
Pologne	17,5	15,4	15,1	13,6	12,2	10,2	9,5	8,9	8,1	7,7	7,5
Portugal	9,3	8,7	8,1	7,5	6,9	6,4	6	5,8	5,5	5	5
Slovénie	8,9	6,8	6,5	5,5	4,7	5,2	5,2	4,5	4,9	4,2	3,8
Slovaquie	12,6	10,6	11,2	11	10,2	8,7	8,8	8,3	8,6	6,2	7,6
Finlande	5,2	4,4	4,7	3,9	4	3,9	4,2	3,6	3,8	3,2	3
Suède	5,4	4,8	4,4	4,1	4	3,6	3,6	3,4	3,4	3,7	3,3
Royaume-Uni	6,6	6,3	6,2	6,2	6,1	5,9	5,7	5,8	5,6	5,5	5,2
Islande	4,8	4,8	3,4	6	3,7	5,5	2,6	2,4	3	2,7	2,3
Liechtenstein	10	0	5	0	7,5	20	7,5	:	:	0	2,5
Norvège	5,8	5	5,2	4	4	4,1	4	3,9	3,8	3,9	3,5

Taux de mortalité infantile: rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins de 1 an pendant l'année et le nombre de naissances vivantes au cours de cette même année. La valeur est exprimée pour 1 000 naissances vivantes.

Les progrès réalisés en matière de services de santé se reflètent dans la diminution de la mortalité infantile. Au cours des quatre dernières

décennies, le taux de mortalité infantile dans l'EU-15 a chuté de plus de 34 pour 1 000 naissances vivantes (1961) à 5 pour 1 000 (2002).

**Proportion de la population âgée de 65 ans et plus**

En % de la population totale

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-25	14,3	14,4	14,6	14,8	15	15,2	15,4	15,5	15,7	15,9	16,1	16,3
EU-15	14,9	15	15,2	15,4	15,6	15,8	15,9	16,1	16,3	16,4	16,6	16,8
Zone euro	14,6	14,8	15	15,3	15,6	15,8	16	16,2	16,4	16,6	16,9	17,1
Belgique	15,2	15,4	15,6	15,8	16	16,3	16,5	16,6	16,8	16,9	16,9	17
République tchèque	12,8	12,9	13	13,1	13,3	13,5	13,6	13,7	13,8	13,9	13,9	13,9
Danemark	15,6	15,5	15,4	15,3	15,1	15	14,9	14,9	14,8	14,8	14,8	14,8
Allemagne	15	15	15,2	15,4	15,6	15,7	15,8	15,9	16,2	16,6	17,1	17,5
Estonie	12	12,4	12,8	13,1	13,4	13,8	14,1	14,3	15	15,2	15,5	15,9
Grèce	14,3	14,6	15	15,4	15,8	16,2	16,5	16,9	17,3	:	:	:
Espagne	14,1	14,4	14,8	15,1	15,5	15,9	16,2	16,5	16,8	16,9	17,1	:
France	14,4	14,6	14,8	15	15,3	15,5	15,7	15,9	16	16,1	16,2	16,3
Irlande	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,3	11,2	11,2	11,1	11,1
Italie	15,5	15,7	16,1	16,4	16,8	17,2	17,4	17,7	18	18,2	:	:
Chypre	:	11	11	11	11,1	11,1	11,2	11,2	11,2	11,3	11,7	11,8
Lettonie	12,3	12,7	13,1	13,4	13,7	14	14,3	14,5	14,8	15,2	15,5	15,9
Lituanie	11	11,2	11,5	11,8	12,1	12,4	12,7	13,1	13,7	14,1	14,4	14,7
Luxembourg	13,5	13,6	13,8	13,9	14,4	14,2	14,3	14,3	14,3	13,9	13,9	14
Hongrie	13,6	13,8	13,9	14,1	14,3	14,5	14,7	14,8	15	15,1	15,3	15,4
Malte	:	:	:	11	11,4	11,6	:	12	12,1	12,3	12,6	:
Pays-Bas	13	13	13,1	13,2	13,3	13,4	13,5	13,5	13,6	13,6	13,7	13,7
Autriche	14,9	14,9	15	15,1	15,2	15,3	15,4	15,5	15,4	15,4	15,5	15,5
Pologne	10,3	10,5	10,7	10,9	11,2	11,5	11,7	11,9	12,1	12,3	12,5	12,8
Portugal	13,8	14	14,2	14,5	14,9	15,2	15,5	15,8	16,1	16,4	16,5	16,7
Slovénie	11,1	11,4	11,7	12,1	12,5	12,9	13,2	13,6	13,9	14,1	14,5	14,8
Slovaquie	10,4	10,5	10,7	10,8	10,9	11,1	11,3	11,3	11,4	11,4	11,4	11,6
Finlande	13,6	13,8	13,9	14,1	14,3	14,5	14,6	14,7	14,8	15	15,2	15,3
Suède	17,7	17,7	17,6	17,5	17,5	17,4	17,4	17,4	17,3	17,2	17,2	17,2
Royaume-Uni	15,7	15,8	15,7	15,7	15,7	15,7	15,7	15,7	15,6	15,6	:	:
Islande	10,8	10,9	11	11,1	11,3	11,5	11,6	11,6	11,6	11,6	11,6	11,7
Liechtenstein	10,1	10,2	10,5	11,3	10,3	10,3	10,2	10,3	10,5	10,5	10,5	10,8
Norvège	16,3	16,2	16,1	16	15,9	15,8	15,7	15,5	15,3	15,1	14,9	14,8

Le vieillissement de la population gagne progressivement en importance. Entre 1993 et 2003, le pourcentage de personnes de 65 ans ou plus dans la population totale a augmenté d'environ 2 points de pourcentage dans l'actuelle EU-25. La hausse a même atteint 3 points de pourcentage dans certains pays du

sud, du centre et de l'est, où les valeurs étaient habituellement plus faibles auparavant. En 2001, le pourcentage le plus élevé de personnes âgées de 65 ans et plus se rencontrait en Italie, en Suède, en Espagne, en Belgique et en Allemagne.

# La santé et la sécurité

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Personnel de santé
- Soins ambulatoires et traitements médicaux
- Activités hospitalières
- Styles de vie et comportements en matière de santé
- État de santé de la population
- Morbidité
- Invalidité
- Accidents du travail
- Maladies professionnelles
- Causes de décès

## L'agenda politique européen en matière de santé

La santé est un thème fondamental de l'agenda social européen et un élément important de la stratégie de l'UE pour un développement durable, qui constituent deux volets importants de la stratégie de Lisbonne.

En mai 2000, la Commission a proposé une nouvelle stratégie en matière de santé, qui favorise une approche intégrée des initiatives liées à la santé au niveau communautaire. Sur cette base, un nouveau programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique pour la période 2003-2008 a été adopté en 2002. Ce programme repose sur trois axes:

- l'amélioration de l'information et des connaissances en matière de santé pour le développement de la santé publique;
- le renforcement de la capacité de répondre rapidement et de manière coordonnée aux menaces pour la santé;
- la promotion de la santé et la prévention des maladies par la prise en compte des déterminants de la santé dans toutes les politiques et activités.

## Santé et sécurité au travail

La santé et la sécurité au travail sont des dimensions importantes de la politique sociale européenne. La santé au travail n'est pas seulement l'absence d'accidents ou de maladies professionnelles, mais implique également le bien-être physique, moral et social, qui sont importants pour la qualité du travail et pour la productivité de la main-d'œuvre. Une nouvelle

stratégie communautaire en matière de santé et de sécurité au travail pour la période 2002-2006 a été élaborée en tenant compte de l'évolution de la société et du monde du travail. La stratégie adopte une approche globale du bien-être au travail, fondée sur des mesures préventives et l'établissement de partenariats entre tous les acteurs dans les domaines de l'emploi, de la santé et de la sécurité.

## Collecte de données sur la santé et la sécurité

La collecte de données d'Eurostat sur la santé et la sécurité répond aux exigences spécifiques qui résultent du programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique 2003-2008 (décision n° 1786/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002), couvrant l'état de santé, les déterminants de la santé et les ressources dans le domaine de la santé. Pour leur part, les statistiques européennes sur les accidents du travail et les maladies professionnelles répondent aux besoins découlant de la stratégie communautaire sur la santé et la sécurité au travail 2002-2006 (résolution du Conseil 2002/C 161/01 du 3 juin 2002). D'une manière générale, l'accent est mis sur l'infrastructure pour les statistiques européennes de base concernant les systèmes de santé, la sécurité au travail et la sécurité alimentaire, sur l'harmonisation des concepts, définitions et classifications pour l'ensemble du domaine de l'information sur la santé et sur l'amélioration de la comparabilité des données.

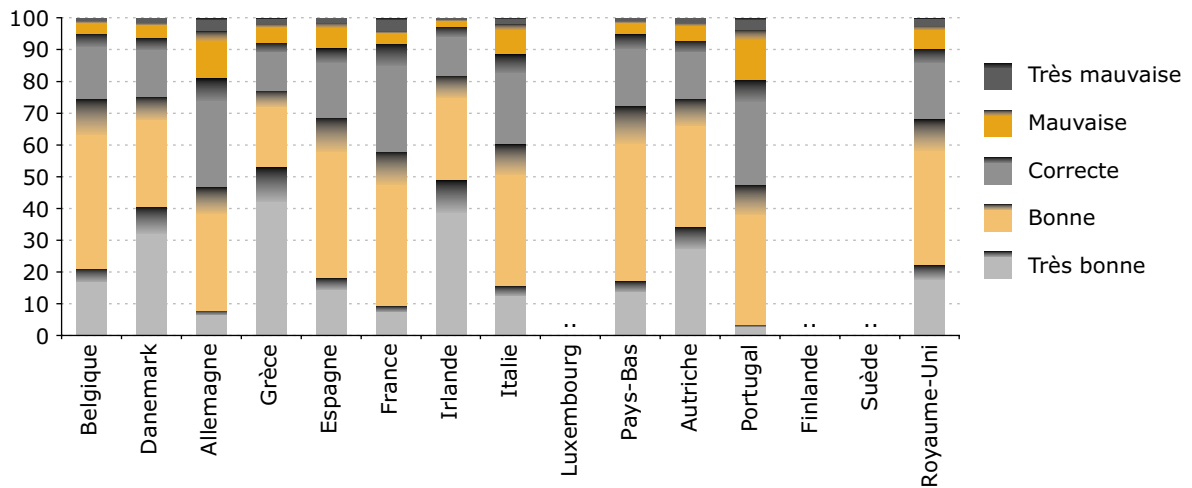
Les travaux sont réalisés en coordination avec les organisations internationales compétentes (OCDE, OIT, OMS).





### État de santé perçu en 2001

15 ans et plus, en %



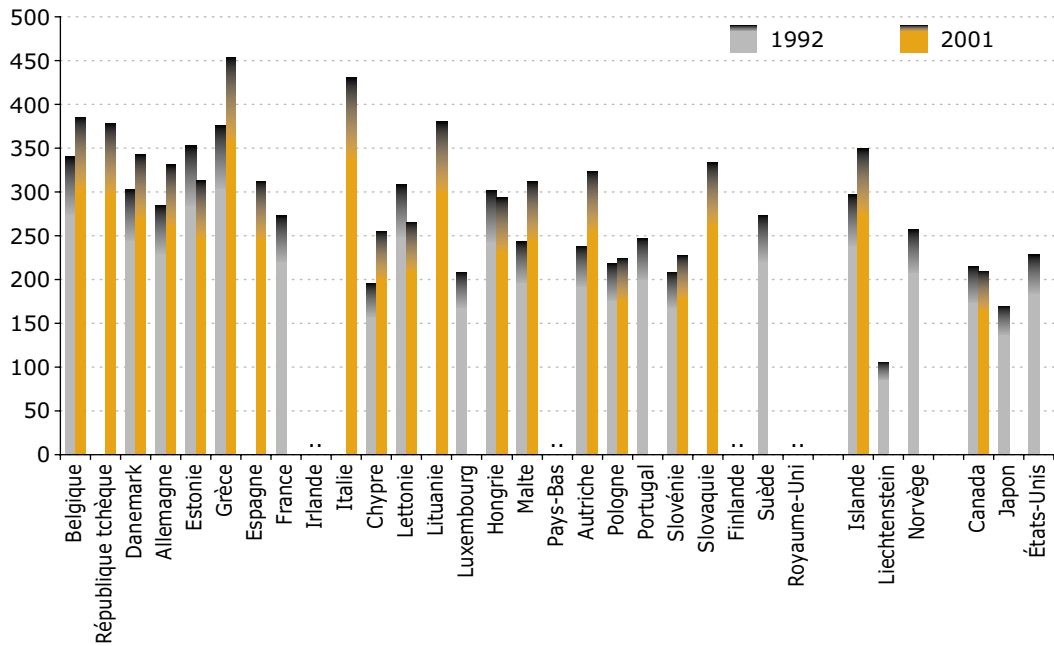
Les mesures d'enquête auprès de la population sur l'autoévaluation de l'état de santé sont l'un des moyens utilisés par les gouvernements pour évaluer les aspects positifs de la santé. L'autoévaluation de l'état de santé ou état de santé subjectif ne constitue pas un substitut à des indicateurs plus objectifs, mais plutôt un complément de ces mesures: les autoévaluations de santé introduisent le point de vue du consommateur au sein du suivi de la santé de la population et révèlent des dimensions de la santé qui pourraient être inaccessibles aux mesures plus traditionnelles.

Les résultats du panel communautaire des ménages (PCM) sur l'état de santé perçu du citoyens montrent que l'Irlande (82 %), la Grèce (77 %), la Belgique, le Danemark et l'Autriche (75 % chacun) affichent les pourcentages les

plus élevés de personnes se disant en «très bonne» ou «bonne» santé. En Allemagne et en France, 4,1 % des personnes interrogées se sont déclarées en «très mauvaise» santé.

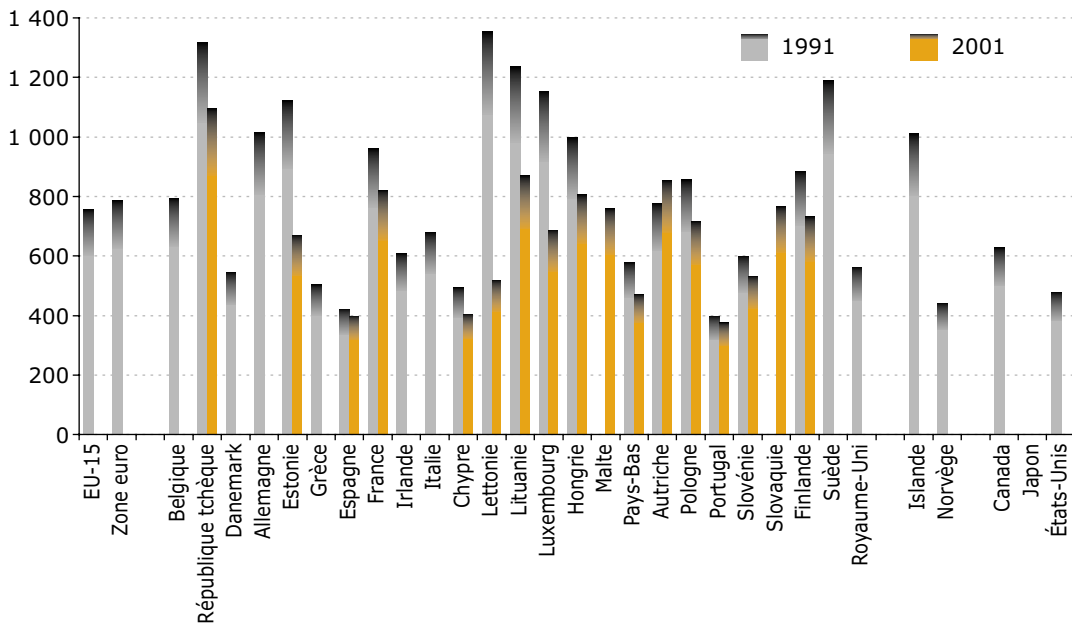


### Médecins praticiens ou diplômés Pour 100 000 habitants



Les médecins peuvent être répertoriés comme «agrés», «économiquement actifs» ou «pratiquants». Des données pour deux concepts ou plus sont disponibles dans la majorité des États membres. Les médecins pratiquants sont ceux qui voient leurs patients dans un hôpital, dans leur cabinet ou dans tout autre lieu.

### Nombre de lits d'hôpital Pour 100 000 habitants

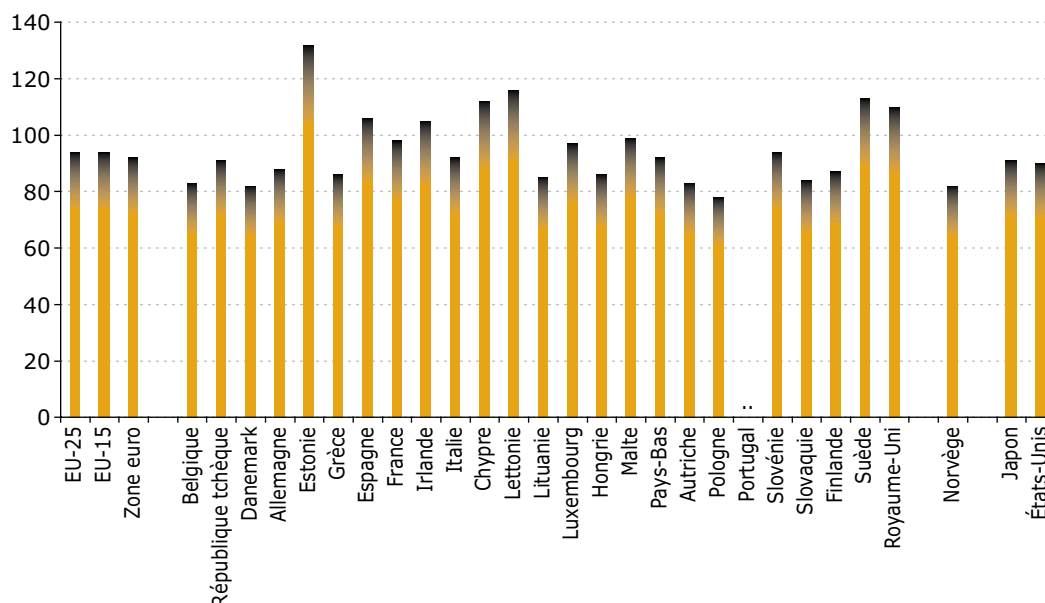


Lits destinés aux patients officiellement admis (ou hospitalisés) dans une institution pour recevoir un traitement et/ou des soins et qui séjournent au moins une nuit à l'hôpital ou dans une autre institution dispensant des soins cliniques. Les soins cliniques sont dispensés dans des hôpitaux, dans d'autres infrastructures de soins spécialisées ou dans des établissements qui sont classés en fonction du type de soins ambulatoires proposés, mais qui dispensent des soins cliniques comme activité secondaire.



### Accidents graves de travail en 2001

1998 = 100

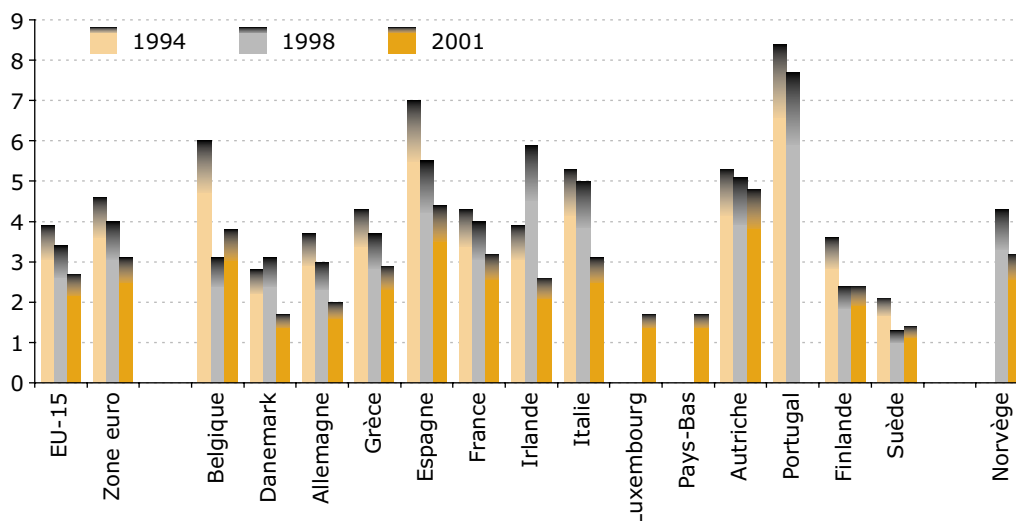


2001 pour l'EU-25, l'EU-15 et l'EUR-12: valeurs provisoires.

L'indice montre l'évolution du taux d'incidence des accidents graves de travail depuis 1998 (= 100). Le taux d'incidence = (nombre d'accidents de travail avec plus de 3 jours d'arrêt de travail survenus durant l'année/nombre de personnes au travail dans la population de référence) x 100 000. Un accident de travail est un «événement de courte durée survenant au cours d'une activité professionnelle et occasionnant un préjudice physique ou psychologique». Sont inclus les accidents durant le travail de la victime hors de l'enceinte de son entreprise, même causés par des tiers et les empoisonnements aigus. Sont exclus les accidents sur le chemin du travail, les cas d'origine uniquement médicale et les maladies professionnelles.

### Accidents de travail mortels: taux d'incidence

Pour 100 000 personnes occupées



2001 pour l'EU-15 et la zone euro: valeurs estimées.

Le taux d'incidence = (nombre d'accidents de travail mortels qui sont survenus au cours de l'année/nombre de personnes occupées dans la population de référence) x 100 000. Un accident mortel de travail est un événement de courte durée survenant au cours d'une activité professionnelle, et occasionnant un préjudice physique ou psychologique ainsi que, avant une année après l'accident, la mort. Sont exclus les accidents sur le chemin du travail, les cas d'origine uniquement médicale et les maladies professionnelles. Pour tenir compte des différences entre les États membres dans la répartition de la main-d'œuvre dans les branches à risque, on effectue une standardisation donnant à chaque branche le même poids au niveau national que dans le total de l'Union européenne.

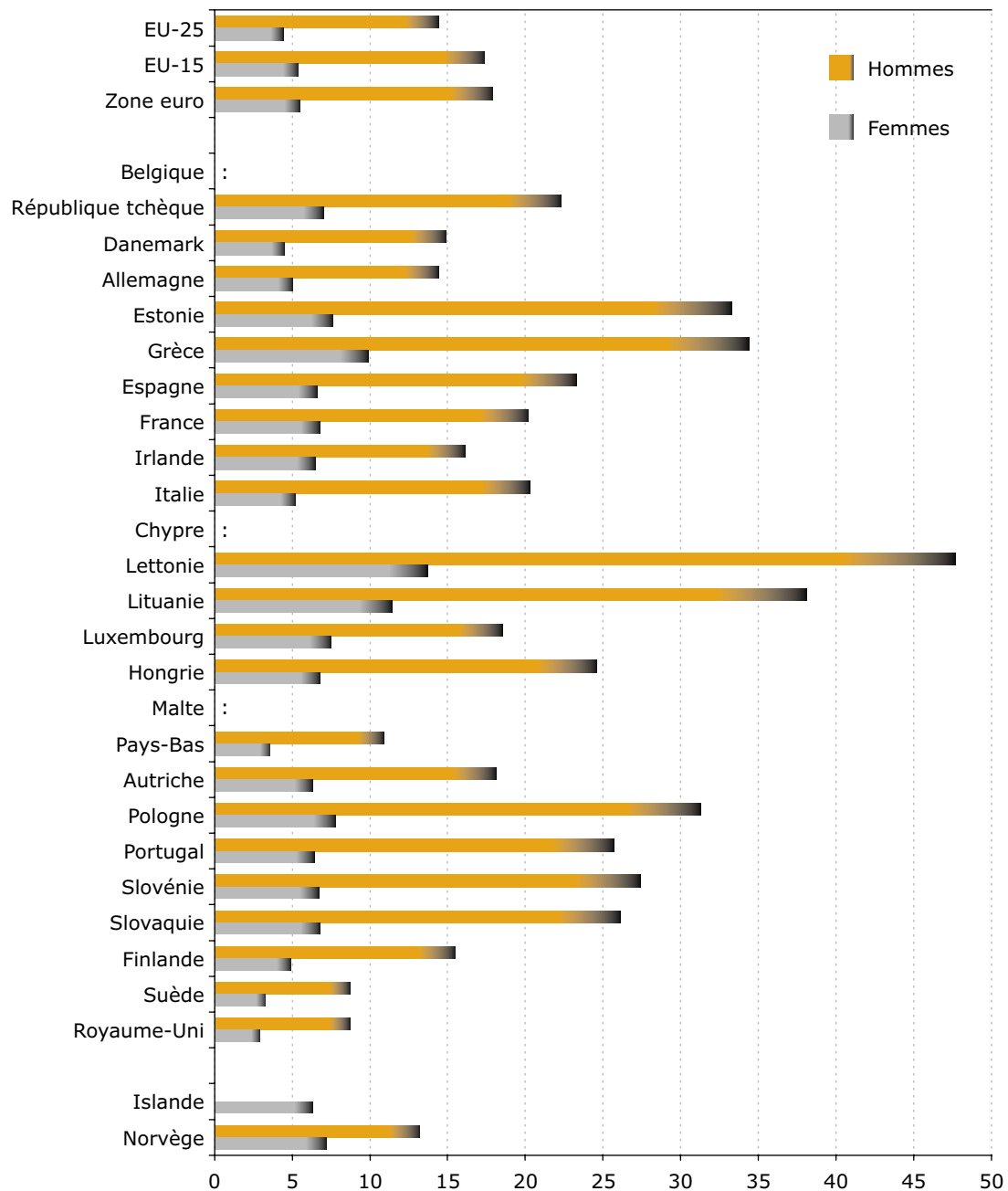


Entre 1998 et 2001, le taux d'incidence des accidents de travail graves a diminué de 6 % dans l'EU-25 et celui des accidents de travail mortels de 20 %. Un accident de travail est un accident dont est victime un salarié dans l'exercice de

ses fonctions et qui provoque un préjudice physique ou mental; sont exclus les accidents survenant lors du trajet domicile-travail, les occurrences ayant une origine uniquement médicale et les maladies professionnelles.

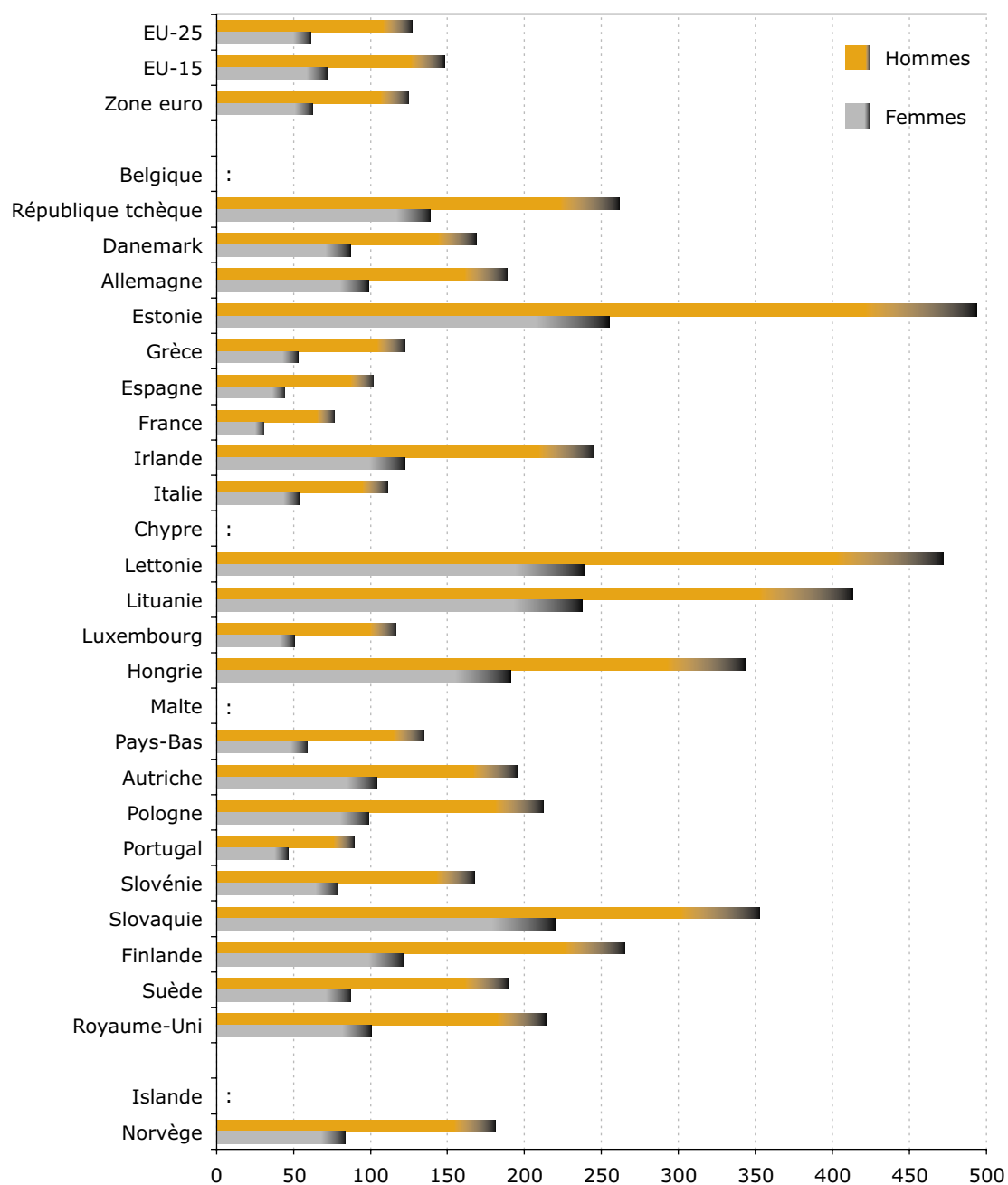
### Décès dans des accidents de la route en 1999

Pour 100 000 personnes



### Décès de cardiopathies ischémiques en 1999

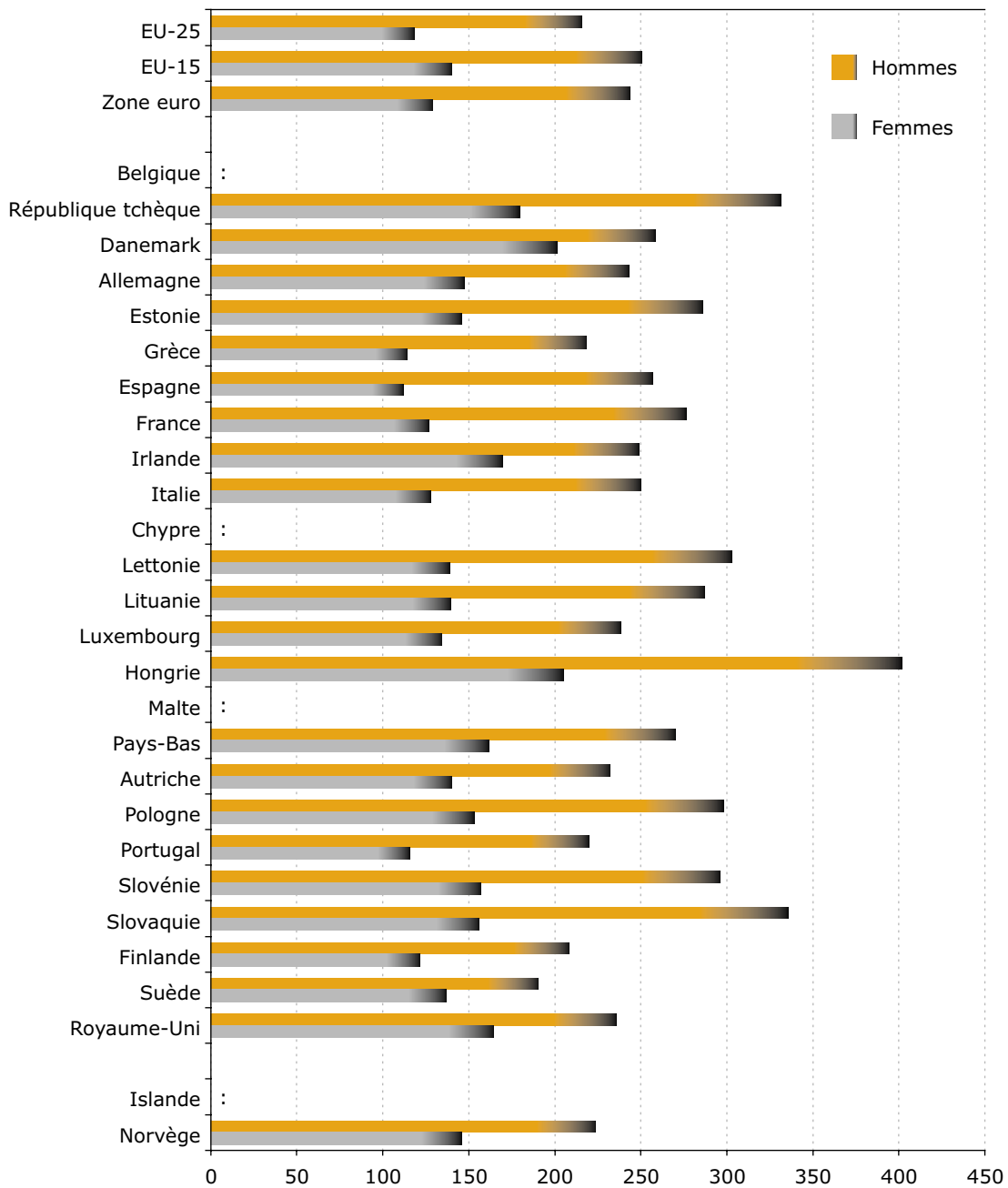
Pour 100 000 personnes



2



**Décès du cancer en 1999**  
Pour 100 000 personnes



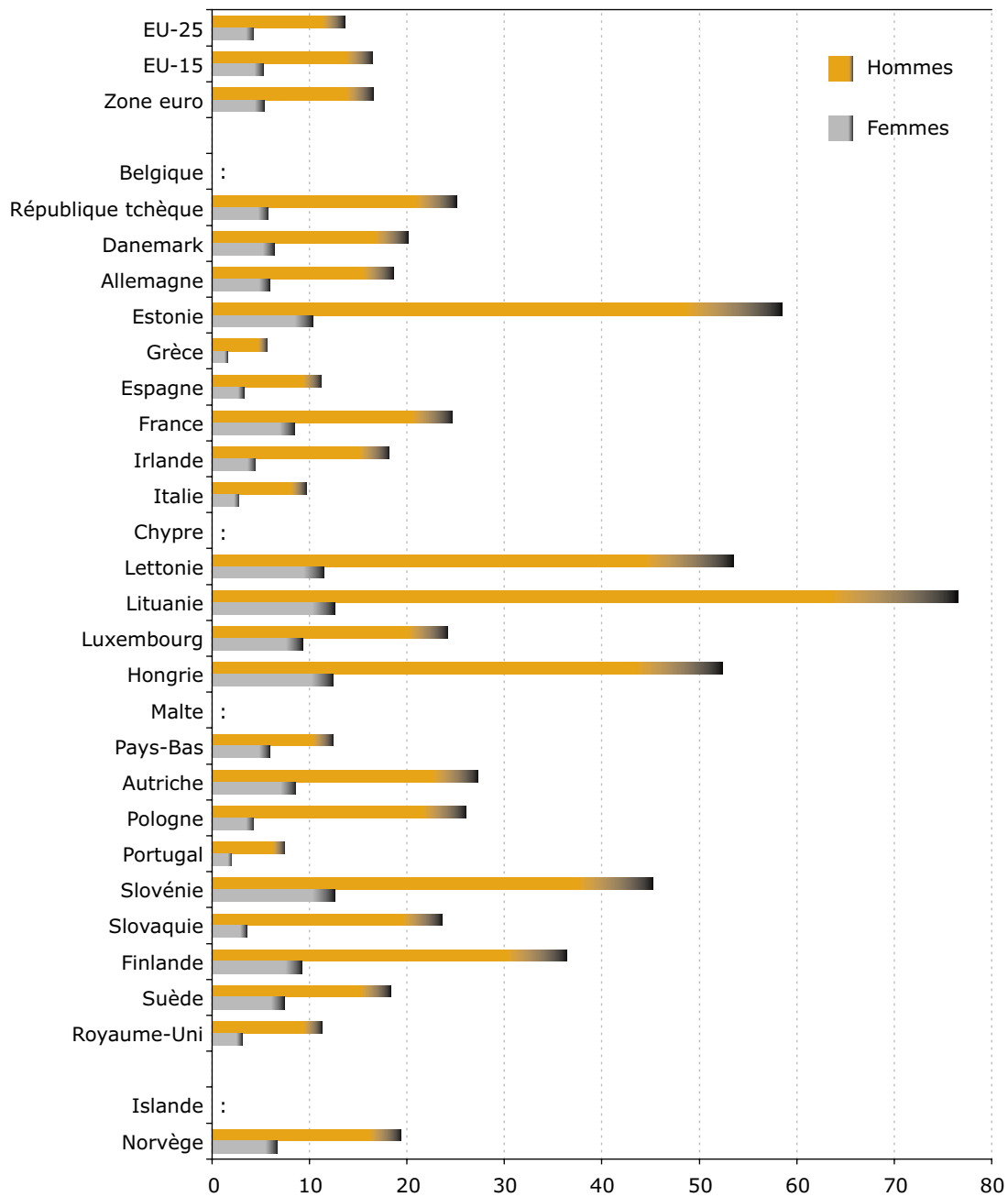
Une comparaison des données de 1994 et 1999 montre une diminution des taux de mortalité dus au cancer, aux cardiopathies ischémiques, au suicide et aux accidents de circulation. On note des différences importantes entre les taux de mortalité des hommes et des femmes. Dans les vingt-cinq pays qui composent l'actuelle UE, le taux de mortalité par cancer chez les hommes (1999: 216 pour 100 000 personnes) était plus élevé que chez les femmes (118). En

1999, le taux de mortalité dû aux cardiopathies ischémiques était plus de deux fois plus élevé chez les hommes (127) que chez les femmes (62). Pour les taux de mortalité dus au suicide et aux accidents de circulation, les chiffres sont plus de trois fois plus élevés chez les hommes que chez les femmes (13,6 et 14,4 pour les hommes et 4,3 et 4,4 pour les femmes, respectivement).



**Décès par suicide en 1999**

Pour 100 000 personnes



L'incidence est une mesure du nombre de nouveaux cas survenant dans une population au cours d'une période donnée. Elle peut s'exprimer en nombre de nouveaux cas d'une maladie (ou d'une affection) pour 100 000 habitants pendant une année donnée. En 2001, l'incidence de la tuberculose a fortement diminué dans la plupart des pays européens par rapport à la situation en 1990. Les pays baltes enregist-

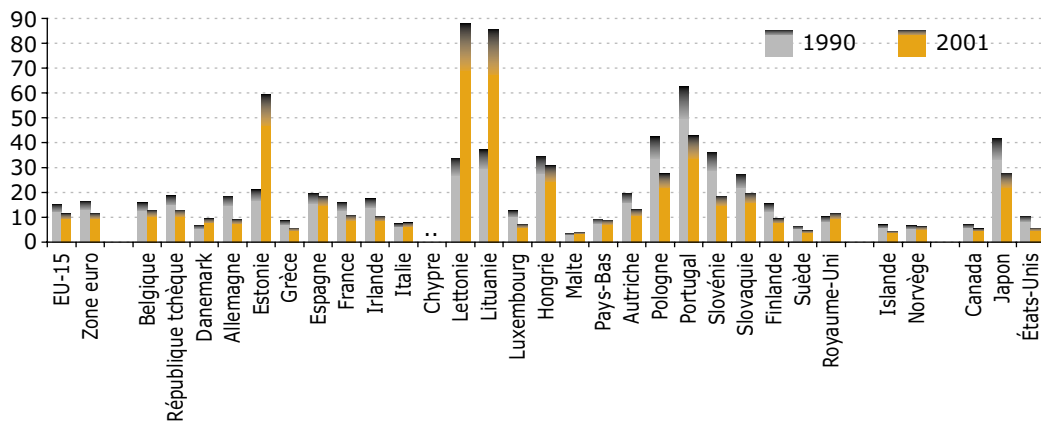
traient les taux les plus élevés des vingt-cinq pays de l'actuelle UE (Lettonie: 88,0 pour 100 000 habitants; Lituanie: 85,7; Estonie 59,4). Ces valeurs ont plus que doublé par rapport à celles de 1990. Parmi les anciens pays de l'EU-15, seul le Portugal a enregistré un chiffre élevé pour 2001 (42,9). La valeur la plus faible est signalée par Malte (4,1).



La tuberculose et la salmonellose sont des maladies transmissibles. Les maladies transmissibles ou infectieuses sont la cause directe ou potentielle d'une morbidité et/ou d'une mortalité significatives dans l'UE. En conséquence, l'échange d'informations peut permettre une alerte précoce relative aux menaces contre la

santé publique. La tuberculose et la salmonellose sont couvertes par la décision 2002/253/CE de la Commission du 19 mars 2002 qui établit les définitions de cas pour la transmission de données au réseau communautaire. Les données relatives à la tuberculose sont collectées par le réseau EuroTB.

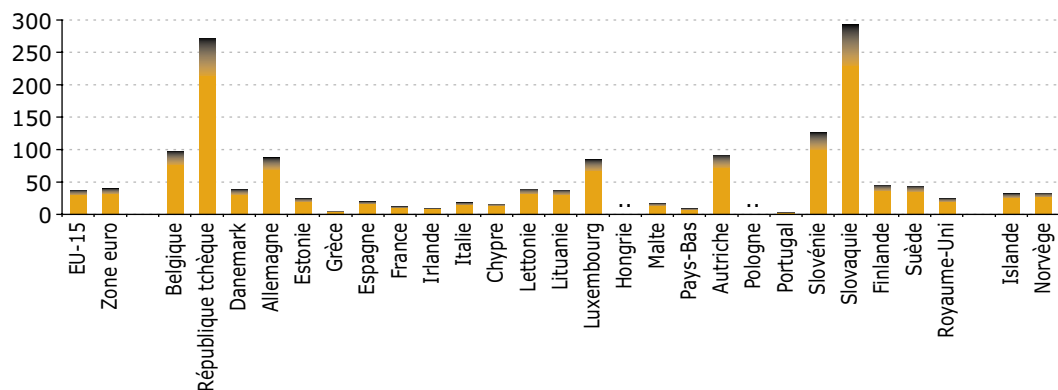
**Incidence de la tuberculose**  
Pour 100 000 personnes



Source: EuroTB, financé principalement par la Commission européenne (DG Santé et protection des consommateurs) et géré conjointement par l'Institut français de veille sanitaire (InVS) et l'Association royale de la tuberculose des Pays-Bas (KNCV).

Des données sur les maladies qui engendrent, ou peuvent engendrer, une forte morbidité et/ou mortalité au sein de l'UE (comme la tuberculose) et pour lesquelles les échanges d'informations peuvent permettre des alertes précoces de menaces sur la santé publique sont collectées dans les États membres sur une base juridique obligatoire. Les données sur la tuberculose sont collectées par le programme de surveillance de la tuberculose en Europe, EuroTB (réseau soutenu par la Commission européenne).

**Incidence de la salmonellose en 2002**  
Pour 100 000 personnes



Source: Réseau communautaire sur les maladies transmissibles.

Les cas de maladies (comme la salmonellose) entraînant ou pouvant potentiellement entraîner une morbidité et/ou une mortalité significative dans l'UE et pour lesquelles l'échange d'informations peut constituer un moyen d'alerte précoce des menaces pesant sur la santé publique font l'objet d'un recensement obligatoire dans les États membres.

# L'éducation

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Niveau d'études de la population
- Participants, effectifs et diplômés par âge et par sexe
- Niveau et type d'éducation
- Domaines d'études
- Étudiants étrangers
- Étude de langues étrangères
- Personnel enseignant
- Taille des classes
- Dépenses d'éducation
- Effectif régional

## L'éducation est cruciale

L'éducation, la formation professionnelle et la formation permanente jouent un rôle vital dans la stratégie économique et sociale de l'Europe. Les objectifs de Lisbonne ne peuvent être atteints que par une utilisation efficace des ressources, une amélioration qualitative des systèmes d'éducation et de formation et la mise en œuvre d'une stratégie cohérente de formation continue au niveau national.

Le Conseil européen a adopté, pour les systèmes d'éducation et de formation, des objectifs stratégiques qui devront être atteints d'ici à 2010. La mesure des progrès vers la réalisation des objectifs requiert un large éventail de statistiques comparables de bonne qualité sur les niveaux d'études atteints, la fréquentation des cours et formations, les diplômés, les enseignants, l'apprentissage des langues, la mobilité et les investissements.

Le système statistique européen fournit des données sur l'éducation et la formation qui sont à la base des indicateurs mesurant la performance des systèmes d'éducation et de formation dans l'Union et permettant le suivi des progrès accomplis vers l'économie et la société de



la connaissance dans le cadre plus large de la formation permanente.

## La jeune génération est mieux qualifiée

En comparant les personnes qui quittent actuellement le système d'éducation aux générations antérieures, il est possible de suivre les tendances en matière de niveau d'études atteint sur une longue période d'environ trente ans.

Au cours des trente dernières années, les disparités en matière de niveau d'études entre les

sexes ont été réduites dans toute l'Union. Dans la génération des plus jeunes, les femmes ont même légèrement dépassé les hommes.

### Des qualifications plus élevées tendent à réduire le risque de chômage...

En général, des qualifications plus élevées semblent réduire, mais à des degrés divers, le risque de chômage dans tous les États membres.

### ... et à accroître le revenu

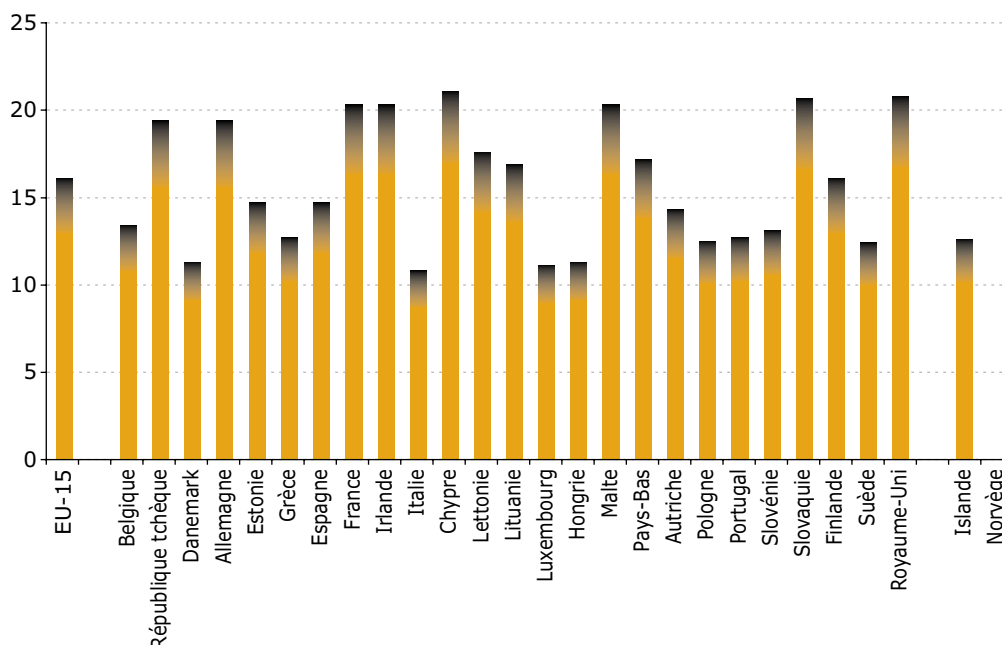
Les données montrent également que le revenu d'une personne sera probablement plus élevé si elle est mieux qualifiée. En moyenne, le revenu équivalent d'une personne n'ayant pas atteint le niveau secondaire supérieur représentait 90 % du revenu national contre 147 % pour un universitaire.

### Contexte politique

«La Communauté contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre les États membres et, si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action [...] La Communauté met en œuvre une politique de formation professionnelle, qui appuie et complète les actions des États membres [...]» (traité CE, titre XI, chapitre 3, article 149, paragraphe 1, et article 150, paragraphe 1, respectivement).

Dans sa communication sur l'avenir de la stratégie européenne pour l'emploi (SEE), la Commission souligne la nécessité de réduire l'échec scolaire et de relever la qualité de l'éducation en tant que domaine prioritaire pour la nouvelle SEE. Ces politiques doivent préparer le terrain pour l'accès futur à la formation continue et demeurent des défis importants pour plusieurs États membres actuels et futurs.

Ratio élève/enseignant dans l'enseignement primaire en 2001



Le ratio élève/enseignant est calculé en divisant l'équivalent du nombre d'élèves suivant des cours à temps plein par l'équivalent du nombre d'enseignants donnant des cours à temps plein qui enseignent au niveau 1 de la classification internationale type de l'éducation (CITE). Seuls les enseignants en poste (y compris les éducateurs scolaires spécialisés) sont pris en compte. Le ratio élève/enseignant ne doit pas être confondu avec la taille moyenne d'une classe, car cette dernière ne tient pas compte des cas spéciaux, comme les petits groupes d'élèves ayant des besoins spécifiques ou les matières spécialisées/minoritaires, ou bien de la différence entre le nombre d'heures d'enseignement dispensées par les enseignants et le nombre d'heures d'instruction conseillées par élève, par exemple dans le cas d'un enseignant qui travaille dans un système par équipes.



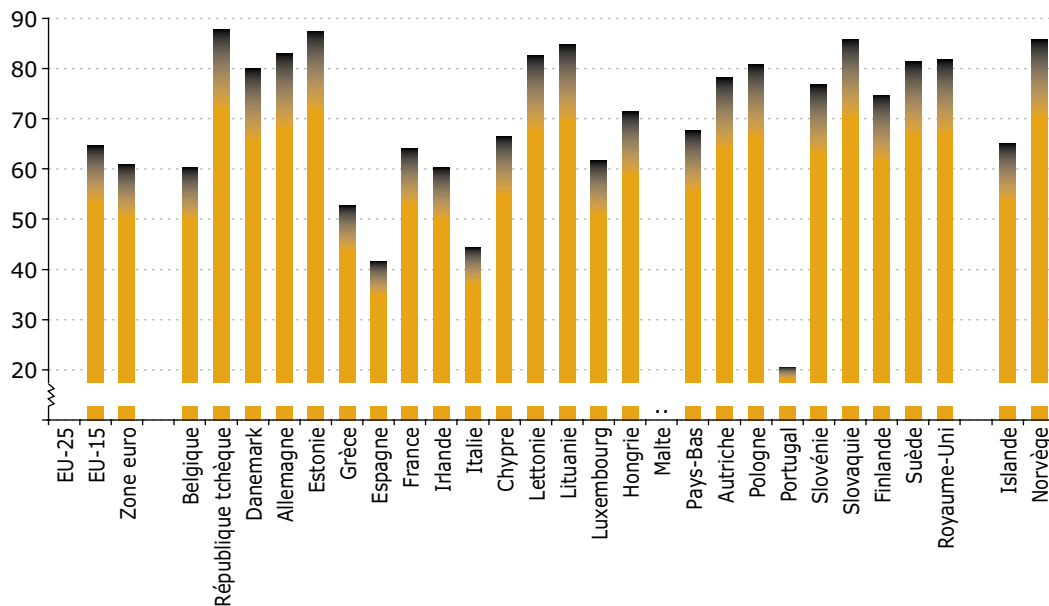
### Élèves et étudiants âgés de 0 à 29 ans À l'exclusion de l'enseignement préprimaire (en milliers)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-25	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	81 215,3
EU-15	67 516	70 242	70 917	72 345	73 014	73 027	73 380	73 296	64 198,8	66 285	66 204,2	65 913,1
Zone euro	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Belgique	2 072	2 056	2 033	2 087	2 113	2 153	2 160	2 168	:	1 978,3	1 988,1	2 009,8
République tchèque	:	:	:	:	:	:	:	1 908,6	1 903,5	1 860	1 890,9	1 912,2
Danemark	960	948	933	938	942	943	942	955	909,6	919,5	935,7	959,3
Allemagne	10 484	13 218	13 338	13 629	13 858	14 035	14 210	14 441	14 082,2(i)	14 074,4(i)	14 058,2(i)	14 026,3(i)
Estonie	:	:	:	:	:	:	:	284,2	286,5	290,7	295,9	295,9
Grèce	1 878	1 865	1 860	1 892	1 889	1 850	1 840	1 833	1 904	1 858,8	1 881,3	1 901,1
Espagne	8 860	8 830	8 773	8 813	8 778	8 637	8 509	8 239	7 748,4	7 555,1	7 467,8	7 328,4
France	11 711	11 800	11 911	11 998	12 145	12 148	12 137	12 131	11 923,5	11 862,9	11 784,3	11 699,6
Irlande	870	875	886	892	897	893	885	886	978,1	962,3	957,2	954,3
Italie	9 798	9 632	9 553	9 467	9 572	9 099	9 300	9 306	8 851,9	8 776,3	8 687,4(ip)	8 627,6
Chypre	:	:	:	:	:	:	:	136	:(i)	138,0(i)	137,7(i)	139,3(i)
Lettonie	:	:	:	:	:	:	:	453,8	464,4	472,2	478,3	484,4
Lituanie	:	:	:	:	:	:	:	685,1	708,4	732,3	757	774,4
Luxembourg	49	49	49	:	:	54	57	60	:(i)	64,6(i)	66,0(i)	67,4(i)
Hongrie	:	:	:	:	:	:	:	1 809,2	1 803,8	1 832,6	1 847,5	1 854,1
Malte	:	:	:	:	:	:	:	:	:	76,9	76,6	76,7
Pays-Bas	3 529	3 550	3 534	3 539	3 241	3 201	3 179	3 116	2 997,7	3 027,4	3 046,8	3 078
Autriche	1 321	1 323	1 352	1 372	1 387	1 402	1 412	1 416	1 363,7	1 372,5	1 371,5	1 376,5
Pologne	:	:	:	:	:	:	:	8 679	8 649,6	8 747,2	8 778,1	8 780,7
Portugal	1 974	1 970	2 024	2 099	2 145	2 166	2 134	2 085	2 002,3	1 950,7	1 950,4	1 921,4
Slovénie	:	:	:	:	:	:	:	375,8	366,6(i)	368,5(i)	373,8(i)	383,2(i)
Slovaquie	:	:	:	:	:	:	:	1 129,7	:	:	:	1 099,8
Finlande	960	980	1 007	1 025	1 044	1 047	1 059	1 077	994,6	1 019,2	1 033,5	1 042,7
Suède	1 361	1 359	1 377	1 623	1 656	1 698	1 753	1 814	1 677,3	1 736,9	1 753,8	1 764,1
Royaume-Uni	11 688	11 786	12 289	12 931	13 298	13 700	13 802	13 232	11 561,7	12 168,1	12 229,3	12 214
Islande	:	61	62	:	:	67	67	68	67,3	67,3	68,8	69,5
Liechtenstein	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	4	:
Norvège	:	843	850	:	895	858	856	884	902,6	915,6	921,7	920,6
Canada	6 422	6 563	6 681	7 434	7 519	6 666	6 717	6 670	6 530	8 511	:	:
Japon	23 833	:	:	:	22 842	22 408	22 346	:	:	:	:	15 928
États-Unis	55 096	54 769	56 564	57 979	58 573	59 225	59 781	60 622	:	:	:	:

Ce tableau indique le nombre total de personnes inscrites dans le système éducatif de chaque pays. Il comprend tous les niveaux d'études, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur. C'est la population cible de la politique en matière d'éducation.

**Population ayant terminé au moins le cycle secondaire supérieur en 2002**

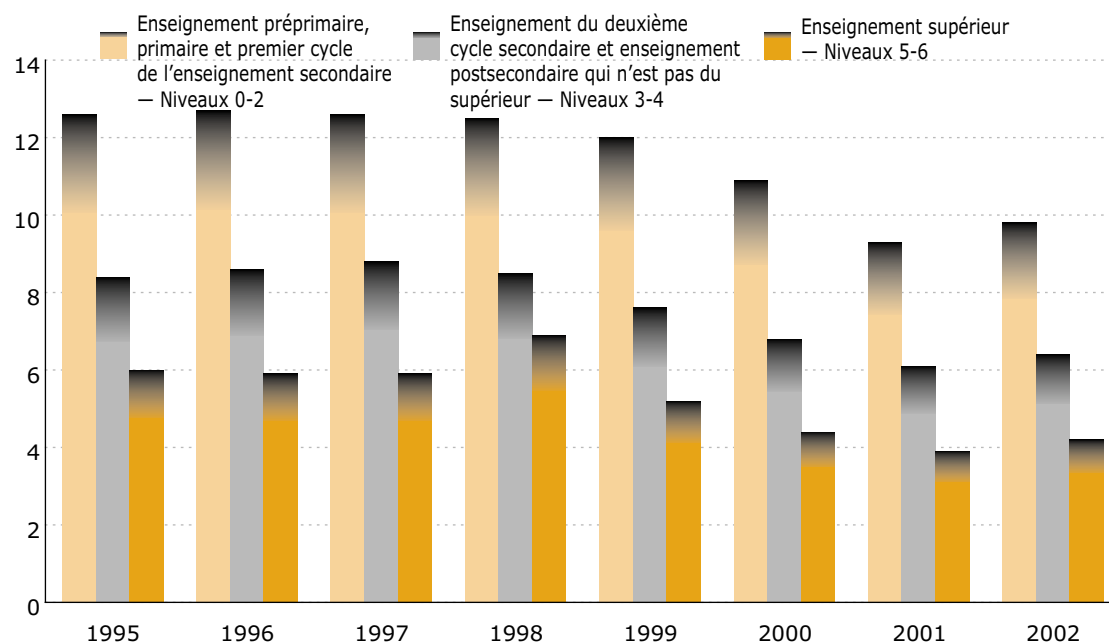
Population âgée de 25 à 64 ans en %



Cet indicateur indique le pourcentage de la population adulte (25-64 ans) qui a achevé le deuxième cycle des études secondaires. Il vise à mesurer la part de la population susceptible de posséder les qualifications minimales nécessaires pour prendre une part active dans la vie économique et sociale. Il convient de noter que le deuxième cycle des études secondaires peut être effectué dans les pays européens après des études de longueur variable suivant les différents systèmes éducatifs nationaux.

**Taux de chômage de la population de l'EU-15 par niveau d'enseignement (\*)**

Population âgée de 25 à 59 ans en %



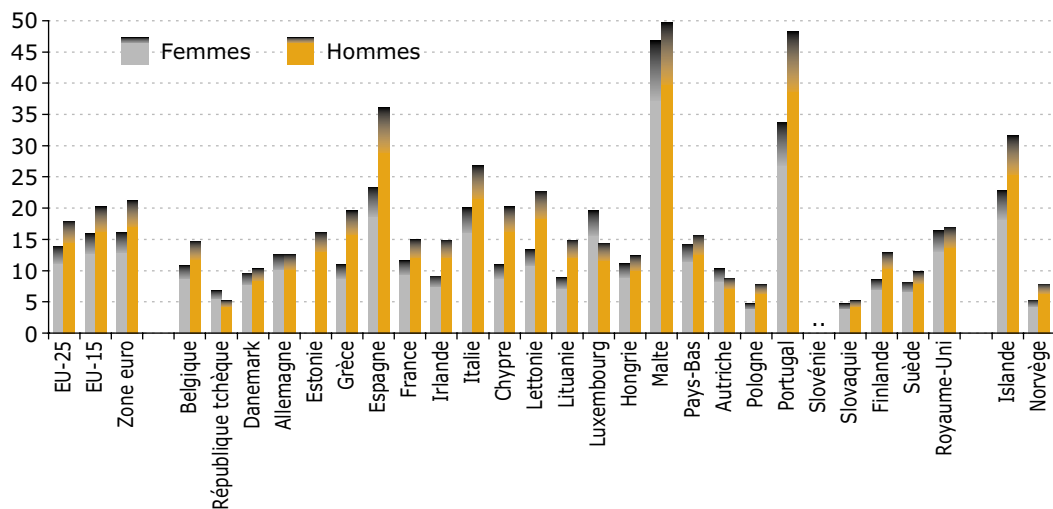
(\*) Niveaux selon la CITE 1997.

L'indicateur porte sur la tranche des 25-59 ans. Il mesure la «probabilité» des personnes employées d'être au chômage, ventilée par niveau d'études. Les indicateurs permettent d'évaluer les difficultés rencontrées sur le marché du travail par des personnes ayant des niveaux d'études différents et donnent une première idée du rôle joué par l'éducation dans la réduction des risques de chômage.



### Jeunes de 18 à 24 ans quittant prématurément l'école en 2003

En % de la population totale du même groupe d'âge



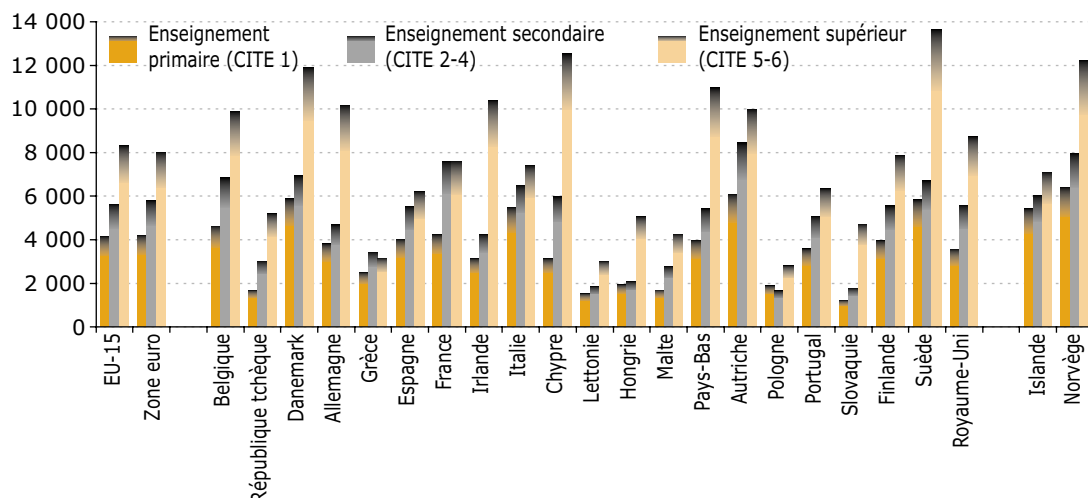
Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Royaume-Uni et Islande: valeurs provisoires.

Dans les pays de l'UE, les jeunes terminent généralement leurs études secondaires supérieures à un âge se situant entre 17 et 19 ans. Eurostat indique les pourcentages de jeunes gens ayant juste franchi cet âge sans avoir achevé leurs études secondaires supérieures et qui ne suivent pas, actuellement, de programme d'éducation ou de formation. En 2003, ce pourcentage était le plus faible en Slovaquie (4,9 %), République tchèque (6,0 %) et Pologne (6,3 %). Malte (48,2 %), le Portugal

(41,1 %) et l'Espagne (29,8 %) figurent au bas de la liste pour cet indicateur. Au cours de la dernière décennie, de nombreux pays ont accordé de plus en plus d'attention aux jeunes ayant un niveau minimal d'éducation. Au Luxembourg, le pourcentage d'abandons précoces des études a diminué de 42,2 % (1992) à 17,0 (2003) et au Royaume-Uni de 34,7 % (1992) à 16,7 (2003), soit une diminution de plus du double dans les deux cas.

### Dépenses annuelles pour les établissements d'enseignement publics par élève/étudiant en 2000

Par niveau d'éducation; en SPA, sur la base d'équivalent temps plein



EU-15, EUR-12 et Malte: valeurs estimées.

Les dépenses par élève/étudiant des institutions publiques évaluent les sommes dépensées par élève/étudiant par les gouvernements central, régional et local, les ménages privés, les institutions religieuses et les entreprises. Elles comprennent les dépenses de personnel, les dépenses d'équipement et les autres dépenses courantes.



**Étudiants**

Enseignement supérieur (en milliers)

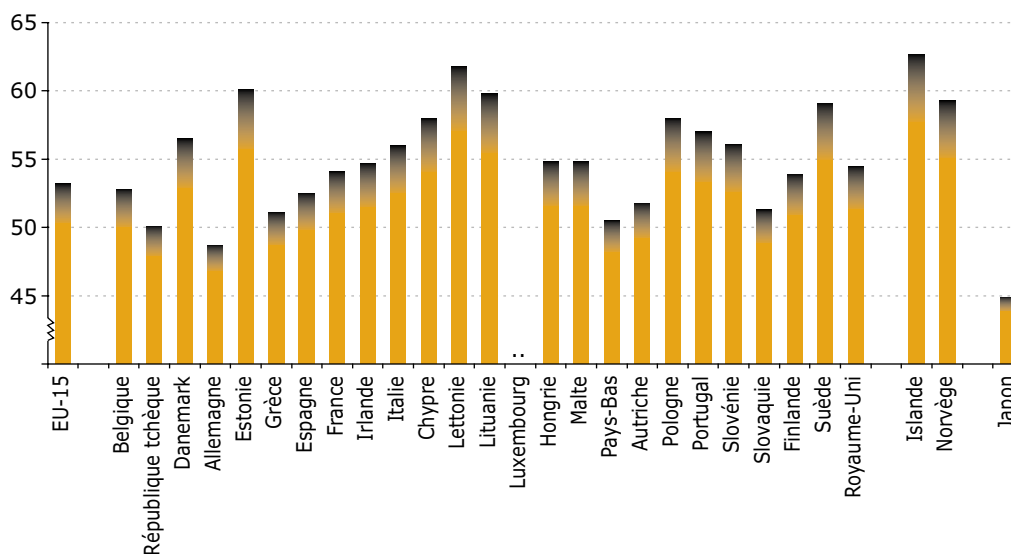
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-15	8 816	9 614	10 114	10 854	11 528	11 790	11 934	12 266	12 329(e)	12 438	12 563,3	12 820,3
Zone euro	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Belgique	271	276	286	307	322	353	358	361	356,5(e)	352	355,7	359,3
République tchèque	:	:	:	:	:	:	:	196(i)	215(i)	231(i)	253,7	260
Danemark	135	143	150	164	170	170	167	180	183	190	189,2(i)	190,8
Allemagne	1 720	2 049(i)	2 034(i)	2 113(i)	2 148(i)	2 156(i)	2 144(i)	2 132(i)	2 097,7(i)	2 087(i)	2 054,8(i)	2 083,9(i)
Estonie	:	:	:	:	:	:	:	39	43	49	53,6	57,8
Grèce	194	195	200	299	314	296	329	363	374	388	422,3	478,2
Espagne	1 166	1 222	1 302	1 371	1 469	1 527	1 592	1 684	1 746	1 787	1 829	1 833,5
France	1 585	1 699	1 840	1 952	2 083	2 073	2 092	2 063	2 027	2 012	2 015,3	2 031,7
Irlande	85	90	101	108	118	122	128	135	143	151	160,6	166,6
Italie	1 373	1 452	1 533	1 615	1 770	1 792	1 775	1 893	1 869	1 797	1 770	1 812,3
Chypre	:	:	:	:	:	:	:	10(i)	11(i)	11(i)	10,4(i)	11,9(i)
Lettonie	:	:	:	:	:	:	:	62	70	82	91,2	102,8
Lituanie	:	:	:	:	:	:	:	84	96	107	121,9	135,9
Luxembourg	1(i)	1(i)	1(i)	:	:	:	2(i)	2(i)	1,8(i)	2,7(i)	2,4(i)	2,5(i)
Hongrie	:	:	:	:	:	:	:	203	255	279	307,1	330,5
Malte	:	:	:	:	:	:	:	:	:	6	6,3	7,4
Pays-Bas	437	479	494	507	532	503	492	469	461	470	487,6	504
Autriche	200	206	217	221	227	234	239	241	248	253	261,2	264,7
Pologne	:	:	:	:	:	:	:	:	1 191	1 399	1 579,6	1 775
Portugal	131	186	191	248	276	301	320	351	352	357	373,7	387,7
Slovénie	:	:	:	:	:	:	:	53	68	79	83,8	91,5(i)
Slovaquie	:	:	:	:	:	:	:	102	113	123	135,9	143,9
Finlande	155	166	174	188	197	205	214	226	250	263	270,2	279,6
Suède	185	193	207	223	234	246	261	275	281	335,1(i)	346,9(i)	358
Royaume-Uni	1 178	1 258	1 385	1 528	1 664	1 813	1 821	1 891	1 938	1 994	2 024,1(i)	2 067,3
Islande	:	5	6	:	:	7	7	8	8	9	9,7(i)	10,2
Liechtenstein	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,5	:
Norvège	:	142	154	:	177	173	180	185	183	188	190,9	189,9
Canada	1 822	1 898	1 943	2 633	2 662	1 784	1 763	1 717	1 179	1 193	:	:
Japon	2 683	:	:	:	3 841	3 918	3 945	:	3 964	3 941	:	3 972,5
États-Unis	13 539	13 065	14 359	14 486	14 305	14 279	14 262	14 300	13 284	13 769	:	:

Ce tableau indique le nombre total de personnes poursuivant des études supérieures (à la fois études universitaires et non universitaires) dans le système éducatif général de chaque pays. C'est la population cible de la politique en matière d'enseignement supérieur. Ce tableau fournit une indication du nombre de personnes qui ont accès à l'enseignement supérieur supposées achever leurs études. Ces personnes contribueront ainsi à élever le niveau d'instruction de la population du pays, si elles continuent à vivre et à travailler dans ce pays après leurs études.



### Part des femmes dans l'enseignement supérieur en 2001

Total — Mathématiques, sciences et informatique — Ingénierie, fabrication et construction — En %



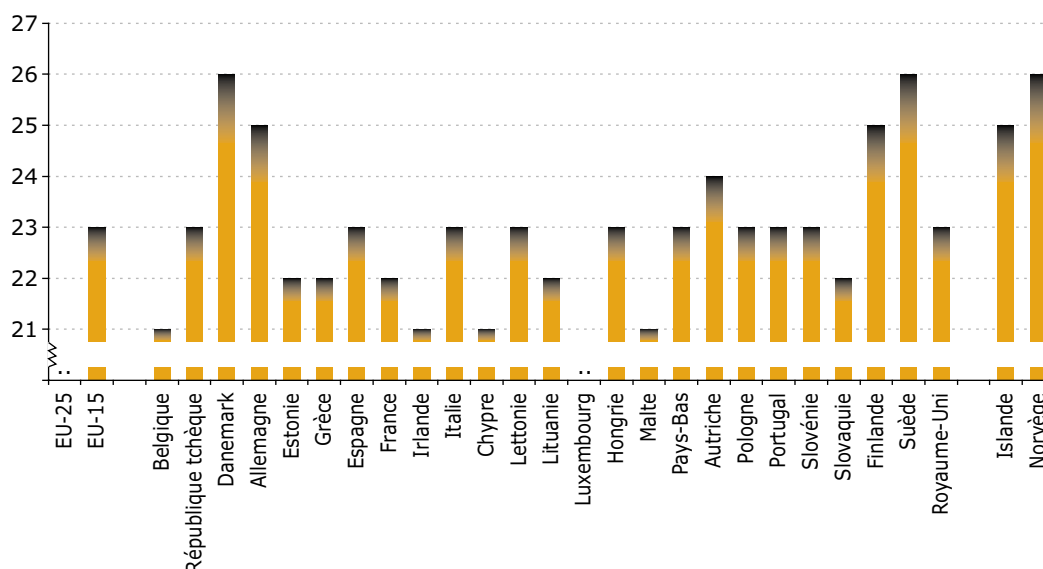
Cet indicateur présente le pourcentage de femmes sur le nombre total d'étudiants de l'enseignement supérieur, quel que soit le domaine d'études, sur l'ensemble des étudiants en mathématiques, sciences et informatique et sur l'ensemble des étudiants en ingénierie, fabrication et construction. Les niveaux et domaines d'enseignement et de formation utilisés sont conformes à la version 1997 de la classification internationale type de l'éducation (CITE 97) et au manuel des domaines d'enseignement et de formation (1999) d'Eurostat.

Presque partout dans l'Union, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à faire des études supérieures. L'Allemagne, où les étudiants sont légèrement plus nombreux que les étudiantes, ainsi que les Pays-Bas et la Répu-

blique tchèque, où la proportion est équilibrée, constituent des exceptions. Au Japon, les étudiants sont nettement plus nombreux que les étudiantes dans l'enseignement supérieur.

### Âge médian dans l'enseignement supérieur en 2001

Années



L'âge médian d'une population donnée est l'âge qui sépare le groupe en deux moitiés de taille équivalente. Dans le cas de cet indicateur, cela signifie que la moitié de la population étudiante, à savoir les personnes inscrites dans l'enseignement supérieur (niveaux 5 et 6 de la CITE), est plus jeune que l'âge médian et que l'autre moitié est plus âgée.

## Dépenses publiques pour l'éducation en 2001

En % du PIB



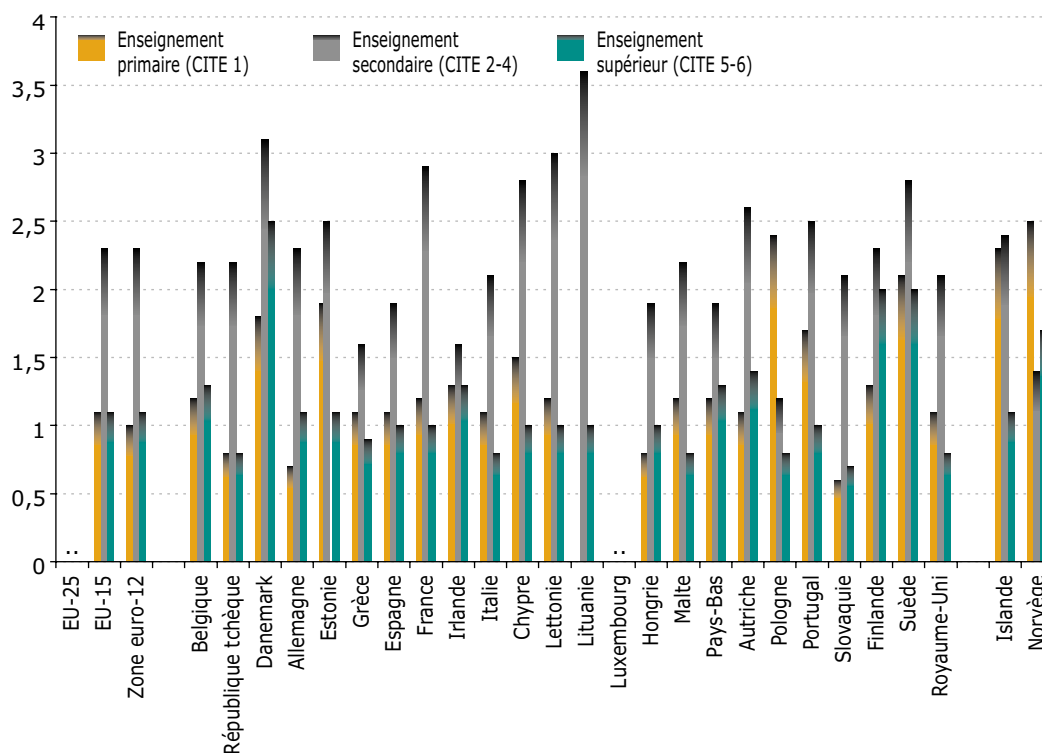
Grèce	3,51	Japon	3,59	Luxembourg	3,84	Slovaquie	4,03	République tchèque	4,28	Irlande	4,36	Espagne	4,42	Allemagne	4,53	Royaume-Uni	4,54	Malte	4,73	Italie	4,98	Pays-Bas	4,99	Hongrie	5,15	États-Unis	5,16	Pologne	5,42	Chypre	5,69	France	5,77	Autriche	5,82	Portugal	5,89	Lituanie	6,03	Belgique	6,12	Finlande	6,25	Lettonie	6,39	Estonie	6,83	Norvège	7,07	Suède	7,32	Danemark	8,38
-------	------	-------	------	------------	------	-----------	------	--------------------	------	---------	------	---------	------	-----------	------	-------------	------	-------	------	--------	------	----------	------	---------	------	------------	------	---------	------	--------	------	--------	------	----------	------	----------	------	----------	------	----------	------	----------	------	----------	------	---------	------	---------	------	-------	------	----------	------

Valeurs provisoires. Danemark, Allemagne, Irlande: 2000.

En général, le secteur public finance l'éducation soit en assumant directement les dépenses de fonctionnement et en capital des établissements d'enseignement (dépenses directes en faveur des établissements d'enseignement), soit en aidant les étudiants et leurs familles grâce à des bourses et à des prêts publics, soit encore en transférant des subventions publiques destinées à des projets éducatifs vers des entreprises privées ou des organismes à but non lucratif (transferts vers des ménages et des entreprises privées). Ces deux opérations réunies sont comptabilisées en tant que dépenses publiques consacrées à l'éducation.

## Dépenses publiques totales pour l'éducation en 2000

Par niveau d'éducation, en % du PIB



Source: Collecte des données Unesco/OCDE/Eurostat. EU-15 et EUR-12: valeurs estimées.

En général, le secteur public finance l'éducation soit en assumant directement les dépenses courantes et d'équipement des établissements scolaires (dépenses directes en faveur des établissements scolaires), soit en aidant les étudiants et leurs familles par le biais de bourses et de prêts publics, soit encore en transférant des subventions publiques destinées à des activités éducatives à des entreprises privées et des organisations à but non lucratif (transferts aux ménages privés et aux entreprises). Ces deux types de transactions représentent ensemble les dépenses publiques totales relatives à l'éducation.

## La formation permanente

### Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Politique de formation et gestion de la formation
- Cours de formation et «autres» formes de formation
- Entreprises formantes et non formantes
- Fréquentation de cours
- Temps de travail passé à suivre des cours
- Coût et financement des cours de formation
- Domaines et fournisseurs de cours de formation
- Évaluation de la formation
- Introduction de nouvelles technologies et formation

### Développer le capital humain

Les indicateurs d'investissement dans le capital humain deviennent de plus en plus importants, dans la mesure où ils reflètent l'impact personnel et économique de la mise à jour des qualifications de la main-d'œuvre. Développer les aptitudes et les qualifications par la formation professionnelle continue au travail est un élément essentiel de la formation permanente et reflète l'accent mis par les entreprises sur la qualification de leur personnel.

dèle social européen». L'acquisition de connaissances ne se limite pas seulement au domaine de l'éducation mais est considérée comme un facteur déterminant dans les domaines de l'emploi et de la sécurité sociale, des performances économiques et de la compétitivité tout au long de la vie. Cette conception reflète la stratégie à long terme du sommet de Lisbonne visant à renforcer l'emploi et la cohésion sociale dans une société et une économie fondées sur la connaissance.

### Contexte politique

«L'action de la Communauté vise [...] à faciliter l'accès à la formation professionnelle [...]; à stimuler la coopération en matière de formation entre établissements d'enseignement ou de formation professionnelle et entreprises» (traité CE, titre XI, chapitre 3, article 150, paragraphe 2).

La communication de la Commission de novembre 2001 intitulée «Réaliser un espace européen d'éducation et de formation tout au long de la vie» souligne au paragraphe 1.1 que «le Conseil européen de Lisbonne a confirmé que l'éducation et la formation tout au long de la vie constituaient l'élément de base du mo-



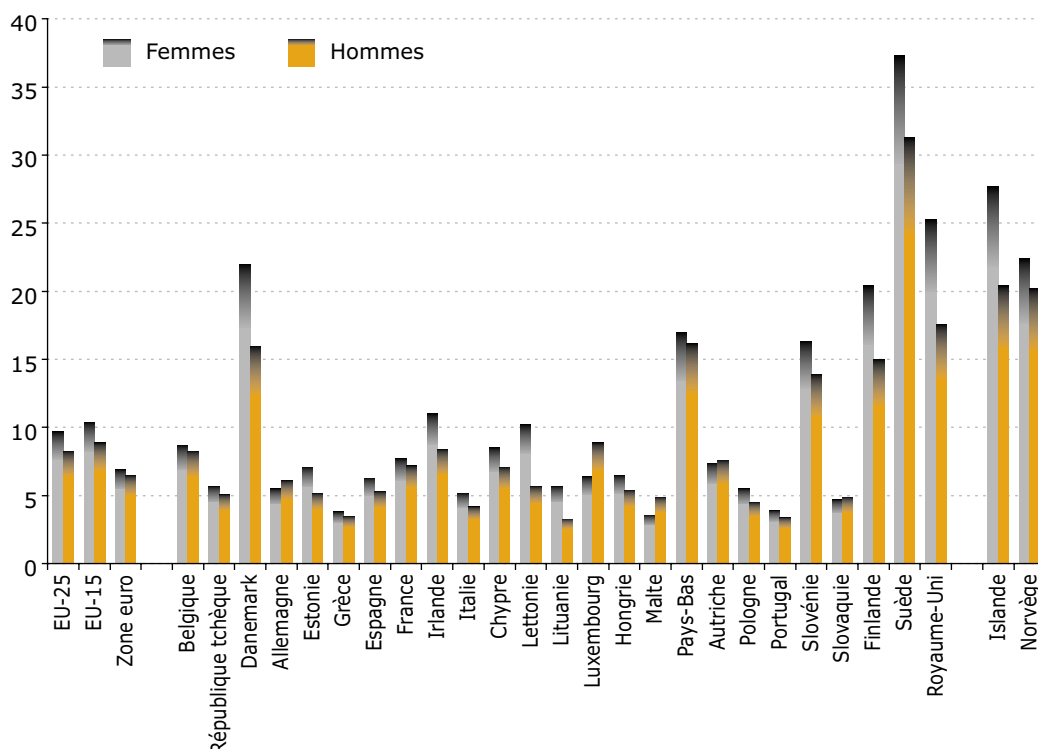
La résolution du Conseil du 24 juin 2003 sur le capital social et humain souligne l'importance de l'éducation et de la formation au travail pour la constitution d'un capital social et humain dans la société de la connaissance. La résolution insiste en particulier sur l'«importance d'assurer que tous les travailleurs dans leurs entreprises et organisations propres sont pleinement concernés et correctement formés [...] ce qui peut faciliter le changement, et qu'ils sont donc conscients des avantages en termes de compétitivité accrue et de qualité de vie au travail [...]». La résolution traite également de la «question des personnes ayant un bon niveau d'instruction/de formation qui ont plus de facilités et, en réalité, davantage accès aux possibilités de formation que les personnes dont le niveau d'instruction/de formation est moins élevé et qui devraient bénéficier le plus d'une formation, comme par exemple les femmes et les travailleurs âgés [...]».

La nouvelle stratégie européenne pour l'emploi (SEE), adoptée le 22 juillet 2003, a été révisée

afin de mieux tenir compte des besoins d'une Union européenne élargie, de mieux réagir aux défis que doit affronter un marché de l'emploi moderne et de mieux contribuer à la stratégie de Lisbonne. Deux grandes orientations spécifiques figurant dans la SEE sont consacrées à la nécessité d'améliorer le niveau de qualification par le biais d'une éducation et d'une formation tout au long de la vie et d'étudier les pénuries de main-d'œuvre et les déficits de qualification. Les États membres sont également invités à mettre en œuvre des stratégies globales d'éducation et de formation tout au long de la vie afin de donner à chacun les qualifications nécessaires à des forces de travail modernes et de réduire les inadéquations et les pénuries de qualifications sur le marché de l'emploi. Les orientations prévoient des mesures ayant pour objectif d'accroître les investissements en ressources humaines, en particulier grâce à une augmentation significative des investissements des entreprises en faveur de la formation des adultes.

### Formation permanente en 2003

Pourcentage de la population féminine/masculine âgée de 25 à 64 ans ayant participé à une formation ou à un enseignement



L'Allemagne, le Luxembourg, l'Autriche et l'Islande: valeurs provisoires.



## Formation permanente

Pourcentage de la population adulte (25-64 ans) suivant des cours



	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-25	:	:	:	:	:	:	:	:	:	7,9(e)	8	9,0(b)
EU-15	:	:	:	:	5,7(e)	5,8(e)	:	8,2(e)	8,5(e)	8,4(e)	8,5	9,7(b)
Zone euro	:	:	:	:	:	:	:	5,7(e)	5,7(e)	5,5(e)	5,5	6,7(b)
Belgique	2,3	2,7	2,7	2,8	2,9	3	4,4	6,9(b)	6,8	7,3	6,5	8,5
République tchèque	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	5,9	5,4
Danemark	16,2	15,6	15,1	16,8	18	18,9	19,8	19,8	20,8	17,8	18,4	18,9(b)
Allemagne	:	:	:	:	5,7	5,4	5,3	5,5	5,2	5,2	5,8	5,8(p)
Estonie	:	:	:	:	:	4,3	6,3	6,5	6	5,2	5,2	6,2
Grèce	1,2	1,1	1	0,9	0,9	0,9	1	1,2	1,1	1,4	1,2	3,7(b)
Espagne	3,4	3,5	3,9	4,3	4,4	4,5	4,3	5,1	5,1	4,9	5	5,8
France	2,9	3	2,9	2,9	2,7	2,9	2,7	2,6	2,8	2,7	2,7	7,4(b)
Irlande	3,4	3,5	3,9	4,3	4,8	5,2	:	:	:	:	7,7	9,7(b)
Italie	2,9	3,4(b)	3,7	4	4,4	4,9	4,8	5,5	5,5	5,1	4,6	4,7
Chypre	:	:	:	:	:	:	:	2,6	3,1	3,4	3,7	7,9(b)
Lettonie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	8,2	8,1
Lituanie	:	:	:	:	:	:	:	4	2,8	3,6	3,3(b)	4,5
Luxembourg	2,9	2,6	3,3	2,9	2,9	2,8	5,1(b)	5,3	4,8	5,3	7,7	7,7(p)
Hongrie	:	:	:	:	:	2,9	3,3	2,9	3,1	3	3,2	6,0(b)
Malte	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	4,4	4,2
Pays-Bas	15,1	14,3	13,6	13,1	12,5	12,6	12,9	13,6	15,6	16,3	16,4	16,5
Autriche	:	:	:	7,7	7,9	7,8	:	9,1	8,3	8,2	7,5	7,5(p)
Pologne	:	:	:	:	:	:	:	:	:	4,8	4,3	5
Portugal	3,6	3,2	3,5	3,3	3,4	3,5	3,0(b)	3,4	3,4	3,3	2,9	3,6
Slovénie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	7,6	9,1	15,1(b)
Slovaquie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	9	4,8(b)
Finlande	:	:	:	:	16,3	15,8	16,1	17,6	19,6(b)	19,3	18,9	17,6(b)
Suède	:	:	:	:	26,5	25	:	25,8	21,6	17,5(b)	18,4	34,2(b)
Royaume-Uni	12,5	10,8	11,5	:	:	:	:	19,2	21,1	21,7	22,3	21,3
Islande	:	:	:	14,1	15,7	16,5	19,3	20,2	23,5	23,5	24	24,0(p)
Norvège	:	:	:	:	16,5	16,4	:	:	13,3	14,2	13,3	21,3(b)

La formation permanente fait référence aux personnes âgées de 25 à 64 ans qui ont répondu avoir suivi un enseignement ou une formation au cours des quatre semaines précédant l'enquête (numérateur). Le dénominateur est la population totale du même groupe d'âge, à l'exclusion des non-réponses à la question «Formations et enseignements suivis». Le numérateur et le dénominateur sont dérivés de l'EFT. Les informations collectées concernent toutes les formes d'enseignement ou de formation, qu'elles soient ou non pertinentes pour l'emploi actuel ou futur du répondant.

L'âge n'est pas un obstacle aux études ou à la formation. En 2003, les pays du nord de l'Europe ont enregistré les niveaux les plus élevés d'adultes de 25 à 64 ans ayant reçu une formation: la Suède (34,2 %) est parvenue à réaliser plus de trois fois la moyenne de l'EU-15,

sui- vie du Royaume-Uni (21,3 %) et du Danemark (18,9 %). Inversement, les taux les plus faibles d'adultes de 25 à 64 ans en formation sont observés au Portugal (3,6 %), en Grèce (3,7 %), à Malte (4,2 %), en Lituanie (4,5 %) et en Italie (4,7 %).

## Le travail et son marché

### Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Emploi par principales caractéristiques (secteur d'activité, occupation, statut professionnel, âge et sexe)
- Heures de travail
- Travail à temps plein et à temps partiel
- Travail temporaire
- Travail en dehors des heures normales
- Chômage par principales caractéristiques (durée, caractéristiques du dernier emploi, âge, sexe, niveau d'éducation)
- Taux d'emploi et de chômage
- Marché du travail et composition du ménage

### Les statistiques du marché du travail sont au cœur des politiques de l'Union européenne

L'emploi tient une place de plus en plus importante dans les préoccupations de l'UE. Les statistiques du marché du travail sont au cœur des politiques de l'UE.

Un chapitre consacré à l'emploi a été introduit dans le traité d'Amsterdam en 1997. Le Conseil européen extraordinaire de Luxembourg, en novembre 1997, a approuvé une ambitieuse stratégie européenne pour l'emploi visant à abaisser le chômage, à accroître de façon durable les taux d'emploi ainsi qu'à réduire les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes.

Le sommet de Lisbonne (printemps 2000) a fait du plein emploi, avec plus d'emplois et de meilleurs emplois, une des priorités européennes. Pour l'année 2010, il s'est donné pour objectif d'atteindre les taux d'emploi suivants:

- 70 % pour le taux d'emploi total;
- 60 % pour le taux d'emploi des femmes.

Le Conseil de Stockholm (printemps 2001) a ensuite fixé un taux cible d'emploi pour les personnes âgées de 55 à 64 ans (50 % d'ici à 2010). Il a également arrêté des objectifs intermé-

diaires (pour 2005) de 67 % pour le taux d'emploi total et de 57 % pour le taux d'emploi des femmes.

### L'enquête sur les forces de travail: un outil indispensable pour observer le marché du travail

Dans ce contexte, l'enquête communautaire sur les forces de travail (EFT) joue un rôle de plus en plus important. L'EFT est aujourd'hui unanimement reconnue comme un outil indis-





pensable pour observer l'évolution du marché du travail et prendre des mesures politiques appropriées. Dans ces deux domaines, c'est la seule source d'information qui fournisse des données véritablement comparables. Les définitions et les méthodes sont harmonisées pour tous les États membres. L'EFT est la principale source de données de la présente section.

## Données comparables sur le marché du travail de l'Europe

Un des objectifs de l'enquête sur les forces de travail est de rendre compte de la population de l'UE en âge de travailler (de 15 à 64 ans) qui comprend les personnes occupées, les personnes au chômage et les inactifs.

L'EFT fournit des informations complètes sur ces trois catégories. Elle décrit la situation de l'emploi des personnes employées en donnant des informations, par exemple sur leur niveau d'instruction, les secteurs d'activité dans lesquels ils travaillent et leurs professions, ainsi que sur le travail à temps partiel, la durée du contrat de travail et la recherche d'un nouvel emploi. Les données présentées dans l'Annuaire Eurostat font référence à la situation de l'emploi au printemps.

De nombreux numéros de *Statistiques en bref* mettent en évidence le large éventail d'informations fournies par l'EFT. La liste complète des variables de l'EFT (plus de 100) peut être consultée dans l'édition 2001 du document *Enquête sur les forces de travail – Méthodes et définitions*.

### Personnes ayant un emploi Moyenne annuelle (en milliers)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-25	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EU-15	157 911	155 448	155 328	156 404	157 370	158 900	161 643	164 441	167 732	169 807	170 548	170 960
Zone euro	120 243	118 257	117 915	118 647	119 231	120 322	122 462	124 686	127 481	133 198	133 888	134 093
Belgique	3 853	3 828	3 812	3 839	3 851	3 886	3 957	4 011	4 088	4 149	4 136	4 115
République tchèque	:	:	:	4 959	4 968	4 933	4 863	4 761	4 728	4 724	4 760	4 731
Danemark	2 600	2 562	2 599	2 642	2 652	2 675	2 718	2 776	2 784	2 792	2 782	2 755
Allemagne	37 878	37 365	37 304	37 382	37 270	37 208	37 616	38 077	38 752	38 917	38 668	38 248
Estonie	:	:	:	634	619	619	608	581	572	577	584	593
Grèce	3 807	3 838	3 834	3 820	3 805	3 784	3 940	3 941	3 935	3 921	3 914	3 966
Espagne	13 772	13 381	13 318	13 572	13 745	14 147	14 698	15 209	15 744	16 107	16 343	16 646
France	22 742	22 449	22 483	22 682	22 767	22 867	23 215	23 680	24 308	24 720	24 888	24 934
Irlande	1 155	1 170	1 220	1 274	1 324	1 408	1 522	1 617	1 692	1 741	1 765	1 797
Italie	22 920	22 348	22 017	21 993	22 130	22 215	22 448	22 698	23 128	23 581	24 008	24 286
Chypre	:	:	:	:	288	287	290	294	302	:	:	:
Lettonie	1 294	1 205	1 083	1 046	1 018	1 037	1 043	1 038	1 038	:	:	:
Lituanie	:	:	:	:	:	:	:	:	1 585	1 522	1 411	1 442
Luxembourg	201	204	209	214	220	226	237	248	262	277	286	292
Hongrie	:	:	:	3 623	3 605	3 611	3 675	3 792	3 829	3 845	3 856	3 969
Malte	:	:	:	:	:	:	132	131	134	138	137	:
Pays-Bas	6 986	6 986	7 036	7 143	7 308	7 544	7 742	7 946	8 124	8 274	8 349	8 316
Autriche	3 959	3 934	3 929	3 928	3 904	3 924	3 965	4 020	4 050	4 076	4 066	4 079
Pologne	:	:	:	14 791	14 969	15 177	15 354	14 757	14 526	14 207	13 782	13 617
Portugal	4 602	4 545	4 570	4 567	4 629	4 744	4 868	4 928	5 029	5 098	5 107	5 064
Slovénie	:	:	:	:	:	:	:	:	900	905	899	898
Slovaquie	:	:	:	2 107	2 156	2 129	2 120	2 063	2 025	2 037	2 016	2 061
Finlande	2 177	2 047	2 018	2 056	2 084	2 154	2 197	2 253	2 304	2 338	2 360	2 350
Suède	:	4 077	4 041	4 103	4 069	4 015	4 078	4 163	4 264	4 345	4 352	4 341
Royaume-Uni	26 933	26 714	26 940	27 191	27 614	28 104	28 446	28 876	29 267	29 472	29 526	29 771

L'indicateur «Personnes ayant un emploi (femmes et hommes)» désigne toutes les personnes qui ont effectué un travail contre une rémunération ou un profit ou qui ne travaillaient pas mais avaient un emploi dont elles étaient temporairement absentes. Les travailleurs familiaux sont inclus.

En 2002, il y avait, en moyenne, plus de 170 millions de salariés dans les quinze pays qui formaient à l'époque l'Union.

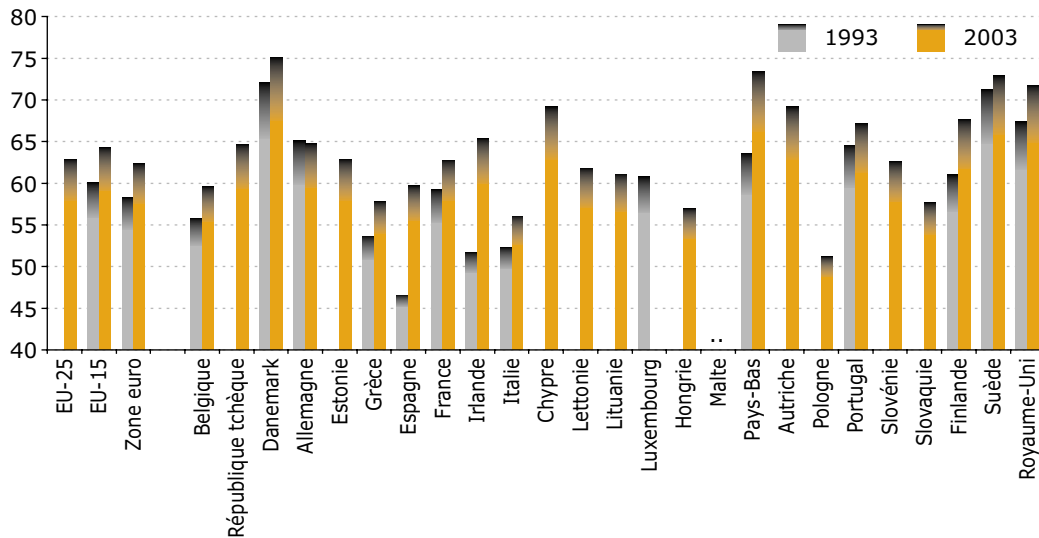


En 2003, le taux d'emploi se situait à 62,9 % dans les vingt-cinq pays que compte aujourd'hui l'UE, s'échelonnant de 51,2 % en Pologne

à 75,1 % au Danemark. Le taux d'emploi des femmes (55 %) était moins élevé que celui des hommes (71 %).

### Taux d'emploi total

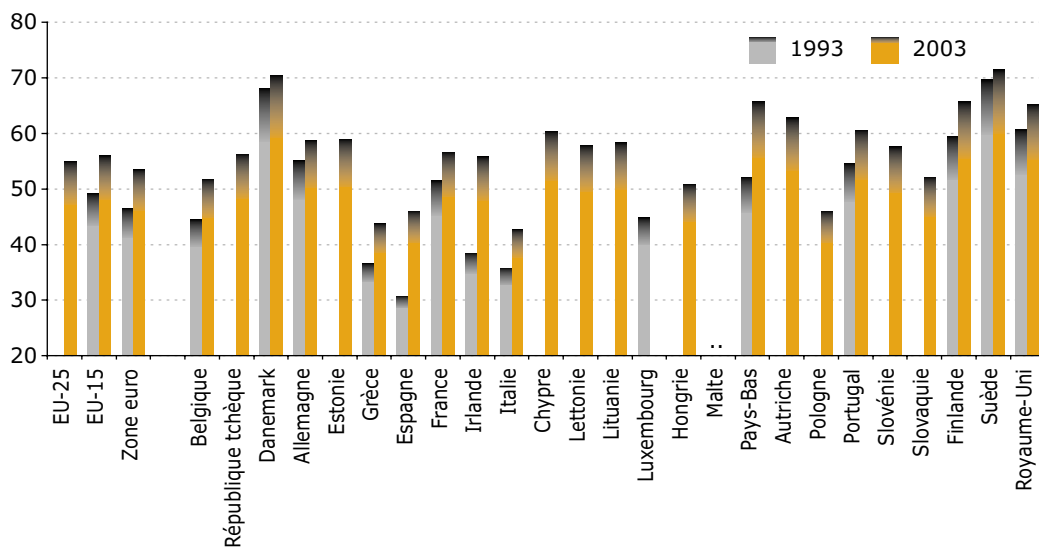
En %



Le taux d'emploi est obtenu en divisant le nombre de personnes occupées âgées de 15 à 64 ans par la population totale de la même tranche d'âge. Cet indicateur est dérivé de l'EFT, qui couvre l'ensemble de la population vivant dans des ménages privés. Elle exclut les personnes vivant dans des ménages collectifs (pensions, cités universitaires, établissements hospitaliers). La population occupée comprend les personnes qui, durant la semaine de référence et pendant une heure au moins, ont accompli un travail pour une rémunération ou un profit ou qui, n'ayant pas travaillé, avaient néanmoins un emploi dont elles étaient temporairement absentes.

### Taux d'emploi – Population féminine

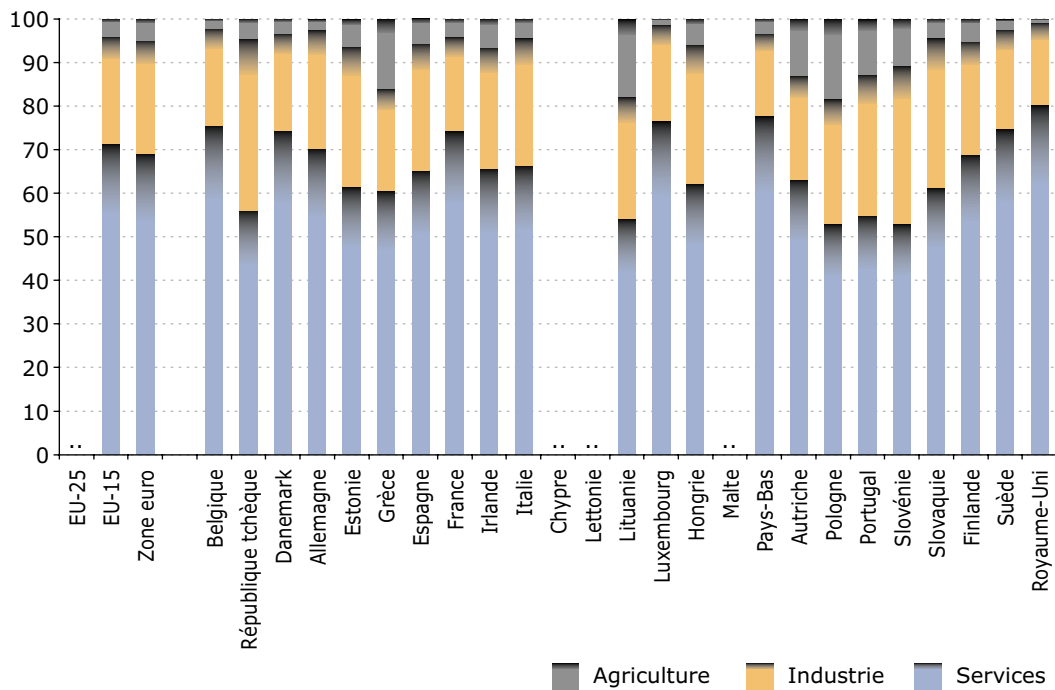
En %



Le taux d'emploi féminin est obtenu en divisant le nombre de femmes occupées âgées de 15 à 64 ans par la population féminine totale de la même tranche d'âge. Cet indicateur est dérivé de l'EFT, qui couvre l'ensemble de la population vivant dans des ménages privés. Elle exclut les personnes vivant dans des ménages collectifs (pensions, cités universitaires, établissements hospitaliers). La population occupée comprend les personnes qui, durant la semaine de référence et pendant une heure au moins, ont accompli un travail pour une rémunération ou un profit ou qui, n'ayant pas travaillé, avaient néanmoins un emploi dont elles étaient temporairement absentes.

### Emploi dans les différentes branches de l'économie en 2003

Part dans l'emploi total en %



Toutes les personnes ayant un emploi par secteur par rapport à la totalité des personnes ayant un emploi. Les personnes ayant un emploi désignent toutes les personnes qui ont effectué un travail contre une rémunération ou un profit ou qui ne travaillaient pas mais avaient un emploi dont elles étaient temporairement absentes. Les travailleurs familiaux sont inclus.

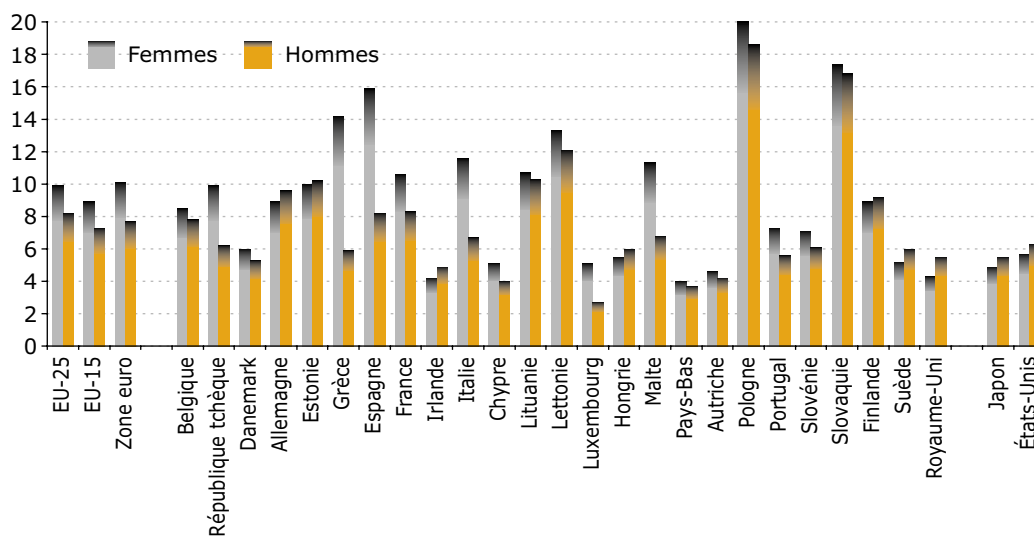
Des différences marquées apparaissent dans la structure de l'emploi dans l'Union: en 2003, l'emploi dans l'agriculture dépassait le seuil des 10 % en Pologne (18 %), en Lituanie (18 %), en Grèce (16 %), en Autriche (13 %), au Portugal (13 %) et en Slovénie (11 %), alors que dans beaucoup d'autres pays il était d'environ 5 % ou moins. Le Royaume-Uni (80 %), les Pays-Bas (78 %), le Luxembourg (77 %) et la Belgique (76 %) signalaient le taux le plus élevé de personnes travaillant dans le secteur des services.





### Taux de chômage des hommes et des femmes en 2003

Chômeurs en % de la population active



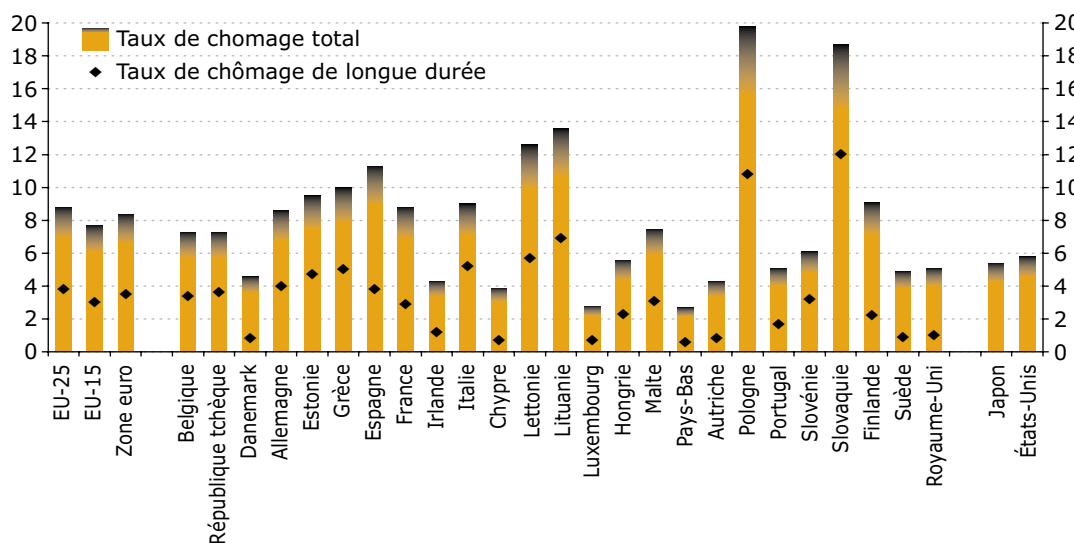
Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs par rapport à l'ensemble des forces de travail. Les forces de travail sont composées des personnes occupées et des chômeurs. Les chômeurs sont les personnes âgées de 15 à 74 ans qui étaient: a) sans travail pendant la semaine de référence; b) disponibles pour travailler, c'est-à-dire pour commencer une activité en tant que salarié ou non-salarié dans un délai de deux semaines suivant la semaine de référence; c) à la recherche active d'un travail, c'est-à-dire qui avaient entrepris des démarches spécifiques en vue de trouver un emploi salarié ou non salarié pendant une période de quatre semaines se terminant à la fin de la semaine de référence, ou qui avaient trouvé un travail à commencer plus tard, c'est-à-dire dans une période maximale de trois mois.

Le chômage est resté un problème pour l'Union: en 2002, le taux de chômage dans les vingt-cinq pays que compte aujourd'hui l'UE était de 8,8 %. De plus, 3,9 % de la population économiquement active était au «chômage de longue

durée», c'est-à-dire dans l'impossibilité de trouver un emploi pendant plus d'un an. Le taux de chômage des femmes (2003: 9,9 %) est plus élevé que celui des hommes (2003: 8,2 %).

### Chômage total et chômage de longue durée en 2002

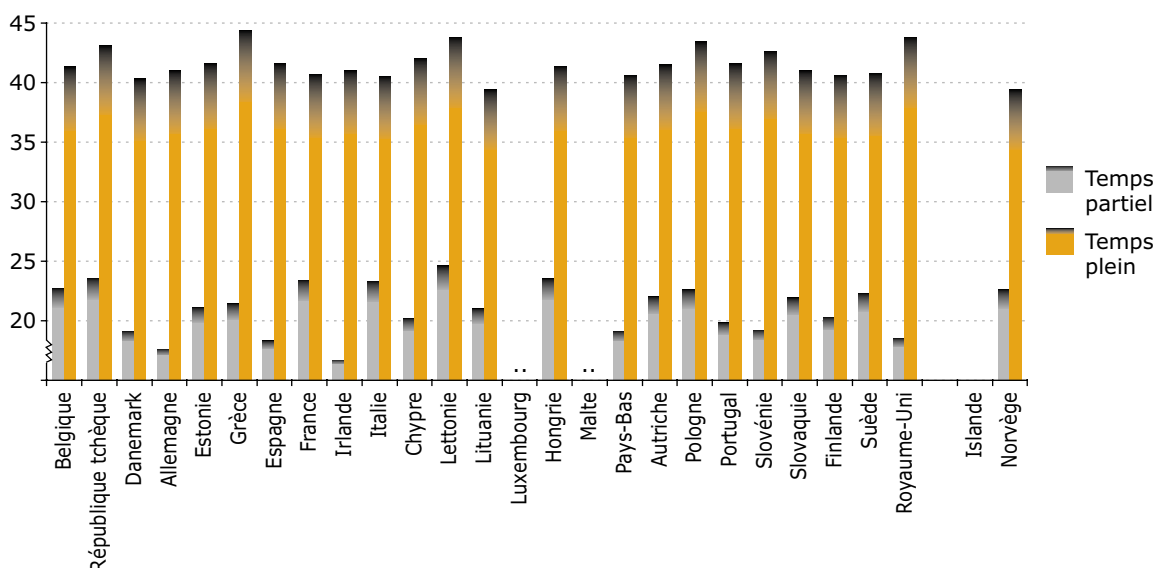
Chômeurs (de longue durée) en % de la population active totale



Les chômeurs de longue durée (douze mois et plus) sont les personnes âgées d'au moins 15 ans qui ne vivent pas dans un ménage collectif, qui sont sans travail pour les deux semaines suivantes, qui sont disponibles pour commencer à travailler dans les deux semaines suivantes et qui sont à la recherche d'un emploi (ont activement recherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes ou ne recherchent pas d'emploi parce qu'elles en ont déjà trouvé un qu'elles commenceront à exercer plus tard). La population active totale (forces de travail) est le total des personnes occupées et des chômeurs. La durée du chômage est définie comme la durée de recherche d'un emploi ou le temps écoulé depuis la perte du dernier emploi (si cette période est plus courte que la durée de recherche d'un emploi).

### Heures de travail par semaine en 2003

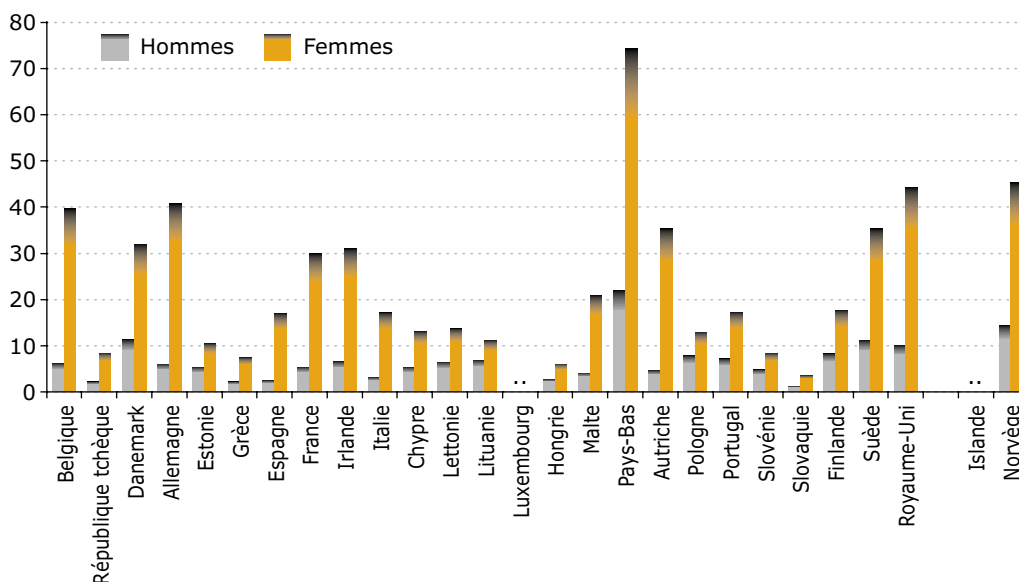
Printemps



Le nombre moyen d'heures correspond au nombre d'heures normalement travaillées par la personne. Ce chiffre inclut les heures supplémentaires, rémunérées ou non, normalement effectuées par la personne. Il ne comprend pas la durée du trajet entre le domicile et le lieu de travail ni la pause déjeuner (généralement prise à midi). Une distinction est faite entre le travail à temps plein et celui à temps partiel en fonction de la réponse spontanée donnée par la personne interrogée.

### Personnes occupées à temps partiel en 2003

Part de l'emploi total en %, printemps



Les personnes ayant un emploi désignent celles qui, pendant la semaine de référence, ont effectué un travail contre une rémunération ou un profit, pendant au moins une heure, ou qui n'ont pas travaillé mais avaient un emploi dont elles étaient temporairement absentes. Les travailleurs familiaux sont inclus. Une distinction est faite entre le travail à temps plein et celui à temps partiel en fonction de la réponse spontanée donnée par la personne interrogée. Il est impossible de faire une distinction plus exacte entre le travail à temps partiel et celui à temps plein, en raison des variations des horaires de travail entre les États membres et les branches professionnelles.

Le travail à temps partiel reste toujours beaucoup plus répandu parmi les femmes que parmi les hommes.

# Les données clés sur la politique du marché du travail

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Dépenses totales pour la politique du marché du travail
- Dépenses pour la politique du marché du travail par catégorie
- Dépenses pour la politique du marché du travail par bénéficiaire des transferts
- Dépenses pour la politique du marché du travail détaillées par catégorie et par pays
- Nombre total de participants (effectifs) dans les mesures relevant de la politique du marché du travail par catégorie
- Nombre total de participants (entrants) dans les mesures relevant de la politique du marché du travail par catégorie
- Chiffres détaillés sur les participants dans les mesures relevant de la politique du marché du travail par catégorie et par pays

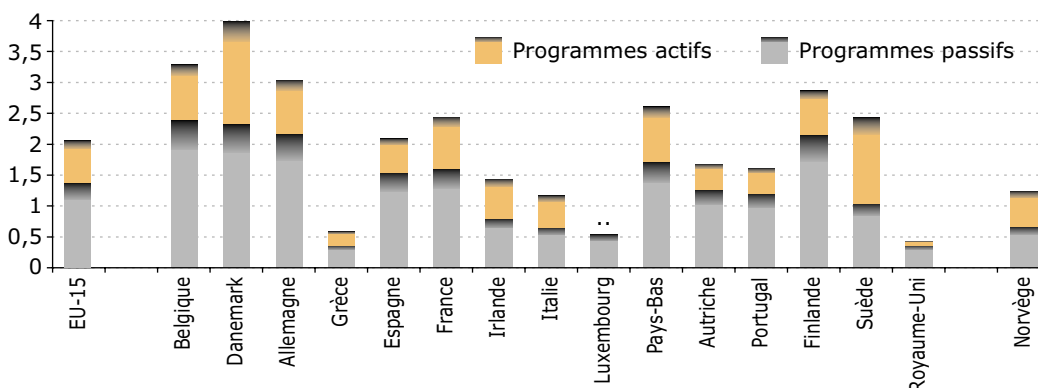
## Politiques du marché du travail

Les politiques du marché du travail (PMT) ont, par définition, un champ d'action restreint et ne couvrent que les interventions ciblées sur les chômeurs et d'autres groupes de personnes éprouvant des difficultés particulières à entrer sur le marché du travail ou à s'y maintenir. Le principal groupe cible des mesures relatives au marché du travail est constitué par les personnes au chômage enregistrées auprès des services publics de l'emploi. Les dépenses publiques consacrées aux PMT ne devraient pas toutefois être interprétées exclusivement comme un indicateur de la détermination politique à lutter contre le chômage. D'autres facteurs, tels que la situation démographique et le PIB par habitant de chaque pays, permettent éga-

lement d'expliquer les différences observées. Les dépenses consacrées à des programmes ciblés, qui comprennent la formation professionnelle, la rotation dans l'emploi et le partage de l'emploi, les incitations à l'emploi, l'insertion professionnelle des personnes handicapées, la création directe d'emplois et les aides à la création d'entreprises, sont généralement considérées comme des dépenses actives. En revanche, les dépenses affectées aux indemnités de chômage et à la préretraite sont considérées comme des dépenses passives. À noter toutefois que, ces dernières années, le maintien du droit aux indemnités de chômage a été de plus en plus fréquemment lié à des activités individuelles de recherche d'emploi et peut également impliquer une intervention active des services publics de l'emploi.

## Dépenses publiques pour les mesures relevant de la politique de l'emploi dans l'EU-15 en 2002

En % du PIB

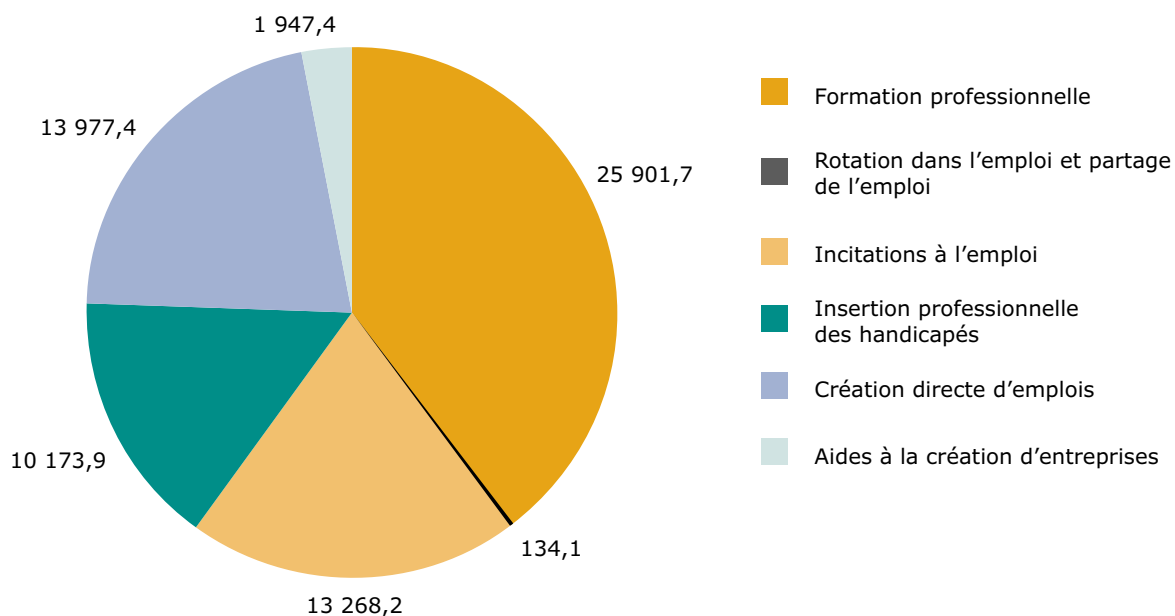


EU-15, programmes actifs : données estimées.

Les dépenses publiques affectées aux mesures de politique du marché du travail sont explicitement consacrées aux chômeurs, aux personnes avec un emploi à risque et aux personnes inactives qui souhaiteraient entrer sur le marché du travail. Les dépenses totales comprennent deux principaux groupes de mesures: catégories totales 2-7: dépenses en faveur de programmes actifs comprenant la formation, la rotation des tâches/le travail partagé, des mesures d'incitation à l'emploi, l'insertion des handicapés, la création directe d'emplois et des mesures d'incitation en faveur des jeunes entreprises; catégories totales 8-9: dépenses en faveur de programmes passifs comme le «maintien des revenus des personnes sans emploi» (principalement, les prestations de chômage) et la «préretraite».

### Dépenses pour la politique de l'emploi consacrées à des mesures actives dans l'EU-15 en 2002

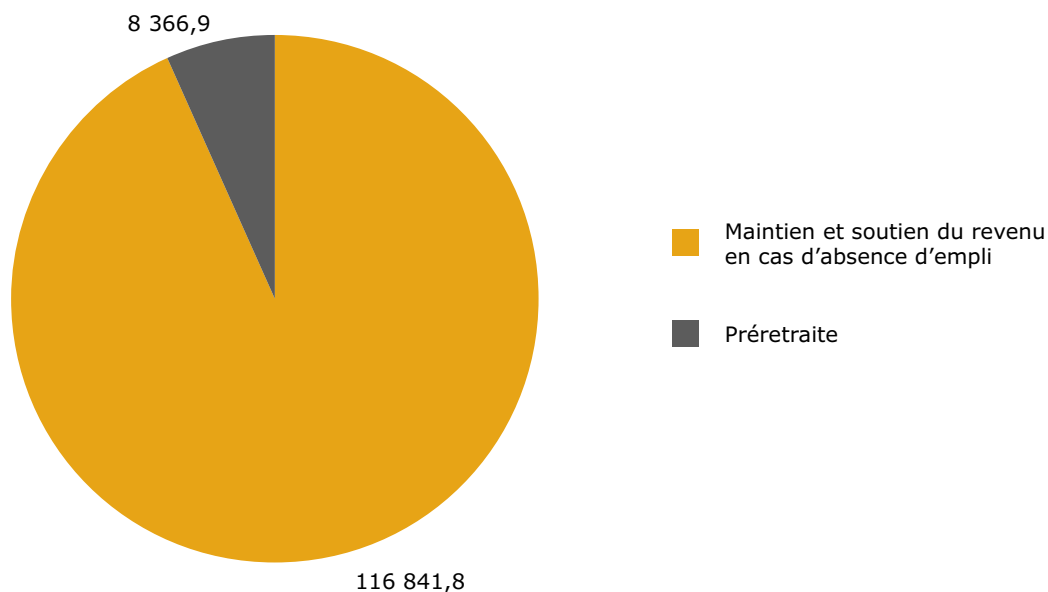
En Mio EUR



Les dépenses totales affectées aux mesures actives de politique du marché du travail désignent les dépenses publiques consacrées à des programmes en faveur des chômeurs, des personnes ayant un emploi à risque et des personnes inactives qui souhaiteraient entrer sur le marché du travail. Ces dépenses couvrent six catégories de mesures: la formation des chômeurs et des groupes à risque, la rotation des tâches/le travail partagé, des mesures d'incitation à l'emploi, l'insertion des handicapés, la création directe d'emplois et des mesures d'incitation en faveur des jeunes entreprises.

### Dépenses pour la politique de l'emploi consacrées à des mesures passives dans l'EU-15 en 2002

En Mio EUR



Les dépenses totales du marché du travail en faveur des mesures passives désignent les dépenses publiques consacrées au maintien des revenus des personnes sans emploi (principalement, les prestations de chômage et d'autres programmes visant à compenser la perte de salaires ou traitements) et à la préretraite (programmes visant à faciliter la préretraite partielle ou totale des travailleurs plus âgés).



# Les dépenses de consommation des ménages

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un large éventail de données sur les dépenses de consommation des ménages, ventilées par fonctions de consommation:

- denrées alimentaires, boissons et tabac
- articles d'habillement et chaussures
- logement (y compris loyers)
- santé
- transports
- communication
- loisirs et culture
- éducation
- restaurants et hôtels
- divers (soins personnels, protection sociale, assurances, etc.)

## Assurer la transparence des marchés de consommation

Pour quiconque souhaite en savoir plus sur les marchés de consommation dans l'UE, la question suivante est fondamentale: «Comment la taille et la proportion des marchés évoluent-elles?»

L'annuaire Eurostat répond à cette question. Il présente des données sur les dépenses des ménages consacrées à ce qu'on appelle les fonctions de consommation. L'annuaire présente les données ventilées selon la classification des fonctions de la consommation des ménages (Coicop). Cette classification de la consommation peut être consultée à l'adresse web suivante: [http://europa.eu.int/comm/eurostat/ramon/\(option «Nomenclatures»\)](http://europa.eu.int/comm/eurostat/ramon/(option«Nomenclatures»),), ligne 17 «Coicop».

## Sources fiables, définitions harmonisées

Les statistiques des dépenses de consommation finale des ménages sont issues des statistiques sur la comptabilité nationale d'Eurostat.

La consommation correspond à la valeur des biens et des services utilisés pour la satisfac-

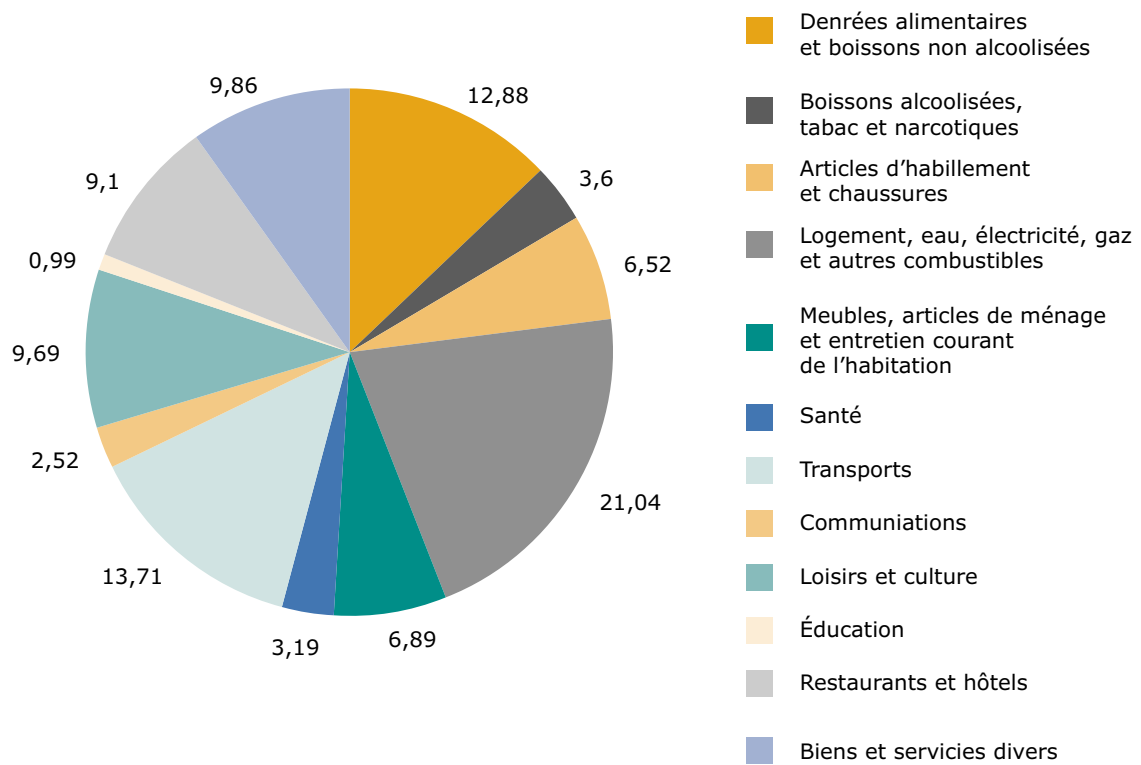


tion directe des besoins du ménage. Elle couvre les achats de biens et de services, la consommation de la production propre (les produits du jardin par exemple) ainsi que les loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire.

Le mot «dépenses» ajouté dans le SEC 95 concerne explicitement les dépenses directes effectuées par les ménages, à l'exclusion de la consommation à la charge des administrations publiques ou des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

### Dépenses de consommation des ménages dans l'EU-15 en 2001

En % des dépenses de consommation totales des ménages



Valeurs estimées.

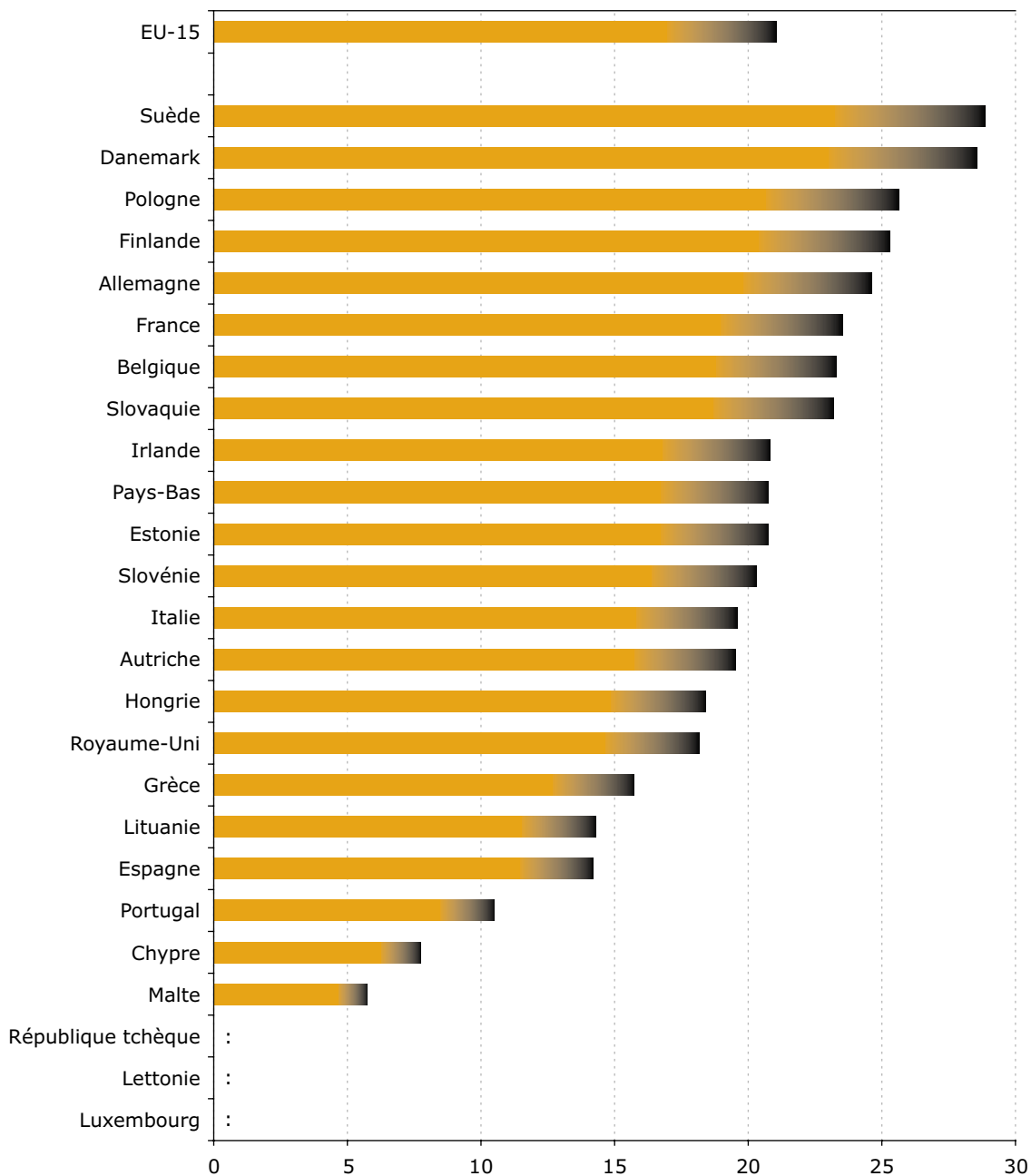
En 2001, les ménages de l'EU-15 ont consacré un cinquième de leurs dépenses en logement, eau et énergie liées au logement (21 %). Cela représente de loin le plus important motif de consommation. Il s'échelonnait de près de

29 % en Suède à moins de 10 % à Chypre et à Malte.

Environ 14 % du total des dépenses de consommation des ménages ont été consacrés au transport.

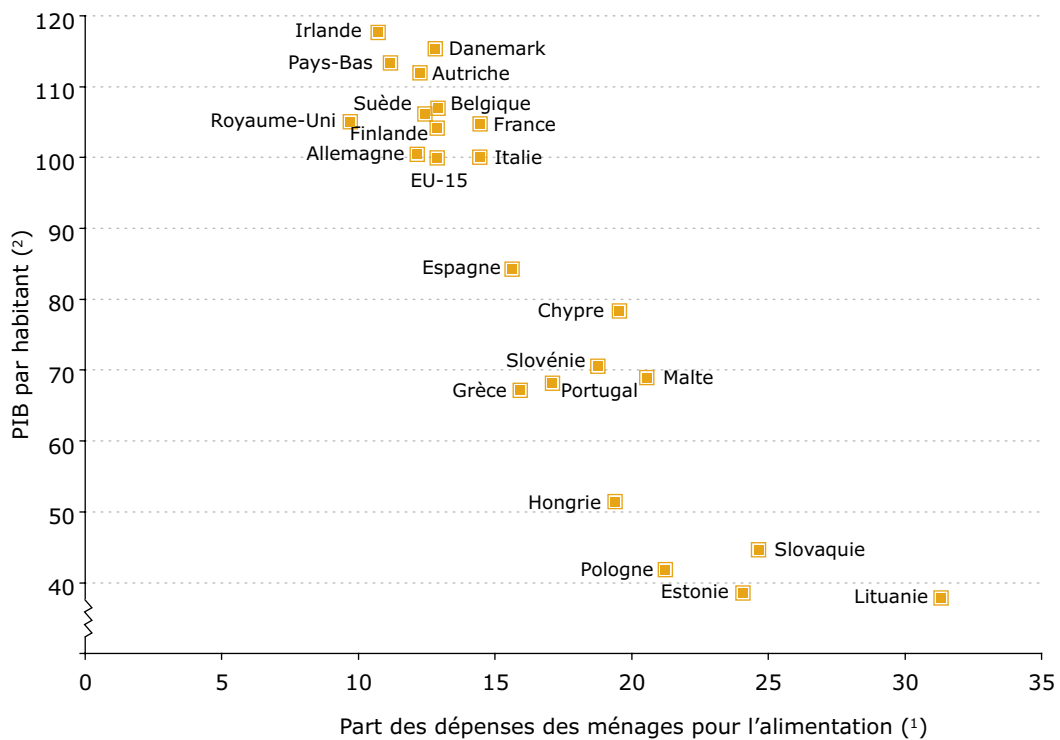


**Dépenses de consommation des ménages dans l'EU-15 en 2001:**  
**logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles**  
 En % des dépenses de consommation totales des ménages



En prix courants.

**Dépenses des ménages pour l'alimentation <sup>(1)</sup> par rapport au PIB par habitant <sup>(2)</sup> en 2001**



(<sup>1</sup>) Part des dépenses de consommation des ménages pour les denrées alimentaires et les boissons non alcoolisées dans les dépenses de consommation totales des ménages, en %, mesurée en prix courants.  
 (<sup>2</sup>) PIB en SPA par habitant, EU-15 = 100.

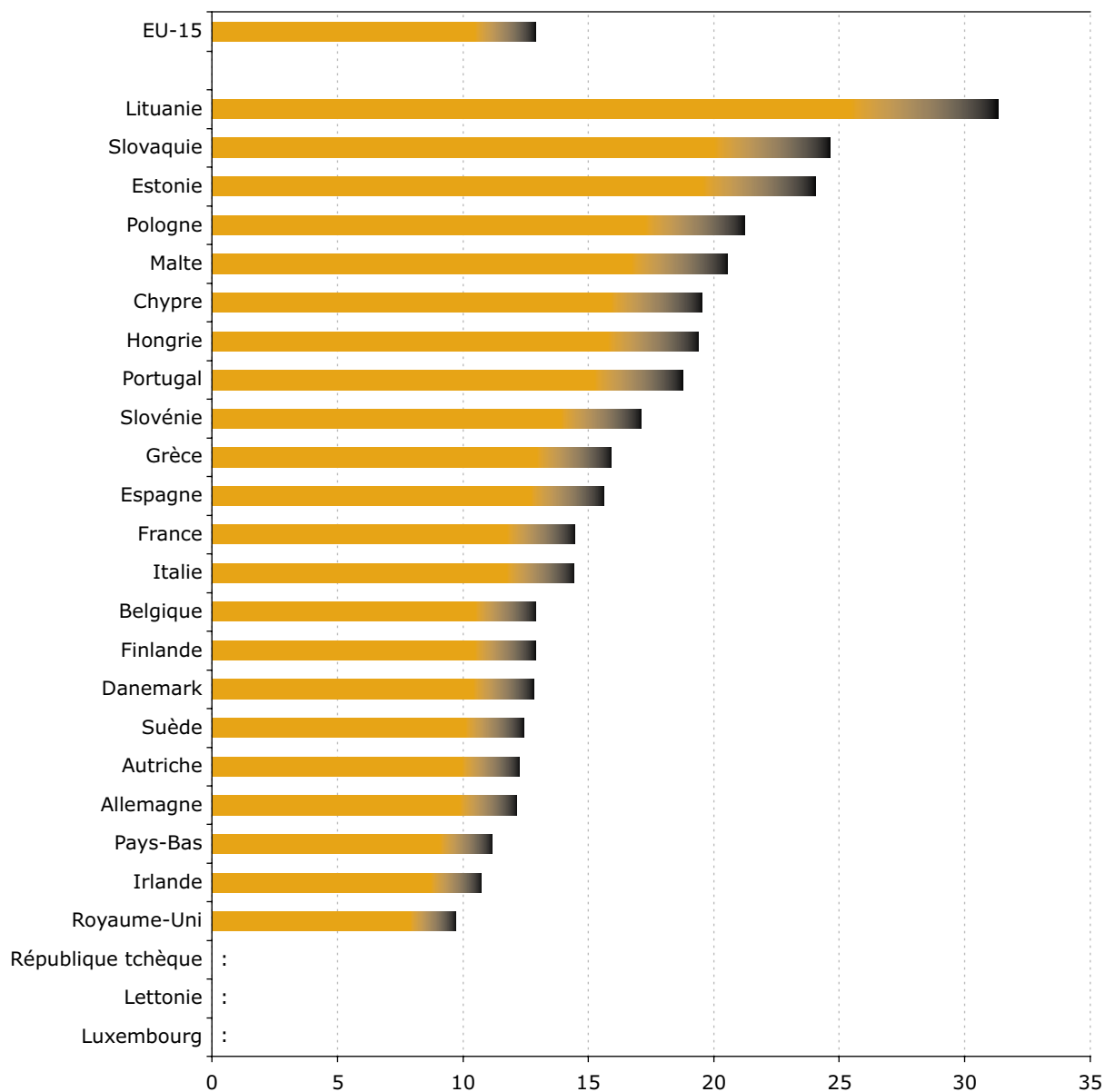
Environ 13 % ont été dépensés en alimentation et boissons non alcoolisées. Cette proportion varie en fonction du PIB par habitant: plus le

PIB par habitant d'un pays est faible, plus la proportion d'argent dépensé en alimentation est élevée.





**Dépenses de consommation des ménages dans l'EU-15 en 2001:**  
**denrées alimentaires et boissons non alcoolisées**  
 En % des dépenses de consommation totales des ménages

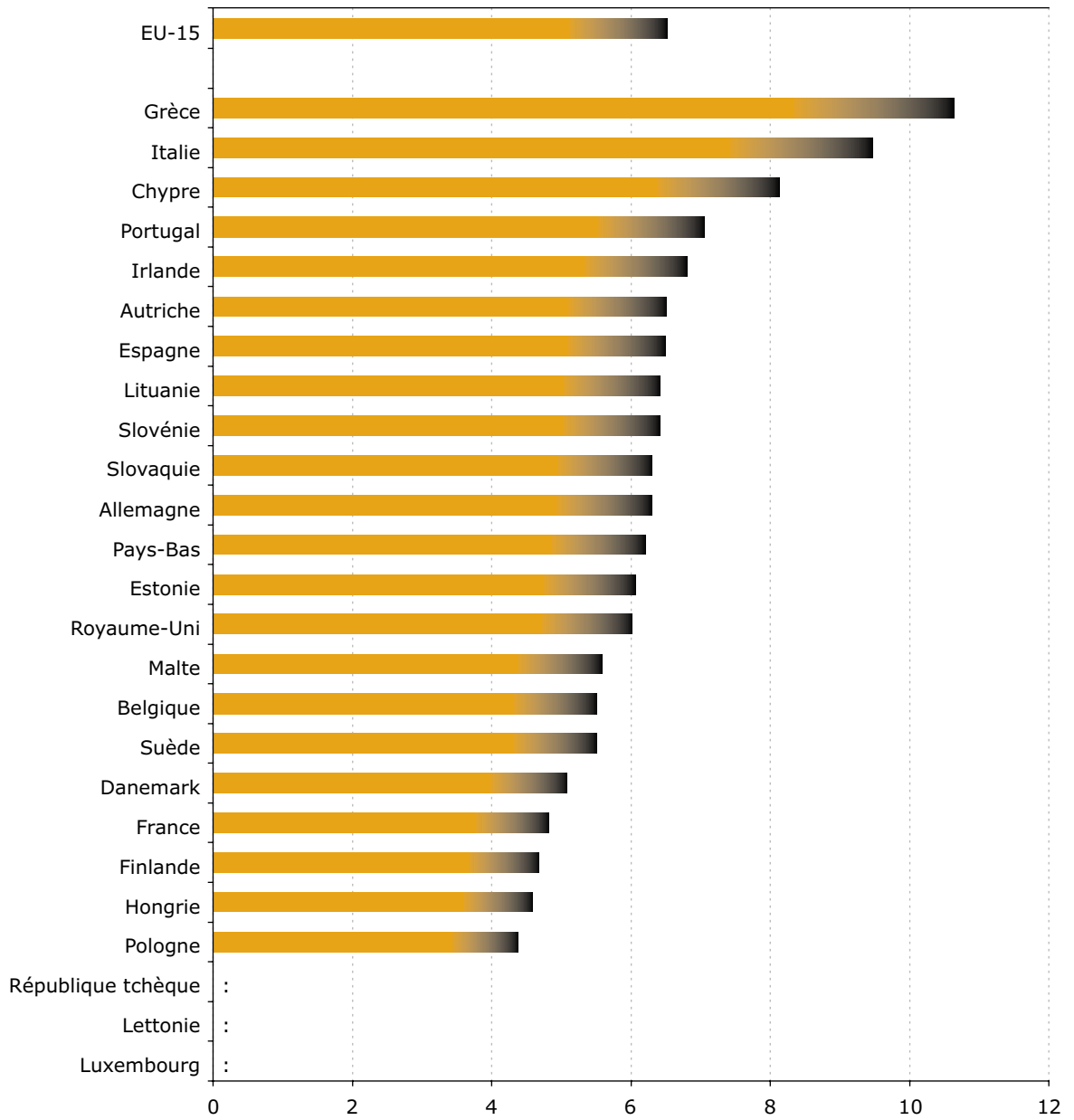


En prix courants.



2

**Dépenses de consommation des ménages dans l'EU-15 en 2001:**  
**articles d'habillement et chaussures**  
En % des dépenses de consommation totales des ménages



En prix courants.

## Les revenus et les conditions de vie

### Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Situation des ménages privés
- Inégalité de la répartition des revenus
- Taux d'exposition à la pauvreté
- Ménages sans emploi



### Revenus, pauvreté et exclusion sociale: les statistiques répondent à de nombreuses questions

Quel est le niveau de revenu moyen? Certaines composantes sont-elles plus importantes que d'autres? Existe-t-il un fossé entre les nantis et les démunis et, si tel est le cas, quelle est son importance? Certains groupes sont-ils plus exposés à la pauvreté que d'autres? Sont-ils moins impliqués dans la société? Ont-ils un niveau d'éducation plus faible? Ou sont-ils en moins bonne santé? Ont-ils des familles plus

nombreuses? Leurs sources de revenu sont-elles moins sûres? Ont-ils accès à un éventail complet de biens et services? La situation est-elle stable dans le temps? Existe-t-il des différences entre les pays?

De telles informations font l'objet d'une demande accrue ces dernières années, à la suite de l'adoption du chapitre social du traité d'Amsterdam (1997) qui est devenu le moteur des statistiques sociales de l'UE en général. Cette impulsion a ensuite été renforcée par les Conseils européens successifs qui maintiennent la dimension sociale au premier plan de l'agenda politique. Pour rendre opérationnelles les stratégies adoptées en vertu de la méthode ouverte de coordination, il est essentiel d'assurer un suivi efficace.

### Indicateurs statistiques

Les problèmes de revenu, de pauvreté et d'exclusion sociale sont multidimensionnels. Pour assurer leur suivi efficace au niveau européen, un sous-ensemble d'«indicateurs de cohésion sociale» a été constitué dans les indicateurs structurels qui sont produits pour le Rapport de Printemps annuel de la Commission au Conseil.

### D'où viennent les données?

Ces dernières années, pour calculer les indicateurs des États membres de l'UE, Eurostat a essentiellement utilisé les microdonnées fournies par le panel communautaire des ménages. Toutefois, après huit années d'utilisation, cette source de données a été remplacée en 2003 par un nouvel instrument, les statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de





vie (EU-SILC). Une des principales raisons ayant motivé ce changement est la nécessité d'adapter le contenu et l'actualité des données de manière qu'elles répondent aux besoins politiques actuels.

Le PCM est une enquête «longitudinale» qui nécessite des interviews annuelles des ménages participants (environ 80 000 dans l'ensemble de l'UE: les échantillons sont conçus de manière à être représentatifs du pays concerné). Cela permet d'assurer un suivi des mêmes individus sur plusieurs années consécutives et de fournir des informations sur la dynamique sociale (par exemple, sur le passage de l'éducation à la vie professionnelle, de la vie professionnelle à la retraite), ce qui était impossible à partir des enquêtes transversales habituelles (échantillon distinct chaque année).

Les statistiques EU-SILC aspirent à devenir la source de référence communautaire pour les statistiques de la distribution du revenu et de l'exclusion sociale, avec un double objectif de qualité, notamment en ce qui concerne la comparabilité et la disponibilité des données dans les délais requis, et de souplesse. Elles auront à la fois une dimension transversale — la grande priorité — et une dimension longitudinale. Une plus grande confiance sera accordée aux

sources existantes de données nationales pour tenter d'harmoniser les résultats plutôt que les données collectées et d'améliorer les délais de disponibilité.

Pendant la période de transition, les données sont collectées par Eurostat à partir de sources nationales de la meilleure qualité possible (en général, des enquêtes sur le budget des ménages); elles sont ensuite harmonisées a posteriori pour une cohérence optimale. Toutefois, les différences existant entre les sources de données employées font que les résultats ne peuvent être considérés comme parfaitement comparables.

### Précisions méthodologiques

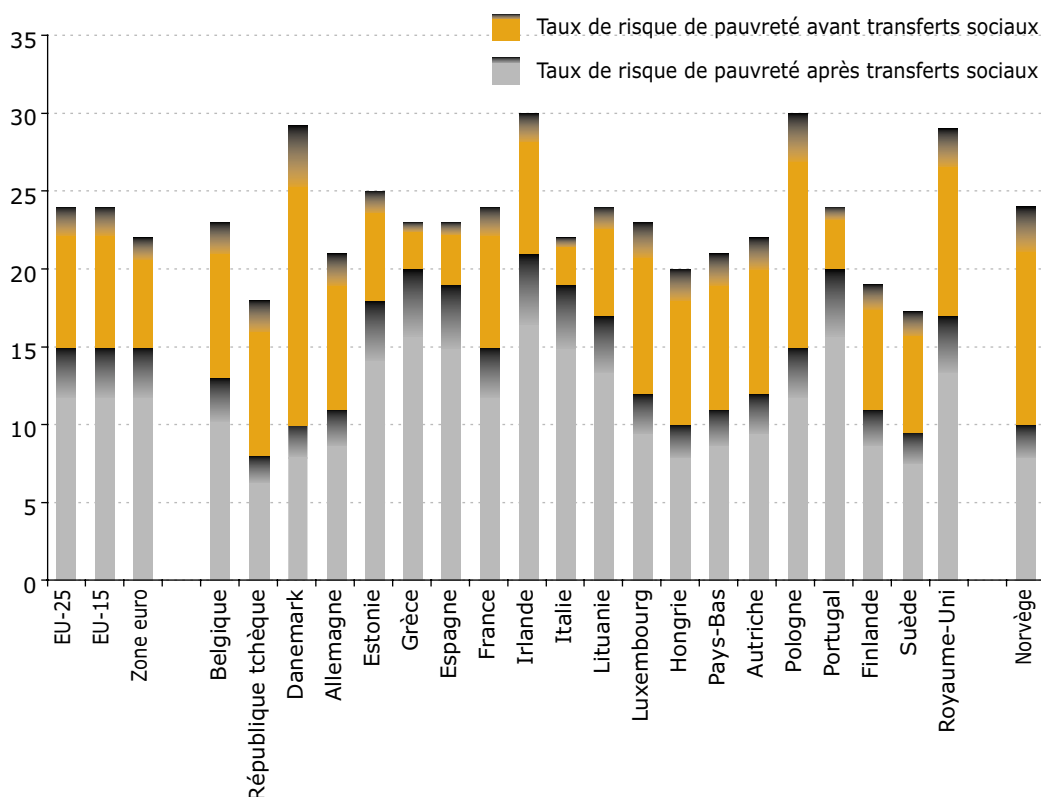
Le revenu d'un ménage est établi en additionnant tous les revenus monétaires perçus par chaque membre du ménage (y compris les revenus du travail, les revenus d'investissement et les prestations sociales), nets d'impôts et de cotisations sociales. Pour tenir compte des différences de taille et de composition des ménages, ce total est ensuite divisé par le nombre d'«équivalents-adultes» au moyen d'une échelle standard (appelée échelle «OCDE modifiée»), et le chiffre obtenu est attribué à chaque membre du ménage. Les estimations pour l'Union européenne sont des moyennes des valeurs nationales disponibles pondérées en fonction de la population.





## Taux de risque de pauvreté en 2001

Avant et après transferts sociaux; en %



Pas de données pour Chypre, la Lettonie, Malte, la Slovaquie et la Slovénie.

Source: Eurostat; UE-15: BDU du PCM, huitième vague (1994-2001), version de décembre 2003, sauf pour le Danemark (base de données Law Model) et la Suède (enquête HEK); NMS-10: deuxième vague du projet pilote, collecte de données transitoire de 2003; Norvège: source nationale.

Proportion de personnes dont le revenu disponible équivalent, avant transferts sociaux, se situe en dessous du seuil de risque de pauvreté, fixé à 60 % du revenu disponible équivalent médian national (après transferts sociaux). Les pensions de vieillesse et de survie sont considérées comme des revenus d'origine et non comme des transferts sociaux.

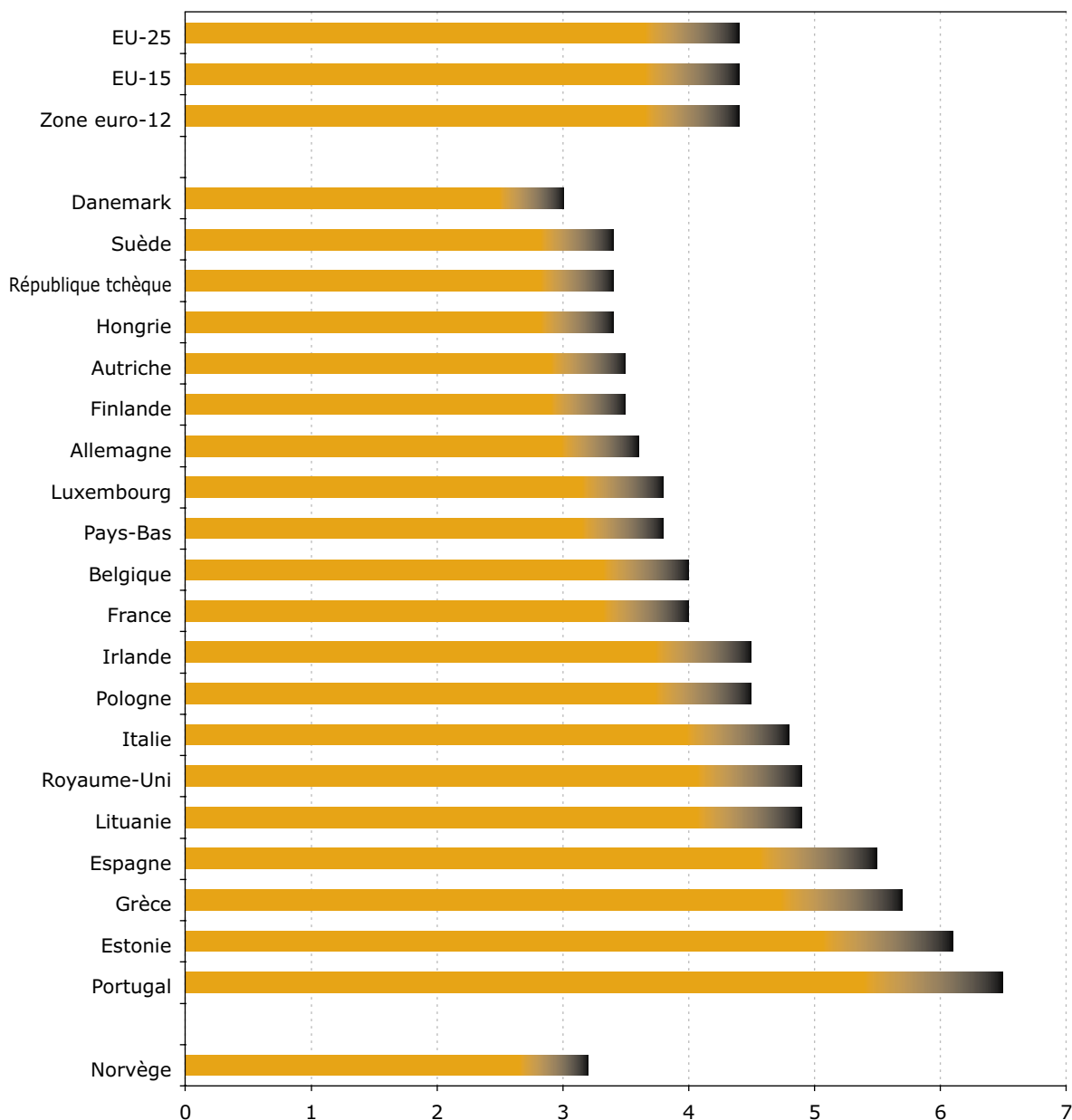
Pour mesurer la proportion de personnes exposées à la pauvreté, un seuil est fixé à 60 % du revenu médian d'un pays. En dessous de ce seuil, une personne est considérée comme étant exposée à la pauvreté. Les proportions respectives sont mesurées avant et après les transferts sociaux. En 2001, 15 % de la population des vingt-cinq pays formant l'Union actuelle étaient exposés à la pauvreté.

Ce chiffre masque des variations considérables entre les pays: le seuil de risque de pauvreté après transferts sociaux est le plus élevé en Irlande (21 %), au Royaume-Uni et dans le sud de l'Europe, et le plus faible en Scandinavie et dans les pays d'Europe centrale, notamment en République tchèque (8 %).

Sans les transferts sociaux, le seuil aurait pratiquement atteint le niveau d'un quart de la population dans l'UE-25 (24 %). Les transferts sociaux ont le plus d'impact (c'est-à-dire qu'ils entraînent une diminution de plus de 40 %) dans les pays d'Europe centrale et en Scandinavie, notamment au Danemark (65 %). Leur influence est moins évidente (diminution de moins de 20 %) dans le sud de l'Europe. Il convient de noter que cette analyse ne porte que sur l'impact des transferts sociaux autres que les pensions de retraite qui, elles, jouent un rôle important dans tous les pays.

**Inégalité de répartition des revenus en 2001**

Rapport interquintile de revenu



Les agrégats sont des estimations d'Eurostat. Pas de données pour Chypre, la Lettonie, Malte, la Slovaquie et la Slovénie.

Source: Eurostat; UE-15: BDU du PCM, huitième vague (1994-2001), version de décembre 2003, sauf pour le Danemark (base de données Law Model) et la Suède (enquête HEK); NMS-10: deuxième vague du projet pilote, collecte de données transitoire de 2003; Norvège: source nationale.

Rapport entre la part du revenu total perçu par les 20 % de la population ayant le revenu le plus élevé (quintile supérieur) et la part du revenu total perçu par les 20 % de la population ayant le revenu le plus bas (quintile inférieur). Par «revenu», on entend revenu disponible équivalent.

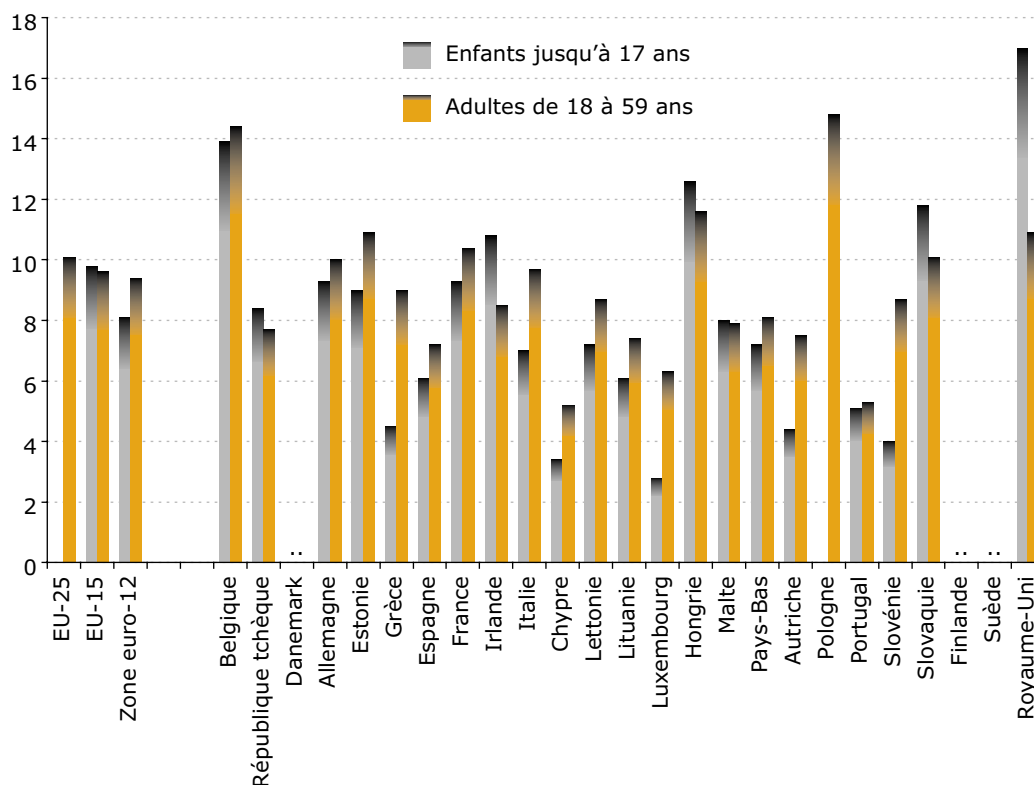
L'inégalité des revenus est une question délicate et elle est difficile à mesurer. Eurostat calcule le ratio suivant pour comparer les «riches» et les «pauvres»: le revenu total perçu par les 20 % de la population ayant les plus hauts revenus par rapport à celui perçu par les 20 % ayant les plus faibles revenus. Dans l'EU-25 en

2001, les 20 % de la population ayant les plus hauts revenus ont reçu des revenus quatre fois plus élevés que les 20 % ayant les plus faibles revenus. L'indicateur varie fortement d'un pays à l'autre, s'échelonnant de 3,0 au Danemark à 6,5 au Portugal.



## Personnes vivant dans des ménages sans emploi en 2003

Enfants jusqu'à 17 ans et adultes de 18 à 59 ans



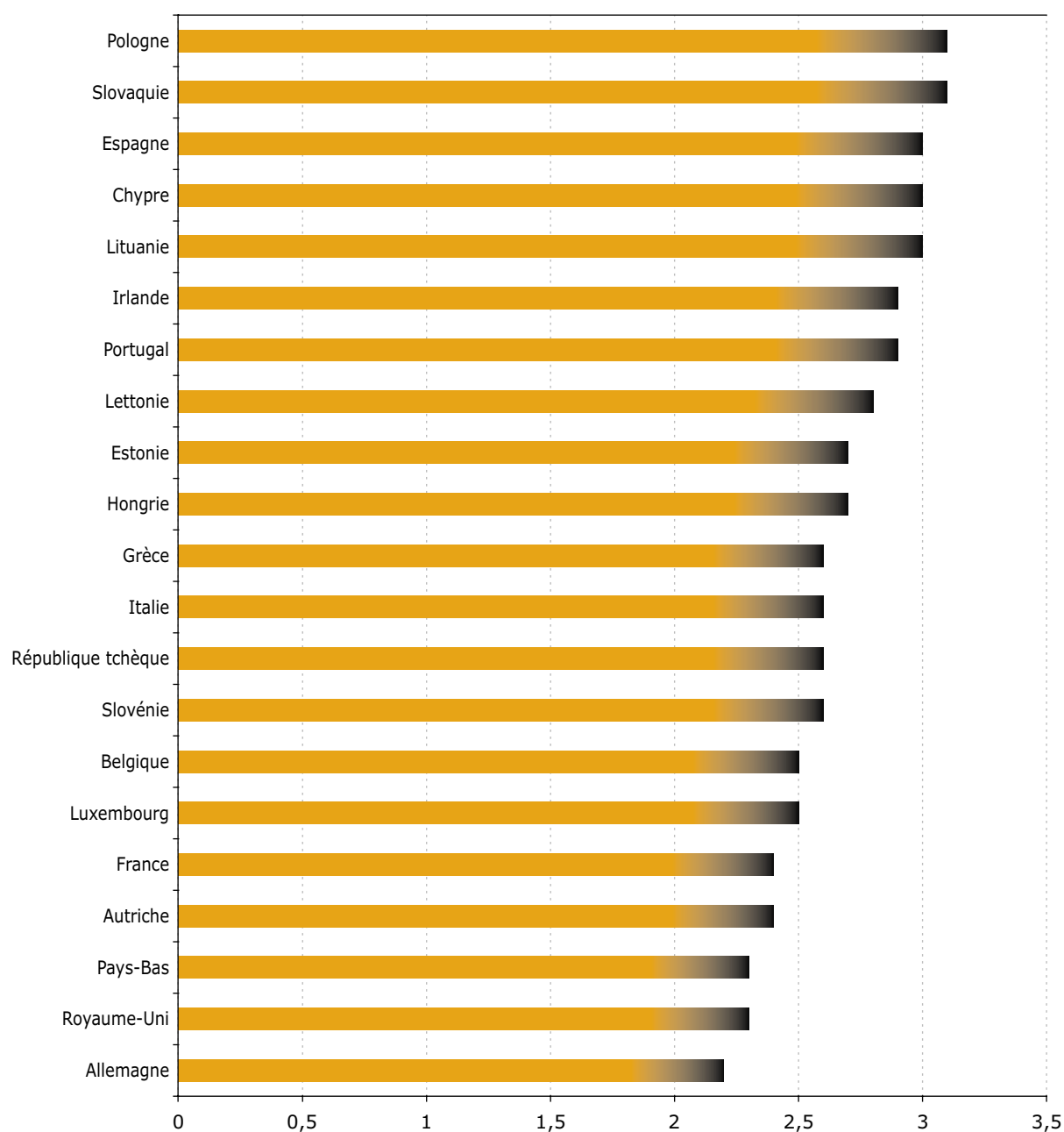
Les agrégats sont des valeurs estimées.

L'indicateur «Personnes vivant dans des ménages sans emploi» est calculé comme la part des personnes de la tranche d'âge concernée qui vivent dans des ménages dont aucun des membres ne travaille. Les étudiants âgés de 18 à 24 ans qui vivent dans les ménages composés uniquement d'étudiants de la même classe d'âge ne sont comptés ni au niveau du numérateur ni à celui du dénominateur. Les chiffres présentés aussi bien au niveau du numérateur qu'à celui du dénominateur proviennent de l'enquête européenne sur les forces de travail.

En 2003, environ 10 % de la population de l'EU-15 âgée de 18 à 59 ans vivait au sein de ménages sans emploi. La proportion d'enfants (jusqu'à 17 ans) était également élevée.



### Nombre moyen de personnes par ménage privé en 2002



Pas de données pour le Danemark, la Finlande et la Suède.

Nombre de personnes qui vivent en ménages privés divisé par nombre de ménages privés. Les ménages collectifs comme les pensions, les résidences universitaires et les hôpitaux ainsi que leurs occupants sont exclus.

# Le logement

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Type de logement de plusieurs groupes de ménages
- Titre d'occupation des ménages par situation socio-économique
- Manque de commodités par situation économique des ménages
- Problèmes de logement de plusieurs groupes de ménages
- Ménages vivant dans des logements surpeuplés (plus d'une personne par pièce)
- Biens durables et capacité financière des ménages
- Ménages mécontents de leur logement
- Charge financière des ménages due au coût de logement

## Conditions de logement

Le type de logement ou le titre d'occupation d'un logement est-il un indicateur du bien-être social des ménages?

Il existe deux tendances différentes en ce qui concerne le type de logement des ménages européens. Dans les pays du sud, les ménages à faible revenu (inférieur à 60 % du revenu médian effectif actuel) vivent principalement dans des maisons, alors que les ménages à revenu élevé (supérieur à 140 % du revenu médian effectif actuel) vivent de préférence en appartement. Dans les pays nordiques, c'est plutôt le contraire qui est constaté.

Il est très difficile d'expliquer précisément les raisons de telles différences. La répartition des ménages dans des maisons individuelles ou des appartements est liée au degré d'urbanisation de chaque pays et à la qualité du logement.

## Dans ses quatre murs à soi

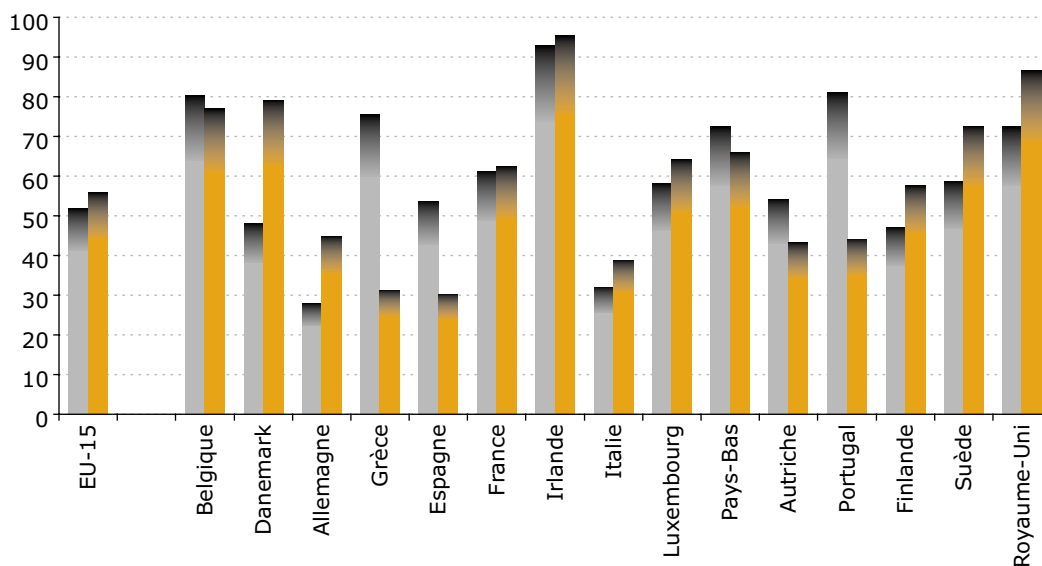
Il est plus courant de posséder son logement dans les pays du sud que dans les pays nordiques où le niveau de revenu influe bien plus fortement sur le fait qu'un ménage soit propriétaire ou non de son logement. Toutefois, du fait qu'il est plus courant de posséder son logement dans les pays du sud, de nombreux propriétaires dans ces pays disposent souvent de logements plus petits.





**Part des ménages vivant dans une maison dans l'EU-15 en 2001**

En %



■ Revenu du ménage inférieur à 60 % du revenu médian (1)  
 ■ Revenu du ménage supérieur à 140 % du revenu médian (1)

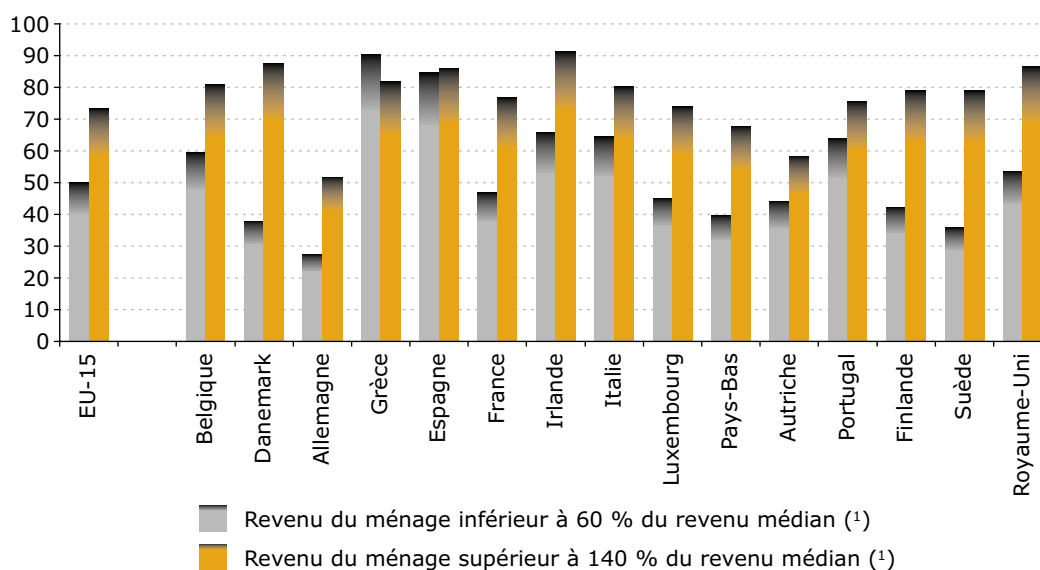
(1) Revenu médian actuel.

Cet indicateur mesure la part de tous les ménages vivant dans une maison individuelle ou jumelée (par opposition aux appartements ou à d'autres types de logement). Il existe quatre groupes de revenus: inférieurs à 60 % du revenu médian de tous les ménages; de 60 à 100 %; de 100 à 140 %; supérieurs à 140 %.




**Part des ménages possédant leur logement dans l'EU-15 en 2001**

En %

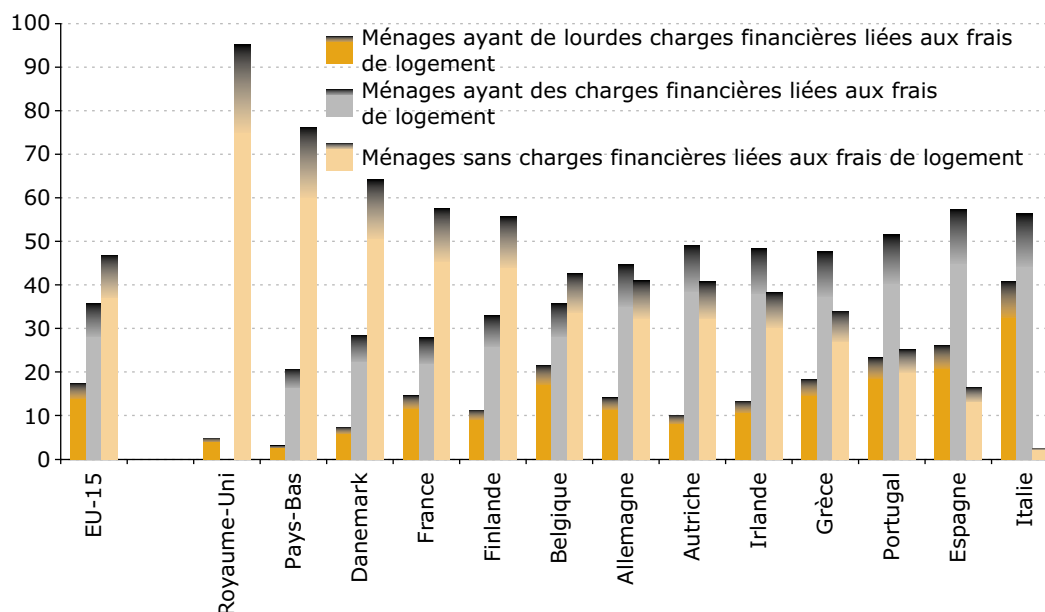


(1) Revenu médian actuel.

Cet indicateur mesure la part de tous les ménages qui sont propriétaires de leur logement. Il existe quatre groupes de revenus: inférieurs à 60 % du revenu médian de tous les ménages; de 60 à 100 %; de 100 à 140 %; supérieurs à 140 %.

**Part des ménages avec/sans charges financières dues aux coûts de logement dans l'EU-15 en 2001**

En %

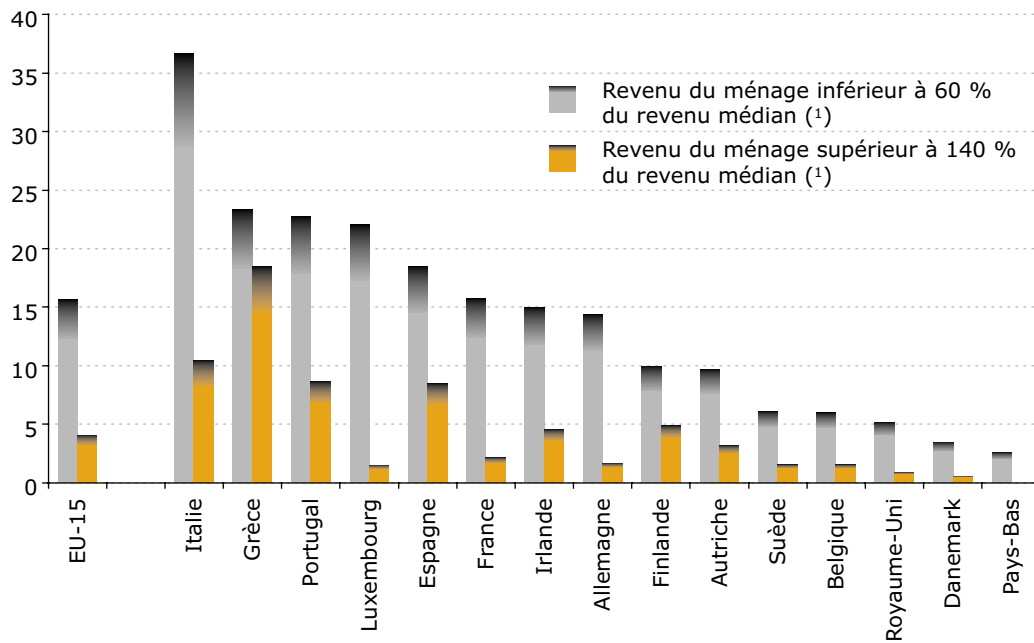


Pas de données pour le Luxembourg et la Suède.

Cet indicateur montre la part des ménages qui ont une charge financière, une très lourde charge financière ou pas de charge financière en raison des frais de logement.

### Part des ménages ayant un logement surpeuplé dans l'EU-15 en 2001

En %

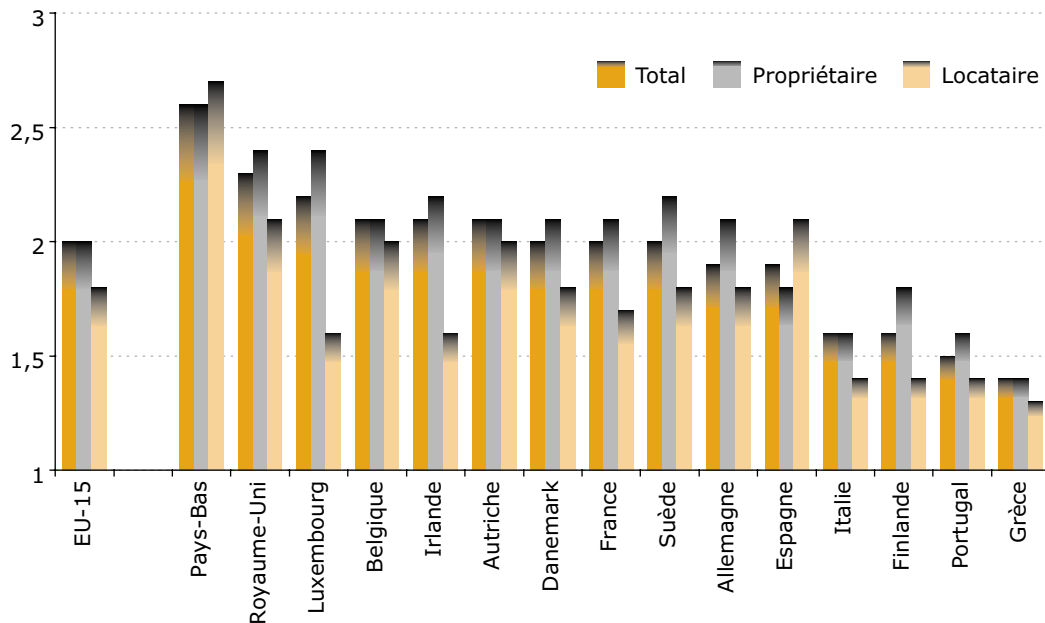


(1) Revenu médian actuel.

Cet indicateur mesure la part de toutes les personnes qui vivent en surnombre (plus d'une personne par pièce). Il existe quatre groupes de revenus: inférieurs à 60 % du revenu médian de tous les ménages; de 60 à 100 %; de 100 à 140 %; supérieurs à 140 %.

### Pièces par personne dans l'EU-15 en 2001

Par titre d'occupation



Cet indicateur montre le nombre de pièces dont dispose chaque personne dans un ménage d'après les modalités de jouissance du logement.

# La protection sociale

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Dépenses de protection sociale
- Recettes de protection sociale par type
- Prestations sociales par «fonction»

### Protection sociale: soulager les ménages et les personnes

La protection sociale couvre l'ensemble des interventions d'organismes publics ou privés visant à soulager les ménages et les personnes de la charge d'un ensemble défini de risques et de besoins associés à la vieillesse, à la maladie, à la maternité et à la famille, à l'invalidité, au chômage, etc.



### Les huit «fonctions» de classement des prestations de protection sociale

Les dépenses de protection sociale incluent la fourniture des prestations sociales, les coûts administratifs et autres dépenses (par exemple, les intérêts payés aux banques). La fourniture de prestations représente l'essentiel des dépenses de protection sociale. Les dépenses d'éducation sont exclues.

Les prestations de protection sociale sont des transferts directs, en espèces ou en nature, effectués par les régimes de protection sociale en faveur des ménages et de particuliers, dans le but de les soulager des charges résultant de certains risques ou besoins. Les prestations par le biais du système fiscal sont exclues.

Les prestations sont classées selon huit «fonctions» de protection sociale:

1. Les **prestations de maladie et de soins de santé** englobent essentiellement les congés de maladie payés, les soins médicaux et les produits pharmaceutiques.
2. Les **prestations d'invalidité** comprennent essentiellement les pensions d'invalidité et

la fourniture de biens et services (autres que les soins médicaux) aux personnes invalides.

3. Les **prestations de vieillesse** comprennent surtout les pensions de retraite et la fourniture de biens et services (autres que les soins médicaux) aux personnes âgées.
4. Les **prestations de survivants** comprennent la garantie de ressources et une assistance à la suite du décès d'un membre de la famille (pension de réversion, par exemple).
5. Les **allocations familiales** comprennent le soutien financier (à l'exclusion des soins de santé) lié aux coûts de la grossesse, de l'accouchement et de la garde pour d'autres membres de la famille.
6. Les **prestations de chômage** comprennent également le financement de la formation professionnelle par des organismes publics.
7. Les **allocations de logement** comprennent les interventions des autorités publiques visant à aider les ménages à faire face au coût du logement.

8. Les **prestations au titre de l'exclusion sociale** comprennent la garantie de ressources, la réinsertion des alcooliques et des toxicomanes ainsi que d'autres prestations diverses (à l'exclusion des soins médicaux).

## Financement de la protection sociale

Les unités chargées d'assurer la protection sociale sont financées de différentes façons. Leurs recettes comprennent les cotisations sociales versées par les employeurs et les personnes protégées, les contributions publiques et les autres recettes. Ces dernières proviennent de sources variées (par exemple, intérêts, dividendes, loyers et créances sur tiers).

Les cotisations sociales sont payées par les employeurs et les personnes protégées.

Les cotisations sociales à la charge des employeurs comprennent toutes les dépenses consenties par les employeurs afin d'ouvrir à leurs salariés un droit à des prestations sociales. Elles englobent tous les versements que les employeurs font à des organismes de sécurité sociale (cotisations effectives) ainsi que les prestations sociales payées directement par les employeurs à leurs salariés (cotisations imputées). Les cotisations sociales payées par les personnes protégées comprennent les cotisa-

tions payées par les salariés, par les travailleurs indépendants ainsi que par les pensionnés et d'autres personnes.

Les prestations sociales sont enregistrées sans déduction des impôts ou autres prélèvements obligatoires à verser par les bénéficiaires. Les «avantages fiscaux» (réductions d'impôts accordées aux ménages aux fins de protection sociale) sont généralement exclus.



## Sespros: un outil statistique pour comparer les politiques sociales

Les données relatives aux dépenses et aux recettes de protection sociale sont harmoni-

sées selon le système européen de statistiques intégrées de la protection sociale (Sespros). Fondé sur le concept des fonctions de protection sociale et développé suivant une méthodologie commune, Sespros est un outil unique de comparaison des politiques sociales des divers pays européens. Les comparaisons peuvent indiquer, par exemple, comment les besoins sociaux ou les risques sont couverts ou quels efforts sont consentis par les pays en vue de les satisfaire. Sespros permet également d'analyser l'organisation de la protection sociale, car il est conçu sur la base d'«unités statistiques» chargées de fournir aux ménages ou aux individus les diverses prestations sociales.



### Dépenses totales de protection sociale

En prix courants, en % du PIB

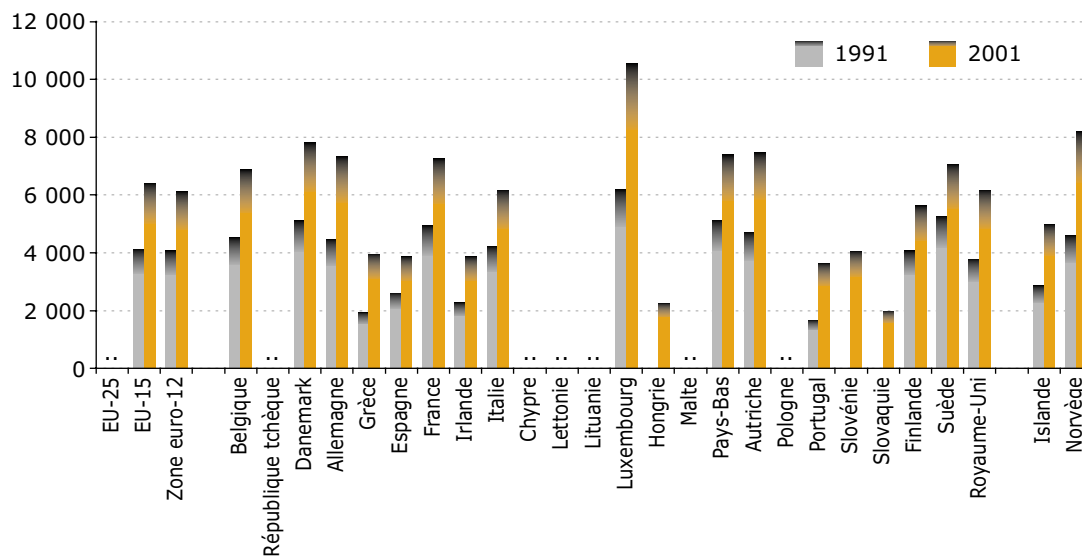
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-25	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EU-15	25,4	26,4	27,7	28,7	28,4	28,2	28,4	28	27,5	27,4(p)	27,3(e)	27,5(e)
Zone euro	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Belgique	26,4	27	27,7	29,3	28,7	28,1	28,6	27,9	27,6	27,3(p)	26,8(e)	27,5(e)
République tchèque	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Danemark	28,7	29,7	30,3	31,9	32,8	32,2	31,4	30,4	30,2	30	29,2	29,5
Allemagne	25,4	26,1	27,6	28,4	28,3	28,9	29,9	29,5	29,3	29,6	29,6	29,8(p)
Estonie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Grèce	22,9	21,5	21,2	22	22,1	22,3	22,9	23,3	24,2	25,5	26,3	27,2
Espagne	19,9	21,2	22,4	24	22,8	22,1	21,9	21,2	20,6	20,2(p)	20,2(p)	20,0(p)
France	27,9	28,4	29,3	30,7	30,5	30,7	31	30,8	30,5	30,2	29,8	30,0(p)
Irlande	18,4	19,6	20,3	20,2	19,7	18,9	17,8	16,6	15,4	14,7	14,1	14,6(p)
Italie	24,7	25,2	26,2	26,4	26	24,8	24,8	25,5	25	25,2	25,2(p)	25,6(p)
Chypre	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Lettonie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Lituanie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Luxembourg	21,4	22	22,5	23,3	22,9	23,7	24,1	22,8	21,7	21,7	20,3	21,2(p)
Hongrie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	20,9(p)	20,3(p)	19,9(p)
Malte	:	:	:	:	:	:	:	:	18,8	18,4	17,9	18,3
Pays-Bas	31,1	31,2	31,9	32,3	31,7	30,9	30,1	29,4	28,4	28	27,4	27,6(p)
Autriche	27	27,3	27,8	29,1	29,9	29,8	29,8	28,7	28,3	28,9	28,4	28,4
Pologne												
Portugal	16,3	17,2	18,4	21	21,3	22,1	21,2	21,4	22,1	22,6	23	23,9(p)
Slovénie	:	:	:	:	:	:	24,7	25,2	25,3	25,2	25,4	25,6(p)
Slovaquie	:	:	:	:	:	18,7	19,8	20	20,2	20,2	19,5	19,1(p)
Finlande	25,1	29,8	33,6	34,5	33,8	31,7	31,6	29,2	27,2	26,8	25,5	25,8
Suède	33,1	34,3	37,1	38,2	36,7	34,6	33,9	33	32,2	31,8	30,7	31,3(p)
Royaume-Uni	22,9	25,7	27,9	29	28,6	28,2	28	27,5	26,9	26,4	27,1	27,2(p)
Islande	16,8	17,6	18,2	18,8	18,4	19	18,8	18,9	18,9	19,5	19,8	20,1
Norvège	26,2	27	28,2	28,2	27,6	26,7	26	25,3	27,1	27,1	24,6	25,6

Les dépenses de protection sociale comprennent: les prestations sociales, qui sont des transferts, en espèces ou en nature, versés aux ménages et aux individus pour alléger la charge entraînée par un certain nombre de besoins ou de situations à risque; les dépenses de fonctionnement, qui représentent les frais supportés par le programme social pour sa gestion et son fonctionnement; les autres dépenses, qui comprennent les frais divers des régimes de protection sociale (paiement du revenu de la propriété et autres).

En 2001, 27,5 % du PIB ont été dépensés en protection sociale dans l'EU-15, soit 1,1 point de pourcentage de plus qu'en 1991. La proportion la plus élevée a été relevée en Suède (31,3 %) et la plus faible en Irlande (14,6 %).

**Dépenses totales de protection sociale par habitant**

En SPA



2001 pour l'EU-15 et l'EU-25: valeurs estimées.

Les dépenses de protection sociale comprennent: les prestations sociales, qui sont des transferts, en espèces ou en nature, versés aux ménages et aux individus pour alléger la charge entraînée par un certain nombre de besoins ou de situations à risque; les dépenses de fonctionnement, qui représentent les frais supportés par le programme social pour sa gestion et son fonctionnement; les autres dépenses, qui comprennent les frais divers des régimes de protection sociale (paiement du revenu de la propriété et autres).

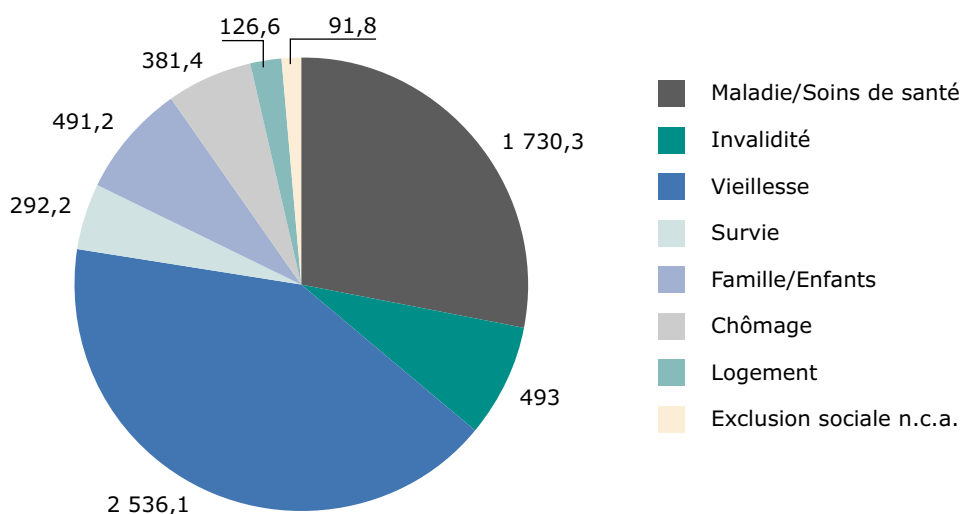
Les dépenses de protection sociale ont également été calculées par habitant. L'unité est le standard de pouvoir d'achat qui permet d'effectuer une comparaison non biaisée entre pays. En 2001, les dépenses de protection sociale se sont élevées à environ 6 405 SPA par habitant

dans l'EU-15, et elles s'échelonnaient de 10 559 SPA au Luxembourg à 3 644 SPA au Portugal. Une décennie plus tôt, les dépenses de protection sociale par habitant de l'EU-15 étaient inférieures d'environ un tiers à la valeur de 2001.



### Prestations sociales par habitant par catégorie dans l'EU-15 en 2001

En SPA



Valeurs estimées.

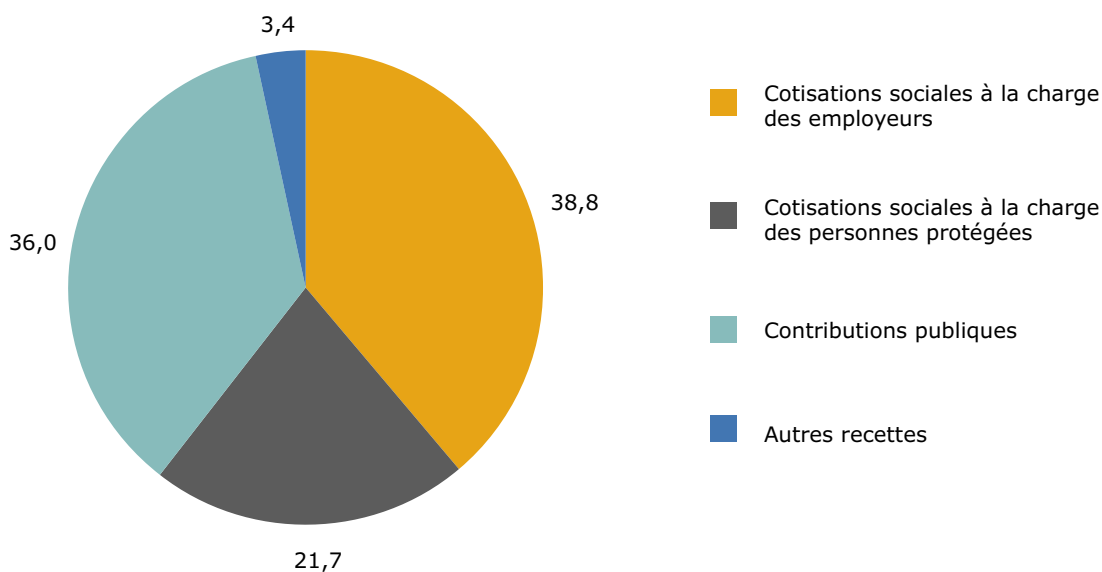
Les prestations sociales sont des transferts, en espèces ou en nature, versés par les régimes de prestation sociale aux ménages et aux individus pour alléger la charge financière entraînée par un certain nombre de besoins ou de situations à risque.

Les prestations sociales par habitant sont indiquées pour chaque fonction mentionnée ci-dessus. Le montant le plus élevé est dépensé pour les personnes âgées (2 536 SPA dans l'EU-15 en 2001), suivi des allocations pour la maladie

et les soins de santé (1 730 SPA dans l'EU-15 en 2001). Environ 38,8 % des recettes de protection sociale ont été financés par les employeurs, 36 % par l'État et 21,7 % par les personnes protégées elles-mêmes.

### Recettes de protection sociale par type dans l'EU-15 en 2001

En % des recettes totales



Valeurs estimées.

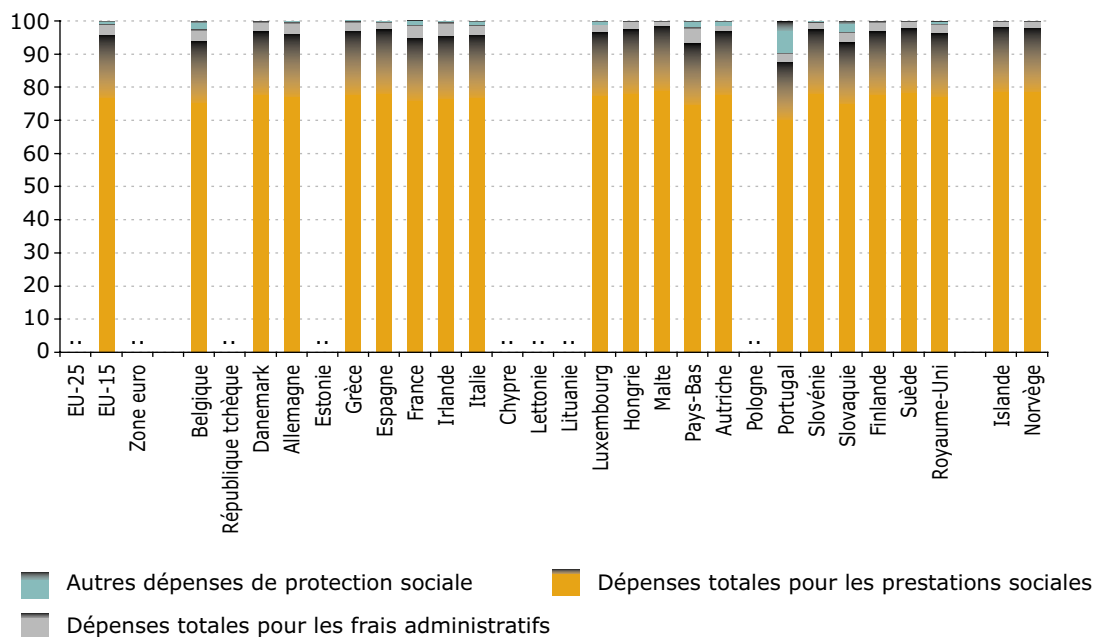
Les recettes tirées des régimes de protection sociale comprennent les cotisations sociales, les cotisations des administrations publiques et d'autres recettes. Les cotisations sociales à la charge des employeurs sont les coûts supportés par les employeurs pour garantir à leurs salariés, leurs anciens salariés et les travailleurs à leur charge, le droit à des prestations sociales. Les cotisations sociales des employeurs peuvent être effectives ou imputées; elles peuvent être versées par des employeurs résidents ou non résidents.



En fait, la majeure partie des dépenses de protection sociale est consacrée aux prestations sociales (95,9 % du total dans l'EU-15 en 2001).


### Dépenses totales de protection sociale par type en 2001

En % des dépenses totales de protection sociale



EU-15 et Belgique: valeurs estimées.

Les prestations sociales comprennent les transferts, en espèces ou en nature, versés aux ménages et aux individus pour alléger la charge financière entraînée par un certain nombre de besoins ou de situations à risque. Les dépenses de protection sociale comprennent: les prestations sociales; les dépenses de fonctionnement, qui représentent les frais supportés par le programme social pour sa gestion et son fonctionnement; les autres dépenses, qui comprennent les frais divers des régimes de protection sociale (paiement du revenu de la propriété et autres).



## L'économie

Les comptes nationaux 117-136

Les prix et les salaires 137-148

La balance des paiements 149-160

Le commerce international de biens 161-166

3

## Les comptes nationaux



### Les comptes nationaux: le bilan d'état de l'économie

Les comptes nationaux constituent un cadre comptable complet et cohérent qui permet de mesurer le niveau et la structure de l'activité économique. Ce cadre fournit de nombreuses statistiques macroéconomiques essentielles, par exemple concernant le produit intérieur brut (PIB), la production, le revenu, la consommation, les importations et les exportations.

Établis aux niveaux des régions, des États membres et de l'Union européenne, les comptes nationaux fournissent des informations sur l'économie sous l'angle de l'offre et de la demande. Ils indiquent quels secteurs économiques sont particulièrement importants en termes de PIB et de croissance, quelle part du revenu généré par l'activité économique reste dans les entreprises et quelle part revient aux ménages et à l'État, quelle proportion du revenu est dépensée pour des achats de biens de consommation et des investissements et quel est le niveau de l'épargne.

Toutes ces caractéristiques font des comptes nationaux un instrument particulièrement précieux pour l'analyse économique, la prise de décision et l'élaboration des politiques.

### Le SEC 95: une norme commune pour l'établissement des comptes nationaux en Europe

En Europe, les comptes nationaux sont établis selon des normes entièrement harmonisées, définies dans le Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 95). Le SEC 95 a été institué par le règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil, entré en vigueur en 1996, qui doit donc être appliqué par tous les États membres de l'Union européenne. Il instaure une méthodologie commune qui garantit la pleine et entière comparabilité des données des comptes nationaux, quelle que soit la région économique considérée. Tous les chiffres de comptabilité nationale figurant dans la présente publication ont été établis selon cette norme. Le SEC 95 est la version européenne des lignes directrices mondiales énoncées dans le Système de comptabilité nationale (SCN 93) qui, lui, a été élaboré et publié conjointement par la Commission des Communautés européennes, le Fond monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, la division statistique de l'ancien département de l'information économique et sociale et de l'analyse politique et les commissions régionales du secrétariat des Nations unies ainsi que la Banque mondiale.



**PIB par habitant en SPA**  
 Aux prix courants du marché

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
EU-25	:	:	:	:	18 470	19 400	20 630	21 300	21 990	22 280 (f)	23 160 (f)	24 120 (f)
EU-15	17 060	17 680	18 530	19 460	20 330	21 340	22 660	23 340	24 040	24 360	25 690 (f)	27 160 (f)
Zone euro	17 220	17 840	18 640	19 480	20 380	21 370	22 650	23 010	23 630	23 800 (f)	24 660 (f)	25 580 (f)
Belgique	18 510	19 190	19 870	20 750	21 430	22 470	24 110	24 970	25 620	25 900 (f)	26 830 (f)	27 860 (f)
République tchèque	:	:	:	:	:	:	13 530	14 100	14 820 (f)	15 410 (f)	16 230 (f)	17 190 (f)
Danemark	19 210	19 940	21 100	22 260	23 050	24 710	26 180	26 930	27 000 (f)	27 310 (f)	28 400 (f)	29 440 (f)
Allemagne	18 520	19 060	19 850	20 450	21 130	21 990	23 120	23 460	23 950 (f)	24 080 (f)	24 900 (f)	25 770 (f)
Estonie	5 260	5 510	5 980	6 810	7 280	7 510	8 490	9 020	9 650 (f)	10 560 (f)	11 480 (f)	12 840 (f)
Grèce	11 340	11 520	12 000	12 750	13 260	13 930	14 950	15 680 (f)	16 990 (f)	17 760 (f)	18 880 (f)	19 870 (f)
Espagne	13 420	13 970	14 730	15 510	16 460	17 820	18 900	19 670	20 710 (f)	21 250 (f)	22 190 (f)	23 260 (f)
France	17 890	18 400	19 150	20 240	21 160	22 180	23 530	24 460	25 240 (f)	25 280 (f)	26 150 (f)	27 180 (f)
Irlande	14 350	15 870	17 360	19 910	21 600	23 720	26 080	27 480	30 160 (f)	29 360 (f)	30 370 (f)	31 950 (f)
Italie	17 670	18 420	19 270	19 940	20 990	21 750	22 960	23 370 (f)	23 680 (f)	23 900 (f)	24 600 (f)	25 560 (f)
Chypre	13 130	13 320	13 740	14 230	14 960	15 900	17 280	18 290	18 380	18 840 (f)	19 550 (f)	20 500 (f)
Lettonie	4 530	4 640	5 010	5 630	6 050	6 430	7 140	7 790	8 370 (f)	8 940 (f)	9 680 (f)	10 490 (f)
Lituanie	4 740	5 640	6 070	6 710	7 340	7 440	8 109	8 850	9 570 (f)	10 630 (f)	11 610 (f)	12 620 (f)
Luxembourg	28 120	28 540	29 810	32 610	35 620	40 370	45 080	45 330	45 630 (f)	46 370 (f)	47 920 (f)	50 100 (f)
Hongrie	7 900	7 930	8 280	8 910	9 510	10 200	11 050	12 020	12 830 (f)	13 370 (f)	14 130 (f)	14 940 (f)
Malte	:	:	:	:	:	15 050	16 110	16 110	16 530 (f)	16 690 (f)	17 170 (f)	17 780 (f)
Pays-Bas	18 460	19 200	20 190	21 370	22 380	23 410	25 100	26 460	26 800 (f)	26 630 (f)	27 270 (f)	27 970 (f)
Autriche	19 660	20 240	21 280	22 050	22 960	24 260	25 920	26 140	26 680 (f)	26 990 (f)	27 910 (f)	28 990 (f)
Pologne	:	6 810	7 250	7 350	8 210	8 920	9 460	9 770	10 010	10 340 (f)	10 940 (f)	11 600 (f)
Portugal	11 070	11 670	12 260	13 070	13 920	14 980	15 950	16 480	17 050 (f)	16 740 (f)	17 110 (f)	17 680 (f)
Slovénie	10 670	10 950	11 670	12 580	13 250	14 340	15 160	15 920	16 710 (f)	17 200 (f)	18 070 (f)	19 090 (f)
Slovaquie	7 740	7 120	7 730	8 370	8 820	9 160	9 920	10 430	11 340 (f)	11 740 (f)	12 240 (f)	12 860 (f)
Finlande	16 149	16 890	17 750	19 570	20 980	21 660	23 590	24 320	24 490 (f)	24 580 (f)	25 500 (f)	26 420 (f)
Suède	17 980	18 890	19 740	20 540	21 240	22 980	24 720	24 790	25 190 (f)	25 410 (f)	26 260 (f)	27 220 (f)
Royaume-Uni	16 960	17 660	18 740	20 160	21 010	21 980	23 560	24 540	25 840 (f)	26 490 (f)	27 820 (f)	29 010 (f)
Islande	19 870	19 960	21 470	22 370	23 730	24 830	26 000	26 750	26 250 (f)	26 140 (f)	27 510 (f)	29 420 (f)
Norvège	20 090	21 170	23 490	25 070	24 670	27 460	33 320	33 700	32 810 (f)	32 970 (f)	34 080 (f)	35 000 (f)
Canada	19 630	20 440	21 960	23 230	23 900	24 870	27 510 (f)	27 910 (f)	28 270 (f)	29 230 (f)	30 290 (f)	31 490 (f)
Japon	20 370	20 930	22 550	23 430	23 470	22 680	24 050	24 350 (f)	24 220 (f)	24 820 (f)	26 060 (f)	27 090 (f)
États-Unis	25 080	25 710	26 730	28 340	29 640	30 480	32 280	32 560	33 010 (f)	33 740 (f)	35 320 (f)	36 660 (f)

(f): prévisions

Le PIB est un indicateur de la situation économique d'une nation. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminuée de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en SPA, on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, et les calculs par tête permettent de comparer des économies présentant d'importantes différences en taille absolue.

Le produit intérieur brut est un indicateur de la situation économique d'une nation. C'est égal à la valeur de tous les biens et services qui sont consommés, investis, stockés ou bien encore exportés, moins la valeur des biens et services

importés. Pour comparer des économies de taille différente et ayant des niveaux de prix différents, Eurostat a calculé l'indicateur «PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat» (SPA).

# La production économique

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un large éventail de données sur la production économique, ventilées selon les branches de l'économie qui l'ont générée.

- Agriculture, chasse et sylviculture
- Pêche
- Industries extractives
- Secteur manufacturier
- Énergie (électricité, gaz, etc.) et approvisionnement en eau
- Construction
- Services (commerce de gros et réparation, hôtels et restaurants, transports, entreposage, communication, intermédiation financière, immobilier, location, services aux entreprises, administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire, santé et action sociale, etc.)
- Divers (services collectifs, sociaux, personnels, etc.)

## Le PIB: résultat de toutes les activités de production

Le produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. On peut le définir de trois façons.

- Le PIB est égal à la somme de la valeur ajoutée brute des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches plus les impôts nets des subventions sur les produits (qui ne sont pas accordées aux secteurs et aux branches).
- Le PIB est égal à la somme des emplois finals des biens et des services par les unités



économiques résidentes (consommation finale et formation brute de capital) plus les exportations nettes des importations de biens et de services (optique des «dépenses»).

- Le PIB est égal à la somme de la rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte de l'économie totale (optique du «revenu») (SEC 95, 8.89).

Dans ces tableaux, le PIB correspond à la production de biens et de services de l'économie moins la consommation intermédiaire et plus les impôts moins les subventions sur les produits. Par «évaluation à prix constants», on entend l'évaluation des flux et des stocks pendant une période comptable aux prix de la période de référence (SEC 95, 1.56).

## Le PIB par habitant

Le PIB, et en particulier le PIB par habitant, est un des principaux indicateurs utilisés pour analyse économique ainsi que pour les comparaisons internationales dans l'espace et/ou dans le temps.

Pour faciliter ces comparaisons internationales, le PIB exprimé dans la monnaie nationale de chaque État membre est converti en une monnaie commune (l'écu jusqu'en 1998 et l'euro à partir de 1999) en appliquant le taux de change officiel. Toutefois, le taux d'échange ne reflète pas nécessairement le pouvoir d'achat réel de chaque monnaie nationale dans son territoire économique.

Pour éliminer différences de niveaux de prix, des parités de pouvoir d'achat (PPA) sont calculées et utilisées comme facteur de conversion (taux de change de la monnaie nationale en standards de pouvoir d'achat). Ces parités correspondent à une moyenne pondérée des rapports de prix relatifs concernant un panier homogène de biens et de services représentatifs et comparables pour chaque État membre.

Les valeurs du PIB en «volume comparable» obtenues de la sorte sont ensuite exprimées en SPA, unité indépendante des monnaies nationales.

### Valeur ajoutée brute

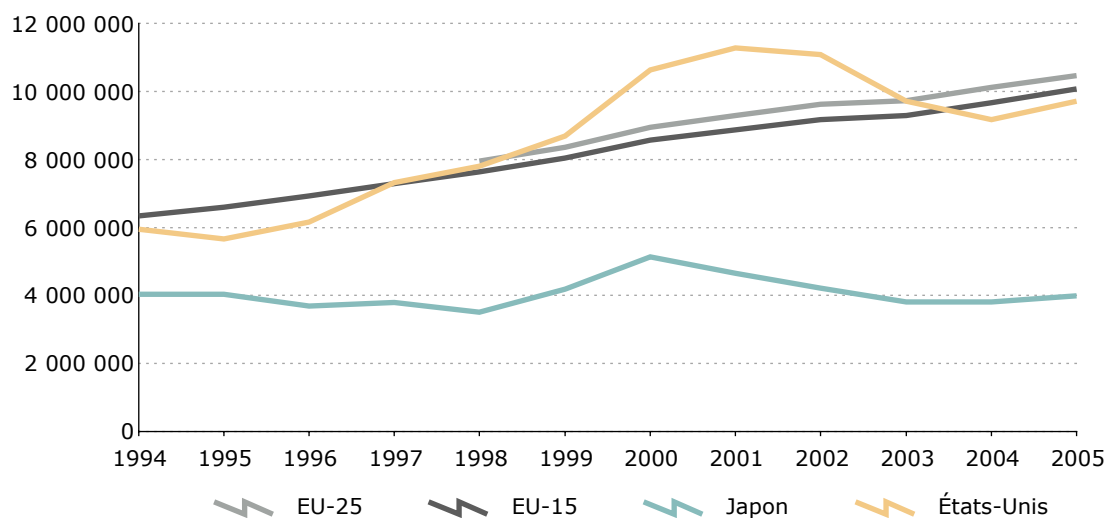
Généralement, entre 85 et 90 % du PIB correspondent à la valeur ajoutée brute aux prix de base.

La valeur ajoutée brute est enregistrée aux prix de base. C'est le résultat net de la production évaluée aux prix de base moins la consommation intermédiaire évaluée aux prix d'acquisition (SEC 95, 9.23). Le prix de base est le prix qu'un producteur peut recevoir d'un acquéreur d'une unité de bien ou de service produite moins tout impôt à payer sur cette unité du fait de sa production ou de sa vente (impôts sur les produits) plus toute subvention pouvant être perçue pour cette unité du fait de sa production ou de sa vente (subventions sur les produits). Il exclut les éventuels frais de transport facturés séparément par le producteur, mais inclut les éventuelles marges de transport comptées par le producteur sur la même facture, même lorsqu'elles y figurent séparément (SEC 95, 3.48).

3

#### PIB aux prix courants du marché

En Mio ECU/EUR



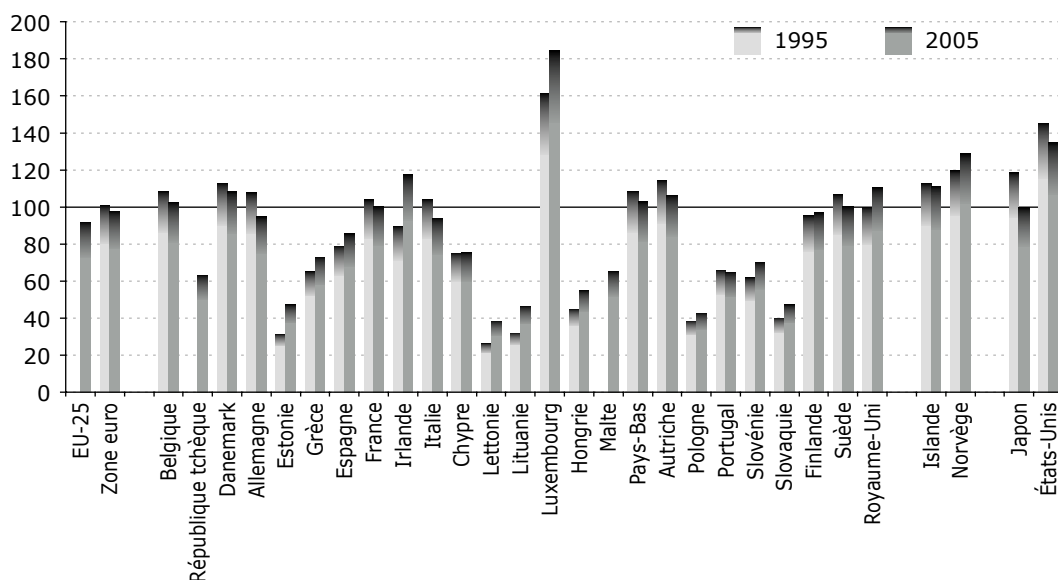
2004 et 2005: prévisions; 2003 pour l'EU-15 et le Japon: prévisions.

Le PIB est un indicateur de la situation économique d'une nation. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminuée de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en SPA, on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, et les calculs par tête permettent de comparer des économies présentant d'importantes différences en taille absolue.



### PIB par habitant en SPA en 1995 et 2005

EU-15 = 100

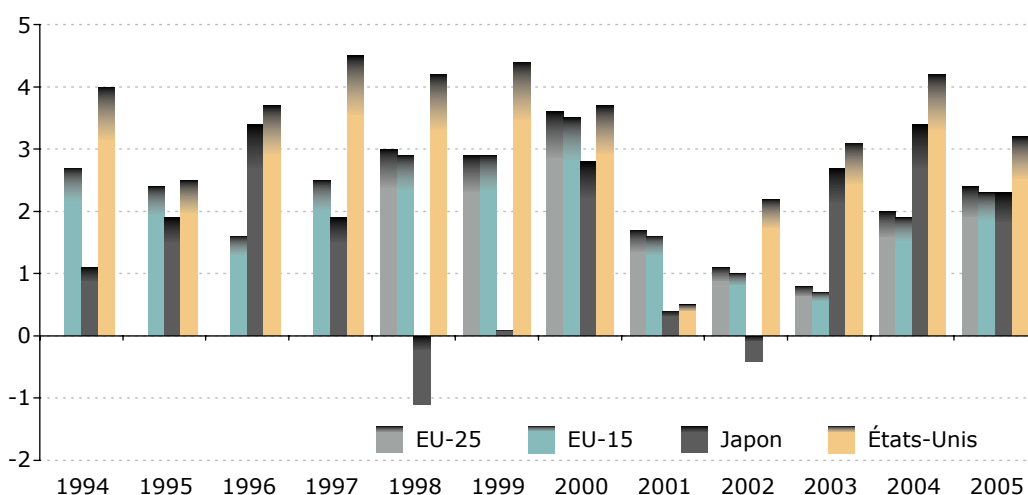


2005: prévision.

Le PIB est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. L'indice de volume du PIB par habitant en SPA est exprimé par rapport à la moyenne de l'UE fixée à 100. Si l'indice d'un pays est supérieur à 100, le niveau du PIB par tête pour ce pays est supérieur à la moyenne de l'UE et vice versa. Les chiffres de base sont exprimés en SPA, c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Il est à noter que l'indice, calculé à partir des chiffres en SPA et exprimé par rapport à l'EU-15 = 100, est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

### Taux de croissance du PIB réel

Taux de croissance du PIB à prix constants en 1995 — Variation en % par rapport à l'année précédente



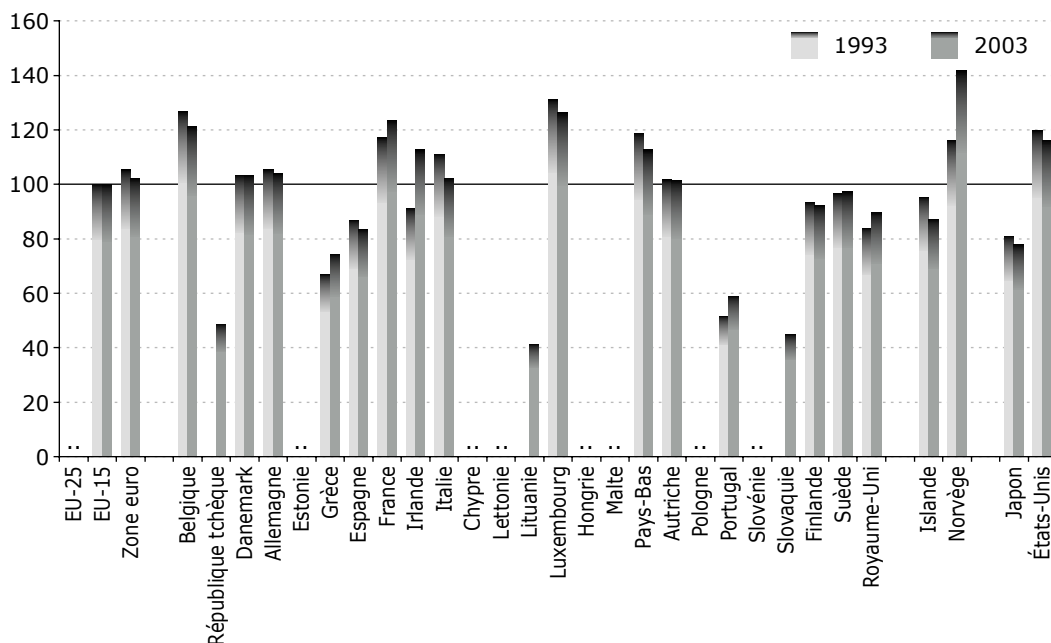
2004 et 2005: prévisions; 2003 pour l'EU-25 et le Japon: prévisions.

Le PIB est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. Le calcul du taux de croissance annuel du PIB à prix constants est destiné à permettre les comparaisons des dynamiques du développement économique à la fois à travers le temps et entre des économies de différentes tailles. Le taux de croissance est calculé à partir de chiffres à prix constants, puisque ceux-ci donnent les mouvements en volume uniquement, c'est-à-dire que les mouvements des prix ne feront pas monter les taux de croissance.



**Productivité de la main-d'œuvre en 1993 et 2003**

PIB en SPA par heure de travail, par rapport à l'EU-15 (= 100)



1993: valeurs estimées; 2003: prévisions.

Le PIB est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. Le PIB par heure de travail, exprimé par rapport à la moyenne de l'UE, donne une image de la productivité des économies nationales. Si l'indice est supérieur à 100, le niveau du PIB par heure de travail de ce pays est supérieur à la moyenne de l'UE et vice versa. Les chiffres de base sont exprimés en SPA, c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Exprimer la productivité par heure de travail éliminera les différences dans la composition temps plein/temps partiel de la force de travail.

# La consommation et les dépenses

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Dépenses de consommation finale privée, c'est-à-dire les dépenses de consommation des ménages privés et des institutions sans but lucratif au service des ménages
- Dépenses de consommation des administrations publiques
- Formation brute de capital fixe, c'est-à-dire les «investissements», y compris une ventilation par catégorie de produits d'investissement
- Variation des stocks
- Balance extérieure, c'est-à-dire la différence entre les exportations et les importations de biens et de services

## Données essentielles pour l'analyse structurelle comme pour l'analyse conjoncturelle de l'économie

Les agrégats des comptes nationaux sur la consommation et les dépenses sont utilisés par la Banque centrale européenne et les services de la

Commission, en particulier la direction générale des affaires économiques et financières, en tant qu'outils importants pour l'analyse économique structurelle et les décisions stratégiques. Les séries trimestrielles respectives sont essentielles pour l'analyse conjoncturelle et les décisions stratégiques consécutives. Ces séries sont également largement utilisées pour étayer la prise de décisions dans le secteur privé, en particulier sur les marchés financiers.



## Consommation finale: «dépenser» le PIB

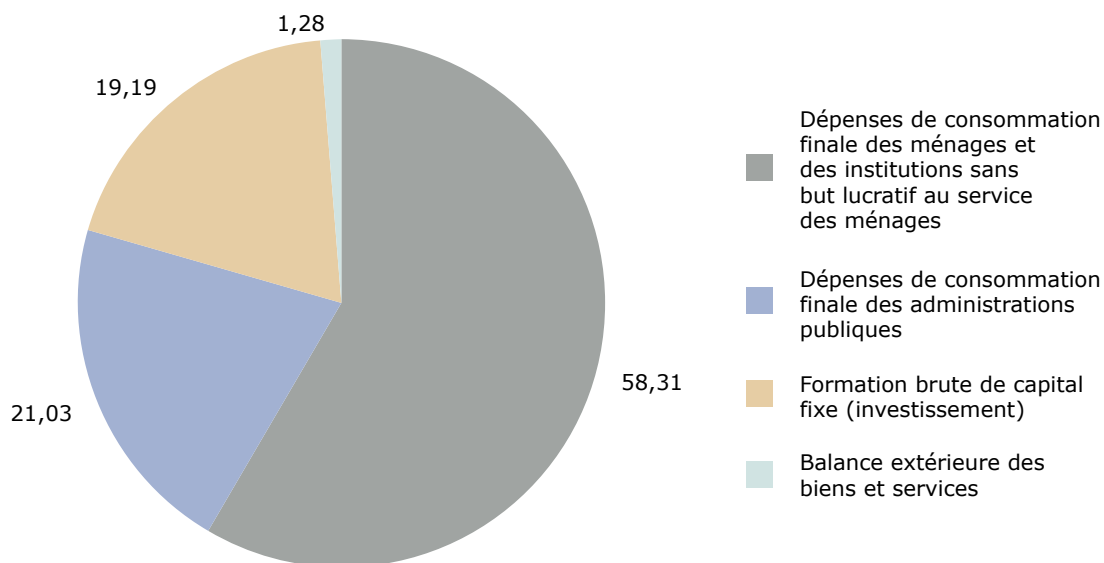
Conformément à l'optique des dépenses, les tableaux de cette section montrent l'utilisation du PIB par grande catégorie d'emplois. Les principales catégories de la demande intérieure sont d'une part la consommation et de l'autre l'investissement; les biens et services produits sur le marché intérieur pouvant également être exportés. La contrepartie des exportations sont les importations, qui peuvent être consommées ou investies sans être le résultat d'une activité de production intérieure. Les exportations moins les importations, c'est-à-dire le solde extérieur, correspond la contribution nette du commerce extérieur au PIB.

- Les **dépenses de consommation finale privée** comprennent les dépenses de consommation finale des ménages et des IS-BLSM, c'est-à-dire leurs dépenses en biens ou services qui sont utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels. Les IS-BLSM comprennent les unités dotées de la personnalité juridique qui servent les ménages et sont des autres producteurs non marchands privés. Leurs ressources principales, autres que celles résultant des ventes occasionnelles, proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques ainsi que de revenus de la propriété.
- La **dépense de consommation finale des administrations publiques** (SEC 95, 3.79) comprend deux catégories de dépenses: la valeur des biens et des services produits par les administrations publiques elles-mêmes à des fins autres que la formation de capital pour leur propre compte ou la vente, ainsi que les dépenses que les administrations publiques consacrent à l'achat de biens et de services produits par des producteurs marchands en vue de les fournir aux ménages — sans transformation — au titre de transferts sociaux en nature.
- La **formation brute de capital fixe** (SEC 95, 3.102) est égale aux acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence, augmentées de certaines plus-values sur actifs non produits découlant de l'activité de production. Par «actifs fixes», il faut entendre des actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an.
- La **variation des stocks** (SEC 95, 3.117) est mesurée par la valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des éventuelles pertes courantes sur stocks.
- Le **solde des échanges extérieurs** (SEC 95, 8.68): en ressources du compte, on enregistre les importations de biens et de services; en emplois, les exportations de biens et de services. La différence entre les ressources et les emplois constitue le solde du compte, dénommé «solde des échanges extérieurs de biens et de services».

3

### Composantes des dépenses du PIB de l'EU-25 en 2003

En % du PIB total

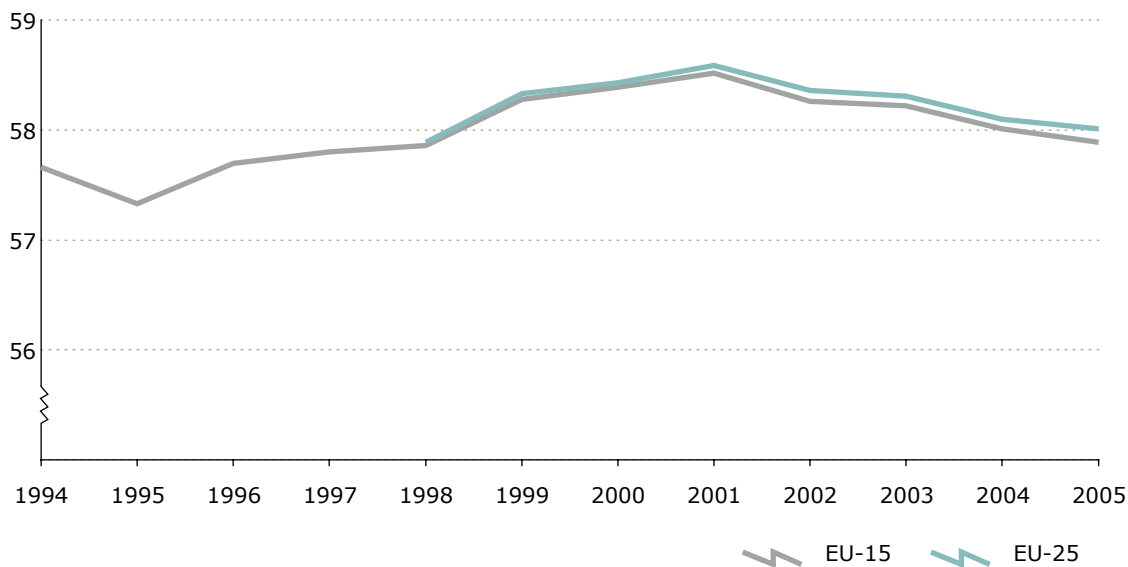


En 2003, on a observé une variation négative des stocks d'environ 0,2 % du PIB dans l'EU-25.



**Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages**

Part du PIB en %



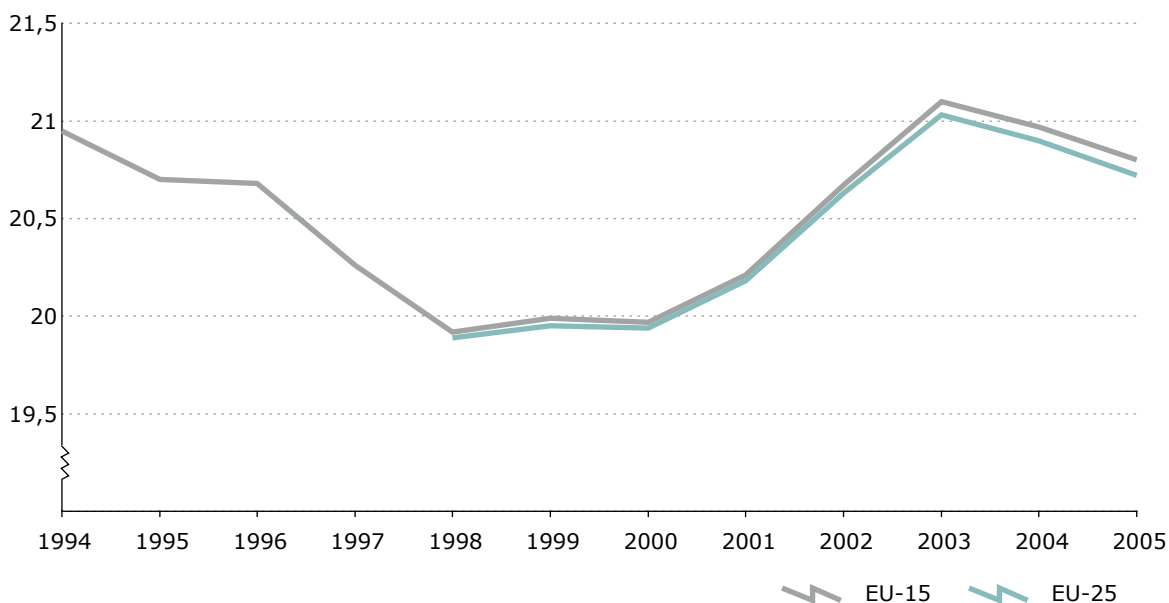
2004 et 2005: prévisions; 2003 pour l'EU-25: prévisions.

En 2003, les ménages ont consacré 58,3 % du PIB de l'EU-25 actuelle à la consommation. Deux années auparavant, cette part atteignait

58,6 % du PIB; il est prévu qu'elle tombe à 58 % d'ici à 2005.

**Dépenses des administrations publiques**

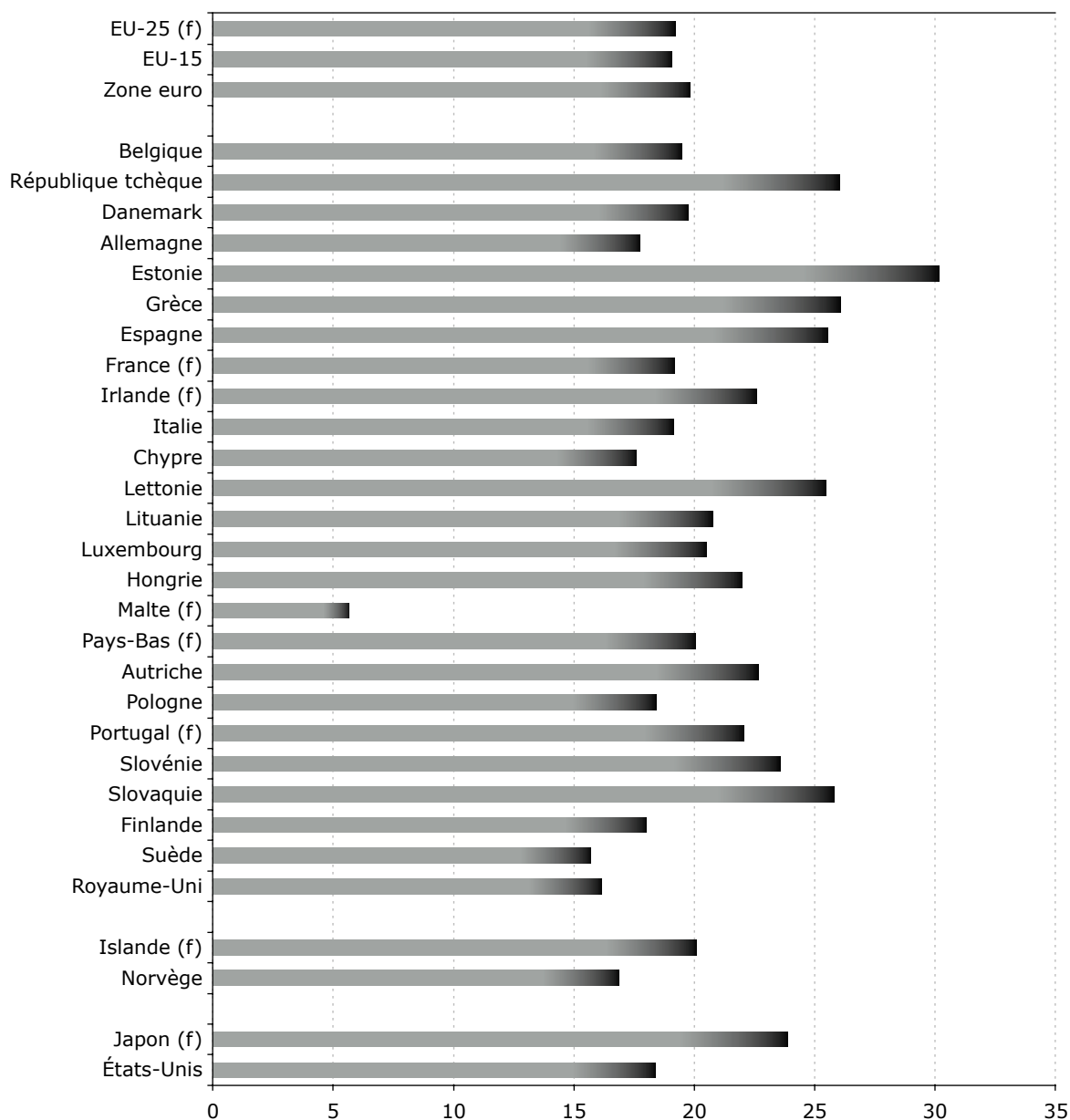
Part du PIB en %



2004 et 2005: prévisions; 2003 pour l'EU-25: prévisions.

**Formation brute de capital fixe (investissement) en 2003**

Part du PIB en %



(f): prévisions.

La formation brute de capital fixe comprend les acquisitions des unités de production résidentes moins la cession d'actifs fixes corporels et incorporels. Elle comporte en particulier les machines et l'équipement, les véhicules, les habitations et les autres bâtiments.

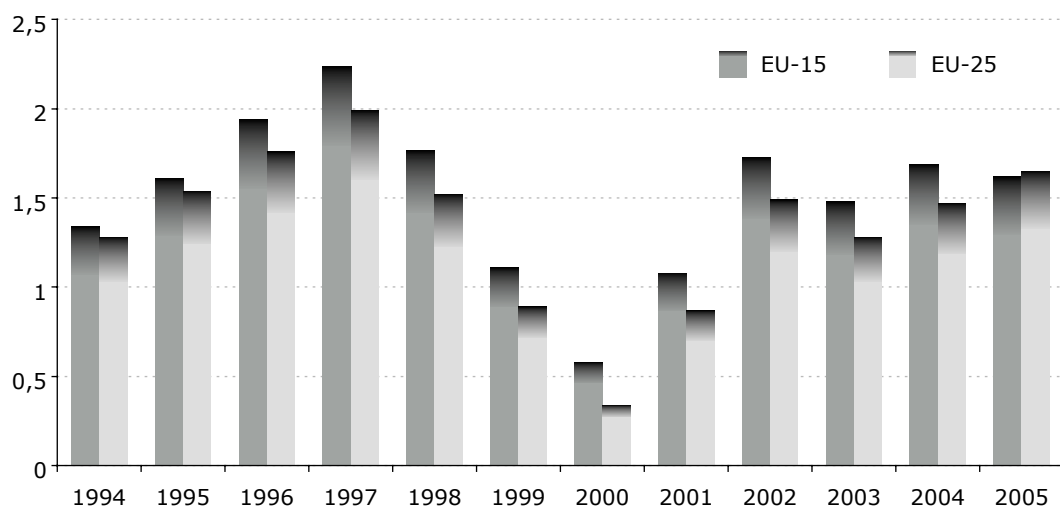
En 2003, environ 21,0 % du PIB de l'EU-25 ont été consacrés aux dépenses publiques, tandis que 19,2 % du PIB étaient investis. En 2000, la part investie du PIB a culminé à 20,8 % et dépassé les dépenses publiques qui, à cette époque, se situaient à environ 19,9 %. La Commission européenne prévoit que la tendance

actuelle à l'augmentation de la part des dépenses publiques et à la diminution de celle des investissements s'inverse: d'ici à 2005, on prévoit que les investissements augmenteront pour se fixer à nouveau à environ 19,5 % du PIB, tandis que les dépenses publiques seront limitées à un chiffre nettement inférieur à celui de 2003.



### Balance extérieure des biens et services

Part du PIB en %



2004 et 2005: prévisions; 2003 pour l'EU-25: prévisions.

La balance extérieure de l'EU-25 est positive et s'élevait à près de 1,3 % du PIB en 2003; il est prévu qu'elle monte à plus de 1,6 % jusqu'en 2005.

3

# Le revenu des facteurs de production

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Rémunération des salariés, y compris une ventilation par branche d'activité
- Salaires et traitements, y compris une ventilation par branche d'activité
- Excédent d'exploitation brut et revenus mixtes
- Impôts sur la production et l'importation
- Revenu national brut
- Consommation de capital fixe
- Revenu disponible
- Épargne nette de l'économie
- Capacité/besoin de financement de l'économie

## Données cruciales pour l'analyse économique

Les données d'Eurostat sur les revenus des facteurs de production sont cruciales pour l'analyse économique dans un certain nombre de contextes à l'intérieur et en dehors de la Commission européenne. Les études de compétitivité, d'inégalité de répartition des revenus et de développement économique à long terme en sont des exemples typiques. Les utilisateurs, en dehors de la Commission, comprennent, en particulier, les milieux universitaires et les institutions financières.



## Les revenus des facteurs: «gagner» le PIB

La production du PIB nécessite des «facteurs de production» tels que le travail des salariés et le capital. Ces facteurs de revenu doivent être rémunérés. L'optique du «revenu» présente le PIB conformément à sa répartition entre les différents participants dans le processus de production. Il est donc représenté comme étant égal à la somme:

- de la **rémunération des salariés** définie comme étant le total des rémunérations en espèces ou en nature que versent les employeurs à leurs salariés en paiement du tra-

vail accompli par ces derniers au cours de la période de référence des comptes (SEC 95, 4.02). La rémunération des salariés est ventilée comme suit: i) traitements et salaires (en espèces et en nature) et ii) cotisations sociales des employeurs (cotisations sociales effectives des employeurs, cotisations sociales imputées des employeurs);

- de l'**excédent brut d'exploitation de l'économie totale** correspondant à l'excédent (ou au déficit) sur les activités de production avant la prise en compte des intérêts, des loyers ou des frais payés ou perçus pour l'utilisation des biens;
- du **revenu mixte de l'économie totale** correspondant à la rémunération des



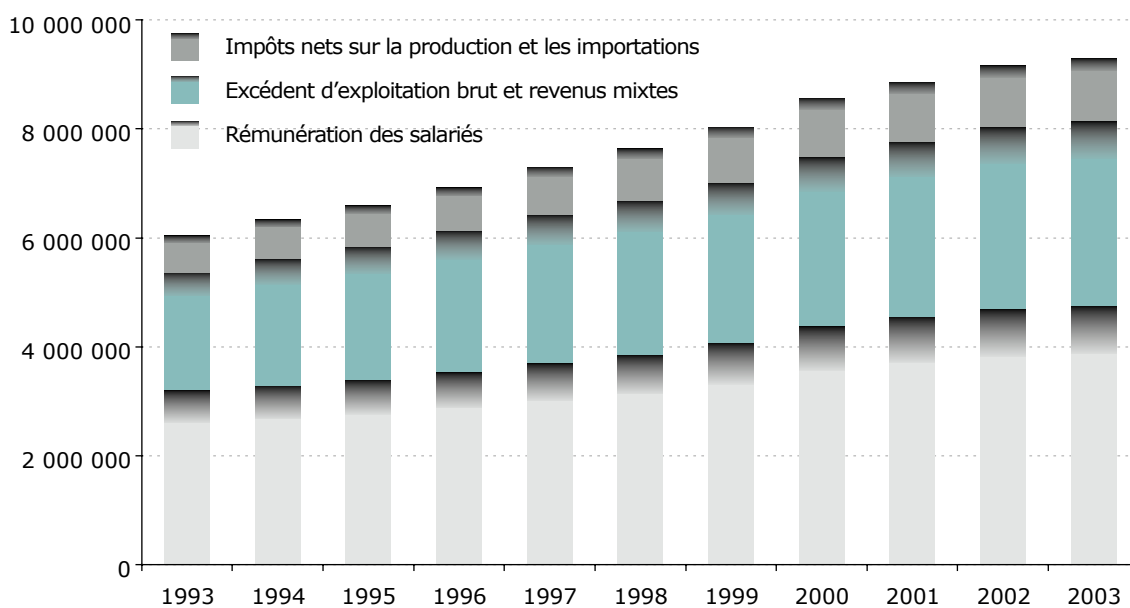
travaux effectués par le propriétaire (ou des membres de sa famille) d'une entreprise non constituée en société. Ce revenu est qualifié de «mixte» parce qu'il n'est pas possible de le distinguer des bénéfices réalisés par l'entreprise du propriétaire;

- des **impôts sur la production et les importations moins les subventions**, qui

comprennent les paiements obligatoires, sans contrepartie, aux administrations publiques ou aux institutions de l'Union européenne, en rapport avec la production ou l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments ou autres actifs utilisés dans la production.

### Revenu des facteurs de production dans l'EU-15

En Mio ECU/EUR, en prix courants



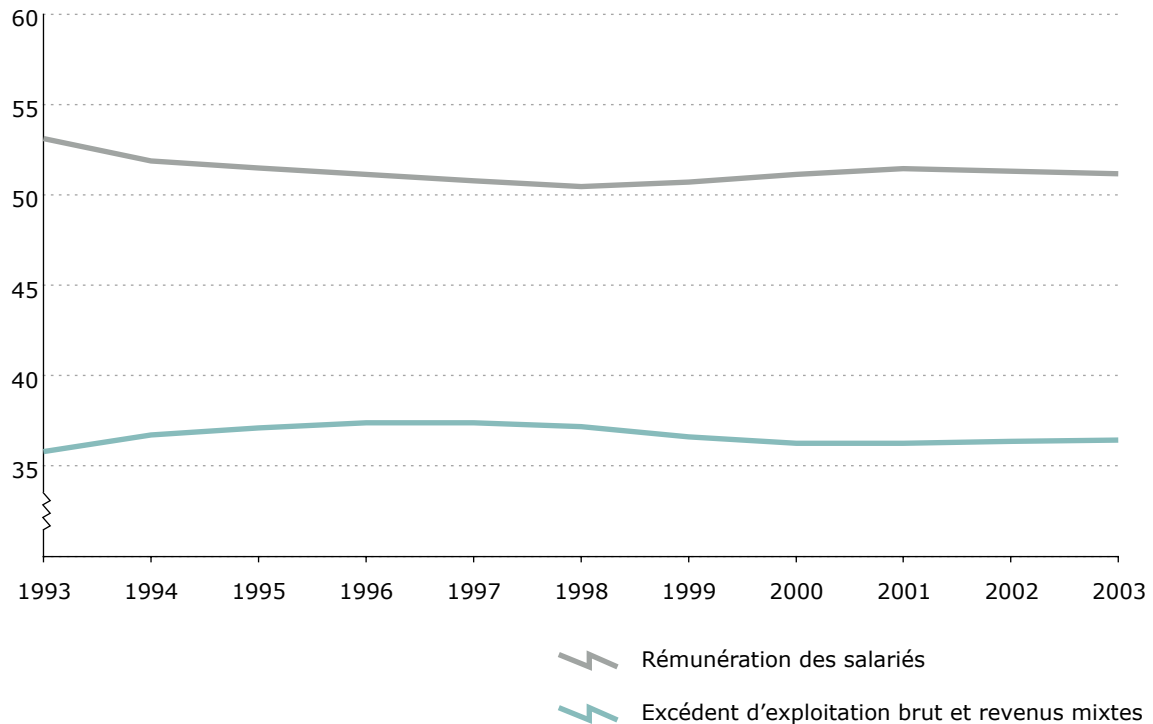
Plus une économie produit d'extrants, plus elle peut redistribuer des revenus aux facteurs qui ont fourni des intrants pour leur création. Entre 1993 et 2003, le PIB de l'EU-15 (mesuré en prix actuels) a augmenté de plus de la moitié (+ 54 %). Le revenu global des salariés ainsi

que celui des propriétaires des capitaux ont augmenté dans les mêmes proportions. Toutefois, la croissance «de l'excédent brut d'exploitation et du revenu mixte» a été plus forte (+ 56 %) que celle de la «rémunération des salariés» (+ 48 %).



### Rémunération des salariés par rapport à l'excédent d'exploitation brut et aux revenus mixtes

Part du PIB de l'EU-15 en %



Séries actuelles.

La rémunération des salariés est définie comme le total des rémunérations en espèces ou en nature que versent les employeurs à leurs salariés en paiement du travail accompli. Elle comprend les cotisations sociales versées par les employeurs.

L'excédent brut d'exploitation est l'excédent (ou le déficit) généré par les activités de production préalablement à la prise en compte des intérêts, loyers ou charges payés ou reçus pour l'usage d'actifs. Le revenu mixte est la rémunération pour le travail effectué par le propriétaire d'une entreprise non constituée en société ou par les membres de sa famille. Celle-ci ne peut pas être distinguée de son profit en tant qu'entrepreneur: on parle de «revenu mixte».

Une analyse plus approfondie montre que la part de la «rémunération des salariés» a diminué de 1993 à 1998 d'environ 53 à 50,5 % et qu'elle a ensuite augmenté pour se situer à environ 51 % en 2003. Par contre, la part «de

l'excédent brut d'exploitation et du revenu mixte» a fortement augmenté de 1993 (36 %) à 1997 (37 1/2 %), pour retomber par la suite et se fixer en dessous de 36 1/2 % en 2003.

# Les finances publiques

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Excédent et déficit des administrations
- Recette totale des administrations publiques
- Impôts sur la production et l'importation
- Impôts courants sur le revenu et le patrimoine
- Cotisations sociales
- Dépense totale des administrations publiques
- Subventions
- Prestations sociales (autres que les transferts sociaux en nature)
- Dépenses de consommation finale
- Formation brute de capital fixe



### La mesure des finances publiques dans l'UE et la zone euro...

Les États membres de l'UE appartenant à la zone euro reconnaissent le besoin de finances publiques solides et durables. Les États membres doivent éviter de se trouver en situation de «déficit public excessif»: le déficit public prévu ou effectif ne doit pas dépasser 3 % du PIB et la dette publique ne doit pas représenter plus de 60 % de ce même PIB (à moins que le dépassement de la valeur de référence soit exceptionnel et temporaire ou que les rapports aient diminué de manière substantielle et constante). Les règles de discipline budgétaire ont été clarifiées et rendues plus strictes dans le

cadre du pacte de stabilité et de croissance (Amsterdam, 1997).

Les États membres de l'UE communiquent leur déficit et leur dette publics à la Commission européenne le 1<sup>er</sup> mars et le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année dans le cadre de la «procédure concernant les déficits excessifs».

Eurostat collecte les données de tous les États membres et s'assure qu'elles concordent avec les règlements en vigueur.

### ... n'est pas seulement une question d'excédent ou de déficit

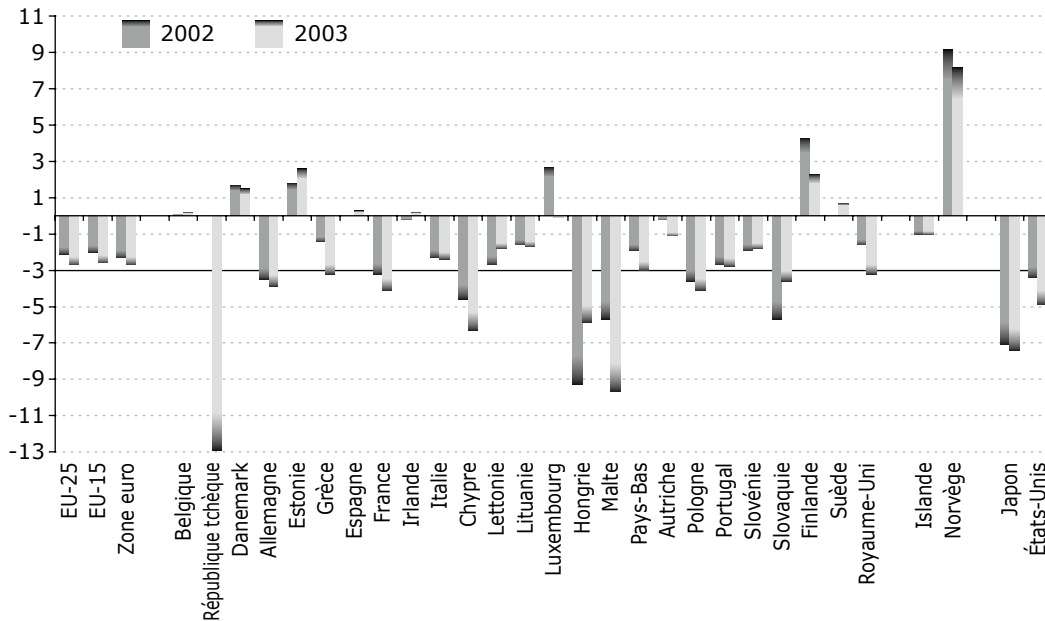
Les statistiques sur les finances publiques donnent bien plus d'informations sur le secteur des administrations publiques. Quelques exemples sont fournis dans l'encadré «Données d'Eurostat» au début de cette section.

Les principaux agrégats des administrations publiques sont fournis par les États membres à Eurostat deux fois par an, en mars et en août, conformément au programme de transmission du SEC 95.

Pour une description détaillée des termes, veuillez vous référer au glossaire.

### Solde public

Besoin/capacité de financement net(te) du secteur consolidé des administrations publiques en % du PIB

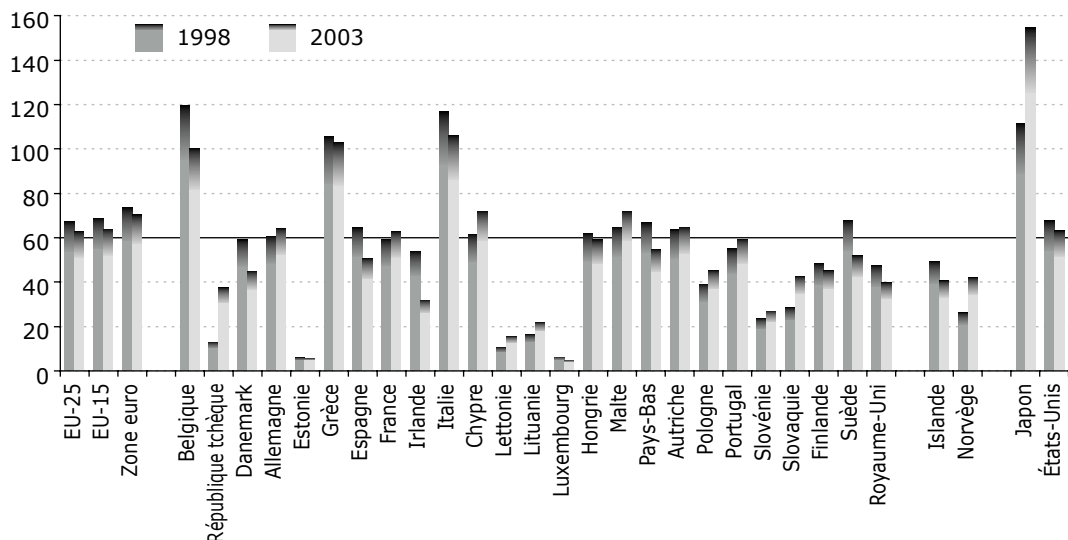


Source: Eurostat / OCDE.

Le besoin (-) ou la capacité (+) de financement des administrations publiques est la différence entre les recettes et les dépenses des administrations publiques. Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le PIB aux prix courants du marché.

### Dettes publiques

Dettes brutes consolidées des administrations publiques en % du PIB



Source: Eurostat, OCDE (Japon, États-Unis).

Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le PIB aux prix courants du marché. La dette est évaluée en valeur nominale (faciale), et la dette en monnaie étrangère est convertie en monnaie nationale en utilisant les taux de change commerciaux en fin d'année (bien que des règles spéciales s'appliquent aux contrats). Les données nationales pour le secteur des administrations publiques sont consolidées entre les sous-secteurs. Les données de base sont en monnaie nationale, converties en euros en utilisant les taux de change de l'euro en fin d'année fournis par la Banque centrale européenne. Les données sont établies sur la base des droits constatés.



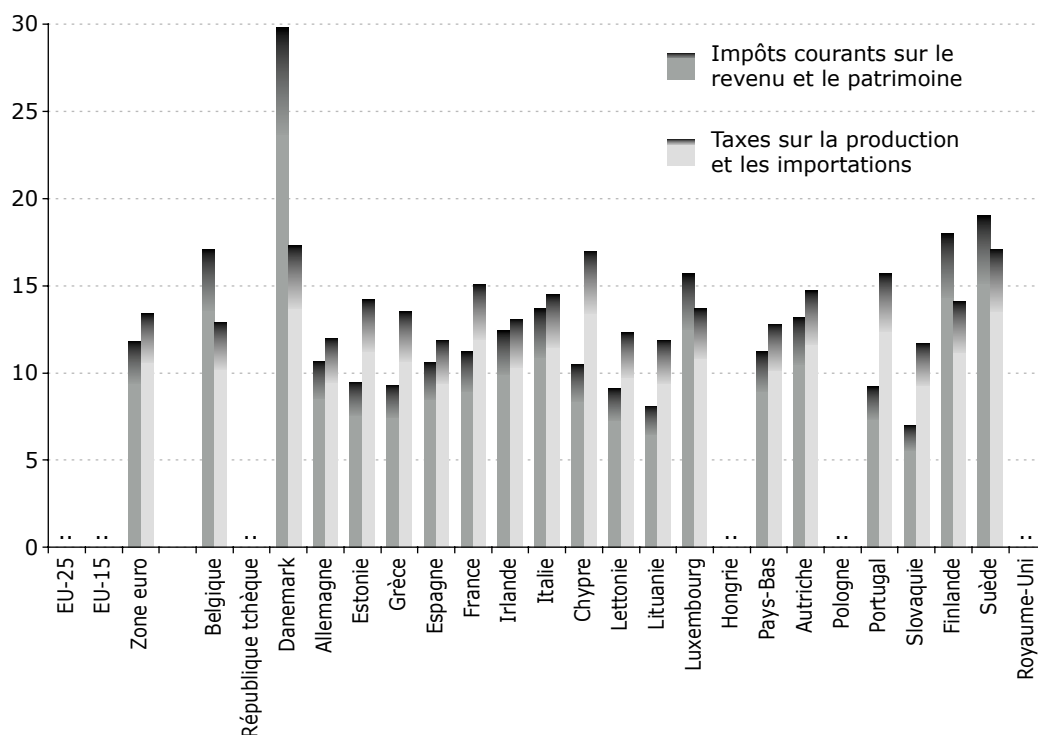
Entre 2002 et 2003, le déficit public de l'EU-25 mesuré en termes de PIB a augmenté, passant de 2,1 à 2,7 %. Au sein de la zone euro, la France et l'Allemagne notamment affichaient, en 2002 déjà, des déficits supérieurs à 3 % qui ont continué à croître en 2003 pour atteindre 4,1 % en France et 3,9 % en Allemagne. Le déficit public de la Grèce s'est maintenu à 3,2 % du PIB en 2003.

La tendance à exprimer la dette publique brute consolidée en pourcentage du PIB a eu des effets différents selon les États membres. Certains «anciens» États membres qui avaient un

niveau de dette publique particulièrement élevé en 1998 sont parvenus à le réduire, même si le niveau de 2003 reste encore bien supérieur au point de repère de 60 %. Cela est vrai pour la Belgique (1998: 119,6 %; 2003: 100,5 %), l'Italie (1998: 116,7 %; 2003: 106,2 %) et la Grèce (1998: 105,8 %; 2003: 103,0 %). Inversement, la dette publique générale a augmenté en Allemagne (1998: 60,9 %; 2003: 64,2 %), en France (1998: 59,5 %; 2003: 63,0 %) et au Portugal (1998: 55,0 %; 2003: 59,4 %).

### Impôts courants sur le revenu et le patrimoine etc., et sur la production et les importations

Taxes des administrations publiques en 2003, en % du PIB



Les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (SEC 95 code D.5), désignent tous les paiements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, perçus périodiquement par l'administration publique et par le reste du monde sur le revenu et le patrimoine des unités institutionnelles, ainsi que des impôts périodiques qui ne sont évalués ni sur les revenus ni sur le patrimoine. Dans le SEC 95, les impôts courants sur les revenus, le patrimoine, etc., sont divisés en impôts sur le revenu et autres impôts courants.

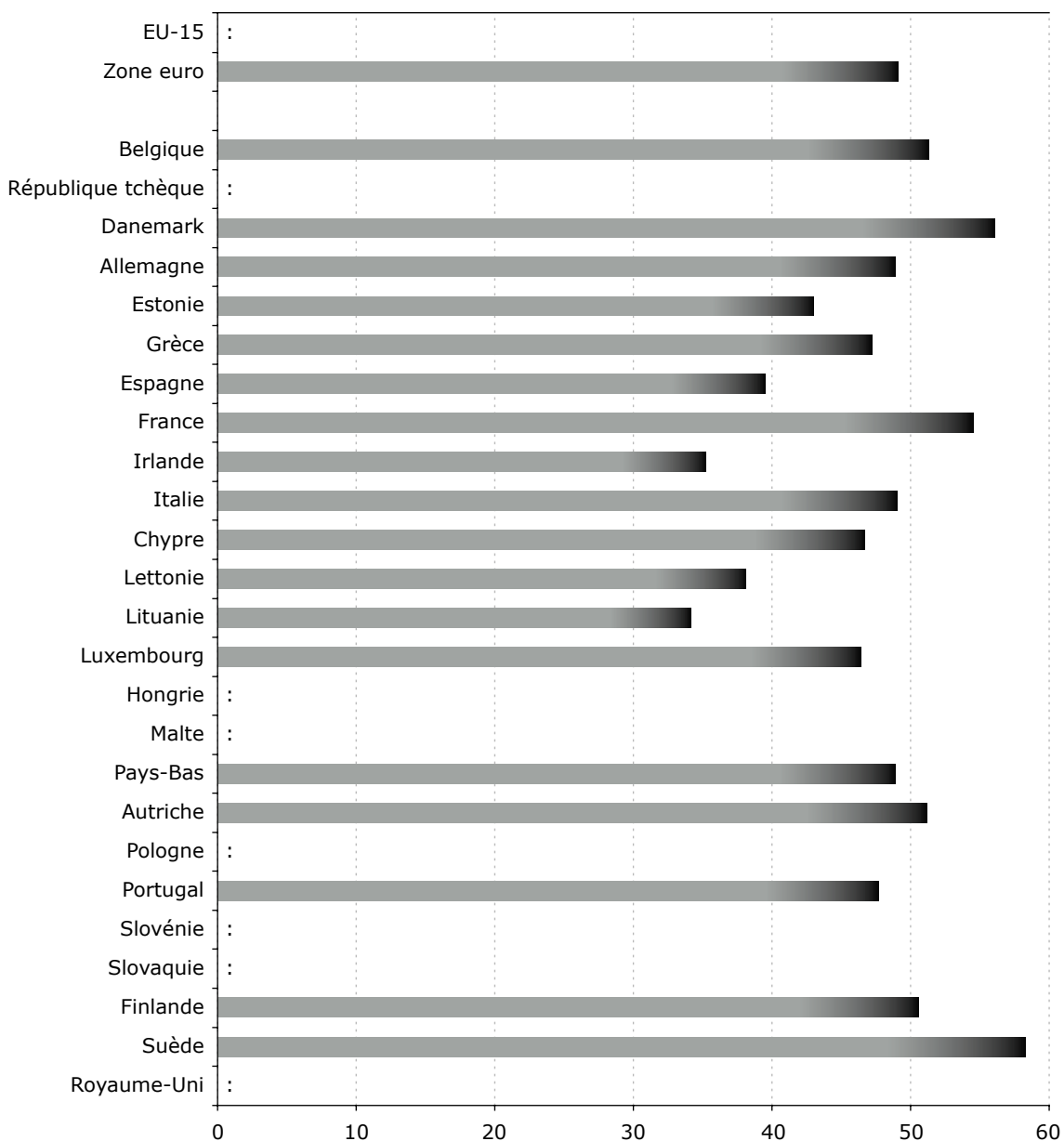
Les impôts sur la production et les importations (SEC 95 code D.2) comprennent tous les paiements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, perçus périodiquement par l'administration publique, ou par les institutions européennes, sur la production et l'importation de biens et services, l'emploi de main-d'œuvre, la propriété foncière ou l'exploitation foncière, les bâtiments ou autres biens utilisés dans la production. Dans le SEC 95, les impôts sur la production et les importations comprennent les impôts sur les produits et les autres impôts sur la production.

La part dans le PIB des impôts sur le revenu et la fortune ainsi que sur la production et les importations varie sensiblement d'un État membre à l'autre. En 2003, cinq pays membres de l'actuelle EU-25 ont signalé des recettes provenant des

impôts sur le revenu et la fortune plus importantes que celles provenant des impôts sur la production et les importations (Belgique, Danemark, Luxembourg, Finlande et Suède).

**Dépenses totales des administrations publiques en 2003**

En % du PIB



Les dépenses des administrations publiques sont définies dans un nouveau paragraphe 8.99 (a) du SEC 95 comme suit : consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

En 2003, l'indicateur des dépenses publiques totales dans le PIB variait sensiblement d'un État membre à l'autre de l'actuelle Union, s'échelonnant de 34,1 % en Lituanie et 35,2 %

en Irlande à 56,1 % au Danemark et 58,3 % en Suède.

# Les prix à la consommation

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH)
- Stabilité des prix
- Convergence des prix
- Indices européens des prix à la consommation (IPCE) – UE
- Indices des prix à la consommation de l'union monétaire (IPCUM) – Zone euro
- Critères de convergence du traité de Maastricht

### IPCH: une mesure comparable de l'inflation dans l'UE

Les indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH) constituent la meilleure base statistique pour comparer l'inflation des prix à la consommation dans l'UE. La méthodologie assure la comparabilité entre les États membres. Eurostat publie les IPCH mensuellement, environ dix-huit jours après la fin du mois de référence. La série des IPCH commence avec l'indice de janvier 1995. Pour faciliter les comparaisons, ils sont présentés avec une année de référence commune: 1996 = 100.

Des informations sur les IPCH des nouveaux États membres ont été introduites avec l'élargissement de l'Union européenne en mai 2004, de sorte que des indices de prix comparables sont disponibles pour l'ensemble de l'UE.

Des notes méthodologiques peuvent être consultées sur le site internet d'Eurostat (<http://europa.eu.int/comm/eurostat> or <http://forum.europa.eu.int/Public/irc/dsis/hiocp/library>).

### Couverture des IPCH

Les IPCH sont censés couvrir toutes les formes de dépenses des ménages en biens et services («dépenses de consommation finale des mé-



nages»). La couverture des IPCH suit la classification internationale des fonctions de la consommation individuelle des ménages (Coicop), dans une version adaptée spécialement pour les IPCH.

### Indices IPCH agrégés

Il existe trois indices agrégés des IPCH, à savoir l'indice des prix à la consommation de l'union monétaire (IPCUM) couvrant tous les États membres, l'indice des prix à la consommation européen (IPCE) pour l'EU-15 et l'indice des prix à la consommation de l'Espace économique européen (IPCEEE), qui couvre en outre l'Islande et la Norvège.

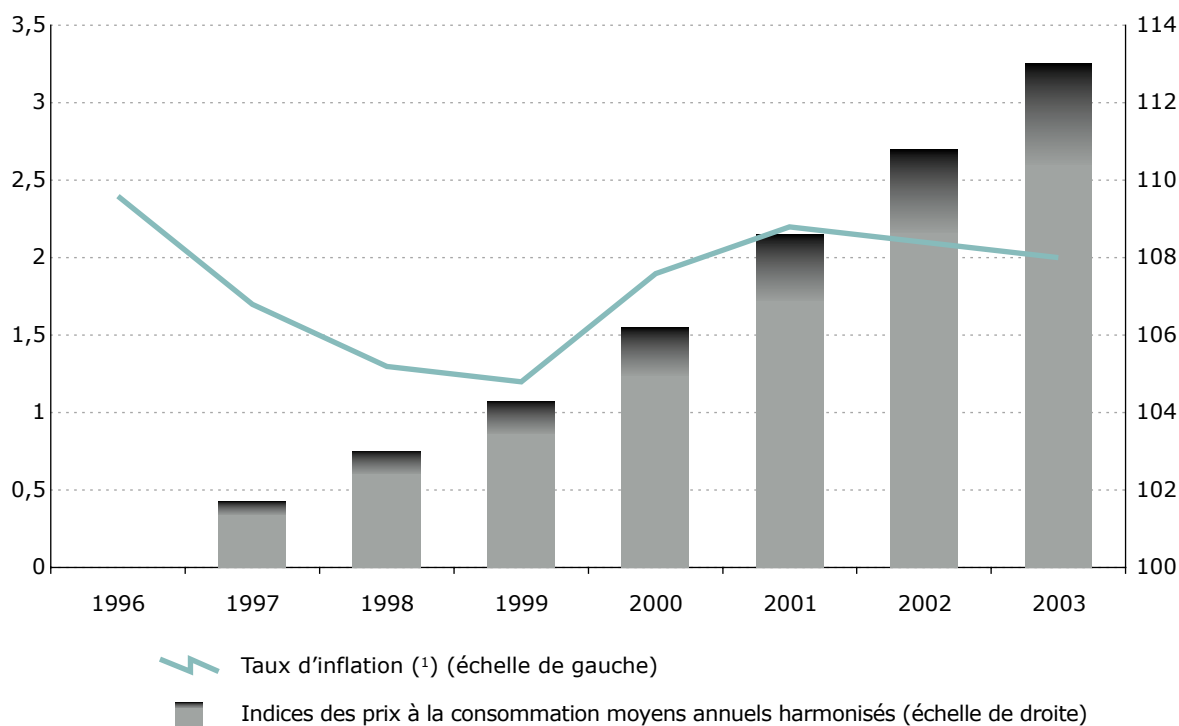
En raison de la méthodologie d'estimation des IPCH, le poids des pays peut changer chaque

année: pour l'IPCUM, le poids d'un État membre est la part que représente la dépense de consommation finale des ménages dans le total de l'Union économique et monétaire (UEM); pour l'IPCE et l'IPCEEE, le poids d'un État membre est la part que représente la dépense de consommation finale des ménages, exprimée en euros, dans les totaux de l'UE et de l'EEE. Pour ces deux derniers indices, la dépense en monnaies nationales est convertie en utilisant les parités des pouvoirs d'achat. L'IPCH est calculé sous forme d'indice chaîne annuel. Depuis 1999, l'IPCUM est traité comme une entité à part de l'IPCE.

### Stabilité des prix dans la zone euro

Depuis le lancement de l'euro en janvier 1999, l'IPCUM est utilisé pour surveiller l'inflation dans l'UEM et pour évaluer la convergence de l'inflation. La stabilité des prix étant l'objectif principal du Système européen de banques centrales, l'IPCUM est utilisé par la Banque centrale européenne (BCE) comme indicateur principal de la gestion de la politique monétaire dans la zone euro. Selon la BCE, il y a stabilité des prix lorsque l'augmentation d'une année sur l'autre de l'IPCH pour la zone euro est proche mais inférieure à 2 %.

Indices des prix à la consommation dans l'EU-15



(<sup>1</sup>) Taux de variation annuel moyen des indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH).

Les IPCH ont été conçus pour permettre des comparaisons internationales de l'inflation des prix à la consommation. Ils sont notamment utilisés par la Banque centrale européenne pour étudier l'inflation de l'Union économique et monétaire ainsi que pour évaluer la convergence de l'inflation comme l'exige l'article 121 du traité d'Amsterdam.

Les efforts consentis par les États membres de l'UE pour contrôler leur inflation ont porté leurs fruits. L'inflation, mesurée par le taux de change moyen annuel de l'indice harmonisé des prix à la consommation des États membres

de l'UE, a diminué au cours des années 90 pour atteindre 1,2 % en 1999. Elle a recommencé à augmenter en 2000 avant de se stabiliser à environ 2 % en 2003 / début 2004.





## Les parités de pouvoir d'achat

Les parités de pouvoir d'achat (PPA) évaluent les différences de niveaux de prix entre pays. Elles permettent de produire des indicateurs valables de niveau de volume ou de prix nécessaires pour effectuer des comparaisons entre pays. Les PPA sont des rapports de prix agrégés calculés à partir de comparaisons détaillées de prix d'un grand nombre de produits.

Les PPA sont utilisées:

- comme convertisseurs de monnaies pour générer des *mesures de volume* par rapport auxquelles on peut comparer les niveaux de performance économique, de bien-être économique, d'investissement dans la consommation, de productivité globale et de dépenses publiques sélectionnées;
- comme *mesures des prix* par rapport auxquelles on peut comparer les niveaux de prix, la convergence des prix et la compétitivité.

Eurostat produit trois séries de données utilisant les PPA:

- **Niveaux et indices de dépenses finales réelles:** ce sont des mesures de volume qui indiquent l'importance relative des groupes ou agrégats de produits comparés. Au niveau du PIB, ils sont utilisés pour comparer la taille économique des pays.
- **Niveaux et indices de dépenses finales réelles par habitant:** ce sont des mesures de volume standardisées qui indiquent l'importance relative des groupes ou agrégats

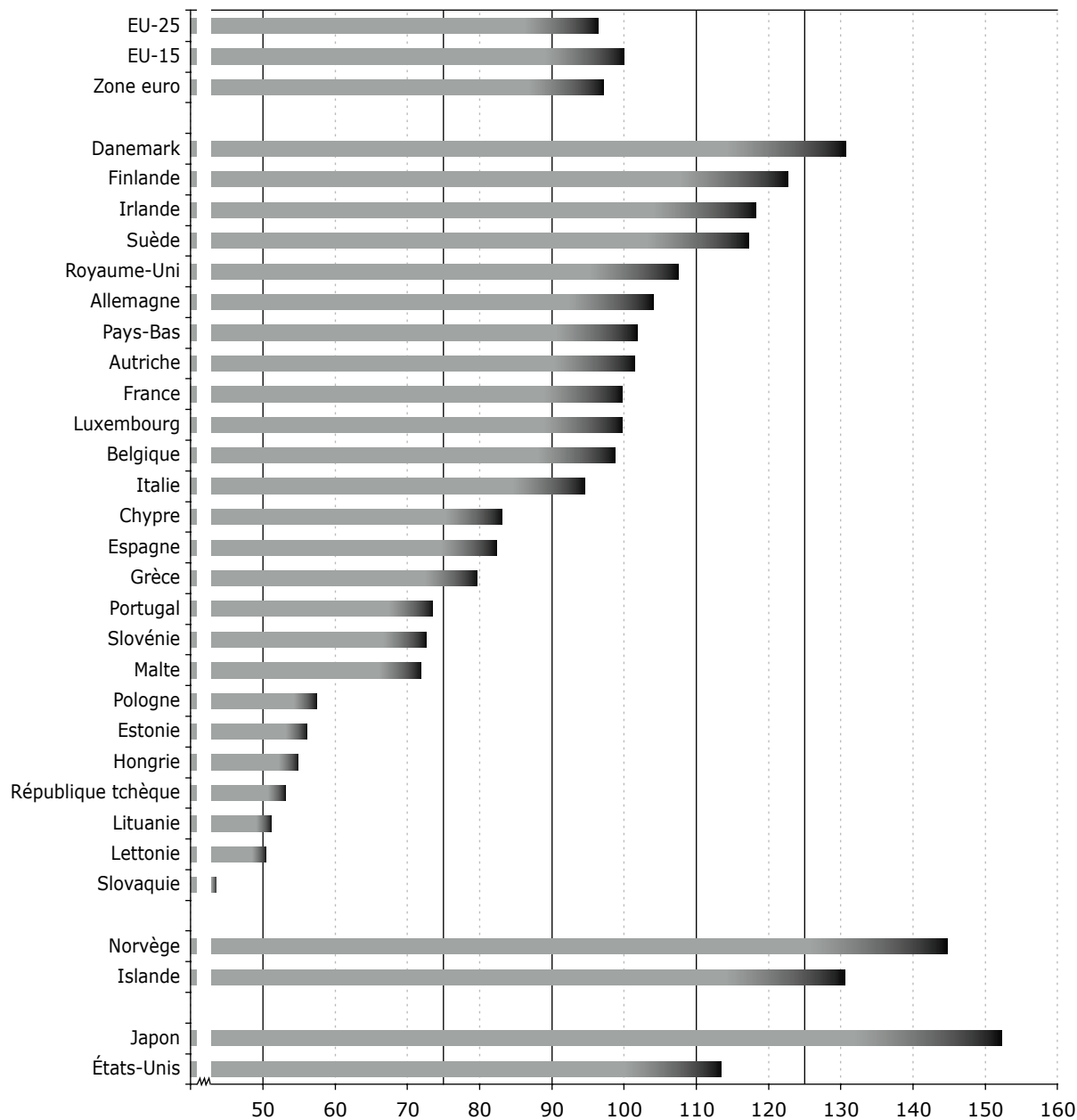


de produits comparés après ajustement des différences de nombre d'habitants entre pays. Au niveau du PIB, ils sont souvent utilisés pour comparer le bien-être économique des populations.

- **Niveaux de prix comparatifs:** ce sont des ratios PPA/taux de change. En exprimant les PPA dans une monnaie commune, ils fournissent une mesure des différences de niveaux de prix entre pays en indiquant, pour un groupe de produits donné, le nombre d'unités de monnaie commune nécessaires pour acheter le même volume du groupe de produits dans chaque pays. Au niveau du PIB, ils fournissent une mesure des différences de niveaux de prix généraux entre pays. En outre, les niveaux de prix comparatifs permettent d'observer l'évolution des niveaux de prix au fil du temps. Le coefficient de variation des niveaux de prix comparatifs sert d'indicateur de convergence entre les États membres de l'UE.

### Niveaux des prix comparés en 2002

Niveaux des prix comparés de la consommation finale des ménages, y compris les taxes indirectes (EU-15 = 100)



Valeurs provisoires.

Les niveaux des prix comparés sont le ratio entre les parités de pouvoir d'achat et les taux de change du marché pour chaque pays. Les PPA sont des taux de conversion monétaires qui convertissent des indicateurs économiques exprimés en monnaie nationale en une monnaie commune appelée «standard de pouvoir d'achat», qui égalise le pouvoir d'achat des différentes monnaies nationales et permet donc d'effectuer des comparaisons significatives. Le ratio est exprimé par rapport à la moyenne de l'UE (EU-15 = 100). Si l'indice des niveaux des prix comparés d'un pays est supérieur (inférieur) à 100, le pays concerné est relativement cher (bon marché) par rapport à la moyenne de l'UE.

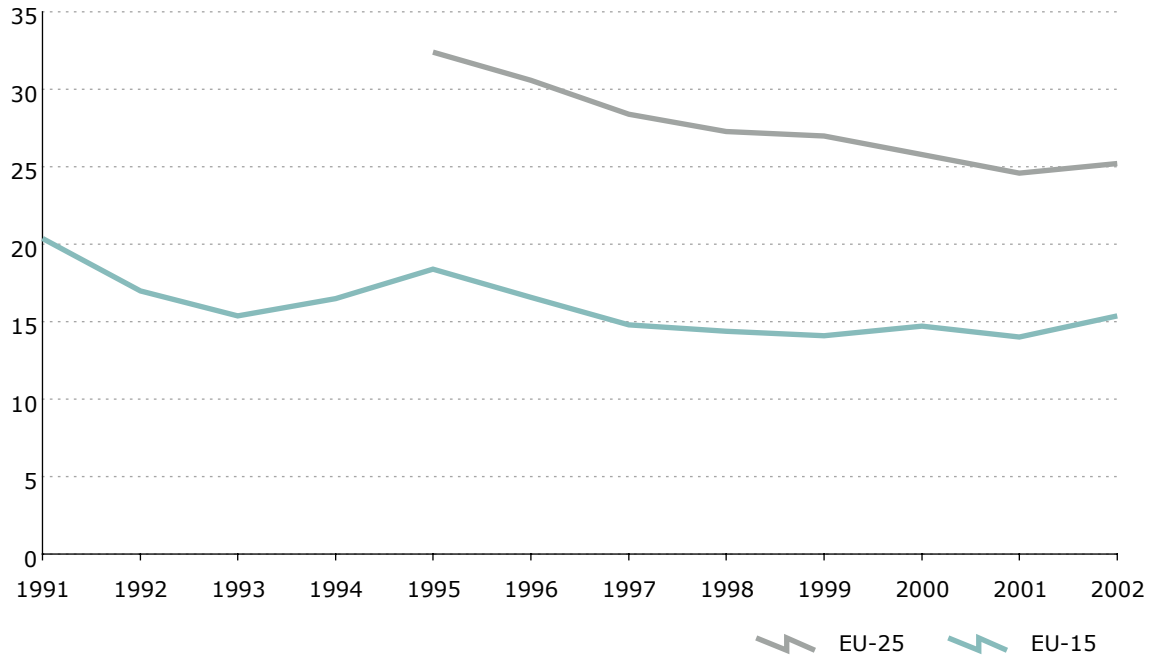
Les niveaux de prix dont les ménages privés doivent tenir compte pour leur consommation varient sensiblement d'un État membre à l'autre de l'Union. La moyenne pour l'EU-15 étant définie comme ayant la valeur 100, les

niveaux de prix comparatifs s'échelonnent, pour les vingt-cinq pays formant l'actuelle UE, de 131 au Danemark à 44 en Slovaquie. La valeur comparative pour le Japon était de 152 et pour les États-Unis de 113.



### Convergence des prix entre les États membres de l'UE

Coefficient de variation des niveaux des prix comparés de la consommation finale des ménages, y compris les taxes indirectes



2002: valeurs provisoires; 1996-1999 pour l'EU-25: valeurs estimées.

Les niveaux des prix comparés sont le ratio entre les PPA et les taux de change du marché pour chaque pays. Les PPA sont des taux de conversion monétaires qui convertissent des indicateurs économiques exprimés en monnaie nationale en une monnaie commune appelée «standard de pouvoir d'achat», qui égalise le pouvoir d'achat des différentes monnaies nationales et permet donc d'effectuer des comparaisons significatives. Si le coefficient de variation des niveaux des prix comparés pour l'UE diminue (augmente) dans le temps, les niveaux des prix nationaux dans les États membres convergent (divergent).

Étant donné ces différences, il convient toutefois de souligner que les niveaux de prix ont convergé dans l'EU-15 au cours des années 90. La convergence des niveaux de prix entre les quinze «anciens» États membres est aujourd'hui

d'aujourd'hui beaucoup plus forte (15,4 en 2002) que dans l'ensemble de l'EU-25 qui inclut les «anciens» et les «nouveaux» États membres (25,2 en 2003). (NB: Plus la valeur est basse, plus la convergence des niveaux de prix est forte.)

# Les salaires et le coût de la main-d'œuvre

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Salaires annuels bruts moyens
- Salaires annuels nets dans l'industrie manufacturière
- Structure des salaires
- Coûts salariaux
- Taux d'imposition dans l'industrie manufacturière
- Salaires minimaux
- Indice du coût de la main-d'œuvre



3

### Coûts salariaux

Les informations sur le coût de la main-d'œuvre sont particulièrement importantes pour les organisations patronales, les syndicats, les partis politiques, les économistes et les autres utilisateurs s'intéressant au niveau et à la structure du coût de la main-d'œuvre.

L'expression «coût de la main-d'œuvre» désigne les dépenses nécessairement engagées par l'employeur pour employer son personnel.

Eurostat fournit des données détaillées sur les coûts salariaux issues d'enquêtes quadriennales (la dernière année de référence disponible est 2000) ainsi que des données annuelles sur les chiffres essentiels: coûts salariaux horaires et mensuels et composantes des coûts salariaux. Ces données permettent de comparer le coût total de la main-d'œuvre entre différents pays et entre différentes branches d'activité au sein d'un même pays. Les données sur les coûts salariaux ne tiennent pas compte des différences de productivité de la main-d'œuvre entre les pays.

### Les salaires annuels bruts constituent la part la plus importante du coût total de la main-d'œuvre

Les salaires annuels bruts sont ceux qui sont payés en espèces directement aux salariés avant toute déduction d'impôts sur le revenu et de cotisations de sécurité sociale. Eurostat fournit des informations sur les rémunérations des salariés à plein temps ventilées par branche d'activité et par sexe, ainsi que sur le rapport en pourcentage entre les salaires des femmes et ceux des hommes.

### Salaires nets

Les salaires nets représentent la part de la rémunération que les salariés peuvent effectivement dépenser. Par rapport aux salaires bruts, les salaires nets ne comprennent pas les cotisations de sécurité sociale et les impôts mais comprennent les allocations familiales.

## Salaires minimaux garantis dans dix-huit États membres

Dans dix-huit États membres de l'UE et trois pays candidats, la négociation collective est assujettie au principe du salaire minimal national garanti. Le salaire minimal s'applique habituellement à tous les salariés de l'économie et à tous les emplois. La proportion de salariés à plein temps dont les rémunérations se situent au niveau du salaire minimal garanti varie considérablement d'un pays à l'autre, et ce tant pour les hommes que pour les femmes. Toutefois, le pourcentage de femmes percevant un salaire minimal est, d'une manière générale, deux fois supérieur à celui des hommes.

## Bas salaires: poids de la fiscalité et piège du chômage

En ce qui concerne les bas salaires, un des indicateurs structurels de la Commission est le «taux de prélèvement sur les bas salaires», qui comprend deux sous-indicateurs.

- Le «poids de la fiscalité sur le coût de la main-d'œuvre» permet de mesurer le poids fiscal relatif d'un salarié à faible revenu.
- Le «piège du chômage» correspond au pourcentage de la rémunération brute (après le passage d'une période de chômage vers un nouvel emploi) qui est «perdu» par suite des effets combinés de la perte des allocations liées au chômage et de l'accroissement des taux d'imposition et de cotisation sociale.

### Salaires annuels bruts moyens dans l'industrie et les services

Salariés à temps plein — Entreprises comptant 10 salariés ou plus (en ECU/EUR)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
EU-15	:	:	:	22 142	23 080	25 527	26 288	:
Zone euro	:	:	20 421	20 970	21 499	22 413	23 081	:
Belgique	28 945	29 131	28 901	29 616	30 701	31 644	33 109	34 330
République tchèque	:	:	:	:	:	:	:	:
Danemark	:	36 376	36 235	37 209	39 515	40 962	41 661	43 577
Allemagne	34 584	35 254	35 093	36 033	36 862	37 253	38 204	39 440
Estonie	:	:	:	:	:	:	:	:
Grèce	11 291	11 917	12 605	13 209	13 926	14 721	15 431	16 278
Espagne	:	16 043	16 192	16 528	17 038	17 432	17 874	18 462
France	23 952	24 292	24 798	25 519	25 947	26 521	27 319	:
Irlande	:	:	:	:	:	:	:	:
Italie	:	:	:	:	:	:	:	:
Chypre	:	12 980	14 021	14 709	15 161	16 335	16 948	17 740
Lettonie	:	:	:	:	:	:	:	:
Lituanie	1 385	1 597	2 286	2 799	3 017	:	:	:
Luxembourg	:	:	32 746	33 462	34 534	35 910	37 801	38 551
Hongrie	3 062	3 158	3 543	3 686	3 770	4 172	4 898	5 871
Malte	8 747	9 287	10 114	10 713	11 581	12 553	13 320	13 460
Pays-Bas	27 966	28 140	28 061	29 189	30 426	31 901	33 900	35 200
Autriche	:	:	:	:	:	:	:	:
Pologne	:	3 076	:	4 156	5 310	:	7 509	7 172
Portugal	:	:	:	:	:	12 620	13 338	:
Slovénie	:	:	:	:	:	:	:	:
Slovaquie	:	:	3 179	3 292	3 125	3 583	3 837	4 582
Finlande	23 584	23 883	24 005	24 944	25 739	27 398	28 555	:
Suède	:	:	:	:	:	31 621	30 467	31 164
Royaume-Uni	:	:	:	29 370	32 269	37 677	39 233	40 553
Islande	:	:	:	:	32 311	37 638	34 101	36 764
Norvège	:	:	:	:	:	:	38 604	43 736

Le revenu brut désigne la rémunération (traitements et salaires) en espèces versée directement au salarié, avant déduction des impôts sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés. Les données concernent les salariés à temps plein travaillant dans le secteur des «industries et services».

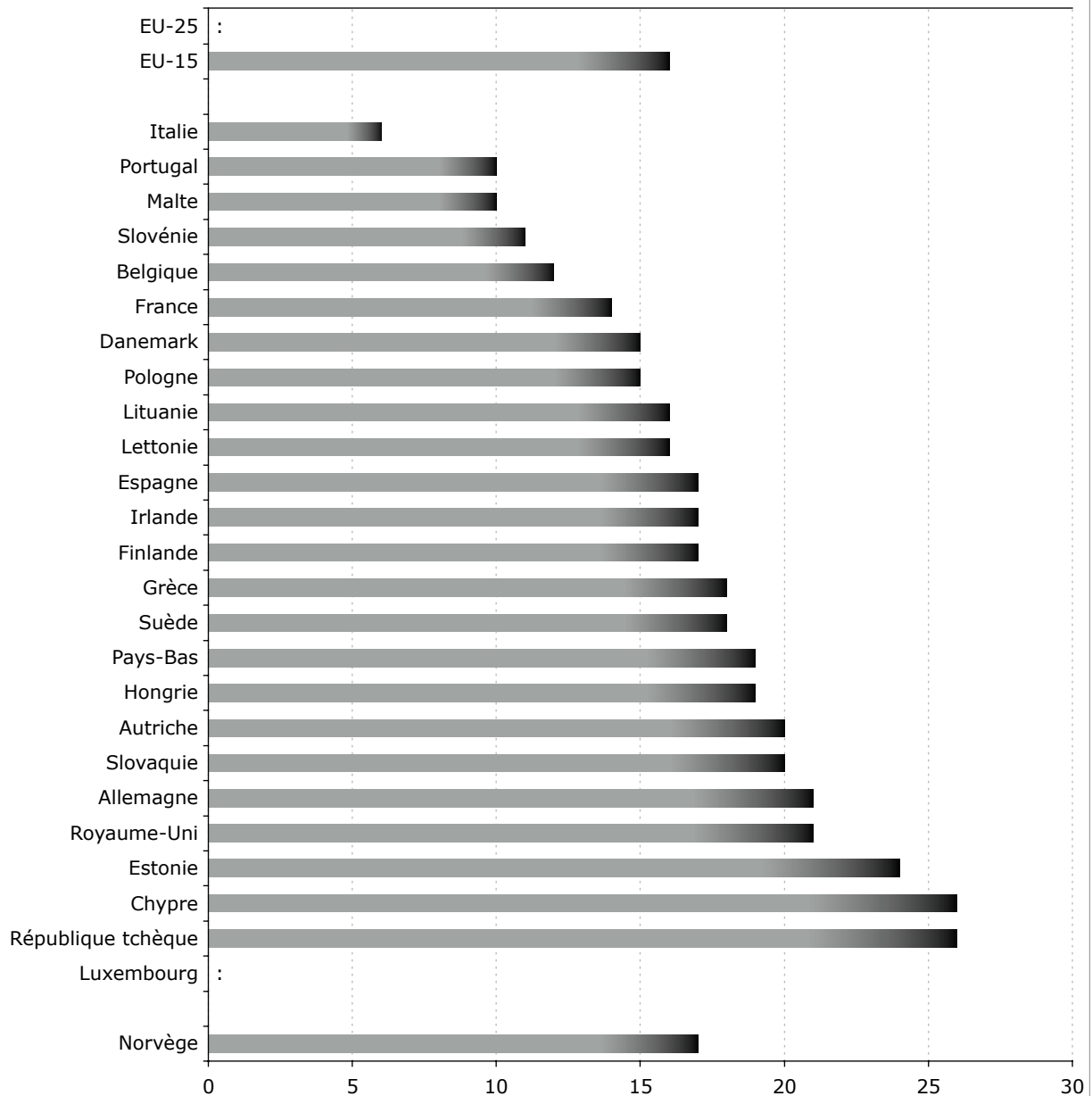
Il existe des différences marquées de rémunérations (rémunération brute annuelle

moyenne dans l'industrie et les services, en euros) entre les différents pays de l'UE.



### Écart des rémunérations entre hommes et femmes en 2001

Non corrigé, en %



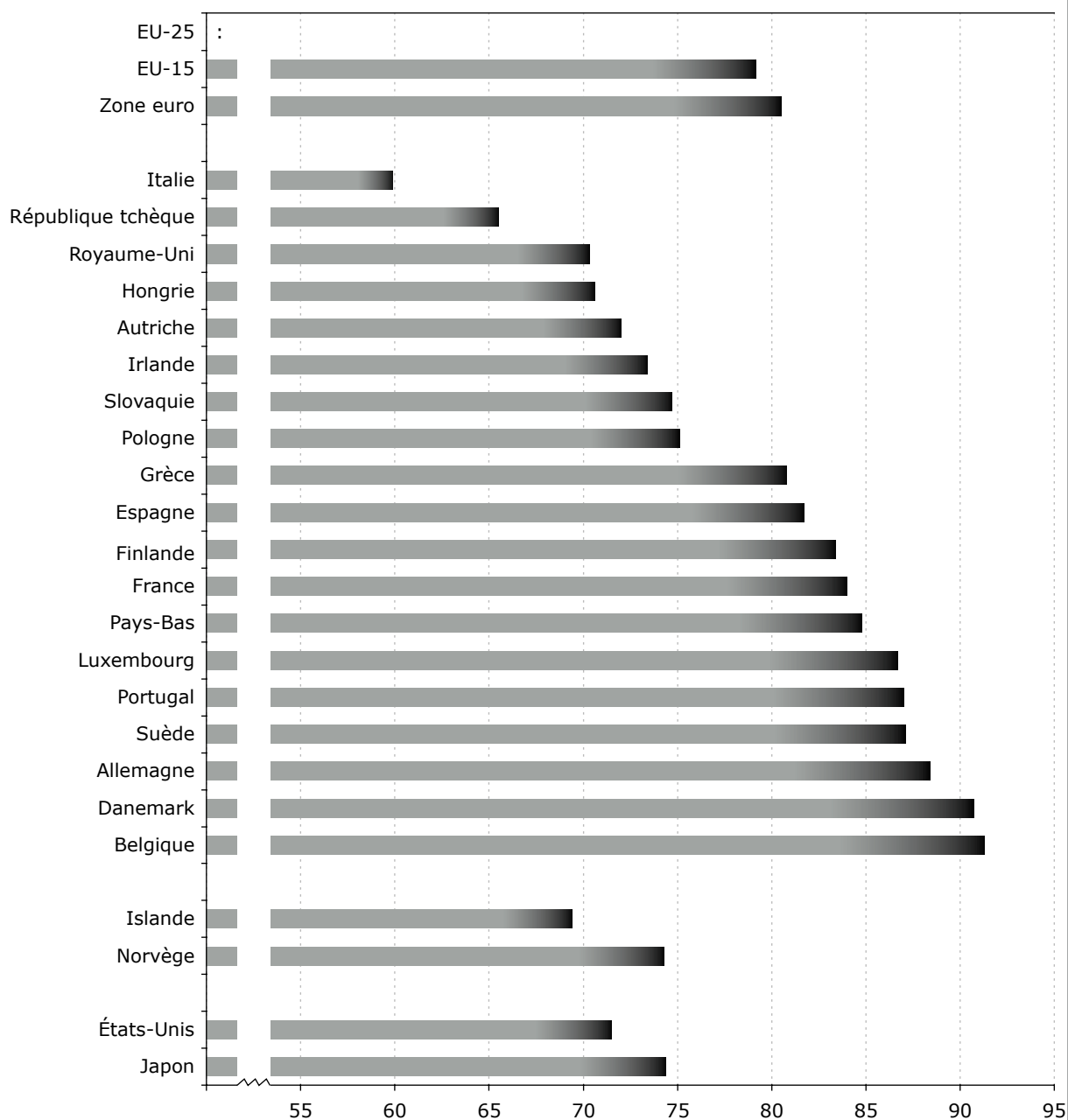
L'écart de rémunération entre hommes et femmes est donné comme l'écart de la rémunération horaire brute moyenne entre hommes salariés et femmes salariées en pourcentage de la rémunération horaire brute moyenne des hommes salariés. La population comprend tous les salariés âgés de 16 à 64 ans qui travaillent au minimum quinze heures par semaine. Les données pour les autres pays proviennent du panel communautaire des ménages (PCM) qui est une enquête fondée sur un questionnaire standardisé qui implique l'interview annuelle d'un panel représentatif de ménages et d'individus, couvrant un large éventail de sujets. Les données relatives aux pays suivants sont tirées de sources nationales: CZ, EE, FR, CY, LV, LT, HU, MT, NL, PL, SI, SK, SE et NO.

L'écart de rémunération entre les sexes indique la différence entre la rémunération horaire brute des salariés masculins et féminins par rapport à la rémunération des salariés mas-

culins. En 2001, cet écart était d'environ 16 % dans l'EU-15. Pour les vingt-cinq pays formant l'actuelle Union, il s'échelonne de 6 % en Italie à 26 % en République tchèque.

**Taux de prélèvement sur les bas salaires: Piège du chômage en 2002**

En %



Le piège du chômage mesure quel pourcentage de la rémunération brute (lors du passage d'une période de chômage vers un nouvel emploi) est «absorbé» par suite des effets combinés de la perte des allocations et de l'accroissement des taux d'imposition et de cotisation sociale.

Lorsqu'un chômeur trouve un emploi, quelle part de la nouvelle rémunération brute qu'il reçoit est «amputée» par l'effet combiné de la suppression des allocations et de l'augmentation des impôts et cotisations de sécurité sociale? Le «piège du chômage» répond à cette

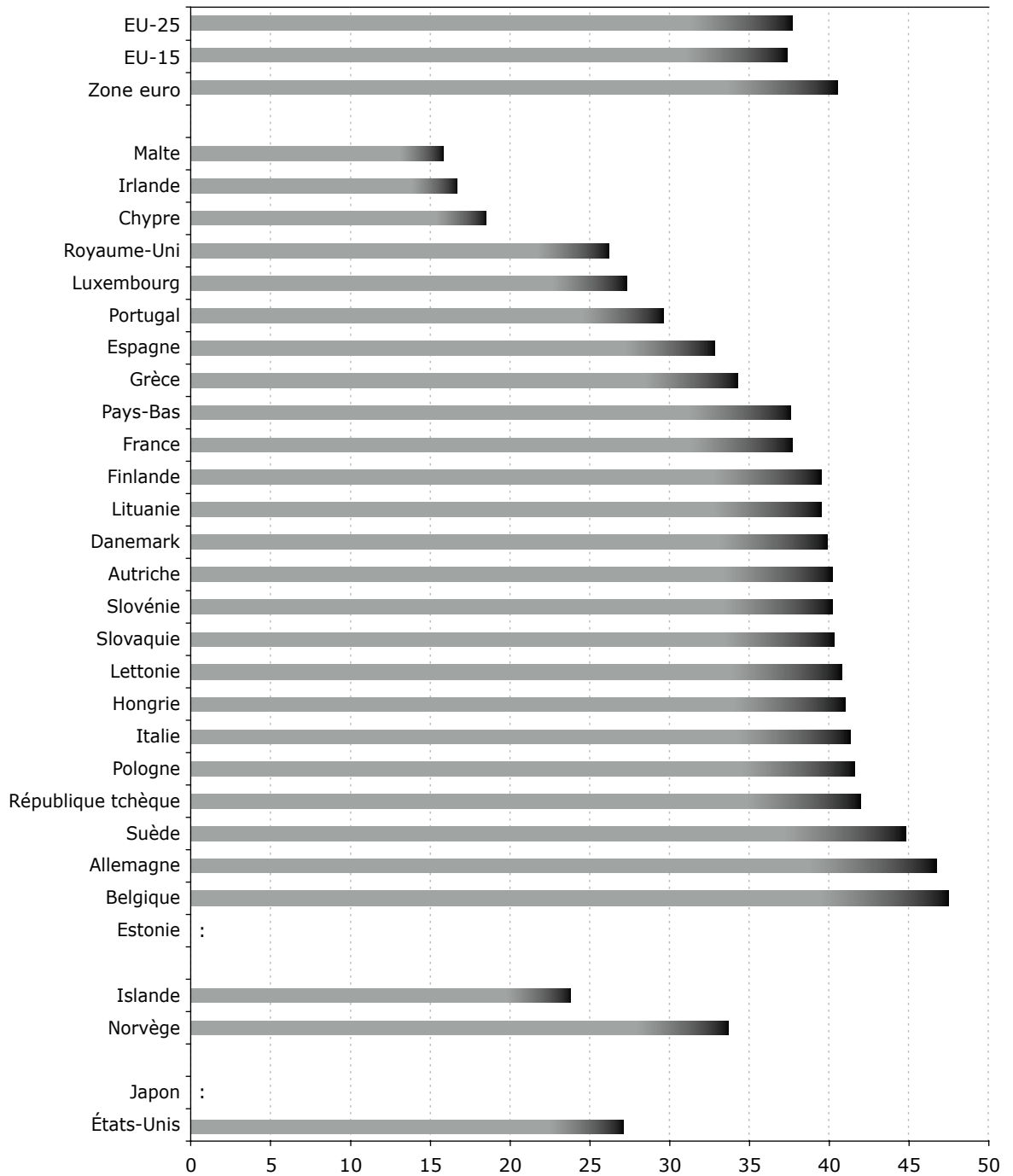
question: en 2002, il s'établissait à environ 79 % dans l'EU-15. Autrement dit, le gain financier résultant du passage du statut de chômeur à celui de travailleur représentait environ 21 % de la rémunération brute du nouveau salarié.



**Taux de prélèvement sur les bas salaires: Poids de la fiscalité sur le coût de la main-d'œuvre en 2003**



Taux d'imposition relatif d'un salarié à faible revenu, en %



3

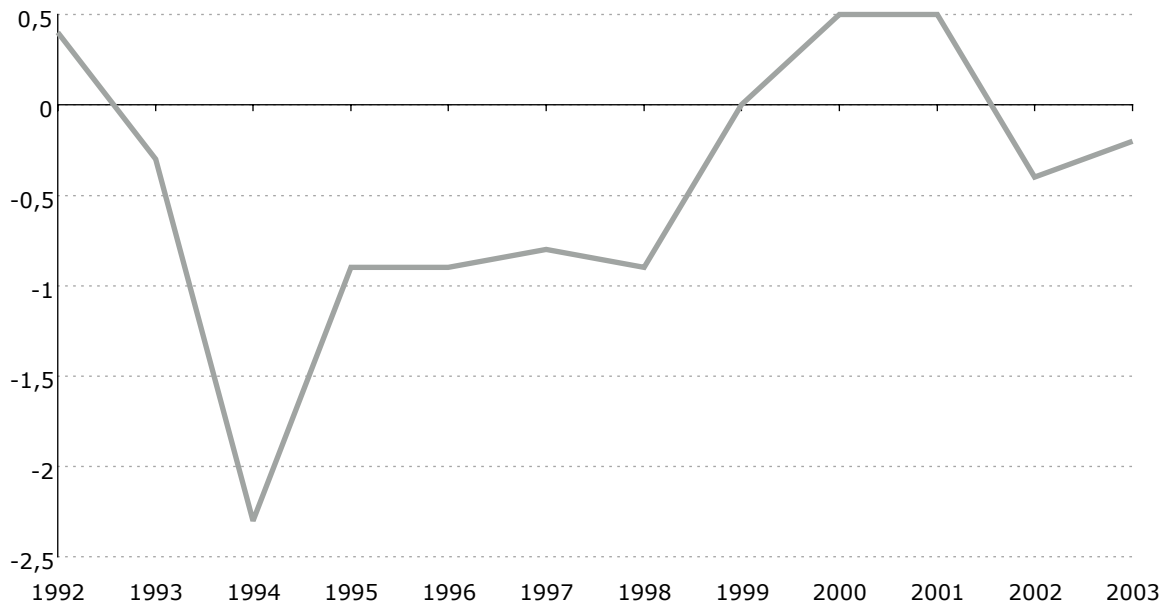
Dans les pays de l'EU-25, le décalage fiscal (c'est-à-dire la charge fiscale relative d'un salarié à faible rémunération) était supérieur à

40 % en 2003; dans trois pays, il était inférieur à 20 %.



**Croissance du coût unitaire de la main-d'œuvre dans l'EU-15**

Taux de croissance du ratio: rémunération par salarié aux prix courants divisée par le PIB (aux prix courants) par emploi total



Cet indicateur dérivé compare la rémunération (par salarié) et la productivité (produit intérieur brut - PIB - par l'emploi) pour illustrer le rapport existant entre la rémunération des salariés et la productivité de leur travail. Il convient de noter que les variables utilisées au numérateur concernent les salariés uniquement, tandis que celles du dénominateur portent sur l'emploi total, qui comprend les indépendants.



# Le compte courant

## Données d'Eurostat

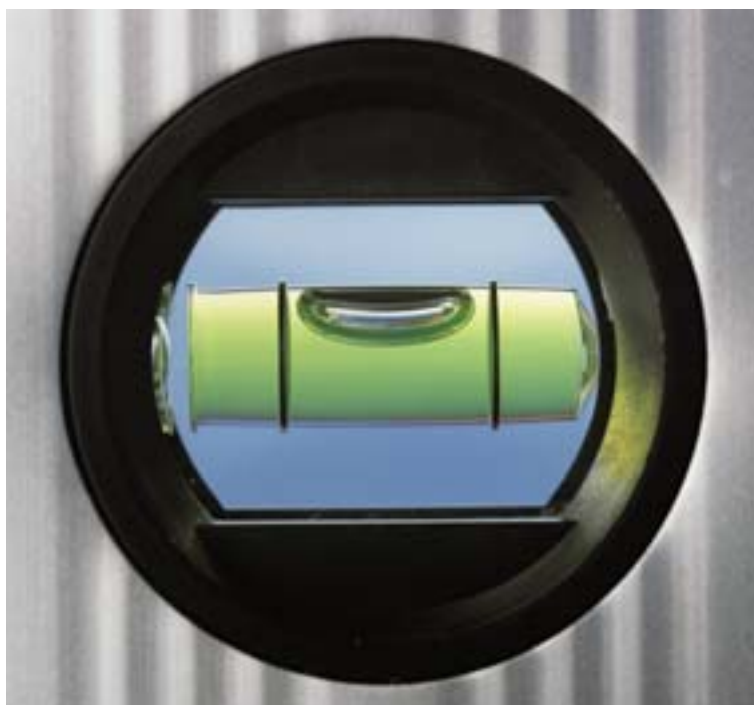
Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Transactions internationales de marchandises
- Transactions internationales de services
- Transactions internationales génératrices de revenu
- Transferts courants
- Compte de capital et compte financier

## Estimer la position économique d'un pays dans le monde

Le compte courant couvre toutes les transactions (autres que celles déclarées dans le compte financier) réalisées entre entités résidentes et non résidentes. Quatre principaux types de transactions sont identifiés séparément dans le cadre du compte courant:

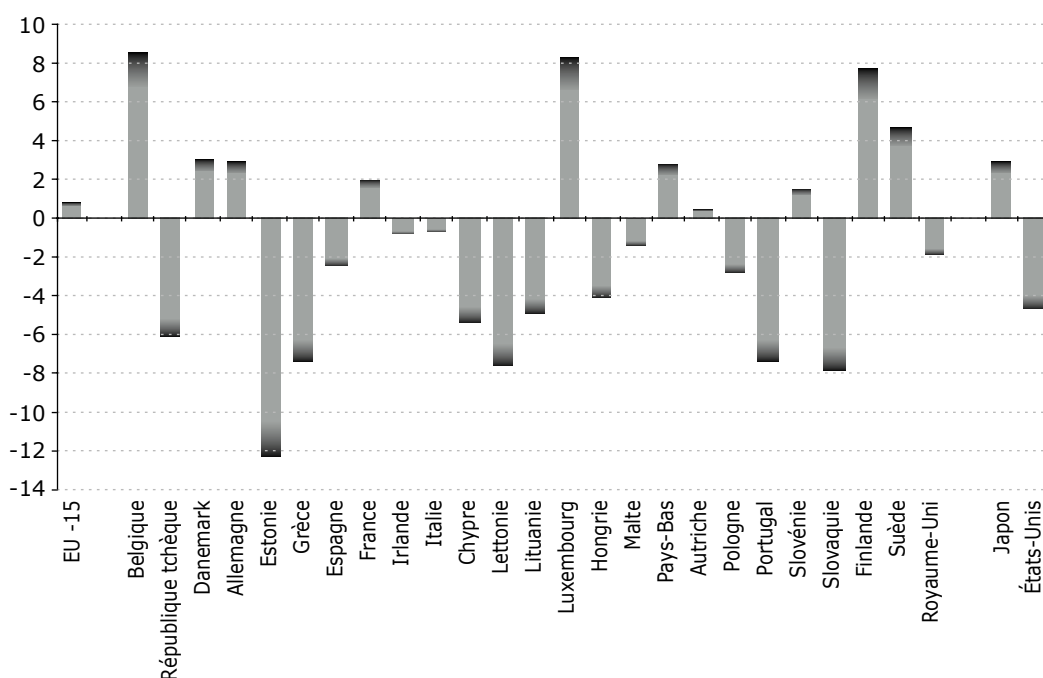
- Le compte de marchandises couvre les fournitures de tout genre, les biens de transformation, les réparations de biens, les biens délivrés dans les ports par les transporteurs et l'or non monétaire. Les exportations et les importations de marchandises sont enregistrées sur une base fob/fob, c'est-à-dire à la valeur du marché aux frontières douanières des économies exportatrices, y compris les frais d'assurance et de transport jusqu'à la frontière du pays exportateur.
- Le compte de services couvre les postes suivants: services de transport fournis par des résidents de l'UE à des non-résidents de l'UE ou vice versa, impliquant le transport de passagers, le mouvement de marchandises, la location de moyens de transport avec équipage et services auxiliaires et de soutien connexes, les voyages, lesquels incluent principalement les biens et services que les voyageurs de l'UE achètent à des non-résidents de l'UE ou vice versa, et les autres services, qui comprennent les transactions portant sur des services tels que les services de communication, les assurances, les services financiers, etc.



- Le compte de produits couvre deux types de transactions: les salaires payés à des travailleurs non résidents ou reçus d'employeurs non résidents; les revenus d'investissement accumulés échus au titre d'actifs et de passifs financiers extérieurs.
- Le compte de transferts courants inclut les transferts courants de l'État, par exemple les transferts relatifs à la coopération internationale entre États, les paiements des impôts courants sur les revenus et la fortune, etc., et les autres transferts courants, par exemple les transferts des travailleurs en faveur de la famille vivant à l'étranger, les primes d'assurance — moins les frais de gestion — et les créances sur les compagnies d'assurances de dommages.

### Balance du compte courant en 2002

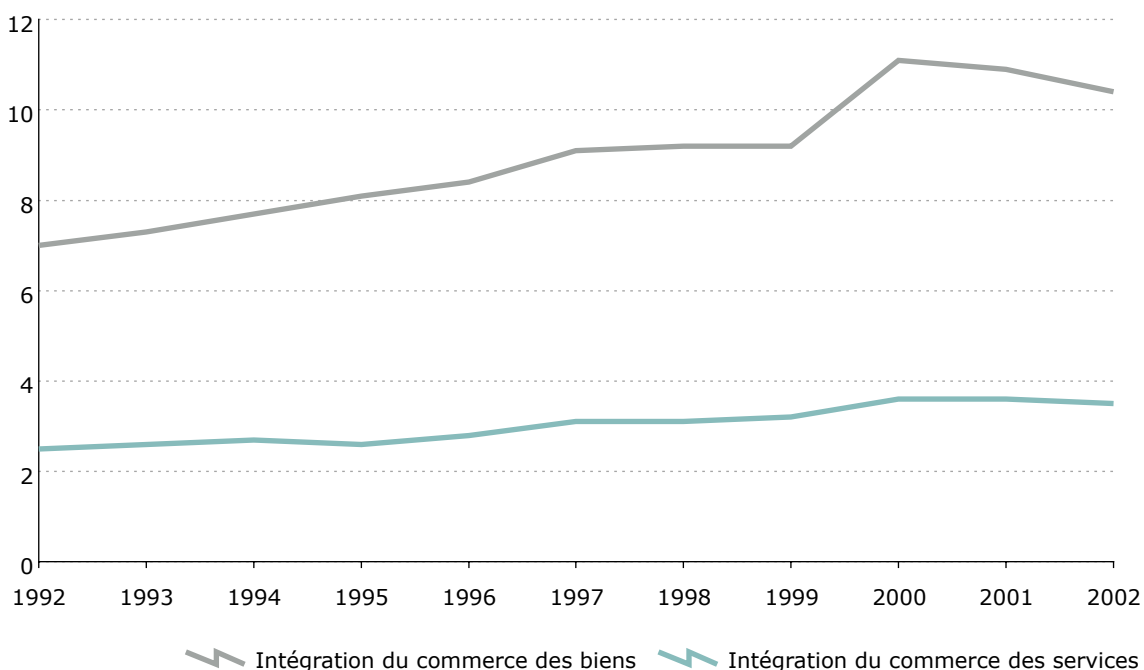
En % du PIB



La balance des paiements comporte la balance des transactions courantes et la balance des investissements et autres opérations en capital. La balance des transactions courantes se subdivise elle-même en biens, services, revenus et transferts courants; elle enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits). La différence entre ces deux valeurs est le «solde» des transactions courantes de chaque État membre avec tous les autres pays, et des transactions de l'UE avec les pays extracommunautaires.

### Intégration du commerce des biens et services de l'EU-15

Valeur moyenne des importations et des exportations divisée par le PIB, multipliée par 100

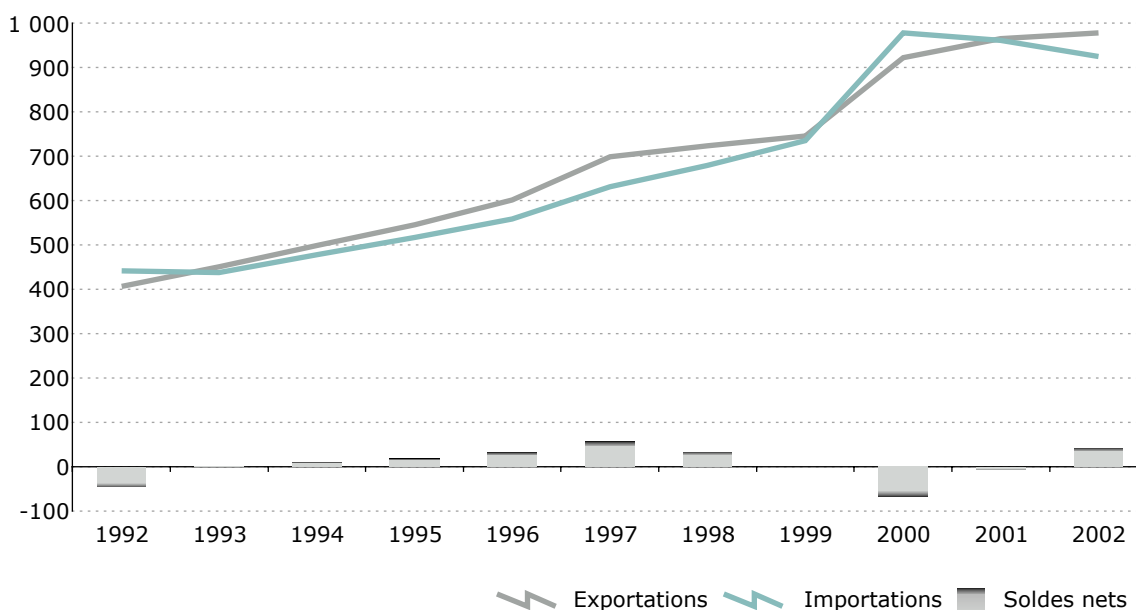


Un indice en augmentation indique que l'UE devient davantage intégrée au sein de l'économie internationale.



### Opérations en compte courant concernant les biens dans l'EU-15

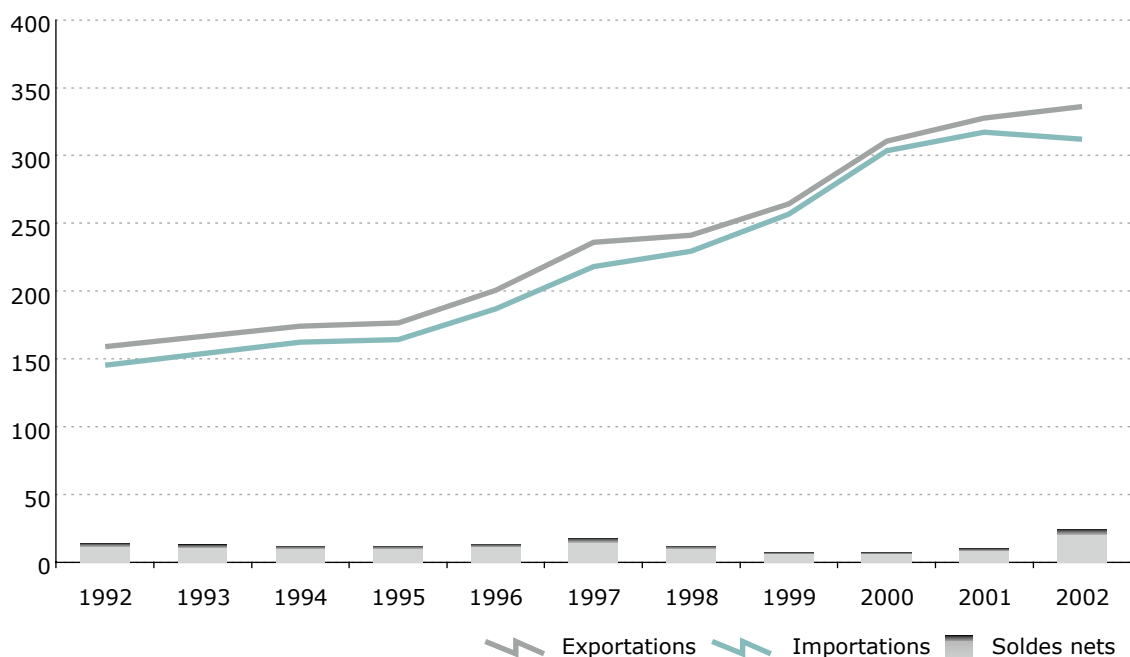
En Mrd ECU/EUR



La balance des paiements est un compte qui enregistre les transactions internationales d'un pays avec le reste du monde. Elle comporte deux grandes subdivisions: le compte des transactions courantes et le compte de capital et d'opérations financières. Le compte des transactions courantes comporte lui-même quatre composantes: biens, services, revenus et transferts courants. Pour chacun de ces éléments, le compte des transactions courantes enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits).

### Opération en compte courant concernant les services dans l'EU-15

En Mrd ECU/EUR



La balance des paiements enregistre toutes les opérations internationales d'un pays donné avec le reste du monde. Elle comporte la balance des transactions courantes et la balance des investissements et autres opérations en capital. La balance des transactions courantes se subdivise elle-même en biens, services, revenus et transferts courants; elle enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits). La différence entre ces deux valeurs est le «solde».

# Les partenaires commerciaux

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Transactions internationales avec des pays
- Transactions internationales avec des zones géographiques
- Transactions internationales avec des zones économiques

## Partenaires commerciaux de l'Europe dans le monde

Eurostat fournit des informations détaillées sur la ventilation géographique du compte courant de l'Union européenne. Cette ventilation géographique fait une distinction entre:

- les transactions intra-UE, qui correspondent à la somme des transactions (déclarées par les États membres de l'UE) avec d'autres États membres de l'UE;
- les transactions extra-UE, qui correspondent aux transactions (déclarées par les États membres de l'UE) avec des pays ne faisant pas partie de l'UE. Les transactions extra-UE sont en outre ventilées en zones partenaires détaillées: pays individuels (Hongrie, États-Unis, Japon, par exemple), zones économiques (pays de l'OCDE, pays ACP, par exemple) et zones géographiques (Amérique, Asie, par exemple).

Les transactions mondiales sont égales à la somme des transactions intra-UE et des transactions extra-UE plus un reste qui ne peut être affecté.

## Trouver la résidence

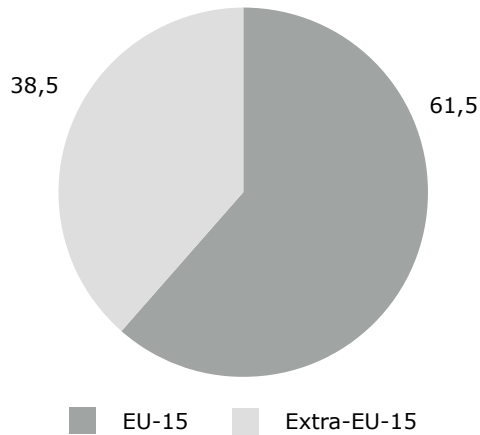
Dans les statistiques de la balance des paiements, le compte courant de l'UE est géographiquement ventilé en fonction du lieu de résidence du partenaire commercial. Toutefois, on ne dispose pas toujours d'informations précises sur celui-ci. Dans ce cas, la devise dans laquelle les transactions sont enregistrées peut être utilisée pour déterminer l'origine ou la destination des flux. Le concept de «résidence» correspond ainsi au concept de «pays d'origine» (pour les importations) et à celui de «pays de destination» (pour les exportations).

Toutefois, la ventilation géographique des importations a été modifiée à partir de 1997. Tous les biens importés de l'extérieur de l'UE par un État membre de l'UE, mais transitant dans un autre État membre de l'UE, doivent être géographiquement affectés au pays de transit et non à celui d'origine.



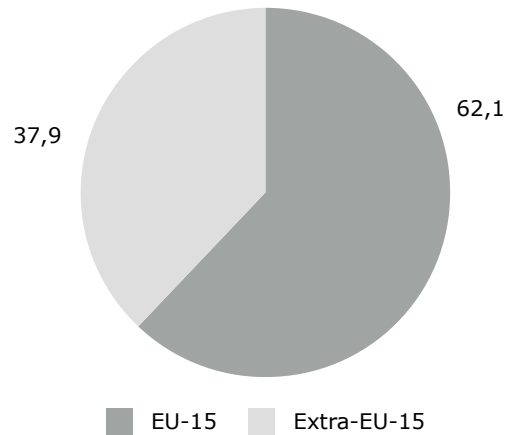
**Crédits courants de l'EU-15 en 2002**

Part des crédits totaux de l'UE en %



**Débits courants de l'EU-15 en 2002**

Part des débits totaux de l'UE en %

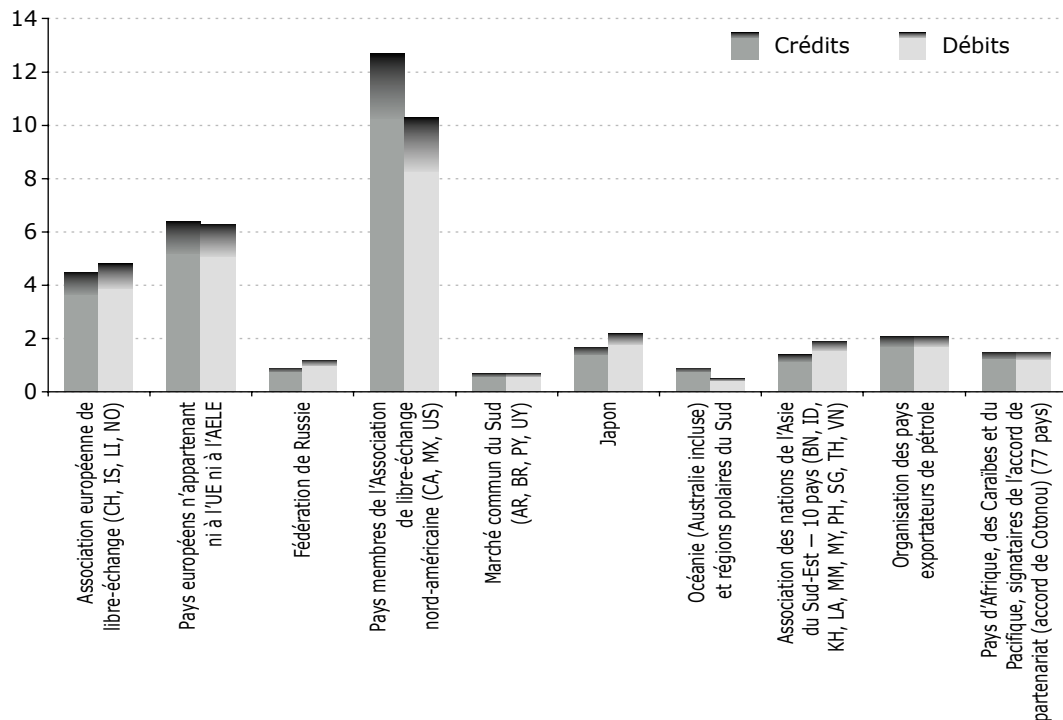


La balance des paiements enregistre toutes les opérations internationales d'un pays donné avec le reste du monde. Elle comporte la balance des transactions courantes et la balance des investissements et autres opérations en capital. La balance des transactions courantes se subdivise elle-même en biens, services, revenus et transferts courants; elle enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits).

La balance des paiements enregistre les transactions internationales d'un pays avec le reste du monde. Elle se compose du compte courant et du compte de capital et d'opérations financières. Le compte courant est lui-même subdivisé en biens, services, revenus et transferts courants; il enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits).

**Balance des transactions courantes de l'EU-15 en 2002, par zones partenaires sélectionnées**

Part des crédits/débits en %

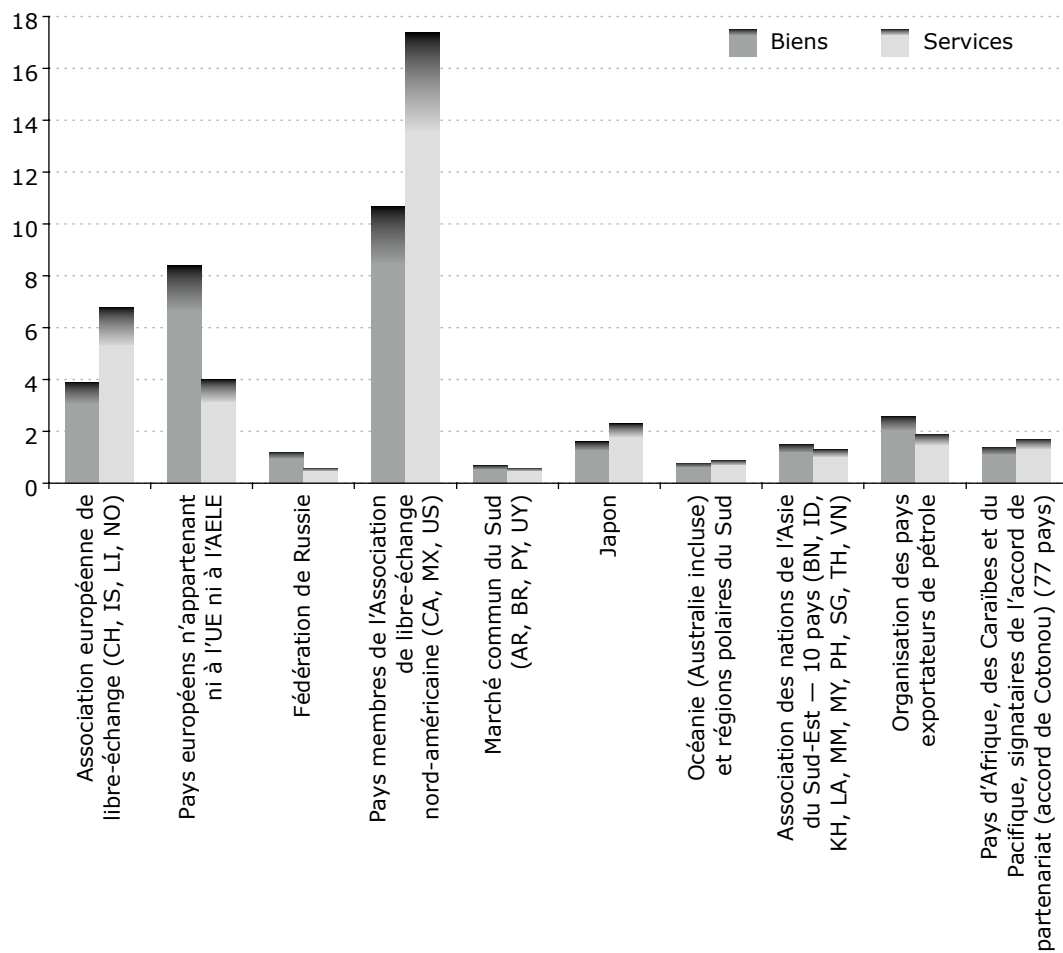


La balance des paiements enregistre toutes les opérations internationales d'un pays donné avec le reste du monde. Elle comporte la balance des transactions courantes et la balance des investissements et autres opérations en capital. La balance des transactions courantes se subdivise elle-même en biens, services, revenus et transferts courants; elle enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits).



### Exportations de l'EU-15 en 2002, par zones partenaires sélectionnées

Part des exportations totales de l'EU-15 en %

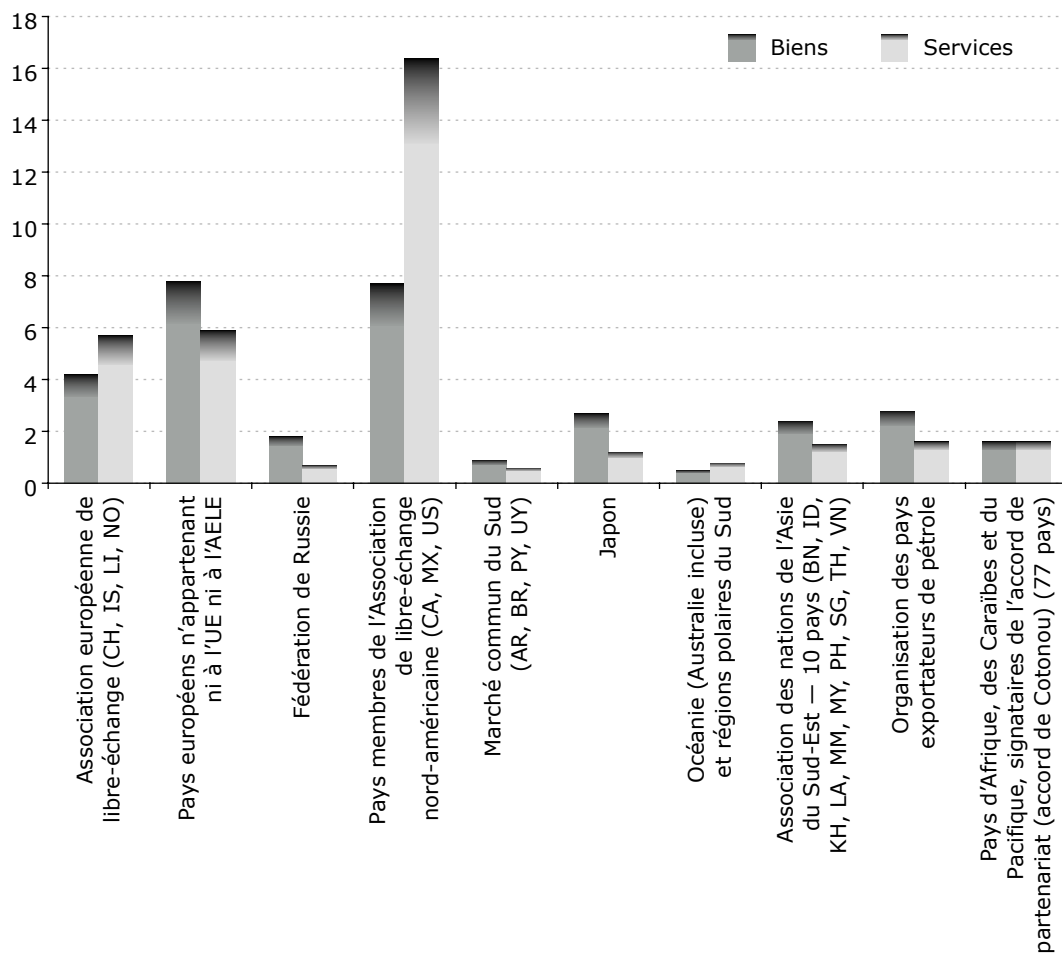


La balance des paiements enregistre les transactions internationales d'un pays avec le reste du monde. Elle se compose du compte courant et du compte de capital et d'opérations financières. Le compte courant est lui-même subdivisé en biens, services, revenus et transferts courants; il enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits).



### Importations de l'EU-15 en 2002, par zones partenaires sélectionnées

Part des importations totales de l'EU-15 en %



La balance des paiements enregistre les transactions internationales d'un pays avec le reste du monde. Elle se compose du compte courant et du compte de capital et d'opérations financières. Le compte courant est lui-même subdivisé en biens, services, revenus et transferts courants; il enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits).

# Les investissements directs étrangers

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Flux d'investissements directs (flux entrants et flux sortants)
- Stocks d'investissements directs
- Pays investisseurs (pays d'origine)
- Pays receveurs (pays de destination)

## Compte d'opérations financières: parlons argent

Le compte d'opérations financières enregistre les transactions financières. Il inclut les investissements directs étrangers (IDE), les investissements de portefeuille ainsi que les autres investissements et les flux d'avoirs de réserve.

Les statistiques annuelles des IDE dans l'Union européenne donnent un aperçu détaillé des flux et des stocks d'IDE, en montrant quels États membres investissent, dans quels pays et dans quels secteurs.

Une entreprise qui souhaite vendre à l'étranger peut recourir à diverses méthodes: l'exportation, l'octroi de licences et le recours à des intermédiaires sont autant d'exemples, l'exportation directe étant actuellement la méthode la plus courante. Les IDE (production et vente directement dans le pays choisi) sont de plus en plus souvent adoptés. Il en existe deux types:

- la création d'actifs productifs par des étrangers (investissements entièrement nouveaux);

- l'achat d'actifs existants par des étrangers (acquisition, fusion, prise de contrôle, etc.).

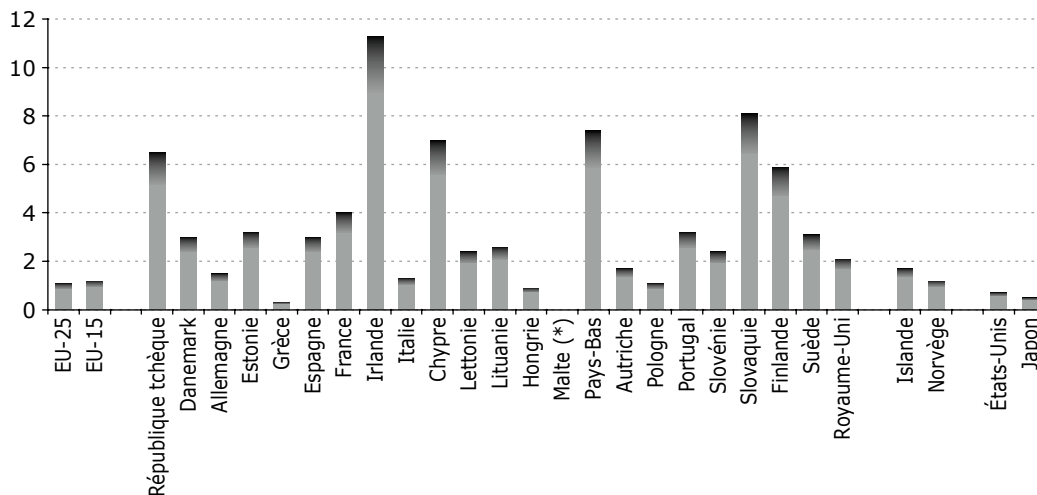
Les IDE diffèrent des investissements de portefeuille dans la mesure où ils sont effectués dans le but de prendre le contrôle ou d'acquies une participation active dans la gestion de l'entreprise et un intérêt durable dans celle-ci. Les investissements directs n'incluent pas seulement l'acquisition initiale du capital social, mais aussi les transactions en capital ultérieures entre l'investisseur étranger, l'entreprise nationale et les entreprises affiliées.

Eurostat collecte des données IDE concernant les mouvements trimestriels et annuels ainsi que les stocks en fin d'exercice. Les stocks IDE (actifs et passifs) sont pris en compte dans l'évaluation de la position d'investissements internationaux d'une économie à la fin de l'exercice.

Dans l'annuaire Eurostat, la convention de signe adoptée pour les différents ensembles de données (flux et stocks) est la suivante: un investissement est toujours enregistré avec un signe positif et un désinvestissement avec un signe négatif.

### Intensité des investissements directs étrangers en 2002

Valeur moyenne des flux entrants et sortants d'IDE divisée par le PIB, multipliée par 100



(\*) En 2002, Malte avait un investissement négatif, c.-à-d. un flux d'investissement entrant du reste du monde négatif. En conséquence, la valeur pour l'intensité des investissements directe était de - 5,2.

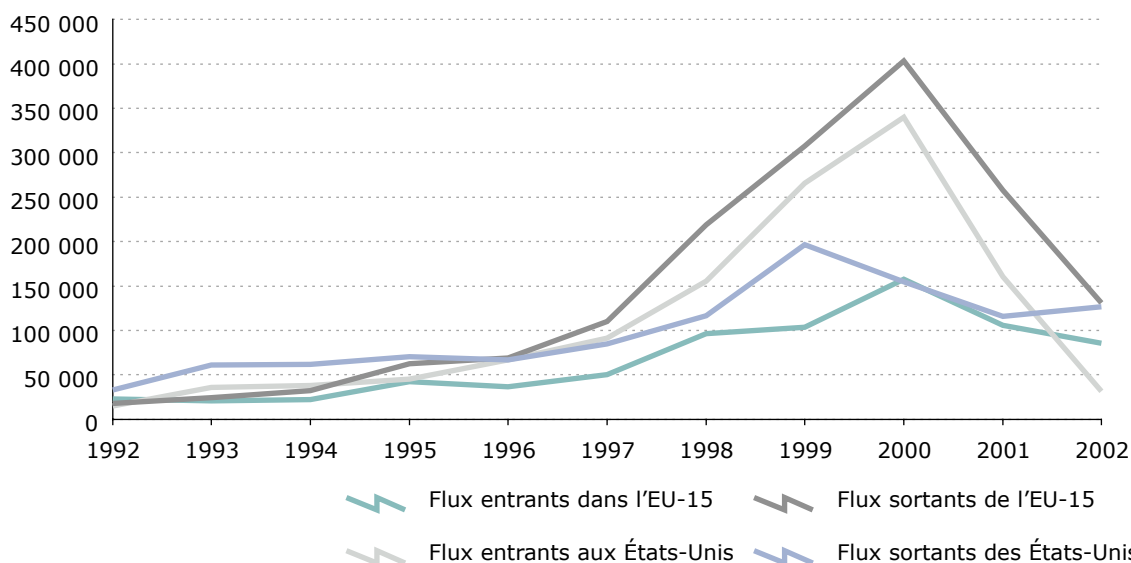
Pour l'agrégat de la Belgique et du Luxembourg [Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL)], l'indice était de 51,4 en 2002, essentiellement en raison de la valeur particulièrement élevée du Luxembourg.

L'intensité des investissements directs étrangers (IDE) est la somme des flux d'IDE entrants et sortants moyens, divisée par le PIB. L'indice mesure l'intensité de l'intégration des investissements dans l'économie internationale.

Pour les différents pays, le partenaire est le «reste du monde», pour l'EU-15, c'est l'«extra - EU-15» et, pour l'EU-25, c'est l'«extra - EU-25».

### Flux d'investissements directs

En Mio ECU/EUR



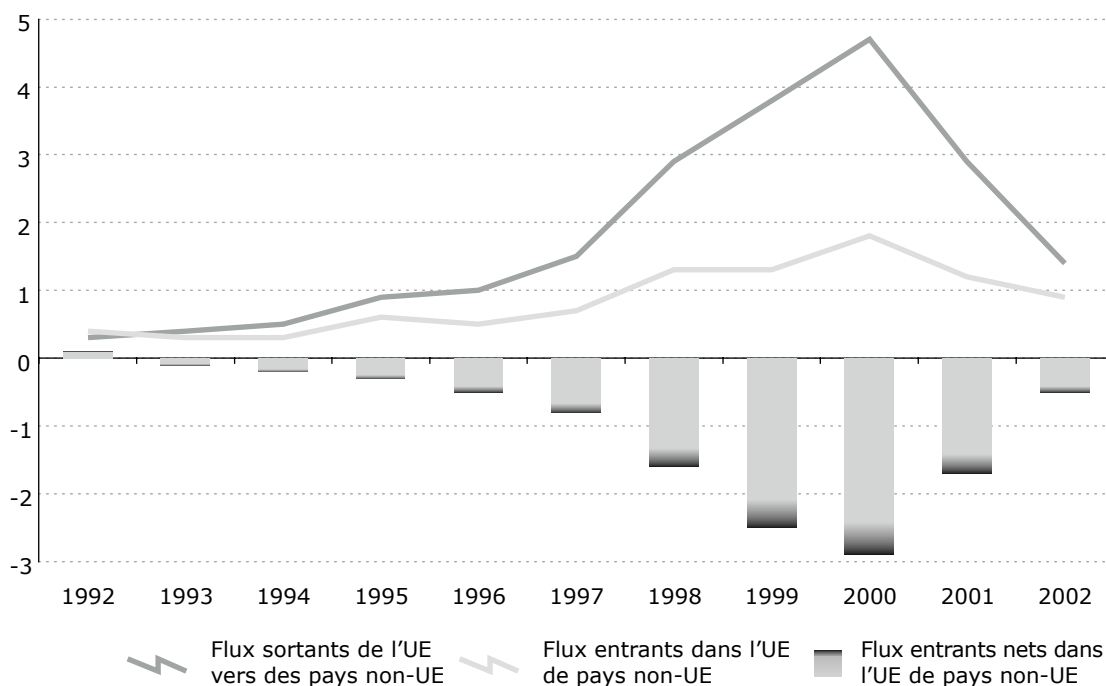
Pour l'EU-15, le partenaire est l'«extra - EU-15» tandis que, pour les États-Unis, c'est le «reste du monde».

Les IDE sont des investissements internationaux qui reflètent l'intention d'une entité résidente d'une économie (investisseur direct) d'acquies un intérêt durable dans une entreprise opérant dans une autre économie (entreprise d'investissement direct).



### Flux d'investissements directs de l'EU-15

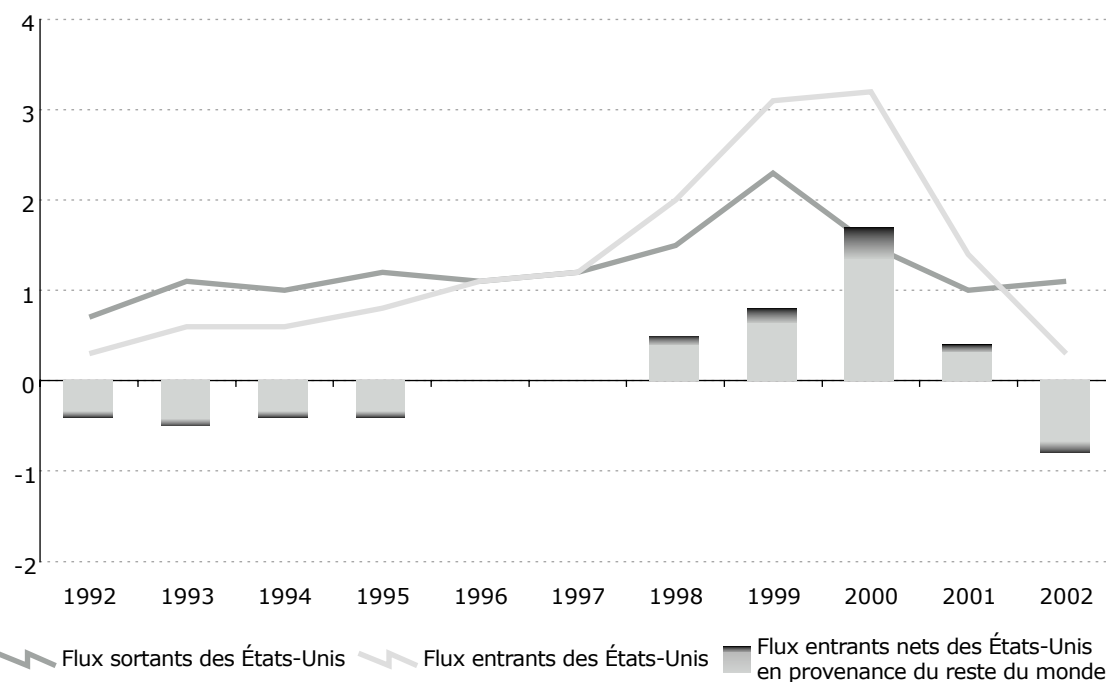
En % du PIB



L'IDE est un investissement fait par une entité résidente (investisseur direct) pour acquérir un intérêt durable dans une entité opérant dans une autre économie que celle de l'investisseur (entreprise d'investissement direct).

### Flux d'investissements directs des États-Unis

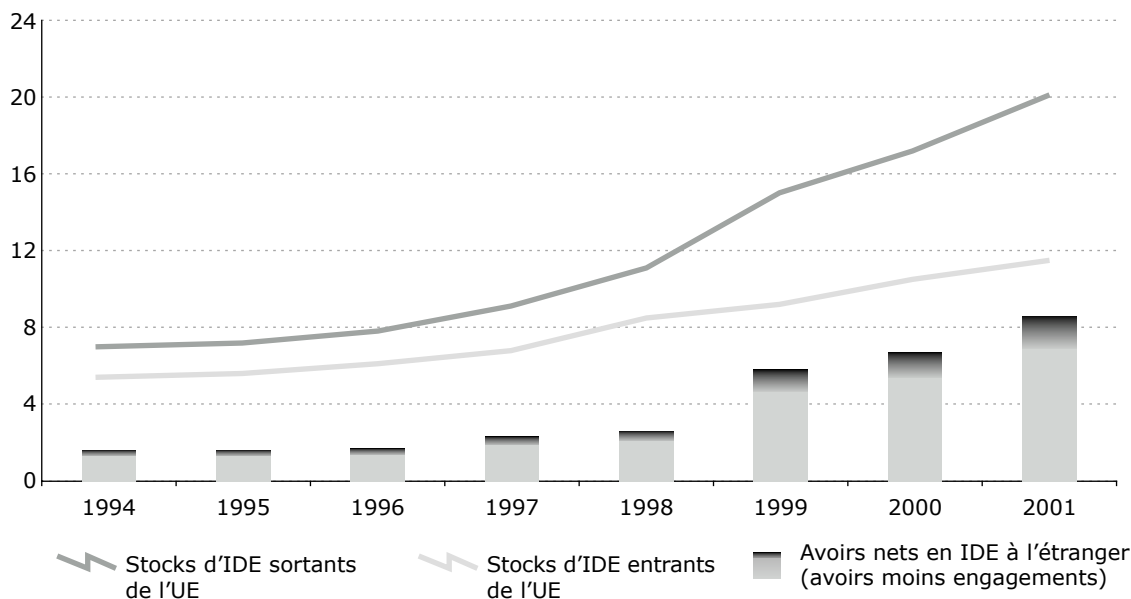
En % du PIB



L'IDE est un investissement fait par une entité résidente (investisseur direct) pour acquérir un intérêt durable dans une entité opérant dans une autre économie que celle de l'investisseur (entreprise d'investissement direct).

### Stocks d'investissements directs de l'EU-15

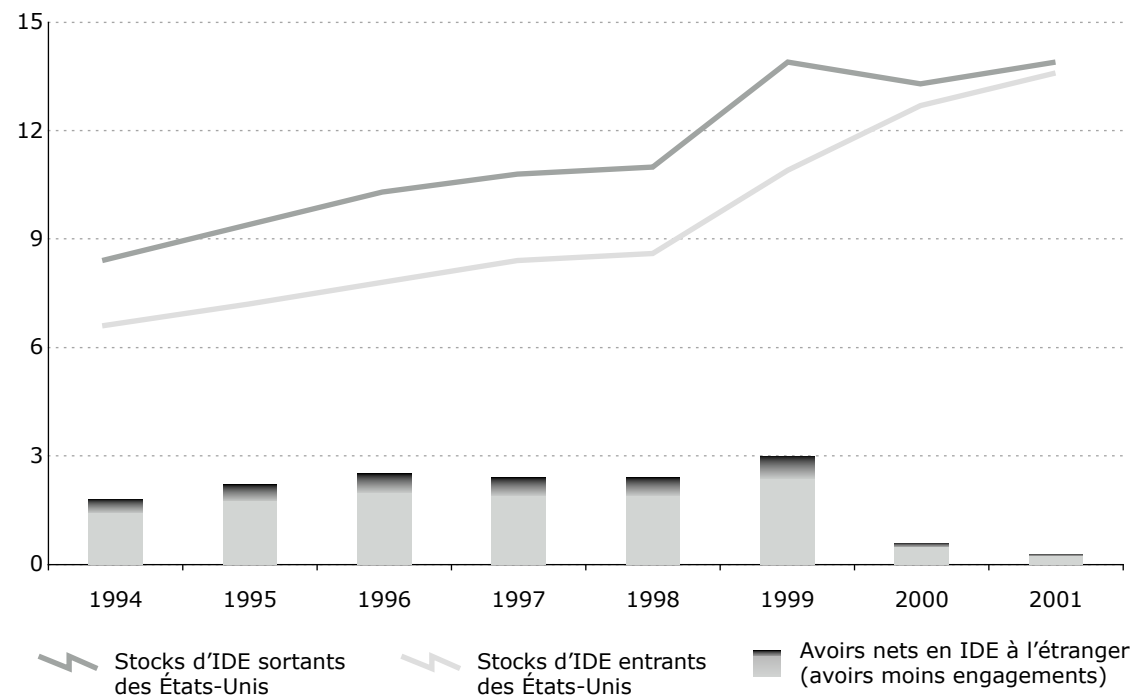
En % du PIB



L'IDE est un investissement international fait par une entité résidente (investisseur direct) pour acquérir un intérêt durable dans une entité opérant dans une autre économie que celle de l'investisseur (entreprise d'investissement direct). Les stocks d'IDE sont la valeur des avoirs en IDE (pour les stocks d'IDE sortants) et les engagements en IDE (pour les flux d'IDE entrants) à la fin de la période de référence.

### Stocks d'investissements directs des États-Unis

En % du PIB



L'IDE est un investissement international fait par une entité résidente (investisseur direct) pour acquérir un intérêt durable dans une entité opérant dans une autre économie que celle de l'investisseur (entreprise d'investissement direct). Les stocks d'IDE sont la valeur des avoirs en IDE (pour les stocks d'IDE sortants) et les engagements en IDE (pour les flux d'IDE entrants) à la fin de la période de référence.

## Le commerce international de biens

### Données d'Eurostat

Pour en savoir plus sur les flux commerciaux des États membres de l'UE, consulter notre site web.

- Pays déclarants: l'UE, la zone euro et tous les États membres
- Partenaires commerciaux: tous les pays du monde
- Type de marchandises: plus de 10 000 produits du code de la nomenclature combinée ainsi que d'agrégats de produits basés sur d'autres nomenclatures telles que la classification type pour le commerce international; des totaux peuvent également être obtenus
- Périodes: tous les mois depuis janvier 1988

Les importations, les exportations et les balances commerciales sont disponibles en valeur et en quantité.

### Des informations indispensables dans une économie mondiale de plus en plus ouverte

L'importance du commerce international des biens dans l'économie mondiale ne cesse de croître; en conséquence, il doit être mesuré de manière fiable et les données pertinentes doivent être largement diffusées et comprises.

Les statistiques du commerce international sont une importante source primaire d'informations pour la plupart des décideurs du secteur public et du secteur privé. Par exemple, les entreprises européennes s'en servent pour effectuer des études de marché et définir leur stratégie commerciale. Elles permettent aux autorités communautaires de se préparer pour des négociations multilatérales et bilatérales dans le cadre de la politique commerciale commune et d'évaluer les progrès du marché unique ou l'intégration des économies européennes. Elles constituent en outre une source indispensable pour les statistiques de la balance des paiements, pour les comptes nationaux et pour les études des cycles économiques.

### Des statistiques harmonisées sur le commerce international des biens...

La compilation des chiffres du commerce est fondée sur une base juridique définie dans une



série de règlements du Conseil et de la Commission. Les travaux concrets s'appuient sur des efforts de coopération entre Eurostat et les organismes appropriés qui, dans les États membres, sont chargés de collecter et de traiter les informations de base.

Eurostat est responsable de l'harmonisation de la législation communautaire dans le domaine des statistiques du commerce des biens et doit également s'assurer que la législation est correctement appliquée. Les statistiques à fournir à Eurostat sont donc fondées sur des textes juridiques précis directement applicables dans les États membres et sur des définitions et procédures qui, dans une large mesure, ont été harmonisées.

### ... qui couvrent tous les mouvements physiques de biens franchissant les frontières

Globalement, l'objectif des statistiques du commerce international est d'enregistrer tous les biens qui viennent s'ajouter ou se soustraire au stock de ressources matérielles d'un pays en pénétrant sur son territoire ou en en sortant. Par leur nature, les statistiques du commerce international concernent les biens transportables.



La composante la plus importante des statistiques du commerce international est liée à des transactions supposant le transfert effectif ou prévu de la propriété contre rémunération. Néanmoins, les statistiques du commerce couvrent également les mouvements de biens sans transfert de propriété, par exemple les activités entrant dans le cadre de transformations contractuelles ou de réparations.

## Notes méthodologiques

### Évaluation des exportations et des importations

Dans les statistiques du commerce extérieur, les exportations sont enregistrées à leur valeur fob (franco à bord) et les importations à leur valeur caf (coût, assurance et fret). Par conséquent, et contrairement aux statistiques de la balance des paiements, la valeur des importations inclut les frais, par exemple de transport et d'assurance, concernant la part du transport en dehors du territoire statistique du pays importateur. La valeur des exportations correspond à la valeur des biens à la date et au lieu où ils quittent le territoire statistique du pays exportateur.

### Commerce de groupes de pays

L'EU-15, l'EU-25, la zone euro et l'Espace économique européen (EEE) sont calculés en tant que commerce total moins, respectivement, le commerce intra - EU-15, intra - EU-25, intra-zone euro et intra-EEE.

### Commerce par produit

Les produits agroalimentaires sont des produits alimentaires issus de l'agriculture. Ils sont définis conformément aux sections 0 et 1 de la classification type pour le commerce international (CTCI), révision 3.

Par «commerce de matières premières», on entend le commerce des produits définis par référence aux sections 2 et 4 de la CTCI.

Par «commerce de produits énergétiques», on entend le commerce des produits définis par référence à la section 3 de la CTCI.

Par «commerce de produits chimiques», on entend le commerce des produits définis par référence à la section 5 de la CTCI.

Par «commerce de machines et de matériel de transport», on entend le commerce des produits définis par référence à la section 7 de la CTCI.

### Autres concepts et définitions

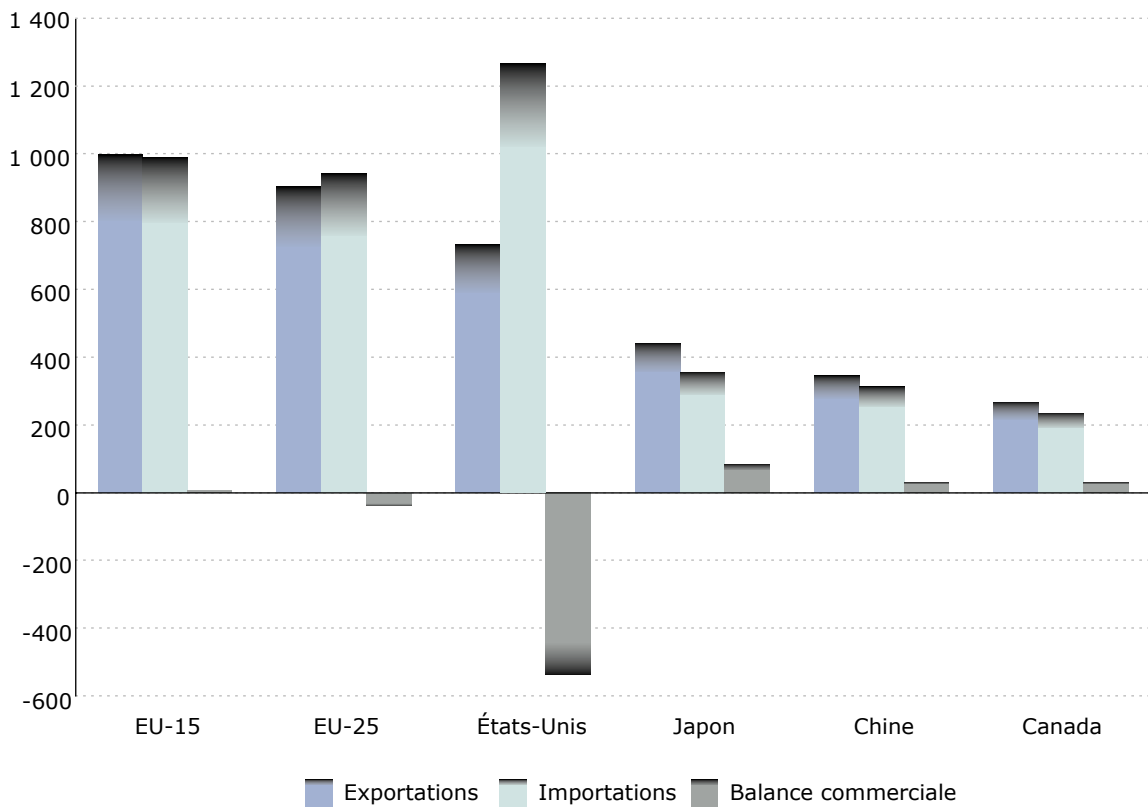
Voir les publications *Statistics on the trading of goods – User guide* ou *Geonomenclature*, qui peuvent être téléchargées sur le site web d'Eurostat.





### Commerce international en 2002: UE et autres acteurs principaux

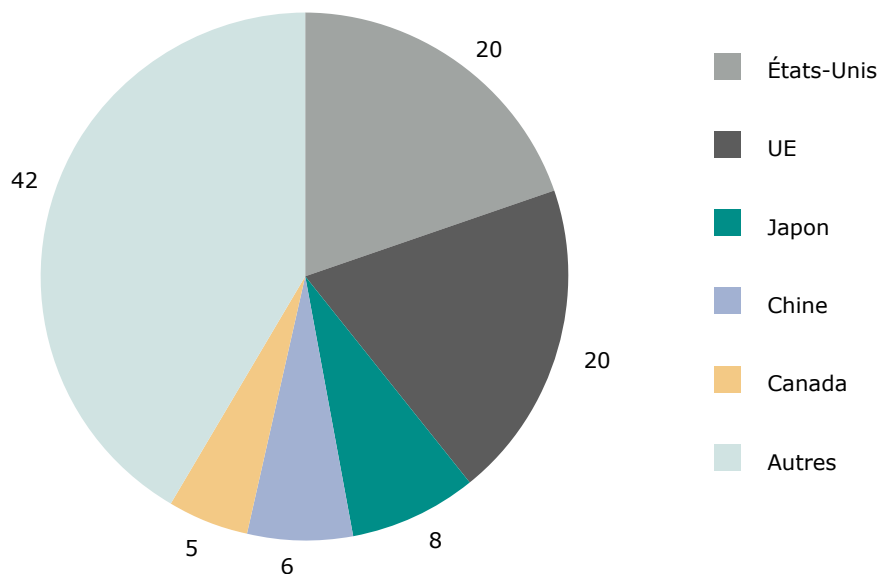
En Mrd EUR



3

### Part de l'EU-15 dans le commerce mondial <sup>(1)</sup> en 2002

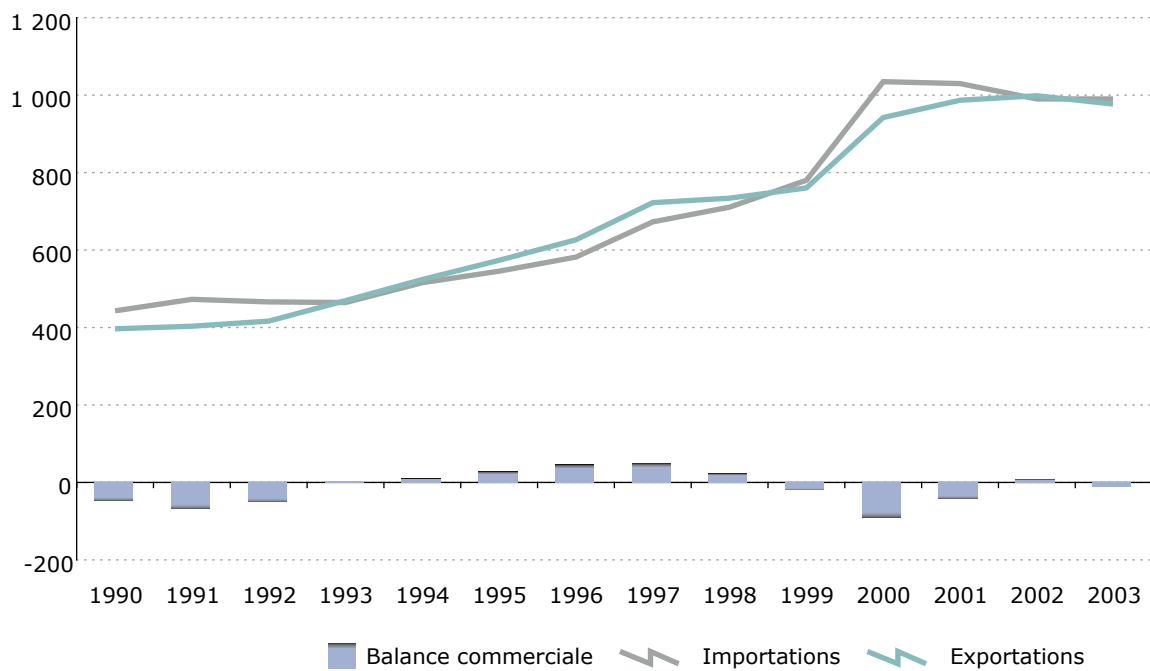
En %



(1) Importations + exportations.

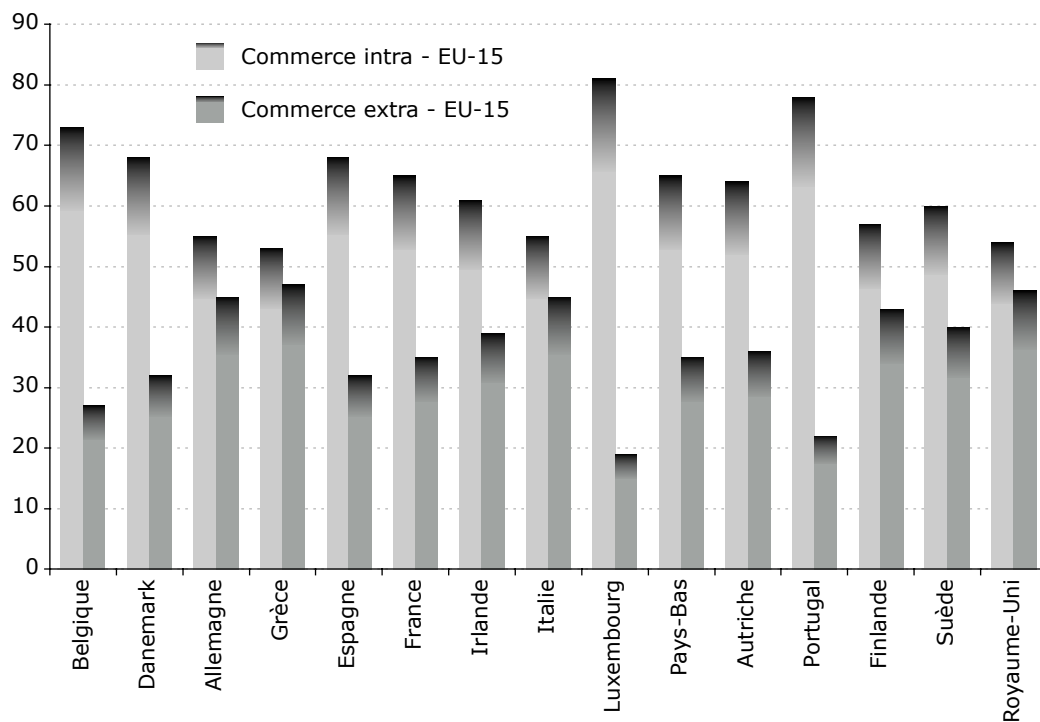
### Évolution du commerce de l'EU-15 de 1990 à 2003

En Mrd ECU/EUR



### Parts du commerce intra- et extra - EU-15 dans le commerce total en 2003

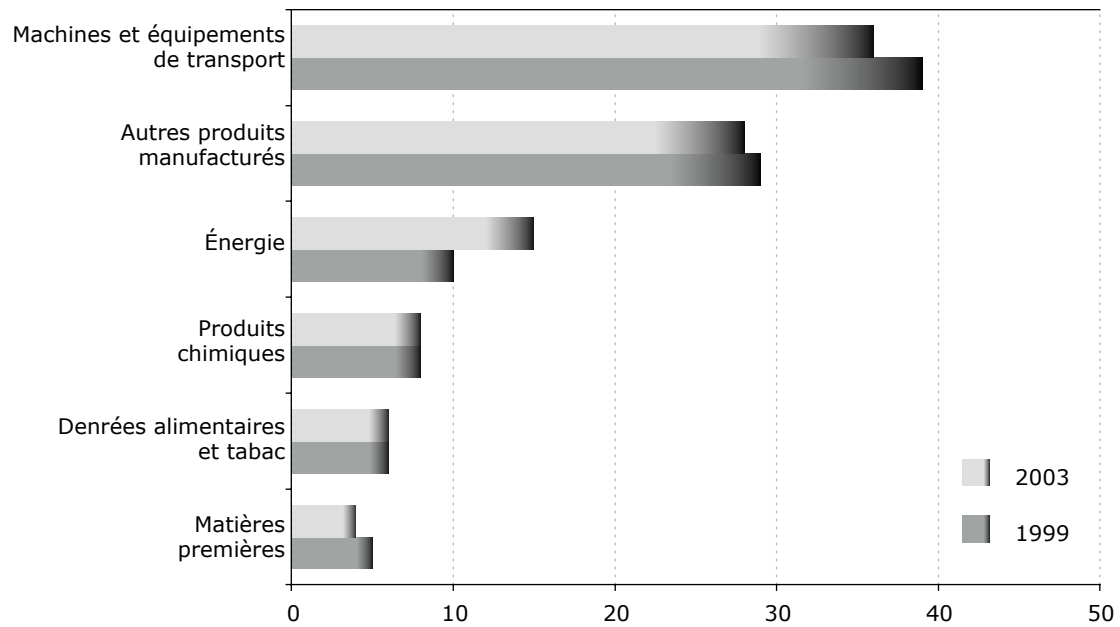
En %





### Part des principaux produits dans les importations totales de l'EU-15

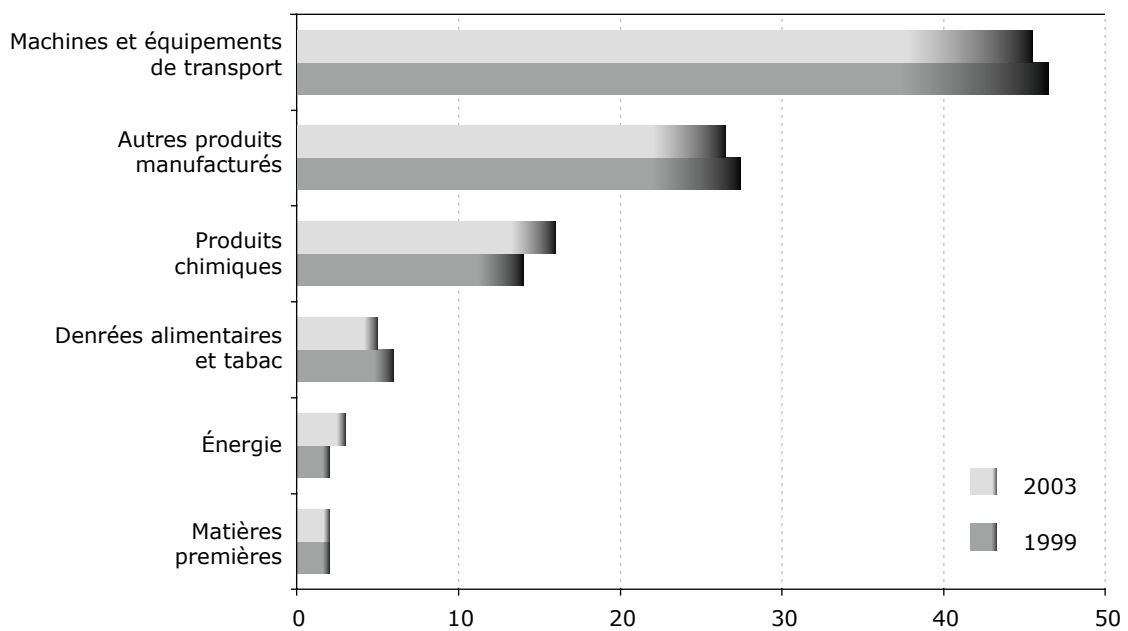
En %



3

### Part des principaux produits dans les exportations totales de l'EU-15

En %



**Commerce total de l'EU-15, de l'EU-25 et des États membres en 2003**

En Mrd EUR

	Exportations			Importations			Balance commerciale	
	2003	2002	Variation en %	2003	2002	Variation en %	2003	2002
<b>EU-15</b>	976,7	997,2	-2	988,9	989,2	0	-12,2	8,0
<b>EU-25</b>	880,4	903,3	-3	936,3	942,0	-1	-55,9	-38,7
Belgique	225,7	228,6	-1	208,1	210,3	-1	17,6	18,3
République tchèque	43,0	40,7	6	45,2	43,0	5	-2,2	-2,3
Danemark	59,6	60,8	-2	51,1	53,2	-4	8,5	7,6
Allemagne	661,6	651,3	2	531,9	518,5	3	129,6	132,8
Estonie	4,0	3,6	10	5,7	5,1	13	-1,7	-1,4
Grèce	11,7	10,9	7	39,2	33,1	19	-27,5	-22,1
Espagne	134,1	132,9	1	177,7	174,6	2	-43,6	-41,7
France	341,9	350,8	-3	345,2	348,2	-1	-3,4	2,6
Irlande	82,0	93,3	-12	47,2	55,4	-15	34,8	37,9
Italie	258,2	269,1	-4	257,1	261,2	-2	1,1	7,8
Chypre	0,4	0,4	-6	3,6	3,9	-8	-3,2	-3,5
Lettonie	6,1	5,5	11	8,4	8,0	6	-2,3	-2,4
Lituanie	2,6	2,4	6	4,6	4,3	8	-2,1	-1,9
Luxembourg	11,8	10,8	9	14,4	13,8	4	-2,6	-3,0
Hongrie	37,7	36,5	3	42,1	39,9	6	-4,5	-3,4
Malte	2,0	2,1	-5	2,9	2,8	2	-0,8	-0,7
Pays-Bas	260,0	258,1	1	232,3	231,9	0	27,6	26,2
Autriche	84,7	83,2	2	86,7	82,8	5	-1,9	0,4
Pologne	47,5	43,5	9	60,4	58,5	3	-12,8	-15,0
Portugal	27,7	28,1	-1	39,9	42,4	-6	-12,1	-14,3
Slovénie	11,3	11,0	3	12,2	11,6	6	-1,0	-0,6
Slovaquie	19,3	15,2	27	19,9	17,5	14	-0,6	-2,3
Finlande	46,8	47,7	-2	37,1	36,2	3	9,7	11,6
Suède	89,5	86,2	4	73,1	70,8	3	16,4	15,4
Royaume-Uni	269,3	296,3	-9	345,5	366,2	-6	-76,2	-69,9

**Contribution des États membres au commerce total de l'EU-25 en 2003**

	Exportations		Importations		Balance commerciale
	Mrd EUR	Part en %	Mrd EUR	Part en %	Mrd EUR
<b>Extra EU-25</b>	880,4	100	936,3	100	-55,9
Belgique	51,5	6	55,1	6	-3,6
République tchèque	5,8	1	12,9	1	-7,1
Danemark	17,7	2	13,6	1	4,1
Allemagne	237,8	27	182,9	20	55,0
Estonie	0,7	0	2,0	0	-1,3
Grèce	5,3	1	17,2	2	-11,9
Espagne	34,5	4	56,8	6	-22,3
France	117,3	13	106,4	11	10,9
Irlande	30,9	4	17,7	2	13,2
Italie	104,4	12	101,5	11	2,9
Chypre	0,2	0	1,4	0	-1,3
Lettonie	0,5	0	1,1	0	-0,6
Lituanie	2,3	0	3,6	0	-1,3
Luxembourg	1,3	0	3,3	0	-2,0
Hongrie	7,1	1	15,5	2	-8,4
Malte	1,1	0	0,9	0	0,1
Pays-Bas	51,9	6	105,8	11	-53,9
Autriche	22,2	3	16,8	2	5,5
Pologne	9,0	1	18,5	2	-9,5
Portugal	5,4	1	8,6	1	-3,2
Slovénie	3,7	0	3,0	0	0,8
Slovaquie	3,0	0	5,1	1	-2,1
Finlande	18,7	2	11,9	1	6,8
Suède	37,0	4	20,5	2	16,4
Royaume-Uni	111,1	13	154,1	16	-43,0

A photograph of an industrial facility, likely a steel mill, with a tall, dark smokestack emitting a thick plume of dark smoke that rises into a sky filled with white, fluffy clouds. The foreground shows the dark silhouettes of industrial buildings and structures.

**L'environnement**

167-178

A graphic element consisting of a yellow square containing a stylized map of Europe. A large, white, bold number '4' is superimposed over the map.

4

## L'eau

### Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Ressources en eau
- Détournement des ressources en eau
- Approvisionnement en eau
- Traitement des eaux résiduaires



### L'eau: indispensable et surexploitée

L'eau est une ressource naturelle qui, aussi bien en ce qui concerne sa qualité que sa disponibilité, est une préoccupation majeure dans de nombreuses régions. Les ressources en eau sont limitées et la qualité de l'eau est affectée par les activités humaines telles que la production industrielle, les effluents domestiques, l'élevage, l'agriculture de labour, etc.

Parallèlement, l'eau est indispensable à la vie et aux activités humaines. Le développement économique et la croissance démographique exer-

cent une pression constante sur la quantité et la qualité de l'eau disponible. En de nombreux points de la terre, les ressources en eau douce s'épuisent plus rapidement que la nature ne peut les reconstituer. La pollution des cours d'eau, des lacs et des nappes souterraines est un sujet de préoccupation partout dans le monde.

### Une directive visant à protéger les ressources en eau

Parce que la qualité de l'eau disponible se détériore et que sa quantité est limitée, il importe de reconsidérer l'utilisation des différentes sources d'eau ainsi que la demande d'eau. Ces considérations ont été définies dans la directive-cadre 2000/60/CE sur l'eau, selon laquelle la gestion durable des ressources en eau doit se fonder sur le principe de ges-

tion intégrée des bassins hydrographiques. Cette directive favorise également une «approche combinée» de détermination des valeurs limites de rejet et de définition de normes de qualité, d'application de justes prix et de sensibilisation des citoyens aux problèmes de l'eau.

### Surveiller l'eau de près

Les données statistiques sur l'eau sont collectées auprès de tous les pays européens sur la base de la section «Eaux intérieures» du questionnaire commun OCDE-Eurostat qui est adap-

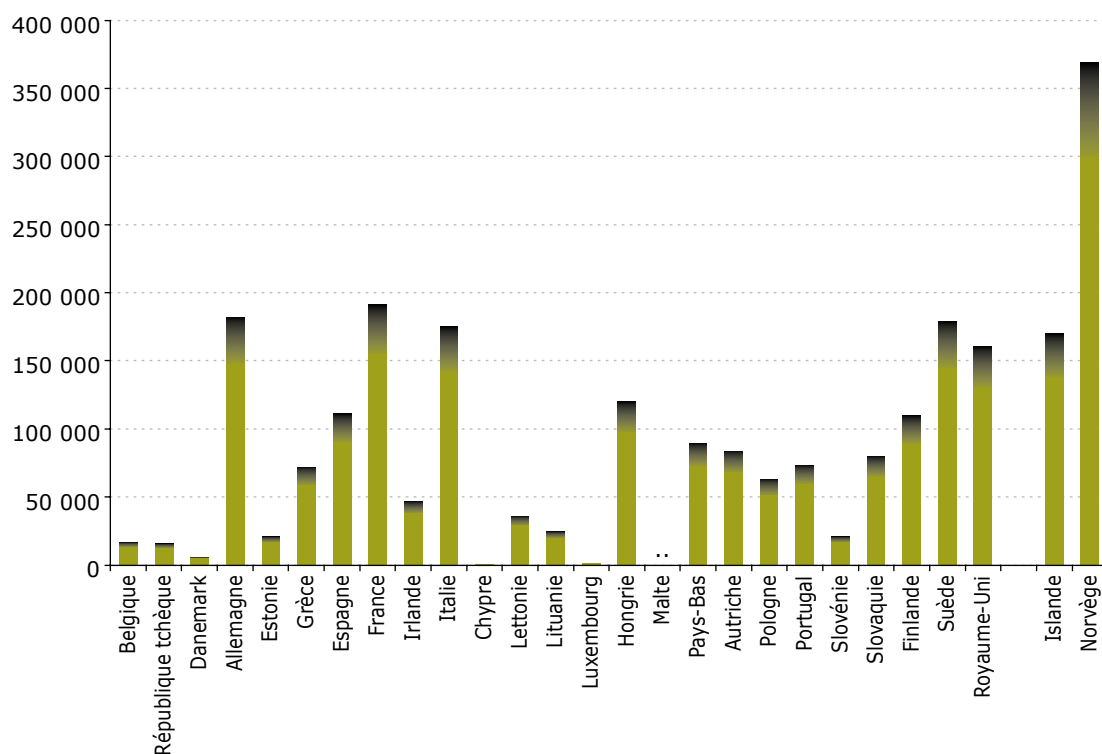
té en permanence au cadre politique de l'UE. Cette section concerne ce qui suit:

- les **ressources en eau douce constituées par les eaux souterraines et les eaux de surface**, qui peuvent être reconstituées par les précipitations et par des flux entrants externes;
- le **détournement de l'eau à la source**: le détournement constitue une pression majeure sur les ressources, même si une grande partie de l'eau détournée (à des fins domestiques, industrielles — y compris la production d'énergie — ou agricoles) est renvoyée dans l'environnement et dans les plans d'eau, mais souvent à l'état d'eau usée de mauvaise qualité;
- **utilisation de l'eau par catégorie d'approvisionnement et par activité industrielle**;

- **capacités de traitement des stations d'épuration et proportion de la population reliée à celles-ci**: cela donne un aperçu du niveau de développement, en termes de quantité et de qualité, des infrastructures disponibles pour protéger l'environnement de la pollution par les eaux résiduaires;
- **production et évacuation des boues d'épuration**: les procédés de traitement des eaux résiduaires produisent inévitablement des boues d'épuration; leur incidence sur l'environnement dépend des méthodes choisies pour leur transformation et leur évacuation;
- **production et évacuation des eaux résiduaires**: les polluants présents dans les eaux résiduaires ont différentes origines; de même, l'efficacité du traitement de tout polluant varie en fonction de la méthode appliquée.

#### Ressources en eau: moyenne annuelle à long terme

En Mio m<sup>3</sup>



Irlande, Luxembourg et Norvège: valeurs estimées.

La période prise en considération pour le calcul des moyennes annuelles à long terme est de vingt ans. L'évapotranspiration réelle est le volume d'eau transportée de la terre (comprenant les surfaces d'eau intérieure) dans l'atmosphère par évaporation et par transpiration des plantes. Le flux interne est le volume total des eaux de ruissellement et de recharge des eaux souterraines générées dans des conditions naturelles exclusivement par la précipitation sur un territoire. Le flux interne est égal à la précipitation moins l'évapotranspiration réelle. L'apport externe réel est le volume total d'apport réel des rivières et des eaux souterraines venant des territoires voisins. Le total des ressources en eau douce est le volume total d'eau qui est en outre disponible par les flux internes et l'apport externe. Le flux sortant réel total est l'évacuation réelle totale des rivières et des eaux souterraines dans la mer et dans les territoires voisins.



# Les déchets

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Production de déchets
- Traitement des déchets
- Recyclage
- Déchets dangereux

### Dissocier la production de déchets de la croissance économique

D'une part, la production de déchets représente une perte de matériaux et d'énergie. D'autre part, le rejet des déchets aggrave certains problèmes environnementaux majeurs tels que le changement climatique et la dégradation de la qualité des eaux souterraines et de surface ainsi que des paysages. La production de déchets peut également entraîner une dégradation de la santé humaine (en raison de la libération, dans l'environnement, de substances dangereuses contenues dans certains types de déchets).

Le sixième programme d'action pour l'environnement se donne pour objectif de dissocier la production de déchets de la croissance économique. Une réduction globale significative des volumes de déchets produits est possible grâce à de meilleures initiatives de prévention de la production de déchets, une gestion plus efficace des ressources et l'adoption d'habitudes de consommation privilégiant la durabilité.

### Qui produit les déchets...

Les déchets urbains représentent environ 15 % de la totalité des déchets produits et sont l'indicateur le plus fiable pour faire des comparaisons entre pays.

Les activités économiques contribuant à la production massive de

déchets sont la construction, l'agriculture, l'exploitation minière et l'industrie manufacturière. Les flux de déchets tels qu'en produisent les activités de construction et de démolition, ainsi que les boues d'épuration (produit résiduel du traitement des eaux usées municipales et industrielles), posent différents types de problèmes de gestion et ont divers impacts sur l'environnement.

### ... et qu'en faire?

La mise en décharge des déchets, leur incinération (avec ou sans récupération d'énergie) et leur recyclage sont les méthodes de traitement les plus importantes appliquées aux déchets urbains. Le recyclage est considéré comme la méthode la plus bénéfique pour l'environnement, et il est encouragé par plusieurs directives et mesures des pouvoirs publics dans l'UE.



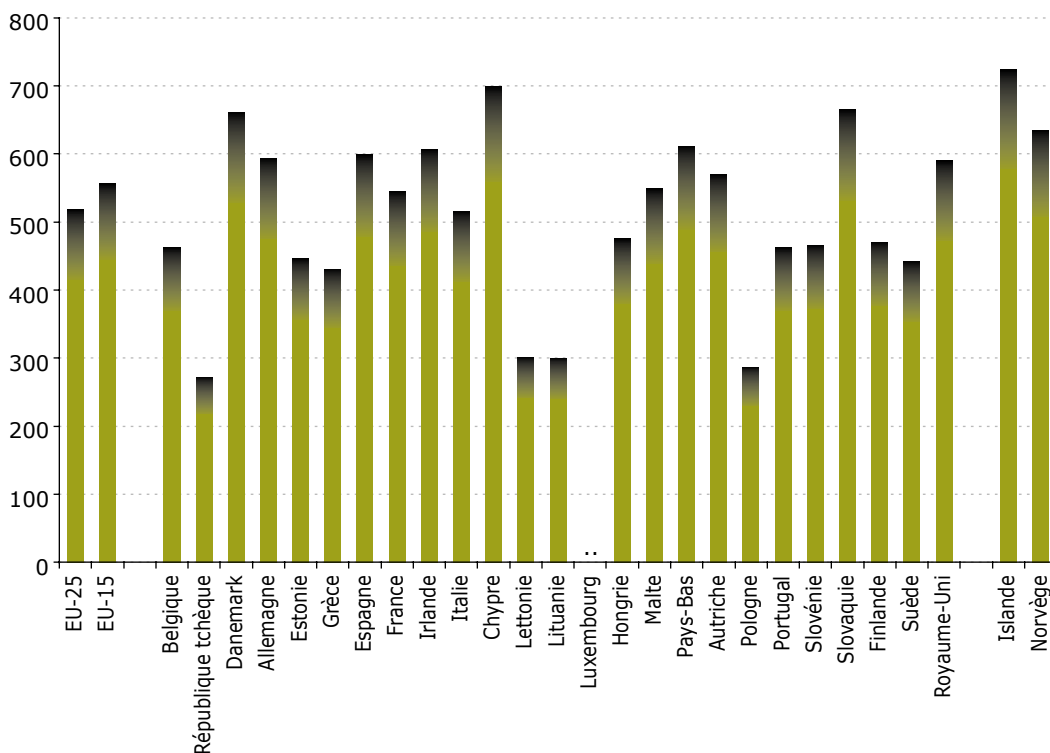
## Amélioration continue des statistiques sur les déchets

Les données statistiques sur les déchets sont collectées auprès de tous les pays européens au moyen de la section «Déchets» du questionnaire commun OCDE-Eurostat.

Il est généralement admis que les différences entre les méthodes de production des données ainsi que la diversité d'interprétation des défi-

nitions et/ou des catégories de déchets compliquent passablement la comparaison des données entre les pays. On espère que le règlement récemment adopté concernant les données statistiques sur les déchets contribuera, une fois pleinement mis en application, à améliorer de manière significative la disponibilité de données statistiques sur les déchets et la comparabilité des données sur la production et le traitement des déchets.

**Déchets municipaux collectés en 2001**  
En kg par habitant et par an



EU-25, EU-15, Belgique, Autriche et Norvège: valeurs estimées.

Cet indicateur présente la quantité de déchets collectés par ou au nom des autorités municipales et éliminés par le système de gestion des déchets. La majeure partie de ce flux de déchets vient des ménages, bien que les déchets «similaires» des sources telles que les commerces, les bureaux et les institutions publiques soient inclus. La quantité rassemblée est exprimée en kilogrammes par habitant par année.

# La pollution de l'air et les changements climatiques

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Émission de gaz à effet de serre
- Pollution atmosphérique par l'ozone
- Pollution atmosphérique par les particules

La température moyenne de la surface de la Terre a augmenté d'environ 0,6 °C au cours du XX<sup>e</sup> siècle, et les milieux scientifiques s'accordent largement pour dire que le réchauffement enregistré au cours des cinquante dernières années est principalement dû à l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, elles-mêmes provoquées par les activités humaines, telles que la combustion de combustibles fossiles et la déforestation. Cela conduit à une augmentation d'énergie dans le système météorologique dont on prévoit qu'elle provoquera une intensification des tempêtes et des précipitations dans certaines régions, tandis que d'autres pourraient souffrir de sécheresse.

Aux termes du protocole de Kyoto (1997), l'UE s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 8 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2008-2012. Pour atteindre cet objectif des 8 %, des cibles individuelles ont été fixées pour chaque État membre de l'UE, pour la période 2008-2012. Cet accord de «partage de la charge» permet à plusieurs pays de l'UE d'augmenter leurs émissions, à condition que celles-ci soient compensées par des réductions dans le reste de l'UE. Le programme européen sur le changement climatique (PECC) a été développé afin d'identifier des politiques et des mesures communes et coordonnées au niveau communautaire propres à garantir que l'UE atteindra son objectif.

Une analyse plus approfondie de ce sujet est présentée dans: *Analysis of greenhouse gas emission trends and projections in Europe, AEE, 2003.*

## Pollution atmosphérique

L'air que nous respirons contient des gaz et des particules en suspension rejetées dans l'atmosphère par la combustion des carburants, les procédés industriels et autres activités. Certains de ces gaz et particules sont préjudiciables à la santé humaine et peuvent provoquer divers problèmes environnementaux tels que l'acidification



des sols et des eaux, la détérioration des bâtiments, l'eutrophisation des plans d'eau et la formation d'ozone troposphérique.

## Ozone troposphérique

L'ozone troposphérique est créé par la réaction à la lumière solaire de certains polluants atmosphériques tels que les oxydes d'azote et les composés organiques volatils (COV); il représente un risque pour la santé humaine, car il s'attaque aux voies respiratoires. Bien qu'il existe des sources naturelles d'oxydes d'azote, celles-ci ont une importance mineure par rapport aux émissions résultant des activités humaines, telles que la combustion de combustibles fossiles et de la biomasse. Les régions à trafic routier intense sont particulièrement exposées à la formation d'ozone troposphérique.

## Zones urbaines

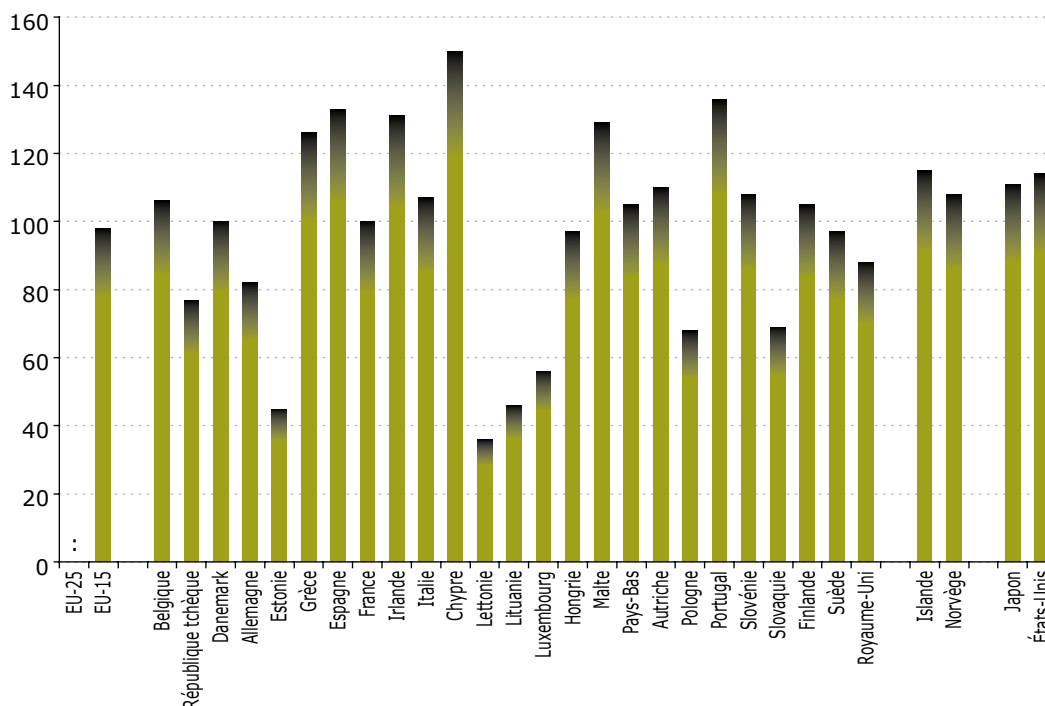
Un grand nombre de ces émissions étant liées aux activités humaines et à l'intensité du trafic routier, les personnes vivant dans les zones urbaines sont les plus exposées. L'ozone troposphérique a déjà été mentionné, mais la santé humaine est également menacée par les concentrations élevées de particules, notamment celles mesurant moins de 10 µm, qui pénètrent profondément dans les poumons, contribuant à l'augmentation du taux de mortalité chez les personnes souffrant d'affections cardiaques et pulmonaires. Les particules inférieures à 2,5 µm sont principalement constituées de suie provenant notamment de la fumée de bois et de l'échappement des moteurs diesels. Elles peuvent demeurer dans l'air pendant de longues périodes et être transportées sur de longues distances. Les particules plus grosses (poussières du sol et poussières minérales) ont principalement pour origine les procédés mécaniques tels que l'exploitation des mines et des carrières et d'autres procédés industriels, ainsi que l'usure des pneus et des freins résultant du trafic routier.

## Données sur les émissions et sur la qualité de l'air

L'Agence européenne pour l'environnement (AEE) et son centre thématique européen sur l'air et le changement climatique collectent les données sur les émissions de gaz à effet de serre, sur les émissions de polluants atmosphériques et sur la qualité de l'air dans l'UE et les pays candidats. Ces pays envoient à l'AEE les mêmes données que celles qu'ils soumettent officiellement conformément à diverses conventions internationales — telles que la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (CLRTAP) — et à divers règlements et directives de l'UE. Sur la base de ces données, l'AEE produit des rapports et des évaluations qu'elle publie régulièrement sur son site web (<http://www.eea.eu.int>).

### Total des émissions de gaz à effet de serre en 2001

Année de base = 100



Source: Agence européenne pour l'environnement, Centre thématique européen sur l'air et les changements climatiques.

En vertu du protocole de Kyoto, l'UE a accepté une réduction de 8 % de ses émissions de gaz à effet de serre entre l'année de référence 1990 et la période 2008-2012. Les réductions pour chacun des quinze pays de l'UE ont été convenues au sein de l'accord de partage de la charge, qui permet à certains pays d'augmenter leurs émissions, à condition que celles-ci soient compensées par des réductions dans d'autres États membres. Les pays en voie d'adhésion ont choisi d'autres objectifs de réduction et d'autres années de référence, comme cela était permis au sein du protocole. Ceux-ci et les objectifs de l'accord de partage de charge pour 2008-2012 sont indiqués comme chiffres pour 2010 dans le tableau. Les émissions des six gaz à effet de serre couverts par le protocole sont pondérées par leurs potentiels de réchauffement global (GWP) et agrégées pour donner des émissions totales en équivalent CO<sub>2</sub>. Les émissions totales sont présentées comme indices, avec l'année de référence = 100.

# Les dépenses de protection de l'environnement

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Dépenses environnementales
- Investissements environnementaux
- Recettes fiscales environnementales

### Encouragement, réglementation et principe du «pollueur-payeur»

Le public a de plus en plus conscience de la nécessité de protéger l'environnement de la pollution. La protection de l'environnement est aujourd'hui intégrée dans tous les domaines politiques où elle s'inscrit dans une optique générale de développement durable.

Pour encourager les entreprises et les ménages à protéger l'environnement, les administrations publiques peuvent prendre des mesures réglementaires ou lever des impôts directement liés à la pollution. Le principe du «pollueur-payeur» est une arme supplémentaire de lutte contre la pollution. Les données sur les dépenses consacrées à la protection de l'environnement sont un indicateur de la volonté de la société de réduire la pollution.



### La protection de l'environnement profite à l'économie

Les mesures de protection de l'environnement coûtent de l'argent, mais peuvent également générer des recettes. Elles sont de plus en plus prises sur une base volontaire, par exemple pour répondre aux attentes des consommateurs ou des parties prenantes, pour augmenter les parts de marché ou pour améliorer l'image de l'entreprise. En outre, la protection de l'environnement crée de nouveaux marchés pour les biens et services environnementaux, ce qui a des retombées positives pour les exportations et l'emploi.

Des dépenses sont consacrées à la protection de l'environnement dans tous les secteurs de l'économie. On dispose de données sur le secteur public et l'industrie pour la plupart des États membres.

## Données statistiques sur les dépenses de protection de l'environnement

Le cadre juridique des données statistiques sur les dépenses de protection de l'environnement est le règlement (CE, Euratom) n° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises. Ce règlement constitue un outil pour la mise en place, dans les années à venir, d'une collecte régulière de données sur les variables et les activités économiques du plus haut intérêt politique.

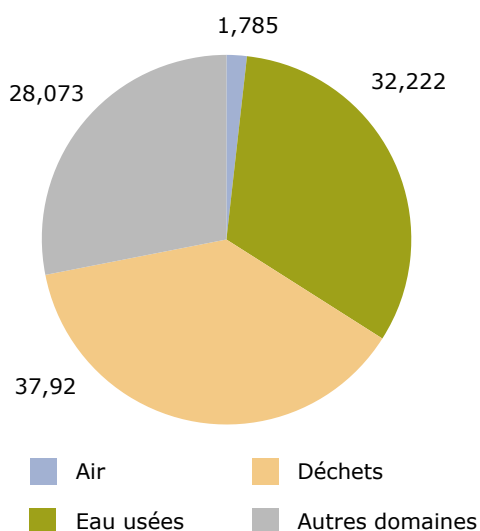
Les dépenses totales sont égales à la somme des investissements et des dépenses courantes. Pour être efficaces, les interprétations doivent tenir compte de ce qui suit:

- dans un pays, des niveaux élevés de dépenses peuvent, par exemple, résulter de l'application de nouvelles politiques plus strictes ou d'un phénomène de compensation après de longues périodes de dépenses nulles;
- la proportion des dépenses du secteur public par rapport à celles de l'industrie peut varier d'un pays à l'autre en fonction du degré de privatisation des activités de base de protection de l'environnement, c'est-à-dire la collecte des déchets, le traitement des déchets et l'épuration des eaux usées.

Les données statistiques sur les dépenses de protection de l'environnement sont collectées au moyen du questionnaire commun OCDE-Eurostat.

### Dépenses du secteur public pour la protection de l'environnement dans l'EU-15

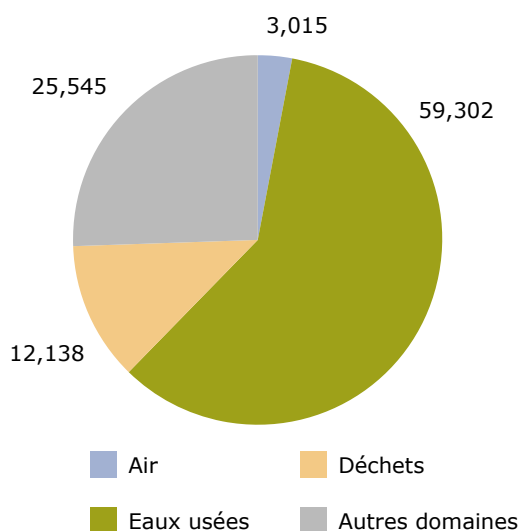
Dernière année disponible; en %



Estimations.

### Investissements du secteur public pour la protection de l'environnement dans l'EU-15

Dernière année disponible; en %



Estimations.



# L'agriculture et l'environnement

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Ventes et utilisation de pesticides
- Consommation d'engrais commerciaux
- Agriculture biologique

### Agriculture et environnement: une relation à plusieurs facettes

Les liens entre la richesse de l'environnement naturel et les pratiques agricoles sont complexes. Au fil des siècles, l'agriculture a contribué à la création et au maintien de la diversité de précieux habitats semi-naturels. Un grand nombre de ceux-ci sont conservés grâce à l'agriculture extensive, et la survie d'une multitude d'espèces sauvages dépend de l'agriculture. Mais les pratiques agricoles peuvent également avoir un impact négatif sur les ressources naturelles. La pollution du sol, de l'eau et de l'air, le morcellement des habitats et la disparition d'espèces sauvages peuvent être la conséquence de pratiques agricoles et d'une utilisation des sols inappropriées. En conséquence, les politiques de l'UE et notamment la politique agricole commune visent de plus en plus à réduire les risques de dégradation environnementale, tout en encourageant les agriculteurs à continuer à jouer un rôle positif pour la conservation des paysages et de l'environnement.

### Agriculture biologique

L'agriculture biologique est un exemple d'agriculture durable. Son importance croissante dans le monde entier est due à la sensibilisation accrue des consommateurs aux produits biologiques et à l'encouragement

soutenu des États à la conversion. Depuis le début de la mise en application du règlement (CEE) n° 2092/91 de l'UE sur l'agriculture biologique, de nombreuses exploitations agricoles de l'UE sont passées aux méthodes certifiées de production biologique. Ce règlement a défini, pour les États membres, les procédures de déclaration des données sur l'agriculture biologique à la Commission européenne.

### Utilisation d'engrais

L'utilisation intensive d'engrais peut avoir un impact négatif sur l'environnement. Le maintien d'un juste équilibre entre les nutriments ajoutés au sol et ceux soustraits du sol par les

végétaux est essentiel pour garantir une utilisation optimale des ressources et limiter les problèmes de pollution, tels que les dommages environnementaux causés aux eaux souterraines et de surface et liés en particulier aux excédents de nitrates et de phosphore.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) compile des informations sur les engrais commerciaux. Elle collecte les données par pays en recourant aux moyens suivants: questionnaires annuels individualisés; fichiers électroniques et accès aux sites web nationaux; publications nationales/internationales; visites





dans les pays effectuées par des statisticiens de la FAO; rapports des représentants de la FAO dans les nations membres.

### Utilisation de pesticides

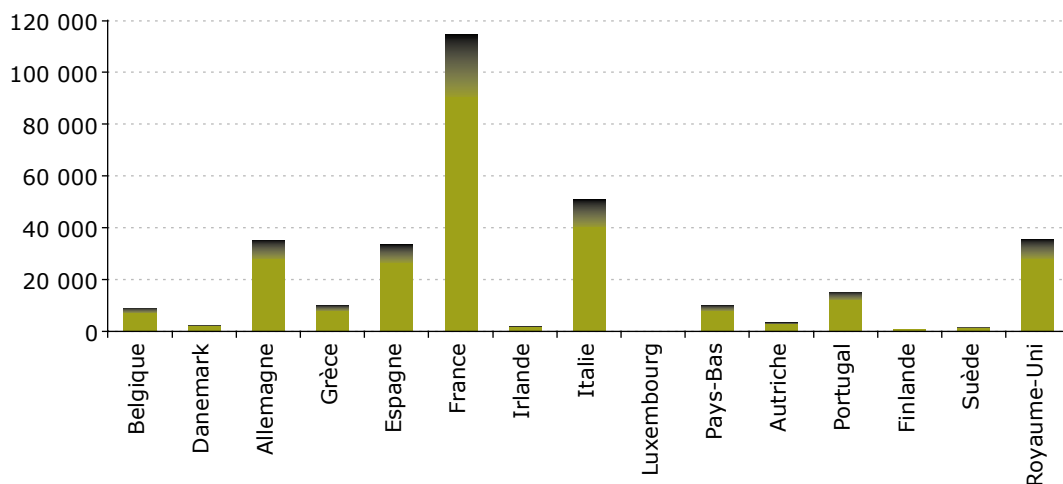
Le recours intensif à des pesticides, c'est-à-dire à des produits de protection des végétaux, peut

avoir un impact négatif sur la biodiversité et augmente le risque d'infiltration dans les sources d'eau potable et dans la chaîne alimentaire.

Eurostat collecte des données sur les ventes de produits de protection des végétaux auprès des États membres, et l'Association européenne pour la protection des cultures produit pour Eurostat des données sur l'utilisation estimative de produits de protection des végétaux.

#### Ventes totales de pesticides en 1999

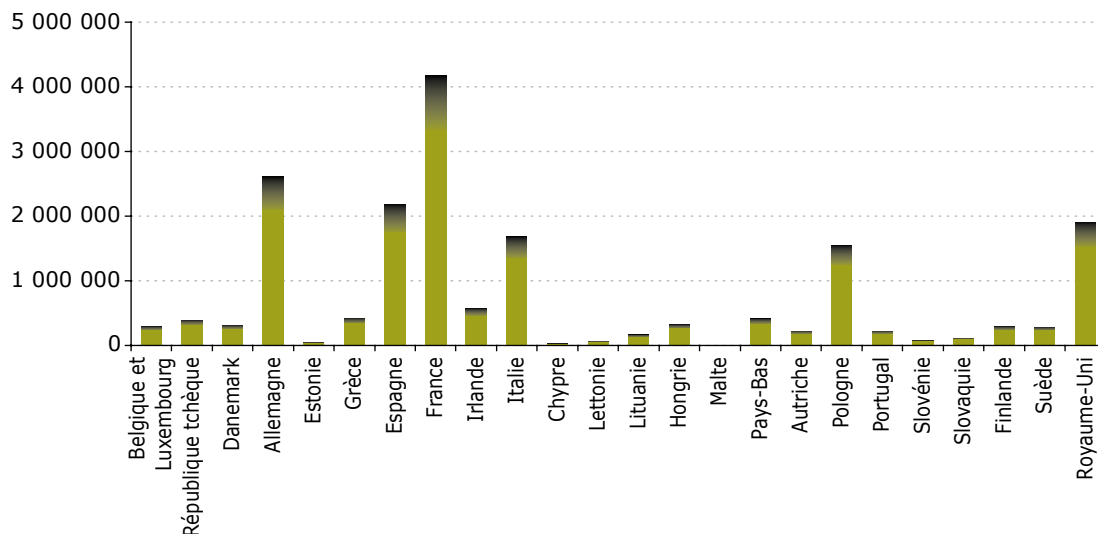
Tonne d'ingrédients actifs



Le volume total de pesticides vendus est la somme des fongicides, des herbicides, des insecticides et autres pesticides.

#### Quantités d'engrais commercial consommées dans l'agriculture en 1999

Total d'azote (N), de phosphate (P2O5) et de potasse (K2O); tonnes métriques d'éléments fertilisants



Source: Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).



## Les sciences et les technologies

La recherche et le développement 181-188

La société de l'information 189-196

5

# La recherche et le développement

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Innovation
- Ressources humaines dans les sciences et technologies
- Demandes de brevet auprès de l'Office européen des brevets
- Brevets accordés par le United States Patent and Trademark Office
- Dépenses de R & D
- R & D sur les crédits budgétaires publics de recherche et de développement
- Personnel de R & D scientifique et technique
- Emploi dans les secteurs de la haute technologie

## Recherche et développement: un moteur de croissance

La recherche et le développement (R & D) sont des moteurs de la croissance économique, de la création d'emplois, de l'innovation en matière de nouveaux produits et de l'amélioration de la qualité des produits en général, ainsi que de l'amélioration des soins de santé et de la protection de l'environnement. Lors du sommet de Lisbonne en mars 2000, le Conseil européen a fixé un objectif stratégique clair pour l'Europe pour la prochaine décennie: faire de l'Union européenne l'économie fondée sur la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde.

Eurostat soutient cet objectif ambitieux en fournissant des informations statistiques fiables et pertinentes sur la R & D et l'innovation ainsi que sur la science et la technologie. Eurostat calcule un certain nombre d'indicateurs et fournit des données permettant des études analytiques approfondies. La plupart des indicateurs sont calculés annuellement et sont disponibles aux niveaux national et régional (niveau NUTS 2 pour la plupart des pays). Selon l'indicateur, on dispose de données non seulement pour les États membres de l'Union européenne, mais également pour d'autres pays membres de l'Espace économique européen, pour les pays candidats, pour le Japon ou les États-Unis.

## Investissements dans la R & D

Pour la plupart, les données sur les dépenses et le personnel de R & D ainsi que sur les crédits budgétaires publics de recherche et de développement (CBPRD) sont collectées auprès des instituts nationaux de la statistique.

L'indicateur des dépenses de R & D est un «indicateur prioritaire» de l'effort consacré à la R & D. Les «dépenses intra-muros», c'est-à-dire toutes les dépenses de R & D effectuées au sein d'une unité statistique ou d'un secteur de l'économie, constituent la mesure de base, quelle que soit la source de financement. Parmi les indicateurs disponibles, celui de l'intensité de R & D (c'est-à-dire les dépenses de R & D exprimées en pourcentage du PIB) est particulièrement conseillé pour les comparaisons internationales, et il est très important pour comparer les efforts consacrés à la R & D par différents pays.

Si l'intensité de R & D dans l'EU-15 a eu tendance à diminuer au cours des années 90, elle



s'est stabilisée vers la fin de la décennie. Comparativement aux États-Unis et au Japon, l'UE est à la traîne, mais cela tient essentiellement aux différences constatées dans le secteur des entreprises commerciales. Dans l'UE, l'intensité de R & D est la plus forte en Finlande et en Suède qui font mieux que les pays où les dépenses de R & D sont les plus élevées en termes de volume (Allemagne, France et Royaume-Uni). Le Portugal, le Danemark et l'Irlande ont les taux les plus élevés de croissance réelle des dépenses de R & D.

En ce qui concerne les ressources humaines, les données sur le personnel de R & D (scientifique et technique) fournissent des indicateurs permettant de faire des comparaisons internationales utiles quant aux ressources consacrées à la R & D. Pour les besoins statistiques, les indicateurs sur le personnel de R & D sont calculés en termes de personnes, c'est-à-dire sous forme de dénombrement des effectifs, en équivalents temps plein (ETP) ou en personnes-années, et par sexe. Au niveau de l'UE, le personnel de R & D, exprimé en dénombrement des effectifs proportionnellement à la population active, a connu une légère augmentation au cours de la dernière décennie, notamment dans les pays nordiques.

Les CBPRD sont les montants que les pouvoirs publics affectent aux activités de R & D. Les comparaisons entre CBPRD des différents pays donnent une idée de l'importance relative donnée à la R & D financée par les pouvoirs publics. Les statistiques de CBPRD complètent les chiffres ex post sur les dépenses brutes de recherche et de développement (DBRD) «financées par les pouvoirs publics» et, après ventilation par objectif socio-économique, font ressortir les domaines que les pouvoirs publics considèrent comme importants pour leurs initiatives actuelles et futures. Pour ce qui est de la valeur des CBPRD par rapport au PIB, le Japon a comblé une partie considérable de son retard sur l'UE et les États-Unis depuis la fin des années 80. Les données montrent que les efforts consacrés par les pouvoirs publics aux activités de R & D sont convergents.

## Résultats de la R & D

Les brevets reflètent une partie de l'activité inventive d'un pays et montrent sa capacité à exploiter les connaissances et à les transformer en gains économiques potentiels. Dans ce contexte, les indicateurs fondés sur les statistiques relatives aux brevets sont largement uti-

lisés pour mesurer les résultats de la R & D et servent à évaluer les performances inventives des pays, régions ou industries. Les données sur les brevets publiées dans l'Annuaire Eurostat sont fournies par l'Office européen des brevets (OEB) et le Patent and Trademark Office des États-Unis (USPTO).

Les données fournies par l'OEB concernent les demandes de brevets déposées en vertu de la convention sur le brevet européen ou du traité de coopération en matière de brevet et enregistrées par l'Office européen des brevets. Même si toutes les demandes de brevets ne sont pas couronnées de succès, chacune d'elles n'en représente pas moins un effort technique de la part de l'inventeur et, de ce fait, est considérée comme un indicateur approprié du potentiel d'innovation. En valeurs absolues, c'est l'Allemagne qui a déposé le plus grand nombre de brevets à l'OEB. En termes relatifs, le pays qui a introduit le plus grand nombre de demandes de brevets par million d'habitants est la Suède, suivie par la Finlande. Ces deux pays arrivent également en tête pour les brevets de haute technologie et sont très spécialisés dans le domaine de la technologie des communications.

## Ressources humaines

L'importance des secteurs de haute technologie a considérablement augmenté au cours des dernières années, ce qui a eu un impact considérable sur la structure et l'organisation de l'emploi en Europe. Pour pouvoir analyser les secteurs à forte concentration de connaissances et de technologie, Eurostat collecte des données sur l'emploi dans les secteurs manufacturiers de haute technologie et de moyenne-haute technologie auprès des services à forte concentration de connaissances, dans les secteurs des services de haute technologie, dans d'autres sous-secteurs et des secteurs de référence (pour les définitions, voir «Secteurs de haute technologie» dans le glossaire).

Les données sur l'emploi dans les secteurs de haute technologie et les indicateurs dérivés sont obtenus à partir des données provenant de l'enquête communautaire sur les forces de travail (EFT). Les données sont disponibles aux niveaux national et régional. En Europe, des régions du Royaume-Uni et la Finlande présentent un taux élevé d'emploi dans le domaine de la haute technologie et de la moyenne-haute technologie. Dans le secteur des services, la Grèce s'avère être l'un des pays les plus dynamiques en ce qui concerne l'emploi dans les autres services à forte concentration de connaissances.



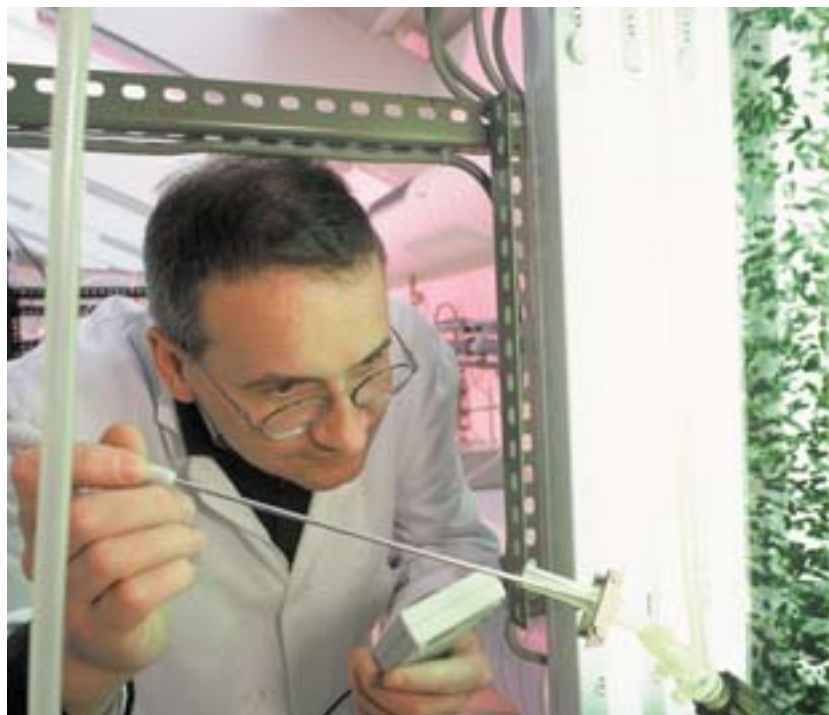


## Chercheurs

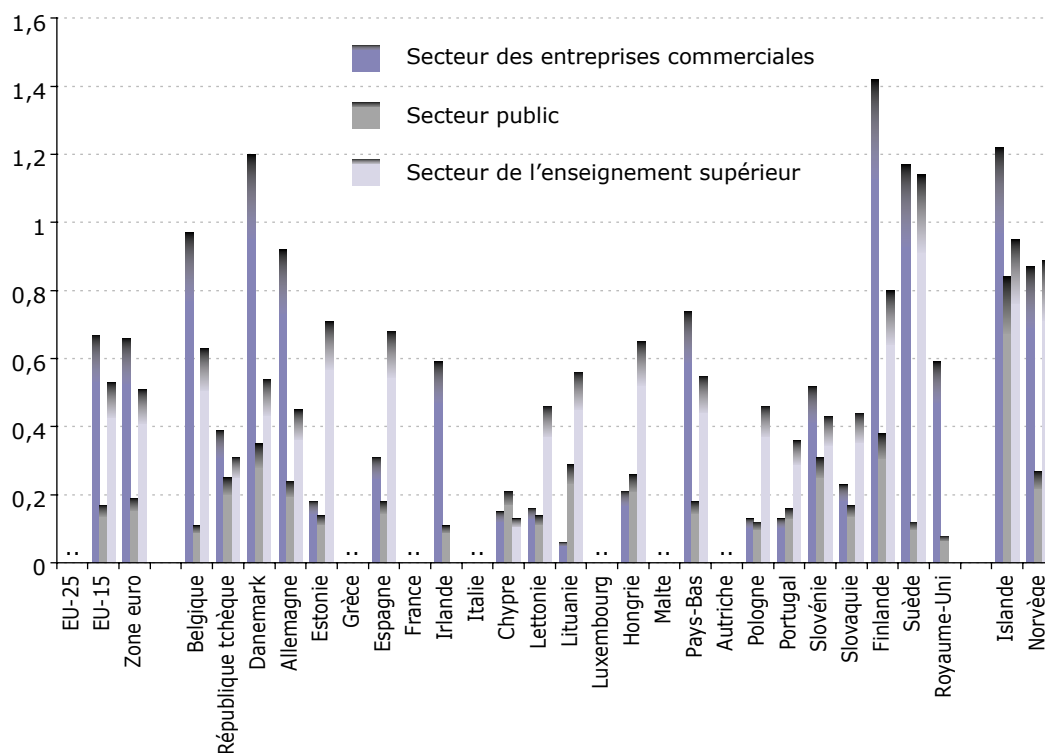
Équivalent temps plein, tous secteurs institutionnels

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-25	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EU-15	739 390(s)	774 743(s)	787 066(s)	814 410(s)	830 565(s)	845 212(s)	851 627(s)	886 053(s)	923 459(s)	954 675(s)	981 209(s)
Zone euro	570 163(s)	598 294(s)	603 738(s)	621 713(s)	628 571(s)	647 304(s)	650 556(s)	671 083(s)	704 824(s)	741 723(s)	763 369(s)
Belgique	18 104(s)	:	20 839(e)	22 773(e)	23 491(e)	24 477(e)	25 579(e)	28 149(e)	30 219(e)	30 395(er)	32 298(er)
République tchèque	:	20 084(i)	13 627(i)	13 325(i)	11 935(b)	12 963(i)	12 580(i)	12 566(i)	13 535(i)	13 852	14 987
Danemark	12 049	:	13 611	:	15 955	16 699(bi)	17 511(i)	:	18 439	:	19 453
Allemagne	241 869(b)	:	229 839	:	231 128(e)	:	235 791	237 712	255 261(e)	257 874(e)	259 597(e)
Estonie	:	:	:	:	:	:	:	2 978	3 002	2 666	2 631
Grèce	6 230	:	8 015	:	9 706	:	10 964(r)	:	14 828(i)	:	:
Espagne	40 641	41 687	43 368	47 868	47 344	51 632	53 883	60 269	61 568	76 670(e)	80 081
France	112 993(b)	142 198	145 824	148 638	149 824	152 533	152 740	155 006	:	170 628(r)	177 374
Irlande	5 137(s)	5 561(s)	6 425(s)	:	:	:	:	:	8 217(e)	8 516	:
Italie	7 5238	74 422	74 434	75 722	75 536	76 441	:	64 230	64 886	66 110	:
Chypre	135(i)	147(i)	:	:	:	:	:	236	278	303	333
Lettonie	:	:	3 999	3 010	3 072	2 839	2 610	2 557	2 626	3 814(r)	3 497
Lituanie	:	:	:	:	:	7 532	7 800	8 436	7 777	8 075	:
Luxembourg	:	:	:	:	:	:	:	:	:	1 625	:
Hongrie	14 471	12 311	11 818	11 752	10 499	10 408(i)	11 154(i)	11 731(i)	12 579(i)	14 406(i)	14 666(i)
Malte	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Pays-Bas	:	:	32 200(b)	34 200	34 038	34 012	38 055(i)	39 081(i)	40 640	41 896	45 328
Autriche	:	:	12 821	:	:	:	:	18 715	:	:	:
Pologne	:	41 440(i)	:	47 433	50 426	52 474	55 602	56 179	56 433	55 174	56 918
Portugal	:	:	:	:	11 586	:	13 580	:	15 752	:	17 724(e)
Slovénie	:	:	3 745(i)	4 767(i)	4 897(i)	4 489	4 022	4 285	4 427	4 336	4 497
Slovaquie	:	:	:	10 249	9 711	10 010	9 993	10 145	9 204	9 955	9 585
Finlande	16 937	:	18 589	:	20 857	:	26 412	30 431	32 677	:	:
Suède	26 515	:	30 495	:	33 665	:	36 878	:	39 921(i)	:	:
Royaume-Uni	124 226	135 064	139 183	145 792	152 331(s)	145 863	146 541(s)	158 586(s)	:	:	:
Islande	688(s)	709(s)	815(s)	846(s)	1 076(s)	890(s)	1 456	1 533	1 577	:	1 869
Norvège	13 460	:	14 763	:	15 928	:	17 490	:	18 295	:	19 722
Japon	598 333(i)	622 410(i)	641 083(i)	658 866(i)	673 421(i)	617 365b(i)	625 442(i)	652 845(i)	658 910(i)	647 572(i)	675 898(i)
États-Unis	981 659(i)	:	1 013 772b(i)	:	1 035 995(i)	:	1 159 908(i)	:	1 261 227(i)	:	:

Les chercheurs (RSE) sont des spécialistes travaillant à la conception ou à la création de connaissances, de produits, de procédés, de méthodes et de systèmes nouveaux et à la gestion des projets concernés. Font également partie de cette catégorie les cadres de direction et les administrateurs ayant des activités de planification et de gestion des aspects scientifiques et techniques des travaux des chercheurs ainsi que les étudiants diplômés ayant des activités de R & D. Un équivalent temps plein (ETP) peut être considéré comme une personne-année. Ainsi, une personne qui consacre normalement 40 % de son temps à la R & D et le reste à d'autres activités (enseignement, administration universitaire et orientation, par exemple) ne devrait représenter que 0,4 ETP — manuel de Frascati.



**Part du personnel de recherche et de développement en 2001**  
En % de la main-d'œuvre



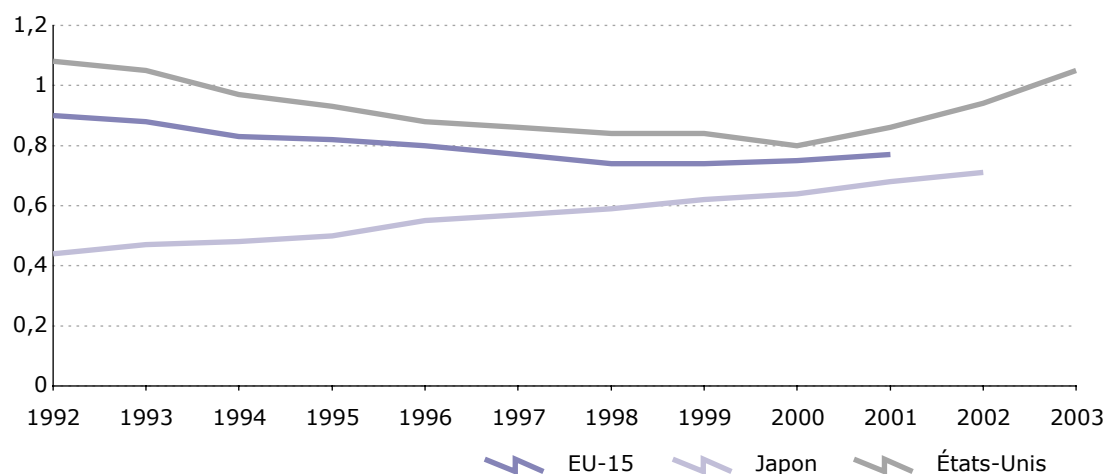
Comprend les données estimées.

Le personnel de R & D inclut toutes les personnes employées directement pour la R & D, plus les personnes fournissant des services directs à la R & D, comme les cadres, le personnel administratif et le personnel de bureau. Les données concernant les effectifs mesurent le nombre total de personnel de R & D employé principalement ou en partie pour la R & D. Dans les effectifs, le personnel de R & D est exprimé en pourcentage de la main-d'œuvre (qui comprend la population de plus de 15 ans employée ou non mais pas inactive).



### Crédits budgétaires publics de R & D

En % du PIB

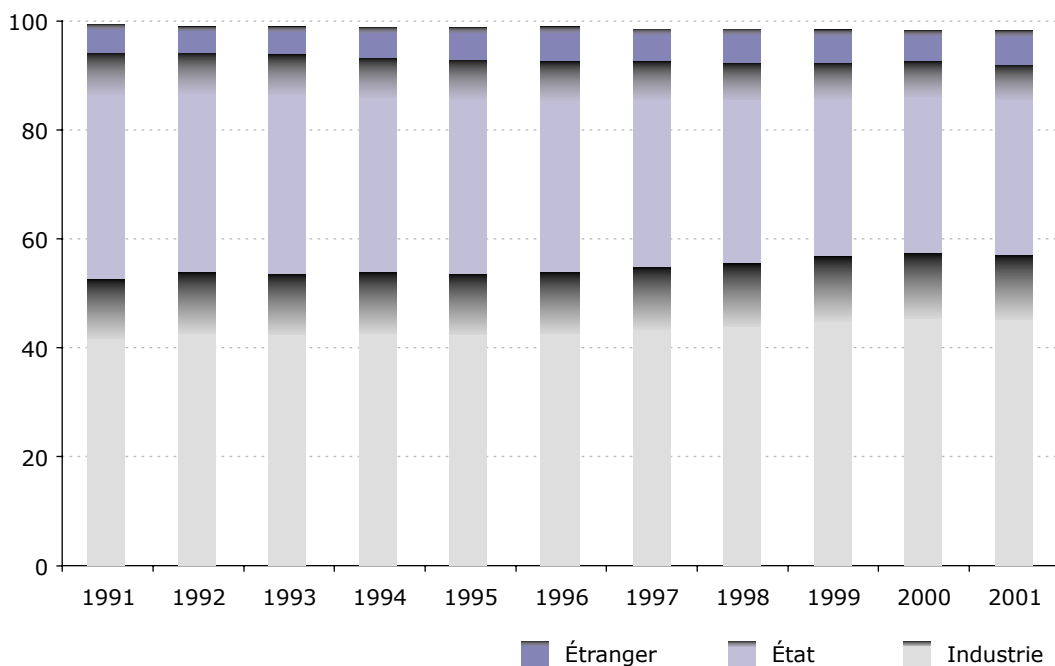


1995, 1996, 2000 et 2001 pour l'EU-15 et l'EUR-12: valeurs estimées; 2002 pour le Japon et les États-Unis: valeurs provisoires; 2003 pour les États-Unis: prévisions.

Les données sur les crédits budgétaires publics du gouvernement pour les dépenses de R & D (CBPRD) se rapportent aux provisions budgétaires et non aux dépenses réelles, c'est-à-dire que le CBPRD mesure le soutien du gouvernement à la R & D en utilisant des données collectées à partir des budgets. Le CBPRD est une méthode pour mesurer le soutien du gouvernement à la R & D. Le CBPRD est exprimé en pourcentage du PIB.

### Dépenses de R & D dans l'EU-15, par source de fonds

En %



Valeurs estimées.

Source: OCDE.



### Nombre de demandes de brevet à l'Office européen des brevets (OEB) Par million d'habitants



Les chiffres pour le Liechtenstein ont été 1 171 (1991) et 1 080 (2001).

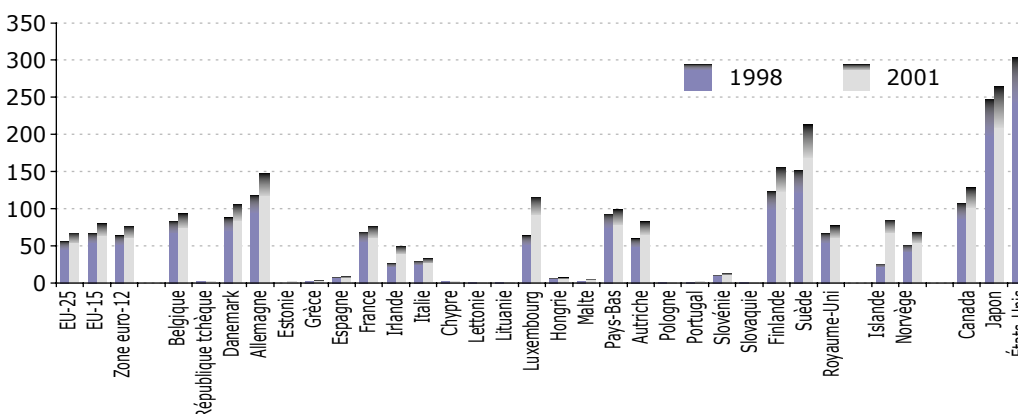
Comprend les données estimées.

Les données se rapportent aux demandes enregistrées directement dans le cadre de la convention sur le brevet européen ou aux demandes enregistrées dans le cadre du traité de coopération en matière de brevets et désignant l'OEB (Euro-PCT). Les demandes de brevet sont comptées en fonction de l'année au cours de laquelle elles sont enregistrées au niveau de l'OEB et réparties selon la classification internationale des brevets (CIB). Elles sont aussi réparties en fonction du lieu de résidence de l'inventeur. On utilise un comptage fractionnaire en cas de plusieurs inventeurs ou de plusieurs classes CIB afin d'éviter le double comptage.

Dans l'EU-15, le nombre de demandes de brevet adressées à l'Office européen des brevets (OEB) a doublé de 1991 à 2001. La Suède, la Finlande et l'Allemagne ont enregistré les taux les plus élevés par million d'habitants en 2001

(plus de 300 brevets pour 1 million d'habitants). Leur taux est le double de celui du Japon et des États-Unis. Dans de nombreux pays, le taux a plus que doublé de 1991 à 2001 et a même quintuplé dans le cas de la Norvège.

### Nombre de brevets accordés par l'United States Patent and Trademark Office (USPTO) Par million d'habitants



Comprend les données estimées.

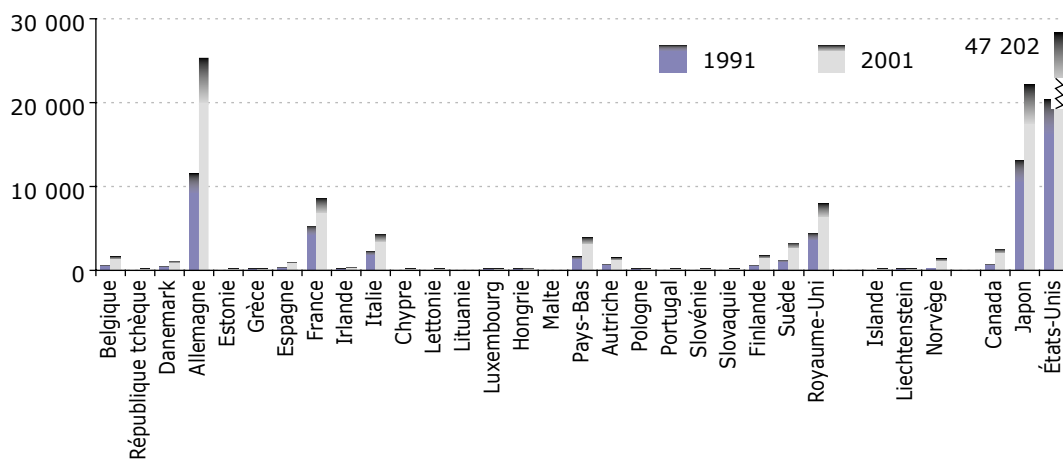
Les données USPTO se réfèrent aux brevets accordés par opposition aux demandes pour les données sur les brevets OEB. Les données sont enregistrées en fonction de l'année de publication par opposition à l'année au cours de laquelle elles sont enregistrées, pour les données OEB. La raison est qu'aux États-Unis, au moins dans le passé, les brevets sont publiés seulement lorsqu'ils sont accordés. Les brevets sont répartis en fonction du pays de l'inventeur, en utilisant un comptage fractionnaire dans les cas de plusieurs inventeurs et de plusieurs pays. La méthodologie utilisée n'est pas harmonisée avec celle d'Eurostat et, par conséquent, la comparaison entre les données relatives aux brevets OEB et USPTO devrait être considérée avec prudence.

En 2001, les taux les plus élevés de brevets délivrés par l'United States Patent and Trademark Office (exprimés en nombre de brevets par mil-

lion d'habitants) ont été atteints par les États-Unis, le Japon, la Suède, la Finlande et l'Allemagne.



### Demandes totales de brevets européens



2001: valeurs provisoires.

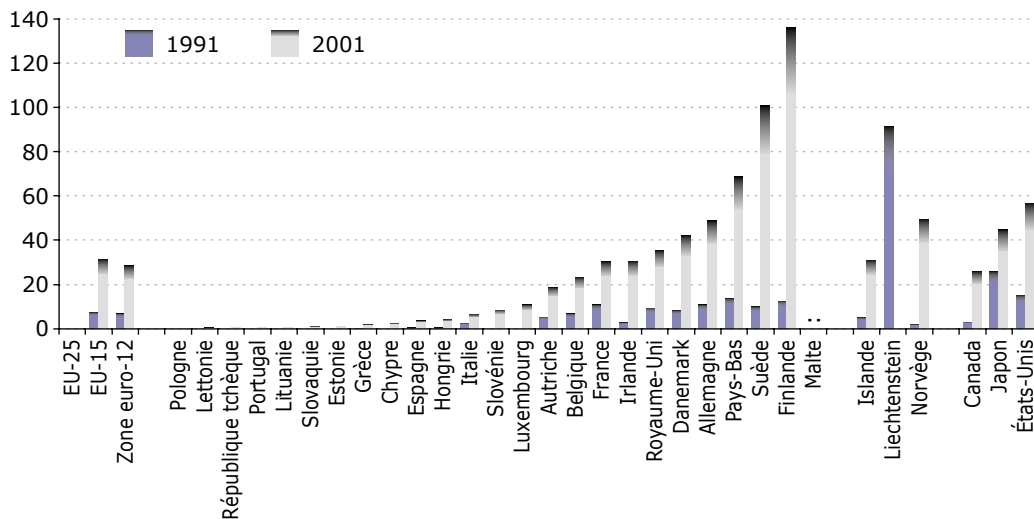
Le total des dépôts de brevets européens correspond aux demandes de protection d'une invention soit adressée directement à l'OEB soit classée dans le cadre du traité de coopération en matière de brevets et désignant l'OEB (Euro-PCT), qu'ils aient été accordés ou non. Les données indiquent le nombre total de demandes par pays.

En 2001, près de 61 500 demandes de brevet ont été enregistrées dans les vingt-cinq pays formant l'actuelle Union. L'augmentation du

nombre de demandes de brevet révèle une croissance significative des activités de recherche et de développement en Europe.

### Brevets européens de haute technologie

Par million d'habitants



Comprend les données estimées.

Les données font référence au pourcentage de brevets déposés directement auprès de l'OEB ou par le biais du traité de coopération en matière de brevets et désignant l'OEB (Euro-PCT) dans le domaine des brevets des technologies de pointe par million d'habitants dans un pays. La définition des brevets des technologies de pointe utilise les sous-catégories spécifiques de la CIB telles qu'elles sont définies dans le rapport statistique trilatéral de l'OEB, du JPO (Japon Patent Office) et de l'USPTO.

Le taux de demandes de brevet (par rapport à la population) de haute technologie traduit les résultats des efforts consentis en faveur de la recherche et du développement. En 2001, le «top 10» des pays pour les brevets de haute

technologie comprenait la Finlande, la Suède, les Pays-Bas, les États-Unis, la Norvège, l'Allemagne, le Japon, le Danemark, le Royaume-Uni et l'Islande.

## Dépense intérieure brute de recherche et de développement expérimental (DIRD)

En % du PIB



	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-25	:	:	:	1,86(s)	1,84(s)	1,83(s)	1,83(s)	1,88(s)	1,91(s)	1,93(s)	:	:
EU-15	1,92(s)	1,94(s)	1,91(s)	1,89(s)	1,88(s)	1,87(s)	1,88(s)	1,92(s)	1,95(s)	1,98(s)	1,99(s)	:
Zone euro	1,86(s)	1,89(s)	1,84(s)	1,83(s)	1,82(s)	1,81(s)	1,82(s)	1,87(s)	1,89(s)	1,91(s)	1,92(s)	:
Belgique	:	1,70(e)	1,69(e)	1,72(er)	1,80(er)	1,87(er)	1,90(er)	1,96(er)	2,04(er)	2,17(er)	:	:
République tchèque	:	:	:	:	:	:	:	:	1,23	1,22	:	:
Danemark	1,68(e)	1,74	:	1,84	1,85(e)	1,94	2,06(ei)	2,10(r)	2,27(er)	2,4	:	:
Allemagne	2,40(eir)	2,33(ir)	2,24(eir)	2,25(ir)	2,25(eir)	2,29(r)	2,31(eir)	2,44(r)	2,49(eir)	2,51(r)	2,51(eir)	:
Estonie	:	:	:	:	:	:	0,61	0,75	0,66	0,78	:	:
Grèce	:	0,47	:	0,49	:	0,51	:	0,67(e)	:	0,64(e)	:	:
Espagne	0,88	0,88	0,81	0,81	0,83(e)	0,82	0,89(e)	0,88	0,94(er)	0,95(r)	:	:
France	2,38	2,4	2,34	2,31	2,3	2,22	2,17	2,18	2,18(b)	2,23	2,20(e)	:
Irlande	1,04(e)	1,17(e)	1,31(e)	1,34(e)	1,32(e)	1,28(e)	1,25(ei)	1,20(e)	1,15	1,17	:	:
Italie	1,18	1,13	1,05	1	1,01	1,05(br)	1,07(r)	1,04(r)	1,07	1,11	:	:
Chypre	:	:	:	:	:	:	0,23	0,25	0,25	0,27	:	:
Lettonie	0,59	0,49	0,42	0,53	0,47	0,42	0,45	0,4	0,48	0,44	:	:
Lituanie	:	:	0,52	0,46	0,52(b)	0,56	0,56	0,52	0,6	0,69	:	:
Luxembourg	:	:	:	:	:	:	:	:	1,71(r)	:	:	:
Hongrie	1,05(i)	0,98(i)	0,89(i)	0,73(i)	0,65(i)	0,72(i)	0,68(i)	0,69(i)	0,80(i)	0,95(i)	:	:
Pays-Bas	1,9	1,93(b)	1,97	1,99	2,03	2,04	1,94	2,02(r)	1,90(r)	1,89(r)	:	:
Autriche	1,45(e)	1,47	1,54(ei)	1,56(ei)	1,60(ei)	1,71(ei)	1,78	1,86(ei)	1,84(ei)	1,90(eip)	1,93(eip)	:
Pologne	:	:	:	:	:	:	:	0,7	0,66	0,64	0,59	:
Portugal	0,61	:	:	0,57(r)	:	0,62	:	0,75(r)	:	0,85(e)	:	:
Slovénie	1,91	1,60(bi)	1,76(i)	1,61(i)	1,36	1,35	1,4	1,44	1,46	1,57	:	:
Slovaquie	:	:	0,9	0,93	0,92	1,09	0,79	0,66	0,65	0,64	0,58	:
Finlande	2,13	2,18	2,29	2,28	2,54	2,71	2,88	3,23	3,4	3,41	3,49(f)	:
Suède	:	2,99	:	3,35	:	3,55	3,62(e)	3,65	:	4,27	:	:
Royaume-Uni	2,08	2,11	2,06	1,97	1,9	1,82	1,81	1,84	1,84(r)	1,89(r)	1,84(f)	:
Islande	1,32(i)	1,33	1,38(i)	1,54	:	1,88	2,07	2,38	2,76(e)	3,06	3,09(f)	:
Norvège	:	1,72	:	1,7	:	1,64	:	1,65	:	1,6	:	:
Japon	2,89(i)	2,83(i)	2,77(i)	2,90(i)	2,78(bi)	2,84(i)	2,95(i)	2,96(i)	2,99(i)	3,07(i)	:	:
États-Unis	2,62(i)	2,50(i)	2,40(i)	2,49(i)	2,53(i)	2,56(i)	2,59(i)	2,63(i)	2,70(i)	2,72(i)	2,64(ip)	2,59(ip)

L'indicateur fourni est la DIRD en pourcentage du PIB. «La recherche et le développement expérimental (R & D) englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications» (manuel de Frascati, édition 2002, paragraphe 63). La R & D est une activité caractérisée par des transferts de ressources importants entre unités, organisations et secteurs, et il est important de suivre la trace des fonds de R & D.

## Dépenses totales de R & D en 2001

En % du PIB



Suède	4,27	3,41	3,07	3,06	2,72	2,51	2,40	2,23	2,17	1,93	1,90	1,89	1,89	1,60	1,57	1,22	1,17	1,11	0,95	0,95	0,85	0,78	0,69	0,64	0,64	0,64	0,44	0,27	
Finlande																													
Japon																													
Islande																													
États-Unis																													
Allemagne																													
Danemark																													
France																													
Belgique																													
EU-25																													
Autriche																													
Pays-Bas																													
Royaume-Uni																													
Norvège																													
Slovénie																													
République tchèque																													
Irlande																													
Italie																													
Espagne																													
Hongrie																													
Portugal																													
Estonie																													
Lituanie																													
Grèce																													
Pologne																													
Slovaquie																													
Lettonie																													
Chypre																													

EU-25, Belgique, Grèce, Autriche et Portugal: valeurs estimées.

Les quatre indicateurs fournis sont: dépenses intérieures brutes de recherche et de développement (DIRD) en pourcentage du PIB, pourcentage des DIRD financées par l'industrie, pourcentage des DIRD financées par les pouvoirs publics et pourcentage des DIRD financées par l'étranger. «La recherche et le développement expérimental (R & D) englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications» (manuel de Frascati, édition 2002, paragraphe 63). Les activités de R & D se caractérisent par des transferts massifs de ressources entre unités, organisations et secteurs qu'il est important d'observer.

# La société de l'information

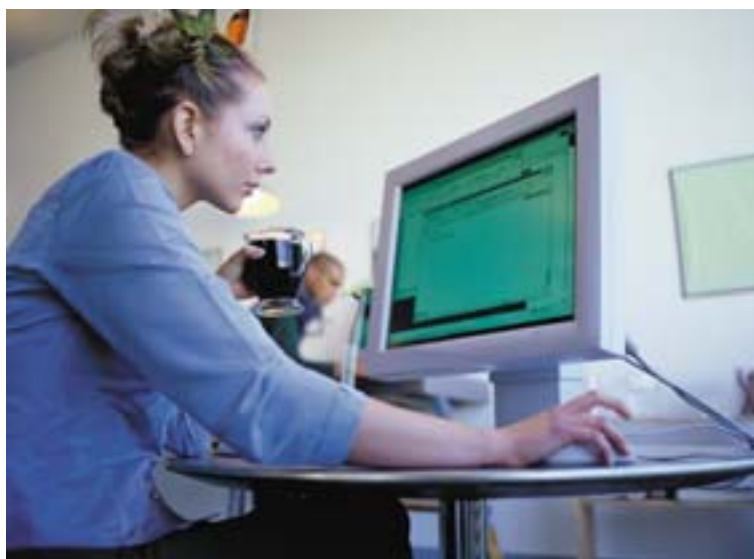
## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Accès des ménages aux technologies de l'information et de la communication (TIC)
- Accès des entreprises aux technologies de l'information et de la communication
- Dépenses pour les TIC
- Commerce électronique
- Structures commerciales des différents segments du marché des télécommunications
- Prix de certains services de télécommunications typiques

## La société de l'information: une opportunité pour l'Europe...

Les technologies de l'information se développent rapidement de jour en jour. Toutefois, la société de l'information, une société dont la richesse et la croissance sont fondées sur son aptitude à gérer efficacement l'information, n'est pas un simple phénomène technique; elle transforme notre façon de communiquer, de faire des affaires et de vivre. La société de l'information offre à l'Europe et à ses citoyens de nouvelles opportunités.



## ... et un défi à relever pour les statisticiens

Le suivi de l'évolution rapide, dont l'internet et d'autres moyens d'information et de communication sont le moteur, représente un défi dont les statisticiens ont bien conscience. Ils doivent repenser leurs outils statistiques et la façon de les utiliser au mieux pour répondre aux nouvelles exigences de données concernant tous les aspects de la société de l'information. Ils coopèrent avec les différents types d'utilisateurs de données pour identifier et analyser les nouveaux besoins.

## La société de l'information dans l'Annuaire Eurostat

L'annuaire Eurostat a introduit une nouvelle section sur la société de l'information dans son édition 2000, afin de présenter les variables de

base concernant ce phénomène, surtout les ordinateurs hôtes de l'internet, les internautes et les téléphones mobiles.

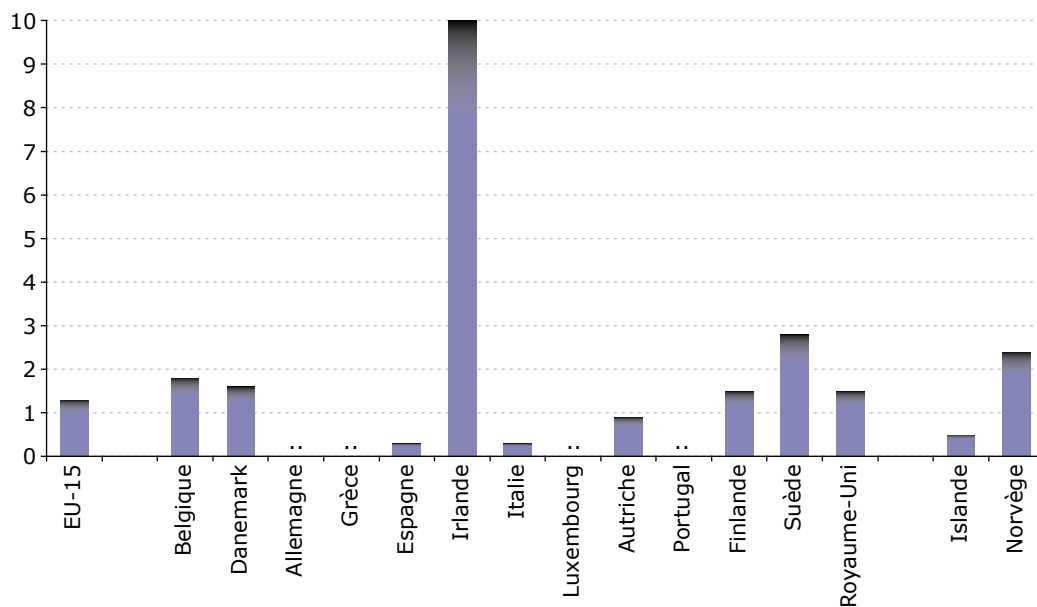
- Les **ordinateurs hôtes de l'internet** sont des ordinateurs connectés à l'internet qui fournissent des données et services à d'autres ordinateurs. Le dénombrement automatique des ordinateurs hôtes est, pour de nombreuses statistiques, effectué au niveau national et limité aux domaines de niveau supérieur à l'indicatif de pays (noms de domaine tels que «.de», «.uk» ou «.fr»). C'est également le cas pour les chiffres indiqués dans cette section. En fonction des inscriptions, certaines statistiques attribuent également des codes de domaines génériques (par exemple, «.com» et «.org») aux pays. On obtient ainsi des chiffres plus élevés que si l'on se limitait à compter les domaines de niveau supérieur à l'indicatif de pays.
- Le **niveau d'accès à l'internet** est communiqué séparément pour les ménages et pour les entreprises.



- Les **téléphones mobiles** ont fait leur apparition en Europe au début des années 80. Handicapés par leur poids et leur besoin en énergie, ils ont été, à leur début, surtout utilisés dans les automobiles. Ils sont ensuite devenus plus légers, meilleur marché et techniquement plus évolués, si bien que le marché a peu à peu décollé, surtout dans la seconde moitié des années 90.

### Commerce électronique

% du chiffre d'affaires des entreprises provenant du commerce électronique en 2003

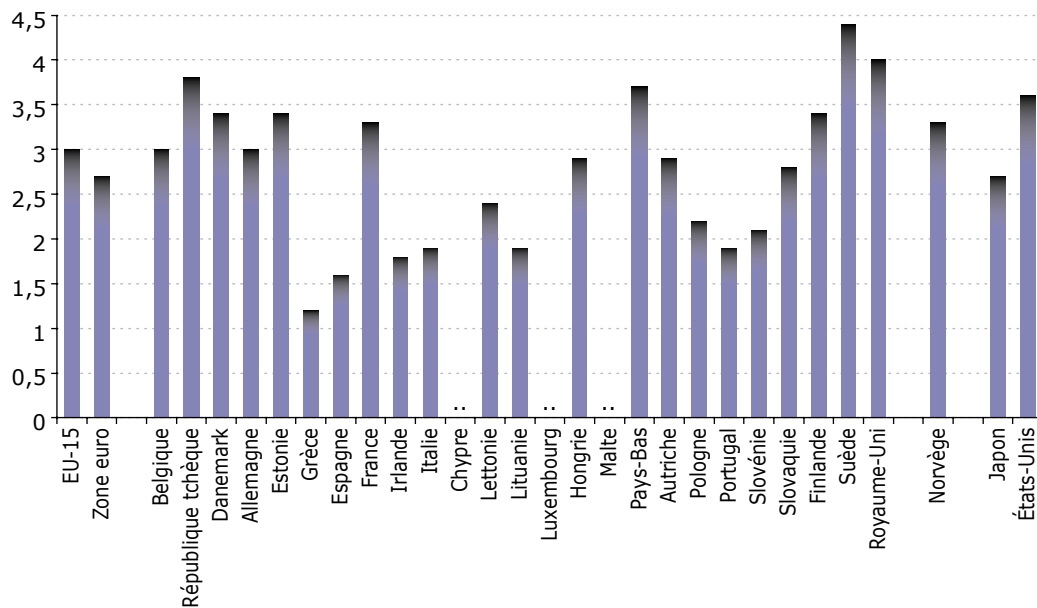


Les informations proviennent des enquêtes réalisées par les instituts nationaux de statistique sur l'utilisation des TIC par les entreprises. L'indicateur correspond aux recettes réalisées par les entreprises grâce à la vente par l'internet, en pourcentage du chiffre d'affaires total. Les ventes effectuées par l'intermédiaire d'autres réseaux, par exemple EDI, ne sont pas incluses. Seules les entreprises comptant au moins 10 salariés sont couvertes.



### Dépenses consacrées aux TIC – Dépenses de TI en 2003

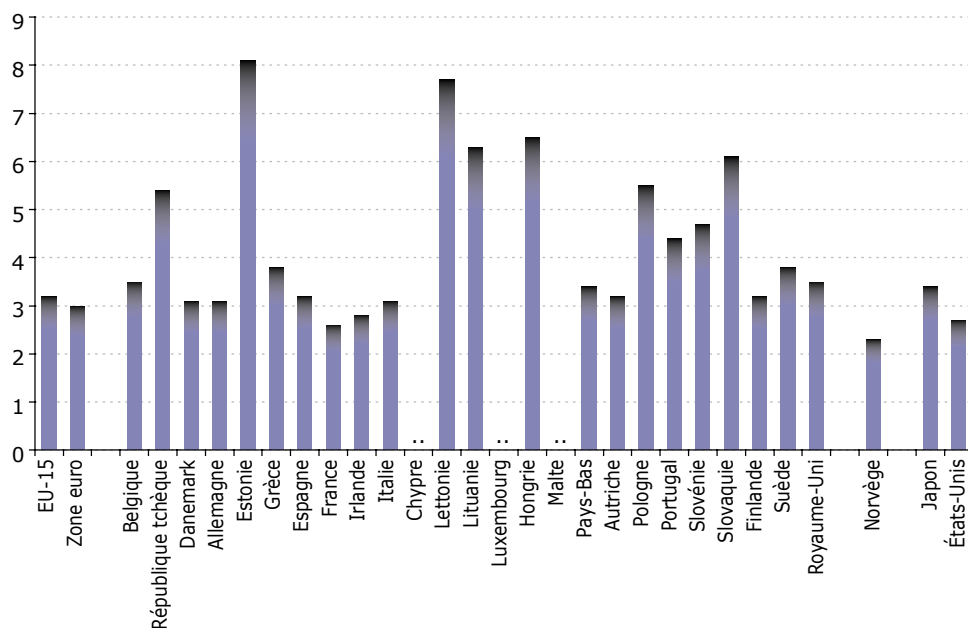
En % du PIB



Données annuelles sur les dépenses consacrées au matériel, à l'équipement, aux logiciels et autres services liés aux technologies de l'information (TI), en pourcentage du PIB.

### Dépenses consacrées aux TIC – Dépenses de télécommunications en 2003

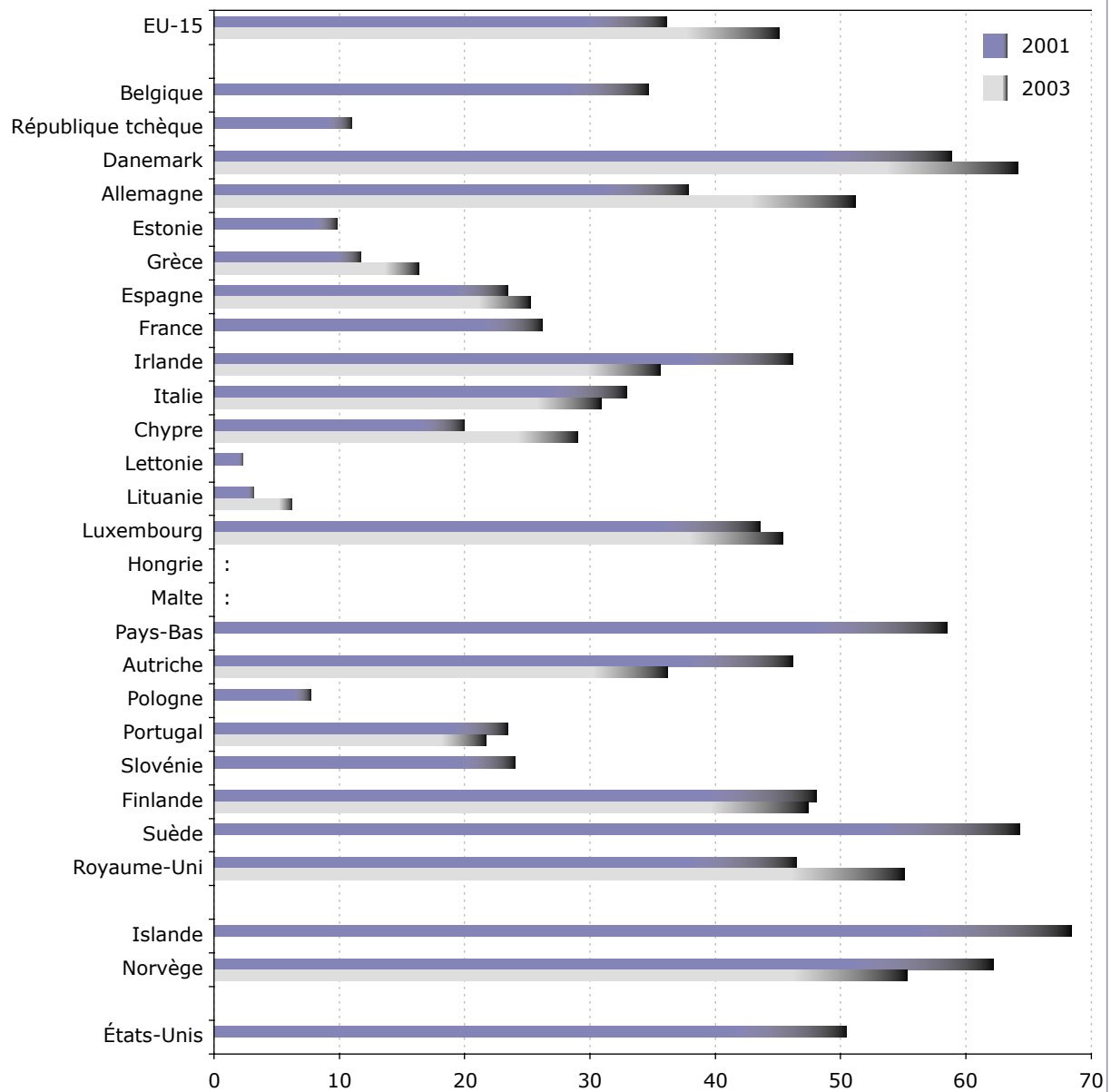
En % du PIB



Données annuelles sur les dépenses consacrées au matériel, à l'équipement, aux logiciels et autres services liés aux télécommunications, en pourcentage du PIB.

**Niveau d'accès à l'internet – Ménages**

En %



Pourcentage des ménages ayant un accès à l'internet à domicile. Toutes les formes de l'internet sont incluses. La population considérée est âgée de 15 ans ou plus.



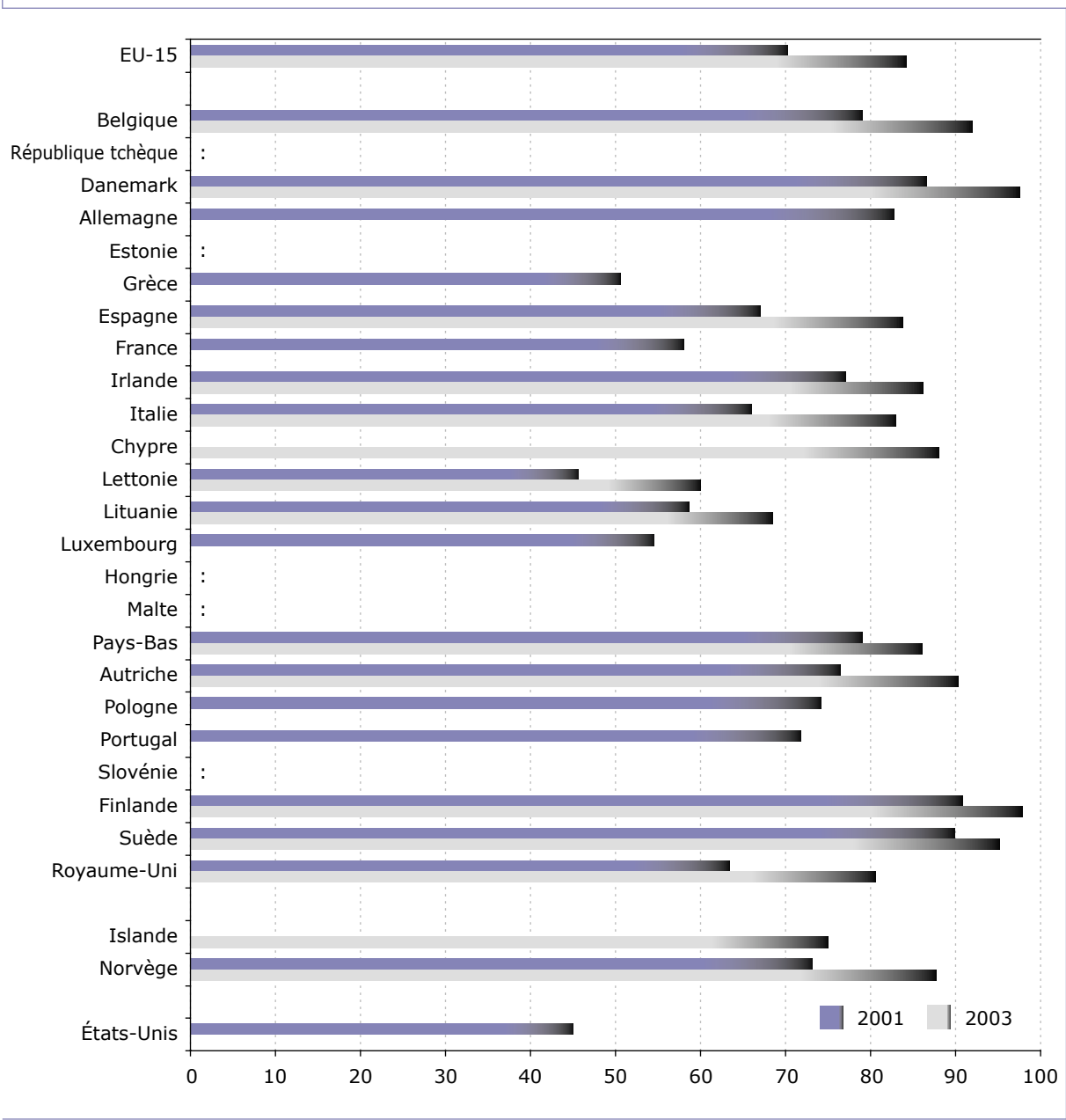


Le nombre de ménages et d'entreprises disposant d'un accès à l'internet a augmenté. En 2003, le taux de ménages ayant accès à l'internet dans l'EU-15 était de 45 %. Le taux d'accès des entreprises est plus élevé encore, atteignant dans certains pays 90 % de toutes les entreprises (employant plus de 9 salariés). Ainsi,

le niveau d'accès à l'internet des entreprises était en 2003 de 98 % au Danemark et en Finlande, 95 % en Suède, 92 % en Belgique et 90 % en Autriche. Dans tous les autres pays de l'actuelle EU-25 pour lesquels des données sont disponibles, ce niveau dépassait 60 %.

### Niveau d'accès à l'internet – Entreprises

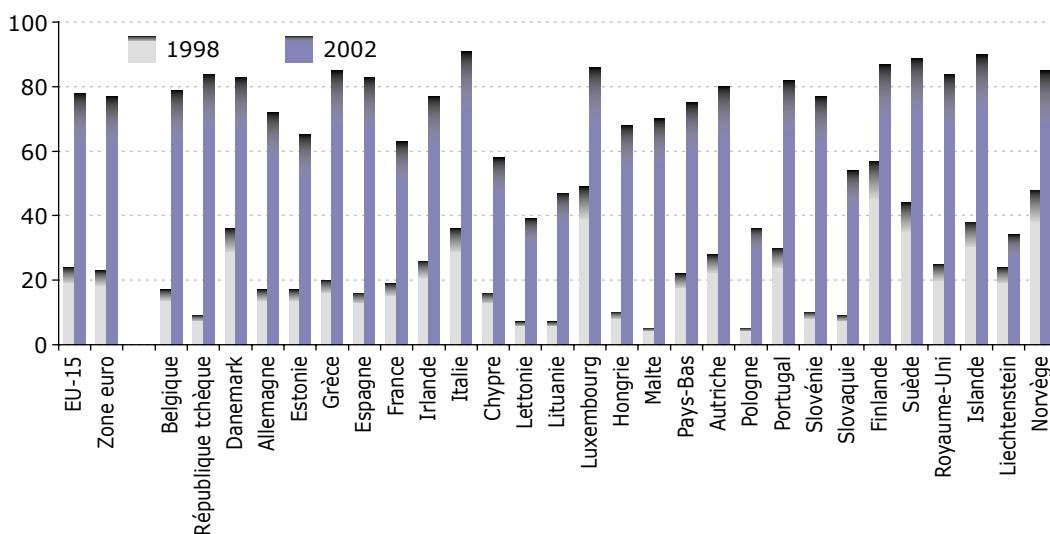
En %



Seules les entreprises occupant plus de 9 personnes sont incluses. La couverture de l'enquête est la suivante: sections D et G-K de la nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes (NACE). Les données sont fournies par les offices nationaux de statistique dans le cadre de l'enquête d'Eurostat sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les entreprises.

### Abonnés aux services de téléphonie mobile

Pour 100 habitants



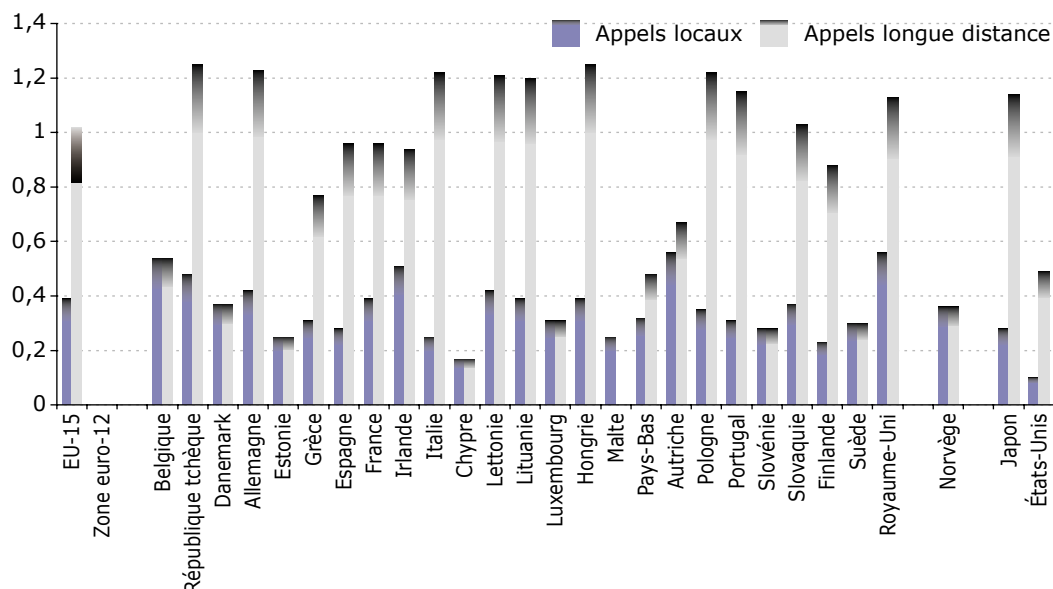
Indicateur du nombre d'abonnements aux systèmes publics de télécommunications mobiles faisant appel à la technologie cellulaire par rapport à la population. Le nombre total d'abonnements à des téléphones portables dans le pays est divisé par le nombre d'habitants du pays et multiplié par 100. Les cartes prépayées actives sont considérées comme des abonnements. Une personne peut avoir plusieurs abonnements.

De 1991 à 2002, le nombre d'abonnés au téléphone mobile a augmenté régulièrement: jusqu'en 1993, le taux pour 100 habitants était de 10 dans beaucoup de pays européens; en 2002, il dépassait souvent 80. Les taux les plus

élevés étaient signalés en Italie, en Suède, en Finlande, au Luxembourg et en Grèce. Le nombre de téléphones mobiles utilisés correspond grosso modo au nombre d'abonnements.

### Prix des télécommunications en 2002

En EUR



L'indicateur donne le prix en euros d'un appel local (3 km), respectivement national (200 km), d'une durée de 10 min, passé à 11 heures du matin, en semaine (TVA incluse). Les prix se réfèrent au mois d'août de chaque année. Les tarifs normaux, sans prix spéciaux, sont utilisés.



## Prix des télécommunications – Appels vers les États-Unis

En EUR

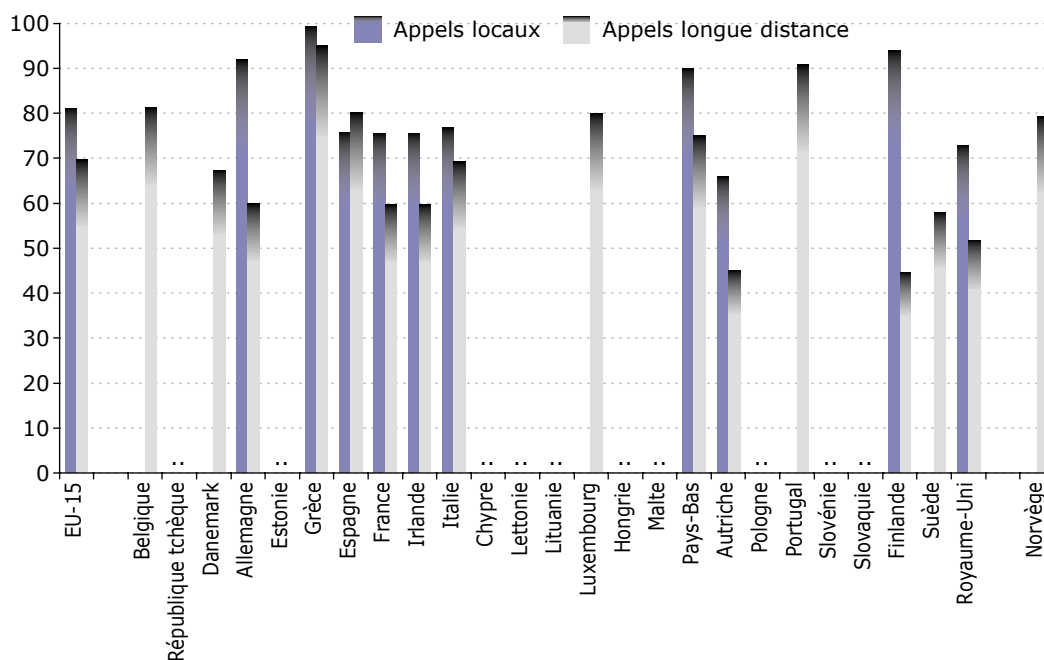


	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-15	6,63	4,49	3,48	3,09	2,63	2,22	2,13
Belgique	7,5	6	5,95	5,95	1,84	1,83	1,94
République tchèque	:	:	:	:	:	3,4	:
Danemark	6,72	5,27	4,73	4,73	2,73	2,73	2,39
Allemagne	7,41	4,32	2,45	2,45	1,23	1,23	1,23
Estonie	:	:	:	:	:	2,6	:
Grèce	7	5,82	5,82	3,26	2,91	2,95	2,95
Espagne	6,17	6,08	4,53	4,25	4,25	2,21	1,53
France	6,78	3,44	3,05	2,97	2,97	2,34	2,34
Irlande	4,61	3,68	2,92	2,92	1,91	1,91	1,91
Italie	7,26	4,99	3,63	2,79	2,79	2,24	2,12
Chypre	:	:	:	:	:	1,7	:
Lettonie	:	:	:	:	:	6,9	:
Lituanie	:	:	:	:	:	8,1	:
Luxembourg	7,37	5,67	2,74	2,06	1,44	1,44	1,44
Hongrie	:	:	:	:	:	3,8	:
Malte	:	:	:	:	:	12,7	:
Pays-Bas	8,48	2,77	0,9	0,78	0,78	0,76	0,85
Autriche	9,21	5,76	6,08	4,32	4,32	3,77	3,77
Pologne	:	:	:	:	:	10,5	:
Portugal	8,25	6,14	4,23	3,68	2,89	2,94	2,94
Slovénie	:	:	:	:	:	1,9	:
Slovaquie	:	:	:	:	:	2,7	:
Finlande	8,31	7,43	5,65	5,68	4,8	4,84	4,84
Suède	5,4	4,9	4,9	1,12	1,12	1,12	1,12
Royaume-Uni	3,92	3,37	3,37	3,37	3,37	3,37	3,37
Norvège	5,68	3,48	2,1	1,21	1,18	0,92	0,86
Japon	13,49	15,94	6,07	4,86	4,86	4,86	4,86

L'indicateur donne le prix en euros d'un appel international (vers les États-Unis) d'une durée de 10 min, passé à 11 heures du matin, en semaine (TVA incluse). Les prix se réfèrent au mois d'août de chaque année. Les tarifs normaux, sans prix spéciaux, sont utilisés.

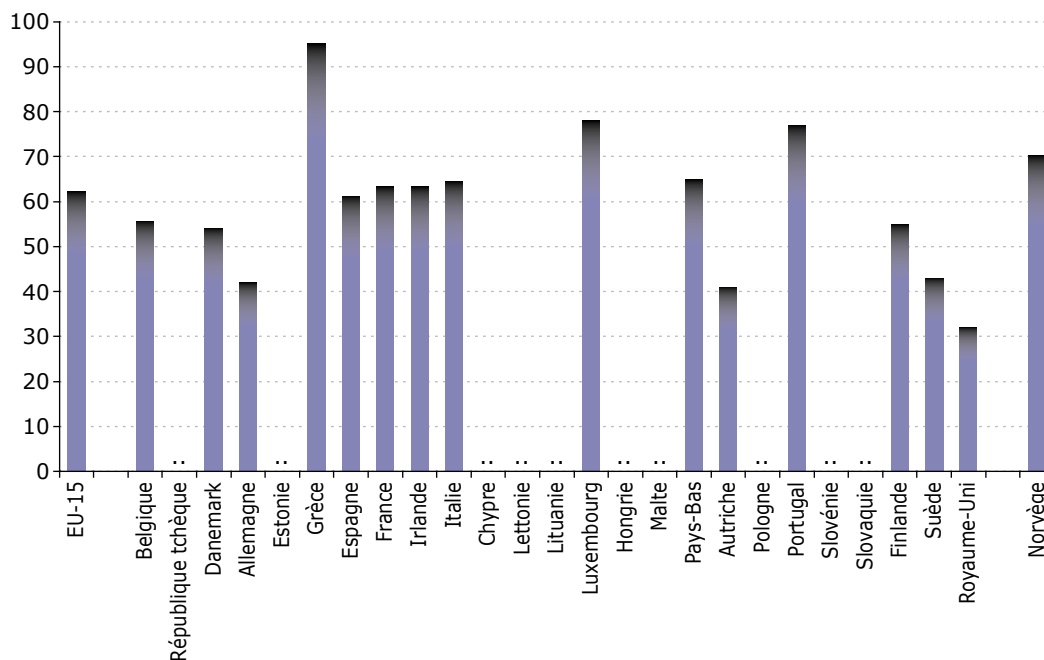


### Part de marché de l'opérateur historique dans les télécommunications fixes en 2002



L'opérateur historique est défini comme l'entreprise active sur le marché juste avant la libéralisation. La part de marché est calculée comme la part des revenus des ventes au détail de l'opérateur historique dans le marché total. Un appel local est un appel passé à l'intérieur des réseaux locaux. Un appel longue distance est un appel d'un réseau local à un autre.

### Part de marché de l'opérateur historique dans les télécommunications fixes – Appels internationaux en 2002



On entend par «opérateur historique» l'entreprise présente sur le marché juste avant la libéralisation. Sa part de marché correspond au pourcentage des revenus générés par les ventes au détail dans le marché total.





## Les secteurs d'activité et les entreprises

▮	Les structures des entreprises en un coup d'œil	199-202
▮▮	L'industrie et le bâtiment	203-204
▮▮▮	Le commerce	205-206
▮▮▮▮	Les marchés financiers	207-209
▮▮▮▮▮	Les transports	211-218
▮▮▮▮▮▮	Le tourisme	219-222
▮▮▮▮▮▮▮	L'énergie	223-230

6

# Les structures des entreprises en un coup d'œil

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Chiffre d'affaires
- Valeur ajoutée brute
- Personnes occupées
- Coûts salariaux
- Investissements
- Secteurs de l'économie
- Petites et moyennes entreprises

## Données documentaires nécessaires aux activités commerciales

Eurostat dresse un tableau complet de la structure du monde européen des affaires et, par conséquent, du cadre des activités des entreprises. Ses données sur les structures commerciales mettent en évidence les évolutions spécifiques ainsi que les changements structurels de l'économie dans son ensemble. Sans ces informations, les données conjoncturelles sur le cycle économique manqueraient de fond et seraient



difficiles à interpréter. Les entreprises qui souhaitent évaluer les possibilités offertes par un nouveau marché ou mettre leurs performances en perspective utilisent ces données, comme le font les associations professionnelles, les syndicats, les responsables d'études de marchés, les administrateurs et les décideurs politiques.

## Production et main-d'œuvre

Les statistiques structurelles sur les entreprises décrivent l'économie en observant les unités engagées dans une activité économique. Elles répondent aux questions du genre: Quelle quantité de richesse est créée par une activité? Quelle est l'importance de la force de travail nécessaire pour créer cette richesse? Comment cette activité se développe-t-elle? Cette activité participe-t-elle à la croissance de l'économie? Cette activité donne-t-elle lieu à des investissements?

Les informations structurelles présentées dans l'annuaire Eurostat concernent essentiellement la production et l'emploi. Une sélection d'indicateurs de base est présentée parmi un certain nombre de variables décrivant les différents aspects de la vie des entreprises:

- Le **chiffre d'affaires** correspond au total des ventes (hors TVA) de biens et services réalisées par les entreprises d'un secteur pendant l'année de référence.
- La **valeur ajoutée brute** au coût des facteurs correspond à la différence entre la valeur de ce qui est produit et la consommation intermédiaire entrant dans la production, corrigée des subventions à la production, des coûts ainsi que des impôts et prélèvements



assimilés. On peut l'interpréter comme étant la richesse créée par les entreprises d'un secteur et utilisée pour rémunérer les facteurs de production (capital sous forme d'excédent brut d'exploitation ainsi que main-d'œuvre sous forme de coûts salariaux).

- Par définition, les **coûts salariaux** sont égaux aux montants totaux payés par les entreprises d'un secteur pour rémunérer le travail de leurs salariés pendant l'année de référence. Ils couvrent les traitements et salaires, de même que les cotisations sociales payées à la charge des employeurs.
- Le nombre de **personnes occupées** correspond au nombre total de personnes qui travaillent pour les entreprises du secteur, qu'elles soient rémunérées ou non. Toutefois, ce total ne tient pas compte des salariés détachés et du personnel intérimaire.

### Base de données SSE

Les données proviennent de la base de données SSE, base de données de référence d'Eurostat sur les statistiques structurelles sur les entre-

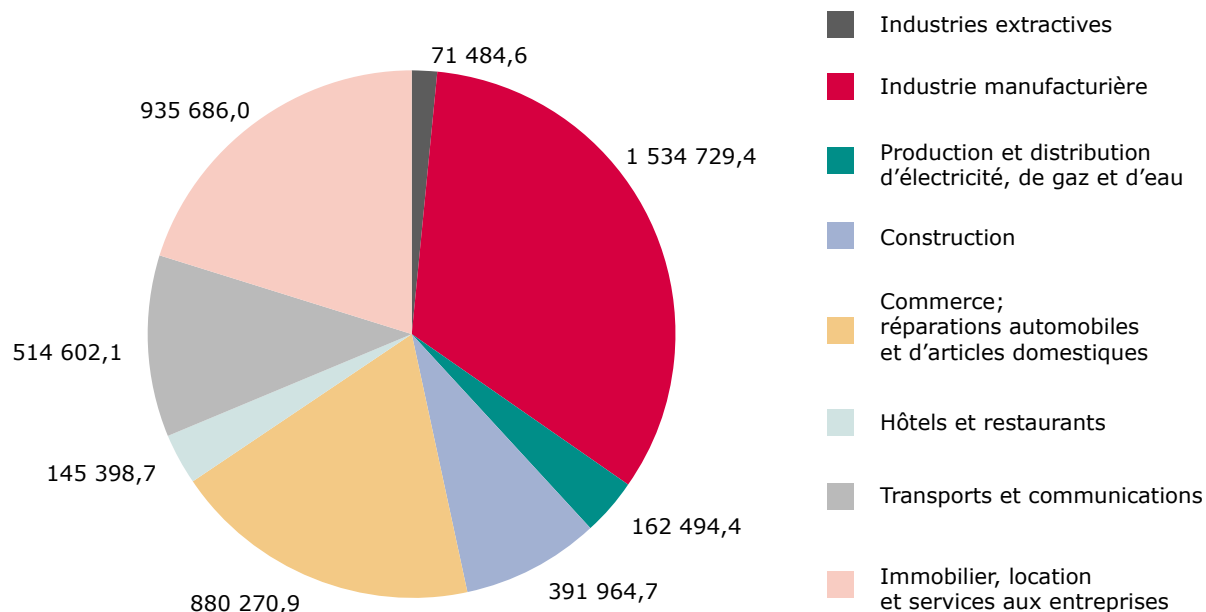
prises (SSE). Elle présente les données en valeurs absolues et sous la forme de ratios de base permettant, par exemple, de comparer les niveaux entre pays ou de calculer la part d'une branche d'activité dans un total.

### Un cadre légal harmonisé

Le règlement du Conseil relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises établit un cadre commun pour la collecte annuelle de statistiques sur la structure des entreprises de l'Union européenne. Il précise les nomenclatures (NACE rév. 1.1, NUTS) et les unités statistiques à utiliser, la couverture (sans seuil de taille), les délais courants ainsi que les critères de qualité à respecter.

Ce règlement s'applique à l'ensemble des activités marchandes (hors agriculture) communément incluses dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (sections C à K de la NACE rév. 1.1). Les données disponibles dans le domaine SSE de NewCronos sont d'un niveau de détail bien plus élevé que dans l'Annuaire Eurostat.

**Valeur ajoutée <sup>(1)</sup> dans l'EU-25 en 2001**  
En Mio EUR



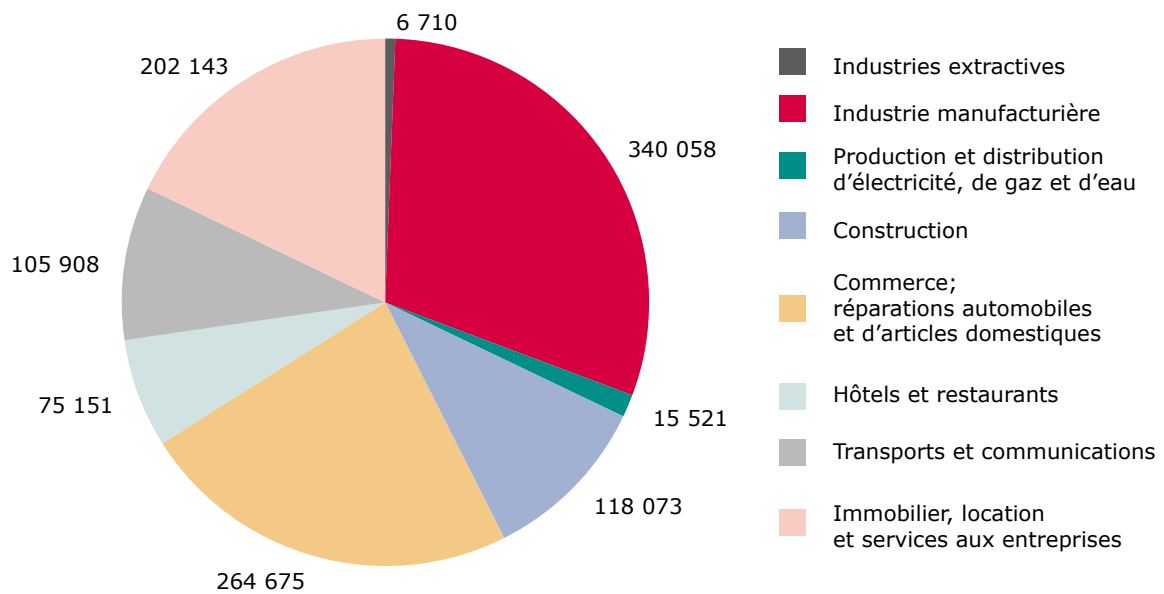
(1) Au coût des facteurs.

La valeur ajoutée représente la différence entre la valeur de la production et la consommation intermédiaire entrant dans cette production moins les subventions sur la production et les coûts, les taxes et les impôts.



**Personnes occupées dans l'EU-25 en 2001**

En 100

**Quelques résultats**

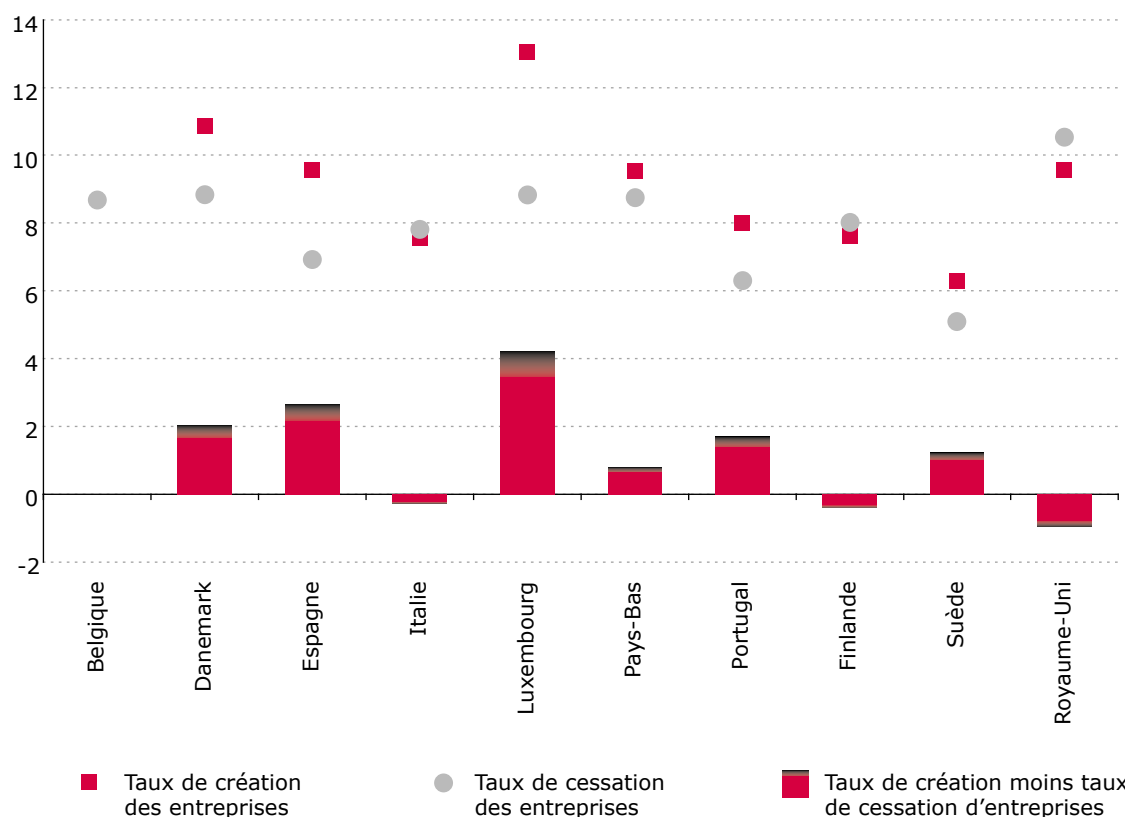
En 2001, dans les vingt-cinq pays de l'actuelle Union européenne, environ un tiers de la valeur ajoutée totale dans l'industrie, la construction, la distribution et les services a été généré par l'industrie manufacturière (33 %) qui employait

environ 30 % des salariés. 18 % des salariés travaillaient dans le secteur «immobilier, location et activités commerciales» qui a généré 20 % de la valeur ajoutée. Le secteur «commerce et réparations», qui est également à forte intensité de main-d'œuvre et emploie 23 % des salariés, a généré 19 % de la valeur ajoutée.



### Démographie des entreprises en 1999

Taux de création et taux de cessation d'entreprises en %



Pas de données pour l'Allemagne, la Grèce, la France, l'Irlande et l'Autriche.

Une création réelle s'opère à la création d'une combinaison de facteurs de production avec la restriction qu'aucune autre entreprise n'est impliquée dans l'événement. Une création réelle ne comprend pas d'entrées dans la population dues aux fusions, aux dissolutions, aux scissions ou à la réorganisation d'un ensemble d'entreprises. Elle ne comprend pas des entrées dans une sous-population résultant seulement d'un changement d'activité. Une création réelle se produit quand une entreprise commence à partir de zéro et commence effectivement une activité. Une création d'entreprise peut être considérée comme une création réelle d'entreprise si de nouveaux facteurs de production, notamment de nouveaux emplois, sont créés. Si une unité dormante est réactivée dans un délai de deux ans, cet événement n'est pas considéré comme une création réelle.

Une cessation réelle s'opère à la dissolution d'une combinaison de facteurs de production avec la restriction qu'aucune autre entreprise n'est impliquée dans l'événement. Une cessation réelle ne comprend pas de sorties de la population dues aux fusions, aux rachats, aux dissolutions ou à la réorganisation d'un ensemble d'entreprises. Elle ne comprend pas des sorties d'une sous-population résultant seulement d'un changement d'activité. Une entreprise est incluse dans le nombre des cessations réelles seulement si elle n'est pas réactivée dans un délai de deux ans. De même, une réactivation dans un délai de deux ans n'est pas comptée comme création réelle.

6

Eurostat fournit des données sur la démographie des affaires, c'est-à-dire sur la naissance et la disparition des entreprises. Les entreprises «naissantes» et les «disparues» sont corrélées à toutes les entreprises actives pendant l'année considérée. Pour l'année 1999, cette mesure n'a été possible que pour certains pays. Toutefois, les résultats montrent que le nombre absolu d'entreprises cache des mouve-

ments impressionnants reflétant l'innovation et la concurrence au sein des économies européennes. L'exemple des Pays-Bas révèle que la croissance d'environ 0,8 % du nombre total d'entreprises résulte de la fermeture d'environ 8,8 % des entreprises et de l'ouverture de 9,6 % entreprises «naissantes» compensant largement cet effet négatif.

# L'industrie et le bâtiment

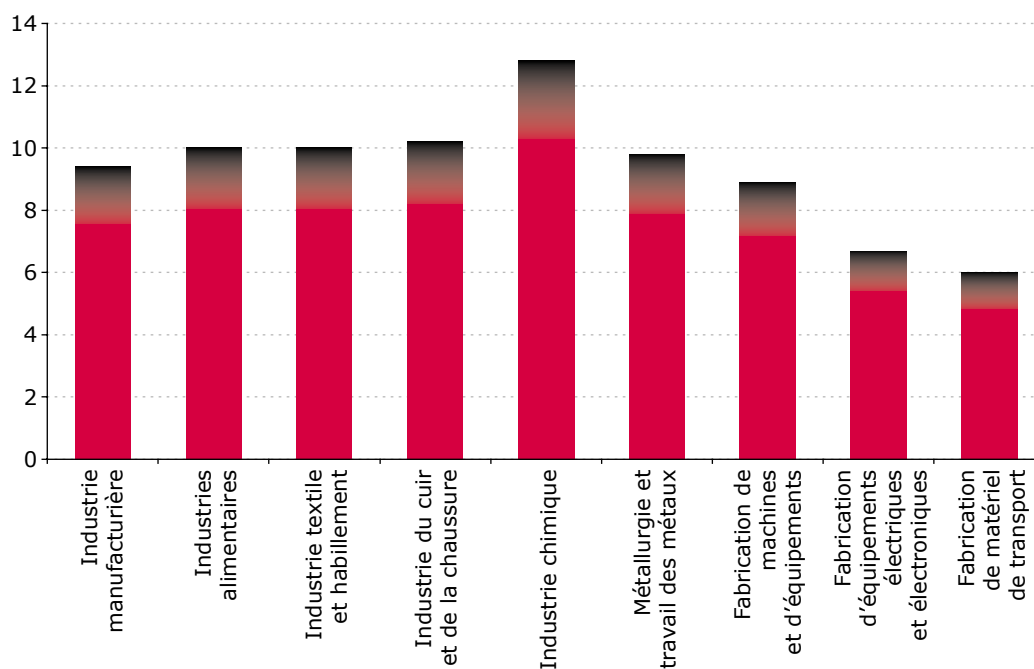
## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Indice de la production industrielle
- Indice de l'emploi dans l'industrie
- Productivité de la main-d'œuvre
- Excédent brut d'exploitation
- Coûts salariaux
- Valeur ajoutée
- Indice des prix de production
- Dépenses de recherche et de développement

## Part de l'excédent d'exploitation brut en valeur ajoutée dans l'EU-25 en 2001

En %



La valeur ajoutée sert à rémunérer les facteurs de production, soit le capital sous forme d'excédent brut d'exploitation, soit le travail sous forme de rémunération des salariés. La part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée varie d'un secteur à l'autre. Plus le secteur est à forte intensité de capital, plus cette part est élevée.

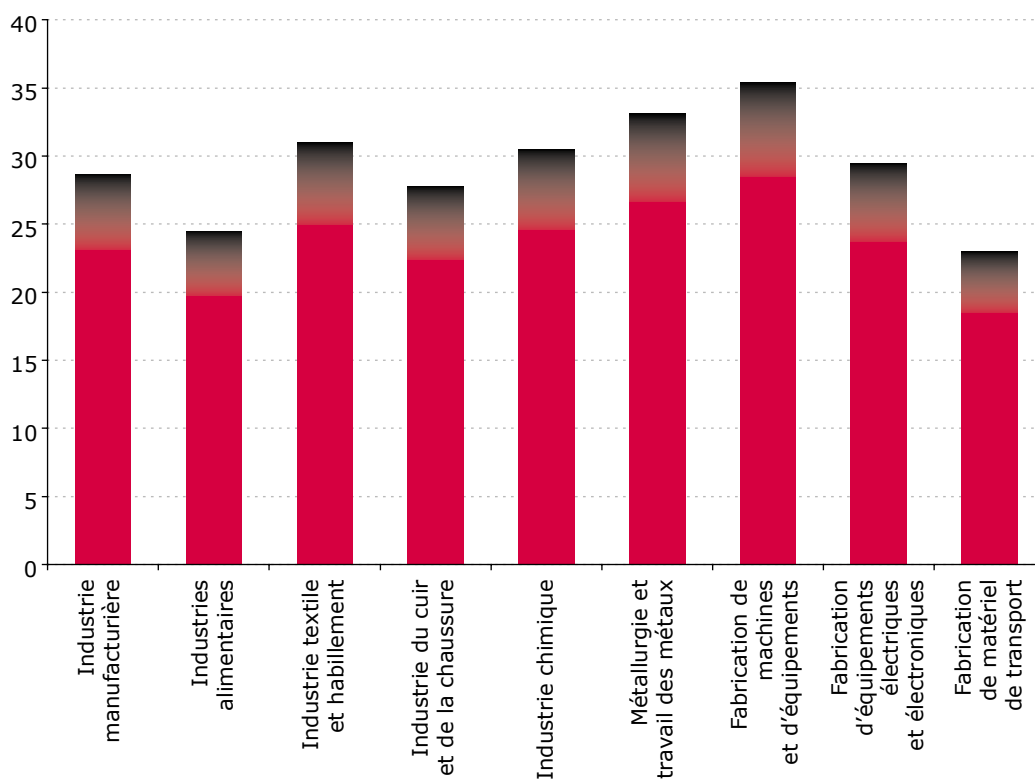
## Statistiques sur l'industrie et la construction: exemples d'indicateurs

**Part de l'excédent brut d'exploitation dans le chiffre d'affaires:** la valeur ajoutée sert à rémunérer les facteurs de production: le capital sous forme d'excédent brut d'exploitation et la main-d'œuvre sous forme de coûts de person-

nel. La part d'excédent brut d'exploitation dans le chiffre d'affaires varie d'un secteur à l'autre: plus le secteur considéré est à forte intensité de capital, plus la part d'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée est importante. Dans l'EU-25, en 2001, l'indicateur est proche de 13 % dans l'industrie chimique et d'environ 6 % dans le secteur de la fabrication de matériel de transport.

## Part de la valeur ajoutée dans la production dans l'EU-25 en 2001

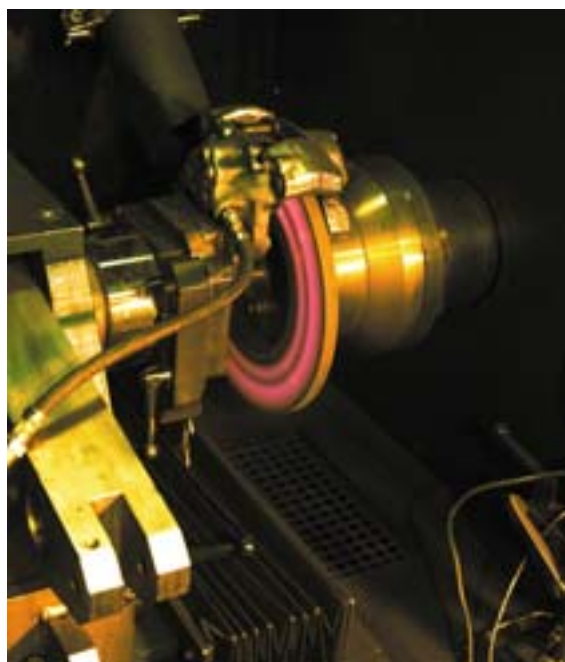
En %



1990: valeurs estimées.

La part de la valeur ajoutée dans la production est un indicateur du degré d'intégration des entreprises d'un secteur: un ratio peu élevé pour un secteur donné indique un processus de production qui représente une petite partie seulement de la transformation totale des produits; il y a dans ce cas une forte interaction entre différentes entreprises. Ce ratio est relativement stable dans le temps; les variations pour les différentes activités sont plus marquées.

**Valeur ajoutée dans la production:** lien entre la valeur ajoutée et la valeur de la production. Cet indicateur montre le degré d'intégration des entreprises d'un secteur: un ratio faible signifie que le processus de production du secteur considéré ne représente qu'une part modeste dans la transformation totale des produits; cela indique une forte interaction de différentes entreprises. Ce ratio reste relativement stable au fil du temps (EU-25 en 2001: 28,7 %). Il varie plus distinctement d'une activité à l'autre: il se situait à 35,4 % dans la construction de machines, à 24,5 % dans la fabrication de produits alimentaires et de boissons et à 23 % dans le secteur du matériel de transport.



## Le commerce

### Données d'Eurostat

- Commerce de détail
- Commerce de gros
- Vente de véhicules à moteur
- Chiffre d'affaires
- Emploi

### Données structurelles et conjoncturelles

Depuis 1995, le commerce fait l'objet de statistiques structurelles sur les entreprises, conformément au cadre commun harmonisé prévu par le règlement SSE. Des indicateurs conjoncturels ont été recueillis au niveau de l'UE dans ce domaine depuis l'année de référence 1998.

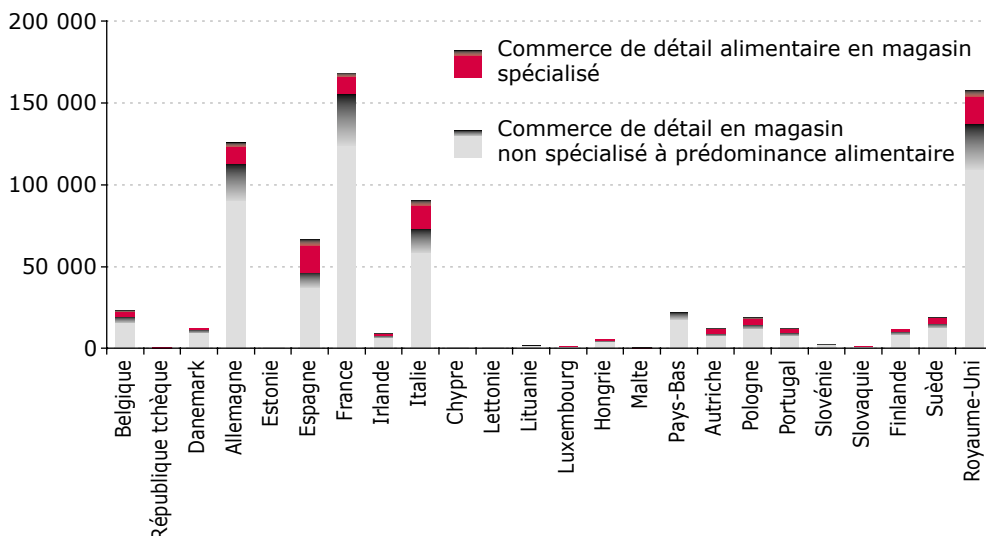
La vente au détail de produits alimentaires a lieu dans des magasins spécialisés ou non spécialisés. Dans l'EU-15, quelque 86 % des produits alimentaires sont vendus dans des magasins non spécialisés tels que les supermarchés. Cette part du chiffre d'affaires est la plus faible

en Espagne (70 %) et la plus élevée en France (93 %).

La taille relative des industries est un des éléments d'information de base fournis par les statistiques structurelles sur les entreprises. Elle est mesurée en fonction du chiffre d'affaires et de l'emploi. Alors que le commerce de détail fournit plus de la moitié des emplois dans le commerce de distribution, il représente moins d'un tiers du chiffre d'affaires. Il en ressort que le chiffre d'affaires par habitant est plus bas dans le commerce de détail que dans le commerce en général. La situation inverse se rencontre dans l'activité productive hautement concentrée du commerce de gros.

### Chiffre d'affaires des ventes au détail de produits alimentaires par magasin spécialisé et non spécialisé en 2001

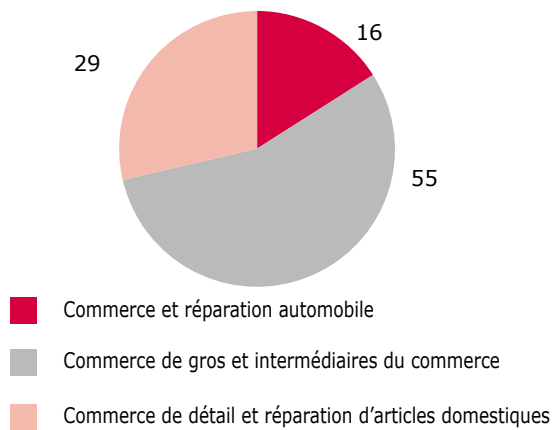
En Mio EUR



Les produits alimentaires sont vendus au détail soit dans des magasins non spécialisés (hypermarchés, supermarchés), soit dans des magasins spécialisés (par exemple primeurs). Une plus grande proportion de ventes dans les magasins spécialisés indique un commerce plus traditionnel.

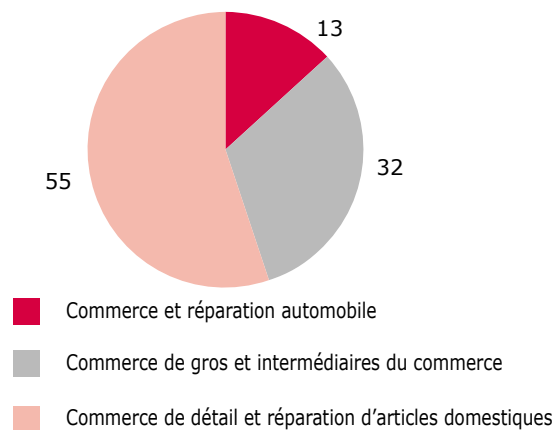
**Parts de la distribution totale en termes de chiffre d'affaires dans l'EU-25 en 2001**

En %



**Parts de la distribution totale en termes d'emploi dans l'EU-25 en 2001**

En %



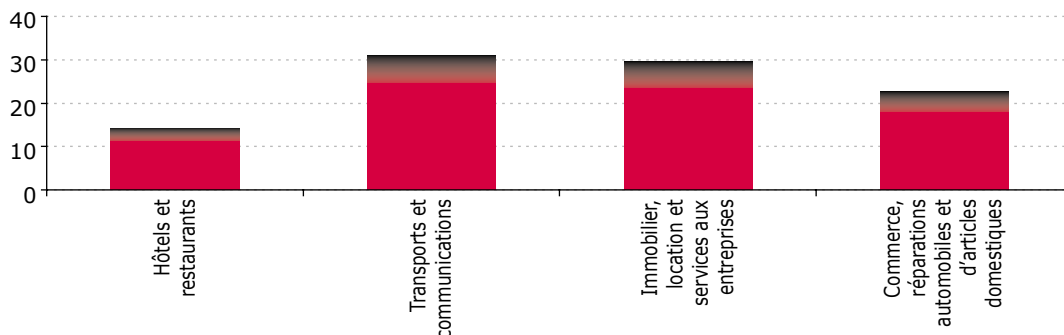
Le secteur de la distribution comprend le commerce de gros, la vente de véhicules à moteur et le secteur prédominant du commerce de détail. Le commerce de véhicules comprend également l'entretien et la réparation des véhicules à moteur. Le commerce de gros est au cœur des échanges de biens interentreprises et fait le lien entre les producteurs et les utilisateurs au sens large. Le commerce de détail inclut les ventes dans les magasins spécialisés et non spécialisés (hypermarchés, supermarchés).

Le secteur de la distribution comprend le commerce de gros, la vente de véhicules à moteur et le secteur prédominant du commerce de détail. Le commerce de véhicules comprend également l'entretien et la réparation des véhicules à moteur. Le commerce de gros est au cœur des échanges de biens interentreprises et fait le lien entre les producteurs et les utilisateurs au sens large. Le commerce de détail inclut les ventes dans les magasins spécialisés et non spécialisés (hypermarchés, supermarchés).



**Chiffre d'affaires par personne occupée dans les services dans l'EU-25 en 2001**

En milliers d'ECU/EUR



Le chiffre d'affaires par personne est le chiffre d'affaires moyen produit par une personne travaillant dans le secteur considéré. Il sert d'indice de productivité. Le secteur des services comprend des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et à faible productivité (par exemple le fret routier) ainsi que des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre qualifiée et à forte productivité comme les télécommunications.

## Les marchés financiers

### Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Assurances (assurance vie et assurance dommages, réassurance) institutions de crédit et fonds de pension
- Nombre d'entreprises
- Personnes occupées
- Bilan
- Investissements
- Fonds de pension

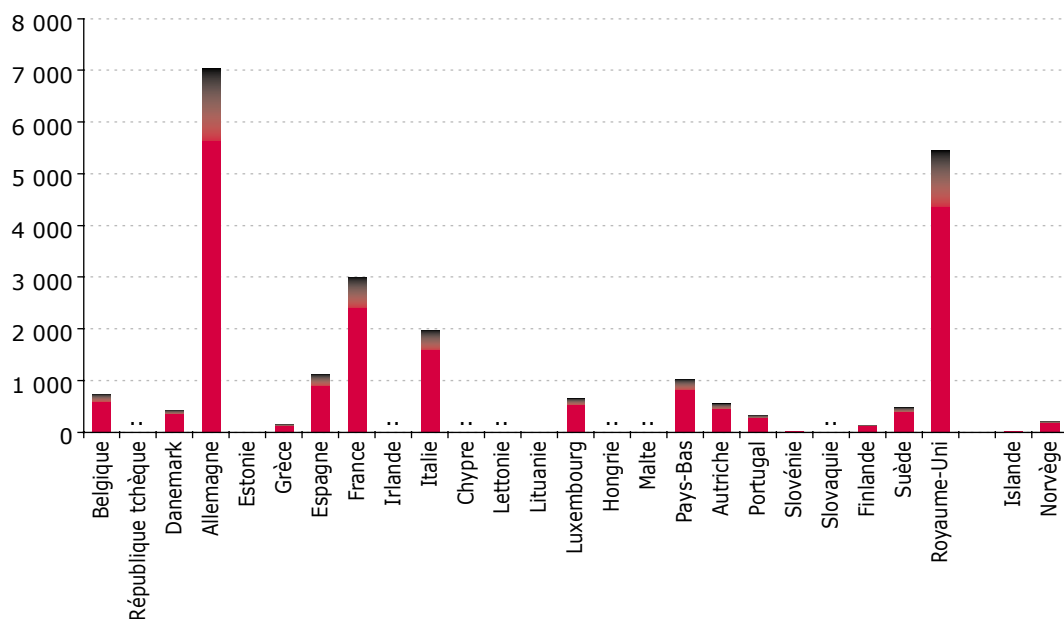


Dans le cadre des statistiques structurelles sur les entreprises, Eurostat collecte également des données sur les institutions de crédit, les services d'assurance et les fonds de pension. Des données détaillées sur les résultats à répartir, les postes du bilan, les ventilations géographiques et les produits d'assurance sont ainsi disponibles. Les tableaux présentant des chiffres pour le total du bilan des institutions de crédit, ainsi que le tableau sur les investissements totaux des fonds de pension, donnent une idée de l'importance relative de ces institutions.



### Établissements de crédit: total du bilan en 2000

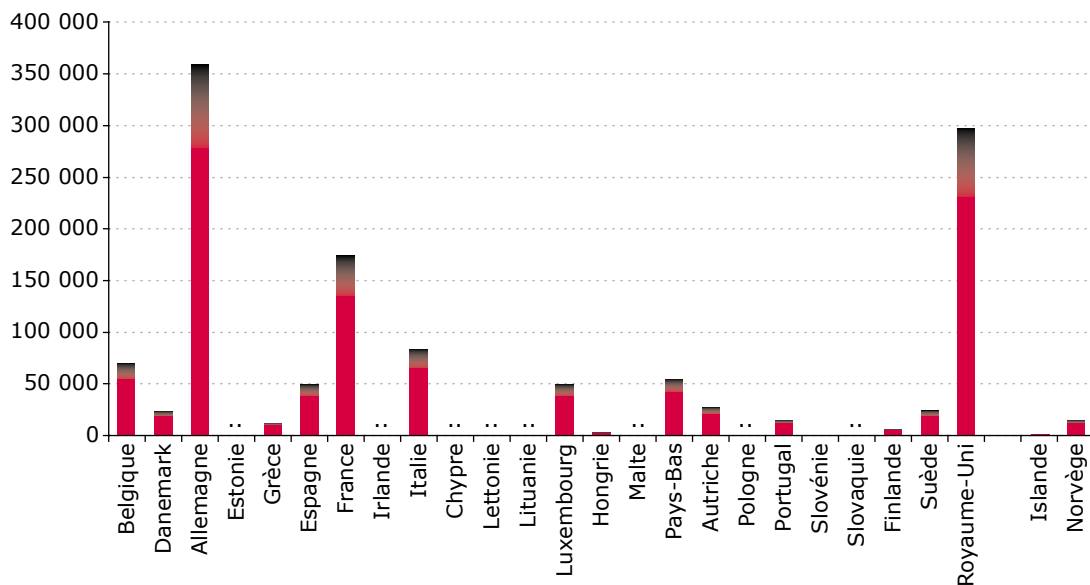
En Mrd EUR



Cette variable consiste en la somme de tous les postes à l'actif ou la somme de tous les postes au passif. Cet indicateur donne une idée de l'importance économique des établissements de crédit.

### Établissements de crédit: intérêts à recevoir et revenus similaires en 2000

En Mio EUR

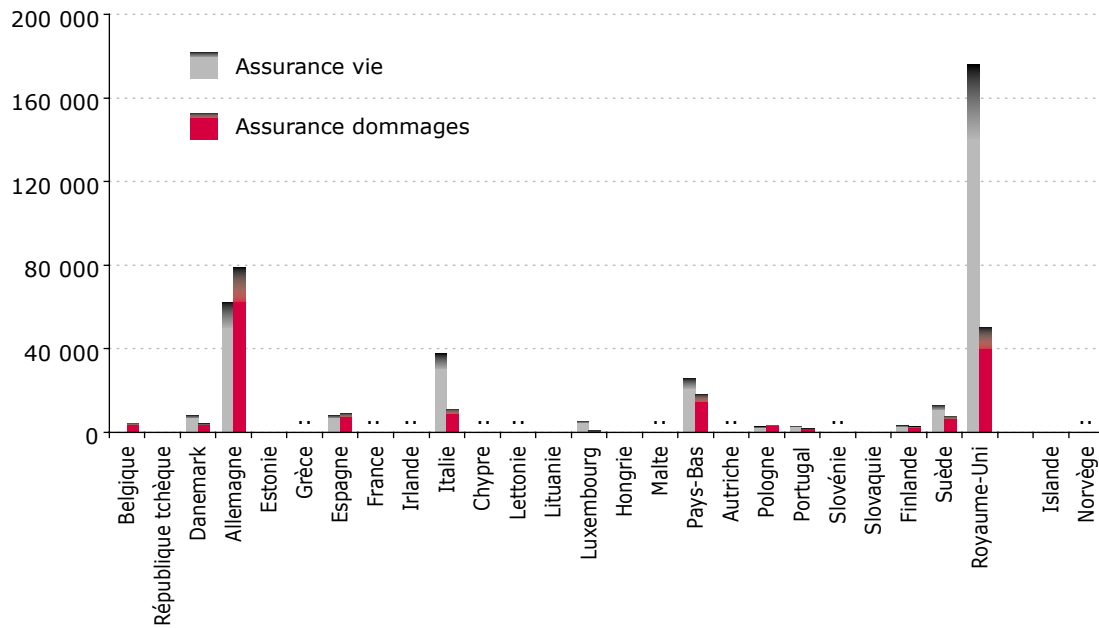


Tous les revenus reçus par des établissements de crédit et provenant d'actifs comme des prêts et des avances, des bons du Trésor, des valeurs à revenu fixe. Sont inclus également des frais et commissions de nature semblable aux intérêts et calculés sur une base temporelle ou par référence au montant de la créance ou de la dette.



### Primes brutes souscrites des entreprises d'assurance vie et d'assurance dommages en 2000

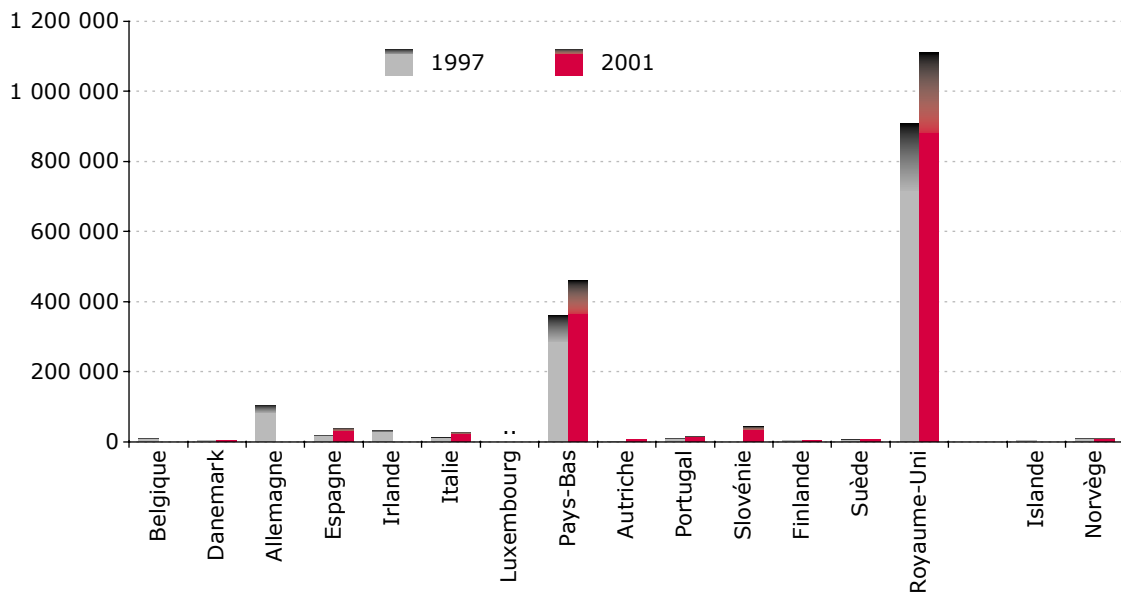
En Mio EUR



Les primes brutes émises englobent tous les montants dus au cours de l'exercice financier au titre de contrats d'assurance, indépendamment du fait que ces montants portent en tout ou en partie sur un exercice ultérieur, et comprennent, entre autres, les primes de réassurance versées par d'autres compagnies d'assurances. Les montants figurant ci-dessus ne comprennent pas les montants des taxes ou des charges associées aux primes.

### Fonds de pension: investissements totaux

En Mio EUR



Cette variable correspond à la somme des actifs de variables suivants: terrains et bâtiments + investissements dans les entreprises affiliées et intérêts de participation + actions et autres titres à revenu variable + unités dans des entreprises pour l'investissement collectif dans des titres transférables + titres de dettes et autres titres à revenu fixe + participation à un fonds commun de placement + prêts garantis par des hypothèques et autres prêts non couverts + autres investissements.

# Les transports

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Infrastructure de transport
- Équipement de transport
- Entreprises et emploi dans les transports
- Transport de passagers
- Transport de marchandises
- Consommation d'énergie et émissions par les transports
- Sécurité des transports

### Un court voyage du passé vers le futur

«La victoire est une fleur aux couleurs éclatantes. Le transport est la tige sans laquelle elle n'aurait jamais pu s'épanouir» (Winston Churchill).

Cette citation caractérise également l'amélioration du niveau de vie en Europe et une des principales raisons de cette réussite: les transports.

Au cours des cent dernières années, l'importance des différents modes de transport a grandement évolué, alors que les volumes augmentaient de manière considérable. Les voies navigables et les chemins de fer jouent encore un rôle important mais, à l'heure actuelle, le mode de transport dominant est sans conteste le transport routier. Environ 80 % du transport total de marchandises (environ 45 % du trafic en tonne-kilomètre) et de voyageurs (en voyageur-kilomètre) s'effectuent sur route. Le transport aérien augmente également rapidement. En outre, le nombre de voitures particulières est passé à plus de 170 millions. Les accidents de la route sont le prix à payer pour cette évolution et, même si la tendance est à la baisse, environ 50 000 personnes trouvent encore la mort chaque année sur les routes de l'UE.

### Statistiques des transports: fixer les mouvements

Les statistiques des transports d'Eurostat décrivent les principales caractéristiques des transports dans l'Union européenne, non seulement en termes de quantité de marchandises et de nombre de passagers transportés ou en termes de véhicules et d'infrastructures utilisés, mais également dans le contexte de l'économie. Les

transports ne sont pas seulement un élément nécessaire à la vie de chacun et à l'activité économique, ils constituent également une industrie de services essentielle qui emploie environ 4 % de la main-d'œuvre totale de l'UE.

La collecte de données pour la présente publication ainsi que pour d'autres publications d'Eurostat sur les transports est appuyée par plusieurs textes obligeant les États membres à transmettre leurs données statistiques. Il existe en outre des accords volontaires de fourniture de données supplémentaires. Dans certains cas, on a recours à des sources extérieures.

### Une politique des transports pour les citoyens européens

L'objectif de la Commission européenne pour les dix prochaines années est d'axer la politique des transports sur les exigences et les besoins des citoyens européens. En adoptant le livre blanc intitulé «La politique européenne des transports à l'horizon 2010: l'heure des choix», la Commission européenne place les besoins des utilisateurs au cœur de sa stratégie et propose soixante mesures pour répondre à ce défi. La première de ces mesures vise à opérer un rééquilibrage entre les modes de transport pour 2010 en revitalisant le rail, en promouvant le transport maritime et le transport par voies navigables intérieures et en combinant les différents modes de transport. La Commission européenne veut garantir que le développement des transports en Europe aille de pair avec un service sûr, efficace et de haute qualité pour les citoyens. Ce livre blanc et les propositions qu'il contient constituent également la première contribution pratique à la stratégie de développement durable.

## Longueur totale des autoroutes

En km

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-25	:	:	:	:	47 497	48 658	50 016	51 796	53 432	54 434	55 641
Belgique	1 650	1 667	1 686	1 665	1 666	1 674	1 679	1 682	1 691	1 702	1 727
République tchèque	:	:	:	:	414	423	485	499	499	499	517
Danemark	653	696	737	786	796	832	855	873	892	953	971
Allemagne	10 955	11 013	11 080	11 143	11 190	11 246	11 309	11 427	11 515	11 712	11 786
Estonie	:	:	:	:	64	66	68	74	87	93	93
Grèce	225	280	330	380	420	470	500	500	500	707	742
Espagne	5 235	6 486	6 577	6 485	6 962	7 295	7 750	8 269	8 893	9 049	9 571
France	7 080	7 408	7 614	9 000	8 275	8 596	8 864	9 303	9 626	9 766	9 934
Irlande	32	32	50	56	72	80	94	103	103	103	125
Italie	6 301	6 289	6 401	6 401	6 435	6 465	6 469	6 478	6 478	6 478	6 478
Chypre	:	:	:	:	168	194	199	204	216	240	257
Lettonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	:	:	:	:	394	404	410	417	417	417	417
Luxembourg	78	95	100	121	115	115	115	115	115	115	115
Hongrie	:	:	:	:	335	365	381	448	448	448	448
Malte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	2 118	2 134	2 167	2 200	2 208	2 208	2 336	2 225	2 291	2 289	2 291
Autriche	1 532	1 554	1 567	1 589	1 596	1 607	1 613	1 613	1 634	1 633	1 645
Pologne	:	:	:	:	246	258	264	268	317	358	398
Portugal	474	520	579	587	687	710	797	1 252	1 441	1 482	1 659
Slovénie	:	:	:	:	293	310	330	369	399	427	435
Slovaquie	:	:	:	:	198	215	219	292	295	296	296
Finlande	249	318	337	388	394	431	444	473	512	549	602
Suède	968	1 005	1 061	1 142	1 262	1 350	1 423	1 439	1 484	1 506	1 529
Royaume-Uni	3 211	3 246	3 252	3 286	3 307	3 344	3 412	3 473	3 579	3 612	3 605
Islande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liechtenstein	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Norvège	:	:	:	94	107	106	109	128	144	143	173
Canada	15 983	16 571	:	:	16 571	:	:	:	:	:	:
Japon	:	5 054	5 410	5 568	5 700	5 900	:	:	:	:	:
États-Unis	85 258	86 818	87 447	8 814	88 035	88 588	88 704	88 892	89 232	89 426	:

Source: Eurostat/DG Énergie et transports.

6 Avec son nouveau livre blanc sur la politique des transports, la Commission propose un plan d'action visant à apporter des améliorations substantielles à la qualité et à l'efficacité des transports en Europe. Elle propose également une stratégie visant à rompre progressivement la liaison constante entre la croissance des transports et la croissance économique afin de réduire la pression sur l'environnement et éviter la congestion tout en maintenant la compétitivité économique de l'UE.

Bien que les autoroutes ne représentent qu'une petite partie de l'ensemble du réseau routier, leur longueur a plus que triplé au cours des trente dernières années. En 2001, le réseau autoroutier le plus dense de l'EU-25 se trouvait en Allemagne, cette dernière étant suivie de la France et de l'Espagne.





### Longueur totale des voies ferroviaires

En km

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-25	:	:	:	:	207 894	206 418	203 716	202 982	202 473	201 010	199 147
EU-15	159 521	157 912	155 876	156 764	160 450	159 044	157 291	159 784	156 542	156 353	:
Belgique	3 466	3 432	3 410	3 396	3 368	3 380	3 422	3 470	3 472	3 471	3 454
République tchèque	:	:	:	:	9 430	9 430	9 430	9 430	9 444	9 444	9 523
Danemark	2 344	2 344	2 349	2 349	2 349	2 349	2 248	2 264	2 756	2 768	2 768
Allemagne	41 113	40 815	40 397	41 401	41 718	40 826	38 385	38 126	37 525	36 588	35 986
Estonie	:	:	:	:	1 021	1 020	1 018	968	968	968	967
Grèce	2 484	2 484	2 474	2 474	2 474	2 474	2 503	2 299	2 299	2 385	2 377
Espagne	12 570	13 041	12 601	12 646	12 280	12 284	12 303	12 303	12 319	12 310	12 310
France	33 990	33 555	32 579	32 275	31 940	31 852	31 821	31 770	31 735	31 397	31 385
Irlande	1 944	1 944	1 944	1 944	1 945	1 954	1 908	1 909	1 919	1 919	1 919
Italie	16 066	16 112	15 942	16 002	16 005	16 014	16 030	16 080	16 092	16 147	16 035
Chypre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lettonie	:	:	:	:	2 413	2 413	2 413	2 413	2 413	2 413	2 413
Lituanie	:	:	:	:	2 002	1 997	1 997	1 997	1 905	1 905	1 696
Luxembourg	271	275	275	275	275	274	274	274	274	274	274
Hongrie	:	:	:	:	7 632	7 619	7 593	7 642	7 651	7 668	7 680
Malte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	2 780	2 753	2 757	2 757	2 813	2 813	2 805	2 808	2 808	2 802	2 809
Autriche	5 623	5 605	5 600	5 636	5 672	5 672	5 672	5 643	5 618	5 563	5 980
Pologne	:	:	:	:	23 986	23 420	23 328	23 210	22 891	22 560	21 119
Portugal	3 117	3 054	3 063	3 070	3 065	3 071	3 038	2 794	2 814	2 814	2 814
Slovénie	:	:	:	:	1 201	1 201	1 201	1 201	1 201	1 201	1 229
Slovaquie	:	:	:	:	3 665	3 673	3 673	3 665	3 665	3 665	3 665
Finlande	5 874	5 874	5 885	5 880	5 859	5 860	5 865	5 867	5 836	5 854	5 850
Suède	10 970	9 781	9 746	9 661	9 782	9 821	9 798	9 855	9 884	9 900	9 900
Royaume-Uni	16 909	16 843	16 854	16 998	16 999	17 001	16 991	16 994	16 984	16 994	16 994
Islande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liechtenstein	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19
Norvège	4 027	4 027	4 023	4 023	4 023	4 021	4 021	4 021	4 021	4 179	4 178
Canada	85 563	85 191	84 648	83 351	90 326	:	:	:	:	:	:
Japon	:	30 201	30 190	30 178	30 178	:	:	:	:	:	:
États-Unis	187 691	:	177 712	175 953	174 234	170 304	164 426	161 917	160 082	159 792	:

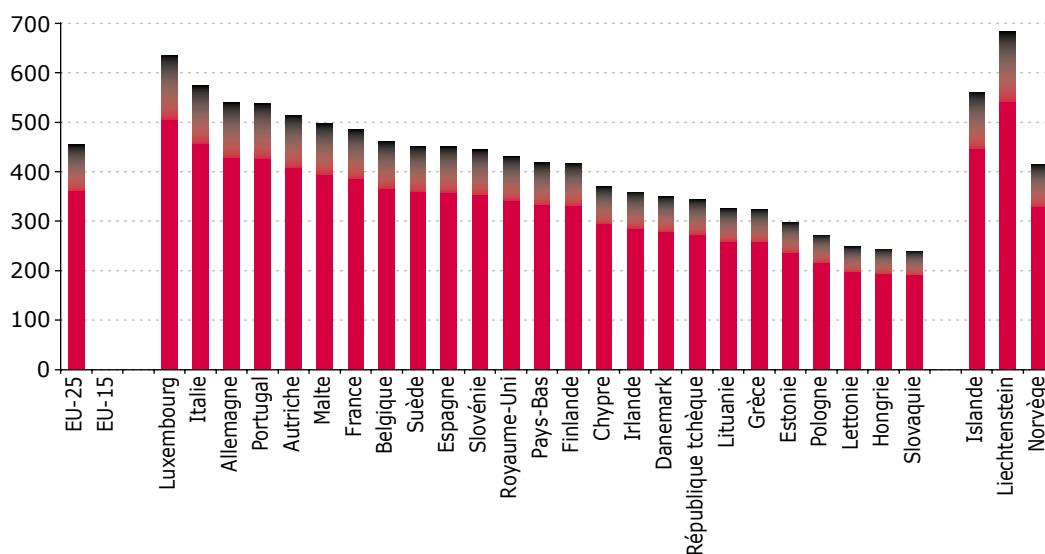
Source: Eurostat/DG Énergie et transports.

Pendant la dernière décennie, les infrastructures de tous les modes de transport intérieur de l'Union européenne ont été développées, à

l'exception de la longueur des lignes de chemin de fer et la navigation fluviale qui a légèrement diminué.

### Voitures particulières en 2001

Pour 1 000 habitants



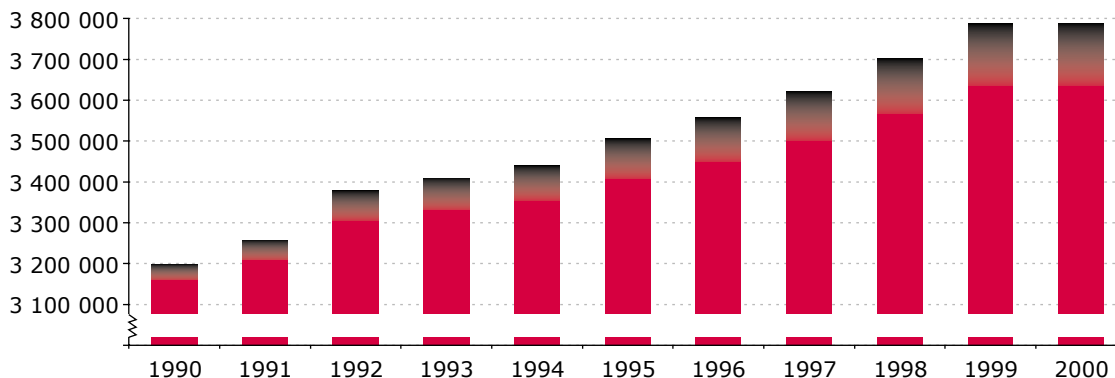
Source: Eurostat/DG Énergie et transports.

La densité d'automobiles dans l'UE, qui a doublé au cours des vingt-cinq dernières années, a atteint, en 2001, 454 voitures pour 1 000 habitants dans les vingt-cinq pays de l'UE d'aujourd'hui. Cette densité est bien inférieure à celle des États-Unis. Le nombre de voitures particu-

lières pour 1 000 habitants a parfois été interprété comme un indicateur du niveau de vie. Le revers de la médaille, c'est l'impact négatif sur l'environnement et près de 50 000 personnes tuées chaque année dans les accidents de circulation dans l'UE-25.

### Transport en voiture particulière dans l'EU-15

En Mio de passagers-kilomètre



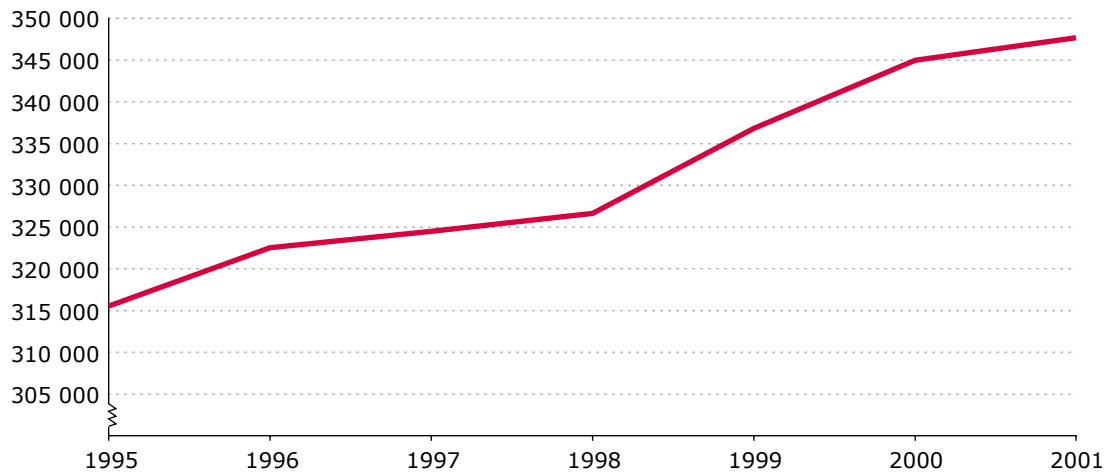
Source: Eurostat/DG Énergie et transports.

La demande croissante de mobilité a été satisfaite principalement par les voitures particulières, utilisées pour les trois quarts environ de tous les déplacements.



### Transport ferroviaire de passagers dans l'EU-25

En Mio de passagers-kilomètre



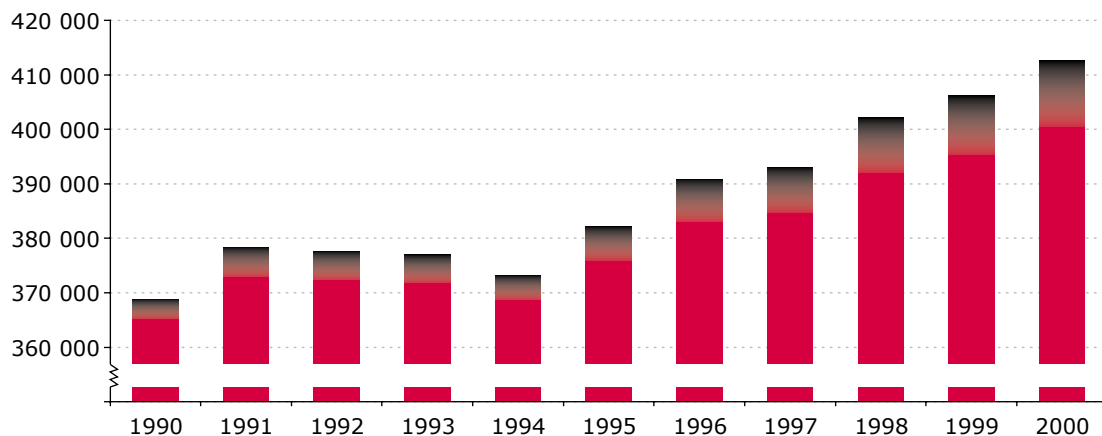
Source: Eurostat/DG Énergie et transports.

Par rapport aux autres modes, les performances du transport ferroviaire se sont améliorées à un rythme modeste. Depuis le début des années 90, la croissance a été lente dans la plupart des pays, et un déclin a été observé dans certains

pays. Néanmoins, la moyenne de kilomètres parcourus par personne et par jour est supérieure à deux. Cette augmentation, obtenue malgré un réseau et un matériel roulant en décroissance, est le signe d'une efficacité accrue.

### Transport de passagers par bus dans l'EU-15

En Mio de passagers-kilomètre



Source: Eurostat/DG Énergie et transports.

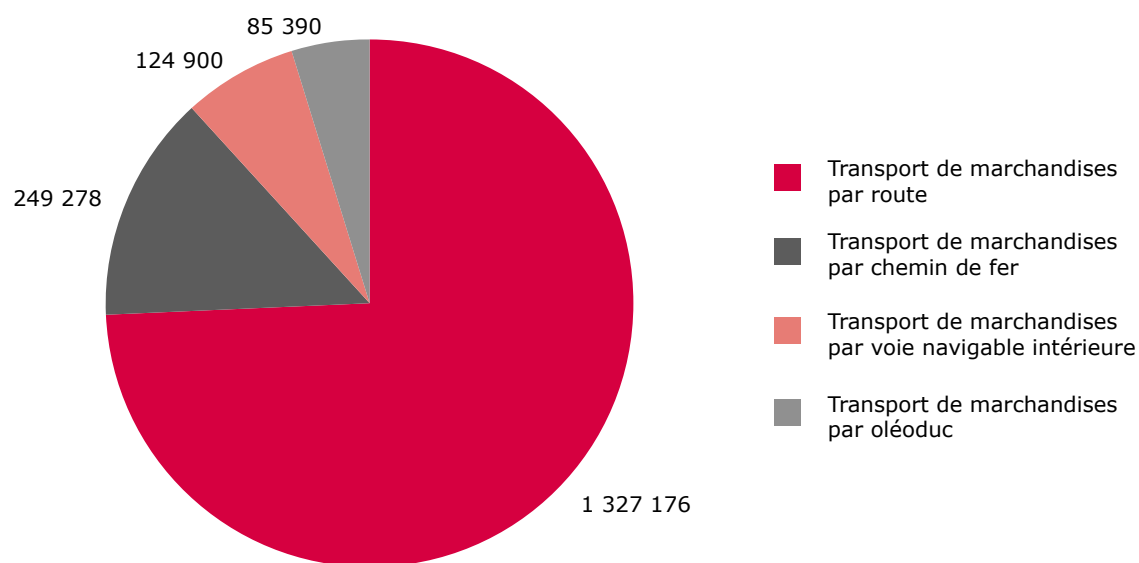
Entre 1970 et 2000, la part moyenne du transport par autobus dans l'EU-15 a augmenté d'environ 50 %, soit un total de plus de 412 milliards de personnes-kilomètre. Avec plus de 94 milliards de personnes-kilomètre, l'Italie enregistre le chiffre le plus élevé de l'UE

en termes absolus. Toutefois, ce sont les populations du Danemark, du Luxembourg et de la Grèce qui se déplacent le plus en autobus dans l'EU-15, puisqu'elles parcourent de 5,5 à 6 km par personne et par jour.



### Transport de marchandises dans l'EU-15 en 2000

En Mio de tkm



Source: Eurostat/DG Énergie et transports.





### Transport maritime de marchandises

En Mio de tonnes

	1997	1998	1999	2000	2001
EU-25	3 071	3 147	3 135	3 167	3 219
EU-15	2 911	2 984	2 969	:	:
Belgique	162	171	166	179	174
République tchèque	-	-	-	-	-
Danemark	124	105	97	97	94
Allemagne	213	217	222	243	246
Estonie	23	27	34	40	41
Grèce	101	111	113	128	113
Espagne	271	280	296	235	315
France	305	319	315	337	318
Irlande	36	40	43	45	46
Italie	459	476	463	447	445
Chypre	7	6	6	7	7
Lettonie	51	52	49	52	57
Lituanie	16	15	16	23	22
Luxembourg	-	-	-	-	-
Hongrie	-	-	-	-	-
Malte	3	4	4	4	7
Pays-Bas	402	405	396	406	406
Autriche	-	-	-	-	-
Pologne	51	51	50	48	48
Portugal	55	58	59	56	56
Slovénie	7	8	8	9	9
Slovaquie	-	-	-	-	-
Finlande	75	77	77	81	96
Suède	150	156	156	159	153
Royaume-Uni	558	568	565	573	566
Islande	5(e)	:	:	:	:
Liechtenstein	-	-	-	-	-
Norvège	270(e)	:	:	:	:

Source: Eurostat/DG Énergie et transports.

Les chiffres en tonne-kilomètre n'étant pas disponibles, il est difficile de comparer les performances du transport maritime de marchandises avec celles des autres modes. Toutefois, les données indiquent le volume total de marchandises manutentionnées dans tous les grands ports maritimes de l'UE. Le volume total

de marchandises manutentionnées en 2001 est estimé à plus de 3 200 milliards de tonnes. Une part importante de l'augmentation enregistrée au fil des années peut être attribuée à l'augmentation des importations de pétrole et de produits pétroliers.

**Transport aérien de marchandises**

En milliers de tonnes

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Belgique	518	585	:	:	584	:
République tchèque	:	:	:	:	36	34
Danemark	:	:	:	:	12	10
Allemagne	2 019	1 948	2 054(b)	2 554	2 441	2 525
Estonie	:	:	:	:	5	4
Grèce	106	101	105(b)	156	:	:
Espagne	309	309	340(b)	479	577	564
France	1 025	1 030	1 034(b)	1 282	1 535	1 643
Irlande	70	59	66(b)	86	79	49
Italie	454	446	413(b)	551	:	506
Chypre	:	:	:	:	32	31
Lettonie	:	:	:	:	5	7
Lituanie	:	:	:	:	15	14
Luxembourg	340	383	448(b)	501	510	550
Hongrie	:	:	:	:	45	46
Malte	:	:	:	:	12e	12
Pays-Bas	1 163	1 174	1 182(b)	1 268	1 217	1 279
Autriche	109	111	122(b)	130	115	127
Pologne	:	:	:	:	43	:
Portugal	105e	:	:	178	152	149
Slovénie	:	:	:	:	7	7
Slovaquie	:	:	:	:	5	7
Finlande	92	94	88(b)	111	96	96
Suède	227e	:	:	:	:	:
Royaume-Uni	1847	1 990	2 091(b)	2 336	2 153	2 203
Islande	4e	:	:	:	:	:
Liechtenstein	-	-	-	-	-	-
Norvège	44	47	46	133	127	:

Source: Eurostat/DG Énergie et transports.

Comparés aux chiffres du transport maritime, les volumes de transport aérien de fret et de courrier sont évidemment faibles. Par contre, si les volumes transportés sont modestes comparés à ceux des autres modes de transport, la

valeur moyenne des marchandises transportées par avion est généralement beaucoup plus élevée que pour les autres modes de transport. Les transports aériens dans l'UE se sont développés substantiellement.

**Lancements commerciaux de véhicules spatiaux à l'échelle mondiale**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Total	12	14	11	15	23	24	38	41	39	35	16
États-Unis	6	6	5	5	12	11	17	22	15	7	3
Agence spatiale européenne	6	6	6	8	8	9	11	9	8	12	8
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	2	7	5	13	13	3
Chine	-	2	-	2	3	2	3	4	1	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Lancements sur mer	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3	2

Source: US Department of Transportation.

En ce qui concerne les vols spatiaux commerciaux mondiaux, les données d'Eurostat présentent un aperçu des lancements de satellites commerciaux internationaux réussis (non captifs) par des véhicules spatiaux de catégorie moyenne à grande. Cela signifie que certains

lancements n'ont pas été pris en compte. D'après la NASA, il y a eu au total 70 lancements réussis en 1999, à comparer aux 39 lancements commerciaux répertoriés par Eurostat. Ce chiffre donne néanmoins une idée du rôle de l'Europe dans l'industrie spatiale.

# Le tourisme

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Établissements d'hébergement
- Nombre de places de lits dans les établissements
- Touristes
- Voyages
- Nuitées passées dans les établissements d'hébergement
- Modes de transport utilisés par les touristes
- Dépenses pour le tourisme

### L'Europe: première région touristique dans un monde compétitif

L'Europe reste la première région touristique au monde; ces dernières années, son tourisme a connu un développement dynamique. L'intensification de la concurrence mondiale pour attirer les touristes a renforcé la prise de conscience du rôle du tourisme. Le tourisme a un impact sur l'économie et l'emploi, et il a également des implications sociales et environnementales. Il en résulte un besoin de statistiques harmonisées, disponibles à intervalles réguliers et suffisamment détaillées.

### Qu'est-ce que le tourisme et comment le mesurer?

Le tourisme peut être défini comme les activités servant les personnes qui voyagent et séjournent dans des lieux hors de leur environnement habituel pendant une année au maximum, pour leurs loisirs, leurs affaires ou d'autres raisons. Du côté de l'offre, le tourisme s'appuie sur les

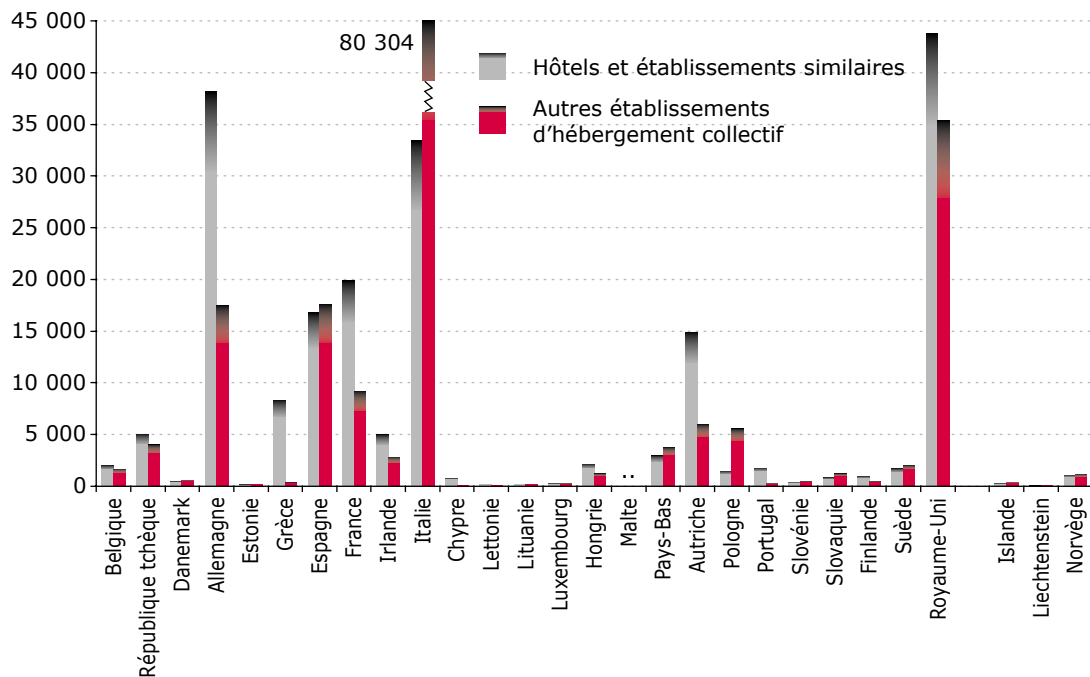
entreprises de différents secteurs qui, en résumé, offrent de l'hébergement, de la restauration, des moyens et des services de transport et des divertissements.

Les services d'hébergement sont couverts par deux groupes de la NACE: le groupe 55.1, qui comprend la mise à disposition d'hébergement dans des hôtels, motels et auberges, à l'exclusion de la location de logements pour des séjours de longue durée et de l'exploitation de logements en multipropriété, et le groupe 55.2, qui recouvre les installations de camping et d'autres lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée tels que les chalets ou fermes de vacances sans assistance à la restauration.

Les services liés aux voyages sont assurés par des entreprises qui organisent le transport, l'hébergement et la restauration des voyageurs. Le groupe 63.3 de la NACE englobe l'offre d'informations et de conseils en matière de voyages et la planification de ceux-ci, l'organisation de voyages personnalisés ainsi que de l'hébergement et du transport de voyageurs et de touristes, la délivrance de billets, la vente de voyages organisés et les activités des voyagistes et des accompagnateurs de voyage.



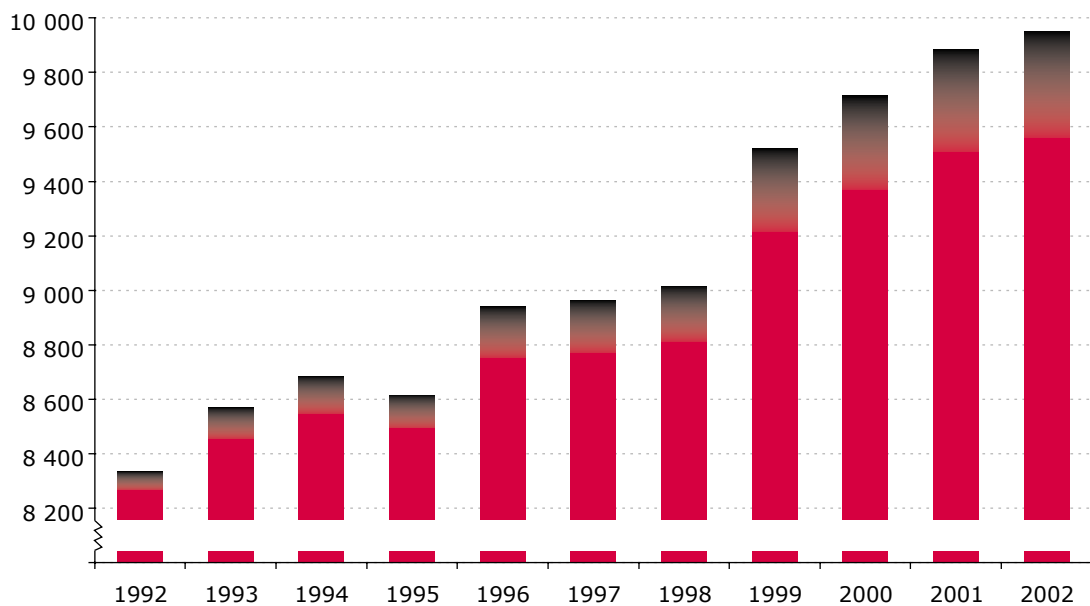
### Établissements d'hébergement en 2002



Le nombre de lits d'un établissement correspond au nombre de personnes hébergeables par l'établissement, sans tenir compte des lits supplémentaires qui peuvent être ajoutés à la demande du client. Les autres établissements d'hébergement collectif comprennent les logements de vacances, les campings, les auberges de jeunesse, les dortoirs pour touristes, l'hébergement de groupes, les dortoirs scolaires et les hébergements similaires.

### Nombre de lits dans les hôtels et établissements similaires dans l'EU-15

En milliers



1992 et 1993: valeurs estimées.



### Touristes En milliers

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Belgique	:	:	5 216	:	4 364	3 430	:	3 517	3 476
Danemark	:	:	3 180	2 944	2 706	2 903	3 307	2 711	2 671
Allemagne	:	:	:	56 700	62 800	50 700	53 490	55 236	46 665(p)
Estonie	:	:	:	:	:	:	:	:	295
Grèce	3 334	3 449	6 878	5 813	5 160	2 320	:	:	:
Espagne	:	:	:	:	:	21 658	27 988	15 930	17 825
France	:	:	:	29 088	29 011	28 992	28 556	28 573	:
Irlande	:	:	:	:	2 291	:	:	:	27 569
Italie	:	:	:	22 719	21 965	21 508	22 834	23 730	24 199
Luxembourg	:	:	:	340	387	396	412	425	430
Pays-Bas	:	:	:	:	8 801	8 835	8 768	8 841	8 892
Autriche	:	:	3 116	:	3 132	3 214	3 605	3 479	3 104
Portugal	:	:	:	:	:	2 657	2 626	2 863	2 875
Finlande	2 114	2 066	1 970	2 241	2 114	2 156	2 216	2 297	2 308
Suède	:	:	:	5 624	:	:	:	:	:
Royaume-Uni	:	:	27 540	28 070	35 410	29 010	21 609	21 703	30 690
Norvège	:	:	:	:	:	2 551	2 525	2 568	2 527

Nombre de touristes (résidents) séjournant au moins une nuit en hébergement collectif ou privé dans la région et/ou le pays visités.

### Nuitées passées dans des hôtels et établissements assimilés : nuitées de résidents En milliers

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-15	:	:	:	587 164	587 074	601 624	608 823	660 744	733 539	:	:	:
Zone euro	:	:	:	468 230	467 128	474 129	494 718	533 658	559 698	:	:	:
Belgique	2 593	2 648	2861	3 054	3 140	3 338	3 498	3 652	4 045	4 057	4 091	4 062(p)
République tchèque	3 773	4 103	5386	6 952	9 908	10 737	9 919	10 608	12 358	8 515(p)	10 476(p)	9 779(p)
Danemark	5 378	5 655	6038	3 908	4 200	4 171	4 339	4 417	4 599	4 589	4 743	4 631
Allemagne	146 118	142 491	141307	145 147	144 747	144 497	147 274	154 419	163 429	164 197	157 391	156 673(p)
Estonie	:	188	282	325	292	333	413	439	459	489	450	536(p)
Grèce	12 001	11 931	11701	11 908	12 178	13 609	13 029	13 477	13 656	:	:	:
Espagne	54 363	54 971	56876	58 281	58 043	61 298	66 552	81 504	83 382	85 261	86 549	91 037(p)
France	91 604	90 160	89501	90 349	90 721	92 666	96 696	108 774	114 059	115 576	114 454	115 559(p)
Irlande	:	:	:	6 698	5 647	5 583	6 667	6 938	6 786	7 792	7 395(s)	:
Italie	129 000	122 000	124943	123 467	122 918	122 223	126 178	128 238	136 392	138 559	133 295	134 708(p)
Chypre	294	391	356	346	480	524	570	585	597	727	868	:
Lettonie	:	:	:	600	544	580	551	583	669	638	674	666(p)
Lituanie	:	371	363	331	293	322	364	319	303	293	331	:
Luxembourg	105	118	97	89	91	83	81	67	67	72	78	80
Hongrie	:	3 213	3853	3 972	4 135	4 334	4 714	5 196	5 479	5 321	5 574	:
Malte	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Pays-Bas	6 787	7 640	7912	8 798	9 074	10 739	12 622	13 829	14 027	13 608	13 593	:
Autriche	16 162	15 954	16090	16 302	15 892	16 088	16 491	17 241	18 031	18 468	18 356	18 667
Pologne	5 097	:	:	4 038	4 633	9 359	10 169	7 674	9 353	8 297	8 382	8 813(p)
Portugal	7 437	7 424	7361	7 580	8 101	8 499	9 164	9 397	9 693	9 985	9 983	10 409(p)
Slovénie	1 844	2 016	2019	2 066	2 004	1 787	1 728	1 852	1 860	1 715	1 714	1 725
Slovaquie	1 713	1 460	2038	2 180	3 103	2 205	2 830	2 997	2 843	2 953	3 953	3 796(p)
Finlande	7 539	7 686	7943	8 464	8 755	9 115	9 494	9 600	9 786	9 882	9 552	9 511(p)
Suède	11 345	11 890	13898	14 771	14 668	14 815	15 643	16 192	16 586	16 737	16 143	16 253(p)
Royaume-Uni	77 978	73 407	81381	88 346	88 900	94 900	81 093	93 000	139 000	134 420	130 560	126 780(p)
Islande	226	217	229	246	260	290	309	321	291	274	290	:
Liechtenstein	1	1	1	1	2	3	3	3	3	3	2	:
Norvège	9 023	9 447	9643	9 862	10 261	10 680	11 252	11 319	11 398	11 599	11 482	11 262

Une nuit passée par un résident ou un non-résident (nuitée) correspond à chaque nuit passée par un hôte (qu'il dorme ou qu'il séjourne) ou à chaque nuit où il est enregistré (sa présence physique n'est pas nécessaire) dans un hôtel ou un établissement similaire.

**Nuitées passées dans des hôtels et établissements assimilés :  
nuitées de non-résidents**  
En milliers

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-15	:	:	494 067	477 215	481 892	500 542	516 665	567 992	582 767	:	:	:
Zone euro	:	:	365 962	376 451	380 873	393 418	413 575	462 139	478 367	:	:	:
Belgique	7 415	7 324	7 879	7 900	8 695	9 267	9 483	9 749	10 184	10 011	10 410	10 176(p)
République tchèque	4 815	5 562	6 597	8 386	10 858	11 726	11 547	11 921	12 811	13 647(p)	13 327(p)	13 688(p)
Danemark	6 178	5 913	5 932	4 146	4 473	4 505	4 462	4 350	4 611	4 551	4 483	4 507
Allemagne	28 378	26 069	26 368	27 184	27 435	28 608	29 735	30 913	34 641	32 876	32 580	33 294(p)
Estonie	:	506	573	608	693	835	926	1 045	1 253	1 423	1 887	2 027(p)
Grèce	36 900	36 547	40 331	37 474	35 102	40 220	38 354	41 408	41 979	:	:	:
Espagne	77 341	83 132	97 792	101 000	100 000	105 435	111 803	149 036	143 762	143 421	136 122	13 6834(p)
France	59 635	55 454	57 143	54 339	54 994	60 624	66 330	71 768	77 014	75 652	77 602	69 338(p)
Irlande	9 333	9 556	10 018	11 348	12 978	13 220	13 712	14 327	17 374	17 475	17 321	:
Italie	63 415	64 574	76 173	84 566	87 905	85 377	87 192	90 236	97 221	100 322	97 837	93 567(p)
Chypre	14 114	12 192	14 265	14 181	12 689	13 148	14 430	16 110	16 790	18 066	15 235	:
Lettonie	:	:	637	662	675	744	725	718	691	837	:	954(p)
Lituanie	:	714	474	418	492	536	639	600	579	672	719	:
Luxembourg	1 007	1 065	1 017	1 051	947	1 026	1 089	1 163	1 196	1 174	1 167	1 144
Hongrie	:	6 387	6 887	6 894	7 449	7 619	7 714	7 539	8 062	8 405	8 260	:
Malte	8 030	8 230	8 600	7 632	7 328	7 694	8 079	8 235	7 016	7 475	:	:
Pays-Bas	8 424	7 973	8 733	9 581	9 923	12 444	14 262	15 224	15 695	14 955	14 922	:
Autriche	64 189	61 996	59 126	56 198	55 126	53 396	53 503	53 123	53 617	54 086	55 167	55 200
Pologne	4 581	:	:	3 161	3 391	5 595	5 325	3 973	4 945	4 918	4 999	5 450(p)
Portugal	17 877	16 176	18 785	20 357	19 962	20 851	23 241	23 331	24 102	23 578	22 437	23 349(p)
Slovénie	1 697	1 706	2 089	2 059	2 167	2 500	2 478	2 267	2 758	2 879	3 049	3 166
Slovaquie	884	1 327	1 836	2 340	2 446	2 144	2 401	2 557	2 761	3 101	3 572	3 560(p)
Finlande	2 243	2 503	2 928	2 926	2 907	3 171	3 226	3 271	3 562	3 675	3 721	3 707(p)
Suède	2 804	2 984	3 320	3 694	3 930	4 051	4 409	4 516	4 679	4 927	4 868	4 847(p)
Royaume-Uni	66 284	71 033	78 522	55 451	57 514	58 347	55 865	55 580	53 131	49 781	48 377	51 704(p)
Islande	437	444	516	598	636	702	791	862	895	907	970	:
Liechtenstein	147	133	128	127	118	117	120	122	131	120	106	:
Norvège	4 275	4 557	5 041	4 985	5 050	5 039	5 168	5 208	4 967	4 817	4 706	4 375

Une nuit passée par un résident ou un non-résident (nuitée) correspond à chaque nuit passée par un hôte (qu'il dorme ou qu'il séjourne) ou à chaque nuit où il est enregistré (sa présence physique n'est pas nécessaire) dans un hôtel ou un établissement similaire.



# L'énergie

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Données annuelles sur le pétrole brut, les produits pétroliers, le gaz naturel, l'électricité, les combustibles solides et les sources d'énergies renouvelables, couvrant la totalité des postes des bilans énergétiques, de l'approvisionnement à la consommation finale d'énergie en passant par la transformation, par secteur et par type de combustible
- Données mensuelles sur le pétrole brut, les produits pétroliers, le gaz naturel, l'électricité et les combustibles solides, couvrant principalement l'aspect de l'approvisionnement
- Données semestrielles sur les prix de l'électricité et du gaz naturel pour les utilisateurs industriels finals ainsi que pour les ménages; données sur le prix à la pompe du supercarburant sans plomb 95 RON et du carburant diesel
- Indicateurs énergétiques sélectionnés parmi des séries majeures, tels que les «indicateurs structurels» et les «euro-indicateurs»

## L'énergie dans la vie quotidienne

L'énergie est le «moteur» de l'industrie, des transports et du chauffage. Il n'y a pratiquement pas un aspect de la vie quotidienne qui, d'une façon ou d'une autre, ne fasse appel à l'utilisation d'énergie. Les pénuries d'énergie et les fluctuations de son prix ont des répercussions sur l'ensemble de l'économie. Notre façon d'utiliser l'énergie a un impact considérable sur la qualité de l'environnement. C'est pourquoi la politique énergétique est une des priorités de l'Union européenne.

Les principaux défis auxquels l'Union se trouve confrontée dans le domaine de l'énergie sont les suivants:

- la dépendance importante à l'égard des fournitures extérieures, l'Union européenne ne produisant qu'environ la moitié de l'énergie qu'elle consomme (sécurité d'approvisionnement);
- le besoin croissant de garantir la compétitivité des prix de l'énergie dans le contexte de la globalisation des économies, notamment par la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz et la création de réseaux d'énergie transeuropéens (libéralisation des industries de réseau);
- le besoin pressant de faire en sorte que le secteur énergé-

tique soit plus compatible avec les objectifs environnementaux, en particulier à la lumière des engagements pris par l'Union européenne dans le cadre du protocole de Kyoto (changements climatiques).

## Observation de la consommation d'énergie

Afin de répondre aux besoins croissants de contrôle de la consommation d'énergie et de quantifier les éléments qui influencent les politiques de l'énergie, Eurostat a préparé un système cohérent et harmonisé de statistiques de l'énergie.

L'annuaire Eurostat présente une sélection représentative de tableaux et diagrammes don-



nant un aperçu du large éventail des statistiques de l'énergie.

### Couverture des données de l'annuaire Eurostat

Les données annuelles couvrent généralement les vingt-cinq États membres de l'Union, l'Is-

lande et la Norvège, pays de l'Espace économique européen, et les pays candidats (Bulgarie, Roumanie et Turquie), avec des séries chronologiques remontant jusqu'en 1985 (jusqu'en 1990 seulement pour certains nouveaux États membres et pays candidats).

La même couverture géographique s'applique aux données mensuelles de quantités.

#### Production totale d'énergie primaire En milliers de tep

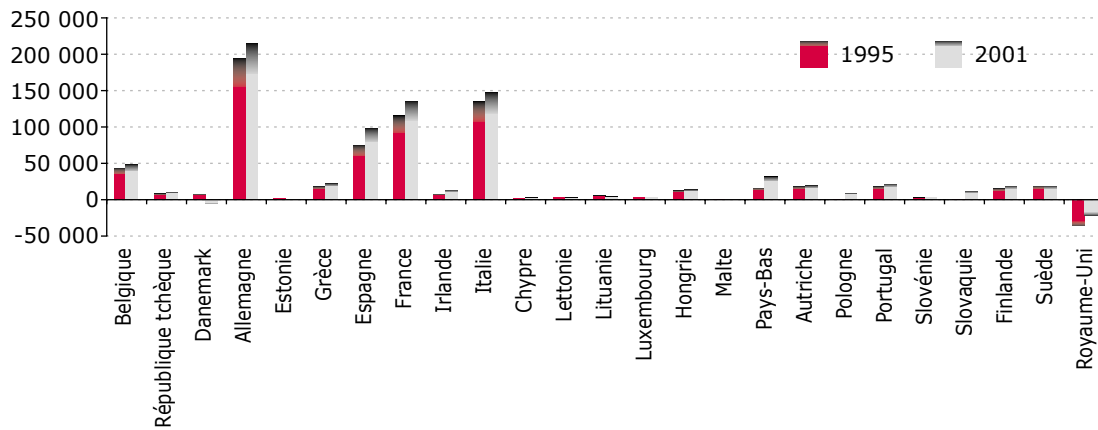
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-25	874 199	867 633	858 721	865 621	875 301	891 770	921 990	912 762	892 473	899 809	891 762	892 826
EU-15	705 353	705 923	700 817	707 200	720 409	734 696	760 426	754 225	748 021	762 043	756 118	753 890
Zone euro	451 168	442 869	438 399	436 234	426 658	428 806	439 671	430 474	415 696	418 803	420 123	435 284
Belgique	11 971	11 753	11 531	10 948	10 706	10 939	11 275	12 552	12 033	13 274	13 065	12 637
République tchèque	38 321	36 301	35 538	35 017	32 475	31 477	32 184	32 308	30 421	27 619	29 452	30 090
Danemark	10 673	12 524	13 527	14 500	15 218	15 741	17 689	20 172	20 322	23 697	27 607	27 025
Allemagne	185 839	164 921	159 669	148 137	141 338	140 233	138 328	138 377	131 597	134 535	132 095	131 363
Estonie	5 470	4 825	4 515	3 346	3 476	3 350	3 720	3 632	3 243	2 976	3 168	3 420
Grèce	9 152	9 060	8 972	8 797	9 146	9 702	10 136	9 924	10 038	9 463	9 946	9 942
Espagne	33 648	33 347	32 293	32 156	31 903	31 207	31 962	30 651	31 289	30 305	31 245	32 860
France	107 996	114 387	114 777	121 873	119 324	122 699	125 632	123 910	120 716	122 845	130 561	131 293
Irlande	3 474	3 294	3 082	3 470	3 628	4 256	3 614	2 843	2 479	2 611	2 111	1 730
Italie	25 463	26 096	27 313	28 378	29 617	29 273	30 137	30 220	30 058	28 914	26 780	25 649
Chypre	6	6	6	5	12	12	11	9	9	44	45	44
Lettonie	437	341	298	314	373	318	238	332	383	1 497	1 259	1 718
Lituanie	4 482	4 526	3 982	3 363	2 202	3 288	3 834	3 387	4 434	3 482	3 161	4 118
Luxembourg	47	46	48	47	51	47	40	47	50	46	57	50
Hongrie	13 638	13 390	12 834	12 633	12 380	12 844	12 632	12 281	11 467	11 378	11 127	10 751
Malte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	60 257	67 117	67 054	68 209	66 111	65 909	73 717	65 520	62 684	59 209	56 912	60 634
Autriche	7 928	8 150	8 325	8 566	8 173	8 492	8 370	8 502	8 629	9 255	9 380	10 165
Pologne	98 460	94 699	93 328	96 359	96 086	97 990	101 318	99 081	86 775	82 829	78 441	79 362
Portugal	2 808	2 774	2 302	2 629	2 819	2 602	3 157	3 045	3 036	2 656	3 109	3 895
Slovénie	2 902	2 928	3 038	2 870	2 968	3 020	2 963	2 962	3 036	2 861	3 036	3 105
Slovaquie	5 130	4 694	4 365	4 513	4 919	4 776	4 663	4 546	4 683	5 078	5 953	6 327
Finlande	11 737	10 984	12 005	11 821	12 989	13 150	13 440	14 805	13 125	15 153	14 809	15 065
Suède	29 723	31 476	29 252	29 129	30 907	31 512	31 637	32 170	33 178	33 257	30 144	33 685
Royaume-Uni	204 637	209 994	210 666	218 540	238 480	248 934	261 292	261 484	268 787	276 823	268 299	257 896
Islande	1 456	1 359	1 369	1 404	1 369	1 390	1 616	1 682	1 814	2 191	2 306	2 451
Norvège	120 053	130 405	146 355	154 070	170 114	181 635	207 610	212 181	206 141	209 145	224 491	227 959

La production primaire correspond à tout type d'extraction de produits énergétiques d'une source naturelle sous une forme utilisable. Il y a production primaire lorsque les ressources naturelles sont exploitées, par exemple dans les mines de charbon, dans les champs de pétrole, dans les centrales hydroélectriques ou lors de la fabrication de biofuels. La transformation d'énergie d'une forme en une autre, comme la production d'électricité ou de chaleur dans des centrales thermiques ou la production de coke dans des cokeries, n'est pas considérée comme une production primaire.



## Importations nettes d'énergie primaire

En milliers de tep

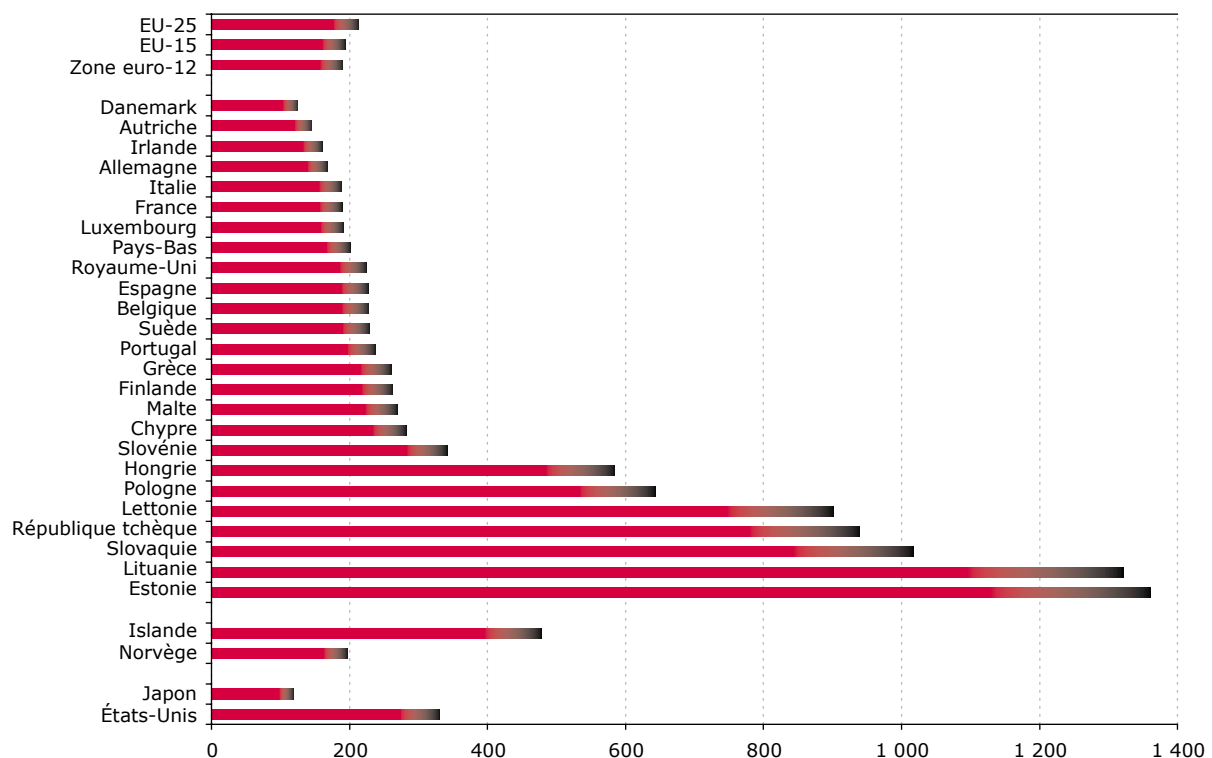


Les importations nettes sont les importations diminuées des exportations. Les importations représentent toutes les quantités entrant dans le territoire national, à l'exclusion des quantités en transit (notamment dans les gazoducs et les oléoducs). L'énergie électrique est une exception et son transit est toujours enregistré dans le commerce extérieur. De la même façon, les exportations couvrent toutes les quantités exportées du territoire national.

La Norvège avait des exportations nettes de l'énergie primaire : 157 mio. tep (1995) ; 202 mio. tep (2001).

## Intensité énergétique de l'économie en 2001

En kgep pour 1 000 EUR

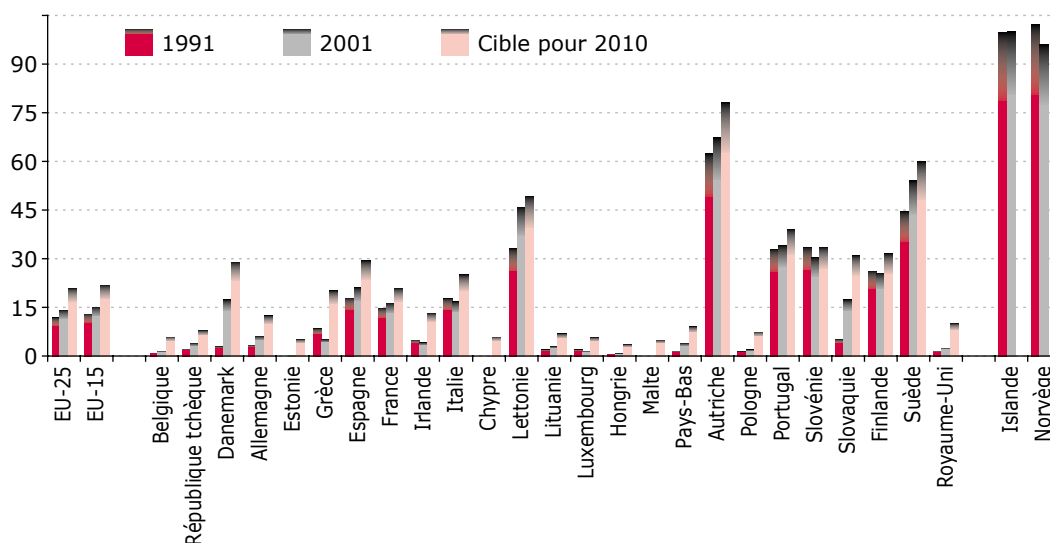


EU-25, EU-15, EUR-12, Allemagne, Espagne, Italie et Pays-Bas: valeurs provisoires.

Cet indicateur est le ratio entre la consommation intérieure brute d'énergie et le PIB calculé pour une année civile. Il mesure la consommation d'énergie d'une économie et son efficacité énergétique globale. La consommation intérieure brute d'énergie est calculée comme la somme de la consommation intérieure brute de cinq types d'énergie: charbon, électricité, pétrole, gaz naturel et sources d'énergies renouvelables. Les chiffres du PIB sont considérés à prix constants pour éviter l'impact de l'inflation, l'année de base étant 1995 (SEC 1995). Le taux d'intensité énergétique est le résultat de la division de la consommation intérieure brute par le PIB. Comme la consommation intérieure brute est mesurée en kilogrammes-équivalent pétrole (kgep) et le PIB en milliers d'euros, ce taux est mesuré en kilogrammes-équivalent pétrole par millier d'euros.

### Part de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables

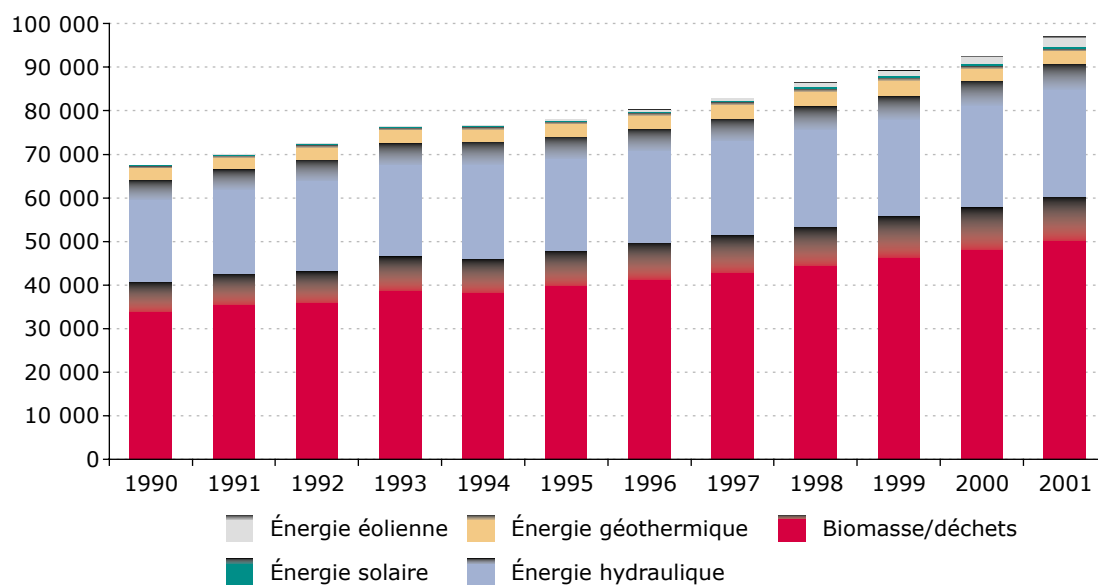
Y compris les cibles indicatives pour 2001, en %



Cet indicateur est le ratio entre l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables et la consommation nationale brute d'électricité calculée pour une année civile. Il mesure la contribution de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables dans la consommation nationale d'électricité. L'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables comprend la production d'électricité à partir de centrales hydrauliques (à l'exclusion du pompage), de l'énergie éolienne, de l'énergie solaire, de l'énergie géothermique et de la biomasse/des déchets. La consommation nationale brute d'électricité comprend la production nationale brute totale d'électricité à partir de tous les combustibles (y compris l'autoproduction) plus les importations et moins les exportations d'électricité.

### Production primaire d'énergie renouvelable: biomasse, énergie hydroélectrique, énergie géothermique, énergie éolienne et énergie solaire dans l'EU-25

En milliers de tep

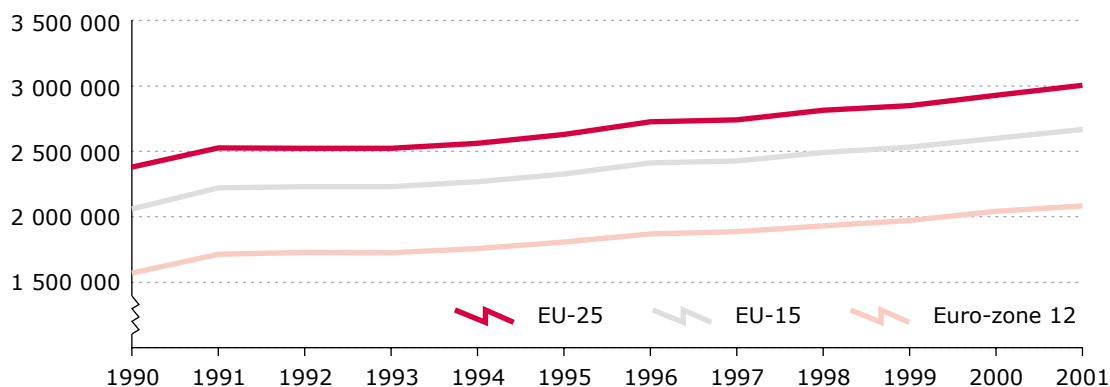


La production primaire : la biomasse, hydroélectriques (l'électricité produite par des installation de pompage et de stockage n'est pas incluse), énergie géothermique, énergie du vent, énergie solaire.



### Production brute totale d'électricité

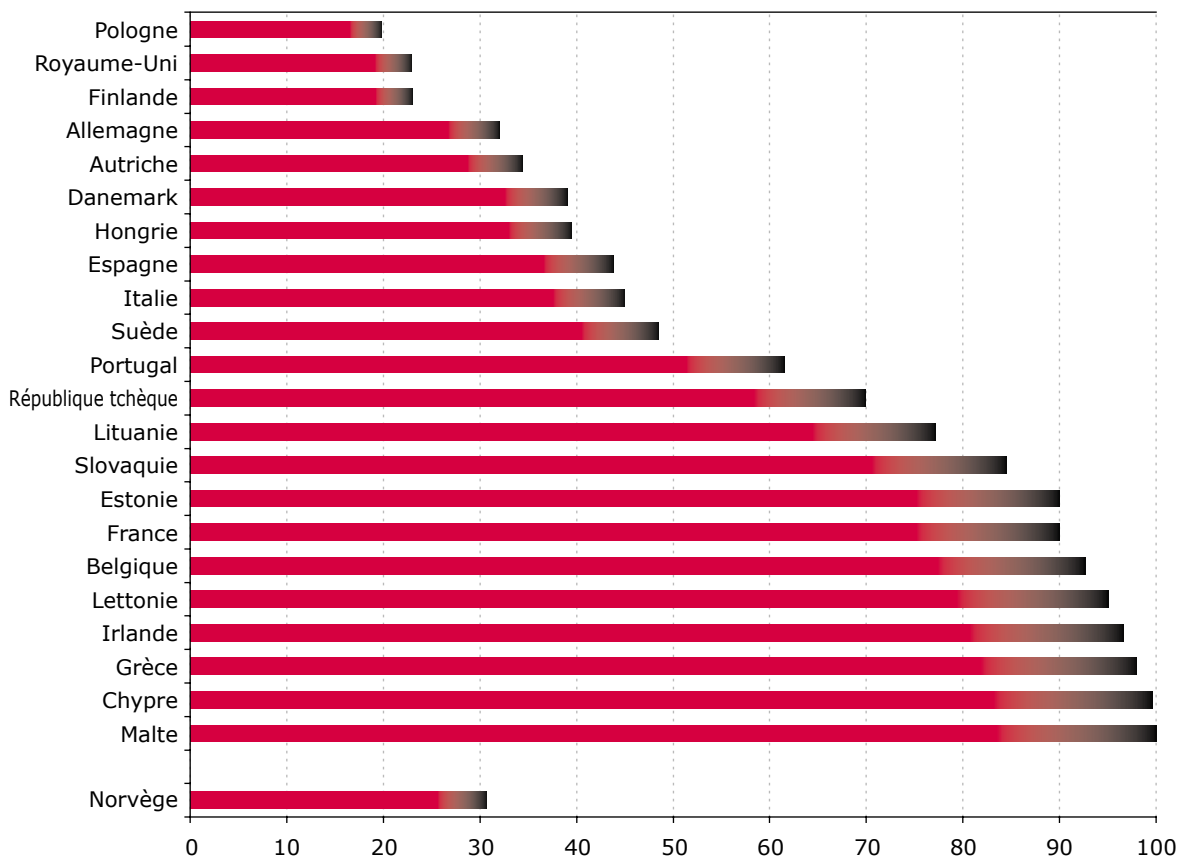
En GWh



La production totale brute d'électricité couvre la production brute d'électricité pour tous les types de centrales confondus. La production brute d'électricité au niveau des centrales est définie comme l'électricité mesurée à la sortie des transformateurs principaux, c'est-à-dire qu'elle inclut la consommation d'électricité des installations auxiliaires et des transformateurs.

### Part de marché du plus grand producteur d'électricité en 2001

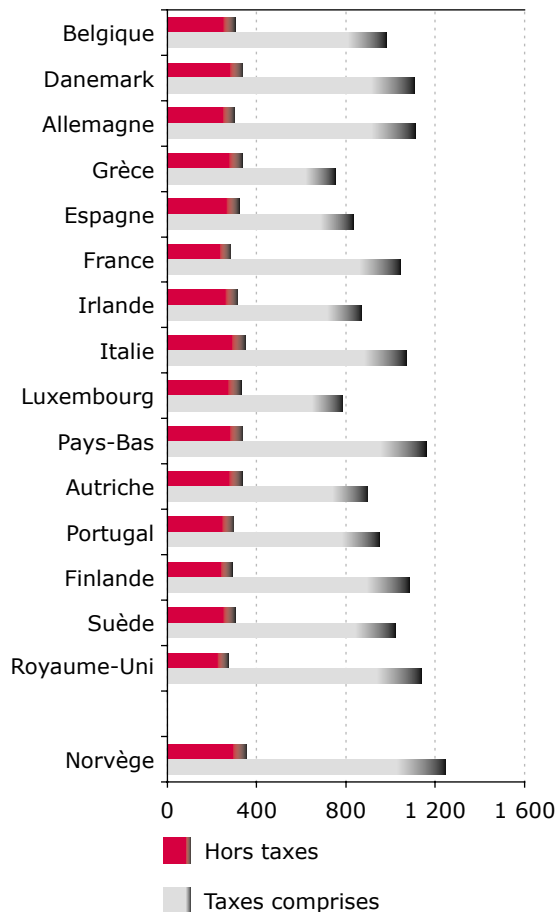
En %



Le présent indicateur montre la part de marché du plus grand producteur d'électricité de chaque pays. Pour calculer cet indicateur, on prend en considération la production nette totale d'électricité au cours de chacune des périodes de référence. L'électricité consommée par les producteurs pour leur propre usage n'est donc pas prise en compte. Pour calculer les parts de marché correspondantes, on prend alors la production nette de chaque producteur au cours de l'année en question. Seule la part de marché la plus importante est communiquée au titre du présent indicateur.

### Prix de l'essence sans plomb 95 RON, en janvier 2003

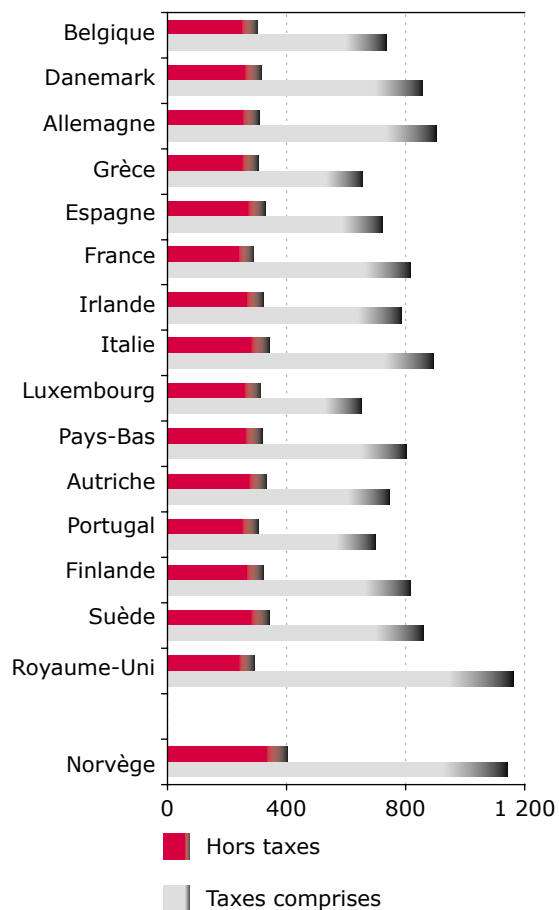
En EUR pour 1 000 litres



Cet indicateur présente les prix moyens à la consommation de l'essence sans plomb (euro-super 95) à la pompe. Les prix sont communiqués par les États membres à la DG Énergie et transports de la Commission comme étant les plus fréquemment pratiqués au quinzième jour de chaque mois.

### Prix du gasoil en janvier 2003

En EUR pour 1 000 litres



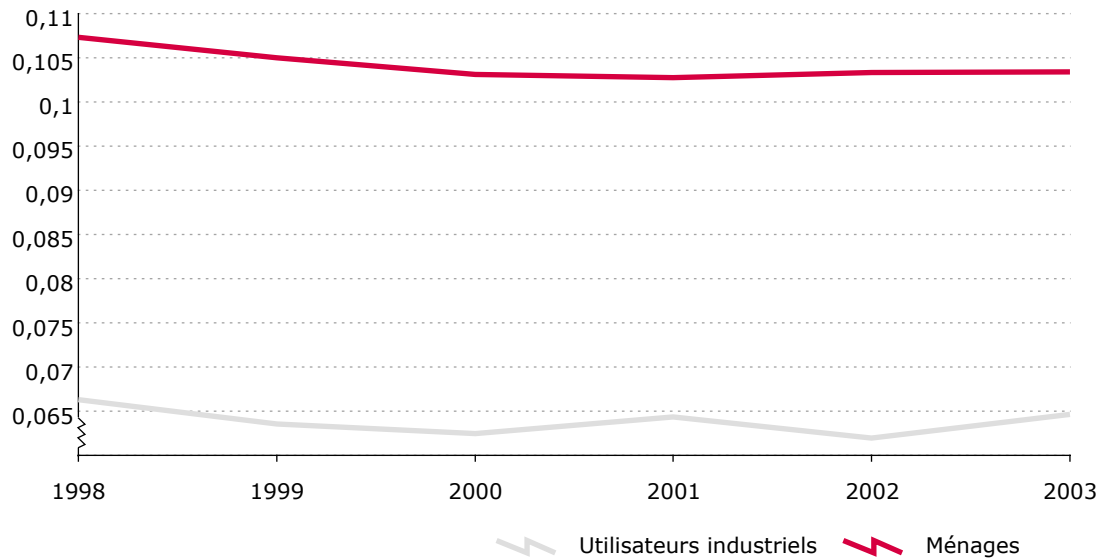
Cet indicateur présente les prix moyens à la consommation du gasoil routier à la pompe. Les prix sont communiqués par les États membres à la DG Énergie et transports comme étant les plus fréquemment pratiqués au quinzième jour de chaque mois.





### Prix de l'électricité dans l'EU-15

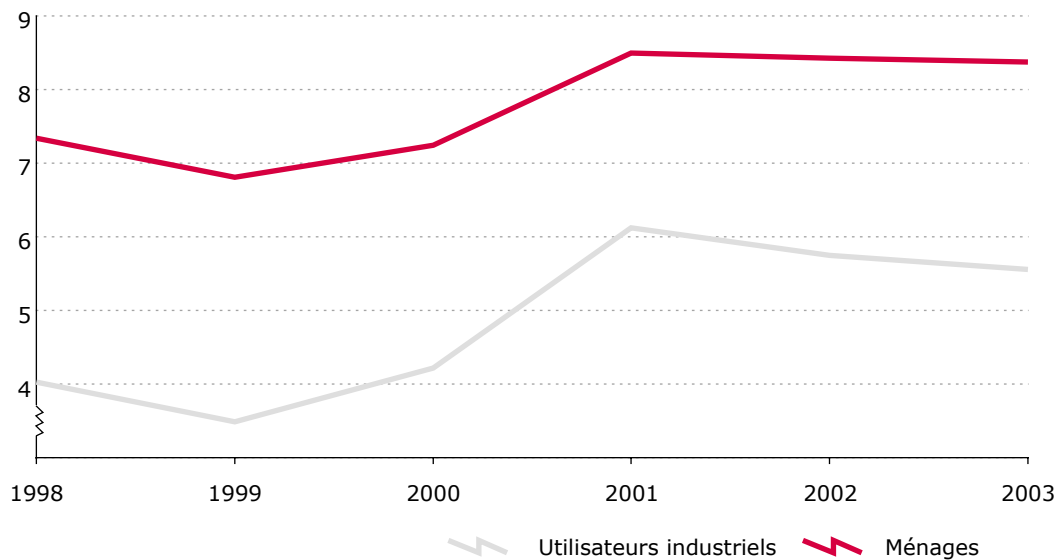
En EUR/kWh



Cet indicateur présente les prix de l'électricité facturés aux consommateurs finals industriels qui sont définis de la façon suivante: consommation annuelle de 2 000 MWh, puissance maximale de 500 kW et charge annuelle de 4 000 heures. Les prix sont donnés en euros (hors taxes) par kilowattheure (kWh) et sont ceux applicables au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Cet indicateur présente les prix de l'électricité facturés aux consommateurs finals domestiques qui sont définis de la façon suivante: consommation annuelle de 3 500 kWh, dont 1 300 kWh de nuit (habitation standard de 90 m<sup>2</sup>). Les prix sont donnés en euros (hors taxes) par kilowattheure et sont ceux applicables au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

### Prix du gaz dans l'EU-15

En EUR/kWh



Cet indicateur présente les prix du gaz naturel facturés aux consommateurs finals industriels qui sont définis de la façon suivante: consommation annuelle de 41 860 GJ et facteur de charge de 200 jours (1 600 heures). Les prix sont donnés en euros (hors taxes) par gigajoule (GJ) et sont ceux applicables au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Cet indicateur présente les prix du gaz naturel facturés aux consommateurs finals domestiques qui sont définis de la façon suivante: consommation annuelle de 83,7 GJ (équipement: cuisine, eau chaude et chauffage central). Les prix sont donnés en euros (hors taxes) par gigajoule et sont ceux applicables au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.



**Consommation finale d'énergie**

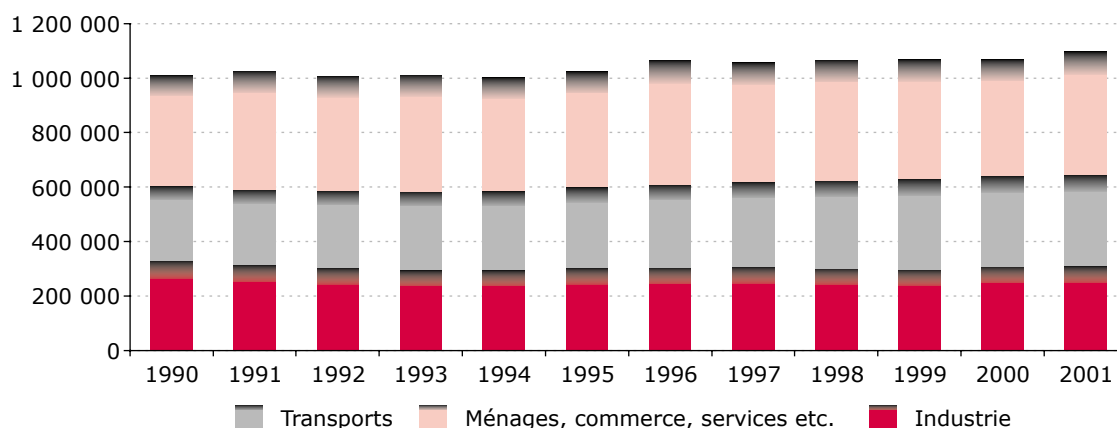
En milliers de tep

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-25	1 010 461	1 026 233	1 008 238	1 012 878	1 002 802	1 023 738	1 065 933	1 056 723	1 067 033(p)	1 069 111(p)	1 068 813(p)	1 096 888(p)
EU-15	858 585	879 771	873 496	880 850	874 519	895 915	933 634	926 089	942 185(p)	947 205(p)	950 157(p)	972 739(p)
Zone euro	662 677	678 932	673 960	676 526	669 547	689 254	716 796	712 211	726 385(p)	729 154(p)	731 734(p)	771 867(p)
Belgique	31 277	33 030	33 769	33 102	33 889	34 489	36 383	36 529	37 092	36 931	36 922	37 211
République tchèque	36 626	31 835	30 357	27 278	26 168	25 395	25 597	25 550	24 310	23 139	24 079	24 073
Danemark	13 796	14 115	13 990	14 441	14 395	14 729	15 319	14 941	14 984	14 912	14 560	14 992
Allemagne	227 142	224 161	218 413	219 341	215 457	222 342	230 895	226 131	224 450(p)	219 934(p)	213 270(p)	215 174(p)
Estonie	6 002	5 704	3 587	3 066	3 029	2 648	2 895	2 962	2 609	2 355	2 362	2 516
Grèce	14 534	14 701	14 956	15 206	15 349	15 811	16 870	17 257	18 159	18 157	18 508	19 112
Espagne	56 647	60 081	59 952	59 365	62 279	63 536	65 259	67 986	71 750	74 378	79 411(p)	83 221
France	136 003	142 477	143 103	143 430	137 481	141 243	148 621	145 654	150 829	150 760(p)	151 564	158 622
Irlande	7 113	7 096	7 155	7 207	7 795	7 748	8 266	8 658	9 306	9 858	10 463	10 675
Italie	107 096	110 007	110 311	110 446	108 845	113 695	114 401	115 309	118 622	122 998	123 036	125 990
Chypre	1 271	1 120	1 289	1 303	1 345	1 387	1 436	1 439	1 508	1 575	1 644	1 689
Lettonie	3 046	5 363	4 280	3 749	3 324	2 843	3 117	2 930	2 688	2 755	2 911(p)	3 640
Lituanie	9 865	9 307	6 098	4 898	4 566	4 357	4 124	4 050	4 450	3 996	3 640	3 778
Luxembourg	3 325	3 561	3 552	3 618	3 551	3 148	3 235	3 224	3 183	3 341	3 544	3 689
Hongrie	18 758	17 662	15 389	15 296	15 161	15 161	15 869	15 165	15 274	15 853	15 798	16 388
Malte	332	387	399	423	418	435	505	548	529	551	522(p)	445
Pays-Bas	42 632	45 566	44 853	46 474	45 761	47 431	51 413	49 103	49 307	48 470	49 745	50 775
Autriche	18 599	20 103	19 573	19 757	19 405	20 353	21 982	21 581	22 251	21 864	22 287	24 590
Pologne	59 554	60 041	59 015	64 306	61 902	63 414	66 199	65 277	60 377	58 843	55 573	56 196
Portugal	11 208	11 648	12 040	12 172	12 759	13 042	13 863	14 550	15 421	15 982	16 937	18 069
Slovénie	3 368	3 330	3 288	3 577	3 756	3 940	4 359	4 470	4 272	4 352	4 523	4 526
Slovaquie	13 053	11 714	11 039	8 132	8 613	8 242	8 198	8 242	8 832	8 486	7 605	10 898
Finlande	21 634	21 203	21 238	21 613	22 325	22 227	22 478	23 484	24 172	24 637	24 555	24 739
Suède	30 514	30 830	30 746	32 406	32 966	33 685	34 621	34 143	34 215	34 065	34 534	33 134
Royaume-Uni	137 064	141 193	139 844	142 269	142 261	142 436	150 028	147 536	148 443	150 917	150 821	152 746
Islande	1 602	1 564	1 607	1 662	1 662	1 660	1 726	1 753	1 819	1 953	2 057	2 113
Norvège	16 087	15 838	15 717	16 170	16 698	16 854	17 669	17 466	18 187	18 659	18 087	18 561

La consommation finale d'énergie représente l'ensemble de l'énergie livrée aux consommateurs finals (dans l'industrie, le transport, les ménages et d'autres secteurs), toutes utilisations confondues. Elle exclut les livraisons pour transformation et/ou l'autoconsommation des industries productrices d'énergie ainsi que les pertes de réseau.

**Consommation finale d'énergie dans l'EU-25**

En milliers de tep



La consommation finale d'énergie de l'industrie comprend tous les secteurs industriels, comme la sidérurgie, l'industrie chimique, les produits alimentaires, les boissons et le tabac, les textiles et le cuir, l'imprimerie, les pâtes et les papiers, etc., à l'exception de la transformation et/ou de l'autoconsommation des industries productrices d'énergie. La consommation finale d'énergie des transports représente la consommation de produits énergétiques de tous les modes de transport: rail, route, transport aérien national et international, navigation intérieure et cabotage, à l'exception du transport maritime. La consommation finale d'énergie des ménages, du commerce, des services, etc., représente l'ensemble des produits énergétiques consommés par les ménages, les petites industries, l'artisanat, le commerce, les organes administratifs, les services (à l'exception du transport), l'agriculture et la pêche.



## L'agriculture, la sylviculture et la pêche

L'agriculture 233-244

La sylviculture 245-246

La pêche 247-250

A large white number 7 is overlaid on a yellow map of Europe. The map shows the outlines of the European continent and surrounding islands. The number 7 is positioned in the center of the map, with its top horizontal bar extending to the right.



# L'agriculture

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Comptes économiques de l'agriculture
- Main-d'œuvre agricole
- Prix et indices des prix agricoles
- Structure des exploitations agricoles
- Utilisation des terres
- Production végétale
- Production animale
- Cheptel
- Bilans d'approvisionnement
- vergers et vignobles

## La politique agricole commune

La politique agricole commune (PAC) a dû s'adapter afin de répondre aux défis auxquels elle a été confrontée au fil des années: au départ, elle s'est attachée à assurer un niveau de vie correct pour la communauté agricole et la sécurité d'approvisionnement à des prix abordables, puis elle a dû contrôler des déséquilibres quantitatifs. Elle suit actuellement une nouvelle approche fondée sur la combinaison d'un abaissement des prix institutionnels et du versement de montants compensatoires.

## Collecte de données

Effectuée environ tous les deux ans dans l'ensemble de l'UE, l'enquête sur la structure des exploitations agricoles a pour principal objectif de mesurer la taille (aussi bien physique qu'économique) de ces dernières. La dernière enquête pour laquelle on dispose de la totalité des chiffres a été effectuée en 1999-2000.

L'enquête fournit également des informations permettant de classer les exploitations agricoles en fonction du type de production. La marge brute standard (MBS) permet de mesurer différentes entreprises agricoles sur une base commune. Elle représente fondamentalement la différence entre la valeur de la production et certains coûts de production. Elle

est mesurée pour chaque type de production végétale et animale. Les exploitations agricoles spécialisées sont celles dont plus des deux tiers de la MBS sont réalisés dans une des catégories principales suivantes: horticulture, cultures permanentes, élevage de bétail herbivore ou granivore (porcs et volailles). Les exploitations agricoles non spécialisées ou mixtes sont celles dont moins des deux tiers de la MBS sont réalisés dans une des catégories principales susmentionnées.

La main-d'œuvre agricole est mesurée de deux manières. Dans l'enquête sur la structure des exploitations agricoles, la main-d'œuvre agricole inclut l'ensemble des personnes occupées dans les exploitations agricoles, y compris l'exploitant et sa famille. Le système européen de comptes économiques intégrés (SEC) définit la main-d'œuvre agricole comme étant l'emploi dans les activités agricoles.



## Production

Les céréales constituent, en volume, la principale production agricole de la Communauté. Étant devenue autosuffisante, l'UE exporte une part significative de sa production céréalière. Depuis 1993, la nouvelle PAC a aligné l'offre sur la demande en associant un système de subventions aux producteurs céréaliers à un programme obligatoire de mise en réserve de terres arables. L'UE est le premier producteur mondial de vin (plus de la moitié de la production totale). La majeure partie de la production est consommée en Europe, mais les échanges avec les autres continents (en particulier l'Amérique et l'Asie) suivent une courbe ascendante.

## Prix

L'indice des prix à la production couvre les ventes de produits végétaux et animaux (*output*) de l'agriculture au reste de l'économie. La part des produits végétaux et animaux dans le total des ventes de l'agriculture varie d'un État membre à l'autre. L'indice des prix d'achat couvre les achats de moyens de production agricole (*input*). Les indices sont calculés à partir des prix à la production, hors TVA. L'indice des prix agricoles peut être déflaté à partir de l'indice des prix à la consommation.

## Comptes économiques de l'agriculture

En vertu de la nouvelle méthodologie des comptes économiques de l'agriculture (CEA 97), la production agricole comprend toute la production (agricole) vendue par les unités agricoles, stockée dans les exploitations agricoles ou utilisée pour une transformation ultérieure par les producteurs agricoles. De plus, elle comprend les produits intraconsommés sur l'exploitation pour l'alimentation des animaux ainsi que la production pour compte propre de biens de capital fixe et la production destinée à la consommation propre des unités agricoles.

La valeur ajoutée brute aux prix de base est calculée en déduisant la consommation intermédiaire de la valeur de la production du secteur agricole (qui comprend, en plus de la production agricole, la production d'activités secondaires non agricoles inséparables de l'activité agricole principale). Par définition, l'indicateur du revenu agricole A est l'indice de revenu réel des facteurs dans l'agriculture, par unité de travail annuel. Cet indicateur correspond à la valeur ajoutée nette réelle au coût des facteurs de l'agriculture, par unité de travail annuel total. La valeur ajoutée nette au coût des facteurs est calculée en soustrayant la consommation de capital fixe de la valeur ajoutée brute aux prix de base et en ajoutant la valeur des (autres) subventions moins les impôts sur la production.

### Nombre d'exploitations agricoles

En milliers

	1990	1993	1995	1997	2000
EU-15	:	:	7 370	6 989	6 771
Belgique	85	76	71	67	62
Danemark	81	74	69	63	58
Allemagne	654	606	567	534	472
Grèce	850	819	802	821	817
Estonie	1 594	1 384	1 278	1 208	1 287
France	924	801	735	680	664
Irlande	171	159	153	148	142
Italie	2 665	2 488	2 482	2 315	2 154
Luxembourg	4	3	3	3	3
Pays-Bas	125	120	113	108	102
Autriche	:	:	222	210	199
Portugal	599	489	451	417	416
Finlande	:	:	101	91	81
Suède	:	:	89	90	81
Royaume-Uni	243	243	235	233	233

Les plus petites exploitations (moins de 1 % de l'activité agricole nationale) n'ont pas été prises en compte dans l'enquête.



### Main-d'œuvre agricole permanente

En milliers de personnes

	1990	1993	1995	1997	2000
EU-15	:	:	15 244	14 757	13 511
Belgique	141	132	122	117	107
Danemark	139	142	141	130	103
Allemagne	1 776	1 478	1 325	1 231	1 137
Grèce	1 543	1 774	1 567	1 596	1 431
Estonie	2 839	2 571	2 543	2 497	2 439
France	1 859	1 610	1 507	1 404	1 320
Irlande	313	320	293	282	258
Italie	5 287	4 762	4 773	4 601	3 964
Luxembourg	9	8	7	7	7
Pays-Bas	289	290	276	282	276
Autriche	:	:	547	513	527
Portugal	1 561	1 263	1 173	1 070	1 064
Finlande	:	:	232	224	184
Suède	:	:	164	169	157
Royaume-Uni	659	651	572	636	539

La main-d'œuvre inclut tout le monde (au-dessus de l'âge de la scolarité obligatoire) ayant travaillé sur l'exploitation et pour le compte de cette dernière au cours des douze derniers mois. On considère comme main-d'œuvre régulière tous les membres de la famille de l'exploitant travaillant sur l'exploitation (exploitant inclus).

### Main-d'œuvre agricole permanente féminine

En milliers de personnes

	1990	1993	1995	1997	2000
EU-15	:	:	5 601	5 436	4 976
Belgique	48	48	44	41	37
Danemark	41	40	38	37	0
Allemagne	647	534	466	429	416
Grèce	648	810	678	698	593
Estonie	900	786	769	757	784
France	658	560	520	476	434
Irlande	93	99	87	81	70
Italie	2 101	1 808	1 838	1 802	1 540
Luxembourg	4	3	3	2	2
Pays-Bas	86	89	87	94	92
Autriche	:	:	230	214	229
Portugal	728	588	548	502	499
Finlande	:	:	87	82	66
Suède	:	:	54	55	51
Royaume-Uni	199	193	153	168	161

La main-d'œuvre inclut tout le monde (au-dessus de l'âge de la scolarité obligatoire) ayant travaillé sur l'exploitation et pour le compte de cette dernière au cours des douze derniers mois. On considère comme main-d'œuvre régulière tous les membres de la famille de l'exploitant travaillant sur l'exploitation (exploitant inclus).

**Exploitants agricoles qui sont des personnes physiques**

En milliers de personnes

	1990	1993	1995	1997	2000
EU-15	:	:	7 269	6 869	6 486
Belgique	85	75	70	65	59
Danemark	81	73	68	63	57
Allemagne	646	600	561	518	440
Grèce	850	819	802	821	817
Estonie	1 568	1 354	1 241	1 168	1 236
France	910	786	718	662	538
Irlande	170	159	153	148	141
Italie	2 647	2 475	2 471	2 302	2 138
Luxembourg	4	3	3	3	3
Pays-Bas	122	116	110	104	95
Autriche	:	:	217	206	195
Portugal	594	484	445	411	409
Finlande	:	:	101	91	76
Suède	:	:	83	84	76
Royaume-Uni	227	228	225	223	206

L'exploitant agricole est la personne juridique ou physique qui bénéficie de l'activité agricole. Seuls les exploitants individuels sont pris en compte et non les exploitants d'un groupe d'exploitations.





### Exploitants agricoles de moins de 35 ans

En milliers de personnes

	1990	1993	1995	1997	2000
EU-15	:	:	571	522	528
Belgique	10	9	11	9	7
Danemark	9	7	7	7	5
Allemagne	101	103	98	86	73
Grèce	74	59	49	44	71
Estonie	113	88	77	69	111
France	121	104	92	79	53
Irlande	22	24	21	18	18
Italie	138	133	110	119	111
Luxembourg	0	0	0	0	0
Pays-Bas	11	12	10	7	6
Autriche	:	:	40	35	31
Portugal	40	23	19	15	17
Finlande	:	:	16	13	9
Suède	:	:	7	6	5
Royaume-Uni	17	15	14	13	11

L'exploitant agricole est la personne juridique ou physique qui bénéficie de l'activité agricole. Seuls les exploitants individuels sont pris en compte et non les exploitants d'un groupe d'exploitations.

### Exploitants agricoles de plus de 64 ans

En milliers de personnes

	1990	1993	1995	1997	2000
EU-15	:	:	2022	1950	1867
Belgique	17	16	12	12	12
Danemark	16	16	16	13	11
Allemagne	47	42	42	41	26
Grèce	216	241	249	281	253
Estonie	384	364	371	368	347
France	126	116	110	106	97
Irlande	39	32	33	32	28
Italie	851	851	912	828	826
Luxembourg	1	1	1	1	1
Pays-Bas	19	19	19	20	18
Autriche	:	:	21	21	20
Portugal	171	161	157	155	155
Finlande	:	:	7	5	5
Suède	:	:	18	18	16
Royaume-Uni	50	51	55	50	52



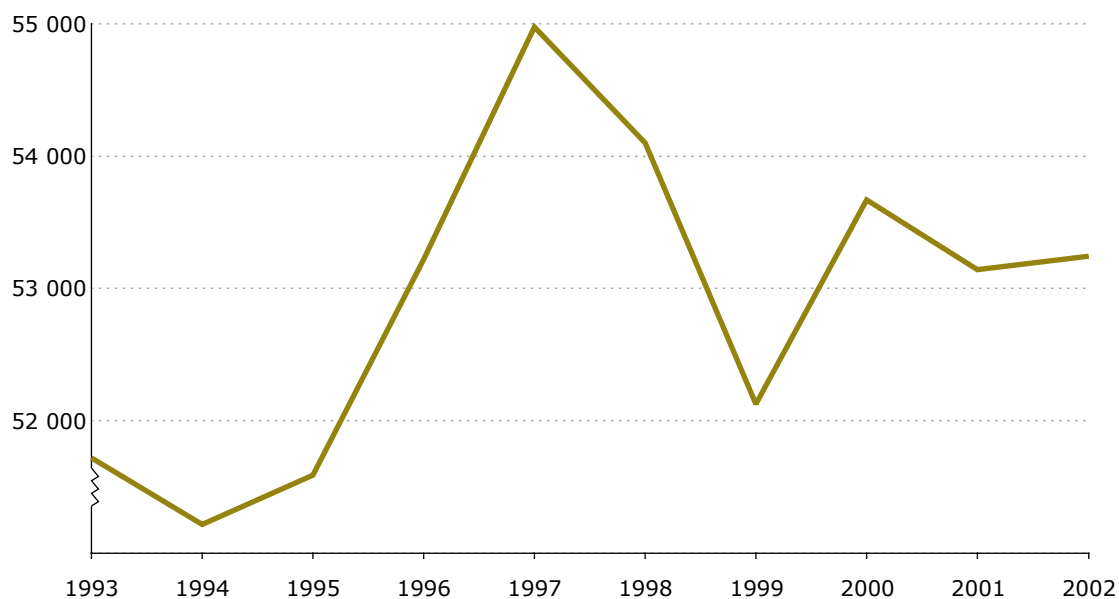
**Superficie en céréales**

En milliers d'hectares

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-25	51 719	51 218	51 589	53 220	54 977	54 100	52 126	53 671	53 141	53 242	:
EU-15	35 487	35 167	35 950	37 319	38 476	37 790	36 739	37 722	36 951	37 864	36 830
Zone euro	28 504	28 201	28 975	29 881	30 850	30 265	29 667	30 453	29 862	30 673	29 860
Belgique	312	309	309	295	301	320	282	314	287	310	308
République tchèque	1 607	1 660	1 580	1 586	1 686	1 678	1 591	1 650	1 624	1 562	1 460
Danemark	1 438	1 406	1 454	1 545	1 535	1 535	1 497	1 500	1 538	1 528	1 485
Allemagne	6 224	6 235	6 527	6 707	7 014	7 042	6 635	7 016	7 046	6 941	6 862
Estonie	375	320	304	289	327	354	321	329	274	259	268
Grèce	1 360	1 345	1 235	1 318	1 308	1 287	1 283	1 213	1 372	1 303	1 284
Espagne	6 426	6 490	6 693	6 767	6 988	6 632	6 696	6 807	6 437	6 728	6 565
France	8 500	8 121	8 246	8 783	9 140	9 153	8 842	9 075	8 936	9 328	8 953
Irlande	285	270	274	293	310	301	290	279	286	299	303
Italie	4 080	4 104	4 225	4 222	4 197	4 068	4 173	4 134	4 133	4 284	4 148
Chypre	69	64	61	60	43	59	59	51	56	58	58
Lettonie	694	486	408	446	483	466	416	420	444	415	429
Lituanie	1 268	1 195	1 027	1 079	1 162	1 108	1 013	980	936	918	864
Luxembourg	30	30	29	30	29	29	28	29	28	29	29
Hongrie	2 695	2 884	2 739	2 795	2 954	2 835	2 421	2 764	3 081	2 953	:
Malte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	187	195	199	206	207	211	190	226	236	233	234
Autriche	825	821	808	833	848	840	810	830	824	814	810
Pologne	8 579	8 481	8 571	8 720	8 899	8 844	8 701	8 814	8 820	8 294	8 163
Portugal	712	681	689	670	703	517	594	578	493	515	454
Slovénie	111	103	100	99	95	95	92	103	105	99	:
Slovaquie	835	860	848	828	853	871	774	838	851	820	:
Finlande	923	945	978	1 075	1 113	1 152	1 128	1 167	1 156	1 190	1 194
Suède	1 152	1 172	1 104	1 217	1 268	1 283	1 153	1 208	1 165	1 116	1 145
Royaume-Uni	3 033	3 043	3 181	3 359	3 515	3 420	3 140	3 348	3 014	3 245	3 056

**Superficie en céréales dans l'EU-25**

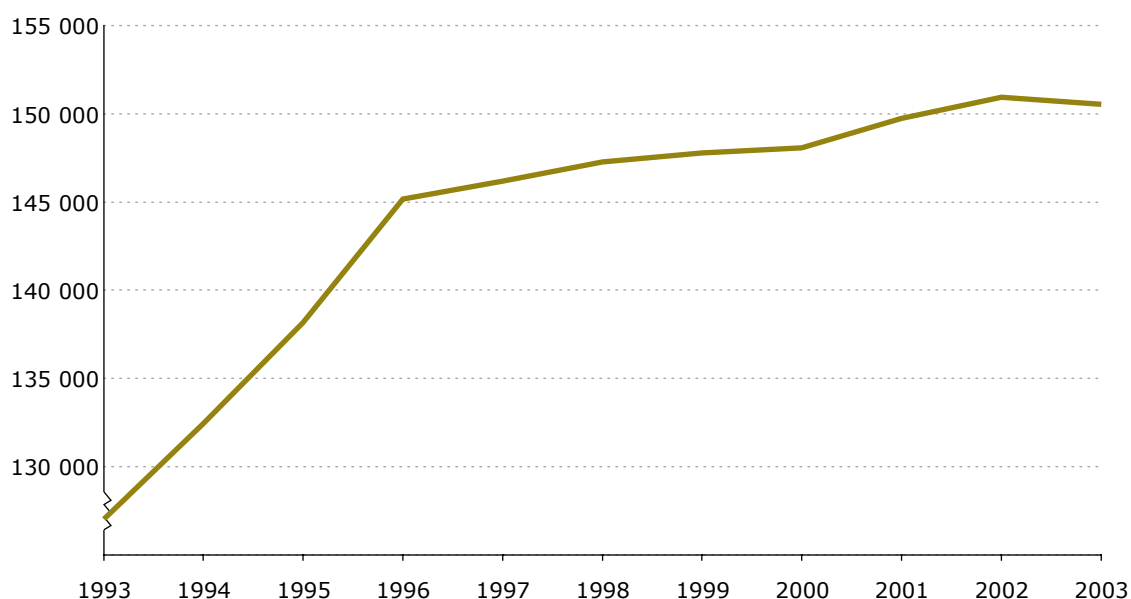
En milliers d'hectares





### Production végétale dans l'EU-15

En Mio ECU/EUR

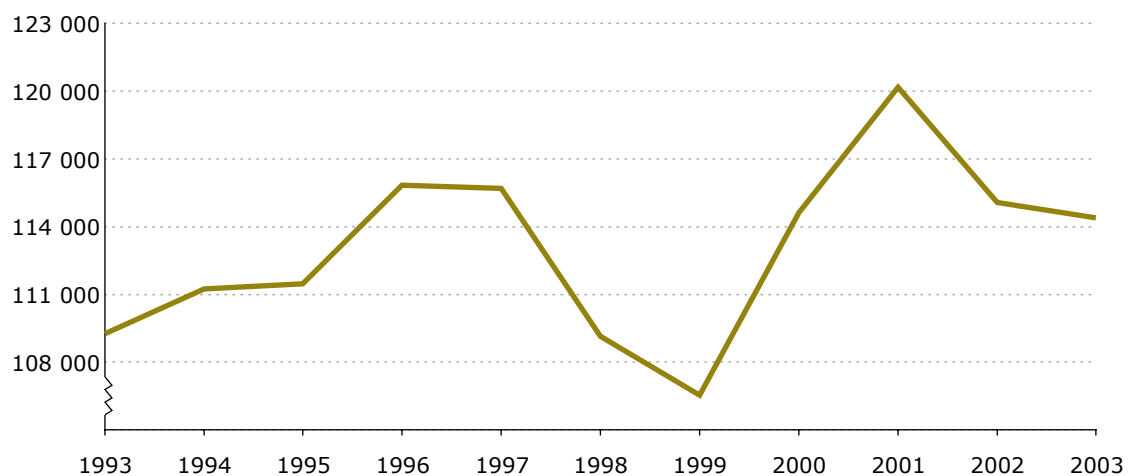


2001: données provisoires; 2002, 2003: estimations.

La production végétale est évaluée aux prix de base. Le prix de base est défini comme étant le prix reçu par le producteur, après déduction de toutes les taxes sur la production, mais y inclus toutes les subventions sur les produits. Le concept de «production» comprend les ventes, les variations de stocks et les produits végétaux utilisés pour l'alimentation animale, pour la transformation et pour une utilisation finale par les producteurs eux-mêmes.

### Production animale dans l'EU-15

En Mio ECU/EUR

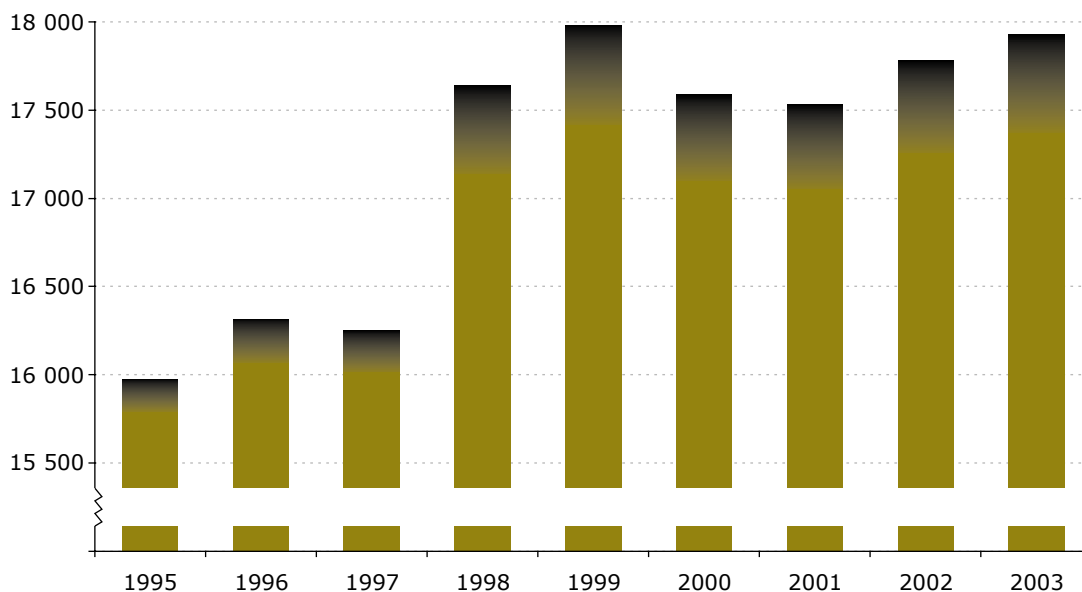


2001: données provisoires; 2002, 2003: estimations.

La production animale est évaluée aux prix de base. Le prix de base est défini comme étant le prix reçu par le producteur, après déduction de toutes les taxes sur la production, mais y inclus toutes les subventions sur les produits. Le concept de «production» comprend les ventes, les variations de stocks et les produits utilisés pour la transformation et pour une utilisation finale par les producteurs eux-mêmes.

**Production de viande dans l'EU-15: porcs**

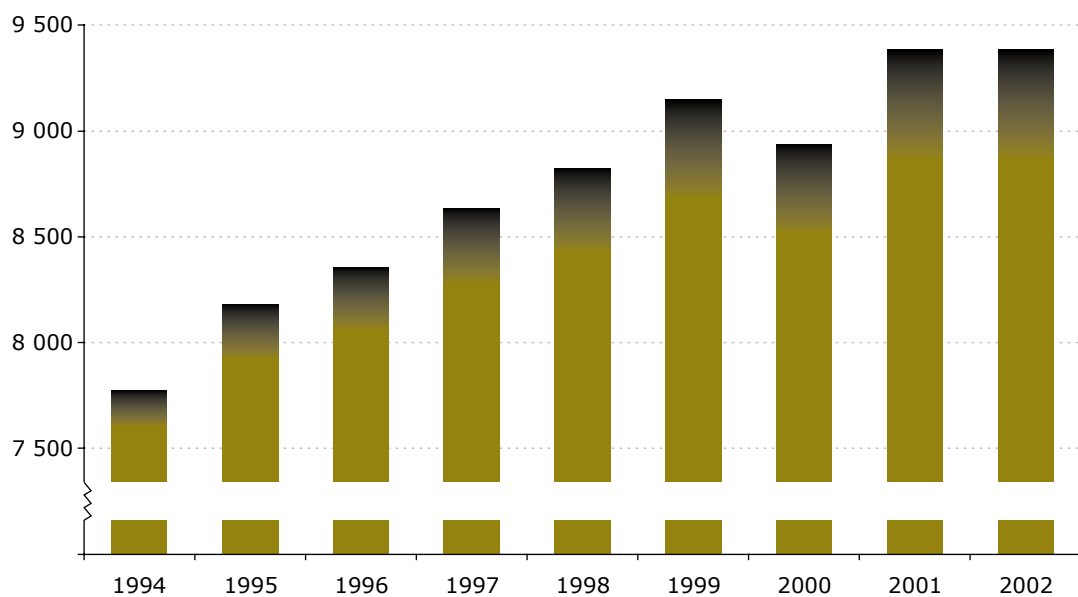
En milliers de tonnes



Cet indicateur exprime le poids total de carcasses de porcs abattus dans les abattoirs et dans l'exploitation et dont la viande est déclarée propre à la consommation humaine.

**Production de viande dans l'EU-15: volaille**

En milliers de tonnes

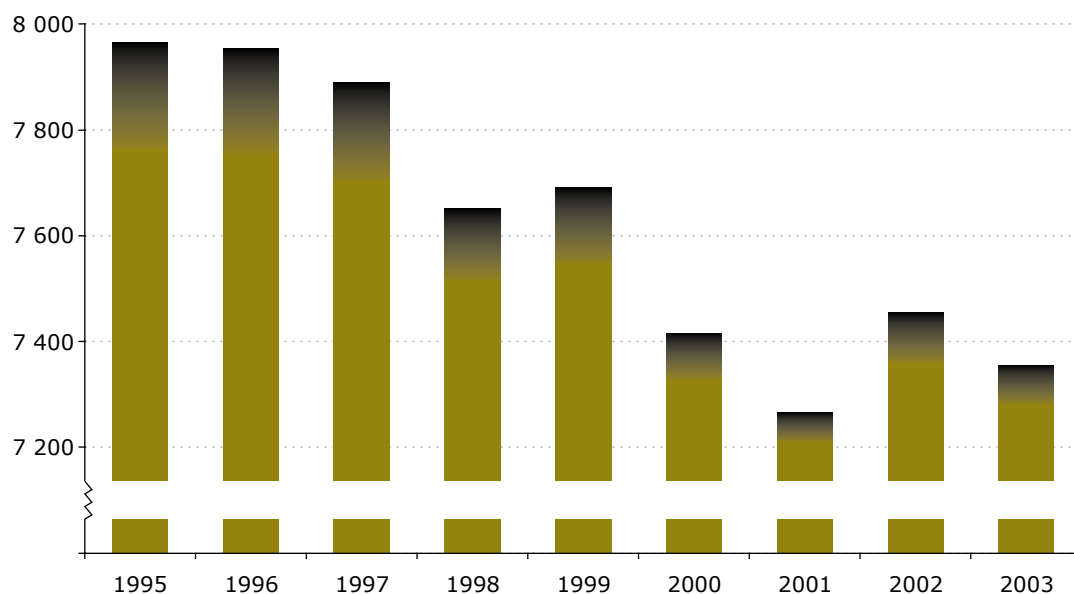


Poids total de carcasses de volaille abattue et dont la viande est déclarée propre à la consommation humaine. Sont incluses les volailles suivantes: poules, poulets, canards, dindes, pintades et oies. Cet indicateur couvre principalement la production de gallinacés, y compris les poulets à griller.



### Production de viande dans l'EU-15: bovins

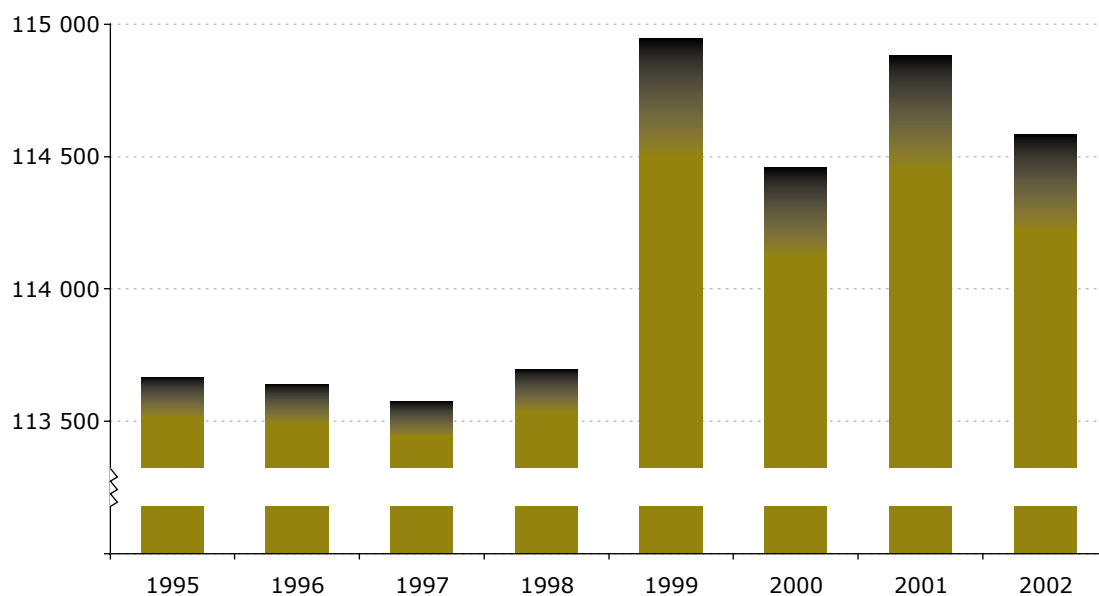
En milliers de tonnes



Cet indicateur couvre le poids de carcasses de bovins (veaux, bœufs, taureaux, génisses et vaches) abattus dans les abattoirs et dans l'exploitation et dont la viande est déclarée propre à la consommation humaine.

### Collecte de lait de vache dans l'EU-15

En milliers de tonnes



Les données couvrent le lait de vache collecté dans les fermes par des laiteries agréées. Une distinction doit être opérée entre «lait collecté par des laiteries» et «lait produit à la ferme». Le lait collecté ne représente qu'une partie de la production totale de lait à la ferme. La partie restante du lait produit à la ferme inclut généralement la consommation domestique, les ventes directes et l'alimentation des animaux.

**Indices des prix à la production agricole**

1995 = 100; en prix constants

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-15	:	:	100	99	96,3	91,5	86,4	87,6	89,8	85,3	:
Zone euro-12	:	:	100	99,1	97,7	93,6	88,4	89,9	91,7	87,3	:
Belgique	:	:	100	101,4	101,2	94,2	85,4	91,8	91,8	83,7	86,1
République tchèque	105,3	101,4	100	99,6	94,5	87,3	75,5	79,3	82,7	:	:
Danemark	:	:	100	101,7	99,8	86,6	81,1	88,1	92,4	81,6	76,8
Allemagne	:	:	100	98,3	97,8	92,5	86,3	90,4	94	86,9	86,1
Estonie	:	:	100	:	:	:	:	:	:	:	:
Grèce	:	:	100	99	96	91,1	89,6	90,6	92,9	94,5	99,2
Espagne	:	:	100	98,8	93,9	89,8	84,9	85,8	87,2	82,6	82,9
France	:	:	100	97,7	96,7	95,9	92,3	92,2	93,7	87,9	88,4
Irlande	:	:	100	93,4	86,6	84,1	78,6	79,5	79,9	73	69,8
Italie	:	:	100	100,4	99	93,9	88,1	87,9	90,2	89,1	91,3
Chypre	:	:	100	95,9	100,1	99,1	:	:	:	:	:
Lettonie	:	:	100	95,9	84,2	75,3	62,4	65,2	65	70	:
Lituanie	140,4	93,4	100	96,2	83,4	74,2	68,3	64,3	67,8	:	:
Luxembourg	:	:	100	94,3	95,2	94,3	90,7	88,1	88	84	82,5
Hongrie	:	:	100	108,3	99,8	89,8	83,8	93,3	89,9	85,2	:
Pays-Bas	:	:	100	101,5	105,9	98,7	91,2	96	96,6	91,1	91,1
Autriche	:	:	100	99,9	101,2	93,3	87,1	91,1	95	88,6	:
Pologne	98,1	101,3	100	101,8	97,3	85,7	75,6	79,9	79,1	:	:
Portugal	:	:	100	99,1	97,9	96,9	90,4	92,2	94	86,7	86,8
Slovénie	101,4	100,3	100	102,3	102,5	95,3	89,4	87,3	87,6	:	:
Slovaquie	108,9	106,4	100	99,6	99,2	92,7	82,3	78,8	79,1	:	:
Finlande	:	:	100	104,1	96,5	93,8	87,8	89,5	91,7	88,1	82,5
Suède	:	:	100	94,7	91,3	89	87,3	85,1	87,2	83,3	81,8
Royaume-Uni	98	95,7	100	97,4	83,1	73,5	69,4	67,4	71,8	68,4	73

Les indices figurant dans ce tableau donnent des informations sur les tendances des prix à la production agricole dans son ensemble. Les sous-indices ont été pondérés par les prix de ventes en 1995. Les indices nominaux sont ajustés au moyen de l'indice harmonisé des prix à la consommation.

**Indices des prix d'achat de moyens de production agricole**

1995 = 100; en prix constants

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-15	:	:	100	101,8	101,1	96,6	94,1	96,3	97,6	95,7	:
Zone euro 12	:	:	100	102,1	102	97,8	95,2	97,6	98,5	96,7	:
Belgique	:	:	100	102,1	102,7	98,3	96,6	100,3	100,4	99,3	98
République tchèque	:	102,4	100	101,1	100,4	90,2	82,7	87,7	88,5	:	:
Danemark	:	:	100	100,9	101,9	99,1	95,5	95,6	99,9	97,3	93,5
Allemagne	:	:	100	101,6	101,5	98,1	96,9	101,2	102,4	100,9	100,8
Estonie	:	:	100	:	:	:	:	:	:	:	:
Grèce	:	:	100	99,7	96,8	94,4	94,1	96,5	95,3	94,3	94,6
Espagne	:	:	100	100,9	101,7	99,4	96	97,7	97,5	95,2	93,6
France	:	:	100	101,3	101,5	98,7	97,3	99,6	100,5	99	98,1
Irlande	:	:	100	101,6	99,3	96	95,1	95,7	96,5	94	92,5
Italie	:	:	100	104,6	105,2	97,1	91,4	92,5	94	92,7	92,1
Chypre	:	:	100	101,7	105,4	99,8	:	:	:	:	:
Lettonie	:	:	100	109,5	113,8	111,7	111,1	110,8	109,6	109,9	:
Lituanie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Luxembourg	:	:	100	100,7	100,3	99	98,8	99,5	100,6	99,5	98,3
Hongrie	:	:	100	108,8	106,9	101	100,6	106,2	110,8	107,8	:
Pays-Bas	:	:	100	103,7	102,3	98,1	95,8	99,2	101,1	98,4	98,1
Autriche	:	:	100	100,6	100,8	97,9	97,2	98,4	98,3	96,6	:
Pologne	109,4	103,5	100	99	98,9	98,1	100,6	103,8	105	:	:
Portugal	:	:	100	100,1	97	92,3	90,4	91,3	93,8	87,2	87,9
Slovénie	109,8	109,7	100	116	115,5	106,1	101,4	104,8	111,2	:	:
Slovaquie	107,3	101,8	100	101	105,3	102,7	96,6	94,2	95,9	:	:
Finlande	:	:	100	100,4	101,1	98,4	97	99,6	98,1	96,5	96,7
Suède	:	:	100	104,3	103,5	100,8	100,3	102,8	105,9	106	105,8
Royaume-Uni	97,5	95,7	100	98,9	93,6	86,6	84	85,6	88,2	86,7	87,6

Les indices figurant dans ce tableau donnent des informations sur les tendances des prix d'achat des moyens de production agricole dans leur ensemble. Les sous-indices ont été pondérés par les prix d'achat de 1995. Les indices nominaux sont ajustés au moyen de l'indice harmonisé des prix à la consommation.



## Indicateur A du revenu de l'activité agricole

1995 = 100

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-15	85,6	93,9	100,0	103,5	103,9	100,2	100,6	106,5	111,3(p)	105,3(e)	:
Zone euro 12	86,3	94,8	100,0	104,6	107,2	105,4	105,3	110,1	116,8(e)	111,8(e)	:
Belgique	109,6	111,1	100,0	109,6	113,8	107,5	99,5	108,0	116,9(e)	113,7(e)	125,5(e)
République tchèque	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Danemark	74,6	85,1	100,0	100,8	97,1	76,3	75,3	91,0	102,3	81,8(e)	73,2(e)
Allemagne	86,2	92,2	100,0	113,4	116,4	104,6	102,9	126,3	150,7(e)	118,9(e)	1038 140(e)
Estonie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Grèce	85,2	95,8	100,0	95,2	95,6	95,1	95,4	96,9	100,4	100,0(e)	101,8(e)
Espagne	90,0	100,4	100,0	112,3	113,5	106,0	103,4	121,5	123,7(p)	114,4(e)	116,7(e)
France	83,0	94,2	100,0	100,5	104,0	108,6	106,4	105,8	107,5	103,4(e)	104,0(e)
Irlande	89,6	93,5	100,0	102,3	99,9	96,6	92,3	107,7	110,9	103,1(e)	104,5(e)
Italie	85,3	91,1	100,0	105,7	108,3	108,2	116,7	112,5	111,4	109,7(e)	109,1(e)
Chypre	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Lettonie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Lituanie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Luxembourg	90,9	88,5	100,0	103,4	95,6	104,3	100,4	100,9	94,6	96,0(e)	96,(e)
Hongrie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Malte	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Pays-Bas	86,4	97,4	100,0	95,9	103,5	93,0	86,4	87,3	89,6	78,9(e)	80,0(e)
Autriche	84,5	91,0	100,0	93,3	83,7	81,0	80,9	88,5	102,3	98,1(e)	92,1(e)
Pologne	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Portugal	67,9	91,1	100,0	109,8	104,6	104,9	126,1	109,6	131,0	126,4(e)	128,9(e)
Slovénie	:	:	100,0	89,1	102,9	100,0	93,8	101,1	86,9	114,1(e)	91,8(e)
Slovaquie	:	:	100,0	105,1	108,1	95,8	102,2	99,3	113,8	107,5(e)	74,8(e)
Finlande	93,7	84,3	100,0	82,8	82,1	65,6	81,4	107,6	109,3(e)	116,6(e)	110,4(e)
Suède	83,2	83,9	100,0	98,2	104,4	107,0	94,4	105,3	118,0(e)	116,5(e)	113,0(e)
Royaume-Uni	85,7	91,0	100,0	93,6	72,1	62,6	61,4	58,3	62,4	66,9(e)	79,2(e)

Cet indicateur correspond à la valeur ajoutée nette réelle (c'est-à-dire déflatée) au coût des facteurs de l'agriculture, par unité de travail annuel total. L'indice implicite des prix du PIB est utilisé comme déflatéur.

## Valeur ajoutée aux prix de base du secteur agricole

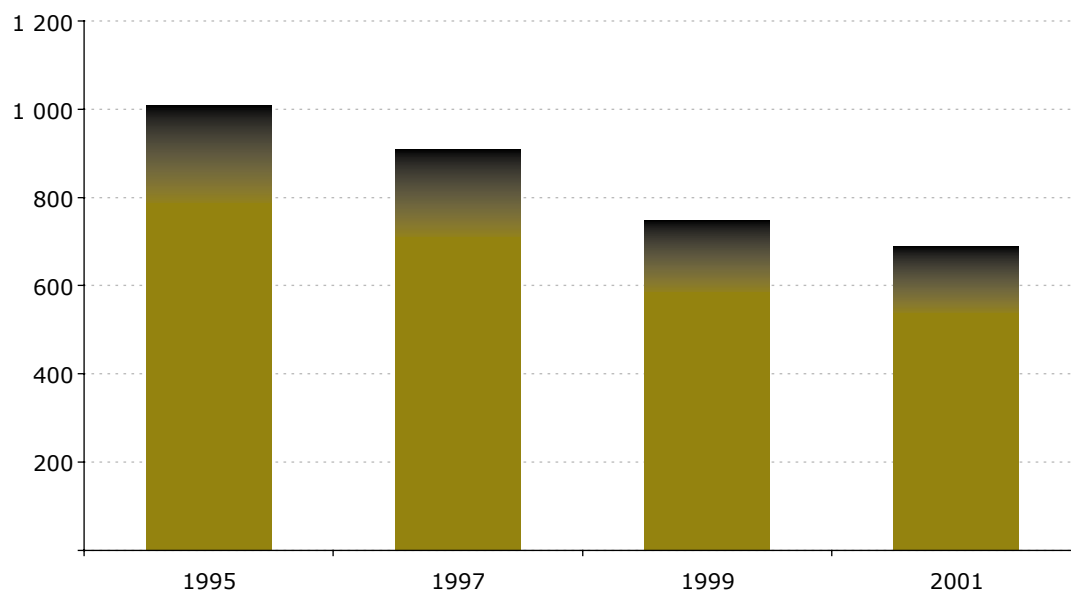
En Mio ECU/EUR

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EU-15	124 919,6	132 302,6	136 178,0	143 008,2	143 534,5	141 659,1	139 710,7	144 147,0	148 992,2p	145 064,7(e)	144 629,6(e)
Zone euro 12	113 316,8	119 968,4	122 687,1	129 110,5	129 711,1	129 156,7	127 587,1	129 998,7	136 171,0(e)	132 193,3(e)	:
Belgique	2 833,1	2 946,1	2 784,4	2 852,1	2 915,3	2 785,3	2 605,9	2 795,6	2 863,6(e)	2 789,7(e)	3 000,7(e)
République tchèque	:	:	:	:	:	936,8	775,4	867,9	1 064,1	952,5(e)	857,8(e)
Danemark	3 189,5	3 423,9	3 941,9	3 992,8	3 833,3	3 123,8	3 039,6	3 508,7	3 942,6	3 288,4(e)	3 055,6(e)
Allemagne	14 011,1	14 371,1	15 700,8	16 308,6	16 104,3	15 563,1	15 471,2	17 381,0	19 218,2	16 376,3(e)	14 847,4(e)
Estonie	:	:	:	:	:	174,6	150,1	163,1	183,6	130,4(e)	130,2(e)
Grèce	7 089,1	7 945,2	8 389,1	8 181,7	8 456,9	8 169,4	8 387,8	8 243,7	8 500,7	8 513,7(e)	8 722,3(e)
Espagne	17 771,5	19 130,9	19 216,7	22 315,2	22 810,9	23 083,5	21 665,1	23 348,7	23 663,0(p)	24 013,4(e)	24 897,4(e)
France	27 148,1	29 572,1	30 910,2	30 889,7	31 059,3	32 122,2	31 664,2	31 661,2	31 874,5	31 606,3(e)	31 207,1(e)
Irlande	3 013,3	3 036,7	3 082,6	3 173,8	3 141,1	2 971,1	2 710,5	2 932,8	2 851,5	2 620,9(e)	2 775,1(e)
Italie	24 229,0	24 471,2	24 020,9	27 478,4	28 533,7	28 431,5	28 877,0	28 219,6	29 258,2	29 127,9(e)	29 241,5(e)
Chypre	:	:	:	:	:	315,4	326,9	:	:	:	423,2(e)
Lettonie	:	:	:	:	:	185,1	164,2	212,1	244,3	255,0(e)	229,4(e)
Lituanie	:	:	322,4	510,2	643,3	476,1	410,3	373,9	324,5(e)	354,8(e)	346,4(e)
Luxembourg	122,1	120,9	135,1	123,3	110,0	124,8	133,4	132,0	129,8	126,6(e)	123,2(e)
Hongrie	:	:	:	:	:	2 044,5	1 898,3	1 887,9	2 080,1	2 102,0(e)	1 853,3(e)
Malte	:	:	:	:	:	70,6	70,1	69,0	72,7	71,5(e)	67,8(e)
Pays-Bas	8 428,5	9 192,1	9 666,8	9 384,8	8 835,2	9 072,3	8 701,9	9 303,0	9 618,0	9 082,0(e)	9 114,4(e)
Autriche	3 260,7	3 374,1	3 185,6	2 903,9	2 696,0	2 555,7	2 518,4	2 611,7	2 794,1	2 622,1(e)	2 465,2(e)
Pologne	:	:	:	:	:	5 180,3	4 258,0	4 756,5	6 034,8	4 917,2(e)	4 000,6(e)
Portugal	2 051,2	2 513,8	2 700,2	2 858,0	2 592,6	2 467,2	2 864,8	2 690,2	3 165,7	3 264,3(e)	3 419,5(e)
Slovénie	:	:	438,7	411,8	464,6	467,1	439,7	431,2	399,4	494,4(e)	399,2(e)
Slovaquie	:	:	533,7	568,7	590,1	483,2	414,8	344,6	440,0	526,6(e)	354,3(e)
Finlande	1 998,1	1 969,1	1 698,7	1 580,5	1 535,8	1 104,4	1 278,8	1 519,3	1 561,8	1 634,3(e)	1 497,5(e)
Suède	1 638,0	1 657,0	1 655,3	1 723,7	1 742,3	1 635,5	1 423,4	1 601,3	1 531,3	1 474,7(e)	1 461,0(e)
Royaume-Uni	11 397,1	11 952,4	12 275,3	12 145,7	11 863,8	11 005,1	10 887,1	10 809,9	10 813,3	11 146,2(e)	11 266,8(e)

La valeur ajoutée brute aux prix de base correspond à la valeur de la production (aux prix de base) moins la valeur de la consommation intermédiaire. Le prix de base est défini comme étant le prix reçu par le producteur, après déduction de toutes les taxes sur la production, mais y inclus toutes les subventions sur les produits. La définition de l'industrie agricole est basée sur la division 01 de NACE rév. 1.1.

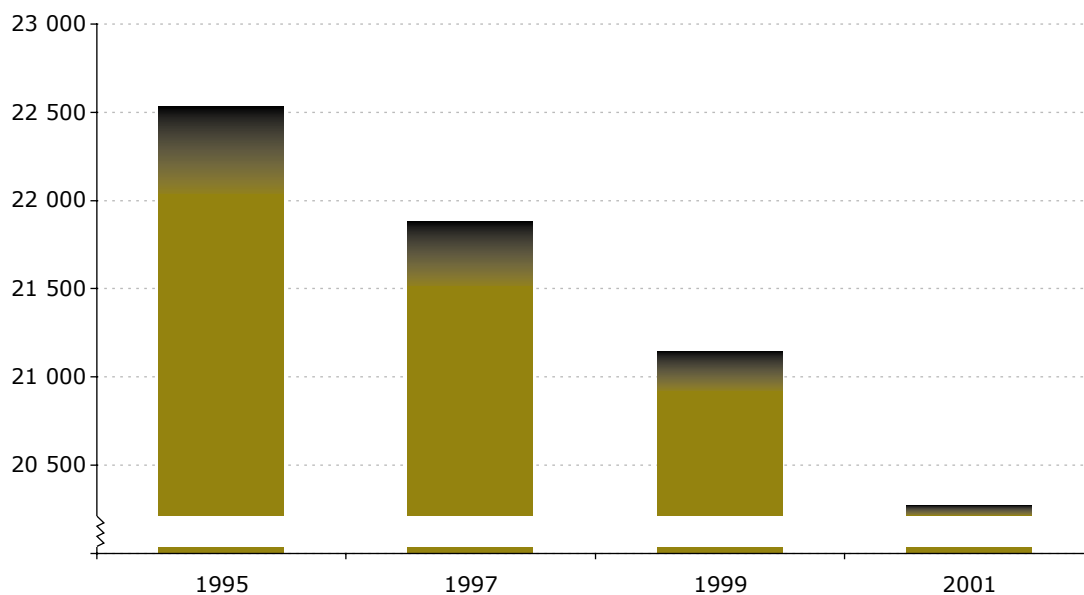
**Exploitations agricoles avec vaches laitières dans l'EU-15**

En milliers



**Nombre de vaches laitières dans l'EU-15**

En milliers





# La sylviculture

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Prélèvements de bois rond par catégorie et par espèce
- Prélèvements par propriété
- Bois rond: bilans d'approvisionnement, production et commerce
- Principaux produits sylvicoles: bilans d'approvisionnement, production et commerce

## Les forêts européennes

Les forêts couvrent environ 3,870 milliards d'hectares, soit 29 % de la surface émergée du globe. Dans l'Union européenne, les forêts et autres zones boisées représentent 136 millions d'hectares, soit environ 36 % de la superficie totale. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres parties du monde, la couverture forestière de l'UE augmente lentement mais régulièrement à un taux d'approximativement 0,3 % par an, et les forêts sont présentes dans des conditions climatiques, géographiques, écologiques et socio-économiques extrêmement différentes. Sur le plan écologique, les forêts de l'UE appartiennent à différentes zones de végétation, allant des plaines côtières à la zone alpine, tandis que les conditions de gestion socio-économiques varient de petites exploitations familiales à de grands domaines appartenant à des entreprises intégrées verticalement.

En ce qui concerne la sylviculture, les principaux objectifs de l'UE sont les suivants:

- la promotion du développement durable du secteur forestier de l'UE en tant que contribution au développement rural et, en particulier, à la création et à la préservation d'emplois dans les zones rurales;
- la protection de notre environnement naturel et de notre patrimoine forestier en maintenant le rôle des forêts et de la sylviculture dans la protection des sols, le contrôle de l'érosion, la régulation des eaux, l'amélioration de la qualité de l'air, le piégeage du carbone, l'atténuation et l'adaptation des effets des changements climatiques et la préservation de la biodiversité;
- l'amélioration de la gestion écologique, économique et socialement durable des forêts dans le contexte du marché intérieur et en conformité avec les obligations internationales de l'Union;
- le maintien de la compétitivité des industries de l'UE fondées sur l'exploitation des forêts;
- l'amélioration des instruments de contrôle des forêts conformément aux exigences des

accords existants en matière de protection de l'environnement;

- le renforcement de l'utilisation de bois et de produits sylvicoles issus d'une gestion durable des forêts, en tant que sources de matériaux et d'énergie préservant l'environnement et n'ayant pas d'effets adverses sur le climat, en encourageant à la fois la certification de la gestion forestière durable et la labellisation des produits concernés;
- la promotion de la gestion durable et équitable des forêts en tant que moyen de réduire la pauvreté et donc de contribuer efficacement à la politique de développement de l'UE.

## Sources des données

Depuis de nombreuses années, Eurostat collabore étroitement avec des organisations internationales dans le cadre du groupe de travail intersecrétariats (IWG) sur les statistiques du secteur forestier, dans le but de réduire les travaux faisant double emploi dans les pays.

Le groupe de travail intersecrétariats réunit Eurostat, la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA) et l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) pour la collecte



de statistiques sur le secteur forestier. Les directions générales de l'agriculture, des entreprises et de l'environnement de la Commission européenne, l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en sont également membres.

Le principal outil de coopération est le questionnaire commun Eurostat/CEE-ONU/OAA/OIBT

sur le secteur forestier concernant la production et le commerce de bois rond et de produits de la sylviculture, qui est utilisé par toutes les organisations. Chaque agence collecte les données des pays dont elle est responsable. Les secrétariats partagent les données collectées puis les utilisent pour leurs publications. Dans ce cadre, Eurostat est responsable des réponses des États membres de l'UE et de l'AELE.

### Production totale de bois rond

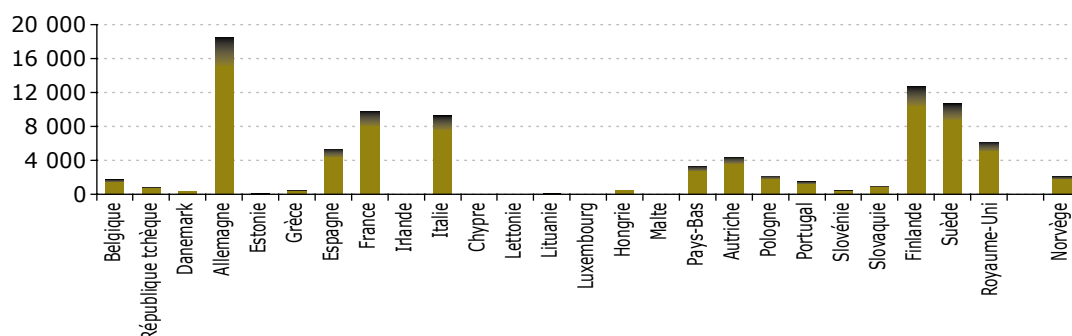
En milliers de m<sup>3</sup>

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
EU-15	259599	261313	254520	286017	259132	264386
Zone euro	188 317	190 229	184 584	210 039	186 760	188 065
Belgique	:	:	4 400	4 510	4 215	4 500
République tchèque	13 491	13 991	14 203	14 441	14 374	14 541
Danemark	1 817	1 538	1 538	2 952	1 613	1 446
Allemagne	38 207	39 052	37 634	53 710	39 483	42 380
Estonie	5 505	6 061	6 704	8 910	10 200	10 500
Grèce	1 783	1 692	2 215	2 245	1 916	1 591
Espagne	:	14 875	14 810	14 321	15 131	15 839
France	41 962	42 527	36 008	45 828	39 831	35 900
Irlande	2 180	2 266	2 593	2 673	2 455	2 489
Italie	9 146	9 550	11 138	9 329	8 099	7 789
Chypre	40	35	36	21	18	15
Lettonie	5 149	4 879	14 008	14 304	12 841	13 467
Lituanie	8 922	10 028	4 924	5 500	5 700	6 300
Luxembourg	:	:	260	260	142	140
Hongrie	4 251	4 167	5 775	5 902	5 811	5 836
Malte	:	:	0	0	0	0
Pays-Bas	1 109	1 023	1 044	1 039	865	839
Autriche	14 725	14 033	14 083	13 276	13 467	14 845
Pologne	21 635	23 107	24 268	26 025	25 016	27 170
Portugal	8 970	8 548	8 978	10 831	8 946	8 742
Slovénie	2 208	2 132	2 068	2 253	2 257	2 283
Slovaquie	5 944	5 530	5 795	6 163	5 788	5 765
Finlande	51 798	53 660	53 637	54 262	52 210	53 011
Suède	60 200	60 600	58 700	63 300	63 200	67 500
Royaume-Uni	7 482	7 254	7 482	7 481	7 559	7 375
Islande	:	:	:	0	0	0
Norvège	8 346	8 172	8 424	8 156	8 996	8 649
Canada	191 178	185 955	193 728	200 326	200 326	200 326
États-Unis	485 880	494 016	497 641	500 174	471 028	477 821

Production de bois rond (terme synonyme de quantités enlevées): correspond à toutes les quantités de bois enlevées des forêts, des autres superficies boisées et des arbres hors forêts pendant une période donnée.

### Production totale de papier et de carton en 2002

En milliers de tonnes



Les «papiers et cartons» comprennent les papiers graphiques, les papiers hygiéniques et domestiques, les matériaux d'emballage et d'autres papiers et cartons. Ne sont pas compris les articles en papier manufacturés tels que caisses, cartons, livres, revues.

# La pêche

## Données d'Eurostat

Eurostat fournit un grand choix de données sur:

- Captures par région de pêche
- Production de l'aquaculture
- Synthèse du commerce extérieur des produits de la pêche pour tous les pays
- Bilans d'approvisionnement pour les produits de la pêche
- Flotte de pêche
- Débarquement des produits de la pêche dans les ports de l'UE
- Emploi dans le secteur de la pêche

## Un héritage commun

Les poissons sont une ressource naturelle biologique, mobile et renouvelable. La reproduction des poissons intervient sans interférence humaine et sans coût. Le désavantage, cependant, est que les poissons se déplacent et, dans certains cas, migrent sur de grandes distances. Personne ne peut posséder les poissons jusqu'à ce qu'ils aient été capturés. De même, chaque poisson pris dans la mer est un poisson de moins pour le reste des pêcheurs. Chaque pêcheur est donc vulnérable aux actions des autres.

Cette dépendance et cette vulnérabilité aux activités d'autres personnes sont inévitables. Les stocks de poissons continuent à être considérés comme une ressource commune, qui fait partie de notre héritage commun et doit être gérée collectivement. Il est donc nécessaire de mettre en place des politiques qui régulent les quantités pêchées ainsi que les types de techniques et de matériels de pêche utilisés pour les capturer, si nous voulons pouvoir transmettre cet héritage aux générations futures.

## La politique commune de la pêche: capturer le volume correct à la taille adéquate et selon la bonne méthode

La politique commune de la pêche de l'Union européenne a pour objet de gérer la pêche au bénéfice des communautés de pêcheurs et des consommateurs ainsi que de protéger les ressources.

Des mesures communes existent dans quatre domaines principaux:

- **conservation:** protéger les ressources halieutiques en régulant les quantités de poissons prélevées de la mer, en permettant aux

jeunes poissons de se reproduire et en assurant que les mesures soient respectées;

- **structures:** aider les secteurs de la pêche et de l'aquaculture à adapter leurs équipements et leurs organisations aux contraintes imposées par les ressources et le marché;
- **marchés:** maintenir une organisation commune du marché des produits de la pêche et équilibrer l'offre et la demande dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs;
- **relations avec le monde extérieur:** conclure des accords de pêche et négocier au niveau international dans le cadre des organisations de pêche régionales et internationales pour des mesures de conservation communes des ressources de pêche en eau profonde.



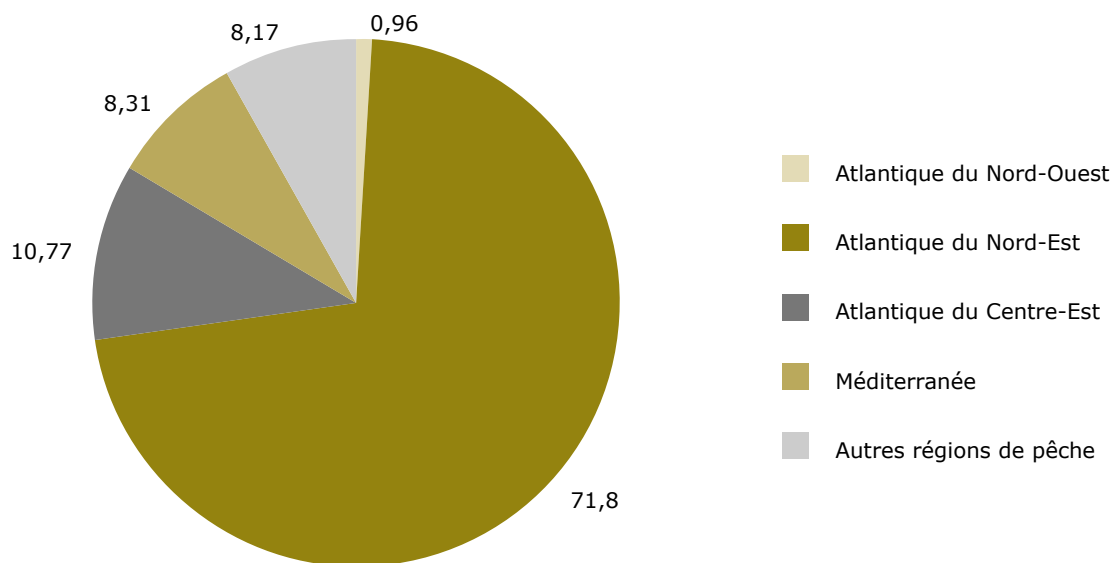
### Collecte des données et concepts

Les données sont dérivées de sources nationales officielles, directement par Eurostat pour les pays membres de l'EEE ou indirectement par d'autres organisations internationales pour d'autres pays.

Les données utilisent des concepts et définitions internationalement reconnus et élaborés par le groupe de travail de coordination des statistiques des pêches, qui comprend Eurostat et douze autres organisations internationales assumant des responsabilités dans le domaine des statistiques de la pêche.

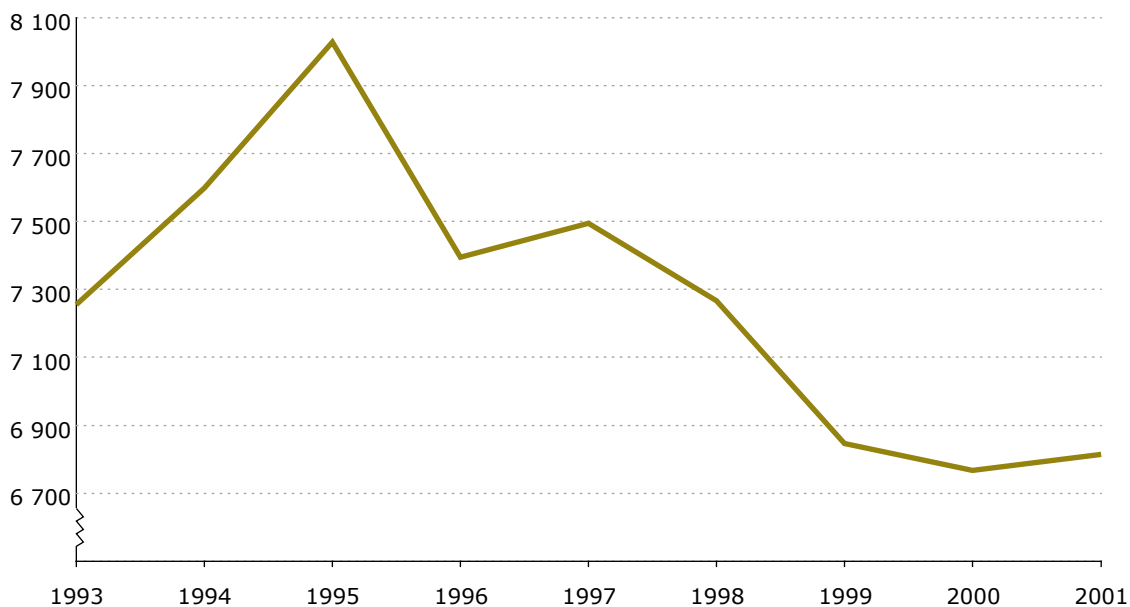
#### Captures annuelles en 2001

En %; EU-25



#### Captures annuelles dans toutes les régions

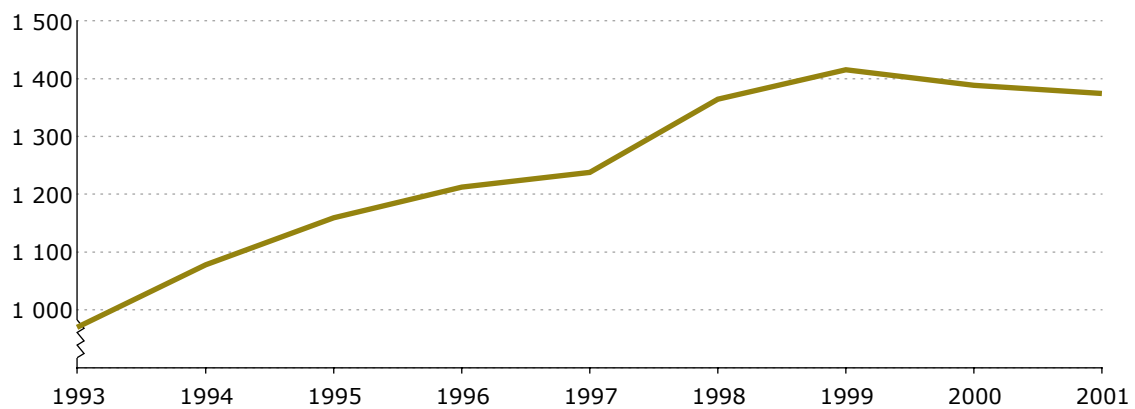
En milliers de tonnes-poids vif; EU-25





### Production totale de l'aquaculture dans l'EU-25

En milliers de tonnes-poids vif



### Production totale de l'aquaculture

En milliers de tonnes-poids vif

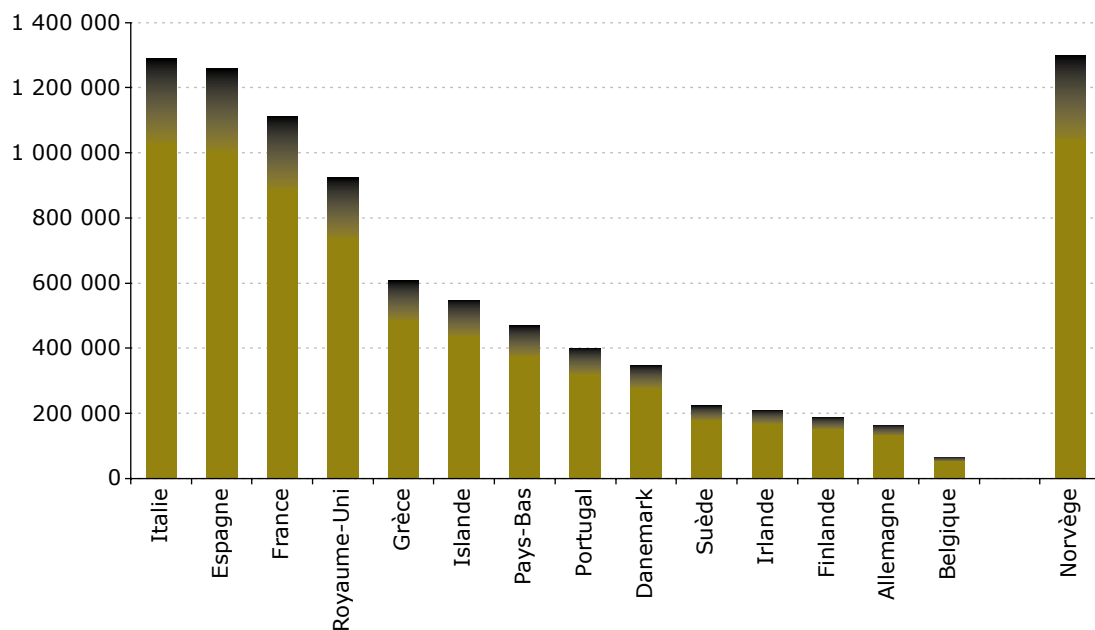
	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
EU-25	:	970	1 078	1 159	1 212	1 238	1 364	1 415	1 388	1 374	:
EU-15	923	915	1 019	1 100	1 151	1 175	1 300	1 343	1 312	1 297	:
Belgique	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2
République tchèque	:	20	19	19	18	18	17	19	19	20	:
Danemark	43	40	43	45	42	40	42	43	44	42	38
Allemagne	97	70	49	64	83	65	73	80	66	53	50
Estonie	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grèce	20	33	33	33	40	49	60	84	95	98	88
Espagne	169	126	178	224	232	239	315	321	312	313	264
France	250	277	281	281	286	287	268	265	267	252	250
Irlande	27	30	29	27	35	37	42	44	51	61	:
Italie	170	166	176	215	189	196	209	210	217	221	184
Chypre	0	0	0	0	1	1	1	1	2	2	2
Lettonie	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	4	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Hongrie	14	9	10	9	8	9	10	12	13	13	:
Malte	1	1	1	1	2	2	2	2	2	1	1
Pays-Bas	54	71	109	84	100	98	120	109	75	52	:
Autriche	3	3	3	3	3	3	3	3	3	2	2
Pologne	30	19	25	25	28	29	30	34	36	35	:
Portugal	6	6	7	5	5	7	8	6	8	8	8
Slovénie	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Slovaquie	:	2	2	2	1	1	1	1	1	1	:
Finlande	18	18	17	17	18	16	16	15	15	16	15
Suède	7	6	7	8	8	7	6	6	5	7	6
Royaume-Uni	57	69	86	94	110	130	137	155	152	171	:
Islande	3	3	3	3	4	4	4	4	4	4	:
Norvège	131	164	218	278	322	368	411	476	491	512	554
Canada	45	52	55	65	72	82	91	113	128	152	:
Japon	1 397	1 359	1 420	1 390	1 349	1 340	1 290	1 315	1 292	1 314	:
États-Unis	414	417	391	413	393	438	445	479	428	461	:

Source: Eurostat/FAO.

Production totale de poissons, de crustacés, de mollusques et d'autres organismes aquatiques par aquaculture (élevage de poissons). Les données sont exprimées en équivalent poids vif de la production et correspondent au poids des produits à leur sortie de l'eau. Ainsi, dans le cas, par exemple, des mollusques, la coquille est comprise.

### Flotte de pêche en 2002

Puissance totale (en kW)



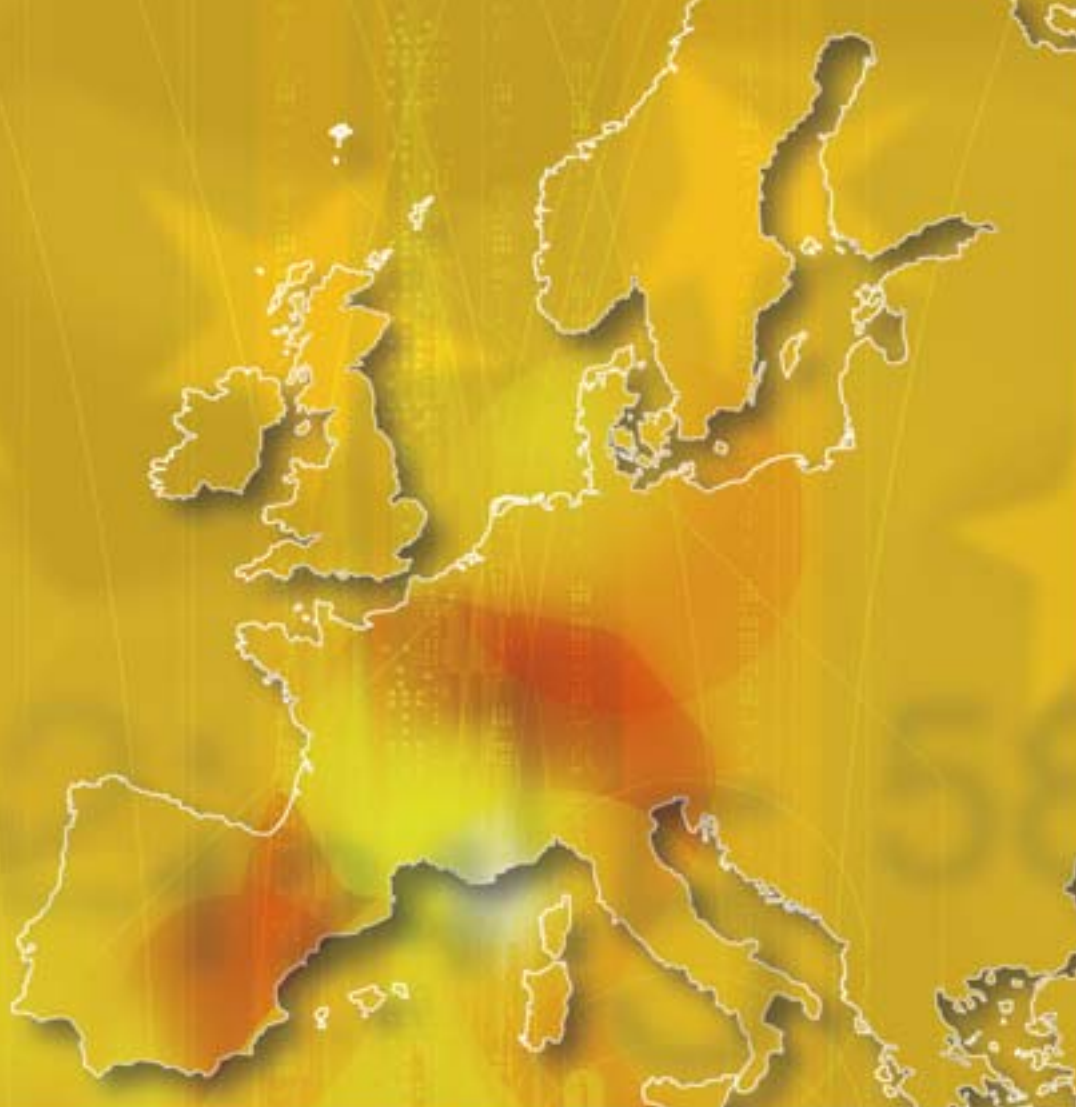
Données non disponibles pour le Malte et la Slovaquie.

Source: Eurostat/DG Pêche.

Puissance totale exprimée en kilowatts des flottes de pêche des États membres de l'UE, de l'Islande et de la Norvège. Les données pour l'UE sont fournies par la DG Pêche, sur la base du fichier administratif de l'UE sur les bateaux de pêche. Les données pour l'Islande et la Norvège sont directement transmises à Eurostat par les autorités nationales. En général, les données se réfèrent à la taille de la flotte de pêche au 31 décembre de l'année de référence.







## Annexes

| Glossaire 253-267

|| Géonomenclature 2004 268-269

||| NACE Rév. 1.1 270

|||| CTCI Rév. 3 271-272

||||| Abréviations et acronymes 273-275

Instructions pour l'utilisation du CD-ROM 280

A large, white, sans-serif number '8' is centered on a dark blue background. The background is filled with a pattern of white paper clips, some of which are slightly blurred, creating a sense of depth.



# Glossaire

## Administration centrale

L'administration centrale comprend tous les organismes administratifs de l'État et les autres organismes centraux dont la compétence s'étend sur la totalité du territoire, à l'exception des administrations de sécurité sociale de l'administration centrale.

## Administrations d'États fédérés

Unités institutionnelles distinctes qui exercent certaines fonctions d'administration à un niveau inférieur à celui de l'administration centrale et supérieur à celui des unités institutionnelles publiques locales, à l'exception des administrations de sécurité sociale.

## Administrations de sécurité sociale

Unités institutionnelles centrales, fédérées et locales, dont l'activité principale consiste à fournir des prestations sociales et qui répondent aux deux critères suivants: i) certaines catégories de la population sont obligées — en vertu de dispositions légales ou réglementaires — de participer au régime ou de verser des cotisations; ii) indépendamment de leur rôle d'organisme de tutelle ou en tant qu'employeur, les administrations publiques sont responsables de la gestion de ces unités pour ce qui concerne la fixation ou l'approbation des cotisations et des prestations.

## Administrations locales

Les administrations locales comprennent toutes les administrations publiques (à l'exception des administrations locales de sécurité sociale) dont la compétence s'étend seulement sur une subdivision locale du territoire économique.

## Administrations publiques

Le secteur des administrations publiques comprend toutes les unités institutionnelles dont la production est destinée à la consommation individuelle et collective et qui sont essentiellement financées par des contributions obligatoires versées par des unités appartenant aux autres secteurs et/ou toutes les unités institutionnelles dont l'activité principale est la redistribution du revenu et de la richesse nationale. Le secteur des administrations publiques est subdivisé en quatre sous-secteurs: administration centrale, administrations d'États fédérés, administrations locales et administrations de sécurité sociale.

## Aquaculture

Élevage d'organismes aquatiques, notamment poissons, mollusques et crustacés et plantes aquatiques. Cette activité suppose une certaine forme d'intervention dans le processus d'augmentation de la production, par exemple la mise en charge régulière, l'alimentation et la protection contre les prédateurs. Elle implique

également la propriété individuelle ou collective du stock en élevage ou des droits résultant de dispositions contractuelles en ce qui le concerne.

## Balance des paiements

Dans le cadre de la balance des paiements, le solde de chaque poste (balance des biens, balance des services, etc.) est égal à la différence entre les exportations (crédits) et les importations (débits). La balance est excédentaire lorsque les exportations sont supérieures aux importations et elle est déficitaire dans le cas contraire.

### — Autres services aux entreprises

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste inclut le négoce international et les autres services liés au commerce, la location-exploitation ainsi que divers services aux entreprises spécialisés et techniques.

### — Redevances et droits de licence

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre les flux de paiements et de recettes entre résidents et non-résidents qui sont liés à l'utilisation légale d'actifs incorporels non financiers non produits et de droits de propriété et à l'exploitation, dans le cadre d'accords de licence, des œuvres originales ou des prototypes créés.

### — Revenus

Dans le cadre de la balance des paiements, les revenus se subdivisent en deux rubriques: la rémunération des salariés qui couvre les traitements, salaires et autres émoluments, en espèces ou en nature, versés à des individus en paiement du travail effectué pour le compte d'unités économiques dont le lieu de résidence est différent du leur; les revenus des investissements qui couvrent les revenus qu'une entité résidente tire de la détention d'avoirs financiers extérieurs et les revenus que les non-résidents tirent de leurs avoirs financiers investis dans l'économie déclarante. Sont inclus les intérêts et dividendes des investissements directs, des investissements de portefeuille et autres investissements.

### — Services d'assurances

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre la fourniture de divers types d'assurances à des non-résidents par des compagnies d'assurances résidentes et vice versa.

### — Services d'informatique et d'information

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre les transactions de données

informatiques et d'informations de presse entre résidents et non-résidents.

— **Services de bâtiment et travaux publics**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre les travaux de construction et d'installation effectués par des salariés d'une entreprise à l'extérieur du territoire économique de cette dernière. Les travaux sont généralement effectués pendant une période de courte durée. Les biens importés par l'entreprise pour la réalisation des travaux sont inclus dans la valeur de ces services plutôt que dans celle des biens.

— **Services financiers**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre les services d'intermédiation financière et les services financiers auxiliaires entre résidents et non-résidents.

— **Services fournis ou reçus par les administrations publiques, non compris ailleurs**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste est une catégorie résiduelle couvrant tous les services fournis ou reçus par le secteur public ou les organisations internationales ou régionales et ne figurant dans aucun des autres sous-postes des services (tels que les services financiers, les services d'assurances, les services de communication, etc.).

— **Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre les services audiovisuels et connexes ainsi que les autres services culturels fournis par des résidents à des non-résidents et vice versa.

**Bois de sciage**

Bois produit par sciage en long ou selon un procédé d'équarrissage et qui, à quelques exceptions près, fait plus de 5 mm d'épaisseur.

**Brevets de haute technologie**

Les brevets de haute technologie sont comptés selon les critères établis par le rapport statistique trilatéral où les domaines techniques suivants sont définis comme étant de haute technologie: équipement informatique et équipement de bureau automatisé, micro-organismes et génie génétique, aviation, technologie des communications, semi-conducteurs et lasers.

**Captures**

Captures de produits de la pêche (poissons, mollusques, crustacés et autres animaux aquatiques, résidus et plantes aquatiques), quel qu'en soit l'usage (commercial, industriel, sportif ou de subsistance), par tous les types et catégories d'unités de pêche (pêcheurs, bateaux, engins, etc.) opérant aussi bien en eau douce et saumâtre à l'intérieur des terres qu'en zones de pêche côtière, extracôtière et hauturière. La

production de l'aquaculture n'est pas prise en compte. Les captures sont normalement exprimées en équivalents-poids vif et obtenues par application de coefficients de conversion au poids débarqué ou au poids du produit. Comme telles, les statistiques sur les captures excluent les quantités qui sont capturées, mais qui, pour diverses raisons, ne sont pas débarquées.

**Causes de décès**

L'analyse des causes de décès se fonde sur la cause ayant provoqué le décès comme indiqué à la section B du certificat de décès. Les causes de décès sont définies par référence à la classification internationale des maladies de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), adoptée par la plupart des pays. Bien que les définitions soient harmonisées, les statistiques peuvent ne pas être entièrement comparables, étant donné que les classifications peuvent différer lorsque la cause du décès est multiple ou difficile à évaluer ou en raison de procédures de notification différentes.

**Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires comprend les totaux facturés par l'unité d'observation pendant la période de référence. Il correspond aux ventes de biens et de services à des tiers. Le chiffre d'affaires inclut tous les droits et taxes appliqués aux biens ou services facturés par l'unité, à l'exception de la TVA facturée par cette dernière à ses clients et d'autres taxes déductibles similaires directement liées au chiffre d'affaires. Il comprend également tous les frais (transport, emballage, etc.) répercutés sur le client, même s'ils figurent séparément sur la facture. Les réductions de prix, rabais et remises, ainsi que la valeur des emballages retournés, doivent être déduits. Les revenus classés comme autres revenus d'exploitation, revenus financiers et revenus exceptionnels dans les comptes de la société sont exclus du chiffre d'affaires. Les subventions d'exploitation versées par les autorités publiques ou les institutions de l'Union européenne sont également exclues. Pour les classes 66.01 et 66.03 de la NACE rév. 1.1, l'intitulé correspondant de cette caractéristique est «primes brutes souscrites».

**Chômeur**

Toute personne remplissant les trois conditions suivantes est considérée comme étant au chômage: être sans emploi pendant la semaine de référence, être en mesure de commencer à travailler dans un délai de deux semaines, avoir activement recherché un emploi à un moment donné au cours des quatre semaines précédentes ou avoir trouvé un emploi que l'on occupera plus tard, dans un délai maximal de trois mois. La durée du chômage est définie par la durée de recherche d'un emploi ou par le laps de temps qui s'est écoulé depuis la perte du dernier emploi (s'il est inférieur à la durée de recherche d'un emploi).

**CITE**

Classification internationale type de l'éducation, élaborée en 1976 par l'Unesco.

**CITE 97**

La classification internationale type de l'éducation (CITE) est un instrument de classement permettant d'élaborer des statistiques sur l'éducation au niveau international. Elle couvre deux variables de classification croisée: les niveaux d'éducation et les domaines d'études avec les dimensions complémentaires de l'orientation générale/professionnelle/préprofessionnelle et de la destination vers l'enseignement/le marché du travail. La version actuelle, CITE 97 (voir <http://unesco.org/en/pub/pub0.htm>), a été mise en œuvre pour la première fois dans les pays de l'Union européenne pour collecter les données de l'année scolaire 1997/1998.

Les changements dans la CITE ont altéré la comparabilité des séries chronologiques, en particulier en ce qui concerne le niveau 3 (enseignement secondaire du deuxième cycle) et le niveau 5 (premier cycle de l'enseignement supérieur). La CITE 97 a introduit un nouveau niveau, le niveau 4: enseignement postsecondaire qui n'est pas de l'enseignement supérieur (ce niveau était précédemment inclus dans les niveaux 3 et 5 de la CITE). Le niveau 6 de la CITE 97 ne concerne que le niveau du doctorat. La CITE 97 distingue sept niveaux d'éducation.

**Citoyens nationaux**

Personnes ayant la nationalité du pays dans lequel elles résident effectivement.

**Citoyens non nationaux**

Personnes n'ayant pas la nationalité du pays dans lequel elles résident effectivement.

**Commerce**

Commerce de gros, intermédiaires du commerce, commerce de détail et réparation de biens de consommation et de véhicules.

**Consommation de capital fixe**

Valeur, aux prix de remplacement, des biens de capital fixe reproductibles qui se sont dépréciés au cours de la période comptable (généralement un an) par suite d'une usure normale, d'une obsolescence prévisible et d'un taux normal de dommages accidentels. L'obsolescence imprévue, les catastrophes majeures et l'épuisement des ressources naturelles ne sont pas inclus.

**Consommation des ménages**

La consommation des ménages correspond à la valeur des biens et des services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains.

Un ménage peut être composé d'une personne isolée ou d'une famille.

La consommation des ménages couvre les achats de biens et de services, l'autoconsommation (par exemple les produits des jardins familiaux) ainsi que les loyers imputés des lo-

gements occupés par leur propriétaire (= le loyer que le ménage paierait s'il était locataire).

**Consommation intermédiaire**

La consommation intermédiaire correspond à la valeur des biens et des services utilisés comme entrées au cours de la production (à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme consommation de capital fixe). Les biens et les services peuvent être soit transformés, soit entièrement consommés au cours du processus de production.

**Cotisations sociales**

Les cotisations sociales sont payées, à titre obligatoire ou volontaire, par les employeurs, les salariés, les travailleurs indépendants et les personnes n'exerçant pas d'activité rémunérée. Elles sont de deux types: cotisations réelles ou cotisations imputées.

**Cours de formation professionnelle continue**

Activités uniquement conçues pour assurer une formation professionnelle continue (FPC) en dehors du lieu de travail, par exemple dans une salle de classe ou dans un centre de formation, au cours desquelles un groupe de personnes reçoit une instruction dispensée par des enseignants/instructeurs/conférenciers pendant une période précisée à l'avance par les organisateurs du cours.

**Cours externes**

Cours préparés et gérés par une organisation ne faisant pas partie intégrante de l'entreprise, même s'ils sont dispensés dans cette dernière.

**Cours internes**

Cours conçus et gérés par l'entreprise, même s'ils sont dispensés en dehors de l'entreprise.

**Coût direct des cours de FPC**

Coût directement lié à la prestation de cours de formation professionnelle continue: honoraires et paiements versés aux formateurs externes et au personnel enseignant; frais de déplacement et autres dépenses diverses et indemnités de séjour; coût de la main-d'œuvre pour les formateurs internes participant en totalité ou en partie à la planification, à l'organisation et à la mise en œuvre des cours; frais de locaux (y compris les centres de formation) et d'équipement ainsi que frais de matériel.

**Coût total de FPC**

Dépenses totales consacrées aux cours de formation professionnelle continue. C'est la somme des coûts directs, des coûts de main-d'œuvre des participants et du solde entre les cotisations versées aux fonds de formation nationaux et régionaux et les recettes provenant de mécanismes de financement nationaux ou autres.

**Coût total de la main-d'œuvre**

Total des dépenses supportées par les employeurs pour employer des travailleurs. Pour

les besoins de la présentation, le coût total de la main-d'œuvre peut être subdivisé en «coût direct» et «coût indirect».

Le coût direct englobe les salaires et traitements bruts en espèces (rémunération directe et primes) et les salaires et traitements en nature (produits de l'entreprise, logement, voitures de service, tickets-repas, crèches, etc.). Les salaires et traitements en espèces constituent la majeure partie du coût direct alors que le coût indirect couvre les cotisations sociales effectives des employeurs (c'est-à-dire les cotisations de sécurité sociale prévues par la loi, les cotisations qui font l'objet d'une convention collective, les cotisations contractuelles et les cotisations volontaires), les cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (surtout la rémunération garantie en cas de maladie ou de travail à temps réduit, plus l'indemnité de licenciement et l'indemnité compensatrice de préavis), le coût de la formation professionnelle, les frais de recrutement et les vêtements de travail fournis par l'employeur, les impôts payés par l'employeur (sur la base de la masse salariale ou de l'emploi), moins les subventions perçues par l'employeur (destinées à rembourser, en totalité ou en partie, le coût de la rémunération directe). Les cotisations sociales effectives des employeurs, en particulier les cotisations de sécurité sociale prévues par la loi et à la charge des employeurs, constituent la majeure partie du coût indirect.

#### **Coûts salariaux directs**

Voir «Coût total de la main-d'œuvre».

#### **Coûts salariaux indirects**

Voir «Coût total de la main-d'œuvre».

#### **Crédits budgétaires publics de recherche et de développement**

Les crédits budgétaires publics de recherche et de développement (CBPRD) sont un moyen de mesurer le soutien financier de l'État aux activités de R & D; ils incluent toutes les dotations allouées à la R & D dans les budgets de l'administration centrale (ou fédérale). Les administrations d'États fédérés ne sont prises en compte que si leur contribution est significative, alors que les fonds des administrations locales sont exclus.

#### **Critères de convergence**

Les critères de convergence pour l'union monétaire européenne peuvent être résumés de la manière suivante:

- stabilité des prix;
- situation des finances publiques;
- taux de change;
- taux d'intérêt à long terme.

#### **— Situation des finances publiques**

Les États membres doivent éviter de se trouver en situation de «déficit public excessif», c'est-à-dire que le déficit public prévu ou effectif ne doit pas dépasser 3 % du PIB et que la dette publique ne représente pas plus de 60

% de ce même PIB, à moins que le dépassement de la valeur de référence ne soit exceptionnel et temporaire ou que le rapport n'ait diminué de manière substantielle et constante.

#### **— Stabilité des prix**

Les États membres doivent avoir un degré de stabilité des prix durable et un taux d'inflation moyen, observé au cours d'une période d'un an avant l'examen, qui ne dépasse pas de plus de 1,5 % celui des trois États membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

#### **— Taux de change**

Les États membres doivent avoir respecté les marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme des taux de change (MTC) du système monétaire européen sans tensions graves pendant au moins les deux dernières années avant l'examen; en particulier, les États membres ne peuvent pas, de leur propre initiative, dévaluer leur monnaie par rapport à celle d'un autre État membre.

#### **— Taux d'intérêt à long terme**

Les États membres doivent, au cours d'une période d'un an précédant l'examen, avoir un taux d'intérêt nominal moyen à long terme qui n'excède pas de plus de 2 % celui des trois États membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

#### **Décès par accident de la route**

Nombre de personnes tuées sur le coup ou décédées dans les trente jours des suites de l'accident, calculé sous la forme d'un taux type de mortalité (TTM).

#### **Définition du cas de sida**

Différentes définitions du cas de sida sont utilisées dans les pays, selon les facteurs démographiques (nombre d'enfants ou d'adultes, manifestation relative d'infections opportunistes) et selon l'infrastructure de laboratoire et la formation disponibles, mais les pays participant au programme de surveillance du sida en Europe utilisent une définition du cas de sida uniforme définitivement adoptée en 1993. La définition européenne du sida diffère de celle en vigueur aux États-Unis, en ceci qu'elle ne tient pas compte des critères de numération de lymphocytes T CD4 +. La définition du cas clinique de sida de l'OMS est utilisée dans les pays disposant de moyens de diagnostic limités.

#### **Demandeurs d'asile**

Personnes dans l'attente d'une décision concernant leur demande d'obtention du statut de réfugié.

#### **Densité de population**

Nombre d'habitants par kilomètre carré.

#### **Dépense de consommation finale**

La dépense de consommation finale couvre les dépenses consacrées par les unités institution-



nelles résidentes à l'acquisition des biens ou services qui sont utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels ou collectifs des membres de la communauté.

### Dépense totale des administrations publiques

Selon le règlement (CE) n° 1500/2000 de la Commission du 10 juillet 2000, la dépense totale des administrations publiques comprend les catégories suivantes du SEC 95: consommation intermédiaire; formation brute de capital; rémunération des salariés; autres impôts sur la production; subventions à payer; revenus de la propriété; impôts courants sur le revenu et le patrimoine, etc.; prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature; transferts sociaux en nature liés aux dépenses pour des produits fournis aux ménages par l'intermédiaire des producteurs marchands; autres transferts courants; ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension; transferts en capital à verser; acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

### Dépenses totales de santé

Les dépenses totales de santé couvrent: les soins médicaux reçus par les ménages (des hôpitaux et des médecins aux services ambulanciers et aux produits pharmaceutiques) et leurs dépenses de santé, y compris la participation aux coûts et les médicaments achetés de leur propre initiative; les services de santé fournis par l'État (par exemple les écoles, les campagnes de vaccination), l'investissement dans les cliniques, les laboratoires, etc.; les frais administratifs; la recherche et le développement; la médecine du travail, les dépenses engagées par les organisations bénévoles, les organismes de bienfaisance et les régimes de santé parapublics.

### Dette publique

Total des dettes brutes, à leur valeur nominale, en cours à la fin de l'année et consolidées à l'intérieur des secteurs du gouvernement général. Voir également «Critères de convergence».

### Diagnostics CIM

Les diagnostics et les procédures associés aux hospitalisations sont classés conformément à la neuvième révision de la classification internationale des maladies (CIM 9). Cette dernière est le résultat d'une étroite collaboration entre de nombreux pays et organisations non gouvernementales, sous les auspices de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elle a d'abord servi à classer les causes de mortalité avant d'être élargie aux diagnostics sur la morbidité. Par exemple, la modification clinique de la CIM est utilisée pour catégoriser les diagnostics dans les hôpitaux. En pratique, la CIM est devenue la classification internationale type des diagnostics, utilisée à la fois à des fins épidémiologiques et de gestion sanitaire. La plu-

part des États membres adopteront ou adoptent actuellement la dixième classification CIM. Les catégories de diagnostics utilisées sont fondées sur le diagnostic principal qui est communiqué comme le premier de plusieurs diagnostics éventuels codés sur le registre des sorties. Le diagnostic principal représente la «condition définie après examen comme étant essentiellement responsable de l'admission du patient à l'hôpital pour y être soigné».

### Domaines d'études CITE 97

La classification comprend vingt-cinq domaines d'études (niveau à deux chiffres) pouvant ultérieurement être affinés en niveau à trois chiffres. On peut distinguer les neuf grands groupes présentés ci-après (niveau à un chiffre).

Niveau 0: programmes généraux

Niveau 1: éducation

Niveau 2: lettres et arts

Niveau 3: sciences sociales, commerce et droit

Niveau 4: sciences, mathématiques et informatique

Niveau 5: ingénierie, fabrication et production

Niveau 6: agriculture et sciences vétérinaires

Niveau 7: santé et protection sociale

Niveau 8: services

### Écu

L'ancienne unité monétaire européenne (écu) peut être considérée comme la pierre angulaire du système monétaire européen (SME). L'écu était composé d'un panier de monnaies (voir ci-après). En plus de son usage officiel dans le SME, un marché privé de l'écu s'était développé, ce qui permettait de l'employer dans les transactions monétaires et de dénommer des instruments financiers à l'inclusion d'obligations. Le 1er janvier 1999, l'écu a été remplacé par l'euro, la nouvelle monnaie unique de l'Europe, à parité égale avec l'écu.

### Émigrants

Personnes quittant leur pays de résidence habituelle pour élire domicile dans un autre pays. Selon les recommandations des Nations unies (1997) sur les statistiques de migration internationale (révision 1), ces personnes sont considérées comme des émigrants de longue durée si elles quittent le pays où elles résidaient auparavant pendant une période de douze mois ou plus. Toutefois, peu de pays sont en mesure de communiquer des statistiques fondées sur ces définitions. Les statistiques fournies dans le présent document sont généralement fondées sur des définitions nationales pouvant différer considérablement des recommandations des Nations unies. Tous les pays ne collectent pas de données statistiques sur les émigrants et, dans ceux qui le font, les sources des données et l'importance de la collecte varient.

### Enquête sur les forces de travail (EFT)

Une enquête sur les forces de travail est une enquête s'adressant aux ménages qui vise à

obtenir des informations sur le marché du travail et sur des questions connexes au moyen d'interviews directes. L'enquête communautaire sur les forces de travail couvre l'ensemble des personnes qui vivent dans des ménages privés et exclut celles qui vivent dans des ménages collectifs (par exemple pensions, internats, établissements hospitaliers). Les définitions utilisées sont communes à tous les États membres de l'Union européenne et se fondent sur les recommandations internationales du Bureau international du travail (BIT).

### **Espérance de vie**

Nombre moyen d'années restant à vivre pour les personnes d'un âge donné dans les conditions de mortalité applicables aux âges successifs d'une population donnée.

### **Euro**

La troisième phase de l'union monétaire européenne a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1999 avec l'adoption de la monnaie unique, l'euro. L'euro a remplacé l'écu à parité égale. Depuis cette date, la parité des monnaies nationales des onze États participant à la zone euro (Belgique, Allemagne, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal et Finlande) par rapport à l'euro a été fixée selon des taux de conversion irrévocables (voir tableau présenté ci-après). Ces pays ont été rejoints par la Grèce le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Jusqu'à la fin de l'année 2001, l'euro n'a existé que sous forme de monnaie scripturale (chèques, transferts de paiements et paiements par carte) et son utilisation était facultative (ni obligation ni interdiction). Les pièces et billets en euros ont été mis en circulation le 1<sup>er</sup> janvier 2002, date à partir de laquelle l'utilisation de l'euro est devenue obligatoire, et les monnaies nationales ont progressivement été retirées de la circulation.

Taux de conversion fixes (1 euro = ...):

13,7603	ATS
40,3399	BEF
1,95583	DEM
166,386	ESP
5,94573	FIM
6,55957	FRF
340,750	GRD
0,787564	IEP
1 936,27	ITL
40,3399	LUF
2,20371	NLG
200,482	PTE

Les règles de conversion des monnaies nationales en euros et vice versa sont très strictes. Le taux officiel de conversion à six chiffres significatifs doit être utilisé pour chaque conversion, sans arrondi ni troncature. Pour convertir une somme en euros, cette dernière doit être divisée par le taux de conversion, et, pour l'opération inverse, la somme doit être multipliée par le taux de conversion.

La conversion d'une monnaie nationale de la zone euro vers une autre monnaie de cette même zone doit s'effectuer par l'intermédiaire de l'euro, en utilisant les taux de conversion appropriés.

Toute conversion vers une autre monnaie doit également se faire par l'intermédiaire de l'euro, mais en utilisant le taux de change en vigueur de la monnaie en question par rapport à l'euro.

### **Eurobaromètre**

Les sondages d'opinion Eurobaromètre sont réalisés à la demande de la direction générale de l'éducation et de la culture de la Commission européenne deux fois par an, au printemps et à l'automne, depuis 1973. En dehors des sondages d'opinion, l'unité «Suivi des tendances de l'opinion publique» de la direction générale de l'éducation et de la culture organise des enquêtes sur des groupes cibles spécifiques et des analyses qualitatives (groupes de discussion, interviews approfondies) dans tous les États membres de l'UE et, occasionnellement, dans des pays tiers.

### **Excédent d'exploitation brut**

Produit intérieur brut aux prix du marché moins la rémunération des salariés versée par les employeurs résidents, les impôts nets (des subventions) sur la production et les importations levés par les administrations publiques et par le reste du monde (y compris les institutions européennes).

L'excédent d'exploitation correspond au revenu que les unités de production tirent de leur propre utilisation de leurs outils de production.

### **Flux extra-UE**

Toutes les opérations entre les pays de l'UE et les pays hors UE.

### **Flux intra-UE**

Toutes les opérations que les pays de l'UE déclarent avoir effectuées avec d'autres États membres.

### **Forces de travail**

Personnes présentes sur le marché du travail, c'est-à-dire les personnes qui ont un emploi et les chômeurs.

### **Forêt**

Terre à couvert arboré (ou niveau équivalent de peuplement forestier) de plus de 10 % et d'une superficie supérieure à 0,5 ha. Les arbres doivent être capables d'atteindre une hauteur minimale de 5 m à maturité in situ.

### **Formation brute de capital fixe**

La formation brute de capital fixe (FBCF) est égale aux acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence augmentées de certaines plus-values sur actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Par «actifs fixes», il faut entendre des actifs corporels ou incorporels issus de processus de pro-

duction et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an.

### **Formation professionnelle continue (FPC)**

Mesures ou activités de formation financées en totalité ou en partie par les entreprises et s'adressant aux salariés ayant un contrat de travail. Pour les besoins de l'enquête de la Commission européenne, on entend par «salariés» le nombre total de personnes occupées, à l'exclusion des apprentis et des stagiaires.

### **Gains bruts**

Rémunération (salaires et traitements) en espèces versée directement au salarié, avant déduction de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale à la charge du salarié.

### **Gains nets**

Les gains nets sont calculés à partir des gains bruts en déduisant les cotisations de sécurité sociale et les impôts sur le revenu à charge des salariés et en ajoutant les allocations familiales s'il y a des enfants dans la famille.

### **Hébergement touristique**

Comprend tous les types d'hébergement:

- les établissements d'hébergement touristique collectif:
  - les hôtels et les établissements similaires,
  - les autres établissements d'hébergement collectif (villages de vacances, camping, marinas, etc.),
  - les établissements spécialisés (établissements de santé, camps de travail et de vacances, moyens de transport publics et centres de conférences);
- l'hébergement touristique privé:
  - l'hébergement loué,
  - les autres types d'hébergement privé.

*NB:* Les données sur l'hébergement touristique privé ne sont pas incluses dans les données d'Eurostat.

### **Hébergement touristique (offre)**

L'offre d'hébergement touristique est mesurée par le nombre de places-lits des établissements. Il s'agit du nombre de personnes qui peuvent passer la nuit dans des lits installés à titre permanent, sans tenir compte des lits supplémentaires installés à la demande du client.

### **Immigrants**

Personnes arrivant ou revenant de l'étranger dans l'intention de résider dans le pays pendant un certain temps après avoir résidé ailleurs. Selon les recommandations (1997) des Nations unies sur les statistiques de migration internationale (révision 1), ces personnes sont considérées comme des immigrants de longue durée si elles séjournent dans leur pays d'accueil pendant une période de douze mois ou plus après avoir résidé ailleurs pendant douze mois ou plus. Toutefois, peu de pays sont en mesure de communiquer des statistiques fondées sur ces définitions. Les statistiques fournies dans le présent document

sont généralement fondées sur des définitions nationales pouvant différer considérablement des recommandations des Nations unies.

Tous les pays ne collectent pas de données statistiques sur l'immigration, et, dans ceux qui le font, les sources des données et l'importance de la collecte varient. Quelques pays (par exemple la France) excluent les citoyens nationaux des statistiques de l'immigration.

### **Impôts courants sur le revenu et le patrimoine**

Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine comprennent tous les versements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés périodiquement par les administrations publiques et par le reste du monde sur le revenu et le patrimoine des unités institutionnelles, ainsi que certains impôts périodiques qui ne sont basés ni sur le revenu ni sur le patrimoine.

### **Impôts sur la production et l'importation**

Versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne, qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments ou autres actifs utilisés à des fins de production.

### **Inactifs**

Personnes ne faisant pas partie des forces de travail. Il s'agit des personnes qui n'exercent pas d'activité professionnelle ou qui ne sont pas au chômage (définitions de l'Organisation internationale du travail). Les personnes occupées (exerçant une activité professionnelle) sont celles âgées de 15 ans et plus (16 ans et plus en Islande, en Espagne, en Suède et au Royaume-Uni) qui, pendant la semaine de référence, ont accompli un travail rémunéré pendant au moins une heure ou ne travaillaient pas mais avaient un emploi dont elles étaient temporairement absentes. Les travailleurs familiaux sont inclus. Pour la définition de «chômeur», voir cette entrée dans le glossaire.

### **Incidence de la maladie**

L'incidence est une mesure du nombre de nouveaux cas survenant dans une population au cours d'une période donnée. On peut l'exprimer sous forme du nombre de nouveaux cas d'une maladie (ou d'une affection) pour 1 000 ou 100 000 personnes dans une année. L'incidence peut concerner la première manifestation d'une maladie (c'est-à-dire les nouveaux cas) ou tous ses épisodes.

### **Indice implicite des prix du PIB**

Il s'agit d'un indicateur de l'évolution des prix de tous les biens et services constituant le PIB.

### **Industrie manufacturière**

Elle concerne toutes les activités incluses dans la section D de la NACE rév. 1.1 (nomenclature



générale des activités économiques dans les Communautés européennes), y compris les activités artisanales et les activités à grande échelle. Il convient de noter que l'utilisation de machines et de matériels lourds ne se limite pas à la section D. Cette dernière couvre, notamment, les industries suivantes: fabrication de produits à base de minerais non métalliques, produits chimiques, fibres synthétiques ou artificielles, fabrication de produits en métaux, produits alimentaires, boissons et tabac, textile, cuirs et articles en cuir, bois et meubles en bois, fabrication de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés, transformation du caoutchouc et des matières plastiques. En revanche, les industries extractives, la construction et le génie civil sont exclus.

### **Investissements directs étrangers (IDE)**

Les IDE constituent, dans les comptes de la balance des paiements, la catégorie d'investissements internationaux traduisant l'objectif, pour une entité résidente d'une économie, d'obtenir un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie. L'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise ainsi qu'un degré d'influence important, de la part de l'investisseur, sur la gestion de l'entreprise. L'entreprise d'investissements directs se définit formellement comme une entreprise constituée ou non en société dans laquelle l'investisseur direct détient 10 % ou plus des parts ordinaires ou des actions avec droit de vote (entreprise constituée en société) ou une participation équivalente (entreprise non constituée en société).

Flux et positions d'IDE: par des flux d'investissements directs, un investisseur acquiert une position d'investissements directs étrangers qui se répercute sur la position des investissements internationaux de l'économie. Cette position d'IDE (ou stock d'IDE) diffère des mouvements accumulés en raison de réévaluations (changements des prix ou des taux de change) et d'autres ajustements tels que le rééchelonnement ou l'annulation des emprunts, la remise des dettes ou des échanges de créances contre actifs.

### **Lits de soins en hôpital psychiatrique**

Lits accueillant des malades hospitalisés pour des problèmes de santé mentale (y compris pour le traitement des toxicomanies), à l'exclusion des lits accueillant des malades handicapés mentaux si la vocation clinique principale n'est pas de nature médicale.

### **Lits de soins hospitaliers**

Lits accueillant des malades officiellement admis (ou «hospitalisés») dans un établissement pour y recevoir un traitement et/ou des soins et qui passent au moins une nuit à l'hôpital ou dans un autre établissement dispensant des soins hospitaliers. Les soins hospitaliers sont fournis dans les hôpitaux, dans d'autres instal-

lations de soins en institution ou dans des établissements qui sont classés en fonction de la spécificité des soins qu'ils dispensent dans le secteur des soins ambulatoires, mais qui offrent des soins hospitaliers comme activité secondaire.

### **Logement**

Pièce ou ensemble de pièces et leurs annexes — vestibules et corridors — situées dans un bâtiment permanent ou dans une partie structurellement distincte d'un tel bâtiment, destinées, par la manière dont le bâtiment a été construit, rénové ou transformé, à être habitées tout au long de l'année par un ménage privé. Il peut s'agir soit d'un logement unifamilial dans une maison, soit d'un appartement dans un immeuble collectif. Les logements comprennent les garages à usage résidentiel, même lorsqu'ils sont séparés de l'habitation ou appartiennent à différents propriétaires.

### **Maladies transmissibles**

Maladies entraînant ou pouvant potentiellement entraîner une morbidité et/ou une mortalité significative dans l'UE et pour lesquelles l'échange d'informations peut constituer un moyen d'alerte précoce des menaces pesant sur la santé publique. Il peut également s'agir de maladies rares et graves non reconnues au niveau national, pour lesquelles la mise en commun de données permettrait d'élaborer des hypothèses à partir d'une base de connaissance plus étendue et pour lesquelles des mesures préventives efficaces sont disponibles, ce qui constitue un gain pour la protection de la santé.

### **Marge brute standard (MBS)**

La marge brute standard d'une exploitation agricole est la valeur pécuniaire de la production brute de laquelle sont déduits les frais spécifiques correspondants.

La marge brute standard est la valeur de la marge brute correspondant à la situation moyenne dans une région donnée pour chaque caractéristique agricole.

Les MBS sont déterminées sur la base de moyennes triennales. Dans l'enquête 1997 sur la structure des exploitations agricoles, les marges brutes standard «1994» ont été calculées à partir de la moyenne arithmétique des années 1995, 1996 et 1997.

La production brute correspond à la somme des valeurs du ou des produits principaux et du ou des produits secondaires. Ces valeurs sont calculées en multipliant la production par unité (moins les pertes éventuelles) par le prix à la ferme, sans la TVA.

La production brute comprend également les subventions liées aux produits, à la superficie et/ou au cheptel.

### **Mécanisme des taux de change (MTC)**

Partie du système monétaire européen visant à assurer une plus grande stabilité des taux de change. Il se composait de deux éléments: une

grille de parité des taux centraux bilatéraux et des marges de fluctuation et un indicateur de divergence qui mesurait le degré suivant lequel une monnaie s'éloignait de son taux central en écu. Il a cessé d'exister au début de la troisième phase de l'union monétaire.

### **Ménage**

D'après la méthodologie des enquêtes sur les budgets des ménages, le ménage comprend des personnes qui partagent une même résidence et consomment collectivement certains biens ou services. Par «ménage», on entend une personne vivant seule ou un groupe de personnes non obligatoirement liées par un lien de parenté résidant à la même adresse et consommant collectivement certains biens ou services, c'est-à-dire partageant au moins un repas par jour ou une même pièce de séjour.

### **Migrations nettes (y compris corrections)**

Différence entre les chiffres de l'immigration et ceux de l'émigration. Dans la mesure où la plupart des pays soit ne disposent pas de chiffres précis sur l'immigration et l'émigration, soit n'en disposent pas du tout, la migration nette est généralement estimée sur la base de la différence entre l'augmentation (totale) de la population et l'accroissement naturel entre deux dates données. Les statistiques sur la migration nette souffrent donc de toutes les imprécisions statistiques des deux composantes de cette équation, notamment en ce qui concerne l'accroissement de la population.

### **Mortalité infantile**

Nombre de décès pour 1 000 enfants nés vivants, âgés de moins de 1 an.

### **NACE 70**

Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes (concernant les données des années 1970 à 1990).

### **NACE rév. 1.1**

La NACE rév. 1.1 est une révision de la nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes (concernant les données des années postérieures à 1991, voir annexe intitulée «Nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne» à la fin de l'ouvrage).

### **Nations unies (ONU)**

L'Organisation des Nations unies (ONU) a été créée le 24 octobre 1945 par 51 pays déterminés à préserver la paix par la coopération internationale et la sécurité collective. Aujourd'hui, presque toutes les nations du monde font partie de l'ONU: les pays membres sont au nombre de 189. Lorsque des États deviennent membres de l'ONU, ils acceptent les obligations de la charte des Nations unies, un traité international qui expose les principes de base des relations internationales. Selon la charte, l'ONU a quatre objectifs: maintenir la paix et la sécu-

rité au niveau international, développer des relations pacifiques entre les nations, coopérer pour résoudre les problèmes internationaux et promouvoir le respect des droits de l'homme et constituer un centre pour l'harmonisation des actions des nations.

### **Niveaux d'études selon la CITE 97**

De façon empirique, la CITE part du principe qu'il existe plusieurs critères susceptibles d'aider à affecter les programmes d'enseignement aux niveaux d'éducation. En fonction du niveau et du type d'enseignement concerné, il est nécessaire d'établir un système de classement hiérarchique entre critères principaux et critères subsidiaires (condition type d'admission, condition minimale d'admission, âge minimal, qualification du personnel, etc.).

#### *Niveau 0 — Éducation préprimaire*

L'éducation préprimaire est définie comme étant la première étape de l'instruction organisée. Elle est dispensée dans une école ou dans un centre extérieur à la famille et s'adresse aux enfants âgés de 3 ans au moins.

#### *Niveau 1 — Enseignement primaire ou premier cycle de l'éducation de base*

Ce niveau commence entre 4 et 7 ans, est obligatoire dans tous les pays et dure généralement de cinq à six ans.

#### *Niveau 2 — Premier cycle de l'enseignement secondaire ou deuxième cycle de l'éducation de base*

Il assure la continuité avec les programmes de base du niveau primaire, bien que les programmes aient généralement une structure davantage orientée vers les matières enseignées. La fin de ce niveau coïncide souvent avec celle de la scolarité obligatoire.

#### *Niveau 3 — Enseignement secondaire (deuxième cycle)*

Ce niveau commence normalement à la fin de la scolarité obligatoire. L'âge d'admission est généralement de 15 à 16 ans. Les élèves doivent habituellement remplir des conditions d'admission (fin de la scolarité obligatoire, notamment). L'enseignement est souvent plus spécialisé qu'au niveau CITE 2. La durée du niveau CITE 3 varie normalement de deux à cinq ans.

#### *Niveau 4 — Enseignement postsecondaire qui n'est pas du supérieur*

Le niveau 4 de la CITE regroupe des programmes qui se situent de part et d'autre de la limite entre le deuxième cycle du secondaire et l'enseignement postsecondaire. Ils permettent d'élargir les connaissances des participants qui ont déjà terminé un programme de niveau CITE 3. Doivent être rattachés à ce niveau les programmes qui préparent à l'entrée au niveau 5 de la CITE et les programmes principalement conçus pour permettre un accès direct au marché du travail.

**Niveau 5 — Premier cycle de l'enseignement supérieur**

L'admission à ces programmes exige normalement des étudiants qu'ils aient achevé avec succès les niveaux 3 et 4 de la CITE. Ce niveau inclut les programmes de l'enseignement supérieur à orientation universitaire (type A) qui sont en grande partie fondés sur la théorie et les programmes de l'enseignement supérieur à orientation professionnelle (type B). Ils sont généralement plus courts que les programmes du niveau 5A et visent l'acquisition de compétences essentiellement professionnelles de façon à permettre d'accéder au marché du travail.

**Niveau 6 — Deuxième cycle de l'enseignement supérieur**

Ce niveau est réservé aux programmes d'enseignement supérieur conduisant à l'obtention d'un titre de chercheur hautement qualifié (doctorat).

**Nouveau mécanisme des taux de change (MTC 2)**

Le 1<sup>er</sup> janvier 1999, le MTC a été remplacé par le nouveau mécanisme des taux de change (MTC 2). Ce dernier vise à préparer les pays ne participant pas d'emblée à la zone euro à intégrer l'union monétaire tout en contribuant à discipliner les taux de change dans l'UE. La monnaie centrale du système est l'euro. À la fin de 2000, seules les monnaies du Danemark et de la Grèce participent au nouveau mécanisme des taux de change. Les marges de fluctuation étaient de  $\pm 2,25$  % pour le Danemark et de  $\pm 15$  % pour la Grèce. La Grèce ayant rejoint la zone euro le 1<sup>er</sup> janvier 2001, le Danemark est actuellement le seul pays participant au système.

**NUTS**

Un règlement relatif à la nomenclature des unités territoriales statistiques a été approuvé par la Commission en 2003 [règlement (CE) n° 1059/2003]. Le but est de fournir une ventilation territoriale unique et cohérente pour l'établissement des statistiques régionales de l'UE. La NUTS actuelle (version 2003) subdivise le territoire de l'Union européenne en 84 régions NUTS 1, en 254 régions NUTS 2 et en 1 213 régions NUTS 3. Des régions NUTS ont été définies également pour les dix nouveaux États membres à partir du 1<sup>er</sup> mai 2004. Veuillez consulter RAMON sur le site web d'Eurostat pour les dernières informations disponibles ([http://europa.eu.int/comm/eurostat/ramon/nuts/splash\\_regions.html](http://europa.eu.int/comm/eurostat/ramon/nuts/splash_regions.html)).

**Obligations**

Valeurs mobilières émises par des États, des sociétés, des banques ou d'autres organismes. En principe, elles portent intérêts et sont remboursables à une valeur déterminée et à une date donnée.

**Obligations d'État**

Instruments officiels de dette émis par les gouvernements afin de financer les déficits budgétaires

et de rembourser les dettes venant à échéance. Les rendements des obligations d'État se rapportent généralement aux rendements sur le marché secondaire, c'est-à-dire qu'ils sont observés sur le marché où des titres déjà en circulation sont traités.

**Office européen des brevets (OEB)**

L'Office européen des brevets (OEB) est le bras exécutif de l'Organisation européenne des brevets, un organisme intergouvernemental constitué dans le cadre de la convention sur le brevet européen (CBE), qui a été signée à Munich le 5 octobre 1973 et est entrée en vigueur le 7 octobre 1977. Les membres de l'Organisation européenne des brevets sont les États contractants de la CBE. L'OEB octroie des brevets européens pour les États contractants de la CBE. Les activités de l'OEB sont supervisées par le conseil d'administration de l'organisation, qui est composé de délégués des États contractants.

Source: OEB (<http://www.european-patent-office.org>).

**Pacte de stabilité et de croissance**

Le pacte de stabilité et de croissance s'inscrit dans le cadre de la troisième phase de l'Union économique et monétaire instaurée le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Il a pour objectif de s'assurer que les États membres poursuivent leurs efforts en matière de discipline budgétaire après l'adoption de la monnaie unique.

Concrètement, le pacte comprend une résolution du Conseil européen (adoptée à Amsterdam le 17 juin 1997) et deux règlements du Conseil du 7 juillet 1997 définissant les dispositions techniques détaillées (l'une sur le contrôle des situations budgétaires et sur la coordination des politiques économiques et l'autre sur la mise en œuvre de la procédure en cas de déficit excessif).

À moyen terme, les États membres ont décidé de poursuivre l'objectif d'un budget en équilibre ou pratiquement en équilibre et de présenter au Conseil et à la Commission un programme de stabilité avant le 1<sup>er</sup> mars (programme faisant ensuite l'objet d'une actualisation annuelle). Parallèlement, les États ne participant pas à la troisième phase de l'UEM sont tenus de produire un programme de convergence.

Le pacte de stabilité et de croissance permet au Conseil de pénaliser tout État membre participant qui ne prendrait pas les mesures appropriées pour mettre un terme à un déficit excessif. La pénalité prendrait la forme d'un dépôt sans intérêt auprès de la Communauté mais pourrait être transformée en amende s'il n'était pas remédié au déficit excessif dans les deux ans.

**Panier de l'écu**

Il se composait de quantités fixes de douze monnaies des États membres de l'Union européenne. Lors de la création de l'écu, le 13 mars 1979, le panier était composé de quantités

fixes des monnaies des neuf États membres de l'époque et était identique à celui de l'unité de compte européenne (UCE). La composition du panier de l'écu a été gelée à partir de novembre 1993 jusqu'à l'introduction de la monnaie unique. Les monnaies de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède n'ont pas été prises en compte pour la composition du panier de l'écu, dans la mesure où ces pays ne sont devenus membres de l'UE qu'à partir de janvier 1995.

### **Papier et carton**

Ensemble comprenant tous les types de papier graphique, papier journal, papier hygiénique et papier domestique, papier et carton d'emballage, ainsi que d'autres papiers et cartons. Sont exclus les produits en papier fabriqués tels que les boîtes, livres et magazines, etc.

### **Parités de pouvoir d'achat (PPA)**

Les taux de change monétaire ne doivent pas servir à comparer les volumes des recettes et des dépenses, car ils traduisent généralement plus que de simples différences de prix (par exemple volumes des transactions financières entre monnaies, anticipations sur les marchés des changes).

En revanche, les PPA sont établies pour éliminer les différences entre les niveaux de prix dans différents pays. Elles reflètent donc véritablement les différences de pouvoir d'achat (des ménages par exemple). Les PPA sont obtenues en comparant les niveaux de prix d'un panier de biens et de services comparables représentatif des habitudes de consommation dans les divers pays. Les parités de pouvoir d'achat convertissent chaque unité monétaire nationale en une unité de monnaie artificielle commune, le standard de pouvoir d'achat (SPA).

Les PPA sont, au niveau le plus bas, les rapports de prix bilatéraux entre des éléments individuels strictement définis (par exemple: 1,5 GBP pour un pain au Royaume-Uni contre 2 EUR en Allemagne). Ces rapports sont ensuite traduits en rapports multilatéraux, rapportés à la moyenne de l'UE et agrégés en agrégats de plus en plus complexes (par exemple alimentation) pour aboutir au PIB.

### **Pays de l'EEE**

L'Espace économique européen (EEE) comprend les États membres de l'UE ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège. En 1989, Jacques Delors, alors président de la Commission, a proposé une nouvelle forme de partenariat qui devait aboutir à l'accord instaurant l'EEE. Les pays de l'AELE, à savoir, à l'époque, l'Autriche, la Finlande, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suède et la Suisse, ont accueilli cette idée avec enthousiasme, les négociations officielles ont commencé en juin 1990, et l'accord a été signé le 2 mai 1992, à Porto. Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994, cet accord couvrait les pays de l'UE et ceux de l'AELE, à l'exception du Liechtenstein et de la Suisse. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, l'Autriche, la Finlande

et la Suède participent à l'EEE comme États membres de l'UE. De son côté, le Liechtenstein participe à part entière à l'EEE depuis le 1<sup>er</sup> mai 1995. L'élargissement de l'UE a eu des répercussions directes sur l'accord EEE et les dix pays adhérant à l'UE ont demandé à devenir parties à l'accord EEE en décembre 2003. Les négociations relatives à l'élargissement de l'EEE ont eu lieu en 2003, et, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, l'EEE élargi comprend vingt-huit pays.

### **PCM (panel communautaire des ménages)**

Enquête longitudinale à échantillon constant, dont les données collectées sont harmonisées, utilisant un ensemble commun de définitions et portant sur un échantillon représentatif de ménages privés dans chaque État membre de l'UE; conçue pour obtenir des informations sur le revenu et les questions sociales connexes au moyen d'interviews individuelles, elle a été lancée en 1994 et achevée en 2001.

### **PME**

Petites et moyennes entreprises occupant moins de 250 personnes, selon la recommandation 2003/361/CE de la Commission adoptée le 6 mai 2003: classe d'entreprises qui est fonction du nombre de salariés, du chiffre d'affaires annuel et de l'indépendance de la société. Les PME forment l'ossature de la culture d'entreprise de l'EU-25, au sein de laquelle plus de 99 % des entreprises occupent moins de 250 personnes.

### **Poids vif des produits de la pêche**

Le poids vif des produits de la pêche est obtenu par application de facteurs au poids débarqué ou au poids des produits et sert à indiquer le poids des produits de la pêche dans l'état où ils sont sortis de l'eau et avant tout traitement ou autre opération.

### **Prestations sociales (autres que les transferts sociaux en nature)**

Les prestations sociales (autres que les transferts sociaux en nature) sont celles qui sont versées aux ménages par les administrations de sécurité sociale, d'autres unités des administrations publiques, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), les entreprises d'assurances, les employeurs administrant des régimes d'assurance sociale sans constitution de réserves et d'autres unités institutionnelles administrant des régimes privés d'assurance sociale avec constitution de réserves.

### **Prévalence de la maladie**

La prévalence est une mesure du nombre de cas d'une maladie constatés à un moment donné. On peut l'exprimer sous forme de proportion d'une population atteinte par la maladie à un moment donné de l'année. Pour que les statistiques de prévalence provenant d'études différentes soient comparables, la longueur de la période considérée doit être la même.



**Production de bois rond**

La production de bois rond (le terme est utilisé comme synonyme de «prélèvements») comprend toutes les quantités de bois tirées de la forêt et des autres espaces boisés ou autres sites d'abattage au cours d'une certaine période de temps.

**Produit intérieur brut aux prix du marché (PIB p.m.)**

Résultat final de l'activité de production des unités de production résidentes. Il correspond à la production totale de biens et de services de l'économie, moins la consommation intermédiaire.

**Produit intérieur brut en standard de pouvoir d'achat**

Produit intérieur brut converti en une unité de monnaie artificielle, le SPA (standard de pouvoir d'achat), par un taux de conversion spécial appelé PPA (parité de pouvoir d'achat).

Le PIB en SPA représente un volume pur après que les différences de niveau de prix entre les pays ont été gommées par le taux de conversion spécial PPA.

**Produit national brut (PNB)**

Voir «Revenu national brut».

**Recette totale des administrations publiques**

Selon le règlement (CE) n° 1500/2000 de la Commission du 10 juillet 2000, la recette totale des administrations publiques comprend les catégories suivantes du SEC 95: production marchande; production pour usage final propre; autre production non marchande; impôts sur la production et les importations; autres subventions sur la production à recevoir; revenus de la propriété; impôts courants sur le revenu et le patrimoine, etc.; cotisations sociales; autres transferts courants; transferts en capital.

**Recherche et développement (R & D)**

La recherche et le développement englobent le travail créatif entrepris sur une base systématique en vue d'enrichir la masse des connaissances, y compris la connaissance de l'être humain, de la culture et de la société, et d'employer ce volume de connaissances à concevoir de nouvelles applications.

**Réfugié**

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la convention des Nations unies de 1951 sur le statut des réfugiés, un réfugié est une personne ayant des craintes fondées d'être persécutée pour des raisons de race, de religion, de nationalité, d'appartenance à un groupe social particulier ou pour ses opinions politiques.

Il est à noter que de nombreux pays permettent aux demandeurs d'asile de rester sur leur territoire de manière temporaire ou permanente, même si leur statut ne correspond pas à la définition de la convention de 1951. Par exemple, les demandeurs d'asile peuvent obtenir

une réponse favorable pour des motifs humanitaires.

**Rémunération des salariés**

Toute rémunération en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers au cours de la période considérée. Elle comprend les salaires et traitements bruts, les cotisations sociales effectives à la charge des employeurs et les cotisations sociales imputées (c'est-à-dire les cotisations qui correspondent aux prestations sociales octroyées directement par les employeurs sans passer par l'intermédiaire d'une administration de sécurité sociale, d'une entreprise d'assurances ou d'un fonds de pension autonome).

**Réserves extérieures officielles**

Réserves détenues par les autorités monétaires d'un pays afin de financer les déséquilibres de la balance des paiements ou de lutter contre les mouvements de spéculation sur la monnaie nationale. Elles comprennent l'or monétaire, les devises, les droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI) et les réserves auprès du FMI.

**Revenu national brut (RNB)**

Le revenu national brut (RNB) équivaut au produit intérieur brut plus les revenus primaires reçus (rémunération des salariés, revenu de la propriété, subventions) de l'étranger moins les revenus primaires payés (rémunération des salariés, revenu de la propriété, impôts sur la production payés au reste du monde).

Le revenu national brut disponible est dérivé du RNB en ajoutant les transferts courants reçus du reste du monde et en déduisant les transferts courants payés au reste du monde.

Le revenu national net disponible équivaut au revenu national brut disponible moins la consommation de capital fixe.

Le concept de RNB (SEC 95) remplace celui de PNB (produit national brut, SEC 79). Les deux sont conceptuellement identiques.

**Salariés**

Personnes travaillant pour un employeur public ou privé et rémunérées sous forme de traitements, salaires, honoraires, gratifications, salaires au rendement ou paiements en nature; les membres de l'armée de métier sont également inclus. Un concept élargi de l'emploi est utilisé dans les recommandations internationales sur les statistiques du travail. Les personnes occupées déclarées dans l'enquête sur les forces de travail sont celles qui, pendant la semaine de référence, ont travaillé au moins pendant une heure contre salaire ou avantage, ou ne travaillaient pas mais avaient un emploi dont elles étaient temporairement absentes. Les travailleurs familiaux sont inclus.

**SEC**

Système européen de comptes (économiques intégrés), c'est-à-dire la méthodologie des

comptes nationaux. La nouvelle version du SEC 95 (la troisième) a été progressivement introduite à partir de 1999. Le SEC 95 est entièrement cohérent avec les orientations mondiales relatives aux comptes nationaux, le SCN 93.

### Secteurs de haute technologie

La classification des secteurs manufacturiers de haute et de moyenne-haute technologie est fondée sur la notion d'intensité de R & D (ratio des dépenses de R & D au PIB). Selon ce critère, le secteur manufacturier de haute technologie comprend la fabrication de machines de bureau et d'ordinateurs, la fabrication d'équipements et d'appareils de radio, de télévision et de communication et la fabrication d'instruments médicaux de précision et d'instruments optiques, de montres et d'horloges. Le secteur manufacturier de moyenne-haute technologie comprend la fabrication de produits chimiques, de machines et d'équipements non compris ailleurs, la fabrication de machines et d'appareils électriques non compris ailleurs, la fabrication de véhicules automobiles, remorques et semi-remorques ainsi que la fabrication d'autres équipements de transport.

Selon une logique analogue à celle qui est appliquée au secteur manufacturier, Eurostat définit les secteurs suivants comme des services à forte concentration de connaissance: transport par eau; transport aérien; poste et télécommunications; intermédiation financière; assurance et financement des retraites (sauf sécurité sociale obligatoire); activités auxiliaires d'intermédiation financière; immobilier; location de machines et d'équipements sans opérateur et d'articles personnels et ménagers; informatique et activités connexes; la recherche et le développement; autres activités industrielles et commerciales; éducation; santé et action sociale; activités de loisirs, culturelles et sportives.

Parmi ces secteurs, la poste et les télécommunications, l'informatique et les activités connexes ainsi que la recherche et le développement sont considérés comme des services de haute technologie.

### Services

Les expressions «industrie(s) de services», «secteur(s) des services» ou tout simplement «services» servent généralement à désigner les activités économiques couvertes par les sections G à K et M à O de la NACE rév. 1.1 ainsi que les unités qui mènent ces activités.

### Services de communication

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre les deux principales catégories de communications internationales entre résidents et non-résidents: les services de télécommunication et les services postaux (y compris les messageries).

### Services fournis aux entreprises

Ils comprennent les services techniques (ingénierie, architecture et études techniques), les services informatiques (réalisation de logiciels et gestion de bases de données) ainsi que d'autres services spécialisés (activités juridiques, comptables et de conseil en gestion).

### Sespros

Le système européen de statistiques intégrées de la protection sociale (Sespros) s'appuie sur le concept de protection sociale. La protection sociale est définie comme la couverture de risques et de besoins qui sont précisément définis et qui concernent tous les aspects de la protection sociale: santé, invalidité, vieillesse, famille et chômage. Le Sespros enregistre les recettes et les dépenses des différentes organisations (ou régimes) qui interviennent dans le domaine de la protection sociale. Les prestations sociales sont ventilées par type et par fonctions. Le type fait référence à la forme sous laquelle les prestations sont fournies: par exemple, en espèces ou en nature. Les fonctions rassemblent les besoins couverts par les prestations: ainsi, le maintien du revenu peut être payé dans le cadre de la santé, mais également de l'invalidité, de la vieillesse, de la maternité ou du chômage. Les recettes sont ventilées par type: cotisations sociales, contributions des administrations publiques et autres recettes.

### Sortie d'hôpital

Sortie officielle d'un malade d'un établissement d'hospitalisation ou de soins actifs. Les taux de sortie sont exprimés sous la forme d'un nombre pour 100 000 habitants. Les chapitres des diagnostics (utilisant le diagnostic principal) ont été définis selon la classification internationale des maladies, neuvième révision, modification clinique (CIM-9-MC).

### Standard de pouvoir d'achat (SPA)

Le standard de pouvoir d'achat est une unité de monnaie artificielle. Un SPA permet d'acheter la même quantité de biens et de services dans chaque pays alors qu'en raison des niveaux de prix différents dans les pays, des sommes différentes d'unités de monnaie nationale sont nécessaires pour acheter cette quantité de biens et de services.

Les SPA sont obtenus en divisant un agrégat économique d'un pays en monnaie nationale par sa PPA respective (voir «Parités de pouvoir d'achat»).

### Statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)

Outil de collecte de données dont les résultats sont harmonisés, remplaçant le PCM et destiné à être la source de référence des informations sur le revenu et les questions sociales connexes, contenant des éléments transversaux et longitudinaux et accordant une plus grande confiance aux sources nationales exist-

tantes afin d'améliorer les délais de disponibilité et la souplesse.

### Subventions

Les subventions sont des transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influer sur leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production.

### Superficie agricole (SA) ou superficie agricole utilisée (SAU)

La superficie agricole (SA) ou superficie agricole utilisée (SAU) est la superficie utilisée pour les activités agricoles qui correspond aux catégories suivantes: terres arables, prairies permanentes, cultures permanentes et jardins potagers.

### Système monétaire européen (SME)

Officiellement entré en vigueur le 13 mars 1979, il est resté opérationnel jusqu'au 31 décembre 1998. Son objectif était d'«établir une zone de stabilité monétaire en Europe par la mise en œuvre de certaines politiques relatives aux taux de change, aux crédits et aux transferts de ressources». Le SME se composait de trois éléments: l'écu, le mécanisme des taux de change (MTC) et le mécanisme de crédit. À la fin de son existence, les monnaies de tous les États membres (à l'exception de la Suède et du Royaume-Uni) faisaient partie du MTC.

### Taux brut de mortalité (TBM)

Nombre de décès pour 1 000 habitants. Le TBM correspond à la moyenne pondérée des taux de mortalité par âge. Le facteur de pondération est la répartition par âge de la population dont on étudie les statistiques de mortalité. Comparer le TBM d'au moins deux populations revient à comparer une combinaison de différents taux de mortalité par âge et différentes structures de population ne reflétant pas les différences «réelles» de mortalité, mais incluant l'effet de la structure de la population sur le nombre total de décès et sur les TBM.

### Taux d'accroissement naturel de la population

Naissances moins décès.

### Taux d'emploi

Nombre de personnes ayant un emploi en pourcentage de la population du même âge.

### Taux d'intérêt à long terme

Mesurés ici au travers du rendement actualisé des obligations d'État à dix ans.

Voir également «Critères de convergence».

### Taux de change

Cours auquel une monnaie est échangée contre une autre.

Voir également «Critères de convergence».

### Taux de chômage

Part des chômeurs dans la population active (en pourcentage).

### Taux de l'argent au jour le jour

Il s'agit généralement du taux auquel les banques se prêtent de l'argent à échéance d'une journée sur le marché interbancaire. Ce taux se révèle un bon indicateur du niveau général des taux d'intérêt à court terme. Le taux de l'argent au jour le jour est déterminé, entre autres facteurs, par le niveau des taux d'intérêt pratiqués par les banques centrales.

### Taux d'incidence des accidents du travail

Le taux d'incidence est le nombre d'accidents du travail qui se sont produits pendant l'année pour 100 000 personnes occupées. Pour tenir compte des différences entre les États membres dans la répartition de la main-d'œuvre dans les branches à risque, on effectue une standardisation donnant à chaque branche le même poids au niveau national que dans le total de l'Union européenne. Pour les indicateurs structurels, un indice du taux d'incidence est utilisé comme indicateur. Cet indice montre l'évolution du taux d'incidence par rapport à 1998 (= 100).

### Taux de mortalité

Nombre de décès pour 100 000 habitants.

### Taux de prélèvement sur les bas salaires: piège du chômage

Le piège du chômage correspond au pourcentage de la rémunération brute (lors du passage d'une période de chômage vers un nouvel emploi) qui est «perdu» par suite des effets combinés de la perte des allocations liées au chômage et de l'accroissement des taux d'imposition et de cotisation sociale.

### Taux de prélèvement sur les bas salaires: poids de la fiscalité sur le coût de la main-d'œuvre

Le poids de la fiscalité sur le coût de la main-d'œuvre permet de mesurer la charge fiscale relative supportée par un salarié à faible revenu.

### Taux type de mortalité (TTM)

Taux de mortalité d'une population présentant une distribution par âge type. Dans la mesure où la plupart des causes de décès sont largement fonction de l'âge et du sexe, le recours à des taux types de mortalité permet d'améliorer la comparabilité dans le temps et à l'échelon international, puisque les taux de mortalité sont mesurés, abstraction faite des différences dans la structure par âge de la population. Les TTM utilisés ici sont calculés par l'OMS sur la base d'une population européenne type.

### Territoire économique

Par «territoire économique d'un pays», on entend le territoire géographique administré par un gouvernement; à l'intérieur de ce territoire, les personnes, les biens et services et les capi-



taux circulent librement. Il comprend également l'espace aérien national, les eaux territoriales, les gisements situés dans les eaux internationales exploités par des unités résidentes, les enclaves territoriales à l'étranger (représentations propres, bases militaires propres, etc.), à l'exclusion toutefois des enclaves extraterritoriales (représentations diplomatiques de pays étrangers ou d'institutions de l'Union européenne, etc.).

### **Tourisme et voyages**

Au débit figurent les dépenses faites par les résidents vivant à l'étranger pendant moins d'une année pour une raison ou pour une autre: loisirs, travail, santé ou études. Au crédit, on enregistre les mêmes dépenses faites par des voyageurs étrangers sur le territoire national.

### **Transferts courants**

Les transferts courants couvrent les transactions internationales dans le cadre desquelles des biens, services ou éléments financiers sont transférés entre les résidents d'une économie et les résidents d'économies étrangères sans recevoir de valeur économique en contrepartie.

### **Union économique et monétaire (UEM)**

Union regroupant douze États membres participant à la monnaie unique, l'euro. Officiellement, il est reconnu que ces États ont satisfait aux critères de convergence. La troisième phase de l'UEM a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1999, date à laquelle les monnaies de onze États membres ont été liées de manière fixe à l'euro. Ces onze pays ont été rejoints par la Grèce le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Les pièces et billets en euros ont été mis en circulation le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et les monnaies nationales ont été progressivement retirées du marché.

### **Union européenne (UE)**

L'UE a été créée le 1<sup>er</sup> novembre 1993, au moment de l'entrée en vigueur du traité de Maastricht. À la date du 31 décembre 1994, l'UE comptait douze États membres: Belgique, Danemark, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni. Depuis janvier 1995, l'UE compte trois nouveaux membres: l'Autriche, la Finlande et la Suède. En mai 2004, dix nouveaux États membres ont rejoint l'UE: la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovaquie et la Slovaquie.

### **Unité de travail annuel (UTA)**

Une unité de travail annuel correspond au travail effectué par une personne employée à temps plein dans une exploitation agricole. «Temps plein» désigne le nombre d'heures minimal exigé par les dispositions nationales régissant les contrats de travail. Si ces derniers ne précisent pas le nombre d'heures, on consi-

dère que 1 800 heures constituent le nombre d'heures minimal (225 journées de travail de 8 heures).

### **United States Patent and Trademark Office (USPTO)**

L'USPTO est une entité fédérale non commerciale et l'un des quatorze bureaux du département du commerce (DOC) des États-Unis. La mission de l'USPTO est de promouvoir le progrès industriel et technologique aux États-Unis et de renforcer l'économie nationale en administrant les lois relatives aux brevets et marques commerciales, en conseillant le secrétaire du commerce, le président des États-Unis, l'administration chargée de la protection des brevets, marques commerciales et droits d'auteur et l'administration chargée des aspects liés au commerce des droits de propriété intellectuelle.

### **Unités productrices résidentes**

Unités dont la fonction principale est la production de biens et de services et dont le centre d'intérêt économique est axé sur le territoire économique d'un pays.

### **Valeur ajoutée brute aux prix du marché**

Production finale (aux prix de base) moins la consommation intermédiaire (aux prix d'achat). La valeur ajoutée brute peut être ventilée par branche d'activité. Pour l'ensemble de l'économie, elle représente généralement plus de 90 % du PIB.

### **Valeurs réelles**

Les valeurs réelles sont calculées en déflatant une variable économique à prix courants au moyen de l'indice des prix d'une autre variable, par exemple déflation de la rémunération des salariés par l'indice des prix de la consommation des ménages.

C'est généralement le cas pour les flux financiers et de revenus. Par exemple, pour déflater un revenu, un indice de prix approprié est fondé sur un panier de biens et de services reflétant la manière dont ce revenu est dépensé.

### **Zone euro: EUR-12 (précédemment EUR-11)**

Premiers pays participant à l'union monétaire en janvier 1999: Belgique, Allemagne, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal et Finlande. Le 1<sup>er</sup> janvier 2001, la Grèce a rejoint la zone euro. D'où les trois concepts: EUR-11 (les onze pays d'origine), EU-12 (EUR-11 plus la Grèce) et la zone euro, concept variable (EUR-11 jusqu'au 31 décembre 2000, EUR-12 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001). Il est à noter que le «R» placé après «EU» sert à faire la distinction entre la zone euro (EU-12, par exemple) et l'Union européenne (pour laquelle le code est simplement EU).

**ACP — États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de l'accord de partenariat**

Afrique du Sud, Angola, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, îles Cook, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Érythrée, Éthiopie, Îles Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Îles Marshall, Maurice, Mauritanie, Micronésie (États fédérés de), Mozambique, Namibie, Nauru, Niger, Nigeria, Niue, Ouganda, Palau, Papouasie - Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République dominicaine, Rwanda, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Îles Salomon, Samoa, São Tomé e Príncipe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinidad-et-Tobago, Tuvalu, Vanuatu, Zambie, Zimbabwe

**AELE (EFTA) — Association européenne de libre-échange**

Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse

**ALENA — Accord de libre-échange nord-américain**

Canada, États-Unis, Mexique

**ANASE (ASEAN) — Association des nations de l'Asie du Sud-Est**

Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viêt Nam

**ASACR (SAARC) — Association sud-asiatique de coopération régionale**

Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka

**CEAP — Coopération économique Asie-Pacifique**

Australie, Brunéi Darussalam, Canada, Chili, Chine, Corée du Sud, États-Unis, Hong Kong, Indonésie, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Papouasie - Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Russie, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Viêt Nam

**CEI — Communauté des États indépendants**

Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldova, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine

**EDA (DAE) — Économies dynamiques asiatiques**

Corée du Sud, Hong Kong, Malaisie, Singapour, Taïwan, Thaïlande

**EEE (EEA) — Espace économique européen**

Islande, Liechtenstein, Norvège, Union européenne

**Extra-Union européenne**

Autres pays européens, Afrique, Amérique, Asie, Océanie et régions polaires, divers pays extra-UE (non spécifiés)

**MEDA (hors UE), pays méditerranéens membres du partenariat euro-méditerranéen**

Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Territoire palestinien occupé, Syrie, Tunisie, Turquie

**Mercosur — Marché commun de l'Amérique du Sud**

Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay

**NPI — Nouveaux pays industrialisés asiatiques**

Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taïwan

**OCDE hors UE — Organisation de coopération et de développement économiques hors UE**

Australie, Canada, Île Christmas, Îles Cocos (Keeling), Corée du Sud, États-Unis — îles Heard — Île et McDonald, Islande, Japon, Mexique, Île Norfolk, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suisse, Turquie, Îles Vierges des États-Unis

**OPEP — Organisation des pays exportateurs de pétrole**

Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Indonésie, Iran, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Nigeria, Qatar, Venezuela

**Pays candidats**

Bulgarie, Roumanie, Turquie

**Pays d'Amérique latine**

Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela

**Pays du bassin méditerranéen (hors UE)**

Albanie, Algérie, Bosnie-et-Herzégovine, Ceuta, Croatie, Égypte, Gibraltar, Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Liban, Macédoine (ancienne République yougoslave de), Maroc, Melilla, Serbie-et-Monténégro, Syrie, Territoire palestinien occupé, Tunisie, Turquie

**PECO — Pays d'Europe centrale et orientale**

Albanie, Bosnie-et-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Macédoine (ancienne République yougoslave de), Roumanie, Serbie-et-Monténégro

**Proche- et Moyen-Orient d'Asie**

Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Émirats arabes unis, Géorgie, Iran, Iraq, République islamique d'Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Syrie, Territoire palestinien occupé, Qatar, Yémen

**Union européenne (EU-25), à partir du 1<sup>er</sup> mai 2004**

Belgique, République tchèque, Danemark, Allemagne, Estonie, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Malte, Pays-Bas, Pologne,

Autriche, Portugal, Slovénie, Slovaquie, Finlande, Suède, Royaume-Uni

**Union européenne (EU-15), jusqu'au 30 avril 2004**

Belgique, Danemark, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Finlande, Suède, Royaume-Uni

**Zone euro**

Pays participant à l'Union économique et monétaire et ayant adopté l'euro comme monnaie unique. En

2001, il s'agissait notamment des pays suivants: Allemagne, Belgique, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal et Finlande.

**A. Agriculture, chasse, sylviculture****B. Pêche, aquaculture****C. Industries extractives**

- CA. Extraction de produits énergétiques
- CB. Extraction de produits non énergétiques

**D. Industrie manufacturière**

- DA. Industries agricoles et alimentaires
- DB. Industrie textile et habillement
- DC. Industrie du cuir et de la chaussure
- DD. Travail du bois et fabrication d'articles en bois
- DE. Industrie du papier et du carton; édition et imprimerie
- DF. Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires
- DG. Industrie chimique
- DH. Industrie du caoutchouc et des plastiques
- DI. Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques
- DJ. Métallurgie et travail des métaux
- DK. Fabrication de machines et équipements
- DL. Fabrication d'équipements électriques et électroniques
- DM. Fabrication de matériel de transport
- DN. Autres industries manufacturières

**E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau****F. Construction****G. Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques**

- 50. Commerce et réparation automobile
- 51. Commerce de gros et intermédiaires du commerce
- 52. Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

**H. Hôtels et restaurants****I. Transports et communications**

- 60. Transports terrestres
- 61. Transports par eau
- 62. Transports aériens
- 63. Services auxiliaires des transports
- 64. Postes et télécommunications

**J. Activités financières**

- 65. Intermédiation financière
- 66. Assurance
- 67. Auxiliaires financiers et d'assurance

**K. Immobilier, location et services aux entreprises**

- 70. Activités immobilières
- 71. Location sans opérateur
- 72. Activités informatiques
- 73. Recherche et développement
- 74. Services fournis principalement aux entreprises

**L. Administration publique****M. Éducation****N. Santé et action sociale****O. Services collectifs, sociaux et personnels**

- 90. Assainissement, voirie et gestion des déchets
- 91. Activités associatives
- 92. Activités récréatives, culturelles et sportives
- 93. Services personnels

**P. Activités des ménages****Q. Activités extra-territoriales**

**0. Produits alimentaires et animaux vivants**

- 00. Animaux vivants autres que ceux figurant dans la division 03
- 01. Viandes et préparations de viande
- 02. Produits laitiers et œufs d'oiseaux
- 03. Poissons (à l'exclusion des mammifères marins), crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques et préparations
- 04. Céréales et préparations à base de céréales
- 05. Fruits et légumes
- 06. Sucres, préparations à base de sucre et miel
- 07. Café, thé, cacao, épices et produits dérivés
- 08. Nourriture destinée aux animaux (à l'exclusion des céréales non moulues)
- 09. Produits et préparations alimentaires divers

**1. Boissons et tabacs**

- 11. Boissons
- 12. Tabacs bruts et fabriqués

**2. Matières brutes non comestibles, à l'exception des carburants**

- 21. Cuirs, peaux et pelleteries bruts
- 22. Graines et fruits oléagineux
- 23. Caoutchouc brut (y compris le caoutchouc synthétique et le caoutchouc régénéré)
- 24. Liège et bois
- 25. Pâtes à papier et déchets de papier
- 26. Fibres textiles [à l'exception des laines en ruban (tops) et autres laines peignées] et leurs déchets (non transformés en fils ou en tissus)
- 27. Engrais bruts, autres que ceux de la division 56, et minéraux bruts (à l'exclusion du charbon, du pétrole et des pierres précieuses)
- 28. Minerais métallifères et déchets de métaux
- 29. Matières brutes d'origine animale ou végétale, n.d.a.

**3. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes**

- 32. Houilles, cokes et briquettes
- 33. Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes
- 34. Gaz naturel et gaz manufacturé
- 35. Énergie électrique

**4. Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale**

- 41. Huiles et graisses d'origine animale

- 42. Huiles et graisses végétales fixes, brutes, affinées ou fractionnées

- 43. Huiles et graisses animales ou végétales, réparées; cires d'origine animale ou végétale, mélanges ou préparations non alimentaires de graisses ou d'huiles animales ou végétales, n.d.a.

**5. Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.**

- 51. Produits chimiques organiques
- 52. Produits chimiques inorganiques
- 53. Produits pour teinture et tannage et colorants
- 54. Produits médicaux et pharmaceutiques
- 55. Huiles essentielles, résinoïdes et produits de parfumerie; préparations pour la toilette; produits d'entretien et détergents
- 56. Engrais (autres que ceux de la division 27)
- 57. Matières plastiques sous formes primaires
- 58. Matières plastiques sous formes autres que primaires
- 59. Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.

**6. Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première**

- 60. Ensembles industriels relevant de la section 6
- 61. Cuirs et peaux préparés, ouvrages en cuir, n.d.a., et pelleteries apprêtées
- 62. Caoutchouc manufacturé, n.d.a.
- 63. Ouvrages en liège et en bois (à l'exclusion des meubles)
- 64. Papiers, cartons et ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton
- 65. Fils, tissus, articles textiles façonnés, n.d.a., et produits connexes
- 66. Articles minéraux non métalliques manufacturés, n.d.a.
- 67. Fer et acier
- 68. Métaux non ferreux
- 69. Articles manufacturés en métal, n.d.a.

**7. Machines et matériel de transport**

- 70. Ensembles industriels relevant de la section 7
- 71. Machines génératrices, moteurs et leur équipement
- 72. Machines et appareils spécialisés pour industries particulières
- 73. Machines et appareils pour le travail des métaux
- 74. Machines et appareils industriels d'application générale, n.d.a., et parties et

- pièces détachées, n.d.a., de machines, d'appareils et d'engins
75. Machines et appareils de bureau ou pour le traitement automatique de l'information
76. Appareils et équipement de télécommunication et pour l'enregistrement et la reproduction du son
77. Machines et appareils électriques, n.d.a., et leurs parties et pièces détachées électriques (y compris les équivalents non électriques, n.d.a., de machines et d'appareils électriques à usage domestique)
78. Véhicules routiers (y compris les véhicules à coussin d'air)
79. Autre matériel de transport
- 8. Articles manufacturés divers**
80. Ensembles industriels relevant de la section 8
81. Constructions préfabriquées; appareils sanitaires et appareillage de plomberie, de chauffage et d'éclairage, n.d.a.
82. Meubles et leurs parties; articles de literie, matelas, sommiers, coussins et articles similaires rembourrés ou garnis intérieurement
83. Articles de voyage, sacs à main et contenants similaires
84. Vêtements et accessoires du vêtement
85. Chaussures
87. Instruments et appareils professionnels, scientifiques et de contrôle, n.d.a.
88. Appareils et fournitures de photographie et d'optique, n.d.a., montres et horloges
89. Articles manufacturés divers, n.d.a.
- 9. Articles et transactions non classés ailleurs dans la CTCI**
91. Colis postaux non classés par catégorie
93. Transactions spéciales et articles spéciaux non classés par catégorie
94. Ensembles industriels, n.d.a.
96. Monnaies (autres que les pièces d'or) n'ayant pas cours légal
97. Or à usage non monétaire (à l'exclusion des minerais et concentrés d'or)

## Abréviations et acronymes

### États membres

<b>EU-25</b>	les vingt-cinq États membres de l'Union européenne
<b>EU-15</b>	les quinze États membres de l'Union européenne jusqu'au 30 avril 2004
<b>€ zone/ zone euro</b>	EUR-11 (BE, DE, ES, FR, IE, IT, LU, NL, AT, PT, FI) jusqu'au 31 décembre 2000/EUR-12 à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2001
<b>EUR-12</b>	les douze pays participant à la zone euro (BE, DE, EL, ES, FR, IE, IT, LU, NL, AT, PT, FI)
<b>BE</b>	Belgique
<b>CZ</b>	République tchèque
<b>DK</b>	Danemark
<b>DE</b>	Allemagne
<b>EE</b>	Estonie
<b>EL</b>	Grèce
<b>ES</b>	Espagne
<b>FR</b>	France
<b>IE</b>	Irlande
<b>IT</b>	Italie
<b>CY</b>	Chypre
<b>LV</b>	Lettonie
<b>LT</b>	Lituanie
<b>LU</b>	Luxembourg
<b>HU</b>	Hongrie
<b>MT</b>	Malte
<b>NL</b>	Pays-Bas
<b>AT</b>	Autriche
<b>PL</b>	Pologne
<b>PT</b>	Portugal
<b>SI</b>	Slovénie
<b>SK</b>	Slovaquie
<b>FI</b>	Finlande
<b>SE</b>	Suède
<b>UK</b>	Royaume-Uni

### Pays candidats

<b>BG</b>	Bulgarie
<b>RO</b>	Roumanie
<b>TR</b>	Turquie

### Autres pays et territoires

<b>AF</b>	Afghanistan
<b>AM</b>	Arménie
<b>AR</b>	Argentine
<b>AZ</b>	Azerbaïdjan
<b>BA</b>	Bosnie-et-Herzégovine
<b>BR</b>	Brésil
<b>CA</b>	Canada
<b>CD</b>	République démocratique du Congo
<b>CH</b>	Suisse
<b>CN</b>	Chine
<b>CO</b>	Colombie
<b>CS</b>	Serbie-et-Monténégro
<b>D-E</b>	territoire de l'ancienne Allemagne de l'Est

### D-W

<b>DZ</b>	territoire de l'ancienne Allemagne de l'Ouest
<b>GB</b>	Algérie
<b>HR</b>	Grande-Bretagne
<b>IN</b>	Croatie
<b>IQ</b>	Inde
<b>IR</b>	Iraq
<b>IS</b>	Iran
<b>JP</b>	Islande
<b>KR</b>	Japon
<b>LI</b>	Corée du Sud
<b>LK</b>	Liechtenstein
<b>LY</b>	Sri Lanka
<b>NG</b>	Libye
<b>NO</b>	Nigeria
<b>RU</b>	Norvège
<b>SA</b>	Russie
<b>SG</b>	Arabie saoudite
<b>SL</b>	Singapour
<b>SO</b>	Sierra Leone
<b>TW</b>	Somalie
<b>UA</b>	Taiwan
<b>US</b>	Ukraine
<b>ZA</b>	États-Unis
	Afrique du Sud

### Monnaies

<b>ECU</b>	données jusqu'au 31 décembre 1998
<b>EUR</b> <sup>(1)</sup>	données à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1999
<b>ATS</b> <sup>(1)</sup>	schilling autrichien
<b>BEF</b> <sup>(1)</sup>	franc belge
<b>CYP</b>	livre chypriote
<b>CZK</b>	couronne tchèque
<b>DEM</b> <sup>(1)</sup>	mark allemand
<b>DKK</b>	couronne danoise
<b>EEK</b>	couronne estonienne
<b>ESP</b> <sup>(1)</sup>	peseta espagnole
<b>FIM</b> <sup>(1)</sup>	mark finlandais
<b>FRF</b> <sup>(1)</sup>	franc français
<b>GBP</b>	livre sterling
<b>GRD</b> <sup>(1)</sup>	drachme grecque
<b>HUF</b>	forint hongrois
<b>IEP</b> <sup>(1)</sup>	livre irlandaise
<b>ITL</b> <sup>(1)</sup>	lire italienne
<b>LTL</b>	litas lituanien
<b>LUF</b> <sup>(1)</sup>	franc luxembourgeois
<b>LVL</b>	lats letton
<b>MTL</b>	lire maltaise
<b>NLG</b> <sup>(1)</sup>	florin néerlandais
<b>PLN</b>	zloty polonais
<b>PTE</b> <sup>(1)</sup>	escudo portugais
<b>SEK</b>	couronne suédoise
<b>SIT</b>	tolar slovène
<b>SKK</b>	couronne slovaque
<b>BGN</b>	lev bulgare
<b>CAD</b>	dollar canadien
<b>JPY</b>	yen japonais

<sup>(1)</sup> L'euro a remplacé l'écu (code = ECU) le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Le 1<sup>er</sup> janvier 2002, il a également remplacé douze monnaies communautaires.



<b>ROL</b>	leu roumain	<b>ESB</b>	encéphalopathie spongiforme bovine
<b>TRL</b>	livre turque	<b>Eurostat</b>	office statistique des Communautés européennes
<b>USD</b>	dollar des États-Unis	<b>Eurydice</b>	réseau d'information sur l'éducation en Europe ( <a href="http://www.eurydice.org/">http://www.eurydice.org/</a> )
<b>Autres abréviations et acronymes</b>		<b>EU-SILC</b>	statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie
<b>ACP</b>	États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organisation (of the United Nations) (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture)
<b>AELE</b>	Association européenne de libre-échange (CH, IS, LI, NO)	<b>FEDER</b>	Fonds européen de développement régional
<b>ALENA</b>	accord de libre-échange nord-américain	<b>FEOGA</b>	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
<b>ANASE</b>	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>ASE</b>	Agence spatiale européenne	<b>fob</b>	franco à bord
<b>BCE</b>	Banque centrale européenne	<b>FSE</b>	Fonds social européen
<b>caf</b>	coût, assurance et fret	<b>GCSE</b>	General Certificate of Secondary Education (diplôme de fin d'études secondaires)
<b>CAND</b>	pays candidats	<b>IMC</b>	indice de masse corporelle
<b>CBPRD</b>	crédits budgétaires publics de recherche et de développement	<b>IPCE</b>	indice des prix à la consommation européen
<b>CECA</b>	Communauté européenne du charbon et de l'acier	<b>IPCEEE</b>	indice des prix à la consommation de l'Espace économique européen
<b>CEI</b>	Communauté des États indépendants	<b>IPCH</b>	indice des prix à la consommation harmonisés
<b>CITE</b>	classification internationale type de l'éducation	<b>IPCUM</b>	indice des prix à la consommation de l'union monétaire
<b>CTCI rév. 3</b>	classification type pour le commerce international, rév. 3	<b>IPI</b>	indice de la production industrielle
<b>CVT</b>	formation professionnelle continue	<b>ISBLSM</b>	institution sans but lucratif au service des ménages
<b>CVTS2</b>	enquête sur la formation professionnelle continue (Continuing Vocational Training Survey)	<b>ISPO</b>	bureau de promotion de la société de l'information
<b>DBO</b>	demande biologique en oxygène	<b>IT</b>	technologie de l'information (TI)
<b>DCO</b>	demande chimique en oxygène	<b>LMP</b>	politiques du marché du travail
<b>DG</b>	direction générale	<b>MBS</b>	marge brute standard
<b>DIRD</b>	Dépenses intérieures brutes de R&D	<b>Mercosur</b>	Marché commun du Sud
<b>DIRDE</b>	Dépenses intérieures brutes de R&D du secteur des entreprises	<b>MSTI/OCDE</b>	Main Science and Technology Indicators/Organisation de coopération et de développement économiques
<b>DOM</b>	département d'outre-mer	<b>NACE</b>	nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes
<b>EAD</b>	économies asiatiques dynamiques	<b>n.c.a.</b>	non classé ailleurs
<b>ECHP</b>	panel des ménages de la Communauté européenne	<b>n.d.a.</b>	non déterminé ailleurs
<b>ECHP-UDB</b>	panel des ménages de la Communauté européenne — users' data base	<b>NEI</b>	nouveaux États indépendants (de l'ancienne Union soviétique)
<b>ECMT</b>	conférence européenne des ministres des transports (CEMT)	<b>NHS</b>	Sécurité sociale nationale
<b>EEE</b>	Espace économique européen (UE + pays de l'AELE sans la Suisse)	<b>NUTS</b>	nomenclature des unités territoriales statistiques
<b>EFT</b>	enquête sur les forces de travail	<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>EITO</b>	European Information Technology Observatory	<b>OCDE-CAD</b>	Organisation de coopération et de développement
<b>EPT</b>	équivalent plein temps		

(<sup>1</sup>) L'euro a remplacé l'écu (code = ECU) le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Le 1<sup>er</sup> janvier 2002, il a également remplacé douze monnaies communautaires.

	économiques - comité d'aide au développement		Temperate and boreal forest resources assessment
<b>OEB</b>	Organisation européenne des brevets	<b>TBM</b>	taux brut de mortalité
<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail	<b>TIC</b>	Technologies de l'information et de la communication
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé	<b>TMS</b>	Taux de mortalité standardisé
<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies	<b>TTM</b>	taux type de mortalité
<b>OPEP</b>	Organisation des pays exportateurs de pétrole	<b>TVA</b>	taxe sur la valeur ajoutée
<b>PAC</b>	politique agricole commune	<b>UE</b>	Union européenne
<b>PECO</b>	pays d'Europe centrale et orientale	<b>UEBL</b>	Union économique belgo-luxembourgeoise
<b>PIB</b>	produit intérieur brut	<b>Unesco</b>	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>PNB</b>	produit national brut	<b>UNHCR</b>	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)
<b>PPA</b>	parité de pouvoir d'achat	<b>UTA</b>	unité de travail par an
<b>R&amp;D</b>	recherche et développement	<b>VAB</b>	valeur ajoutée brute
<b>RON</b>	indice d'octane recherche		
<b>SAU</b>	superficie agricole utilisée		
<b>SDI</b>	indicateurs de développement durable	<b>Unités et mesures</b>	
<b>SEC</b>	système européen de comptes économiques intégrés	<b>GJ</b>	gigajoule
<b>Sespros</b>	système européen de statistiques intégrées de la protection sociale	<b>GWh</b>	gigawattheure (10 <sup>6</sup> kWh)
<b>SI</b>	indicateurs structurels	<b>ha</b>	hectare
<b>SIDA</b>	syndrome d'immunodéficience acquise	<b>hl</b>	hectolitre
<b>SIF</b>	Statistics in Focus/Statistiques en bref	<b>kcal</b>	kilocalorie
<b>SME</b>	système monétaire européen	<b>kg</b>	kilogramme
<b>SPA</b>	standard de pouvoir d'achat	<b>kgep</b>	kilogramme-équivalent pétrole
<b>TBFRA</b>	TBFRA-2000 - enquête d'évaluation des ressources des forêts tempérée et boréale —	<b>kWh</b>	kilowatttheure
		<b>m<sup>3</sup></b>	mètre cube
		<b>sq. km/km<sup>2</sup></b>	kilomètre carré
		<b>t</b>	tonne (métrique)
		<b>TB</b>	tonne brute
		<b>tep</b>	tonne-équivalent pétrole
		<b>tkm</b>	tonne-kilomètre

### Directions générales de la Commission (énumération incomplète)

<b>DG</b>	direction générale
<b>DG AGRI</b>	direction générale de l'agriculture
<b>DG BUDG</b>	direction générale du budget
<b>DG COMP</b>	direction générale de la concurrence
<b>DG DEV</b>	direction générale du développement
<b>DG EAC</b>	direction générale de l'éducation et de la culture
<b>DG ECFIN</b>	direction générale des affaires économiques et financières
<b>DG ELARG</b>	direction générale de l'élargissement
<b>DG EMPL</b>	direction générale de l'emploi et des affaires sociales
<b>DG ENTR</b>	direction générale des entreprises
<b>DG ENV</b>	direction générale de l'environnement
<b>DG ESTAT</b>	direction générale Eurostat
<b>DG FISH</b>	direction générale de la pêche
<b>DG INFO</b>	direction générale de la société de l'information
<b>DG JAI</b>	direction générale de la justice et des affaires intérieures
<b>DG MARKT</b>	direction générale du marché intérieur
<b>DG PRESSE</b>	direction générale de la presse et de la communication
<b>DG REGIO</b>	direction générale de la politique régionale
<b>DG RELEX</b>	direction générale des relations extérieures
<b>DG RTD</b>	direction générale de la recherche
<b>DG SANCO</b>	direction générale de la santé et de la protection des consommateurs
<b>DG TAXUD</b>	direction générale de la fiscalité et de l'union douanière
<b>DG TRADE</b>	direction générale du commerce
<b>DG TREN</b>	direction générale de l'énergie et des transports

Commission européenne

**Annuaire Eurostat 2004** — Données 1992-2002

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2004 — 280 pp. — 21 x 29,7 cm

Thème 1: Statistiques générales

Collection: Panorama de l'Union européenne

ISBN 92-894-4964-0

ISSN 1540-490X

Prix au Luxembourg (TVA exclue) : 50 EUR

## Comment consulter les informations sur le CD-ROM?

1. Une fois le CD-ROM correctement installé (\*), appuyez sur le bouton «start». Dans la fenêtre qui apparaît sont indiqués le titre de l'annuaire et les versions linguistiques disponibles. Cliquez sur la langue de votre choix.
2. L'écran suivant énumère toutes les informations contenues sur le CD-ROM. Choisissez le type d'informations souhaité en cliquant dessus.
3. Suivez les instructions fournies sur chacun des écrans suivants.

(\* ) Si le programme ne démarre pas automatiquement, veuillez procéder comme suit:

- ouvrez l'explorateur de Windows;
- double-cliquez sur le symbole du lecteur de CD-ROM;
- double-cliquez sur **connect.bat** (exécution du programme) et suivez les instructions d'installation.

### VENTE ET ABONNEMENTS

Les publications payantes éditées par l'Office des publications sont disponibles auprès de nos bureaux de vente répartis dans le monde.

#### Quelle est la marche à suivre pour acquérir l'une ou l'autre des publications?

Après vous être procuré la liste des bureaux de vente, vous choisissez le bureau qui vous intéresse et vous le contactez pour passer commande.

#### Comment vous procurer la liste des bureaux de vente?

- soit vous consultez le site internet de l'Office <http://publications.eu.int/>
- soit vous la demandez par télécopie au (352) 2929-42758 et vous la recevrez sur papier.